

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

Eur. 511s
Mercure
-1793,7



Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

LIBERTÉ, ÉGALITÉ.

(N°. 101.)

SAMEDI 6 Juillet 1793, l'an deuxieme de la République.

MERCURE FRANÇAIS,

HISTORIQUE, POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

Tous les Livres, Cartes, Estampes, Musique, & Arts divers, doivent être adressés au Citoyen la Harpe, rue du Hasard, n°. 2.

Le prix de l'Abonnement est de 36 livres franc de port.

Digitized by Google

CALENDRIER

POUR L'ANNÉE 1793.

Juillet, 31 jours & la Lune 30. Du premier au 31, les jours décroissent, matin & soir, de 29 minutes.

JOURS du Mois.	NOMS DES SAINTS.	J. de L.	PHASES de la LUNE.	Tems moyen au Midi vrai. H.	M.	S.
1	lundi Martial, évêque.	24		0	3	24
2	mardi La visitat. de la Vierge.	25		0	3	36
3	merc. Anatole, év. de Laodic.	26		0	3	47
4	jeudi La trânslat. de s. Martin.	27		0	3	58
5	vend. ste. Zoé, mart. à Rome.	28		0	4	8
6	sam. Tranquillin, Martyr.	29		0	4	18
7	7 D. Aubierge.	30		0	4	28
8	lundi ste. Elisabeth, reine.	1	☾ N. L.	0	4	37
9	mardi Cyrille, évêque.	2	le 8 à 4	0	4	46
10	merc. ste. Félicité.	3	h. 42 m.	0	4	55
11	jeudi Translation de s. Benoît.	4	du mat.	0	5	3
12	vend. Gualbert.	5		0	5	11
13	sam. Turiaf, évêque.	6		0	5	18
14	8 D. Bonaventure, évêque.	7		0	5	25
15	lundi Henri, empereur.	8		0	5	31
16	mardi Eustate, évêque.	9	☽ P. Q.	0	5	37
17	merc. Sperat & ses compagn.	10	le 16, à 9	0	5	42
18	jeudi Thomas d'Aq. docteur.	11	h. 3 m.	0	5	46
19	vend. Vincent de Paule, prêt.	12	du mat.	0	5	50
20	sam. ste. Marguerite.	13		0	5	54
21	9 D. Victor, martyr à Marf.	14		0	5	57
22	lundi ste. Marie Madeleine.	15	☾ P. L.	0	5	59
23	mardi Apollinaire, évêq. & m.	16	le 23, à 7	0	6	1
24	merc. ste. Christine.	17	h. 31 m.	0	6	2
25	jeudi Jacques le maj.	18	du mat.	0	6	3
26	vend. Christophe.	19		0	6	3
27	sam. Georges.	20		0	6	2
28	10 D. ste. Anne & s. Joachim.	21	☽ D. Q.	0	6	1
29	lundi Loup, évêque.	22	le 29, à 10	0	5	59
30	mardi Abdon.	23	h. 55 m.	0	5	57
31	merc. Germain d'Auxerre.	24	du soir.	0	5	54

Digitized by Google

Jer. 135.

MERCURE FRANÇAIS,

HISTORIQUE, POLITIQUE ET LITTÉRAIRE;

PAR UNE SOCIÉTÉ DE PATRIOTES.

Samedi 6 Juillet 1793, l'an IIe. de la République.

BIBLIOTHECA REGIA MONACENSIS

A PARIS,

Au Bureau du Mercure, rue des Poitevins, N°. 18.

Digitized by Google

TABLE des matieres littéraires, depuis le 4 Mai jusqu'au 29 Juin 1793.

Chanson à Madame ***. Logogriphe..... page. 3.
Catherine, ou la Belle Fermière, comédie..... 4.
Musique..... ibid.
Conte : Suite des Souvenirs du coin du feu..... 6.

Vers à M. Dumoulier..... 49.
Enigme, Charade..... ibid.
Maximes et Pensées, par Charles Pougens..... 50.
Gravures, Annonces..... 57.

Epigramme, Logogriphe..... 97.
L'Ami des Lois, Comédie..... 98.
Musique, Spectacle..... 107.

Traduction de la IIe. Elégie du IIIe. Livre de Tibulle... 145.
Charade, Enigme, Logogriphe..... 146.
Vues sur la réformation des Loix civiles, par J. P. Agier... 148.
Géographie, Gravures, Annonces, etc..... 152.
Spectacle..... 154.

Chanson, Charade, Enigme..... 193.
Logogriphe..... 194.
Virginie, tragédie, par le Citoyen Laharpe..... 195.
Annonces, Spectacle..... 201.

La raison du Buveur..... 241.
Charade, Enigme, Logogriphe..... ibid.
Des qualités et des devoirs de l'Instituteur public, par P. V. Chalvet..... 242.
Gravure, Spectacle..... 247.

Corancey aux mânes de son fils..... 289.
Charade, Enigme, Logogriphe..... 291.
Les Préjugés détruits, par J. M. Lequinio..... 292.
Spectacle..... 298.

Pétition des jeunes filles de Sancy..... 337.
Charade, Enigme, Logogriphe..... 339.
Voyage en France, par Young..... 341.
Annonces..... 346.

Lettre au Rédacteur, par A. Ximenez..... 385.
Charade, Enigme, Logogriphe..... 387.
Politique des cabinets de l'Europe, pendant les regnes de Louis XV et de Louis XVI..... 389.
Spectacle, Annonces..... 391.

Bayerische Staatsbibliothek München Google

(N°. 101. — 1793.)

MERCURE FRANÇAIS

SAMEDI 6 JUILLET, *l'an deuxième de la République.*

IMITATION

De ces vers de la 2ème. Églogue de Virgile,

Quem fugis, ah demens! habitarunt dii quoque sylvas, etc.

POURQUOI, cruelle Églé, fuyez-vous les forêts?
Les dieux ont habité sous leurs ombrages frais.
Long-tems le beau Pâris a chéri ces asyles.
Laissez Pallas se plaire au tumulte des villes,
Aimez, ainsi que nous, et brûlez une fois;
Vous ne vous plairez plus qu'au silence des bois.
Le lion est suivi du chasseur intrépide;
Lui-même il suit le loup; le loup, l'agneau timide:
L'agneau suit en tout lieu celui qui le conduit,
Et moi les pas d'Églé qui sans cesse me fuit.
Mars brûla pour Vénus, Narcisse pour lui-même:
Chacun suit son attrait; c'est vous, Églé, que j'aime.
Voyez ces bœufs tardifs, au hameau de retour,
Et l'ombre s'agrandir des derniers traits du jour.
Je brûle cependant d'un feu qui croît sans cesse.
Ah! malheureux, étouffe une folle tendresse.
Ah! Sylvandre, Sylvandre, appelle ta raison;
Mais que peut-elle, hélas! contre un si doux poison?

(*Par* J. LA SERRE.)

CHARADE.

CELUI qu'un sort funeste a mis sans mon premier
A bien peu de penchant à faire mon dernier.
Mais il doit oublier pour un moment sa peine,
S'il voit mon tout éclos sur la bouche d'Hélène.

Digitized by Google

ÉNIGME.

A l'aide de la paille et d'un faible zéphyre,
Dans les champs de l'air emporté,
Je plane avec légereté;
Et l'aréostat si vanté
Que l'on fronde et que l'on admire,
Me cede au moins l'honneur de la priorité.
Je suis rond comme lui; comme lui je renferme
Un élément à qui je dois l'activité;
Si son enveloppe est plus ferme,
Mon volume est moins grand, j'ai moins de gravité;
Mais il n'est point de parité;
Car parmi les dangers que le ballon essuie,
On sait qu'il peut en feu tomber du firmament.
Lecteur, je suis bien différent,
Puisque je ne tombe qu'en pluie.

LOGOGRIPHE.

Avec six pieds je suis un instrument utile;
Qu'à la campagne on voit plus souvent qu'à la ville.
Du sage quelquefois je fais l'amusement;
Je soigne son parterre, et le tiens proprement.
A présent, pour me bien connaître,
Ami lecteur, décomposez mon être.
Vous trouverez un vilain animal;
Un des quatre élémens; deux notes de musique;
Un outil nécessaire en plus d'une boutique;
Un endroit où l'on passe à pied comme à cheval.
Si vous voulez enfin dévoiler le mystere,
Apprenez que mon fort est de gratter la terre.

Explic. des Charade, Énigme *et* Logogriphe *du* N°. 100.

Le mot de la Charade est *Rissole*; celui de l'Enigme est la lettre *R*; celui du Logogriphe est *Bronze*, dans lequel on trouve *Bonze*, *zéro*, *robe*, *zone*, *onze*, *Noé*, *Eon*, *Nero*, *or*.

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

Œuvres philosophiques de M. Hemsterhuys, 2 vol. in-8°. A Paris, de l'imprimerie de H. J. Jansen, cloître St. Honoré; et se trouve chez Framart, commissaire en librairie, quai des Augustins, n°. 27.

François Hemsterhuys, mort en 1790, était premier commis de la secrétairerie du conseil d'état des provinces-unies des Pays-Bas. Son pere était médecin à Groningue en Frise; son ayeul était un érudit très-versé dans les langues grecque et latine; on a de lui des éditions de plusieurs ouvrages des anciens, de Lucien, d'Aristophane, de Xénophon, etc., avec des commentaires estimés des savans. F. Hemsterhuys, marchant sur les traces de son pere et de son ayeul, se consacra comme eux à l'étude des sciences et des arts, mais particulierement à la métaphysique, qui fut toujours du goût des Allemands; nation réfléchissante, et qui réunit deux qualités dont l'assemblage peut paraître singulier, une humeur calme et froide, et une imagination exaltée, non pas de cette imagination qui invente dans les arts, mais de celle qui se passionne pour des illusions sentimentales, et que la contemplation habituelle des matieres abstraites conduit jusqu'à l'amour du merveilleux. C'est chez eux que les rêveries du fameux Swedenbork et de quelques autres illuminés ont fait une grande fortune; c'est aussi chez eux qu'a été composé le roman de Werther (1), qui ne contient autre chose que le développement mélancolique des pensées d'un malheureux amant qui voit entre les bras d'un autre la maîtresse qu'il comptait épouser, et finit par se défaire de la vie qu'il ne peut plus supporter. Cette production de Goëthe a un caractere particulier que vous chercheriez vainement dans aucun de nos romanciers français, et c'est ce qui lui donne du prix aux yeux des connaisseurs et des philosophes.

Il n'est pas inutile de considérer de combien de manieres la même erreur peut entrer dans les têtes humaines, et par combien de routes diverses, ou même opposées, l'homme peut arriver au même but, c'est-à-dire à la déraison. On croirait, par exemple, que la vivacité française est ce qu'il y a de plus

(1) Intitulé très-improprement *les passions du jeune Werther*, qui n'en eut qu'une en sa vie, et bien malheureuse: c'est une méprise du traducteur. Les Allemands assurent (et ils sont croyables) que le titre original signifie *les souffrances du jeune Werther*, et le bon sens en est d'accord.

Digitized by Google

susceptible de la folie du merveilleux, cependant il serait facile de prouver par les faits que jamais cette folie n'a été parmi nous que passagere, et que toujours elle tenait ou à l'esprit de secte, comme les convulsions au jansénisme, ou à l'empire de la mode, comme le magnétisme, le martinisme, etc.; et toutes ces sottises, après avoir enrichi quelques charlatans qui avaient profité de la vogue, passaient rapidement ou avec la secte qui les avait fait naître, ou avec la mode qui faisait place à une autre. C'est chez un peuple flegmatique et sérieux que les sciences occultes, la doctrine des esprits intermédiaires, l'évocation des morts, etc., se sont comme naturalisées depuis des siecles, et jouissent aujourd'hui d'un très-grand crédit. La secte des illuminés embrasse toute l'Allemagne, et l'on sait que les prodiges du mesmérisme étaient renouvellés non pas des Grecs qui n'aimaient gueres le merveilleux que dans la poésie, mais des Allemands, qui vers le milieu du dernier siecle ont écrit vingt ouvrages que nous avons encore sur ce même magnétisme animal que l'on donnait aux bons Parisiens comme une découverte toute neuve, que les adeptes devaient payer cent louis.

Pourquoi des hommes naturellement calmes et même graves, occupés ou de soins domestiques, ou d'études laborieuses, et généralement fort éloignés de la vivacité des passions et des intrigues qui ont toujours agité l'esprit français, se sont-ils précipités plus que tous les autres dans la recherche des arcanes, dans l'alchymie, dans l'astrologie, dans la démonologie, dans tous ces rêves de la curiosité ignorante? Ne serait-ce pas qu'il faut toujours que l'esprit humain se passionne pour quelque chose, et s'égare d'une maniere ou d'une autre en cherchant ce qui est hors de lui? C'est ainsi, sans doute, que l'Allemand méditatif et bon s'est élancé vers un autre ordre de choses, vers un monde idéal, et a voulu réaliser dès celui-ci, au moins dans son imagination, tout ce dont nous ne pouvons avoir aucune idée. Ce qui le confirme, c'est que la plupart des personnes attachées à la doctrine des illuminés sont d'un caractere religieux et de mœurs pures : il faut en excepter les profès qui sont toujours un peu charlatans : le bon Swedenborg l'était comme un autre; nous en avons la preuve, quoique d'ailleurs il paraisse dans ses étranges ouvrages un visionnaire de très-bonne foi.

Si l'on a jeté en avant ce peu de réflexions sur les rêveries mystiques qui ont regné, et qui regnent encore dans ce siecle de lumieres, ce n'est pas que F. Hemsterhuys y ait donné, au moins dans ses ouvrages. Il a écrit en allemand, et il est extrêmement passionné pour la spiritualité, dont il prétend même donner une nouvelle théorie; quoiqu'au fond ses principaux argumens soient les mêmes que ceux de Fénelon, de Locke, de Klarke sur l'existence d'une cause premiere et sur l'immatérialité de l'ame, c'est-à-dire, les seuls que l'on puisse

Digitized by Google

admettre en bonne métaphysique ; encore Locke, plus réservé que les autres, après avoir affirmé que la faculté de penser est distincte en nous de ce que nous appellons matière ou corps, n'affirme pas qu'il soit impossible, ni contradictoire, que la matière soit organisée de manière à penser ; et ce doute, coupable aux yeux des théologiens, a paru très sage aux vrais philosophes qui ont senti que nous ne pouvions jamais connaître les premiers principes des choses, que nous ne pouvions qu'observer exactement les faits, et en tirer des résultats physiques ou mathématiques bornés à notre petit globe et au petit système planétaire dont il fait partie, et qui est la limite de nos connaissances, tandis que le grand tout échappe nécessairement à notre vue ; qu'en un mot, la bonne philosophie consistait bien plutôt à savoir ce qui n'était pas que ce qui est ; et cela même est beaucoup ; car l'essentiel n'est pas d'acquérir des connaissances qui certainement vous sont inutiles, puisqu'elles vous sont refusées, mais d'éviter les erreurs qui ne peuvent être que nuisibles.

F. Hemsterhuys n'a pas cette circonspection des esprits justes qui savent ignorer : c'est un homme doué à la fois d'une imagination extrêmement sensible, comme on le voit par quelques morceaux écrits d'un style presque poétique, et qui se sert d'une dialectique plus subtile que solide, pour se démontrer à lui-même comme aux autres ce qu'il semble avoir besoin de croire. Il combat les matérialistes et les athées, quelquefois même avec amertume. Au reste il est bon de savoir que chaque pays a sur ces matières un ton dominant déterminé par diverses causes. L'esprit général des écrivains Allemands et Anglais est religieux : chez les Anglais, la religion purgée du papisme romain, ne paraît pas trop absurde, et de plus fait partie de leur système politique auquel ils tiennent beaucoup ; on peut dire même qu'à Londres comme à Genève, le socinianisme, qui est si près du déisme, a fait de grands progrès parmi tout ce qui n'est pas presbytérien. Chez les Allemands, l'attachement à la religion comme au gouvernement est d'habitude : l'esprit de ces peuples, paisible, lent et mesuré, répugne à toute innovation ; on s'en est bien apperçu par l'opposition qu'éprouva Joseph II aux divers changemens qu'il s'efforça d'introduire, même à ceux qui étaient le mieux conçus. A cette disposition naturelle il faut ajouter l'influence nécessairement puissante du règne aussi long que florissant de Marie-Thérèse, qui fit aimer sa dévotion, quoique minutieuse, parce qu'elle y joignit la popularité et la bienfaisance, deux choses que tous les hommes sont également à portée d'apprécier, même sans instruction. La croyance des peuples est toujours modifiée plus ou moins par ceux qui gouvernent, et toute la France fut dévote, à commencer par les plus grands esprits, parce que la piété de Louis XIV, victorieux pendant trente ans, parut un gage de la protection divine, et

Digitized by Google

devint dèslors une partie de sa gloire, et parce que cette gloire le présentait lui et sa cour comme un modele à suivre en tout. La régence qui rompit toutes les sortes de frein, et fit tomber tous les masques, permit à la liberté de penser, de se répandre par-tout à la suite de quelques philosophes, même de la cour, qui commençaient à secouer le joug. Cette liberté fut restreinte par l'inquisition jalouse et secrette du cardinal Fleury, qui redoutait toute espece de force dans les esprits. Le ridicule et le scandale des querelles du jansénisme dont on était fatigué, la profonde immoralité de la cour de Louis XV, le mecontentement des peuples augmenté par le faste du clergé, favoriserent cette foule d'écrivains hardis qui sappaient de tout côté l'édifice des préjugés religieux; et ces écrivains étant les premiers de la nation, la mode de l'esprit, alors prédominante parmi nous, fit de l'irréligion un précepte de bon air et de bon ton, et l'on fut incrédule pour n'être pas un sot. Enfin, la révolution ayant mis à découvert l'alliance intime que le sacerdoce avait contractée avec le despotisme, l'un et l'autre ont reçu les derniers coups; et, c'est parce qu'ils ne peuvent plus se relever que tous deux ensemble, que j'insiste pour que l'on fasse regner le plutôt possible la religion des peuples libres, la loi naturelle avec la loi républicaine.

Les excursions métaphysiques de F. Hemsterhuys sont bien loin de ce but; mais aussi la littérature et la philosophie seraient bientôt resserrées dans des bornes trop étroites, si elles ne considéraient que nous seuls Français dans le monde; et la variété des objets doit être un des caracteres principaux de ce journal, écrit pour les hommes instruits, devant qui je me propose de faire passer successivement tous les genres de connaisances qui peuvent les intéresser. L'écrivain Hollandais dont il est ici question n'est pas indigne de les occuper un moment. Ses études philosophiques ne sont pas à mépriser, et ne l'ont point rendu étranger aux beaux arts. Il est familiarisé avec les poëtes grecs et latins qu'il cite souvent, et parmi les différens traités que contient son livre, se trouve une *lettre sur la sculpture* qui mérite d'être lue et méditée par les artistes.

A l'égard de sa métaphysique, les idées principales sont empruntées soit des anciens, soit des modernes, et les conséquences qu'il en tire tiennent à son système chéri, c'est-à-dire au desir qu'il a de prouver par des inductions philosophiques les dogmes fondamentaux de la théologie chrétienne. Il n'annonce pas ce dessein aussi formellement que Pascal; il s'enveloppe dans des théories extrêmement abstraites, dans une dialectique très-épineuse, souvent même hérissée de formules d'algebre, à l'exemple de Maupertuis. On l'a reproché à celui-ci et avec raison. En effet, autant l'algebre a été utilement appliquée à la géométrie, autant elle est déplacée dans la métaphysique. On conçoit aisément que la méthode de

Digitized by Google

calculer par des signes convenus les quantités quelconques, comme l'arithmétique calcule les quantités numériques, doit faciliter et simplifier les opérations de la géométrie, qui considere sans cesse les rapports des grandeurs, des masses, des vitesses, des distances, etc. dans l'étendue et le mouvement. C'est avec ces signes si heureux et si simples que la géométrie peut peser et mesurer des mondes sur un quarré de papier, comme l'arithmétique y suppute des milliards, et cette méthode imaginée par Descartes, suffirait seule pour le mettre au rang des bienfaiteurs de l'esprit humain. Mais dans la métaphysique, où il ne s'agit que des êtres intellectuels et du rapport des idées, à quoi peuvent servir des signes artificiels? Sont-ils un moyen d'évidence? Les caracteres A, B, C, pour représenter des idées, en rendent-ils la connexion ou l'opposition plus claire? C'est un petit charlatanisme scientifique, qui a l'air de n'adresser qu'aux savans ce qui aurait un mérite infiniment plus réel, si on le mettait à la portée de tout esprit raisonnable, comme ont fait Locke et Condillac. Quand il s'agit de l'existence de Dieu, de celle de l'ame, une formule algébrique qui ne peut être entendue que de ceux qui savent l'algebre, vaut-elle deux ou trois raisonnemens clairs et simples que tout le monde peut comprendre?

Ce que dit l'auteur de l'amour et du desir, qu'il fait consister dans une tendance attractive de l'individu à s'identifier avec un autre individu, est pris de la doctrine d'Epicure, de cet atomisme, de ces simulacres, de ces émanations qui ont fourni de si beaux vers à Lucrece. Il en conclud qu'il y a dans le systéme des êtres animés deux forces opposées qui se combattent sans cesse, l'une qui tend à l'unité, l'autre qui en éloigne : c'est à peu près la force centripete et la force centrifuge transportées du physique au moral. Cette hypothese, quoiqu'ingénieuse, n'est, comme tout autre, qu'un objet de discussion sans résultat; mais l'auteur en trouve un, c'est que cette tendance universelle doit un jour être remplie, quand tous les êtres animés seront identifiés dans l'unité qui est Dieu. Cette conclusion qui n'est pas plus neuve que le reste, l'embarrasse pourtant un peu, parce que dans cette hypothese les ames des animaux, qui ont la même tendance que les nôtres, devraient aussi être confondues dans l'unité divine. Mais, en derniere analyse, il n'y voit pas d'impossibilité, et il est vrai qu'il n'y en a pas; mais les ames des méchans seront-elles aussi fondues dans l'unité divine? ou seront-elles d'abord épurées pendant mille ans, comme le disait l'école de Pythagore? On a beau faire : en ce genre, l'imagination des modernes retombe toujours dans celle des anciens : il y a si long-tems que l'on rêve sur ces matieres qu'il est difficile que les rêves ne se ressemblent pas.

Dans un autre traité, l'auteur établit une série d'argumens qui revient en définitif à la doctrine de Pascal; que le mé-

Digitized by Google

contentement habituel de l'homme, dont la pensée et les desirs vont toujours au-delà de ce qui est, prouve une dégradation dans la nature humaine, et sa destination pour un autre ordre de choses. Voilà le péché originel, quoique l'auteur ne le nomme pas, et l'on sait que par-tout les hommes ont imaginé que leur espece avait commencé par être parfaite, et devait enfin le redevenir. Cette persuasion n'est pas très-modeste, et je n'ai jamais compris ce qu'il peut y avoir de commun entre un être aussi foible et aussi borné que l'homme et la perfection. Autant vaudrait dire que nous avons commencé par être des dieux, ou tout au moins des anges. Platon l'a dit à peu près il y a quelques deux mille ans, et depuis qu'il l'a dit, ne sommes-nous pas bien avancés? Il échappe de tems en tems à l'auteur de singuliers aveux, sans qu'il paraisse se douter des conséquences; car sûrement il a écrit de bonne foi. « Les religions passant par les mains de tous » les hommes, leurs accroissemens en sont d'autant plus » hétérogenes et monstrueux: par conséquent, il est presque » impossible de se représenter la religion chrétienne dans toute » sa pureté, et de se former une idée juste des jours et des » événemens de sa naissance. »

Si l'auteur n'était pas mort, on serait tenté de lui demander comment il conçoit qu'une religion, révélée par Dieu lui-même, *prenne des accroissemens hétérogenes et monstrueux*, au point de devenir méconnaissable par la suite des siecles. Quoi! Dieu n'a pu rendre inaltérable une révélation dont dépendait le salut de ses créatures! Que lui a-t-il donc manqué pour cela? la volonté ou les moyens? L'un et l'autre répugne au bon sens. Quand F. Hemsterhuys ressusciterait pour répondre à cette question, je ne crois pas qu'il en vînt à bout.

Du moins, il ne flatte pas les chrétiens d'aujourd'hui. « Considérez, je vous prie, de quelle façon ils se conduisent » envers Dieu: ils lui demandent pour eux ou pour leurs » princes une longue vie, des richesses, des propriétés, des » victoires qu'ils ne sauraient obtenir qu'à la charge de leurs » semblables, qui demandent exactement les mêmes choses » au même Dieu. Ils veulent lui faire accroire que toutes leurs » guerres ne sont que défensives, ou qu'ils ne font tous que » prévenir ou empêcher des injustices. Les payens en agissaient plus conséquemment, en demandant la destruction de » leurs ennemis, chacun à son Dieu tutélaire et national: » ces dieux pouvaient être mal ensemble. Enfin, ils ne rougissent pas de rendre graces à l'Etre dont émane la vie de » l'univers entier, d'avoir ôté, par ses bénédictions, la vie, » autant qu'il fut en eux, à un certain nombre de leurs » freres. »

L'observation est très-juste, quoique cette prose pût être beaucoup plus soignée, ainsi que celle de toute cette traduction, généralement assez défectueuse. Mais heureusement

Digitized by Google

Voltaire nous avait dit, il y a long-tems, la même chose en vers charmans. Il s'était déja moqué, dans son *Dictionnaire philosophique*, de cette coutume bizarre de chanter un cantique d'actions de graces, un *Te Deum laudamus*, à chaque bataille gagnée ou même indécise, et ce qui le choquait le plus, toujours le même cantique, monotonie bien pauvre *dans une nation si renommée pour les chansons nouvelles.* Mais il y revint encore dans une piece de vers intitulée *la Tactique.*

Le lendemain matin on les mene à l'église
Rendre grace au bon Dieu de leur noble entreprise,
Lui chanter en latin qu'il est leur digne appui,
Que dans la ville en feu l'on n'eût rien fait sans lui,
Qu'on ne peut ni voler, ni violer son monde,
Ni massacrer les gens, si Dieu ne nous seconde.

« Il faut avouer (continue l'auteur) qu'en regardant l'homme » de ce côté il paraît bien absurde et bien petit. » Hélas ! oui, de ce côté et de beaucoup d'autres. « Il ne l'est pas » pourtant. *Heureusement* sa petitesse est son ouvrage et la » suite nécessaire du méchanisme de la société artificielle. » Cet *heureusement* est bien extraordinaire. Qu'y a-t-il donc là de si *heureux !* et que veut dire que la *petitesse* de l'homme *est son ouvrage ?* La *petitesse* est dans sa nature, ainsi que la grandeur relative à sa *petitesse*, c'est-à-dire, qu'il est de sa nature bon, ou méchant, ou éclairé, ou absurde, selon qu'il est modifié par son tempérament, par l'éducation, par les circonstances. Mais rien de tout cela n'est son *ouvrage :* c'est *la suite nécessaire* du système physique et moral dans lequel il est placé, et non pas *du méchanisme de la société artificielle.* Ces mots n'ont point de sens : un philosophe aurait dû savoir que la *société* n'est ni ne peut être *artificielle*, parce que la sociabilité et la perfectibilité sont naturelles à l'homme. Et où a-t-il vu que *la petitesse*, *l'absurdité* et *l'atrocité* ne se trouvassent pas dans l'homme le plus sauvage ? Quoi ! la raison ne pourra jamais faire disparaître ces insignifiantes déclamations ! et on les retrouve même chez les plus tranquilles raisonneurs ?

Nous avons eu bien des *éloges*, et l'article *nécrologie*, où l'on *jette* toujours *quelques fleurs* sur des tombes souvent fort ignorées, est consacré beaucoup moins aux morts qu'aux vivans qui ont la prétention de *jetter des fleurs.* Mais je ne crois pas qu'en ce genre on ait rien vu de semblable à l'éloge de François Fagel, greffier des Etats-généraux, mort en 1778. On peut assurément appeller éloge, tout au moins, ce que F. Hemsterhuys appelle *description philosophique du caractère de feu M. Fagel.* Je crois de tout mon cœur que c'était un homme de mérite, qui a bien rempli sa place ; mais il eût fallu nous dire au moins en abrégé ce qu'avait fait de grand ce greffier des Etats, dont l'éloge commence ainsi : « Les grandes ames

Digitized by Google

» qui se manifestent de tems en tems parmi les hommes sont » des ouvrages de la providence, destinés à une fin *qui ne* » *tient pas à ce monde : ce sont des germes qui poussent dans* » *l'éternité.* » Si la gloire de M. Fagel *ne tient pas à ce monde*, il ne fallait pas en parler dans ce monde : il valait mieux attendre qu'*elle eût poussé dans l'éternité.*

« Fagel lui-même *avoua* à ses amis les plus intimes *des talens* » *prodigieux dont il ne faisait aucun usage.* » En ce cas, c'était pure malice à lui ; mais en revanche c'étaient de bonnes gens que ces amis intimes qui croyaient si aisément à l'*aveu de ces talens prodigieux* dont on ne faisait rien.

« Pour les beaux arts, il parut que la nature l'avait dis» pensé de toute étude. » J'aurais cru que cela n'appartenait qu'à nos grands seigneurs de l'ancien régime et à nos grands écrivains du nouveau. Mais enfin puisque cela est si commun parmi nous, il n'y a pas tant de quoi se récrier sur M. Fagel. Ce qui suit est plus remarquable : « Son tact était » si fin, son goût si exquis, et la rapidité avec laquelle il » embrassait un ensemble était si grande, qu'il portait *dans le* » *moment un jugement dont il ne revenait jamais.* » Et sans doute le jugement etait bon, d'où il suit que M. Fagel était infaillible : c'est au pape à voir ce qu'il en dira.

Parmi nous l'exagération des louanges se joint ordinairement à l'emphase des figures et aux convulsions de *la chaleur ;* mais ces hyperboles monstrueuses débitées avec le flegme allemand sont vraiment une nouveauté.

MUSIQUE.

Nouveau cours d'éducation pour le piano, ou collection de différens genres de Musique propres à l'étude, premiere partie ; par L. Félix Despréaux, prix 7 liv. 4 sols, port franc. Sixieme cahier du Journal de Guitarre, contenant un rondeau de la Belle-Fermière, un air de l'Amour filial, un air de Martini et un de Ducrai Dumenil, prix 2 liv. 10 sols ; l'abonnement est de 20 liv.

N°. 4 du Journal de Violon, contenant deux Duos concertans ; par Cartier de l'Opéra, prix 3 liv.

Tous ces Ouvrages se trouvent chez Porro, rue Tiquetonne, n°. 10.

Digitized by Google

SPECTACLES.

THÉATRE DE L'OPÉRA COMIQUE NATIONAL.

La petite piece intitulée : *Le Coin du Feu*, donnée dernierement à ce théâtre, y a fort bien réussi. Le canevas n'en est pas très-fort ; ce n'est qu'une broderie agréable sur une gaze légere, et quoique les mœurs dont l'auteur y présente le tableau ne soient plus à l'ordre du jour, le sentiment qu'il y développe a suffi pour en assurer le succès.

Un mari volage, un homme à bonnes fortunes, de la classe de ceux qui formaient autrefois le grand monde, époux d'une femme charmante, qu'il néglige pour des beautés subalternes, obtient un rendez-vous d'une certaine Chloë, à laquelle il fait sa cour. Le billet qui le lui indique est sans adresse, et par une méprise de Suisse, il tombe entre les mains de sa femme, qui désolée de son infidélité, sent que le meilleur moyen d'enchaîner un volage est de lui plaire de nouveau. Elle l'attend donc sous les armes de la coquetterie, sans lumieres, *du coin du feu*. Ce moyen lui réussit à merveille ; elle n'a jamais paru si charmante à son mari, qui lui sait gré d'ailleurs de substituer des carresses aux reproches dont elle pourrait l'accabler. Cette scene voluptueuse, mais décente, amene un dénouement gai ; la lumiere est apportée par un petit-cousin de la dame, qui avait un intérêt fort opposé à ce raccommodement.

Cette piece, écrite avec grace, est du citoyen Favieres, auteur de Paul et Virginie, et connu par d'autres succès.

La musique est du citoyen Jadin, dont les talens depuis long-tems sont chers aux amateurs, et à qui il n'a manqué jusqu'ici, pour les faire connaître universellement, que des paroles plus heureuses. Quelques morceaux offrent peut-être plus de travail que n'en comportait le sujet, mais on en trouve plusieurs autres d'un mérite très-distingué ; tels que l'ouverture, une espece de rondeau très-bien chanté par le citoyen Michu, un duo de sommeil parfaitement exécuté par le citoyen Mainier et l'aimable Rosalie, etc. Le duo du raccommodement ferait aussi beaucoup d'effet, s'il était un peu moins long, et s'il n'était au milieu d'une scene dont on voudrait ne perdre aucune parole.

Il suffit de nommer les charmantes actrices Saint-Aubin, Carline et Rosalie, avec les acteurs déja cités, pour donner une idée de la parfaite exécution.

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 12 juin 1793.

ON mande de Pétersbourg, en date du 21 mai que la princesse Louise de Bade a été fiancée solennellement ce même jour avec le prince Alexandre, fils aîné du grand-duc après avoir adopté la veille la religion Grecque, sans laquelle elle ne pourrait devenir impératrice, et avoir pris le nom d'Elisabeth Alexiewna. — Le nouvel envoyé de Pologne, comte Wielohorsky a eu avant-hier une audience de l'impératrice dans laquelle il a remis ses lettres de créance. On ne sait pas bien précisément quel est l'objet de sa mission. Mais ce qu'on sait bien positivement, c'est que la confédération générale de Grodno a chargé son ex-maréchal le comte Felix Potoki, toujours résident à Pétersbourg de mettre sous les yeux de la Czarine l'état des dettes du roi qu'il lui est absolument impossible de payer dans l'état actuel des choses. Dans le fait ce serait aux trois puissances co-partageantes à les acquitter, puisqu'elles se sont emparées de presque tout ce que possédait ce malheureux prince non-seulement comme roi, mais même comme particulier. Car on assure que ses domaines sont compris dans l'envahissement. Cependant les créanciers de Stanislas ne s'attendent point à cet acte de justice qu'ils appelleraient volontiers de générosité. Que de têtes couronnées, indignes de porter le bonnet rouge, mériteraient au contraire d'être coëffées du bonnet verd. Les exemples de rois banqueroutiers frauduleux ne sont pas rares dans l'histoire. Il y a pourtant un excellent argument à produire en leur faveur. C'est de droit divin que ces maîtres du monde emportent le capital et les intérêts aux malheureux prêteurs. En effet, images de Dieu, représentans de Dieu, presque Dieux sur la terre, les rois sont une seconde providence. Or, qui a droit de se plaindre de la providence lorsqu'elle permet que les moissons et le champ même qui les portait s'engloutissent dans un abyme. Tous les théologiens de Salamanque, de Varsovie et de Pétersbourg vous diront qu'il ne vous reste qu'à vous écrier avec résignation dans ce dernier cas, *Deus dedit*, *Deus abstulit*, et dans le premier, *nos ames sont à Dieu*, *nos corps et nos biens au roi.* — Cette même confédération a cassé tous les sénateurs et ministres nommés à l'époque du 3 mai 1791; elle a assigné par décret un délai

Digitized by Google

de 3 ans au comte Potocki pour l'acquittement de ses dettes, moyennant 3 pour 100 d'intérêt jusqu'à leur entiere extinction. — Des lettres de Varsovie ajoutent que la plupart des nonces ou députés à la nouvelle diete sont en route pour Grodno. Par-tout ils ont été élus sous la bénigne influence des Russes. — C'est le général Derfeldt qui succede au feu général Kretzetnikow dans le gouvernement des nouvelles provinces dont ils se sont emparés. — Le prince Poninski dégradé, chassé même par la derniere diete, où il y avait encore quelques restes de sentimens d'honneur est arrivé dans la capitale depuis le 26 mai. Il revient de Grodno blanchi, réhabilité par la nouvelle confédération qui lui a rendu son honneur, si tant est qu'on puisse donner ce qu'on n'a pas.

Suivant des lettres de Dantzick du 6 juin, le peuple et les bourgeois sont réduits au désespoir. Les nouveaux impôts et le loyer des maisons sont ruineux; il en est de même du prix des denrées et de tous les objets de consommation. Par le plus absurde brigandage, on exige des marchands l'état de leurs magasins et des contributions sur ce qu'il est arbitrairement supposé qu'ils vendront: on leur suppose des spéculations trop actives, et la ville est dans une sombre consternation.

Les derniers avis de Stockholm s'expriment ainsi: nous avons vu défiler le 3 de ce mois, par cette capitale, les troupes destinées au camp de Ladugar, au nombre de 8000 hommes. L'aile droite était sous la conduite du duc-régent lui-même; le centre sous celle du général-major baron de Cederstroem, et l'aile gauche commandée par le général comte de Moerner. Le corps était composé d'un régiment de cuirassiers, d'un de dragons, de deux de hussards et de cinq d'infanterie et de mariniers. Il faut joindre à cela l'artillerie volante. Le camp tiendra jusqu'à la fin du mois, mais pas plus long-tems. Le régent campe comme les autres, et veut camper depuis le commencement jusqu'à la fin. La division de la petite flotte qui est ici doit aller se stationner sur un des flancs du camp; cependant ce ne sera que le 15 de ce mois qu'elle s'y rendra.

Le jeune roi donne toute son application à l'art militaire, et pour cet effet reçoit tous les jours au château de Haga la visite d'un officier qui vient lui donner des leçons.

De Francfort-sur-le-Mein, le 21 juin.

Suivant les dernieres nouvelles de Vienne, le baron de Herbert, internonce impérial à Constantinople, vient d'arriver dans la capitale de l'Autriche. S'il faut en croire des lettres venues par cette occasion, le divan pense tout autrement qu'on ne l'avait cru jusqu'ici relativement au partage de la Pologne. La Porte est outrée, disent ces lettres, contre la Russie, à laquelle elle aurait déclaré la guerre sur-le champ,

Digitized by Google

si les circonstances le lui eussent permis ; disposée à saisir la première occasion favorable, elle sonde dès-à-présent les dispositions des différentes cours, et montre une politique qui ne lui est pas ordinaire. On prétend qu'elle a fait offrir à celle de Vienne de lui céder la Bosnie, à condition qu'elle garderait la neutralité. — Il est fort douteux que cette offre ait été faite, et lors même que cela serait, il resterait encore à savoir si les Bosniaques consentiraient à un changement pour lequel ils n'auraient pas été consultés, et il faudrait peut-être que l'Autriche commençât par conquérir cette nation belliqueuse. L'avantage ne serait d'ailleurs pas assez grand, ce semble, pour porter l'empereur à renoncer à ses liaisons avec la Russie.

Cependant ce qui paraît prêter quelque vraisemblance à ce bruit, c'est la manière dont on pense généralement à Vienne, sur le dernier partage, où l'on trouve que l'Autriche a été cruellement la dupe des deux autres puissances co-partageantes. Voici comment s'expriment à cet égard des lettres du 12 : « Notre cour n'a joué jusqu'à présent dans cette affaire qu'un rôle passif ; elle n'a pris possession d'aucune partie du territoire, et si elle doit se contenter de celle qu'on lui assigne et qu'à la vérité elle convoitait beaucoup en 1772, il n'y a plus de proportion entre ce lot et les lots russe et prussien. Cette circonstance fait faire bien des conjectures, et sur-tout, aussi celle que nous levons un corps franc de 6000 hommes, qui sont la plupart des Polonais mécontens de l'ordre actuel des choses dans leur patrie. — La politique prévoit dans tout ce qui se passe un nouveau germe de division, qui, à la longue, tournera au profit des peuples. »

L'empereur y regardera, sans doute à deux fois, avant de s'engager dans une nouvelle guerre : il a bien assez de celle qu'il soutient aujourd'hui contre la République Française, à l'aide du roi de Prusse, le seul allié vraiment utile par le nombre d'hommes qu'il fournit ; car l'Angleterre, qui n'a pas d'intérêts communs, lui vendra cher ses services si elle lui en rend, et son argent si elle lui en prête. L'Espagne ne fait pas sur ce dernier point tout ce qu'on avait attendu d'elle ; il faudrait pour cela que les prêtres qui dominent dans ce pays, et dont le regne ne peut être renversé que par la liberté de la presse, qui ne s'établira pas de si-tôt dans ce pays où l'inquisition a tant d'influence, se résolussent à sacrifier une partie de leurs richesses. Or c'est ce qu'ils ne feront qu'à la dernière extrémité.

En attendant il faut, et on le fait, continuer les préparatifs quelque dispendieux qu'ils soient, et par cela même qu'ils le sont, parce qu'on craint de perdre tant d'avances. Aussi plusieurs des puissances coalisées cherchent-elles à faire des emprunts à Amsterdam, à raison de cinq pour cent. On ne s'étonnera pas de voir offrir ces intérêts par les cours de

Pétersbourg

Digitized by Google

Pétersbourg et de Vienne, déjà chargées de beaucoup de dettes d'Etat; mais on s'en étonne, lorsqu'on apprend que la Prusse, qui n'a pas encore de dettes, les offre aussi; elle veut emprunter cinq millions de florins. Quant aux hypotheques à fournir, on ne sait pas trop où elles les prendrait; tout est calculé rigoureusement dans les Etats Prussiens; il y aurait le plus grand danger à créer un nouvel impôt: l'économie est la seule base sur laquelle on pût assurer le paiement des intérêts et le remboursement du capital; mais l'économie a disparu avec le grand Frédéric, dont les épargnes sont réduites à 12 ou 15 millions. — Pour l'Autriche, si elle se borne aujourd'hui à 2 millions dans l'emprunt qu'elle projette en Hollande, il ne faut pas oublier qu'elle en a déja fait de considérables à Gênes, à Francfort et dans ses propres Etats.

L'empereur a réussi à se faire seconder par le Corps Germanique dans ses dispositions contre les Français. Voici son ordonnance, présentée le 17 mai à la dictature de la diete qui en est l'organe :

« Nous voulons, en vertu de ces lettres patentes :

1°. Que tous et un chacun de nos sujets, ou sujets et habitans de l'Empire, de quelque rang qu'ils soient, qui se trouvent dans le service civil ou militaire de nos ennemis les Français, en vertu des avocatoires donnés le 19 décembre de l'année derniere, et par la ratification qui en a été faite à la diete de l'Empire le 22 mars suivant, sous toutes les peines portées par les lois, se retirent dudit service de France civil ou militaire, qu'aucun de nosdits sujets ou de l'Empire n'entre désormais dans ce service pendant la présente guerre. Et comme une triste expérience a démontré jusqu'ici que les principes français, qui ne tendent qu'à semer le trouble dans tous les états, ont déja eu leur pernicieuse influence dans l'Empire d'Allemagne; que pour exciter les sujets de l'Empire à la désobéissance, aux soulevemens et à la révolte, on a employé tous les artifices de la séduction, et que dans tous les lieux où la force pouvait atteindre, on a fait usage de tous les moyens de la violence; et qu'outre les émissaires étrangers, il s'est trouvé parmi les sujets de l'Empire des gens assez perdus à tout sentiment patriotique, et à tout honneur du nom Germain, pour se présenter d'eux-mêmes ou se laisser gagner à être les instrumens de la séduction, et travailler sous divers prestiges, entre autres sous la confusion des termes de liberté et d'égalité, à renverser toute autorité et toute forme de gouvernement légitime. Nous avertissons et faisons souvenir :

2°. En second lieu, très-sérieusement, tous les vassaux, sujets et habitans de l'Empire, de la fidélité, et de tous les devoirs auxquels ils sont tenus envers nous, envers l'Empire, la patrie et leurs magistrats, qu'ils ayent à se garder sur-tout de cette classe dangereuse de pervertisseurs du peuple, qui, n'ayant pour la plupart rien à perdre, ne cherche qu'à fonder une existence intéressée ou ambitieuse sur le malheur de leurs concitoyens. Nous les exhortons particulierement à ne se laisser employer en aucune maniere, à être les instrumens infideles et perfides de la séduction des peuples; à ne prendre aucune part active à de pareils désordres, soit pour opérer un changement dans la constitution, en répandant de bouche

Digitized by Google

ou par écrit, les principes de cette liberté et de cette égalité, qui ne produit que du malheur dans le monde, en élevant des clubs, en établissant de nouvelles municipalités, représentans, ou administrateurs, en y acceptant des places; soit pour amener aucune révolution de cette nature: que plutôt fermes dans leurs principes, et dignes du nom et de la fidélité allemande, ils se montrent en exemple à la majorité de leurs compatriotes, pour les faire persister dans leur devoir, puisque d'ailleurs tout ce qui n'a pas sa cause dans les voies légitimes, mais qui a été produit par la séduction ou la violence exercées contre les sujets, ou qui contre notre attente pourrait encore être produit par ces moyens pendant la précédente guerre avec la France, ne peut acquérir aucun droit légitime, et ne peut être de durée, mais doit être regardé comme nul. Nous ordonnons de notre autorité impériale:

3°. En troisieme lieu, que tous les sujets de l'Empire, de quelque condition qu'ils soient, qui dans ces circonstances, au mépris de nos avertissemens et exhortations paternelles, se sont laissés séduire à être les instrumens du trouble parmi les peuples, et ont servi aux vues révolutionnaires des Français, ou qui, de quelque maniere que ce soit, y ont pris une part active, soit publiquement, soit en secret, soient regardés comme criminels de leze-majesté envers nous et envers l'Empire d'Allemagne, et leur patrie; qu'ils ne soient soufferts nulle part dans les états de l'Empire, mais que par-tout où l'on pourra les atteindre ils soient saisis, dans quelqu'état que ce soit, comme s'ils étaient trouvés sur les terres de leur propre souverain; qu'il soit procédé contre eux, et qu'ils subissent sans rémission les peines portées dans nos avocatoires. Nous commandons et ordonnons:

4°. En quatrieme lieu, que durant les hostilités actuelles de la France, aucun ministre chargé d'affaires, agent ou correspondant de cette nation, ne soit souffert en quelque lieu que ce soit dans l'Empire d'Allemagne; mais que tout Français en général, de quelque sexe, état et condition qu'il soit, soit mis hors des terres de l'Empire, à moins qu'il n'ait obtenu du magistrat du lieu où il réside, la permission d'y demeurer, ou qu'il ne se la procure spécialement, et soit ainsi toujours en état de se légitimer à cet égard.

Nous défendons, 5°. en cinquieme lieu, sous les peines portées par les statuts de l'Empire, et en particulier sous celles qui sont dénoncées dans l'ordre d'exécution, et en conséquence de nos inhibitoires publiés le 19 décembre de l'année derniere, renouvellés dans les conclusions de l'Empire, du 30 avril de cette année, toute sortie et transport chez l'ennemi, d'armes, de poudre, de plomb, de soufre, de salpêtre, de cuivre, de laiton, de fer, d'habillement uniforme, de toiles dites commis, ou autres toiles grossieres, soit en pieces, soit qu'elles soient préparées en habillemens, de tout cuir propre aux équipages, ainsi que celui qui sert aux semelles, aux empeignes, aux traits, et chevaux de selle, de toute corne et griffes, de toute espece de bled, soit en grain, soit en farine, de tout légume, avoine, foin et paille. Toutes autres branches de commerce, dont les objets ne sont pas défendus ou désignés expressément dans nos susdits inhibitoires, peuvent être regardées comme permises, pendant cette guerre générale de l'Empire, du moins tout autant que cette partie du commerce ne sera pas interrompue et troublée par la France.

6°. En sixieme lieu, nous voulons et statuons par un effet de

Digitized by Google

nos soins paternels envers les sujets de l'Empire, pour prévenir la perte qu'ils pourraient essuyer sur les assignats fabriqués en France, ainsi que sur la quantité de faux qui s'en est introduite; que le cours desdits assignats n'ait lieu dans aucun endroit de l'Empire, et qu'ils soient regardés par-tout comme marchandise défendue. Et comme la sûreté publique et la prospérité générale de l'Empire exige que pendant la guerre présente on porte un œil attentif [redacted] la correspondance en général, et en particulier sur les bureaux de campagne et des villes frontieres, nous déterminons ici qu'on ne regardera comme correspondance défendue que celle qui a rapport aux opérations de la guerre, et qui est capable de procurer quelqu'avantage à l'ennemi.

7°. Nous recommandons, en septieme lieu, à tous les magistrats, à leurs subordonnés et substitués, d'ordonner très-sérieusement à tous les bourgeois et habitans, et en particulier aux négocians et marchands de n'expédier aucune lettre ni paquet suspects qui pourraient leur parvenir; mais de les remettre à leurs magistrats, et que ceux-ci observent leurs devoirs à cet égard; nous exhortons en même-tems tous les maîtres de postes, commis, buralistes et autres à qui il est permis de remettre des lettres, que chacun dans son emploi observe la plus grande vigilance, que les lettres et paquets délivrés soient soigneusement annotés, afin que s'il y a quelque lieu à la suspicion, la chose soit communiquée sans retard au magistrat, qui en avertira ses supérieurs, pour en ordonner comme il conviendra.

8°. Nous défendons enfin, en huitieme lieu, très-séverement, la distribution et dissémination de tous écrits, soit de production française, soit de l'intérieur du pays, propres à exciter des soulevemens, principalement ceux qui pourraient tendre à la subversion de la constitution actuelle de l'Empire, et renouvellons ici, en vertu de notre autorité impériale, toutes les peines portées contre les fauteurs, auteurs, éditeurs et distributeurs de pareils écrits. »

Les lettres de Ratisbonne du 6 juin nous transmettent un nouvel article du décret de ratification impériale touchant les *conclusum* de la diete des 18 février et $22\frac{2}{8}$ mars, parvenus le 17 mai à la dictature. Le chef de la maison d'Autriche termine ainsi le tableau des prétendus attentats d'une faction sanguinaire contre la tranquillité de l'Europe.

« Contre un tel ennemi, contre les plans qu'il a formés et les procédés auxquels il s'est porté contre l'Empire, dont la volonté déterminée, qu'il a déclarée et manifestée par des faits, est de ramener tout à sa convenance; qui a formé le projet sanguinaire de porter la guerre civile parmi toutes les nations paisibles, de rompre tous les liens des sociétés; dont l'ambition dévorante est de sacrifier à son opinion particuliere les sentimens de tous les peuples, et les relations les plus respectables; dont la passion furieuse et dévastatrice veut assujettir toutes les nations, contre tous les droits de l'humanité, à un système insensé de *liberté* et *d'egalité*; dont le despotisme, sous la forme épouvantable d'une puissance de révolution, prétend réduire le monde à une seule forme de gouvernement; qui, dans sa rage forcenée, déclare tous les princes tyrans et despotes, est agité d'une haine implacable contre tous les rois,

Digitized by Google

princes, seigneurs, et tous leurs fideles serviteurs et sujets; qui enfin vient de se déshonorer par un décret de sang contre son légitime souverain : contre un tel ennemi, tout le monde voit évidemment qu'il n'y a pas d'autre moyen à prendre que celui de la force, aucune autre ressource que celle des armes; toutes les nations policées sont intéressées à faire cause commune contre lui, à le combattre et à le vaincre; c'est une défense nécessaire et légitime de l'Empire d'Allemagne contre des insultes sans exemple; c'est un noble combat en faveur de la religion, des droits de l'humanité et de la prospérité générale; pour la conservation des droits acquis à grand prix, pour la conservation des droits acquis à grand prix, pour la défense de nos frontieres, pour le maintien de la constitution de l'empire, tant dans son entier que dans ses parties : c'est encore une défense nécessaire contre des maximes de convenance, contre l'anarchie et la force révolutionnaire : c'est une défense nécessitée pour maintenir l'honneur, la dignité, la souveraineté de l'Empire, pour obtenir le respect qui lui est dû, la sûreté de ses frontieres, et une juste réparation de tous les torts qui lui ont été faits.

» C'est dans cet état des choses que S. M. I. et S. M. le roi de Prusse ont fait les plus grands sacrifices pour venir au secours de l'Empire et en prendre la défense, et que l'empereur a mis sur pied une armée de 225,074 combattans, y compris l'armée de réserve, mais non pas l'artillerie et le charriage. L'empereur ratifie en conséquence, non-seulement le *conclusum* du 22 mars, mais encore le sixieme article de celui du 18 février, dans tout leur contenu, et ne peut s'imaginer que lorsqu'il est question d'une défense aussi necessaire, il puisse se trouver un seul état de l'Empire, qui dans les principes d'un intérêt privé, ou d'une politique contraire à la constitution, ou sous quelqu'autre prétexte et subtilité, voudrait se dispenser de remplir consciencieusement ses devoirs et obligations envers l'Empire. Sa Maj., plutôt pleine de confiance envers chacun des états de l'Empire, ose se confier qu'ils s'empresseront à l'envi de montrer leur patriotisme, et feront même plus dans cette occasion que ne l'exige un stricte devoir. »

On sent bien que d'après une pareille piece les préparatifs doivent non-seulement se continuer, mais même se pousser avec plus d'activité. Aussi l'Autriche et la Moravie fourniront-elles de nouveau quelques mille recrues, et l'on ramasse tout ce que l'on peut de boulangers pour les armées. On augmente aussi de 60 le nombre des chirurgiens il doit y en avoir disette, puisque les éleves actuels au lieu d'un cours de deux ans n'en font plus qu'un de six mois. Les deux dernieres divisions du régiment de Wallisch, cuirassiers, ainsi que les troisiemes bataillons de Charles Toscane et de Preiss, vont aussi joindre l'armée. On y a envoyé dernierement beaucoup de fusils, et entr'autres mille carabines à vent qui seront distribuées parmi les tireurs. — On fait partir pour Ratisbonne, en remontant le Danube, un assez grand nombre de bâtimens chargés de farine et d'avoine : ce convoi sera transporté ensuite aux armées du Rhin et du Brisgaw. — Des lettres de Vienne du 12 s'expriment ainsi : ce matin, l'on a encore fait partir d'ici des chariots chargés de munitions et d'argent;

Digitized by Google

ils vont à Francfort escortés par une demi-compagnie de canonniers et de quelques dragons. D'un autre côté une compagnie et demie d'artilleurs du premier régiment et une compagnie et demie du second se sont mises en marche pour le corps du général Wurmser avec un certain nombre de canons et d'obusiers de moyen calibre. Ainsi de tous nos régimens d'artillerie il ne nous reste plus par ici que six compagnies, dont trois à Vienne, une à Prague, une à Olmutz et une à Brunn. Ces mêmes lettres ajoutent que la nouvelle armée de réserve est de 64 bataillons d'infanterie et de 35 divisions de cavalerie. Mais voici un aveu qui leur échappe: le 9, il est venu de Hongrie beaucoup d'argent. Il y a apparence qu'on ne le gardera pas long-tems dans les coffres du trésor, si tant est qu'il y ait été déposé. L'armée, ce gouffre toujours ouvert, l'engloutira comme tant d'autres. Heureux encore qu'on ait pu fournir à ses besoins immenses et sans cesse renaissans! Au reste, peut-être est-ce là l'argent qu'on vient d'envoyer.

Le comte de Pellegrini est de retour du voyage qu'il vient de faire dans la Lombardie Autrichienne pour en visiter les places et les fortifications. Il en a rendu compte à l'empereur qui vit avec l'archiduc Palatin au château de Laxembourg dans la plus grande retraite. On assure qu'il a rapporté que des frégates Espagnoles sont attendues à Triest, et que le chevalier de Lellis, consul d'Espagne, a fait pour cet objet tous les arrangemens nécessaires. Si l'on y a craint quelque visite de la part des Français, cette crainte est dissipée aujourd'hui, d'autant que le port et tout le rivage qui n'a qu'une lieue d'étendue, sont en bon état de défense; ses piquets y ont été généralement renforcés, et l'on en a établi où il n'y en avait jamais eu. — On apprend aussi par la même voie que la cour d'Espagne est mécontente de la République de Venise, au point qu'elle rappelle son ministre le comte de Cafas pour l'envoyer à la Haye. La principale cause de ce mécontentement vient de ce que le gouvernement Vénitien a reconnu la République française, et permis que les armoiries nouvelles fussent arborées à la place de celles du roi de France. Il porte même le scrupule dans sa neutralité jusques à défendre de prêter de l'argent à aucune des puissances belligérantes.

Voici la traduction littérale de l'ordre prescrit par le roi de Prusse aux officiers de son armée, et qui leur sert de texte à commenter dans les prônes militaires qu'ils font tous les jours aux soldats.

« Chaque officier-commandant, et sur-tout les capitaines qui fournissent de leurs compagnies des hommes pour les postes avancés et les détachemens, seront tenus d'adresser

Digitized by Google

à leurs soldats, avant que ceux-ci se mettent en marche, une exhortation, en les encourageant de se battre avec courage pour leur roi et leur patrie. Les officiers expliqueront en outre aux soldats la cause de la guerre, en leur faisant comprendre, que c'est la cause des rois et des princes de combattre la rébellion et l'irréligion des Français, parce que sans cela la confusion se répandrait dans tout le monde, et que personne ne voudrait plus reconnaître ni dieu, ni magistrats, deux points qui sont cependant indispensables pour le salut des hommes. Les officiers rappeleront aussi aux soldats leurs anciennes victoires, et la réputation de valeur qu'ils ont acquise dans le monde, et leur représenteront que ce serait une honte indélébile pour eux, de se laisser vaincre par des hommes qui ont assassiné leur roi, et qui ne croient point en Dieu. ,,

Quelque chose qui sera plus utile à ce prince, c'est que la réserve Autrichienne arrive successivement dans les environs de notre ville, et qu'il y en a déja une partie de campée. Graces à ce renfort, le siege de Mayence a effectivement commencé dans la nuit du 16. Les ouvriers de l'armée en général se sont assemblés près de Hechtsheim où est le dépôt du siege. A 5 heures du soir tous ont été pourvus, l'un après l'autre, des instrumens nécessaires, et mis en ordre afin de se mettre en marche la nuit tombante. Le roi qui s'est trouvé jusqu'ici dans son quartier-général de Bodenheim, est entré ce soir avec le premier bataillon de la garde du corps dans le camp de Marienborn pour diriger de-là le siege. Il a été construit une batterie flottante à Geinsheim garnie de canons et d'obus pour s'en servir à déloger les Français de l'isle dite la tête du Rhin. — A dix heures du soir commença une canonnade terrible des batteries de Mayence et de Cassel qui dura sans discontinuer jusqu'au lendemain matin; les signaux furent allumés toute la nuit, et des pelotes ou balles à feu d'artifices furent jettées des deux forteresses en l'air pour éclairer les camps et tous les mouvemens qui se faisaient autour d'elles. Ce n'est pourtant-là qu'une sorte de préparatif au siege; car la véritable attaque a échoué; les impériaux devaient bombarder la forteresse de Mayence, tandis que les Prussiens et les Hessois attaqueraient en même-tems Cassel: mais les Français ayant été avertis par leurs espions, non-seulement se tinrent sur leurs gardes, mais même firent de tous côtés à la fois de vigoureuses sorties, dans lesquelles ils renverserent une partie des ouvrages disposés contre eux et maltraiterent extrêmement le corps des ingénieurs Prussiens qui se trouve presqu'entierement dispersé, de sorte qu'il a fallu renvoyer encore l'entreprise.

Cependant à s'en rapporter à des nouvelles du 20 juin, les troupes combinées ont été plus heureuses depuis: elles ont ouvert, dans la nuit du 19, les tranchées devant Mayence, à trois cents pas en-dessous de l'endroit dit Sainte-Croix.

Digitized by Google

Cette opération n'a coûté que deux hommes tués et cinq blessés. Il en est résulté l'établissement de quatre batteries. On ajoute même que la ville a envoyé deux trompettes, mais qu'on ignore quelles sont les propositions dont on les a chargés.

D'un autre côté, les habitans de Treves et même ceux de Coblentz sont dans la plus vive inquiétude. Notre situation devient plus critique qu'elle ne l'était il y a six mois, disent des lettres de cette premiere ville, datées du 13. On nous menace de tous côtés d'invasions ennemies. Il faut que Mayence tombe pour que nous ayons du repos; car l'ennemi veut secourir cette ville coûte qui coûte, et s'ouvrir un passage quelque part. Ne pouvant y parvenir près de Landau, il cherche maintenant à tenter fortune de notre côté. Le coup de pénétrer dans le pays de Luxembourg lui ayant réussi, quoiqu'au prix de beaucoup de sang, il s'est avancé jusqu'à deux lieues de Luxembourg, d'où nous sommes menacés d'une attaque, et l'on dit même que l'ennemi est en marche.

Il paraît que l'inquiétude a été jusqu'au point d'ordonner à la tribu des bateliers de cette ville de tenir assez de batteaux prêts pour transporter en lieu sûr les magasins de Grevenmacker et l'hôpital impérial. Des lettres de Coblentz, du 21, ajoutent que 10,000 Autrichiens, tant à pied qu'à cheval, ont depuis deux jours passé sur la rive gauche du Rhin, pour se rendre à Treves avec une telle hâte, que l'infanterie a fait 12 lieues dans une journée, et que l'on a employé tous les chariots et charettes que l'on a pu trouver, pour transporter avec plus de célérité les soldats hors d'état de supporter cette fatigue. Quelques lettres de nos environs annoncent déja la ville de Treves comme entiérement détruite, et Coblentz a une seconde fois une terrible peur.

Provinces-Unies et Belgique.

Un nouvel avis de la Haye porte que les Etats-Généraux ont chargé leurs ministres à Londres, Vienne et Berlin, de proposer à ces cours l'établissemens d'un congrès pour y délibérer sur les conjonctures actuelles, et d'indiquer cette ville comme le lieu le plus propre à la tenue de ce congrès, puisqu'il est à-la-fois à portée du théâtre de la guerre et des puissances belligérantes. La résolution prise à cet effet le 21 mai dit en substance: que L. H. P. se flattent d'avoir donné des preuves convaincantes du desir qu'elles ont de coopérer de tout leur pouvoir aux mesures à prendre contre l'ennemi commun; mais que par un juste retour sur elles mêmes, elles doivent aussi songer à n'être pas entraînées au-delà de leurs forces; ce qui leur fait souhaiter la formation d'un congrès,

Digitized by Google

tant pour y convenir des mesures qu'exigent les opérations de la guerre, que pour s'entendre sur les ouvertures qui pourraient être faites de la part de la France pour la terminer.

Suivant des lettres d'Amsterdam du 20 juin, on avait apperçu la veille à la hauteur du Texel quatorze voiles, reconnues pour être douze navires de retour de la compagnie des Indes orientales, marchant sous l'escorte du *Zéphir* et du *Faucon*, vaisseaux de guerre de la République : on est presque sûr que cette riche flotte est arrivé à bon port.

On écrit de Bruxelles que l'archiduc Charles est parti le 12 juin pour se rendre à l'armée, et assister au commencement du siége de Valenciennes, qui devait s'ouvrir à cette époque. — Des lettres d'Aix-la-Chapelle, du 10, avouent que le feu que fait Valenciennes sur les travailleurs est terrible et bien dirigé, et qu'il a retardé les travaux des assiégeans beaucoup plus qu'auparavant; mais elles ajoutent que 200 bouches à feu sont prêtes à agir contre cette place, et que l'ouverture de la tranchée reste fixée au 12. Le général Ferrand qui y commande sera bien secondé par un ingénieur nommé la Fite, un des meilleurs qu'ait la France, et qui, dans la derniere guerre, a rendu aux Turcs des services signalés. — On raconte que, pendant qu'on s'occupait du travail des approches, plusieurs émigrés Français avec de longues vues s'approchaient plus ou moins, pour examiner tantôt les travailleurs et tantôt la ville, à l'aide de leurs lunettes d'observation : le prince Cobourg les a, dit-on, fait enlever par un piquet de hussards, et leur a donné de l'occupation parmi les pionniers. — La garnison de Condé fait un feu infernal sur ceux qu'on emploie actuellement devant ses murs et qui sont au nombre de 4000. Elle a lâché les grandes eaux; une partie des ouvrages des assaillans est inondée. En général ces deux places sont décidées à faire la plus grande résistance.

ITALIE.

On écrit de Rome que, dans les derniers jours du mois dernier, une des chaloupes gardes-côtes de l'état ecclésiastique, étant aux environs de Piombino, rencontra une tartane française chargée de grains, dont elle s'empara et la conduisit à Civita-Vecchia. Sur l'avis qu'on reçut à Rome de cette prise, le saint-pere ordonna qu'elle fût sur-le-champ relâchée, en même-tems qu'elle serait escortée jusques dans les eaux où elle avait été arrêtée. La raison qu'on a donnée de cette conduite, *c'est que la cour de Rome n'est point en guerre avec la France*. Chacun raisonne ici à sa manière sur ce procédé généreux; le ministre de France lui-même, M. de Mackau, en a paru étonné; il a dit publiquement que la conduite de la cour de Rome est d'autant plus singuliere, que toute l'Europe

Digitized by Google

la regarde comme en guerre avec la France, puisqu'elle ne permet à aucun Français l'entrée de ses Etats.

Des lettres particulieres nous expliquent un peu mieux la raison qui porte la cour de Rome à en user ainsi; c'est la peur qui la rend réservée; la maniere dont les Français se soutiennent vers Nice, l'impossibilité dans laquelle se trouve le roi de Sardaigne de leur résister, et par conséquent le risque qu'il court de voir franchir ses montagnes; tout cela inquiette Rome et la rend timide et généreuse. On sait qu'elle ne peut pas trop compter sur les milices qu'elle a rassemblées pour sa défense; ces soldats lui font aujourd'hui la loi, et il n'y a pas de jours qu'ils ne se livrent à de nouveaux excès. On peut juger de leur disposition par ce que nous apprennent les mêmes lettres. Le bruit s'étant répandu que le pape était de nouveau tombé malade, on entendait dire dans tous les quartiers où sont rassemblés ces soldats : *Qu'il meure bien vîte, ce sera à nous aujourd'hui à faire le pape.*

Le Piémont offre le tableau le plus pitoyable; les campagnes en sont presque abandonnées par les cultivateurs, que l'impossibilité de payer leurs loyers et les impôts met au désespoir.

Les nobles, assujetis à des taxes qui leur étaient inconnues, qui s'étendent jusque sur leurs domestiques, les privent non-seulement de leur luxe, mais de leur aisanse, desirent presque aussi sincerement que le peuple la venue des Français.

Le peuple à Turin craint les troupes autrichiennes; ils font de grandes patrouilles, particulierement la nuit pour dissiper toutes les assemblées de trois ou quatre personnes. Beaucoup d'espions de toutes qualités courent les cafés et les promenades. On enferme tous les jours des citoyens dont on n'entend plus parler; les bons citoyens n'osent plus se montrer; la haute et petite noblesse conspirent entre elles; les paysans des campagnes, malgré les sermons des prêtres contre les Français, témoignent de l'impatience de leur esclavage et de leur misere.

Il y a une désertion continuelle dans les troupes autrichiennes et piémontaises, lesquelles vivent trop misérablement; elles sont mal vêtues et mal payées, et dans un état pitoyable. Le régiment de Sardaigne a plus d'une fois manqué de pain : les désertions sont si fréquentes, que les régimens sont plus ou moins réduits.

A Bazelusso, dans le Tortonais, les bourgeois et les paysans ont, le jour de la Fête-Dieu, crié *vive la liberté !* et arboré la cocarde tricolore : le gouverneur feint de l'ignorer.

ANGLETERRE. *De Londres, le 20 juin.*

M. Pitt n'a pas assisté le 3 à la séance du parlement; une

Digitized by Google

attaque de goutte le retient à sa maison de campagne de Holwod : il y a donné le 6 une audience au général Valence qui venait lui demander un asyle pour Dumourier son ami ; non-seulement sa demande lui a été refusée, mais il lui a été insinué à lui-même qu'il devait songer à évacuer l'isle de la Grande-Bretagne. — Le 7, la cour est allée à Windsor pour y passer la belle saison ; mais le roi viendra deux fois par semaine à Londres, le mercredi et le vendredi. — Ce n'est point lord Auckland, fraîchement arrivé de son ambassade de la Haye, qui va remplacer M. Dundas dans le ministere de l'intérieur ; cette place, du moins à ce qu'on assure, sera donnée au comte de Carlisle. — Le commerce souffre prodigieusement de la guerre actuelle : on en jugera par le nombre des banqueroutes consignées dans la gazette de la Cour, depuis le premier janvier jusqu'au 31 mai. Il est de 642. Toutes ces banqueroutes, il est vrai, ne portent pas sur des maisons de commerce. — On vient d'établir entre Londres et la Corogne une poste qu'on expédiera jusqu'à nouvel ordre tous les quinze jours ; en général on cherche à multiplier les rapports avec l'Espagne, et à les rendre aussi fructueux que ceux que l'Angleterre a déja avec le Portugal. Lord Grenville a promis de recommander à l'ambassadeur de S. M. Catholique les négocians Anglais qui ont des créances sur des maisons françaises dont on a sequestré les biens en Espagne, pour obtenir de les faire payer sur ces mêmes biens.

Un exprès du duc d'Yorck, arrivé le 5, a apporté la nouvelle que l'attaque de Valenciennes n'avait encore pu se réaliser, parce qu'on avait heureusement découvert que les Français avaient miné tout le terrein qui se trouve entre le camp des Anglais et les ouvrages de la place. La paix semblait, il y a quelque tems, une chose qui pouvait n'être pas absolument éloignée ; mais l'amirauté a pourtant mis le 6 encore deux vaisseaux de ligne en commission, et le 7 il y a eu conseil en présence du roi.

L'amiral Hood a écrit le 6 de la hauteur de Plymouth ; il a ramené en Angleterre une riche flotte marchande venant de l'Inde, qui va lui donner mille à douze cents matelots.

L'ex-général Dumourier s'est en effet présenté dans la capitale, après avoir fait sonder les voies par son précurseur Valence ; mais soit que les traîtres déplaisent toujours, quoiqu'on ait profité de la trahison, soit qu'on juge cet homme inutile à présent, ou même dangereux, il lui a été signifié le 14, en vertu du bill contre les étrangers, qu'il eût à se retirer, sans quoi on procéderait d'après ces lois rigoureuses. Cependant tout le monde est fort surpris de cette mesure ; quelques personnes prétendent même que c'est un jeu joué, et qu'on se servira de Dumourier.

Digitized by Google

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CONVENTION NATIONALE.

PRÉSIDENCE DE MALLARMÉ.

Séance du mardi , 25 juin.

La séance est ouverte par la lecture d'une foule d'adresses d'adhésion à l'insurrection du 31 mai ; on a distingué celles de Montauban , Provins , Clamecy , Doles : l'Assemblée en a ordonné la mention honorable.

Le secrétaire de la commune d'Evreux a demandé au nom de ses concitoyens, le rapport du décret qui transfere à Bernay l'administration du département de l'Eure ; après avoir rétracté sa signature et fait l'éloge des habitans de cette commune , dont tout le crime est d'avoir été trompé par des relations, empoisonnées de l'esprit de parti sur les derniers événemens qui ont eu lieu à Paris , l'Assemblée a paru satisfaite , et a renvoyé la pétition de ce député extraordinaire au comité de salut public.

Un secrétaire donne lecture de la liste des députés qui se sont trouvés absens au dernier appel nominal ; les uns sont absens pour cause de maladie , les autres par congé ou par mission , d'autres sans aucune mission ou congé ; ces derniers au nombre de huit , sont Lemaréchal , Laroche , Montaigu , Godefroi-Yzarn dit Valady , Giron , Bourgeois , Lahaie , Manion. L'Assemblée décrete que le comité des inspecteurs fera passer à celui des décrets la liste des députés absens sans raison , pour appeller leurs suppléans ; elle décrete en outre que la liste des députés en commission sera envoyée aux départemens et aux armées , afin que les traîtres soient connus.

Le président a annoncé qu'il avait entre les mains plusieurs lettres de députés qui demandent des congés. L'Assemblée a passé à l'ordre du jour.

Lettre du citoyen de Boileau.

Paris , le 25 juin , l'an 2 de la République.

Citoyens mes collegues , depuis plusieurs jours je crache le sang ; c'est un fait que les médecins attestent. Je demande à avoir , comme par le passé, ma chambre pour prison. Je jure de ne point m'enfuir : les sermens d'un républicain valent mieux que les portes et les verroux des prisons ; je demande de plus à être chez moi sous la sauve-garde de ma bonne foi , sans autre gardien.

On a fait encore lecture d'une lettre du citoyen Lehardy , député , également détenu. Il demandait la justice la plus

Digitized by Google

prompte; « qu'on me donne, disait-il, la liberté ou la mort. » L'épouse du citoyen Gardien sollicitait la permission de partager, avec ses quatre enfans, la détention de son mari; sur la motion de Legendre l'Assemblée passe à l'ordre du jour.

Le comité de division propose, et l'Assemblée décrete que le ci-devant comté d'Avignon formera un 87ème. département sous la dénomination du département de Vaucluse, dont Avignon sera le chef-lieu.

Séance extraordinaire du mardi soir.

Les sections du Luxembourg et de la Croix-rouge présentent successivement des pétitions sur les subsistances. Elles demandent la taxation des denrées de premiere nécessité. — Renvoyé au comité d'agriculture.

Une députation de la section des Graviliers réunie à des citoyens de celle de Bonne-nouvelle et du club des Cordeliers, est admise à la barre. *Jacques Roux*, orateur de la députation, a dit : « Mandataires du peuple, depuis long-tems vous promettez de faire cesser les calamtés du peuple; mais qu'avez-vous fait pour cela ? vous venez de rédiger une constitution que vous allez soumettre à la sanction du peuple. Y avez-vous proscrit l'agiotage ? Non. Y avez-vous prononcé une peine contre les accapareurs et les monopoleurs ? Non. Eh bien ! nous vous déclarons que vous n'avez pas tout fait. ! Jusqu'à quand souffrirez vous que les riches boivent encore dans des coupes dorées le sang le plus pur du peuple..... Si vous montriez de l'insouciance pour l'extirpation de l'agiotage et de l'accaparement, ce serait une lâcheté qui vous rendrait coupables du crime de lese-nation. Il ne faut pas craindre d'encourir la haine des riches, c'est-à-dire, des méchans. Il faut tout sacrifier au bonheur du peuple. Vous avez à craindre qu'on ne vous accuse d'avoir discrédité le papier-monnaie et d'avoir ainsi préparé la banqueroute..... » De violens murmures ont interrompu l'orateur. On demandait qu'il fût arrêté. « Non, s'écriaient d'autres membres, il faut l'entendre jusqu'au bout. » L'orateur a continué. « Les Sans-culottes opprimés des départemens vont arriver; nous leur montrerons ces piques qui ont renvoyé la bastille, ces piques qui ont dissipé la faction des hommes d'état, ces piques qui ont détruit la putréfaction de la commission des douze; alors nous les accompagnerons dans le sanctuaire des lois, et nous leurs montrerons le côté qui voulut sauver le tyran, et celui qui prononça sa mort. »

De nouveaux murmures éclatent avec plus de force.

Un citoyen de la députation déclare que ce n'est pas la pétition à laquelle la section des Gravilliers a donné son adhésion. Thuriot observe que ce vil orateur de l'anarchie est un prêtre. Legendre demande qu'il soit chassé. Cette proposition est adoptée. Tous les pétitionnaires, excepté l'orateur, sont admis aux honneurs de la séance. Sur la motion de

Digitized by Google

Thuriot, le comité d'agriculture et de commerce est chargé de présenter ses vues sur le moyen de faire diminuer le prix des denrées.

On annonce l'évasion de Vergniaux. (*Voyez la notice de cette séance dans le dernier numéro.*)

Séance du mercredi, 25 juin.

Cette séance, comme la précédente, s'est ouverte par la lecture d'un grand nombre d'adresses d'adhésion. La société populaire de Nevers, le conseil-général de la commune de Figeac, les citoyens sans-culottes du district de Dreux, le département de l'Yonne, les citoyens d'Auxerre, réunis en assemblée générale de section, la société populaire de Vienne, département de l'Isère, celle d'Anneci, etc. etc. expriment les mêmes sentimens d'adhésion au décret du 2 juin. On fait lecture de la lettre suivante :

Lettre des représentans du peuple près l'armée des côtes de Brest, datée de l'Orient, le 21 juin 1793.

Citoyens nos collegues, Sevestre que nous avons envoyé auprès de vous, pour vous instruire de ce qui se passe dans les cinq départemens de la ci-devant Bretagne, n'aura sans doute négligé aucun des détails qui pouvaient vous faire connaître sous quels rapports y étaient envisagées les journées des 31 mai, premier et 2 juin.

De toutes parts on a crié aux armes, pour aller, disait-on, délivrer la Convention de l'oppression sous laquelle l'on croit qu'elle gémit. Des députés infideles ont été secouer, dans quelques-uns de ces départemens, le flambeau de la guerre civile ; une force départementale a été levée et s'avance vers Paris. Des ordres ont été donnés, à Brest, pour mettre Sévestre et Cavaignac en état d'arrestation. Ce n'est sans doute qu'à la sage circonspection de la municipalité de l'Orient, que ce dernier et ses collegues, Merlin et Gillet, doivent la liberté dont ils jouissent encore. Cette situation extrêmement pénible, ne nous empêche pas de remplir nos devoirs, et de faire respecter la représentation nationale.

Les malveillans ont cherché à profiter de la mauvaise disposition des esprits à notre égard ; mais nous éprouvons déja le retour de la confiance. Les corps administratifs de Nantes, qui d'abord avaient paru s'éloigner de nous, nous appellent avec instance dans leur ville, où l'on délibérait, il y a peu de jours, de nous arrêter.

Vous devez espérer que les dangers qui nous pressent de toutes parts feront taire les haines et l'esprit de parti qui divisent maintenant les citoyens, et que les mesures extrêmes que certains départemens ont adoptées, se changeront en moyens de défense contre nos ennemis communs. Hâtez l'achevement de la constitution, et tout est sauvé. Il est une autre

Digitized by Google

mesure que nous croyons propre à réunir tous les esprits. Tous les citoyens qu'on a armés pour marcher sur Paris, d'après les renseignemens que nous avons, sont bien intentionnés; leur opinion actuelle n'est fondée que sur des rapports faux ou exagérés; ils sont convaincus que les représentans de la nation sont subjugués, et qu'ils ne décretent plus que d'après le vœu de la commune de Paris, il faut donc les désabuser, leur prouver qu'ils ont été trompés. Si nous étions au sein de la Convention nationale, nous lui proposerions de décréter que la fédération républicaine, fixée au 10 août, aura lieu le 14 juillet. Par ce moyen, elle changerait en une fête civique et fraternelle ce qui, dans l'espoir des ennemis de la République, devait être une guerre des départemens contre Paris. Les dangers qui peuvent résulter de la différence d'opinions des départemens sur les derniers évenemens, seraient à jamais écartés.

Nous partons demain pour Nantes. Nous n'avions pas attendu l'invitation des corps administratifs pour nous déterminer à nous y rendre, et déja ils en ont reçu l'avis. Nous avions dû oublier nos dangers personnels pour ne songer qu'à ceux que court cette partie de la République. Notre départ n'a été différé que par la nécessité où nous étions de visiter le port Liberté que nous avons trouvé en très-bon état, et de régler plusieurs affaires importantes.

MERLIN, GILLET, CAVAIGNAC.

Fonfrede annonce à la Convention que c'est à tort que l'on a dit que Vergniaux avait pris la fuite; il assure qu'il est chez lui et qu'il attend qu'on l'emprisonne.

L'Assemblée, sur le rapport de son comité de la guerre, duquel il résulte que Catherine Pochelot, jeune artiste, née dans le département de la Côte-d'Or, et domiciliée à Paris, section des Gravilliers, a donné des preuves éclatantes d'un courage héroïque et au-dessus de son sexe; que, le 10 août, elle a dirigé les canons qui ont foudroyé la tyrannie; que depuis elle a continué, sans interruption, ses services dans les journées de Bossu, de Gemmappe, où elle a aidé le 71e. régiment à repousser celui de Cobourg; qu'elle a reçu des blessures honorables et a eu son cheval tué sous elle; qu'elle a obtenu, pour son intrépidité et sa bonne conduite, le grade de sous-lieutenant dans la légion des Ardennes: déclare que Catherine Pochelot a bien mérité de la patrie, et qu'il lui sera payé une pension annuelle de 300 liv., à dater du 1er. de ce mois.

On fait lecture d'une lettre du général Biron. — Dubois-Dubay rend compte d'un léger avantage remporté par les troupes de la République sur les Autrichiens, auprès de Maubeuge.

A la fin de cette séance, la Convention a rendu un décret

Digitized by Google

d'accusation contre Félix Wimpfen. (*Voyez la notice de cette séance dans le dernier numéro.*)

Séance du jeudi, 27 juin.

Après la lecture d'un grand nombre d'adresses, Taillefer appelle l'attention de l'Assemblée sur les désordres qui ont été commis hier soir, dans quelques quartiers de Paris, où l'on a pillé le savon. Ce député observe que c'est au moment où la constitution va être présentée au peuple, que les malveillans excitent des troubles et attisent la guerre civile. Il demande que le ministre de l'intérieur prenne, de concert avec les autorités constituées de Paris, les mesures nécessaires pour arrêter la violation des propriétés.

Couthon donne les renseignemens qui sont parvenus au comité de salut public sur les causes de ces mouvemens. Hier, on annonçait dans Paris que des bateaux, arrivés de Rouen, chargés de savon, allaient repartir pour la même ville, sans avoir déchargé leurs marchandises. Le peuple conçut des inquiétudes; les mauvais citoyens en profitèrent pour crier qu'on voulait empêcher l'approvisionnement de Paris. Cette imposture prit d'autant plus de consistance, qu'on avait été instruit dans la matinée que des paniers de beurre, destinés pour Paris, avaient été arrêtés à Evreux.

Des femmes se portèrent, hier à 4 heures de l'après-midi, au port de la Grenouillère où elles se firent délivrer 8 caisses de savon à un prix médiocre. De-là elles se rendirent au port Saint-Nicolas, où elles firent la même chose. Cependant les officiers municipaux étaient parvenus à arrêter ces excès; aujourd'hui il paraît qu'on a le projet de renouveller les désordres. L'orateur demande que les propositions de Taillefer soient mises aux voix; mais il ne suffit pas, ajoute-t-il, d'arrêter le pillage, il faut encore s'attacher à la recherche de ces mouvemens qui tendent à perdre le peuple de Paris. Je demande que le comité de salut public soit chargé de faire un rapport à ce sujet, et que les propriétaires qui ont été pillés soient indemnisés sur les fonds provenant des sous additionnels.

Deux causes, dit Thuriot, produisent le désordre; le prix exorbitant des denrées et la malveillance de l'aristocratie. Il y a des hommes arrivés de la Vendée qui semblent n'avoir d'autre objet que d'exciter du mouvement. On veut s'opposer à l'acceptation de la constitution. Je pense que la Convention ferait un grand acte de sagesse si, pour prévenir les mouvements qu'on prépare dans les départemens, et dans lesquels on ne manquera pas de se servir du prix des denrées pour attirer les citoyens, des drapeaux de la liberté sous ceux du despotisme; si, dis-je, elle s'en rapportait aux administrateurs pour fixer un *maximum* aux prix des denrées. — Cette pro-

Digitized by Google

position est renvoyée au comité de salut public ; et la mesure présentée par Taillefer est décrétée.

Dentzel se plaint de l'inexécution du décret qui défend la vente du numéraire. Il assure avoir vu à la rue Vivienne des particuliers qui offraient pour un louis d'or cent livres en assignats. Un membre fait aussi-tôt la motion de supprimer entierement la bourse. Sur la proposition de Thuriot, la Convention décrete que la bourse sera provisoirement fermée. Le comité de salut public fera dans trois jours un rapport sur l'agiotage.

Une députation de blanchisseuses demande la taxation du savon. — Renvoyé au comité de salut public, pour examiner si, dans ces circonstances, il ne serait pas à propos de fixer momentanément les denrées de premiere nécessité.

Une commune du district de Sarbourg adhere aux mesures prises par la Convention. Rhul a observé que cette commune porte un nom allemand, et sur la motion de plusieurs membres son nom est changé en celui de *la Montagne*.

On a dénoncé plusieurs administrateurs du département de la Meurthe pour avoir envoyé des émissaires dans le département de la Meuse à l'effet de l'engager à une coalition perfide. — L'Assemblée a décrété la suspension de ces administrateurs.

Ceux du département de la Somme viennent de nouveau présenter à la Convention leur rétractation formelle et leur soumission à ses décrets. — L'Assemblée décrete que ces administrateurs sont rendus à leurs fonctions, excepté le citoyen Julien, qui n'a point voulu se rétracter. Legendre prend la parole pour déclarer un fait en présence des administrateurs de la Somme, car cela les engagera, dit-il, à redoubler de surveillance. Hérault-Sechelles a reçu une lettre d'Amiens, dans laquelle on lui annonce que l'on devait piller, le 25 de ce mois, des bateaux chargés de savon.

Le ministre de l'intérieur paraît. Il annonce que le mouvement se calme et que la garde est vigilante : ces nouvelles agitations, a-t-il dit, sont les manœuvres des ennemis de la constitution. Il faut que la commune de Paris redouble en ce moment de surveillance. L'Assemblée ordonne l'impression du rapport du ministre.

Louis-François-Joseph Bourbon, ci-devant Conti, écrit du fort Saint-Jean à Marseille, qu'il a été déclaré innocent par le tribunal de cette ville ; il sollicite de l'humanité de l'Assemblée un prompt élargissement, attendu que ses infirmités ne lui permettent pas d'être concentré dans une étroite prison ; il déclare que la représentation nationale serait injuste de le punir pour cela seul qu'il est de la famille des Bourbons ; il représente que depuis la révolution, il s'est acquitté des devoirs d'un bon citoyen. — Le comité de salut public est chargé de faire un rapport sur sa demande.

Le

Digitized by Google

de 30 mille

Le comité de la guerre fait décréter que la levée [illegible] hommes de cavalerie, demandée par le comité de s[illegible] sera fournie par les départemens, en raison du [illegible] leur contingent d'infanterie.

Barrere, après avoir peint le bonheur que va p[illegible]curer la constitution, fait adopter un projet de décret dont voici les principales dispositions :

« La déclaration des droits et l'acte constitutionnel seront envoyés aux départemens, aux communes et aux armées. — Les administrateurs convoqueront les assemblées primaires huit jours après la promulgation du présent décret. — Le peuple français est invité à émettre son vœu. — Les assemblées primaires enverront un commissaire, porteur des votes, qui se rendra à Paris le 10 août. — Le recensement général des votes se fera dans la Convention, en présence des commissaires des assemblées primaires, et sera proclamé sur l'autel de la patrie le 10 août. — Aussi-tôt après l'acceptation de la constitution, les assemblées primaires seront convoquées pour nommer les députés du corps législatif. »

Barrere soumet encore plusieurs autres projets de décrets à la délibération de l'Assemblée ; tous ont été adoptés, en voici les dispositions les plus remarquables.

« 1°. Les récompenses territoriales accordées aux défenseurs de la patrie par le décret du 21 février ; seront portées à 600 millions.

» 2°. L'instruction publique et les secours publics sont à l'ordre du jour, jusqu'à ce qu'ils soient terminés.

» 3°. Le traitement des ecclésiastiques fait partie de la dette nationale.

» 4°. Le comité des finances est chargé de présenter un mode pour assurer la dette nationale.

» 5°. Chénier et Carlier se rendront incessamment dans les départemens de la haute Garonne, du Tarn, de l'Hérault et voisins, pour éclairer les citoyens et les porter à l'union ; ils sont autorisés à prendre toutes les mesures qu'ils jugeront convenables. »

Séance extraordinaire du jeudi soir.

On a procédé à l'appel nominal pour la nomination d'un président et le renouvellement du bureau. Thuriot est porté au fauteuil. Les nouveaux secrétaires sont Thomas Lindet, Billaud-Varennes et Levasseur. La Convention a reçu au nombre de ses membres le suppléant de Buzot.

Gossuin, sur le témoignage d'une lettre qu'il a reçue, informe l'Assemblée que la garnison de Valenciennes a repoussé l'ennemi dans une sortie.

Guyomard annonce que le 20 de ce mois, le général Beysser commandant à Nantes, a chassé les rebelles qui investissaient cette ville, les a poursuivis pendant deux lieues, leur a pris

Digitized by Google

trois postes importans du côté de Verneuil, et tué 300 hommes.

La veuve du citoyen Hébert, lieutenant de gendarmes, tué en combattant les rebelles, présente son fils à la Convention. Cet enfant, âgé de 14 ans, a vu tomber son pere à ses côtés. Il a eu le courage de venger sa mort, en tuant son assassin d'un coup de pistolet. Pour toute récompense, il a demandé qu'il lui fût permis de venir à Paris soulager sa mere. Le général lui accorda sa demande, et lui donna un cheval pour faire son voyage. Le jeune homme s'égara, et se trouva au milieu des rebelles. Sa présence d'esprit ne le servit pas moins en cette occasion que son courage, et il parvint à s'échapper. — Après avoir entendu ce récit touchant, la Convention a adopté ce jeune homme, et décrété qu'il serait élevé aux frais de la République. Elle accorde un secours provisoire de 1000 l. à la mere.

Séance du vendredi, 28 juin.

PRÉSIDENCE DE THURIOT.

Cinq administrateurs du département de l'Eure viennent de rétracter les arrêtés qu'ils ont signés. — La Convention décrete qu'ils seront mis en liberté, et renvoyés pardevant le comité de sureté générale pour y déposer leur déclaration.

Carra de retour de la Vendée, d'où il avait été rappellé par un décret, demande que tous ceux qui l'ont calomnié signent leur dénonciation. — La Convention l'a renvoyé pardevant le comité de salut public.

L'Assemblée a adopté un projet de loi sur les secours généraux à accorder aux enfans dits naturels et aux vieillards.

Au nom du comité de salut public, Saint-André a fait décréter que dorénavant les ingénieurs, attachés aux ports de la République, ne seront chargés que de la construction et du radoub des vaisseaux. Il sera nommé des officiers de marine chargés des mouvemens des ports. Il y en aura six à Brest, quatre à Toulon, quatre à Rochefort, et deux à l'Orient.

On a fait lecture d'une lettre de Westermann, dans laquelle il annonce un avantage remporté sur les rebelles.

Séance du samedi 29 juin.

Les administrateurs du département de l'Isere réclament contre une fausse interprétation d'un de leurs arrêtés; ils déclarent que jamais ils n'ont eu l'intention de violer l'unité et l'indivisibilité de la République. — La Convention a décrété l'insertion au bulletin de cette adresse.

Un membre a annoncé que les brigands qui assiégent Nantes, ont envoyé deux députés dans cette ville, pour proposer aux autorités constituées de leur livrer les quatre représentans du peuple qui se trouvent à Nantes, ainsi que les caisses publiques,

Digitized by Google

et d'arborer la cocarde blanche. Les Nantais ont répondu fierement que la liberté ne transigeait point avec le despotisme.

La Convention adopte un projet de loi sur la réunion des postes et des messageries.

Plusieurs communes envoient leur adhésion. D'autres se plaignent des administrateurs de la Gironde. Robespierre a demandé le décret d'accusation contre ces administrateurs. Quelques membres ont proposé d'attendre l'effet du décret qui a ouvert une porte au repentir des administrateurs du département. Cette mesure est adoptée.

Le comité de sûreté générale informe l'Assemblée que le citoyen Kervélegan, l'un des membres détenus, a été enlevé par trois citoyens, à l'aide des députés Vernier et Babey. La Convention décrete que ces deux membres se rendront au comité, pour nommer les citoyens qui ont enlevé Kervelegan.

Sur la dénonciation faite par Legendre, qu'on vient de mettre sous presse une prétendue constitution, pour l'envoyer dans les départemens avec la véritable, la Convention décrete la peine de mort contre tous ceux qui feront circuler une constitution sous le nom de la Convention, et contre les imprimeurs, vendeurs et colporteurs de ces criminels écrits.

On fait lecture du bulletin de l'armée du Nord, d'une lettre du général de l'armée d'Italie, d'une autre du général Leveneur, qui toutes annoncent des succès. La Convention apprend en même tems que dans la Vendée nous avons remporté encore deux avantages, et que Bellegarde se défend toujours avec courage, et va recevoir du secours.

Hérault, au nom du comité de salut public, fait décréter qu'il sera mis à la disposition du ministre de l'intérieur une somme de 10 millions pour les secours à accorder aux départemens qui réclament des subsistances.

Séance du dimanche 30 juin.

La section du Muséum a fait passer à l'Assemblée l'arrêté qu'elle a pris le 27 de ce mois, par lequel elle rend responsables tous les citoyens de la section dont les femmes ou les domestiques se porteraient à la violation des propriétés. Mention honorable.

Les administrateurs de la police communiquent à l'Assemblée l'état actuel des prisons. Il en résulte que les détenus sont au nombre de 1337.

Mallarmé, organe du comité des finances, présente un projet de décret relatif au certificat de civisme, pour faciliter le paiement des pensions; l'Assemblée, après avoir confirmé son décret du 19, qui ordonne qu'aucune pension ne sera payée au trésor public sans certificat de civisme, décrete que sur le certificat il sera fait mention de la résidence, du certificat de non-emigration, de l'acquit des impositions, en un mot de toutes les formalités exigées par la loi; de maniere

Digitized by Google

qu'une seule piece suffira pour toucher les pensions : les certificats de civisme devront être visés par le directoire de district du département.

Le rapporteur du comité d'aliénation informe l'Assemblée que le département de Paris vient de s'emparer du collége des Quatre-Nations, et que déja des ouvriers y travaillent par ses ordres. Il propose, au nom du comité, de suspendre les travaux que le département a fait entreprendre, d'arrêter le déplacement de la bibliotheque, de renvoyer au comité des domaines, d'aliénation et d'instruction publique, l'examen des motifs de la conduite du département de Paris, enfin de faire de nouveau très-expresses défenses à tout corps administratif de disposer d'aucun édifice national, sans y être autorisé par un décret. Après quelques débats, toutes ces propositions ont été adoptées.

On fait lecture d'une lettre du procureur-syndic du département des Landes, dans laquelle il annonce que les Espagnols ont entierement évacué notre territoire.

Des pétitionnaires sont admis à la barre. Les citoyens de Tonnerre adherent à tous les décrets de la Convention. Les patriotes fugitifs du Midi demandent 1°. que les liquidations des sommes dues aux villes rebelles du Midi soient suspendues, et qu'elles servent à accorder des secours aux patriotes pendant leur exil ; 2°. que les villes fidelles soient exceptées de cette loi. Renvoyé au comité de salut public.

Les citoyens de Versailles et la société populaire de cette ville, viennent féliciter la Convention sur son travail constitutionnel.

Des citoyens de la ville de Moissac, département du Lot, demandent que les députés mis en état d'arrestation par un decret qu'ils disent avoir été arraché par la force, soient jugés par un tribunal établi hors de Paris. L'Assemblée passe à l'ordre du jour.

Génissieux instruit la Convention que les sections de Lyon ont incarcéré à Pierre-en-Cise le citoyen Couturier, qui venait de Grenoble à Paris, pour y remplir les fonctions de juré auprès du tribunal révolutionnaire. Un membre de la députation de Rhône et Loire ajoute que l'administration du département a déclaré ne pas vouloir reconnaître la nouvelle constitution, attendu que la Convention n'était ni libre ni respectée au moment où elle l'a décrétée. Renvoyé au comité de salut public.

Delacroix assure que les administrateurs qui sont en révolte ouverte contre la Convention prennent les fonds dont ils ont besoin dans les caisses de district, et même obligent les acquereurs des biens nationaux à payer les annuités et en verser le montant dans leurs mains. Ils demandent que la trésorerie nationale fasse passer à la Convention l'état des administrations qui ont tenu cette conduite criminelle. Il demande en outre

Digitized by Google

que dans les départemens dont les administrations sont en révolte, il soit fait défense à tout citoyen de payer les annuités ou les contributions, sous peine de payer deux fois. — Ces propositions ont été adoptées.

Séance du lundi 1er. juillet.

Cette séance s'est ouverte par la lecture d'un grand nombre d'adresses d'adhésion aux mesures révolutionnaires prises par la Convention.

Les représentans du peuple près l'armée des côtes de Brest écrivent de Nantes, en date du 26 juin, que la situation alarmante de cette ville, cernée de presque tous les côtés par les rebelles, les a mis dans la nécessité de la déclarer en état de siége. En conséquence, de l'avis du comité central et du général Canclos, commandant-général des côtes de Brest, ils ont publié une proclamation, dans laquelle, après avoir rappellé aux Nantais leur énergie de 1788, et leur avoir démontré les inconvéniens qui résulteraient, pour leur intérêt et leur défense contre leur ennemi commun; de la mésintelligence entre plusieurs autorités qui marcheraient difficilement d'accord, ils ont investi le général Canclos, sous sa responsabilité, de toute l'autorité, tant pour le civil que pour le militaire, conformément au décret de la Convention, relatif aux places frontieres déclarées en état de guerre. — Ces mesures sont confirmées par l'Assemblée.

Le district de l'Aigle instruit la Convention qu'il vient d'arrêter un courier des administrateurs de la Gironde. Ce courier était porteur des arrêtés de ce département, adressés à celui de la Seine inférieure et autres. Le but de ces arrêtés est d'engager les départemens à se confédérer, à lever des troupes et à marcher sur Paris. Les administrateurs du district de l'Aigle annoncent en même-tems qu'ils ont refusé d'obéir aux arrêtés du département de l'Orne, qui leur ordonnait une levée d'hommes destinée contre la Convention. L'Assemblée ordonne la mention honorable de la conduite du district de l'Aigle.

Coupé, député du département des Côtes du Nord, qui avait fui à la suite des événemens du 31 mai, a été arrêté à Nantes, non muni de passe-port. Sur la proposition du comité de sûreté générale, il sera transféré à Paris et son suppléant appellé pour le remplacer.

Barrere, rapporteur du comité de salut public, a donné connaissance d'un fait qui a excité l'indignation de l'Assemblée. Le navire américain *le petit Chérubin*, ayant à bord trente Français, que les Espagnols avaient chassés d'une maniere barbare, les débarqua le mois dernier au Havre; là il prit un passe-port pour Hambourg. Le 6 il fut pris près Dunkerque par le corsaire français *le Vrai-Patriote*. Son équipage fut fort maltraité, quoiqu'il n'eût fait aucune résistance.

Digitized by Google

Un Français prit le lieutenant au collet, et sans être provoqué par aucune insulte, il lui brûla la cervelle.

Le comité de salut public a requis, de la part des ministres, la plus prompte exécution du décret qui défend aux corsaires de courir sur les vaisseaux américains, et la Convention a chargé le ministre de la justice de faire faire sur-le-champ toutes les informations nécessaires sur la conduite tenue par le capitaine et par l'équipage du corsaire le *Vrai-patriote*, contre le capitaine et l'équipage du navire américain le *Petit-chérubin*. Ce navire sera relâché, et le ministre de la marine est tenu de faire statuer sur l'indemnité qui peut lui être due, et de prendre des renseignemens sur la famille du lieutenant Américain assassiné, pour l'indemniser des pertes que cette mort lui a occasionnées.

David, organe du comité d'instruction publique, a fait rendre le décret suivant, relatif aux artistes. 1°. Les jeunes élèves qui ont remporté les premiers prix de peinture, d'architecture et de sculpture, soit en Italie, soit en France, dans les écoles approuvées, toucheront tous les ans une somme de 2400 liv. pendant cinq années. 2°. Chacun des autres élèves envoyés à Rome, et qui y étaient entretenus aux frais de la nation, recevront une pareille somme pendant l'espace de cinq ans. 3°. La trésorerie nationale sera tenue de leur payer cette somme.

Au nom du comité des finances, Mallarmé a proposé une économie de 1800 mille liv. par la réduction des vicaires épiscopaux, et d'une partie de leur traitement. La Convention n'a pas goûté ce projet; elle a enjoint seulement aux évêques de faire desservir les paroisses vacantes par leurs vicaires épiscopaux jusqu'à la prochaine réunion des assemblées électorales.

Barrere a fait lecture d'une lettre de Delcher, de laquelle il résulte que la contre-révolution est complette en Corse.

Bastia, Saint-Florens et Calvi sont les seuls points prononcés dans l'isle pour la République. Barrere, au nom du comité de salut public, a présenté plusieurs projets de décrets, dont voici les dispositions fondamentales.

« La Corse sera divisée en deux départemens, l'un en-deçà l'autre en-delà des monts. — Les arrêtés pris, le 13 et 17 mai, par les commissaires dans l'isle de Corse sont approuvés. — Les actes de convocation des assemblées primaires sont déclarés nuls, ainsi que tout ce qui en est résulté. — Le traitement des fonctionnaires publics en Corse cessera d'être payé, et le décret d'arrestation porté contre Paoli et contre les administrateurs de ce département sera mis à exécution. — Les ministres de l'intérieur et de la marine se concerteront pour la défense des villes maritimes de la Corse restées fideles. — Il sera accordé aux patriotes Corses des indemnités proportionnées aux pertes qu'ils auront essuyées, sauf le recours envers les contre-révolutionnaires.

Digitized by Google

PARIS, *le 4 juillet 1793.*

COMMUNE. — *Conseil-général, du 27 juin.*

Le conseil-général de la commune étant informé hier par une lettre du maire, qu'il se formait au port St.-Nicolas et à la Grenouillere des rassemblemens de personnes qui voulaient enlever des bateaux du savon à un prix inférieur à celui du marchand, a député six de ses membres pour se réunir au maire et ramener le calme.

Il a pris ensuite :

« Le conseil-général instruit par les commissaires nationaux » envoyés dans les départemens de l'Ouest, que des scélérats » payés par les brigands de la Vendée, après avoir été faits » prisonniers, étaient arrivés à Paris pour y exciter des troubles, » afin d'étouffer dans son berceau la constitution naissante, » et de diviser les citoyens ; »

« Instruit en outre qu'il se commettait des pillages sur les ports, et que les propriétés étaient menacées par les cris de vrais contre-révolutionnaires, qui, après avoir volé les sommes à eux délivrées pour leur enrôlement, sont venus gagner à Paris celles qui leur ont été distribuées par les révoltés de la Vendée.

» Considérant, 1°. que la loi met les personnes et les propriétés sous la sauve-garde des bons citoyens ;

» 2°. Que tout citoyen a juré de les faire respecter ou de mourir à son poste en les défendant ;

» 3°. Que dimanche 23 juin, le peuple de Paris réuni au champ de la Fédération avec la Convention nationale, a prêté solemnellement le même serment, et que les seuls hommes payés par les brigands et les puissances étrangeres, peuvent enfreindre le serment sacré ;

« Considérant que ces mouvemens ne sont qu'une manœuvre atroce pour empêcher l'approvisionnement de Paris, y faire naître la disette, et par suite y exciter la guerre civile ;

» Considérant enfin que les ennemis de Paris et les partisans du fédéralisme, désespérés du calme avec lequel les Parisiens ont, pendant et depuis la révolution des 31 mai et 2 juin, travaillé au salut de la patrie, veulent par ces ressorts, tant de fois éprouvés, d'une tactique qui les a trop souvent servis, porter les citoyens de Paris à des mesures violentes, à des effets qui justifient enfin aux yeux des départemens coalisés, les calomnies dont cette ville est depuis si long-tems l'objet ;

« Arrête, qu'à l'instant où dans l'arrondissement d'une section quelque mouvement menaçant les propriétés se ma-

Digitized by Google

nifesterait, les commissaires de police et de section seront tenus de se transporter sur le lieu du rassemblement, et dans le même quart-d'heure, d'instruire le maire et le département de police, de l'état et de l'objet du rassemblement, à peine d'être poursuivis comme responsables et comme prévaricateurs.

» Autorise dans ces circonstances le citoyen maire à faire battre un rappel, soit dans la section où le mouvement se sera manifesté, soit dans les sections environnantes, soit un rappel général, de maniere que la force en impose aux malveillans soudoyés qui prêchent le pillage.

» Arrête qu'à l'instant où le rappel battra pour un pareil motif, et quelle que soit l'heure, soit de jour ou de nuit, chaque membre du conseil général sera tenu de se rendre à son poste.

» Invite tous les bons citoyens qui tiennent au serment qu'ils ont fait de maintenir la sûreté des personnes et des propriétés, à se rendre en armes dans leurs corps-de-garde respectifs, au moment dudit rappel; déclare mauvais citoyen tout individu qui sollicitera, conseillera le pillage, et y participera; ordonne à la force armée de les arrêter et de les conduire à la mairie.

» Le conseil général déclare qu'il met l'exécution du présent arrêté sous la surveillance des vrais Républicains, de ceux qui veulent la liberté, l'égalité, la république et la constitution. »

Du 2 juillet. D'après la lecture d'une lettre du comité de salut public de la Convention adressée au maire de Paris, pour qu'il engage les citoyens à faire de nouveaux efforts pour défendre la liberté, et à former deux bataillons pour protéger les subsistances qui arrivent à Paris, le conseil a pris l'arrêté suivant:

1°. Il partira de Paris sous six jours 1800 hommes, lesquels seront organisés en compagnies, et formeront deux bataillons.

2°. Ces deux bataillons, destinés seulement à ramener le calme, faire respecter la loi et les autorités constituées par la ville d'Evreux, à fraterniser avec les bons citoyens, en imposer aux malveillans; enfin à rétablir et protéger la circulation du commerce et l'arrivée des subsistances, ne seront point tenus d'être en uniforme, mais seulement armés.

3°. Ces deux bataillons auront à leur tête, chacun une compagnie de canonniers avec deux pieces de canons.

4°. Ils iront à Evreux, et y resteront jusqu'à ce que nos frères aient juré avec eux l'unité et l'indivisibilité de la République française.

5°. Quatre commissaires du conseil-général marcheront en tête de ces bataillons.

Le conseil-général arrête que deux officiers municipaux par-

Digitized by Google

veront demain à quatre heures du soir l'acte constitutionnel dans chaque section, et le présenteront définitivement à l'acceptation du peuple, qui prononcera sur cet objet.

Du 4 juillet. L'acte constitutionnel a été accepté par les assemblées primaires de cette ville au milieu des plus vifs applaudissemens. Le canon a été tiré en signe d'allégresse.

Sur 15 mille 334 votans, Henriot a réuni 9 mille 84 suffrages; Raffet 6095: il y a eu 155 voix de perdues, d'où il résulte qu'Henriot sera proclamé commandant général provisoire de la force armée Parisienne. Les sections de la Cité et des Amis de la Patrie n'ont pas envoyé leurs procès-verbaux.

Baaclard-d'Arnaud, si connu par ses *Epreuves du Sentiment* et son drame *du Comte de Comminge*, vient d'être mis en état d'arrestation, pour avoir, dit-on, été trop sensible sur le sort d'un émigré auquel il a donné l'hospitalité. — Le tribunal révolutionnaire s'occupe de l'affaire d'Orléans. L'acte d'accusation, présenté à ce tribunal par l'accusateur public, porte sur 26 citoyens, accusés d'avoir pris part à l'assassinat du député Bourdon.

Le département de Paris a arrêté dans une de ses dernières séances, sur la proposition faite par Momoro, l'un de ses membres, député dans les départemens de l'ouest, que dans le courant de ce mois pour tout délai, les propriétaires et principaux locataires seraient invités, au nom du patriotisme, à faire peindre sur la façade de leurs maisons, en gros caractères, ces mots: *Unité, indivisibilité de la République, liberté, égalité, fraternité, ou la mort.* De plus, il a arrêté qu'il sera placé au-dessus des édifices publics une flamme aux trois couleurs, surmontée du bonnet de la liberté: le même arrêté invite les propriétaires à en faire placer de semblables au-dessus de leurs maisons.

NOUVELLES DES ARMÉES.

ARMÉE DU NORD.

Extrait d'une lettre de l'adjudant-général Guerin, au quartier-général de Paillancourt près de Cambrai, le 25 juin.

« La garnison de Valenciennes fait des merveilles, c'est une autre Mayence; 13 pièces de canon prises ou enclouées; les troupes qui gardaient la tranchée taillées en pièces, 2 généraux ennemis tués. D'un autre côté, je reçois des nouvelles officielles de Maubeuge, qui m'annoncent un avantage marquant remporté par nos troupes à Thuin-sur-Sambre; 600 hommes,

Digitized by Google

tant d'infanterie que de cavalerie, ont été surpris dans le sommeil : on en a tué un assez grand nombre, pris beaucoup d'hommes et de chevaux ; le reste a pris la fuite et court encore. »

Le général Leveneur, commandant les armées du Nord et des Ardennes, en l'absence du général Custine, aux citoyens composant le comité de salut public.

Ne pouvant avoir de nouvelles officielles des villes de Valenciennes et de Condé, j'ai dû faire les plus grands efforts pour me procurer quelques renseignemens sur l'état de ces deux places ; je vous fais passer, citoyens, un détail extrait d'une infinité de rapports concordans qui m'ont été faits, et dont je crois pouvoir garantir l'authenticité.

Le résultat de ces rapports est, que le 15, la garnison de Valenciennes avait trois portes ouvertes, à la suite d'une sortie faite le matin, qui fut très-meurtriere pour l'ennemi ; une autre sortie, le soir du même jour, eut le plus grand succès, ainsi que celles des 16, 17 et 18 ; celle du 17 principalement doit avoir coûté 5 à 6000 hommes tués, blessés ou prisonniers ; 18 à 20 pieces de canon démontées ou encloüées, lesquelles ont été conduites à Mons, comme hors d'état de service.

Il paraît que le 19, le commandant de cette place a été sommé de la rendre, et qu'il a répondu à la sommation par une vigoureuse sortie, à la faveur de laquelle il a chassé une infinité de bouches inutiles et de personnes suspectes.

Je reçois confirmation que dans la nuit du 20 au 21, nos braves républicains ont encore fait une sortie par laquelle ils ont enlevé de vive force trois redoutes, se sont emparés de 13 pieces de canon, se sont saisis des grilles et fourneaux, ont blessé ou tué un si grand nombre d'hommes, que 126 voitures de blessés ont été conduites à Mons ; nos troupes sont restées maîtresses du retranchement de l'ennemi et du fauxbourg de Marly.

Condé se défend toujours vigoureusement. On assure que les généraux Waldex et Clairfait tués : cette nouvelle mérite confirmation. Nos avant-postes depuis Maubeuge jusqu'à Douay sont toujours en présense des ennemis ; et malgré l'infériorité de nombre de nos troupes légeres, nous avons presque toujours eu l'avantage dans les différentes escarmouches qui ont eu lieu depuis une dixaine de jours : il a été tué ou pris à l'ennemi une soixantaine d'hommes et autant de chevaux dans ces différentes affaires.

LILLE, *le 23 juin.*

Hier matin, les soldats de la République ont attaqué le poste de Wattrelos avec l'énergie qui anime la division du général Lamarliere, et l'ont forcé de se replier sur celui de Mouveron, où les ennemis ont été poursuivis avec intrépidité.

Digitized by Google

L'évacuation de Wattrelos et la retraite des Autrichiens ayant été prévues, le général Lamarliere avait ordonné des dispositions pour mettre en déroute ce dernier poste. L'attaque a également été vive et terrible. La valeur de nos braves défenseurs Républicains s'est surpassée dans cette affaire; seize Autrichiens ont mordu la poussière, le même nombre a été fait prisonniers avec chevaux, armes et bagages.

DU CAMP DE LA MAGDELEINE, *le 28 juin.*

Les armes de la République se relevent sur cette frontiere, et nous avons presque toujours l'avantage dans les affaires de poste; à mesure que les braves soldats Français s'animent et reprennent leur énergie, leurs ennemis se découragent et se ralentissent. Il paraît même que le dégoût s'est mis dans un grand nombre de régimens Autrichiens; car il arrive sans cesse des déserteurs. Le général en chef Custines a, comme Lamarliere, notre entiere confiance, et son austérité républicaine a quelque chose qui l'inspire à la premiere vue; aussi a-t-il été reçu dans ce camp avec toutes les démonstrations de la joie. Il n'a pas été moins bien accueilli dans toute sa tournée sur la frontiere, et particulierement à Dunkerque où il est actuellement.

Condé résiste à 30 mille assiégeans avec un courage surnaturel.

Les environs du Quesnoi sont libres, et les alliés ne peuvent encore en approcher. La place est en état de défense. Les ennemis n'ont fait jusqu'ici aucune tentative sur Maubeuge; ils se sont seulement présentés plusieurs fois, et toujours ils ont été ou surpris ou battus. L'armée des Ardennes n'est pas dans de moins bonnes dispositions. Toutes ses places sont approvisionnées, et celle de Philippeville sur-tout est, par les soins du général de Wich, dans le plus bel état de défense. Telle est jusqu'à Longwy la situation des armées du Nord et des Ardennes, et c'est au bout de cette ligne que le général de Laage vient de remporter une victoire à Arlon.

ARMÉE D'ITALIE.

Escavana. Le 17 juin, le général Brunet a attaqué encore une fois le formidable camp des Fourches sur cinq points différens. Dans cette attaque les troupes françaises ont été jusqu'aux pieds des retranchemens de l'ennemi; mais surpris de la résistance, ils se sont retirés; l'ennemi n'a pas osé sortir de ces retranchemens pour les poursuivre. Nous avons fait un grand nombre de prisonniers aux Piémontais, parmi lesquels se trouve le neveu du commandant. Cette affaire nous a coûté environ 100 hommes tués et 200 blessés: les ennemis ont perdu suivant le rapport des déserteurs la valeur d'un bataillon et le double de blessés.

D'un autre côté nos troupes ont attaqué le camp de Saorn,

Digitized by Google

cette nouvelle attaque n'a pas mieux réussi. Les Piémontais ne sont pas sortis de leur retranchement.

Pyrénées Orientales.

La forteresse de Bellegarde vient d'être enfin ravitaillée pour trois mois. Comme c'était la famine seule qui pouvait engager la garnison à se rendre, les Espagnols seront encore témoins de bien de traits de valeur, à moins qu'ils ne se retirent, fatigués d'une si héroïque resistence.

L'armée des Pyrénées orientales se remet, comme celle des Basses-Pyrénées, sur un pied respectable. Quelques avis annoncent que les Espagnols songent à établir un camp sur les hauteurs de Corneilla, près de Perpignan. — On leur prête aussi le projet d'élever une batterie qui menacerait Collioure. Mais ce qu'il y a de certain, c'est que deux frégates de la République croisent à l'entrée du port de cette derniere ville; et comme on a vu dans ces mêmes parrages une frégate anglaise et une espagnole, on s'attend à un engagement prochain.

Voici l'état de l'armée Française à Perpignan: au camp de Masros et avant, 12,463 hommes; à Perpignan et citadelle, 2700 hommes; dans divers forts et places hors de Perpignan, 6067 hommes. Total 21,170 hommes. Ne sont pas compris dans cet état les troupes qui se trouvent dans le département de l'Arriege, sur les côtes et dans l'intérieur. Le district de Perpignan a levé un nouveau bataillon.

Pyrénées Occidentales.

Lettre du procureur-général-syndic du département des Landes; Mont-de-Marsan, le 28 juin.

„ Je vous aprend que les Espagnols ont évacué le territoire de la République près de S. Jean. Le défaut d'aprovisionnement les a forcés de rentrer dans leurs foyers. On apprend que la disette des commestibles est extrême à Pampelune, et que la viande y est d'une cherté épouventable. Il y a plusieurs jours que la livre de bœuf valait une piastre sur la frontiere de la Biscaie et de Navarre.

„ Je vous dirai que je viens de recevoir du procureur de la commune de Saint-Esprit un avis officiel, portant que les Espagnols ont été mis en déroute, et forcés à évacuer les postes et deux camps qu'ils avaient en-deça d'Andaye. L'attaque a commencé hier 22 à deux heures du matin; les ennemis ont été poursuivis jusqu'au pas d'Iron. Ils ont abandonné leur équipage: Audaye est en notre pouvoir. „

Etat actuel des armées Républicaines qui combattent les rebelles, par le citoyen Carra, ci-devant commissaire dans ces armées.

Nous avons aux Sables d'Olonne, sous les ordres du brave Boulard et du brave Baudry, une armée de 14 mille hommes

Digitized by Google

sur laquelle on peut compter ; et à qui on n'a pas rendu assez de justice, car à peine en a-t-on parlé dans les journaux et dans les bulletins de la Convention nationale. Cette armée, qui a garanti jusqu'à présent les côtes de la Vendée, et qui dans son origine, au mois de mars dernier, n'était que de 5 mille hommes, a chassé les brigands d'une étendue quarrée de plus de 50 lieues, les a battus dix à douze fois de suite, sans éprouver un seul échec. Cette armée est composée de plusieurs bataillons des deux Charantes, de deux bataillons de la Gironde, qui, j'espere continueront à servir la République une et indivisible, comme ils ont fait jusqu'ici, avec une bravoure vraiment héroïque, de quelques troupes de ligne et de quelques braves volontaires des deux Sévres et de la Vendée.

L'armée de Niort, à quinze ou vingt lieues des Sables d'Olonne, est composée d'environ 22, c 23 mille hommes, dont 17 à 18 mille sur lesquels on peut compter. Les grenadiers de la gendarmerie de la Convention et les troupes de ligne qui s'y trouvent y donnent l'exemple de la meilleure discipline, du bon ordre et des bonnes mœurs. Les bataillons de volontaires des départemens voisins s'y comportent également bien. Ceux des habitans des campagnes qui sont en réquisition, désertent chaque jour en partie pour aller faire leurs foins, et ce n'est pas une grande perte. La conduite de la minorité de quelques bataillons de Paris est seule répréhensible, les 500 livres qu'on a données à chacun de ces volontaires en ont corrompu malheureusement beaucoup.

L'armée de Tours, organisée par les soins et les talens de Berthier, présente aujourd'hui une masse d'environ 20 mille hommes, dont la moitié au moins peut être regardée comme très-disposée à se bien battre contre les brigands, dès qu'elle sera suffisamment approvisionnée d'artillerie, et de munitions de guerre et de bouche.

TOURS, *le 26 juin.*

Les députés et les généraux se sont réunis hier, pour aviser aux moyens de porter des secours à Nantes.

Le général Menou reçoit à l'instant une lettre de Chambon, commandant le détachement de 1000 hommes qui occupe le poste de Chinon, par laquelle il nous informe que la Roche-Jacquelin et les autres chefs de la prétendue armée royale se sont retirés hier 25 à Doué, au nombre de 250, après avoir fait fusiller sept prisonniers qui sont vraisemblablement des nôtres. Ils ont fait jetter à l'eau cinq pièces de canon, et fait cesser les démolitions des redoutes du château de Bournay.

ISLE DE CORSE.

Bastia, le 27 juin, l'an 2e. de la République. Tout est consommé, la contre-révolution est complette. Paoli est nommé généralissime, c'est-à-dire, souverain, le clergé a été réintégré ; les

émigrés sont rentrés. Paoli s'est couvert du masque de la religion; il a été nommé président de *la Consulta*; (assemblée extraordinaire de députés de toutes les communes de Corse) il a égaré les habitans sur l'état de la France et sur les dispositions de la Convention nationale; il a daigné verser des larmes sur le sort de sa patrie; les quatre cinquièmes des habitans sont séduits et égarés; j'espere cependant qu'avec le tems, de la prudence et des instructions, on pourra les faire revenir de leur erreur. Dans plusieurs points ils se sont armés au nombre mille à douze cents, et cela au frais de la République, en s'emparant des magasins. On fusille ceux qui montrent quelque courage à soutenir le parti républicain. Les villes sont déclarées rébelles quand elles sont pour la République; elles sont contenues par de fortes garnisons. Paoli a publié un écrit contre les commissaires, qu'il appelle des désorganisateurs et des agens de Gênes. Saint-Florent, Bastia et Calvi sont assurés à la République. Le bataillon de l'Aveyron est enfin arrivé fort à propos pour renforcer nos garnisons.

L'ouverture de la *consulta* s'est faite le 26 mai. Paoli en est président; Léonardo, vice-président, et Pozzo-di-Borgo secrétaire. Le premier a été proclamé généralissime, et chargé du pouvoir exécutif de Corse. Cette assemblée a proscrit Salicetti, Caza-Bianca, Arena, et tous les députés patriotes. Leurs familles ont été mises en arrestation, leurs maisons incendiées. Ils ont arrêté que tous les militaires qui étaient pour la République seraient invités à quitter leurs drapeaux sous trois jours, sauf à obtenir un pardon, faute duquel ils seront enfermés dans des bastilles, avec confiscation de leurs biens.

Notice des séances subséquentes de la Convention, du mardi et du mercredi.

Du Mardi 2 juillet. Lecture d'une foule d'adresses d'adhésion aux décrets de la Convention nationale. — Arrêté des administrateurs du district du Pont-l'évêque, et convocation des assemblées primaires. « Nous nous déclarons, est-il dit dans la lettre de convocation, en état d'insurrection, jusqu'à ce que la Convention soit débarrassée du joug des factieux de la Montagne et des représentans de la commune de Paris. Nous abhorrons le royalisme, la dictature et toute autre tyrannie; nous protestons contre les décrets rendus le 31 mai, arrachés à la Convention par la commune de Paris. » L'administration après cet exposé arrête, qu'il sera ouvert dans chaque commune un registre pour inscrire le citoyen qui voudront se former en corps, destiné à marcher de concert avec les autres départemens, et à se réunir à leurs freres de Paris.

Les assemblées primaires ont été convoquées, a dit Lacroix; le registre a été ouvert, mais personne ne s'est fait inscrire. — Le régiment de chasseurs qui est à Falaise avait reçu des ordres du pouvoir exécutif pour se rendre à Orléans. Cette

Digitized by Google

troupe a refusé d'obéir. Voici le décret rendu d'après cet exposé.

« Art. Ier. Le conseil exécutif est chargé d'envoyer directement les décrets aux communes et aux districts restés fidèles.

» II. Il indiquera à la gendarmerie qui se trouve dans le Calvados d'autres quartiers.

III. Tout gendarme attaché aux administrations rebelles sera privé de son traitement.

IV. Le conseil exécutif donnera ordre au seizieme régiment de chasseurs, qui est actuellement à Falaise, de se rendre à Orléans dans un délai déterminé; les officiers qui ne y rendront pas seront cassés et punis, et les soldats qui y seront arrivés au jour marqué, recevront une gratification.

Mercredi 3 juillet. Le maire et les officiers municipaux de la ville de Lille, informent la Convention que les sections de Marseille, ayant envoyé des paquets à la municipalité et aux sections de Lille, il a été unanimement arrêté que les écrits qui venaient de Marseille devaient être suspects, et qu'ils seraient jettés au feu; ce qui a été sur-le-champ exécuté.

Lettre du général Custine, datée de Cambrai le 30 juin. Dans cette lettre le général se plaint des calomnies journellement insérées contre lui dans deux feuilles imprimées, l'une sous le nom de Marat, et l'autre sous celui de Laveau. Il termine par le *post-criptum* suivant:

Il a été mandé d'Angleterre l'arrivée de 12,000 Russes partis par mer de Petersbourg. On les dit dans ce moment à Quiévrain. Cette comparution subite complette la coalition des tyrans de l'Europe; mais ces féroces soldats venus du Nord n'étonneront pas de braves républicains, qui sauront les détruire s'ils ne peuvent les faire reculer.

« Nos succès seront certains, car le Français, guidé par l'amour de la liberté, doit triompher de tous ses ennemis, si le choix d'un ministre de la guerre n'est pas guidé par les intrigues. Le grand vœu de la constitution que vous venez d'achever, va faire le désespoir de ses ennemis, bientôt nous n'aurons plus à craindre que la République n'ait été un songe, et la France verra s'affermir sur des bases solides, le plus heureux des gouvernemens, et s'élever avec gloire l'arbre triomphant de la liberté. »

Autre lettre de ce général, de Cambrai le 2 juillet. « Citoyen président, je vous annonce avec plaisir que les troupes de la République ont été attaquées dans plusieurs avant-postes par le double de celles que nous avions; mais les soldats Français ont repoussé avec grande perte les janissaires des despotes coalisés. »

» A Pont-à-Marque, l'action a été des plus vives, les ennemis y arrivaient avec la confiance d'une victoire assurée: après une action longue et très-vive, ils ont été obligé d'abandonner leur entreprise, et se sont retirés avec une grande perte: la

Digitized by Google

nôtre a été beaucoup moindre, et la communication de Lille et Douai par Pont-à-Marque se trouve encore conservée. ,,

,, Pont-à-Rache a été aussi attaqué, ainsi que l'abbaye de Stines; mais à tous les postes l'ennemi n'a eu aucun avantage, et il a été forcé à la retraite, après un combat rude et sans nous avoir fait perdre du terrein, malgré la très-grande supériorité des ennemis en nombre et en artillerie. ,,

Lettre du général Biron au comité de salut public. « Les brigands ont été repoussés de Luçon, le 28, avec une perte considérable; mais des nouvelles que je reçois à l'instant m'apprennent qu'ils se disposent à m'attaquer de nouveau. Il est certain qu'il y a eu une affaire aux Sables, dont je ne sais pas encore le résultat. Le général Boulard et la division qu'il commande donne droit d'espérer des succès. Ayant appris hier que les brigands s'étaient portés sur Parthenay dans la nuit précédente, j'y ai fait marcher le général Westermann avec un détachement de 2500 hommes; les brigands, au nombre de 8,600, n'ont pas osé l'attendre, et ont évacué Parthenay plusieurs heures avant leur arrivée. »

Des citoyens de Lyon ont dénoncé les dépositaires actuels de l'autorité publique dans cette ville; ils ont dit que non-seulement un grand nombre de patriotes étaient incarcérés, mais que les amis les plus énergiques de la liberté gémissaient dans dans l'oppression. Sur le rapport du comité de salut public, la Convention a décrété d'accusation le procureur-général syndic du département des Bouches-du-Rhône, le procureur-syndic du district et le procureur provisoire de la commune de Lyon.

Deux députés extraordinaires de Pacy annoncent que la force armée des départemens de l'Eure et du Calvados, composée d'environ 30,000 hommes, s'est emparé de cette ville, distante de 16 lieues de Paris; et oprimentles patriotes qu'elle renferme. Au moment de leur départ, la générale battait; ils se plaignent du comité de salut public qui les a compromis par son indifférence, et du conseil-exécutif qui n'a fait aucune démarche, et leur a annoncé ces troupes qu'il n'a pas envoyées.

Le président : La loi vous doit protection et la nation vous doit force. Il y a trop long-tems que nous n'avons consulté que des sentimens d'humanité, il faut enfin qu'une grande énergie se développe, que les bons citoyens se levent en masse pour écraser ces fédéralistes.

Sur la motion de Saint-André, les commissaires dans le département de la Seine-inférieure sont autorisé à employer la force armée de Rouen contre celle de l'Eure et du Calvados.

Errata pour le numéro 100. C'est par oubli qu'on n'a pas indiqué que le *post-scriptum* tout entier de la page 400 est tiré textuellement de la gazette de Francfort et de celle de Cologne.

Au bas de la page 399, article de Londres, au lieu de protager leur commerce; *lisez*, protéger leur commerce.

Digitized by Google

(N°. 102. — 1793.)

MERCURE FRANÇAIS.

SAMEDI 13 JUILLET, *l'an deuxieme de la République.*

POÉSIE.

LES CONTRASTES.

Dialogue entre un directeur de spectacle et un auteur dramatique.

AH vous voilà ! monsieur, que nous apportez-vous ?
Du triste, du plaisant ?— du neuf, pour tous les goûts ;
Du sombre Crébillon empruntant la maniere,
J'ai su l'amalgamer à celle de Moliere,
Et, par ce composé de comique et d'horreur,
Inspirer à la fois la joie et la terreur ;
Je fais rire et pleurer. — C'est un drame ? — En musique,
Que vous pourrez nommer tragi-comi-lyrique.
Souvent les nouveautés aux malheureux auteurs
Font moins de partisans que de persécuteurs ; ....
Cet ouvrage sur-tout doit mériter l'envie,
Et va faire, à coup sûr, le tourment de ma vie ;
Mais on brave aisément l'inclémence du sort
Quand on est assuré de vivre après sa mort....
— Votre nom de l'histoire enrichira les fastes ;
Mais, au fait ? — Mon talent est celui des *contrastes.*
J'ai grand soin d'opposer l'*honnête homme* au *fripon*,
Le *bel esprit* au *sot*, et le *brave* au *poltron.* —
Bien ! . . — je vais commencer par la scène premiere.
A droite est un palais, à gauche une chaumiere ;
Une tente superbe occupe le devant,
Et la toile du fond offre un moulin à vent.
On voit un chevalier aux pieds de sa princesse,
Il exprime en hurlant sa terrible tendresse,
Tandis qu'à leurs côtés un sémillant Frontin
Hasarde avec Lisette un geste libertin.
— Passons au deuxieme acte. — Il n'est pas moins étrange ;
Le machiniste sifle, et le théâtre change.
On apperçoit au fond d'un obscur souterrain
Un pâle prisonnier tourmenté par la faim.

Digitized by Google

Qui privé de ses sens déchire ses entrailles,
Se tortille le corps et frappe les murailles,
Tandis que le geôlier, tout barbouillé de vin,
Sur un air de Pont-neuf vante son jus divin.
— Fi donc ! voyons la fin. — La fin est plus piquante ;
Des soldats abattus sur la terre sanglante,
Qui tout couverts de sable et de contusions
Font, pour mieux nous toucher, mille contorsions ;
Les vainqueurs, ennuyés de leurs plaintes cruelles,
Sabrant de toutes parts et brûlant des cervelles....
— Ce passage est affreux ! .. — Vraiment c'est ce qu'il faut ;
Le trop en fait d'horreur est un fort bon défaut.
— Mais qui pourra souffrir cette exécrable image ?
— Ah vous ne sentez pas le prix d'un beau carnage !
— Non. — Tant pis,... du tableau j'adoucirai l'effet.....
— C'est fort bien ; mais comment ? — Comment ! — Par un ballet,
Les massacres finis une noce s'apprête ;
On danse, on chante, on rit, rien ne manque à la fête ;
L'effroi dans tous les cœurs fait place à l'enjouement,
Et chacun au logis s'en retourne gaiement.
Mon genre vous paraît ?.. — Très-extraordinaire.
— Tant mieux ; ce qu'on a fait je ne veux pas le faire,
Nos ayeux ont tout dit ; l'esprit n'est plus nouveau ;
Au défaut de l'esprit il faut bien un tableau ;
Non pas de ces tableaux si communs au théâtre,
Dont l'unique sujet est décent ou folâtre ;
Où l'on ne voit pas même un monstre furieux,
Qui serve de contraste aux objets gracieux ;
Mais un roc sourcilleux, un palais qui s'écroule
Et me fait en tombant venir la *chair de poule* ;
Un orage et des vents qui soulevent les flots ;
Un vaisseau qui s'abyme avec les matelots ;
De ces torrens fougueux qui du haut des montagnes
Vont en *dégringolant* désoler les campagnes
Des bombes, des pétards et d'horribles combats,
Des brigands à moustache et des assassinats ;
L'objet le plus hideux me plaît quand il m'étonne.
Tenez... vous êtes laid, mais non pas monotone.
Votre œil louche produit un fort heureux effet
Auprès de ce grand nez, si large et si mal fait ;
Je rencontre par-tout de beaux yeux qu'on admire,
Mais je n'ai vu qu'à vous ce regard de satyre ;

Digitized by Google

Enfin, de tous vos traits l'irrégularité
A l'artiste surpris plaît mieux que la beauté. —
Ah ! vous êtes trop bon ! . . si mon nez peut vous plaire,
Vos œuvres *m'ont produit* un effet tout contraire ;
Oui, monsieur, le beau seul a pour moi des appas,
C'est pourquoi vos tableaux ne me conviennent pas ;
A d'autres directeurs présentez cet ouvrage.
Je suis votre valet. — Écoutez donc ? . . j'enrage ;
Pour la dixieme fois me voilà refusé.
O génie ! en tout tems seras-tu méprisé !

Par le citoyen PILLET.

CHARADE.

LA terre produit mon premier ;
L'air est frappé par mon dernier.
C'est dans l'eau que vit mon entier.

ÉNIGME.

A L'AMITIÉ, cher lecteur, je ressemble ;
Deux objets séparés, c'est moi qui les rassemble ;
Et comme elle toujours je suis prête à punir
Ceux qui voudraient les désunir.

Par G. D. Ch.

LOGOGRIPHE.

RÊVANT profondément au bien de sa patrie,
Le froid législateur sur mon tout appuyé
Pese, médite et passe une part de sa vie
A servir le pays auquel il est lié.
Arrachez-moi le cœur, vous voyez son ouvrage ;
Du bonheur des humains il doit être le gage.
Mon chef encore à bas, de la froide raison
Je ne suis plus le solide langage,
Et c'est par moi qu'on fait parler la passion.

(*Par M. Ch. M. D. V.*)

Explic. des Charade, Énigme *et* Logogriphe *du* N°. 101.

Le mot de la Charade est *Sourire ;* celui de l'Énigme est *Globe de savon ;* celui du Logogriphe est *Rateau*, où se trouvent *rat*, *eau*, *ut*, et *té*, *taran*, *rue*.

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

Abdélazis et Zuleïma, tragédie en cinq actes et en vers, par M. de Murville, représentée pour la premiere fois sur le théâtre français de la rue de Richelieu, le lundi 3 octobre 1791. A Paris, chez Maradan, libraire, rue du Cimetiere-St.-André-des-Arts, n°. 9.

On ne peut nier qu'une intrigue fondée sur une ressemblance de visage, n'appartienne beaucoup plus à la comédie qu'à la tragédie; et en effet, depuis *les Ménechmes* de Plaute, ce moyen, quoiqu'un peu forcé, a été souvent employé, et toujours avec succès, parce qu'il donne lieu à une foule de méprises plaisantes qui remplissent le premier objet de la comédie, celui d'amuser et de faire rire. Cependant il ne faudrait pas affirmer qu'un grand talent ne pût venir à bout d'ennoblir ce moyen, et de le rendre tragique. Quinaut, qui n'avait pas ce grand talent, mais qui du moins avait beaucoup d'esprit et de ressources, soit celles de l'art, soit celles de l'imagination, essaya de fonder sur une ressemblance son *Agrippa* ou *faux Tybérinus*, que pourtant il eut soin de n'intituler que *Tragicomédie*: c'était un roman très-compliqué, mais qui excitait beaucoup de curiosité, et quelquefois même d'intérêt, quoiqu'aux dépens de la vraisemblance. Il eut long-tems du succès, jusqu'à ce que le goût public, formé peu à peu par l'habitude de voir les chefs-d'œuvre de Racine et les belles scenes de Corneille eût rejetté tous ces drames faibles ou monstrueux, tels que ceux de Thomas Corneille, de Campistron, de la Grange, etc., que le grand tragique des pieces de Voltaire acheva d'anéantir, et qui depuis trente ou quarante ans ont entierement disparu de la scene française.

L'auteur d'*Abdélazis*, en travaillant sur un fond à peu près semblable à celui du *faux Tybérinus*, c'est-à-dire en prenant pour son héros un personnage qui, à la faveur d'une ressemblance, se fait passer pour un prince qu'il a vu mourir, et dont il s'approprie les droits, a traité ce sujet d'une maniere toute différente: il n'a ni les avantages ni les défauts de l'ouvrage de Quinault; il n'a ni cette foule de situations piquantes qui prouve quelqu'invention, ni cet embarras de ressorts multipliés et pénibles qui laisse bientôt sentir tout le faible et tout l'inconvénient de cette maniere d'inventer. La marche de la piece est fort claire et fort simple; mais elle a le plus grand de tous les défauts, le manque d'action, de nœud et de ressorts. Les obstacles et les dangers sont gratuits et factices, dès qu'on les considere avec attention; et l'on sent que si les personnages avaient une conduite raisonnable, c'est-à-dire s'ils faisaient ce qu'ils doivent naturellement faire dans

Digitized by Google

leur situation donnée, la pièce pourrait finir au second acte ; ou plutôt il n'y aurait point de pièce. Il est facile de le démontrer.

Un chevalier Maure, nommé Abdélazis, couronné dans un tournois par les mains de Zaleïma, fille d'Almanzor, roi de Grenade, est devenu amoureux de cette princesse. Il apprend qu'elle doit être unie au prince Abdérame ; il se propose de combattre son rival, et arrive dans le moment où ce prince livre bataille aux Chrétiens. Il le voit tomber, grièvement blessé, à côté de Nasser son gouverneur, qui est blessé comme lui ; une pitié généreuse l'engage à secourir celui qu'il était venu défier ; il le traîne auprès d'une source, et c'est-là qu'en lavant ses blessures il est frappé de la ressemblance des traits du prince avec les siens, qu'il retrouve à la fois dans les eaux comme dans un miroir ; il prend son parti sur-le-champ ; il revêt l'armure d'Abdérame, et sous son nom et sous ses armes il rallie un escadron, et rend la victoire aux Maures. Il arrive ensuite à la cour de Grenade, et toujours pris pour Abdérame il épouse Zuleïma.

C'est lui-même qui raconte au quatrième acte tous ces faits un peu étranges à la vérité, et qui ne soutiendraient pas le moindre examen, si l'on voulait y chercher le vraisemblable. Mais ce sont des faits de l'avant-scène ; ils se sont passés, il y a sept ans, et ce n'est jamais sur le passé que le spectateur se rend difficile. L'auteur aurait pu sans doute échaffauder avec un peu plus d'art ; mais l'essentiel, c'est le bâtiment : voyons sa construction. Au moment où la pièce commence, Grenade est assiégée par Ferdinand, roi d'Espagne. Abdélazis ou le feint Abdérame est un héros, le défenseur de cette ville, l'effroi des Chrétiens, l'appui de la couronne et de la vieillesse de son beau-père Almanzor ; il est entré sur la scène chargé de trophées, et vainqueur des Chrétiens qu'il vient de repousser sous les remparts. Il est chéri du peuple et d'Almanzor, qui même lui propose de regner à sa place ; il est adoré de son épouse. Voilà quel est Abdélazis ; il ne faut pas l'oublier.

Arrive au second acte un vieillard, ce même Nasser qui a élevé le véritable Abdérame : celui-ci, prisonnier comme lui chez les Chrétiens, depuis cette bataille où on le crut mort, est mort réellement il y a trois ans, et a chargé Nasser de porter ses derniers adieux dans une lettre à la princesse Zuleïma. Nasser n'a pu s'acquitter plutôt de ce devoir ; il se présente à elle de la part d'Abdérame mort, et la princesse répond qu'Abdérame est très-vivant. Le vieillard se récrie que ce prétendu Abdérame est un imposteur, et l'imposteur paraît. Observez que depuis le commencement de la pièce il n'a été question que des remords du faux Abdérame : voici l'effet de ces remords dans un homme qui est le héros de la pièce, et dont on exalte les vertus. Il commence par traiter ce pauvre

Digitized by Google

vieillard comme un scélérat digne du dernier supplice ; ensuite il essaie de lui prouver à lui-même qu'il est le véritable Abdérame ; il lui prodigue toutes les tendresses d'un ami, toute la reconnaissance d'un élevé ; en un mot, c'est une scene de *Tartuffe*. C'est à coup sûr la premiere fois que le héros d'une tragédie a été présenté sous de pareils traits. L'auteur répondra sans doute que l'amour excuse tout ; mais on lui répliquera qu'il n'a jamais excusé dans un héros l'hypocrisie, la bassesse et l'atrocité, parce qu'il est reconnu que chacun aime avec son caractere, et que si tel est celui de *Tartuffe*, ce n'est pas celui de la chevalerie, ni de l'héroïsme. Il répondra encore que la scene a été applaudie, et pour cette fois ce n'est pas lui qui aura tort.

Cet innocent vieillard est envoyé à la tour ; et condamné à mourir pour avoir dit la vérité ; mais Abdélazis est assez *généreux* pour le faire évader ; et Nasser y consent ; et s'en va. C'est dans ce même instant que la vérité est reconnue. Nasser avait laissé tomber dans le camp espagnol cette lettre d'Abdérame écrite de la main de ce prince. La lettre est retrouvée ; et renvoyée à Almanzor: *Tous les guerriers*, compagnons d'Abdérame ; *reconnaissent sa main*, et la fourbe d'Abdélazis est démasquée. Observez que depuis 7 ans, de *tous ces guerriers* dont l'entretien pouvait étrangement embarrasser un étranger faussaire, aucun n'a jamais conçu ni élevé le moindre doute. Observez qu'apparemment aucun de ceux qui connaissaient si bien l'écriture d'Abdérame n'a jamais vu celle d'Abdélazis.... Mais que d'observations de ce genre, s'il s'agissait ici de bon sens ! Continuons.

Almanzor montre cette lettre à Zuleima qui devrait dire d'abord : mais qui donc m'attestera que cette lettre est du véritable Abdérame ? « C'est-là certainement la premiere question qu'elle doit faire ; puisqu'elle ignore absolument que l'écriture a été vérifiée et reconnue. Point du tout ; elle commence par s'évanouir ; cela est plus court, et encore une fois qu'importe le bon sens ? Si chacun des personnages n'avait pas juré d'y renoncer, et le vieux roi de Grenade tout comme les autres, que ferait ; que devrait faire ce bon Almanzor qui s'est montré jusqu'ici le meilleur des hommes et le meilleur des peres, qui aime tant sa fille et son gendre et qui a tant besoin de ce dernier ? Assurément rien n'est plus simple ; et il n'y a pas deux partis à prendre. Le véritable Abdélazis est mort ; celui qui a pris sa place fait, depuis sept ans, le bonheur de Zuleima ; il en a un enfant ; il est la gloire et le dernier soutien du royaume de Grenade, réduit à la capitale qui est assiégée, et qui peut à tout moment être prise. A quoi servira de le punir d'un artifice qui n'a fait de mal à personne ; qui même a tourné à bien, et qui a mis les choses dans un état où il n'y a point de remede ; à moins que ce n'en soit un d'ôter à Zuleima un époux qu'elle adore, un pere à

Digitized by Google

leur enfant, et à Grenade son seul appui? Il est évident que dans la situation d'Almanzor il ne peut prendre ce parti sans être un insensé ou un monstre de férocité, et certes il a paru jusques-là tout le contraire. Aussi l'auteur, pour motiver la fureur horrible qu'il lui prête, est obligé de le faire déraisonner : il traite sans cesse Abdélazis de *vil aventurier;* mais on n'est point *vil* avec des talens, du courage et des vertus, sur-tout chez les Maures, nation généreuse et éclairée, qui savait estimer toutes ces qualités, et qui conservait encore l'esprit de chevalerie; on n'était point *vil* chez ces peuples pour n'être pas prince. L'auteur fait parler Almanzor comme un de ces puissans despotes d'Asie dont la race est consacrée par un préjugé religieux, et près de qui les autres hommes sont des *esclaves* et des *chiens;* et il oublie que ce n'étaient point-là les mœurs des Maures d'Espagne; qu'il n'était point du tout rare chez eux qu'un guerrier, sans autre recommandation que ses exploits, épousât une princesse, ou même parvint à régner sur quelqu'une des principautés qui formaient leur empire : l'histoire en offre plus d'un exemple. Il oublie qu'Almanzor ne peut, sans se contredire ridiculement, traiter avec tant de mépris celui que tout à l'heure il voulait placer sur son trône. Mais enfin il fallait bien qu'Abdélazis fût en danger ou parût l'être; car sans cela il n'y a point de tragédie, et l'auteur n'a rien trouvé de mieux que de faire tout-à-coup de cet honnête vieillard un fou furieux, qui veut faire périr non-seulement son gendre, mais même son petit-fils, âgé de six ans, apparemment pour consoler sa fille. Il est vrai que c'est par le Divan qu'il fait rendre cette belle sentence; ce qui est encore un ridicule de plus; car Almanzor n'a aucun besoin du Divan pour commettre cette extravagante cruauté, s'il en a envie.

Et Zuleima, que va-t-elle faire? Elle sera aussi raisonnable que son pere. L'amour même qu'elle a pour son époux, et celui qu'il a pour elle depuis sept ans, et dont elle est *sûre* pendant les trois premiers actes, cet amour ne lui suggere pas la plus légere excuse en faveur d'Abdélazis; elle est tout aussi furieuse que son vieux pere, et ne voit dans ce qu'Abdélazis a fait pour la posséder qu'un forfait atroce et irrémissible. Voici pourtant, quand les premiers transports sont calmés, ce que la pitié lui inspire pour ce malheureux Abdélazis; c'est d'aller le poignarder dans sa prison pour le dérober au supplice et de se poignarder ensuite auprès de lui; à l'égard de son enfant, il deviendra ce qu'il pourra; elle n'en parle pas; mais elle exige absolument que la *confidente* Fatime ne meure pas avec elle, par la raison qu'Almanzor *a besoin* de cette *confidente pour survivre à sa fille.* Ce sont les propres termes de l'auteur. Il faut avouer que cette Zuleima est une singuliere créature.

Nous allons de *merveilles en merveilles*, suivant le précepte

Digitized by Google

de l'Art poétique : Zuleïma qui était si *sure* d'être aimée, et qui en effet doit en savoir quelque chose depuis sept ans, s'imagine tout-à-coup que puisqu'Abdélazis n'est pas Abdérame, c'est qu'il ne l'a jamais aimée, qu'il ne l'a épousée que par ambition, et qu'il n'a fait autre chose depuis sept ans que de *feindre* de l'aimer. C'est *feindre* long-tems, et il est difficile qu'en pareil cas une femme ne sache pas à quoi s'en tenir. Mais qu'importe ? La voilà donc qui vient la nuit dans la prison, un poignard à la main, et c'en était fait d'Abdélazis si son fils, cet enfant de six ans qui se trouve là pour dormir à côté de son pere, ne se réveillait au bruit ; il se jette aux pieds de sa mere, et sa mere qui se souvient qu'elle l'est, jette son poignard. Je suis persuadé que l'auteur a pris cela pour un coup de théâtre : une prison, un enfant qui dort (car il faut toujours des enfans ; c'est aujourd'hui, avec les incendies, la ressource banale de nos drames) un poignard levé et jetté ; oui, c'est là un coup de théâtre : il est aussi neuf que bien amené.

Abdélazis n'est pas plus surpris que le spectateur ; il trouve tout simple le beau projet de Zuleïma ; mais il lui proteste que jamais il n'a eu d'autre envie que de la posséder. Est-il possible ? s'écrie Zuleïma : *quoi ! l'ardeur de régner !..* C'est en ce moment qu'il lui conte toute son aventure, et Zuleïma, comme si elle venait d'avoir une révélation, comme si dans un pareil moment Abdélazis ne pouvait pas *feindre* encore tout aussi bien qu'il a su *feindre* pendant sept ans, en un mot, comme s'il s'était passé quelque chose qui pût montrer son époux autre qu'elle n'a dû le voir de tout tems, revient enfin à elle-même, et prend le seul parti qu'elle aurait dû prendre d'abord, celui de faire entendre raison à son pere qui a perdu l'esprit. Mais le vieillard est inflexible. On voit que c'est le fond de cette belle situation *d'Inès*, ridiculement défigurée ; mais que fait on aujourd'hui le plus souvent, si ce n'est de gâter ce qui a été bien fait ? L'auteur, pour se tirer d'affaire, a recours au peuple qui se souleve en faveur de *ce vil aventurier* : et le met à sa tête pour aller repousser les Espagnols qui donnent l'assaut à la ville. Ils sont si bien repoussés que *Ferdinand reste seul : Abdélazis l'appelle*, et lui propose de terminer la querelle des deux nations par un combat singulier. Ferdinand ne manque pas de l'accepter ; il est vaincu, désarmé ; Abdélazis qui pourrait défaire sa patrie d'un ennemi si dangereux, lui laisse la vie, en faveur de son épouse Isabelle qu'il ne veut pas *désespérer*.

Une épouse !..... jamais, j'en jure mes douleurs,
Mon épée à leurs yeux ne coûtera de pleurs.

Il est clair, d'après ce serment, qu'il ne tuera jamais que des célibataires, et qu'apparemment il aura soin de demander

Digitized by Google

à tous ceux qu'il combattra s'ils sont mariés, veufs ou garçons. En attendant, il se contente d'exiger de Ferdinand un autre serment, celui de ne jamais troubler la paix de Grenade. Ferdinand le jure par l'Evangile; mais Abdelazis qui ne veut point de ce *serment si vulgaire*, le fait jurer *par l'honneur et par Isabelle*; après quoi tout s'arrange bientôt entre Almanzor et le *vil aventurier*, et la piece finit.

Ce combat singulier, accepté par Ferdinand, qui *reste seul* sous les murs de Grenade; par Ferdinand, connu pour le plus grand poltron et le plus grand fourbe de son tems; qui n'assiégea point Grenade, mais qui la fit prendre par ses généraux et mit fin à la domination des Maures en Espagne; ce combat du plus puissant roi chrétien de ce tems-là avec un chef Maure, prouve que l'auteur a connu et observé l'histoire et les mœurs d'Espagne comme celles des Maures de Grenade.

On a répété mille fois (et il n'y a pas de dicton plus connu,) que pour faire une mauvaise piece il faut toujours de l'esprit. Ce qui prouve que mille fois on a dit une sottise, c'est qu'il y a mille pieces qui non seulement ne prouvent point d'esprit, mais même prouvent l'absence totale d'esprit, et celle-ci est assurément du nombre. Comment donc (dira-t-on) a-t-elle eu du succès? Comme tant d'autres qui en ont eu un moment, et qu'on a oubliées un moment après. Et que sera-ce si l'on considere combien l'indulgence est devenue plus générale, depuis que l'attention publique, détournée par d'autres objets, a été nécessairement moins severe pour les objets de littérature et d'amusement? Aussi rappellez-vous tout ce qui a été composé en ce genre depuis la révolution, et vous verrez ce qui en restera.

On a loué dans quelques journaux la versification d'Abdélazis; il est vrai qu'elle n'est en général ni dure, ni ridicule, ni barbare, et peut-être cela seul a-t-il paru une sorte de mérite parmi tant d'ouvrages où il n'y a pas un mot de Français. Mais pourtant on peut, sans tomber dans ce dernier excès, être encore fort au-dessous du médiocre. La versification d'Abdélazis est ce qu'on appelle un centon, c'est-à-dire un style d'écolier, composé d'une foule d'hémistiches pris par-tout, rassemblés quelquefois avec un peu de tournure et de nombre, le plus souvent avec mal-adresse; les chevilles, les termes impropres, les expressions vagues et insignifiantes, les disparates, la disconvenance de ton et de pensées, la déclamation ou le prosaïsme; voilà les défauts dominans dans ces sortes de compositions, dont l'auteur ne pouvant avoir le style de ses idées, parce qu'il manque d'idées, s'en fait un au hasard de tout ce que sa mémoire lui fournit! si vous voulez en avoir la conviction, voyez la multitude de fautes graves qu'un lecteur un peu exercé remarquera seulement dans les premieres pages, dans le premier couplet.

Le peuple ne voit plus *du moins* leurs étendarts.....

Digitized by Google

On sent que *du moins* est placé là contre tous les regles de la structure du vers.

Du sommet de *ces tours* insulter nos remparts.

Quelles sont *ces tours?* Ce sont apparemment celles qu'on a élevées dans le camp des assiégeans pour battre les remparts : il fallait absolument le dire.

Ferdinand, *qu'un revers rend toujours dangereux.*

Rien de plus louche et de plus entortillé que cette phrase : l'auteur veut dire, Ferdinand, toujours plus redoutable, quand il est vaincu ; le dit-il ?

Autour de nous encore *étend un camp* nombreux.

Etend un camp est trop dur.

Ce toi qui sur l'Espagne *insolemment domine.*

L'auteur s'est rappellé fort mal-à-propos cet hémistiche nombreux du Tancrede de Voltaire.

Le hardi Solamir insolemment domine
Sur les fertiles champs couronnés par l'Etna ; etc.

Insolemment est ici très-bien placé, parce qu'il s'agit des usurpations passageres de quelques chefs Musulmans dans un pays chrétien ; il l'est très-mal, quand il s'agit d'un monarque puissant dont la famille regne en Espagne depuis des siecles, et il est encore plus déplacé dans la bouche d'un Maure réduit à défendre les murs de Grenade, contre ce roi qui possede tout le reste de l'Espagne.

Sans la prudence enfin la victoire imparfaite
Souvent trompe la gloire et se change en défaite.

C'est exprimer fort mal une pensée très-commune. Qu'est-ce en effet que *la victoire* qui *trompe la gloire? verba et voces.*

Almanzor en ces lieux va paraître, et ma voix
Saura l'entretenir de vos nombreux exploits

Que signifie *saura l'entretenir? Saura* est une cheville pour faire le vers : *l'entretiendra* disait tout.

Vous devez être aussi satisfaits qu'Abdérame.

L'auteur n'aurait pas dû être satisfait de ce vers, qui est extrêmement plat.

Mais votre chef, amis, *qu'un zele pur enflamme*,
Ne prend point pour lui seul, dans cet heureux hasard,
La gloire d'un succès *où vous avez tous part.*

Il n'y a nulle liaison d'idées entre cet hémistiche, *qu'un*

Digitized by Google

sole pur enflamme : et les deux vers qui suivent, et sans liaison d'idées il n'y a point de style. S'il eut dit : « *Votre chef*, » incapable d'un orgueil jaloux, ne prend point pour lui » seul la gloire d'un succès qu'il doit à votre courage. » Il eut parlé raisonnablement. *Où vous avez tous part*, est une chute misérable pour l'expression et pour l'harmonie dans un couplet qui devait finir d'une manière beaucoup plus soutenue. Sur ce simple exposé, qui est évident, il n'y a point de connaisseur qui ne décide que l'auteur qui a fait tant de fautes de cette nature en vingt vers, est un apprentif.

Dom Sébastien vaincu . . . . . .
Prouve que des chrétiens la valeur *indiscrète*,
A, chez les Musulmans, trouvé plus d'un écueil, etc.

Indiscrete est une épithete très-impropre ; c'est *imprudente*, que le bon sens demandait, et c'est la rime qui a mis *indiscrete*.

Lorsqu'à Zuleïma, j'ai donné pour époux,
Le fils déja fameux du sultan d'Almérie,
J'ai cru *servir mon trône ensemble et ma patrie*.

Servir mon trône n'est pas le mot propre : il fallait « j'ai cru honorer mon trône et servir ma patrie ; mais ces vers peuvent fournir une autre observation. C'est le fils du sultan d'Almérie qu'Almanzor a cru choisir pour gendre, et Abdélazis dit dans un autre endroit que son pere *a présidé à son hymen* avec Zuleïma. De deux choses l'une, ou le pere du véritable Abdérame a pris un étranger pour son fils, ou Abdélazis a fait paraître un pere supposé. Lequel des deux ? L'auteur n'en dit rien ; et dans les deux suppositions, que d'invraisemblances ! Mais il y en a tant d'autres à dévorer !

Trop fier *pour lui* de voir un nouveau monde *éclore*,
Ferdinand, etc.

Un nouveau monde qui *éclot* est bien ridicule ; *pour lui* est placé d'une maniere qui ne l'est pas moins. Il y a des inversions inadmissibles, et telle est celle ci : *trop fier pour lui de voir* ne saurait se mettre à la place de *trop fier de voir pour lui*, etc. tout le monde en sentira les raisons.

Ton pere *a de tout tems désiré sa présence* ;
Ma fille, mais mon cœur *plus vivement du tien*
N'a peut-être jamais souhaité l'entretien.

Plus vivement du tien offre encore la même faute ; c'est une construction baroque. Quelque chose de pis, c'est le premier vers. Almanzor veut dire que dans tous les momens il aime à voir sa fille ; l'auteur a cru que dans la bouche d'un

Digitized by Google

pere *desirer la présence* était la même chose que voir avec plaisir ou aimer à voir ; il a cru que *de tout tems* signifiait la même chose que dans tous les momens. Je laisse aux lecteurs instruits à juger à quel point il s'est trompé. Ne savoir pas s'exprimer juste dans les choses les plus communes, est un des caracteres de l'impuissance de bien écrire. Je n'irai pas plus loin ; les mêmes fautes et de plus choquantes encore s'offrent à toutes les pages. Que dire de ce vers par exemple !

Je suis ton maître au moins *dans l'art de pardonner.*

L'art de pardonner ! quel abus des mots, et comme il démontre l'absence des idées ! Je m'arrêterai encore moins aux réminiscences, quoique j'aie l'honneur d'y être assez souvent pour ma part, et je n'en suis pas plus fier. Je n'en citerai que deux.

Je veillais près du lit où l'une de nos sœurs
D'une lente agonie éprouvait les horreurs.

. . . . . .

C'était d'un long malheur l'histoire attendrissante,
Que l'accent de la mort rendait plus déchirante, etc.

MÉLANIE.

Là du sort Abdérame accusant les rigueurs,
D'une lente agonie éprouva *les langueurs.*
Je crois le voir encor d'une main défaillante
Tracer de ses malheurs l'histoire attendrissante, etc.

Il est vrai que *les langueurs* sont substituées aux *horreurs* ; et quand il est question d'*agonie*, le changement n'est pas à envier.

Peut-être qu'on préfere avec quelque plaisir
L'orgueil de pardonner à l'orgueil de punir.

VARVICK.

L'opposition de ces deux orgueils présente une idée qui est dans le sujet, mais que Zuleïma dise à son pere :

Eh ! bien, n'immolez point *à l'orgueil de punir*
Tout ce qui peut pour vous enchanter l'avenir.

Cela n'a aucun sens ; car il n'y a aucun *orgueil* dans Almanzor à exercer une vengeance facile sur son gendre, et c'est placer d'ailleurs dans de bien mauvais vers un hémistiche connu, parce qu'il a le mérite d'être à sa place.

Au reste, il y a dans *Abdélazis* une vingtaine de vers assez bien tournés, et trois qui sont heureux, et qui méritaient les applaudissemens qu'ils ont obtenus : ils sont dans la bouche de Zuleïma.

Puisqu'il m'aima, mon pere, il ne m'a point trompée.

Digitized by Google

Au trône, à l'échafaud, ma place est avec lui.

. . . . . .

Je ne vois point de crime où je vois tant d'amour.

Pourquoi ces vers sont-ils heureux? D'abord c'est qu'ils naissent de la situation, et de plus c'est qu'ils disent avec netteté, avec précision, avec force ce qu'il y a de mieux à dire dans cette situation. Et pourquoi Zuleima parle-t-elle si bien ici? C'est qu'elle pense raisonnablement; que ce qu'elle exprime, elle doit le sentir. Mais c'est le seul moment de la piece où il y ait de la raison, et comme je l'ai prouvé, s'il y en avait dans la conduite des personnages, tout ce qui se dit au 4e. et au 5e. acte, se dirait au second, et tout serait fini.

Scribendi rectè sapere est et principium et fons.

HOR.

C'est toujours là qu'il en faut revenir.

ANNONCE.

Maradan, libraire, rue du Cimetiere-Saint-André-des-Arts, nº. 9, mettra en vente ce mois-ci l'ouvrage annoncé ci-après; il prévient les personnes qui desireront des premieres épreuves de se faire inscrire chez lui; cette précaution est d'autant plus intéressante qu'il y a un volume entier de gravures.

Voyage de M. P. S. Pallas en différentes Provinces de l'Empire de Russie et dans l'Asie septentrionale; contenant des observations exactes, des faits intéressans et curieux sur l'Histoire naturelle, les Minéraux, la Botanique, la Physique, l'Astronomie et tout ce qui concerne les mœurs, les usages, les religions, les cultes, les langues, les traditions, les monumens et antiquités, etc. traduit de l'Allemand; par M. Gauthier de la Pergronnie, 6 vol. in-4º., dont un de planches où se trouve la carte générale de l'Empire de la Russie d'après la nouvelle division de cet Empire en 42 Gouvernemens; prix..... 120 liv.

Le même papier fin dont il n'y a que 25 exemplaires 200

Les tomes III, IV, V, avec leurs figures..... 72

Les mêmes, papier fin..... 108

Nota. On prévient que les 3 derniers volumes ont été imprimés à un moindre nombre que les deux premiers.

ERRATA. Dans le Mercure, nº. 100, page 389, à l'article Annonce, ligne 7, au lieu de 9 liv. 10 sols, *lisez* 10 liv.

Digitized by Google

MERCURE

HISTORIQUE ET POLITIQUE,

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 23 juin 1793.

CATHERINE II qui s'entend appeller du trône au tombeau, veut du moins avant de quitter cette terre desirée par son ambition multiplier autour d'elle les successeurs de sa puissance; elle a cru s'environner d'un nouvel éclat en formant une cour particuliere à son petit-fils le grand-duc Alexandre et à sa future épouse la grande-duchesse Elisabeth, princesse de Bade; en conséquence, elle a nommé les trois princesses de Galitzin dames de la cour de cette princesse; le comte de Golofkin, marechal de la cour du grand-duc; le prince de Galitzin, les comtes Potocki, Fohtoi et Puschkin, et MM. de Tutilmin et d'Adadurof, ses chambellans; et les princes Tusofkin, Komenskoi, Gortscharoff, les comtes Schnwalof et Orlof, et M. de Schahowskoi, gentilshommes de sa chambre.

Le sentiment de complicité qui semblait devoir resserrer les liens dont cette princesse et Frédéric-Guillaume sont unis, n'empêche pourtant qu'elle ne conçoive des inquiétudes sur le projet du ministre prussien Struensée, d'établir une flotte prussienne dans la Baltique, à Dantzick et dans les autres ports. Ces méfiances commencent à prendre de la consistance. Les mésintelligences entre les souverains deviennent de jour en jour plus fortes; leurs cabinets sont députés: aussi l'ambitieuse Catherine qui craint l'aggrandissement de son co-partageant, et qui ne pouvant avoir de commerce très avantageux, voudrait que les autres n'en eussent pas non plus, prend-elle des précautions de toute nature; tandis que ses agens diplomatiques travaillent à tromper les différentes cours de l'Europe auxquelles elle peut avoir affaire; elle arme sur terre et sur mer, ou du moins elle se dispose à rassembler des forces capables, non-seulement de la défense, mais même de l'aggression. Non contente d'avoir vu passer à son service 15 à 18 mille hommes de troupes polonaises qui étaient dans la Lithuanie et ailleurs, elle déploie enfin ses forces maritimes dont on parle depuis quelque tems.

L'escadre russe, partie de Cronstadt et de Revel, est commandée en chef par l'amiral Tschitgakof; il a sous lui l'amiral Kruse, le vice-amiral Mussin Puschkin et les contre-amiraux Gids, Malkarow et Felt.

Cette escadre est composée des vaisseaux suivans:

Le *Tchede* de 100 canons; les trois *Jaraschwit*, idem; les

Digitized by Google

28 *Apôtres*, idem; l'*Eustewy*, idem; le *Sarotow*, idem; le *Tschurfatworez*, idem; le *Rotislaw*, idem; le *Prince Wladimir*, idem; le *Jaroslaw*, de 74 canons; le *Boris*, idem; l'*Heleue*, idem; le *Gleb*, idem; le *Gwiatoi-Pierre*, idem; le *Wieslaw*, idem; le *Maksin-Ispowednik*, idem; le *Pierre*, idem; le *Mstislaw*, de 70 canons; le *Kir-Joam*, idem; le *Sopui-Welilloi*, idem; le *Pobedonosez*, de 66; l'*Umgheton*, idem; le *Parrmen*, idem; le *Swiatelely*, idem; le *Nikener*, idem; le *Pimen*, idem; le *Pichot*, idem.

En tout 26 vaisseaux de ligne; le nombre des frégates est de 9, et 6 celui des cutters.

On ne sait point encore bien précisément qu'elle est la destination de cette flotte; mais ce qu'on sait d'avance d'après le caractere donné de celle qui l'envoie, c'est qu'elle exécutera tout ce qu'on lui laissera faire juste ou injuste, n'importe. L'exemple du dernier démembrement de la Pologne prouve assez que la crainte d'encourir le soupçon, ou même le reproche bien fondé d'injustice, n'arrêtera jamais celle qui veut tout ce qu'elle peut, mais qui par un bonheur qu'il faut compter pour beaucoup ne peut pas tout ce qu'elle veut; au reste, on ne saurait se dissimuler que la jalousie l'aveugle sur ses véritables intérêts, comme on va le voir par l'ukase suivante.

Ordonnance remise au sénat, pour être publiée avec la signature de la main de S. M. l'Impératrice de Russie.

En conséquence de nos ordonnances d'interrompre tout commerce et toute communication avec la France, jusqu'à ce que l'ordre et l'autorité légitime soient rétablis en la personne du roi, nous avons jugé nécessaire de défendre l'entrée des marchandises de France dans cet Empire, tant par vaisseaux russes que par navires étrangers, aussi bien que par terre; d'autant plus que la plus grande partie de ces marchandises ne sert qu'au luxe et à des dépenses ruineuses, et que d'autres peuvent être suppléées par l'industrie et les manufactures de nos sujets Russes, ou qu'ils peuvent se les procurer par d'autres voies par un commerce permis et plus avantageux; et afin que cette ordonnance puisse être mise en pratique avec exactitude et au plus grand avantage de nos fideles sujets, et prévenir tout abus et toute collusion dans l'introduction desdites marchandises, sous prétexte qu'elles auraient été fabriquées ailleurs, nous avons étendu la prohibition sur plusieurs autres marchandises comprises dans la désignation ci-jointe, à laquelle nous donnons force en attendant que nous ayons publié un nouveau tarif.

1°. Il est donc défendu d'importer ou de faire venir de l'étranger, soit dans nos ports, soit dans les douanes de nos frontieres, aucune des marchandises spécifiées dans ladite désignation; tout ce qui sera introduit en contravention sera réputé contrebande et sujet aux châtimens portés par les lois.

2°. Toute autre marchandise de quelque espece que ce soit, venant de France, soit par terre, soit par mer, quand même elle ne serait pas expressément spécifiée dans ladite désignation, est pareillement défendue et sera réputée contrebande.

Digitized by Google

3°. Nous recommandons réitérativement à nos gouverneurs-généraux, gouverneurs-commandans et inspecteurs de nos frontieres, aux magistrats, tant des villes que du plat pays, aux directeurs des douanes et gardes établies à nos frontieres, d'avoir un œil attentif à ce qu'il ne soit rien entrepris de contraire à notre volonté connue; et qu'en cas qu'on découvre quelque chose de pareil, les coupables subissent incessamment et irrémissiblement les peines décernées. Les susdits supérieurs et magistratures seront responsables de la surveillance fidelle, soigneuse et exacte qu'ils doivent apporter à l'exécution de cette ordonnance. Les procureurs et fiscaux sont tenus, en cas qu'il se manifeste quelque contravention, à la même responsabilité, puisque c'est leur devoir de porter plainte contre la violation des lois, et d'insister pour que les procédures soient instruites et amenées à une prompte décision.

4°. Afin de prévenir toute collusion, et lever tout doute par rapport aux marchandises fabriquées qui peuvent être introduites, soit par terre, soit par mer, des pays avec lesquels nous sommes en relation d'amitié, nous ordonnons que lesdites marchandises fabriquées ne soient introduites dans nos ports et douanes frontieres, que sur l'exhibition de témoignages authentiques par écrit, qui fassent foi que les marchandises dénommées sont de produit et de fabrique de tel ou tel endroit, avec désignation de leur qualité et du tems dans lequel elles ont été expédiées. Un tel témoignage doit être signé d'un consul Russe, s'il y en a dans le lieu en question; à défaut, il sera signé et scellé du magistrat de l'endroit. Toute marchandise qui ne sera pas accompagnée d'un tel certificat, sera réputée contrebande et sera traitée comme telle suivant les lois.

5°. Les marchandises prohibées par cette défense, lorsqu'elles auront été découvertes ou surprises en contravention, seront détruites, et par rapport aux coupables, il sera procédé comme il est dit ci-après; mais quant aux marchandises qui de leur nature ne peuvent être ni brûlées, ni détruites, lorsqu'elles seront trouvées dans le port, elles seront taxées à la douane, et seront ensuite vendues publiquement, sous la réserve qu'elles seront expédiées des magasins pour l'étranger et par mer, le tout sous l'inspection des directeurs de la douane, dans le terme de deux semaines au plus tard, ou même plus tôt.

Dans le cas où pareille confiscation aura lieu aux frontieres, ces marchandises défendues, après avoir été taxées, seront envoyées, pas plus tard que dans l'espace de trois jours, dans le premier endroit au-dela des frontieres, pour y être vendues. On agira alors contre le coupable pour exiger de lui, comme il va être dit dans l'article 6, l'amende fixée au profit de celui qui a découvert ou saisi la marchandise en fraude. Le provenu de la marchandise vendue sera tenu à la disposition du college des établissemens publics du gouvernement où la saisie aura été faite. Que si celui qui doit payer l'amende n'a rien, dans ce cas, le produit de la marchandise sera donné à celui qui a découvert la fraude, pour sa récompense, et il sera procédé envers celui qui a fait venir ou introduit la marchandise, ainsi que les lois le prescrivent envers les débiteurs insolvables de la couronne.

6°. Nous ordonnons que, pour récompenser le zele et la fidélité des employés aux douanes, des gardes aux frontieres, inspecteurs, ainsi que de tout autre, de quelqu'état que ce soit, qui aura découvert,

Digitized by Google

découvert, surpris, fait capture ou annoncé avec des preuves suffisantes, des marchandises introduites secrettement contre notre défense; la valeur desdites marchandises leur soit assignée sur celui qui les a fait venir, ou qui a voulu les introduire, et que le coupable soit forcé à leur en faire le paiement sans aucune déduction. Nous exceptons le cas auquel la marchandise envoyée au-delà des frontieres pour être vendue, dont le produit doit être abandonné au profit du délateur ou capteur, comme il est prescrit dans le cinquiéme article; les frais faits à l'expedition de la marchandise seront déduits de son produit; mais ceux qui seront trouvés coupables d'avoir demandé ou introduit des marchandises en fraude, seront livrés à la justice, pour qu'il soit procédé contre eux, suivant que les lois le prestrivent contre les contrebandiers.

7°. Dans le cas où les marchandises défendues, soit en balles soit en ballots, auraient été expédiées par mer, délivrées au capitaine avec connaissement à ordre, et déposées à la douane dans les magasins, jusqu'à ce que le propriétaire se fasse connaître dans le tems prescrit, il sera procédé, tant à leur égard qu'envers le coupable, ainsi qu'il est prescrit dans les cinquieme et sixieme articles.

8°. Lorsque dans la saisie aux frontieres des marchandises prohibées, les propriétaires, leurs commis ou ceux qui en favorisaient l'entrée se seront échappés, abandonnant les voitures qui les portent; dans ce cas, la marchandise sera transportée dans le premier endroit au-delà des frontieres, pour être vendue, et le produit, ainsi que les voitures, chevaux ou bœufs qui y sont attelés, adjugés aux capteurs.

9°. Nous recommandons ici de nouveau à tous les préposés aux douanes des ports ou des frontieres, et à ceux qui font inspection sur les gardes, de n'établir que des gens fideles et sûrs, et de ne les instituer dans leurs postes et offices, qu'après qu'ils auront donné des preuves d'honnêteté, de fidélité et de zele pour le service, et de ne point se contenter de destituer ceux qui sont suspects ou négligens; mais dans les cas de fautes commises ou de négligence, de les livrer à la justice pour être punis.

10°. L'exécution de cette ordonnance aura lieu dans les offices des douanes, des ports, à commencer du 1 — 12 juin. Cependant nous voulons qu'à l'égard des navires neutres ou russes qui pourront arriver dans nos ports, il soit observé si ceux d'entre eux qui auraient à bord des marchandises prohibées, le 12 juin, sont partis avant le 10 janvier de cette année, et si la chose peut être prouvée par des témoignages juridiques et dignes de foi, pour lors les propriétaires ne seront pourtant pas admis à décharger leurs marchandises; mais il leur sera signifié qu'ils ont la liberté de les transporter dans tel port étranger qu'ils trouveront à propos; et dans le cas où néanmoins, après cette signification, ils tenteraient de les introduire dans d'autres ports de cet Empire, il sera procédé à leur égard comme il est prescrit par rapport à l'introduction des marchandises.

Dans les douanes, aux frontieres, l'exécution de cette ordonnance aura lieu aussi-tôt après sa publication. Quant à ce qui est prescrit dans le quatrieme article, touchant les certificats qui doivent être donnés par les consuls, ou à leur défaut par les magistrats des lieux, qui attestent la fabrication de pareilles marchan-

Digitized by Google

dises ; l'exécution n'aura lieu que quatre mois après la publication de cette ordonnance.

11°. A l'égard des marchandises défendues par cette ordonnance, qui ont été introduites jusqu'ici, nous ordonnons que dans nos deux capitales, ainsi qu'à Riga, Revel, Archangel, Neschin, Kiour, Cherson et autres lieux, où, depuis l'établissement de nos douanes aux frontieres, il y a grand abord ; les marchandises défendues ci-dessus qui pourront s'y trouver, soit sur les marchés, soit dans les boutiques ou magasins, soient visitées et marquées d'un nouveau timbre, outre celui qui y a dû être imprimé précédemment, suivant le nouveau réglement de notre collége de commerce ; que ce timbre ou cette marque désigne le lieu, l'office de la douane, et l'année en laquelle le premier timbre aura été mis, et qu'il soit envoyé au susdit collége ainsi qu'au gouvernement général, et en son absence, aux gouverneurs des départemens où se fait la visite. Que s'il se trouve des marchandises étrangeres qui ne portent pas le timbre de la douane ; on procédera en ce cas, ainsi qu'il est prescrit, suivant les lois. A l'égard des marchandises de soie, de laine, de coton, et autres menus articles, nous fixons, pour s'en défaire, un terme jusqu'au 1—12 janvier 1794, lequel étant écoulé, elles ne pourront plus, même avec le nouveau timbre, se trouver ni sur les marchés, ni dans les boutiques, ni dans les magasins, ni être vendues ou achetées nulle part, à défaut de quoi le vendeur et l'acheteur seront soumis à l'amende imposée ci-dessus sur les marchandises prohibées.

12°. Après la publication de cette ordonnance, deux membres de la chambre des finances ou de nos autres cours de justice, seront envoyés dans chacun de nos offices de douane, pour demeurer là jusqu'au premier juin, pour avoir l'œil sur le commencement de l'exécution de cette ordonnance, afin que chacun de ceux qui sont employés aux douanes et en général chacun de ceux qui ont quelque fonction à remplir, s'y conforment exactement : les susdits membres de nos cours de justice sont tenus, eu égard aux offices de nos douanes des ports, de faire, chaque semaine, un rapport signé d'eux et des directeurs des douanes, qui désigne la quantité de marchandises importées jusqu'au premier juin, et combien il en aura été timbré, lequel sera envoyé, tant au collége de commerce qu'à la chambre des finances, et aux préposés des gouvernemens. Pareillement deux membres du collége des finances ou de nos cours de justice se rendront dans le mois aux douanes des frontieres pour la même inspection ; car, quoique l'exécution de cette ordonnance doive commencer d'abord après sa publication, une attention scrupuleuse à son exécution ponctuelle et exacte n'en est pas moins nécessaire.

13°. Tous les ordres donnés dans les offices des douanes par rapport aux marchandises étrangeres, qui n'y ont pas été annoncées et qui n'ont pas été timbrées, sont renforcés ici ; et pour que l'exécution en soit faite, nous ordonnons que dans nos deux capitales, les marchandises soient visitées deux fois l'an, dans des époques indéterminées, sur les marchés, dans les boutiques et les magasins, en présence de deux membres du collége des finances et deux de la police nommés à cet effet ; que la visite ait lieu dans les autres gouvernemens et districts en présence des commandans ou baillis des villes et de deux assistans du magistrat ; qu'il en soit de même aux foires annuelles des villes, et même il y

Digitized by Google

a des villages où il se tient aussi des foires auxquelles on expose en vente des marchandises étrangeres, les mêmes visites y seront faites dans le tems de la foire par les chefs des districts, accompagnés de deux assistans; et la régence des gouvernemens est tenue d'envoyer son rapport au sénat sur ces visites, lequel nous en remettra un court exposé dans l'année.

Nous ordonnons à notre sénat de publier cette ordonnance en langue russe et dans les autres langues étrangeres, et de faire ou ordonner là où il appartiendra les expéditions nécessaires. Au reste, nous espérons que nos fideles sujets reconnaîtront dans cette ordonnance les soins infatigables que nous nous donnons pour leur véritable avantage, puisque dans le tems que nous restreignons dans cet empire l'importation des marchandises dont on peut se passer, nous ne faisons que favoriser à leur industrie les moyens de perfectionner et d'étendre leurs fabriques et manufactures pour le bien général et pour le leur en particulier. — Le sénat dirigeant a ordonné que cette volonté de S. M. I. soit publiée, et parvienne à la connaissance de chacun pour être duement observée, ce qui a lieu par les présentes. L'original est confirmé de la main de S. M. I., en ces mots: *Qu'il soit ainsi. A Petersbourg, le 8 avril* 1793.

Il est évident que la cour de Russie n'a pas eu seulement pour objet un système prohibitif à l'égard des marchandises françaises, ou bien en rédigeant cette ordonnance on a dit plus qu'on ne voulait dire; car on y a donné à ce système une latitude beaucoup plus étendue, qui, nuisible à un grand nombre de places de commerce, ne manquera sûrement pas de les indisposer; mécontentement dont la Russie pourra recueillir en tems et lieu les fruits peut-être bien amers: en attendant, toutes les marchandises défendues se trouvent consignées dans une longue liste qui a été annexée à cette ukase.

L'ambassadeur ou plutôt le vice-roi Siewers fait toujours tout dans la partie non-envahie de la Pologne. L'élection des nonces à la diete de Grodno est entierement achevée; la Vaivodie de Cracovie en fournit 8, Sendomir 7, Kiovie et Chelm 2, Volhinie 6, Lublin 2, Podlachie 6, et Braclaw 4. La durée de la diete ne se prolongera, dit-on, gueres au delà de 15 jours. Tous les matériaux sont préparés; on n'a qu'à lire les projets de décrets, et les sanctionner. — Le corps diplomatique étranger se rend aussi à Grodno, à l'exception cependant du ministre d'Espagne.

Le souverain de toutes les Russies vient encore de donner une preuve du vif intérêt qu'elle porte au sort des émigrés Français, en faveur desquels doit peut-être agir la flotte dont nous avons parlé plus haut. La famille Radziwill, malgré son luxe et sa prodigalité, avait encore laissé en Lithuanie et en Pologne des biens immenses qui sont échus par héritage à un jeune prince de cette maison encore en tutelle. Les Bouillons, aujourd'hui résidans à Pétersbourg ont formé des prétentions sur cette succession comme descendans et héritiers du roi Jean Sobiewski. L'impératrice vient d'annoncer par son ministre à

Digitized by Google

Grodno, qu'elle accordait sa protection à la famille de Bouillon, et qu'elle avait, en grande considération les prétentions de cette famille sur l'héritage des princes Radziwill. On ne doute nullement que l'héritier légitime de cette succession n'en soit dépouillé en partie; ainsi, tout en faisant aux *malheureux chevaliers Français* des générosités qui ne lui coûteront gueres, la Bienfaisante Catherine anéantira une maison qui depuis long-tems lui faisait ombrage.

Il paraît que malgré les bruits contraires qui ont circulé pendant quelque tems, la Russie reste en paix avec la Suede et le Danemarck. Voici ce qu'on mande de Stockholm, en date du 11 juin. On n'apprend rien de la flotte Russe qui puisse nous donner de l'inquiétude. Le gouverneur de cette capitale a fait annoncer à la bourgeoisie, que tout sujet de crainte était chimérique. La circulaire du contre-amiral Lagerbielke, adressée aux officiers de la marine de la flotte des galeres, pour leur demander le lieu de leur demeure, a été mal interprétée; son motif n'était pas leur rassemblement, mais seulement de savoir si les sujets portés sur les états existent réellement. — Cependant on travaille toujours avec activité dans notre chantier. Un transport de matelots est arrivé ici avant-hier venant de la province de Nordlande. 300 autres matelots doivent se rendre de la province de Hollande à Carlscron.

Le départ du roi et du duc-régent pour les provinces méridionales est fixé au 3 du mois prochain; leur absence sera d'un mois.

Notre militaire aux frontieres de la Finlande, ajoutent ces mêmes lettres, est fortement occupé aux fortifications de nos deux places, l'une près de Warkaus vis-à-vis de la forteresse russe de Nyslot, elle doit couvrir la vaste province de Savolax; l'autre est élevée sur les terres de la famille des barons de Wrede: le nom de cette terre est Willikala, à un mille d'Anjala, si renommé dans l'histoire de la derniere guerre et du fleuve Kimene. Le but de cette derniere forteresse est d'assurer la route par terre à Tarvastahus où nous avons de grands magasins, et de couvrir le reste de la Finlande, ainsi que Louisa couvre la route de Borga et de Hersingfors. On a transporté à Stralsund les canons de la forteresse de Colmar qui vient d'être rasée.

De Francfort-sur-le-Mein, le 2 juillet.

La cour de Vienne s'attend, d'après les nouvelles qu'on reçoit de cette capitale, à se voir peut-être forcée de faire une troisieme campagne; elle s'y résigne, non sans peine, vu les prodigieuses dépenses faites en hommes et en numéraire,

Digitized by Google

dépenses qui, pouvant aller jusqu'à l'épuisement le plus irréparable, finirait par décevoir ses vues d'aggrandissement au point de l'exposer même à perdre le fruit des ruses, des violences et des mariages (car ça été aussi un des moyens d'aggrandissement employés par la maison de Hapsbourg) qui l'ont portée au point où nous la voyons aujourd'hui.

Les Etats héréditaires doivent fournir 18,000 hommes; ceux de Hongrie en en faisant marcher 6000, se sont mis en mesure de se procurer, par voye d'engagement, pareil nombre de recrues destinées à recompléter le corps. Quant à la Gallicie, elle fournit 37 régimens d'excellentes troupes. Indépendamment de ses forces, plusieurs nobles de la capitale, ainsi que les peres qui ont plusieurs fils, ont demandé à S. M. de vouloir accepter les jeunes gens comme volontaires, et S. M. a agréé leur offre. On sait en outre que le prince George de Darmstadt vend à l'empereur 8000 Hessois. La Basse-Autriche doit fournir nombre de chevaux de trait, et déja plusieurs centaines de chariots de bagage sont commandés. Un nombre considérable d'ingénieurs ont été envoyés, partie à l'armée d'Italie, partie à celle du Rhin, et ils seront bientôt suivis d'une compagnie de mineurs et de sapeurs, à laquelle il est question d'en joindre une autre.

Tous ces grands mouvemens, ces préparatifs se font pourtant pour se montrer digne de la confiance dont *Monsieur*, régent de France, honore plus particulierement depuis quelque tems sa majesté impériale; car on remarque qu'à partir du 5 juin plusieurs estafettes envoyées par ce héros que distinguent toutes les grandes qualités physiques et morales, ce Titus, cet objet de l'amour du genre humain, ont fait passer par la capitale de l'Autriche des dépêches pour la cour de Pétersbourg, qui ont été communiquées auparavant à celle de Vienne; et que c'est à dater de cette époque qu'on met encore plus d'activité dans les mouvemens et les dispositions militaires et diplomariques.

La démarche d'un régiment de dragons Polonais, composé de 1200 hommes, embarrasse beaucoup notre gouvernement; il a déserté la Pologne avec ses chevaux, ses armes, ses bagages et la caisse militaire, et est venu s'établir dans le district de Tralestzeik; il offre d'entrer au service de l'empereur. On a désarmé cette troupe, fait passer un rapport à Vienne sur cet événement, et on en attend une décision. Toute la brigade du général Suchortzewsky se propose de passer de ce côté. Dans toute autre circonstance on aurait vu avec plaisir cette désertion. Mais aujourd'hui vu la position avec la Russie, on ne sait trop que faire de ces hommes dont cependant on aurait grand besoin.

Digitized by Google

Au reste, quand on aurait des hommes à discrétion, ce n'est que la moitié de ce qu'il faut. On a besoin d'argent pour les nourrir et les payer, et quelque faible que soit la solde du soldat Autrichien le plus malheureux de tous, cela forme de grosses sommes lorsqu'on est pauvre, et qu'on tient de grandes armées sur pied. C'est afin de subvenir en partie à ces dépenses que des commissaires de la noblesse immédiate de la Franconie se sont rendus à Wirtzbourg pour y régler avec le comte de Schlick, ministre impérial, le don ou le subside caritatif (d'aumône ou de charité) de cette noblesse pour la guerre actuelle. Le subside de la noblesse de Souabe est réglé; il monte à 170000 florins payables en trois termes.

Frédéric-Guillaume n'est gueres moins embarrassé que François II. Les troubles survenus dans la Silésie ne sont pas encore appaisés, et ne sont pas prêts à l'être. L'interruption du commerce des draps légers avec la France est une chose très-fâcheuse pour le pays. Voici ce que portent des lettres de Breslaw du 15 juin. Une patente royale, datée du quartier général du roi à Bodenheim le 20 mai, est arrivée ici; elle a pour objet les troubles qui ont éclaté ici et dans d'autres endroits de la Silésie, et qui ne sont pas entierement appaisés. Une commission doit examiner toutes ces circonstances, et en faire le rapport au roi. Ceux qui provoqueront de nouveaux troubles seront punis de mort sur-le-champ. Tout rassemblement est défendu. Toutes ces menaces et ces punitions en imposeront momentanément; elles ne guériront pas le mal qui est dans la stagnation absolue de l'industrie et du commerce de la Silésie, suite naturelle de la guerre actuelle avec la France. On pense que notre roi aurait pu se dispenser de jouer un rôle dans cette guerre qui ruine ses états et épuise ses trésors.

C'est à Mayence que le roi de Prusse espere réparer sa gloire, et se dédommager de toutes ses pertes, et c'est peut-être à Mayence qu'il en fera de nouvelles; ce qu'il y a de constant, c'est que la fameuse sortie du 31 mai a coûté aux assiégeans plus de 2000 hommes et près de 1500 chevaux, et qu'elle a valu à la garnison beaucoup de bétail dont elle avait grand besoin. Toutes les bêtes à cornes des villages de Marienborn, Brezenheim et Zahlbach furent enlevées et conduites à Mayence. On ne peut pourtant pas se dissimuler que les forces nombreuses et redoutables qui environnent la place n'aient fait depuis beaucoup de mal aux assiégés que l'on attaque aujourd'hui par presque tous les moyens connus et possibles, et que l'on serre effectivement d'assez près pour concevoir des espérances fondées de s'emparer de cette ville si elle n'est pas secourue à tems. En effet, le 27 nous avons entendu long-tems le bruit d'une canonnade qui ne discon-

Digitized by Google

tinuait point; le bruit venait du côté de Mayence, et sur le soir, tant de nos tours que du pont du Meine, nous vîmes s'élever de la même partie une fumée très-épaisse. L'obscurité devenant plus grande, ce ne fut pas de la fumée que l'on vit, mais des flammes et de grosses flammes. Aujourd'hui nous apprenons que ça été l'effet des bombes qui ont mis le feu à l'eglise Notre-Dame et à 7 ou 8 autres édifices. La canonnade et le bombardement durent encore sans interruption, et l'état de la place commence à devenir des plus critiques.

Dans ce moment on vient nous dire que les Français ont été absolument délogés de Weissueau, et poussés dans Mayence; on leur a tué, à ce qu'on assure, beaucoup de monde avec très-peu de perte du côté des Allemands. — C'est une faible compensation de l'accident arrivé aux Prussiens dans la nuit du 17, ils avaient annoncé pour ce jour-là le commencement du bombardement. Les curieux furent établis sur une élévation où ils attendirent vainement jusqu'au jour le feu des batteries. Au lieu de cela il n'y avait eu qu'une fusillade très-soutenue qui ne cessa qu'avec la nuit : on vit alors que deux colonnes Prussiennes s'étaient chargées chacune croyant avoir les Français en tête. On dit qu'il a péri dans cette action jusqu'à 1500 hommes. On ajoute que le calme qui regnait dans Mayence a entretenu les Prussiens dans l'erreur, parce qu'ils imaginaient qu'on ne tirait pas, dans la crainte de nuire à la garnison que chaque colonne croyait combattre.

Voici des nouvelles encore plus récentes du siege; le bombardement de Mayence continue; le feu que l'on fait est terrible; l'église de Notre-Dame et environ cent maisons sont déja devenues la proie des flammes. Les français ont quitté l'isle du Rhin; ils ont fait, de Mayence le 29 juin, une sortie très-vigoureuse sur les impériaux près de Bulleheim; ils leur ont fait beaucoup de mal, mais ils furent obligés de rentrer et d'abandonner quelques pieces de canon. — Le feu qui s'est manifesté à Mayence s'étend depuis la blanchisserie, par la rue des Juifs, jusqu'au marché aux bêtes.

Si les Prussiens et les Impériaux se promettent du succès du côté, de Mayence, ils paraissent craindre pour l'électorat de Trèves; une division de grenadiers impériaux a passé par Coblentz pour se rendre en diligence à Trèves; elle sera suivie de 6000 hommes et de quatre escadrons de cuirassiers. — Il passe aussi beaucoup de troupes impériales par cette ville pour se rendre du côté de Luxembourg. Le général Prussien, prince de Hohenlohe, est parti pour ce côté avec un corps de troupes; il fait des marches forcées. — Le corps d'armée qui se forme à la hâte dans l'électorat de Trèves sera de 15 à 18 mille hommes. Le général Français Kinsky, le

Digitized by Google

commande. — Un bruit qui ne se confirme pas, c'est que l'empereur était attendu le 3 à Coblentz avec 14 bataillons de grenadiers d'élite,

Provinces-Unies et Belgique.

On mande de la Haye que le prince Frédéric d'Orange, fils cadet du Stathouder, a été nommé colonel du corps d'artillerie au service de la République, et a prêté, le 18, en cette qualité le serment d'usage. — Nous sommes également informés par la même voie de la mort du prince Louis de Waldeck à qui la blessure, reçue au combat du 19, a coûté la vie. Un boulet de canon lui a fracassé l'épaule. Son frere le prince régnant, général-lieutenant au service de la République est depuis peu à l'armée. Les troupes combinées occupent dans cette partie de la Flandre les postes suivans : Marchiennes, Orchies, Cisoing, Lennoy, Roubaix, Turcoing, Wintheros, Neuville, Roncq, Ronsbecq, Werwick et Warneton, de sorte que Lille et le camp du général Lamarliere qui est auprès sont resserrés de tous les côtés. Les postes correspondans de l'ennemi ont chaque jour de vives et chaudes escarmouches avec nos troupes Hollandaises. Outre les détachemens Autrichiens et Prussiens qui nous soutiennent, nous avons été encore renforcés par une nouvelle division de cavalerie Anglaise venue d'Ostende. — Suivant des lettres de la même ville, en date du 26, le jugement de M. de Byland, gouverneur de Breda, a été prononcé ces jours derniers. Ce commandant, pour avoir capitulé avec les Français et avoir rendu la ville, qu'il était chargé de défendre, a été condamné à être reconduit à Breda, et là, en présence de la garnison, à avoir son épée brisée avec infamie, le sabre passé sur la tête, à être déclaré indigne de servir l'état, à être ensuite conduit à la forteresse de Loewestein pour y être detenu le reste de ses jours.

Le grand bombardement de Valenciennes a commencé dans la nuit du 18 au 19. Pour peu qu'il dure, la place s'en trouvera métamorphosée en un tas de cendres et de ruines. Le feu des assiégés n'est pas moins vif que celui des assiégeans. Ils ont fait le 19 une nouvelle sortie. Le sang y a coulé ; voilà à quoi se réduit son effet. Les travaux que le prince de Cobourg a entrepris, pour assurer et accélérer la réduction de Valenciennes, sont dignes d'admiration. Des témoins oculaires affirment que jamais les Romains n'auraient pu en entreprendre de plus hardis, ni les exécuter plus promptement. Comme le prince redoutait les inondations qui pouvaient détruire ses approches, il a fait creuser un canal de l'étendue de près de deux lieues, pour y donner un nouveau lit à l'Escaut, et détourner ses eaux des murs de la place. D'un autre côté,

Digitized by Google

se trouvant gêné par l'intervalle qui sépare les deux hauteurs, dont la forteresse est dominée, il a conçu et exécuté le projet d'unir les deux hauteurs par leurs sommités. Pour cet effet, un pont conduisant d'une sommité à l'autre a été construit de très-grosses poutres. Il est si solide, qu'on y a établi des batteries.

Condé, toujours bloquée, tire toujours sur les travailleurs. Le commandant refusait de croire que le camp de Famars fût pris. On lui a permis d'y envoyer un officier qui pût s'en convaincre par ses propres yeux, et que nul secours ne peut plus venir delà.

Vers Lille, il se manifeste des apparences qui font croire à une attaque prochaine, dirigée contre le camp de la Madeleine, qui couvre cette ville. Custine, en attendant, met de l'ardeur et du nerf à disposer ses lignes de défense. Entre Douay et Bouchain, il a un camp retranché qu'appuient l'Escaut d'un côté, et la Cenisée de l'autre. Là se trouve une grande partie de son armée qui, si Valenciennes et Condé tombent, devra être chassée de ce poste avantageux, avant que l'on en vienne à entamer les places de seconde ligne. Un autre camp retranché se forme sous les murs de Cambrai; et cette position, connue sous le nom de *camp de César*, est l'une des plus fortes qu'il y ait en Europe.

Sous les murs de Dunkerque, les Français travaillent aussi à un camp retranché, où doivent se rassembler vingt mille hommes.

Le feu de Valenciennes a démonté quelques canons de la batterie nº. 15. C'est vers ce point que l'artillerie française dirigeait ses plus violens efforts. Dans la nuit du 20 au 21, un grand incendie dans la ville a été l'effet du bombardement. Au demeurant, le mauvais tems a un peu retardé le travail de la tranchée. Un espion, qui a été pris, a racheté sa vie, en découvrant au prince de Cobourg que les Français ont miné leurs batteries à l'endroit où ils présument que pourrait leur être livré un assaut; leur dessein est de les faire sauter en l'air au moment où les assiégeans s'en rendraient maîtres.

L'on a conduit à Bruxelles, le 21, un grand nombre de blessés. Un événement triste y avait eu lieu la veille dans un des hôpitaux : un magasin, au-dessus des salles des malades, a rompu les plafonds, qui, en s'écroulant, ont fait perdre la vie à beaucoup des malheureux souffrans, sur lesquels ils sont tombés avec leur poids.

A Bruxelles, on est assez généralement dans la pensée qu'il faudra se résoudre à donner un assaut à Valenciennes. Cela est dur. On y sacrifiera peut-être 5000 hommes; et encore

Digitized by Google

n'est-on pas sûr de la réussite. On assure que 15,000 hommes ont été détachés de l'armée, pour mettre le Luxembourg à couvert de toute insulte ultérieure. C'est un affaiblissement de ce côté-ci. Au reste, on portait à 180,000 hommes les forces de l'armée combinée, en prenant tout ce qui s'en trouve depuis Furnes et les garnisons jusqu'aux Ardennes. Sur ce nombre, il y a 35,000 hommes formant l'armée d'observation, qui tient l'ennemi en respect vers la plaine de Denain; 40,000 sont au siége de Valenciennes, et 20,000 couvrent la Flandre.

On témoigne par-ici de la surprise de ce que le général Custine semble abandonner Valenciennes et Condé à leurs propres forces. Se déferait-il de l'armée qu'il commande? On dit qu'il l'exerce à toute outrance, et qu'il la retranche de même. S'il faut en croire les rapports que l'on dit avoir reçus, il a auprès de lui 80,000 hommes. Avec une pareille force, il est difficile de ne pas succomber à la tentation de faire des mouvemens en avant.

Dumouriez chassé de l'Angleterre est revenu dans la Belgique. Ce fugitif avait sollicité lors de son séjour en Allemagne, un asyle dans les états d'un prince dont on nous tait le nom. Ce prince répondit à sa demande par un refus doublement motivé. Je ne pourrais, dit-il, vous recevoir comme émigré, et comme Jacobin je serais obligé de vous faire pendre.

ANGLETERRE. *De Londres, le 24 juin.*

L'amiral Hood s'est remis en mer après avoir réparti sur sa flotte 1000 à 1200 matelots tirés des vaisseaux de la compagnie des Indes qu'il avait escortés.

Le parti de l'opposition vient de se fortifier ou plutôt de s'affaiblir d'un membre que l'on ne s'attendait probablement pas d'y voir; c'est le duc de Clarence, fils cadet du roi; ainsi voilà le fils contre le pere, du moins en apparence. Le parlement a été prorogé au 13 août par les ordres du roi, dont voici le discours à ce sujet.

Milords et Messieurs,

La fermeté, la sagesse et le patriotisme qui ont si éminemment distingué votre conduite dans les événemens nombreux et importans qui ont eu lieu pendant la session actuelle, demandent de ma part une reconnaissance particuliere.

Votre détermination bien prononcée de maintenir la constitution établie, et les sentimens analogues que mes sujets ont si fortement et si généralement manifestés, ne pouvaient manquer

Digitized by Google

de rendre inefficaces toutes les tentatives faites pour troubler la tranquillité intérieure de ce royaume. Je ne doute aucunement que vous n'encouragiez dans vos comtés respectifs, la continuation de la même attention vigilante sur cet objet important.

Les succès rapides et signalés qui ont accompagnés, dès le commencement de la campagne, les opérations des armées combinées, les forces respectables et puissantes que vous avez mis en état d'employer par mer et par terre, et les mesures que j'ai concertées avec d'autres puissances pour la continuation efficace de la guerre, font espérer que le conflit important, dans lequel nous nous sommes engagés, aura des résultats heureux.

Ce n'est que par la persévérance dans nos efforts vigoureux, et en essayant de tirer parti des avantages que nous avons déja obtenus, que nous pouvons atteindre le grand but que j'ai toujours eu en vue, le rétablissement de la paix, fondé sur des bases qui pourront assurer notre tranquillité permanente et celle de toute l'Europe.

Messieurs de la chambre des communes,

Je vous dois le témoignage de ma reconnaissance particuliere pour le zele et la promptitude avec lesquels vous avez accordé les subsides nécessaires, et j'observe, avec plaisir, que vous avez été en état de pourvoir libéralement aux besoins du service public d'une maniere très-peu onéreuse pour mon peuple.

Milords et Messieurs,

Les arrangemens que vous avez pris pour le gouvernement des possessions britanniques dans l'Inde, et pour régler notre commerce avec cette partie du monde, assureront et augmenteront indubitablement les grands avantages que nous avons déja retirés de ces possessions précieuses.

Je n'ai pu voir, sans intérêt, les embarras qui se sont récemment manifestés dans l'état du crédit commercial, mais les mesures que vous avez prises pour arrêter les progrès de ce mal paraissent déja avoir produit des effets très-salutaires, et tandis qu'elles ont été une nouvelle preuve de votre attention aux intérêts de mon peuple, leur succès ne laisse aucun doute que les embarras qu'il a éprouvés ne proviennent d'un concours de causes temporaires et non d'une diminution réelle des richesses nationales et des sources permanantes de ce pays.

Je vois avec la plus grande satisfaction, les résultats de la protection efficace que j'ai été mis en état d'accorder au commerce de mes sujets depuis le commencement de la guerre. Je suis persuadé en même-tems, que si par des revers inévitables, notre intérêt commercial eût été lézé d'une maniere encore plus sensible, on n'aurait pas oublié que nous combattons pour notre sûreté et pour la conservation permanente des avantages les plus frappans et les plus estimables, dont la providence ait jamais permis à aucune nation de jouir.

Digitized by Google

Milords et Messieurs,

La volonté royale de S. M. est, et il lui plaît, que ce parlement soit prorogé jusqu'à mardi 13 août prochain, pour être alors assemblé ici, et ce parlement est en conséquence prorogé jusqu'à mardi 13 août prochain.

Les banqueroutes qui ont désolé depuis six mois le commerce s'élevent à une somme plus considérable que tout le numéraire existant dans la Grande-Bretagne. — On sait aussi de bonne part, que loin que les troubles s'appaisent en Irlande, la révolte y paraît générale; on y brûle même des châteaux. Ce mécontentement est occasionné par les mitrnises.

Voici une nouvelle dont nous n'assurons pas positivement la fausseté, mais qui nous paraît très-douteuse; le lieutenant Mudge est arrivé de Nootka-Sund dans une chaloupe. Il y a des gens qui prétendent qu'il n'a pu échapper autrement aux Espagnols qui, selon eux, se sont rendus maîtres du fort, et ont commis plusieurs autres hostilités. Si ces faits avaient de la vérité, on ne parlerait pas comme on le fait de rendre le riche vaisseau de registre qui nous avait donné tant de beau métal.

L'amiral Gardiner, arrivé aux Barbades le 26 avril, a dit avoir apperçu dans le lointain une escadre Française forte de neuf vaisseaux de ligne et de cinq frégates portant à toutes voiles sur la Martinique : l'escadre Anglaise n'aura pas la jonction des vaisseaux qui étaient déja aux indes occidentales qu'une force à peu près équivalente, d'où il est permis de conclure qu'à moins d'être favorisé par des circonstances particulieres sur lesquelles il serait déraisonnable de compter, on aura plus de peine qu'on ne le pensait à se rendre maître des isles Françaises. — En attendant les Français nous ont enlevé dans ces mers-là plusieurs vaisseaux marchands qu'ils ont conduits et vendus dans les ports d'Amérique.

P. S. S'il faut en croire des lettres de Constantinople, du 15 mai, M. Chalgrin y a déployé le caractere de chargé des affaires de la monarchie française pendant l'absence de l'ambassadeur Choiseul-Gouffier; ce caractere lui a été déferé par le ci-devant *Monsieur*, se qualifiant régent de France. M. Chalgrin a notifié par un billet sa nouvelle qualité à tous les Français résidans à Constantinople; ceux qui s'étaient mis sous la protection d'autres ministres étrangers, se sont remis sous celle du nouveau chargé d'affaires; tous les interprêtes ont aussi repris leurs places. Ces mêmes avis disent aussi que les Français ont eu à Smirne des querelles très-vives avec les Anglais; que ceux-ci, aidés des Vénitiens, ont attaqué les premiers, en ont tué 11, et blessé plus du 20.

Digitized by Google

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CONVENTION NATIONALE.

PRÉSIDENCE DE THURIOT.

Séance du mardi, 2 juillet.

Le président annonce, à l'ouverture de cette séance, qu'il a trouvé sur son bureau un paquet renfermant des dépêches qui jettent un grand jour sur la conduite des sections de Marseille, et qui constatent qu'elles ont fait subir un interrogatoire aux représentans du peuple envoyés par la Convention dans le département des Bouches-du-Rhône.

Levasseur, au nom du comité de correspondance, présente l'analyse des adresses envoyées à la Convention. Toutes ont obtenu la mention honorable.

Une députation des administrateurs du département de l'Aire vient protester, au nom de toute l'administration, de son sincère attachement à l'unité et à l'indivisibité de la République.

Deux citoyens de la commune de Blangis, district de Perot-l'évêque, expriment les mêmes sentimens. « Ces citoyens, » a ajouté Lacroix, ne sont pas envoyés par une commune, » mais par une assemblée primaire du district de Perot-l'évê- » que. Je demande à faire connaître un arrêté liberticide des » administrateurs du district, et à vous annoncer que le royaume » de Buzot commence à passer. 68 communes en assemblées » primaires se sont réunis pour émettre leur vœu sur cet arrêté, » et ont résolu de mourir plutôt que de se révolter contre » la Convention nationale. »

Lacroix fait lecture de cet arrêté. (*Voyez la notice de cette pièce dans le numéro précédent.*)

Sur sa demande la Convention décrète ce qui suit :

1°. « Le paiement des contributions et des annuités dues pour acquisitions de biens nationaux, demeure suspendu dans les départemens qui se sont déclarés en insurrection contre la Convention.

2°. Le conseil exécutif déterminera les départemens en insurrection.

3°. Il est défendu aux administrés de payer les sommes dont il sont redevables, sous peine de payer deux fois. Ils pourront néanmoins se libérer directement à la trésorerie nationale.

4°. Il est défendu à la trésorerie nationale de faire passer aucuns fonds aux districts des départemens insurgés.

5°. Le paiement du traitement des fonctionnaires publics

Digitized by Google

dans ces départemens est suspendu, à l'exception de ceux qui ont improuvé les arrêtés liberticides. »

Le comité de législation fait décréter qu'il sera accordé 18 l. par jour à chacun des jurés du tribunal révolutionnaire. — Lebreton présente un projet de décret sur les postes et messageries que l'Assemblée renvoie à l'examen des comités d'aliénation, de commerce et de finances.

Maure instruit la Convention qu'à la réception de l'acte constitutionnel le canon fut tiré dans la ville d'Auxerre. Tous les citoyens ont témoigné leur allégresse, et le soir la ville fut illuminée.

L'Assemblée a passé à la discussion relative au rapport qui a été fait sur l'éducation publique. Elle a entendu la lecture de divers projets de décrets sur cette matière.

Séance du mercredi 3 juillet.

On fait lecture d'un grand nombre d'adresses d'adhésion aux décrets de la Convention. Le citoyen Phelippaux, représentant du peuple dans les départemens du Centre et de l'Ouest, rend compte du bon esprit des trois corps administratifs qu'il a visité et de l'état de défense des villes de la Rochelle et de Niort. L'acte constitutionnel y a été reçu avec enthousiasme. Un camp de 10 à 12 mille hommes vient de se former sous les murs de la ville du Mans. Des milliers de famille de Mayenne et Loire ont reflué dans le département, et celui d'Eure et Loir ne pouvant fournir à leur subsistance, Phelippeaux vient d'écrire à ce sujet au ministre de l'intérieur.

On fait lecture de deux lettres du général Custines à la Convention nationale. (*Voyez la notice du précédent numéro.*) — Après avoir annoncé les avantages que viennent de remporter les troupes de la République, Custines ajoute ces mots : « Si nous obtenons une organisation militaire qui puisse nous promettre une nerveuse discipline, caractere distinctif du militaire des républiques florissantes, nos succès sont assurés, et bientôt les rois et leurs vils courtisans seront forcés de renoncer à ces insolentes prétentions, de donner des lois à une nation qui apprit à tous les peuples à connaître leurs droits et leurs pouvoirs. »

Barrere lit plusieurs dépêches. La premiere est une lettre datée du 1er. juillet, dans laquelle le général Biron annonce que les révoltés menacent de nouveau Luçon, malgré leur défaite, et semblent vouloir tenter une attaque sur les Sables : le général a pris toutes les mesures pour prévenir leur dessein.

Westermann, à la tête de 8 mille 400 hommes, les a repoussés du côté de Partenay, où ils étaient au nombre de 8000.

La seconde lettre est de Servan, qui envoie de Bayonne la relation de la reprise d'Audaye par les Français, de la disper-

Digitized by Google

sion des cinq camps espagnols et de la bataille qu'ils ont perdue le 22 du mois dernier. C'est dans cette journée mémorable que des Français montrerent que s'ils sont quelquefois inférieurs aux ennemis par le nombre, ils savent les surpasser en courage dans l'action ; un grenadier eut son bras droit emporté d'un coup de canon ; l'adjudant général d'Arnaudat s'approche pour lui témoigner sa sensibilité : *Ne me plaignez pas*, répond le grenadier, *j'ai encore un bras pour servir ma patrie.* Un chasseur de la Haute-Garonne tombe blessé ; un de ses camarades s'approche pour le plaindre ; tu as tort, dit le chasseur : *Pate, non dolet.*

Une députation de Pacy-sur-Eure, admise à la barre, annonce que les troupes d'Evreux se sont emparé de leurs communes et de tous les bourgs environnans. Elle ajoute que les patriotes et leurs familles sont sous l'oppression. — Des députés de Vernon assurent que le tocsin sonne, que la général bat, que la crise est grande, que le comité de salut public et le conseil exécutif les a compromis, et qu'on veut les punir d'avoir été patriotes. D'après cet exposé, la Convention décrete que les citoyens Prieur et Lecointre, qui sont également dans la ville de Rouen, sont autorisés à prendre, dans le département de la Seine-inférieure, toutes les mesures nécessaires pour réprimer les rebelles de l'Eure et du Calvados, et dissiper tout rassemblement armé qui prétendrait marcher contre Paris ou exercer quelqu'acte de violence contre les bons citoyens.

Des députés de la commune de Lucienne annoncent qu'ils viennent d'arrêter la ci-devant comtesse Dubarry. Ils lui reprochent d'avoir reçu chez elle des aristocrates, et d'avoir fait plusieurs voyages en Angleterre où elle serait vraisemblablement retournée, sans la destitution du ministre Lebrun. L'Assemblée applaudit au zele de la municipalité de Luciennes, et renvoie son adresse au comité de sûreté générale.

Une lettre de Carnot, représentant du peuple à l'armée du Nord, datée de Bergues le 30 juin, apprend à la Convention que Dumourier a été fort mal reçu en Angleterre ; il est actuellement à Ostende sous la sauve-garde du commandant de cette ville, parce que les émigrés veulent le mettre en piece. On vient de publier ici, ajoute Carnot, la nouvelle constitution. Toutes les cloches sont en branle pour la carillonner ; le peuple y voit la fin de ces maux : cela vaut mieux que vingt batailles gagnées.

Couthon a fait un rapport sur la situation des patriotes de Lyon. (*Voyez la notice de cette séance dans le précédent numéro.*)

Séance du jeudi, 4 juillet.

Les administrateurs de Loir et Cher, les citoyens de Montargis et plusieurs autres communes félicitent, et remercient la Convention du bienfait de la constitution. La commune d'Amiens instruit l'Assemblée qu'à l'imitation de celle de

Digitized by Google

Lille, elle a fait brûler un paquet d'arrêtés qui lui était envoyé par les sections de Marseille.

Les citoyens d'Argentan ont écrit à leurs magistrats que s'ils prenaient des arrêtés contre la Convention et les Parisiens, ils étaient priés de ne point les leur envoyer; mais que s'ils se décidaient à marcher sur Paris, ils étaient invités à passer par leur ville, et ils verraient de quelle manière ils seraient reçus.

Quarante-deux sociétés populaires se sont réunies dans la ville de Valence, chef-lieu du département de la Drôme, pour y protester contre les arrêtés contre-révolutionnaires des administrateurs du Gar, de Rhône et Loire, des Bouches-du-Rhône, etc. Les membres qui composaient cette assemblée ont dressé procès-verbal de leur séance, et l'ont envoyé à la Convention qui en a ordonné la mention honorable.

Sur la motion de Lacroix le comité de législation est tenu de présenter une loi pénale contre les fonctionnaires publics qui oseraient attenter à la liberté des sociétés populaires.

Un membre s'est plaint de la destitution de plusieurs officiers, ordonnée par le conseil exécutif sans énonciation de motifs; il a demandé qu'il fût tenu de les faire connaître. « Ce n'est pas le conseil exécutif, a répliqué Chabot, qu'il faut interroger, c'est le comité de salut public ou plutôt quelques-uns des membres de ce comité; ce sont eux qui font les nominations et les destitutions. Pourquoi Servan, homme inepte et patriote dans le sens de Roland, est-il encore à la tête de nos armées, tandis qu'il a été appellé ici? Pourquoi le mandat d'arrêt décerné contre ce général par les commissaires de la Convention n'a-t-il pas été mis à exécution. » — Ramel a observé à la Convention que le comité de salut public ne fait aucune nomination, il présente les sujets à l'Assemblée qui les adopte ou les rejette. Quant à ce qui concerne le général Servan, il est appellé à Paris, et le général d'Orbec est parti pour le remplacer. Cette discussion s'est terminée par un décret qui enjoint au ministre de la guerre de rendre compte des destitutions qu'il a faites.

Une députation des chasseurs de l'Eure qui se sont rendus à Versailles, d'après le décret de la Convention, est admise à la barre. « Vous voyez devant vous, a dit l'orateur, des soldats qui sont toujours restés fidèles à la République; ils se sont soustraits à la tyrannie et au fédéralisme, pour venir vous offrir leurs bras; ils veulent s'en servir pour combattre les ennemis de la République une et indivisible, sous quelque forme qu'ils se présentent.

Lindet a pris aussi-tôt la parole pour se plaindre de la négligence du comité de salut public. Citoyens, a-t-il dit, si vous ne prenez des mesures vigoureuses et promptes, les départemens de l'Eure et du Calvados ressembleront bientôt à la Vendée. Déjà vous avez appris qu'une force armée s'était

emparé

Digitized by Google

emparé de Pacy-sur-Eure. Vernon craint d'être attaqué ; si cette ville est prise, les subsistances ne pourront plus arriver à Paris, ni par terre, ni par eau. Les citoyens du département de l'Eure se sont levés contre ce département ; mais vous n'avez pas secondé leur zele ; l'inaction du comité de salut public et du conseil exécutif est bien répréhensible.

Duroy a pensé qu'il était d'autant plus instant d'apporter les plus courts remedes aux maux qui désolent la ville d'Evreux et le département de l'Eure, que les contre-révolutionnaires se sont emparés des caisses publiques, et qu'il est informé que Buzot arrive incessamment à Evreux avec 4,000 hommes. Il dénonce, ainsi que Lindet, le comité de salut public pour n'avoir pas pris des mesures plus vigoureuses. Saint-André a justifié ce comité, qui ne cesse, a-t-il dit, de prendre les mesures les plus efficaces pour parvenir à étouffer l'insurrection fédérative.

Après quelques débats, l'Assemblée, sur la motion de Taillefer, a décrété que Lindet, Duroy, Francastel et Lacroix, s'adjoindraient au comité pour coopérer au rétablissement de la tranquillité publique dans leur département.

Les sections du Luxembourg, de la place des Fédérés, des Gravilliers, du Muséum, de l'Unité, du Panthéon Français, de Beaurepaire et plusieurs autres, ont été admises à faire connaître leur vœu sur la constitution qu'elles ont adoptées à l'unanimité. Une citoyenne de la section de Beaurepaire, a demandé que les femmes fussent admises dans les assemblées primaires, et qu'elles pussent remplir les devoirs civiques. — La section des Lombards a demandé la taxation des denrées de premiere nécessité.

Les citoyens et les citoyennes de ces différentes sections ont défilé dans la salle aux applaudissemens universels, aux cris de *vive la République ! Vive la Constitution ! Vive la Montagne !*

Séance du vendredi, 5 juillet.

On a fait lecture, au commencement de cette séance, d'une lettre des citoyens Bourbotte et Turcau, représentans du peuple près l'armée des côtes de la Rochelle. Nous sommes arrivés, disent-ils, le 30 juin à Saumur, avec l'avant-garde de l'armée ; nous avons été reçus au milieu de l'allégresse publique. Les citoyens qui avaient trahi la cause de la liberté, et qui composaient le comité contre-révolutionnaire des brigands, ont été arrêtés ; nous avons pensé que les biens de ceux qui ont pris la fuite devaient être séquestrés, nous sollicitons des lois qui confirment nos arrêtés. Nous avons fait arrêter plusieurs agens et nombre de partisans des rebelles ; parmi ceux-ci il s'en est trouvé un qui s'est dit fils d'un ci-devant comte de Montboissier.

L'ordre et la confiance regnent dans notre armée ; l'avant-

Digitized by Google

garde, composée de six mille hommes, est dans les meilleures dispositions : le corps d'armée s'approche des murs de Saumur. Nous savons, par des voies très-sûres, que l'armée catholique est dans la plus grande détresse. La plupart des cultivateurs les quittent pour rentrer dans leurs foyers ; tout nous présage des succès : nous avons établi un comité chargé de rechercher et connaître ceux qui ont trempé dans les projets des révoltés. Nous n'oublirons rien pour faire triompher la cause de la liberté. »

Cambacerès a observé qu'il était nécessaire que la Convention s'expliquât sur ce qu'elle entend par chefs de brigands ; car plusieurs des prisonniers qui sont en ce moment livrés à la justice, reclament contre la peine de mort prononcée contre eux, sous prétexte qu'ils ne commandaient pas les rebelles. Sur la proposition de Génissieux, la Convention a désigné comme chefs des rebelles, les administrateurs, les membres des comités des rebelles, les prêtres et les nobles qui sont dans leurs armées.

Dans plusieurs départemens, les corps administratifs gênent la circulation des grains, sous prétexte que le recensement ordonné par la loi du 4 mai n'est pas encore finie. Pour faire cesser cet inconvénient très-préjudiciable à quelques départemens qui manquent de subsistances, la Convention a décrété ce qui suit :

« Art. Ier. Les administrateurs du département presseront, autant qu'il sera possible, le recensement des grains ordonné par la loi du 4 mai.

» II. Il ne sera apporté aucun obstacle à la libre circulation des grains nécessaires pour la subsistance des villes et départemens qui en manquent, sous prétexte que le recensement n'est pas achevé. »

Marat écrit à la Convention, il renouvelle sa motion de mettre à prix la tête des Capets fugitifs. Cette lecture est interrompue, l'Assemblée passe à l'ordre du jour.

Le reste de la séance a été consacré à la réception d'un grand nombre de sections de Paris qui après avoir annoncé leur acceptation, donnée à l'acte constitutionnel, ont défilé dans la salle.

Séance du samedi 6 juillet.

Au nom du comité de sûreté générale, Julien a fait un rapport sur la sédition qui a eu lieu dans la ville de Beaucaire, le 1er. avril. La Convention en a ordonné l'impression et l'ajournement. Une lettre du général Beysser, commandant de la ville et du château de Nantes, apprend à la Convention que les rebelles ont attaqué cette ville sur tous les points, mais qu'ils ont été repoussés avec un courage auquel ils ne s'attendaient pas. Leur armée a été mise dans une déroute

Digitized by Google

complette, et ils ont été forcés de se retirer précipitamment, après avoir éprouvé une perte considérable.

Sur l'observation faite par Mallarmé, que les suppléans des députés fugitifs ne sont point encore convoqués, la Convention décrete que le comité des inspecteurs de la salle remettra, séance tenante, au comité des décrets, la liste nécessaire pour la convocation.

Ensuite d'un rapport du comité des finances, la Convention décrete que les électeurs de Paris recevront une indemnité prise sur les sous additionnels du département. Cette disposition est étendue aux électeurs des autres départemens.

On a dénoncé le procureur-général-syndic du département de la Dordogne, qui regarde la Convention comme soumise à une poignée de factieux, et la journée du 31 mai comme la journée du crime. L'Assemblée décrete que le ministre de l'intérieur rendra compte, séance tenante, de l'exécution du décret porté en faveur des administrateurs de départemens qui viendront à résipiscence sur les arrêtés qu'ils ont pris relativement aux événemens du 31 mai et des premiers jours du mois de juin.

Bientôt après, le ministre de l'intérieur est venu annoncer à la Convention que le décret signifié aux administrateurs, partisans du fédéralisme, n'amene aucune rétractation ; mais il est un fait dont il donne connaissance à la Convention ; c'est que les administrations rebelles n'ont point cessé de correspondre avec lui, et que le département du Calvados et la ville de Tours ont demandé des subsistances. Le ministre n'a point fait passer de grains aux départemens en insurrection ; mais il a eu soin d'en envoyer aux communes qui se sont séparées d'eux pour rester fideles à la Convention nationale.

Barrere, au nom du comité de salut public, a donné lecture d'une lettre du citoyen Chaudron-Rousseau, commissaire dans le département de la Haute-Garonne. Il en résulte que le décret d'arrestation, lancé contre plusieurs individus de la ville de Toulouse, a été exécuté ; que plusieurs districts de la Haute-Garonne ont rejetté la convocation des assemblées primaires, et que huit sections de Toulouse ont déclaré ne reconnaître que la Convention pour centre d'unité.

Pour prouver que l'insurrection de Toulouse était liée avec celle de Bordeaux, Baudot fait lecture d'une lettre de Faguet et Ruffat, commissaires des autorités constituées de Toulouse, datée de Bordeaux, le 26 juin. En voici le précis :

« Douze cents hommes d'élite doivent partir d'ici du 1er. au 4 juillet, avec du canon et une compagnie de canonniers. Nous pensons que vous aurez accéléré la formation de votre force pour se joindre à celle-là et à toutes celles qui partent ou sont déja en marche pour se rendre à Perpignan, lieu de rassemblement général des troupes départementales de cette partie. Les départemens situés dans la ci-devant Bretagne,

Digitized by Google

Normandie et lieux circonvoisins, sont ou vont être rendus à Evreux au nombre de 30,000 hommes; les Marseillais et autres sont rendus à Lyon, où doivent se joindre aussi les forces des autres départemens de cette partie. Chaque département fera suivre des munitions suffisantes pour fournir aux besoins de ses troupes. » Renvoyé au comité de salut public.

Levasseur instruit l'Assemblée qu'il y a dans l'armée que commande Biron deux bataillons de la Gironde qui veulent la quitter pour retourner dans leur département. Il demande que les bataillons qui quitteront leur poste soient déclarés traîtres à la patrie, et traités comme tels.

Robespierre assure que dans les armées des Pyrénées et de la Vendée on excite des dissentions entre les bataillons Parisiens et Bordelais; que le cri des premiers est *vive la République, une et indivisible!* et celui des autres, *vive la République! à bas les anarchistes! à bas les factieux!* Plusieurs combats particuliers dans lesquels plus de vingt défenseurs de la République ont péri, ont été le résultat déplorable de ces différences d'opinions.

Les mesures coalisées proposées par divers membres ont été renvoyées au comité de salut public.

Un membre s'est plaint de ce que la procédure du traître Charlier, détenu dans les prisons de Rhodès, n'était pas encore commencée, la Convention a décrété, après quelques débats, qu'il sera jugé par le tribunal criminel du département de l'Aveyron, et que les commissaires Malthe et Châteauneuf-Randon, qui se trouvent sur les lieux, recevront les déclarations que Charlier a annoncé qu'il avait à faire.

Barrere a fait un rapport sur l'arrestation de Treilhard et Mathieu, commissaires de la Convention à Bordeaux. Il en résulte que le département de la Gironde n'a pas reconnu leur caractère, ni par conséquent l'autorité de la Convention, et qu'il leur a dit que le seul moyen d'obtenir la paix était de sévir contre les factieux qui ont asservi la représentation nationale.

Tout ce que les commissaires ont pu découvrir de la situation politique de Bordeaux se réduit à peu de choses; seulement ils ont remarqué que les assignats frappés au coin de la République ont une valeur inférieure à ceux qui portent l'effigie de Louis XVI; ils ajoutent qu'un particulier étant allé au spectacle, s'écria: *Vive Louis XVII!* Les commissaires ajoutent qu'il a été arrêté. L'Assemblée a décrété l'impression de ce rapport, l'envoi aux départemens, et a enjoint au ministre de la justice de s'assurer si l'individu qui par ses cris a provoqué le rétablissement de la royauté a été puni.

Des nouvelles de Nantes confirment la déroute complette des révoltés.

Séance du dimanche 7 juillet.

Une lettre de Westermann, datée de Châtillon-sur-Sèvre,

Digitized by Google

le 3 juillet, annonce de nouveaux succès sur les rebelles qu'on peut regarder comme décisifs.

Les représentans du peuple auprès de l'armée des Pyrénées orientales, envoyent de Saint-Jean-Pied-de-Port de nouveaux détails sur l'évacuation du territoire de la République par les Espagnols. Ils annoncent que l'armée Française est forte de 25 mille hommes, dont dix mille sont sous la toile.

Les administrateurs d'Indre et Loire assurent la Convention de leur sentiment civique et de la résolution où ils sont de faire exécuter tous ses décrets.

Plusieurs sections sont venues notifier leur acceptation de la constitution, au milieu des acclamations et des cris réitérés de *vive la République*. Drouet a demandé la parole pour rendre compte d'une démarche faite par le comité de surveillance; des malveillans, a-t-il dit, ou des imbécilles se plaisent à répandre le bruit que le fils de Capet est évadé et qu'on le porte en triomphe à Saint-Cloud. Quoiqu'il connût l'impossibilité d'une telle évasion, votre comité de sûreté générale nous a nommés Maure, Chabot, Dumont et moi pour constater la présence des détenus. Nous nous sommes transportés au Temple; et dans le premier appartement nous avons trouvé le fils de Capet jouant tranquillement aux dames avec son mentor. Nous sommes montés à l'appartement des femmes et nous y avons trouvé Marie-Antoinette, sa fille et sa sœur jouissant d'une parfaite santé.

On se plait encore à répandre chez les nations étrangeres qu'elles sont maltraitées, et de leur aveu fait en présence des commissaires de la commune, rien ne manque à leur commodité. Tel a été le récit de Drouet.

« Citoyens, a continué Robespierre, quoique l'on ne puisse douter que le projet d'enlever le fils du tyran ne fût très-conforme au vœu de l'aristocratie, s'il était en son pouvoir de l'exécuter, il paraît certain que le bruit dont on vous a entretenus, a été répandu par les ennemis hypocrites de la liberté que vous avez frappés; car on assure qu'ils répandent que c'est la montagne, que c'est le peuple de Paris, que c'est le conseil-général de la commune, que c'est vous, fondateurs de la constitution républicaine et populaire offerte à la France, qui voulez relever, en faveur du fils, le trône du tyran que vous avez puni. »

Après s'être indigné que l'on mêlât des noms aussi méprisables à la joie que vient manifester le peuple, au milieu de ses représentans, Robespierre fixe l'attention de l'Assemblée sur la nouvelle intrigue de ces lâches conspirateurs qui, depuis plusieurs mois, s'efforçaient d'égorger la liberté avec le poignard de la liberté. Ces conspirateurs sont les Buzot, les Barbaroux, etc. etc. etc. toutes leurs factions. Robespierre a terminé, en demandant que la Convention insérât

Digitized by Google

ces réflexions dans le bulletin. Il a interpellé en même-tems les écrivains qui rendent ces débats autres que ceux qui sont soudoyés par Pitt, et par la faction libericide qui a levé l'étendard de la révolte, de ne pas les passer sous silence. La Convention décrete que le discours de Robespierre sera inséré au bulletin.

Le dixieme bataillon du Calvados, en garnison à Dieppe, écrit à la Convention qu'il improuve la conduite des administrateurs de leur département.

Séance du lundi 8 juillet.

La séance s'est ouverte par la lecture de plusieurs lettres d'adhésion et de félicitation. Les administrateurs du département de la Dordogne adherent aux décrets de la Convention. Ceux du district de Verneuil, dans le département de l'Eure, ont rétracté les signatures qu'ils avaient données aux arrêtés du département, ils ont cessé de correspondre avec lui.

La Convention a écarté un projet de décret présenté par le comité des finances, sur la réclamation du paiement de la rente de deux millions, déposés au trésor national, par l'ex-ministre Neker. Elle a ajourné la question de savoir si Neker doit être réputé émigré ou non, et suspendu provisoirement du paiement des intérêts de deux millions, dont il s'agit, attendu que le créancier se trouve comptable envers la Nation, à raison de sa gestion ministérielle.

Saint-Just, au nom du comité de salut public, a fait un rapport sur les 32 membres mis en état d'arrestation. Voici l'esquisse de ce travail dont la Convention a ordonné l'impression.

„ Depuis que la Convention s'est assemblée, deux partis se sont manifestés dans son sein. Soit qu'on ait voulu préparer une usurpation étrangere ou relever le trône pour l'ancienne dynastie, un dessein a été suivi. Il y eut un monstre parmi vous; cet homme défendit autrefois les rois; il parut défendre la République; il fut trop défiant pour avoir des complices: cet homme est Brissot. Il y en eut comme lui qui tendirent au rétablissement de la royauté par la conformité de leur humeur et de leur ambition: il marcherent plutôt ensemble qu'ils ne marcherent d'intelligence.

„ Les détenus, avant le 10 août, avaient marqué beaucoup d'attachement à la monarchie; ils favoriserent la déchéance, mais ils faisaient la guerre au parti républicain. Les uns voulaient placer le fils de Louis Capet sur le trône, et faire déclarer sa mere régente. D'autres favorisaient l'usurpation de ce duc d'Yorck qui vous fait aujourd'hui la guerre avec tant de politesse; et c'est alors qu'ils dénoncerent une faction d'Orléans. Enfin, quel que fût leur projet, la République leur était en horreur.

„ Pétion signa, le 10 août, l'ordre de tirer sur le peuple, et

Digitized by Google

Vergniaux, aidé de ses complices, fit suspendre le roi pour calmer le peuple : on temporisa ; on ne condamnait point ouvertement la révolution du 10 août, mais on déplorait avec affectation tous ses accidens. On flattait le peuple, on persécutait les citoyens. Buzot et Barbaroux provoquaient avec adresse des lois répressives contre les mouvemens populaires. On se servait de Roland pour livrer des combats au parti républicain, et Roland excitait en même-tems les troubles de Lyon, et le mécontentement des aristocrates. Il ne cessait de rappeller les malheurs du 2 septembre, et cependant Pétion et Manuel, alors magistrats du peuple, pressés de les arrêter, répondaient qu'ils ne voulaient point exposer leur popularité. Brissot demandait si Morande, son ennemi, était assassiné.

» On sait que, lors de l'évacuation de la Champagne, Kalkreuths fit des propositions de paix à Kellermann. Ce général les transmit au comité diplomatique, au conseil ; mais les détenus qui dominaient alors, les ensévelirent dans le secret ; cependant ce furent ensuite les mêmes hommes, qui, pour sauver le tyran, parurent s'effrayer des menaces de l'Europe.

» Le roi n'était plus, les conjurés changerent de plan et préparerent la guerre civile dans l'intérieur de la République. On excitait des pillages à Paris, on décourageait nos soldats, ou désorganisait les armées, on partisait avec les ennemis, où se liguait avec Dumourier. On répandait dans les départemens qu'on égorgeait à Paris ; on disait à Paris qu'on égorgeait dans les départemens. On agitait Bordeaux, Marseille, Lyon, le Nord et la Corse où Paoli déclamait aussi contre l'anarchie.

» Au milieu de ce bouleversement, la commission des douze fut formée pour rechercher les conspirateurs, mais elle fut composée de leurs partisans. Le peuple vint reclamer la liberté d'Hébert. C'était un jour de deuil ; ce moment était le même que le premier jour d'août, où le peuple réclamait contre les persécutions de la cour.

» Les conjurés devaient enclouer le canon d'alarme, s'emparer de ceux de la commune et du temple, proclamer le fils du feu roi, Louis XVII, et sa mere régente. Ceux qui étaient chargés de l'exécution de ce complot auraient été gardes-du-corps, et ceux qui se seraient distingués auraient été décorés d'un ruban mordoré et blanc, avec une médaille représentant un aigle renversant l'anarchie.

» Aujourd'hui ces mêmes conjurés agitent l'Eure et le Calvados ; leurs agens les servent à Lyon, à Marseille, à Bordeaux, etc. »

Après cet exposé, Saint-Just a présenté le projet de décret suivant. « La Convention nationale déclare traître à la patrie, Buzot, Barbaroux, Gorsas, Lanjuinais, et tous ceux qui ont pris la fuite pour se soustraire au décret d'arrestation, porté contre eux le 2 juin. »

Digitized by Google

Il y a lieu à accusation contre Gensonné, Guadet, Vergniaux, Birotteau, prévenus de complicité dans ces complots. »

La Convention nationale rappelle dans son sein, Bertrand et les autres détenus plus trompés que coupables.

La discussion sur ce rapport s'ouvrira trois jours après l'impression des pieces.

PARIS, *le* 11 *juillet* 1793.

COMMUNE. — CONSEIL-GÉNÉRAL, *du 3 juillet.*

Sur le requisitoire du procureur de la commune, le conseil a pris l'arrêté suivant :

Le conseil-général, considérant que le vœu de la ville de Paris pour la constitution doit être porté à la Convention nationale d'une maniere prompte et solennelle, digne enfin du peuple qui a porté ce vœu, précurseur du bonheur public ;

Arrête 1°. que toutes les sections enverront à la maison commune les procès-verbaux qui constatent l'émission de leur vœu sur l'acte constitutionnel, pour y être recensés.

2°. Que sous deux jours, l'administration des travaux publics lui présentera le mode qu'il doit suivre pour porter avec pompe à la Convention nationale le vœu du peuple de Paris pour l'acceptation de la constitution.

Du 4. Les commissaires de la garde au Temple font part au conseil-général qu'en vertu de l'arrêté du comité de salut public de la Convention, ils ont transféré le fils d'Antoinette dans l'appartement désigné. Voici le procès-verbal de cette translation.

« Nous commissaires de service au Temple, sommes entrés dans l'appartement de la veuve Capet, à laquelle nous avons notifié l'arrêté du comité de salut public de la Convention, en l'invitant de s'y conformer. »

« Après différentes instances, la veuve Capet s'est enfin déterminée à nous remettre son fils, qui a été conduit dans l'appartement désigné par l'arrêté du conseil d'aujourd'hui, et mis dans les mains du citoyen Simon, lequel s'en est chargé ; nous observons au surplus que la séparation s'est faite avec toute la sensibilité qu'on devait attendre dans cette circonstance, et que les magistrats du peuple ont eu tous les égards compatibles avec la sévérité de leur fonction. »

Du 5. Le conseil ajourne au 14 la cérémonie qui devait avoir lieu demain pour porter à la Convention nationale les procès-verbaux d'acceptation de la constitution.

Digitized by Google

Des citoyens de Vernon et de Pacy-sur-Eure sollicitent, avec instance, des secours contre une poignée de scélérats, qui veulent mettre le trouble dans le département de l'Eure. Réal prend la parole. Il se plaint de l'insouciance des Parisiens, lorsque les brigands sont près Paris; il fait le tableau du danger qu'il y a de laisser prendre germe à une division que le plus petit effort peut détruire. — Il demande que les membres du conseil se transportent sur-le-champ dans les sections, pour leur représenter le danger de nos frères, et les engager à faire partir demain, s'il est possible, des bataillons pour voler à leur secours.

La discussion s'ouvre sur cet objet; différentes propositions sont faites. Un membre demande que le conseil-général, pour donner l'exemple, porte le fusil, et le sac sur le dos, et l'écharpe municipale au cou. Il soutient que c'est le seul moyen de lever dans un instant une force considérable. — Cette proposition est applaudie, mais non adoptée.

Deux membres du comité de salut public se présentent au conseil; ils confirment les nouvelles affligeantes du département de l'Eure: il demande encore un effort des Parisiens: Aussi-tôt les membres du conseil se distribuent dans les sections pour ranimer le zele des citoyens.

Du 6. Les membres envoyés dans les sections pour les inviter à presser le départ de la force armée pour les départemens qui se disposent à marcher sur Paris, rendent compte de leur mission et des difficultés qu'éprouve la levée du contingent.

La section du Temple fait part des troubles qui ont eu lieu à ce sujet, et des mesures de rigueur qu'elle a cru devoir prendre envers des citoyens qui ne s'étaient pas rendus à l'appel.

Le conseil, après avoir pris connaissance de l'arrêté des commissaires du Temple, qui porte que les commissaires de garde ne pourront monter à la tour sans être accompagnés du porte-clef pour ouvrir les portes et les refermer, ordonne le rapport de cet arrêté, et maintient celui précédemment pris par le conseil, dans lequel il est dit que les clefs seront confiées à un des six commissaires. Il ordonne en outre que Simon et sa femme resteront auprès du petit Capet, avec le même traitement qu'avaient Tison et sa femme auprès de son père.

Du 7. Plusieurs observations ont été faites sur les difficultés qui se présentent dans les sections pour former le contingent qui doit aller dans le département de l'Eure. Le conseil arrête qu'il s'assemblera demain matin extraordinairement pour délibérer sur les mesures à prendre sur cet objet.

Digitized by Google

Du 8. Le conseil arrête que toutes les sections qui n'ont pas encore fourni leur contingent de deux hommes par compagnie sont tenues, au terme de la loi du 30 mai, de rassembler sur-le-champ tous les citoyens de la première réquisition, et de tirer au sort le complément de leur contingent. Le conseil a ensuite nommé des commissaires pour porter cet arrêté aux sections. Dans la séance du soir, ces commissaires ont rendu compte de leur mission. Il résulte de leur rapport qu'un génie malfaisant domine les sections et s'agite en tous sens, pour empêcher le recrutement. On apprend qu'à la section de l'Arsenal les jeunes gens veulent partir en masse sans tirer au sort, et cherchent ainsi à éluder la loi; ce qui prépare des rixes dont les suites seraient funestes. Pareilles nouvelles arrivent de la section de la Cité. Le conseil nomme des commissaires qui l'autorisent à prendre toutes les mesures nécessaires pour faire exécuter la loi sur le recrutement, et à se faire assister d'une force armée en cas de résistance.

Chabot, au nom du comité de sûreté générale, a demandé ensuite la parole pour dénoncer un fait qui est une suite de la conspiration de Brissot et de ses adhérens. « Je tiens en main, a dit Chabot, un écrit d'un de vos membres qui avait cherché à soulever le département de l'Aisne. Cet écrit est intitulé : *Aux citoyens Français, sur la nouvelle constitution par Condorcet.* Vous serez étonnés de l'audace avec laquelle on décrie cet ouvrage sublime. » — Après avoir lu quelques paragraphes de l'écrit de Condorcet, Chabot a demandé que ce député fût mis en état d'arrestation, traduit à la barre pour y être entendu, et que les scellés fussent apposés sur ses papiers. — Un membre a ajouté qu'il tenait en main un paquet signé par Deverité, remis par lui au bureau du contre-seing, et contenant l'écrit qui venait d'être dénoncé. Il a demandé que ce député fût mis lui-même en état d'arrestation.

On applaudissait, et on demandait à aller aux voix, lorsque Guyonnes a prétendu qu'il fallait d'abord s'assurer si l'écrit dénoncé est intitulé, *Projet de Constitution*, ou si c'est simplement un écrit sur la constitution, et s'il est signé de Condorcet; car, disait-il, si ce ne sont que des réflexions sur le projet de constitution, c'est bien différent d'une fabrication de ce projet que vous avez vous-même soumis à la discussion et à l'acceptation libre de tous les citoyens.

Chabot a répondu que l'écrit dénoncé n'était pas un plan de constitution, mais une diatribe contre la constitution et contre la Convention; qu'il n'avait pas la preuve juridique que cette diatribe fût de Condorcet, mais qu'on y trouvait absolument ses mêmes phrases que dans une lettre originale de ce député, adressée aux administrateurs de l'Aisne pour mettre le feu dans ce département.

On a fermé la discussion, et l'Assemblée a décrété que Condorcet et Devérité seront mis en état d'arrestation, que les

Digitized by Google

scellés seront apposés sur leurs papiers, et que le premier sera traduit à la barre pour avouer ou désavouer l'écrit qui lui est imputé.

La levée des 1800 hommes demandée par le département de l'Eure, est à peu près achevée. Dans la plupart des sections on a eu recours à la voie du sort. On convient presque généralement, que c'est moins ici une expédition militaire qu'une démarche amicale auprès de quelques frères qu'on croit égarés, et qu'on veut ramener, non par la force des armes, mais par celle de la raison, et par la manifestation solemnelle des vrais sentimens qui animent les habitans de Paris. C'est Mantes qui paraît choisi pour être le quartier général de cette petite armée. Le comité de salut public y a renvoyé un inspecteur pour y préparer les magasins. Toute la gendarmerie qui était à Paris et dans les environs s'est déjà rendue de ce côté.

On prépare au Luxembourg les appartemens que doivent occuper les députés détenus, en vertu du décret du 2 juin dernier; les croisées de ces appartemens sont à moitié murées, elles sont de plus séparées à l'extérieur du bâtiment par des cloisons, qui sont appuyées sur les corniches. Ces précautions ont été prises pour qu'il ne puisse s'établir aucune communication d'un appartement à l'autre.

Des lettres de Marseille annoncent que l'on s'occupe de l'instruction du procès du fameux Jourdan, si connu dans l'histoire de la guerre civile d'Avignon. On rédige l'acte d'accusation pour le soumettre ensuite au tribunal extraordinaire de Marseille.

Le 30 du mois dernier, deux chefs de rebelles ont eu la tête tranchée à Tours. Le premier était le ci-devant marquis de Sanglier; le second était un prêtre réfractaire qui parcourait les campagnes, et exhortait les paysans à la révolte. Ils ont subi l'un et l'autre leur supplice avec ce courage et cette fermeté qu'inspire le fanatisme qui les égarait.

Le citoyen Soulaire est parti pour Genève et le Velay en qualité de chargé des affaires de la République.

NOUVELLES DES ARMÉES.

ARMÉE DU NORD. *Ordre du général en chef.*

Sur la demande expresse du général d'armée, les représentans du peuple ont consenti à faire lire à tous les soldats

Digitized by Google

républicains les calomnies aussi atroces qu'absurdes insérées dans différens journaux, notamment dans celui rédigé par Laveaux, sous la dénomination du journal de la Montagne.

Le général en chef, sûr du bon esprit qui anime l'armée du Nord et des Ardennes, dont le commandement lui est confié, a sollicité les représentans du peuple de lui faire les détails des manœuvres ténébreuses de ces hommes qui veulent perdre la chose publique en désorganisant tout, certain que des Républicains s'empresseraient de désigner l'homme assez ennemi des lois de son pays, pour imiter un semblable exemple parmi eux.

Armée des Pyrénées Orientales.

Perpignan, *le* 26 *juin*. Bellegarde est au pouvoir des Espagnols. Voici quel était l'état de cette forteresse, lorsqu'elle s'est rendue. Sur 42 pieces de canon, 30 ne pouvaient supporter le service. Point d'affûts, ni d'écouvillons, ni refouloirs, ni leviers de rechange. Les crapauds de sept mortiers étaient vermoulus. Les premiers coups les ont réduit en poudre; nos bombes rongées, percées même par la rouille, faisaient plus de mal aux assiégés qu'aux assiégeans. Il fallait des pots à feu, des rechauds, des matieres pour monter les mines; tout cela manquait. Il fallait du bois de charronage, du fer, du charbon, etc. tout cela manquait. Il fallait des pompes à incendie, des chevres et autres machines de guerre; presque rien de tout cela n'était à la disposition des soldats de la République. La seule pompe qui avait été annoncée lors du ravitaillement, ne fut pas envoyée. Ajoutez à cela le défaut de vivres, point de médicamens, aucun outil nécessaire à la cure des blessés; la rage de la douleur, sans espoir de secours, ne laissait que la mort pour tout refuge. Les Espagnols admirerent eux-mêmes le courage de nos freres d'armes; à peine maîtres de la place, ils leur firent passer des viandes fraîches, des médicamens et autres objets dont ils avaient le plus grand besoin. Les Français qui rendent sans efforts justice à leurs ennemis, ne la rendront-ils donc jamais à ceux qui ont laissé cette clef de la France dans un état aussi déplorable sous tous les rapports.

Armée de la Vendée.

Nantes, 30 *juin*. Cette ville était depuis long-tems entourée par les brigands. Une premiere attaque fit connaître aux Nantais quels ennemis ils avoient à combattre; et aux ennemis quelle est la valeur des républicains. Voici les détails de cette affaire : La prise de Niort avait déterminé à lever le camp de Saint-George, qui n'offrait plus à la ville qu'une faible défense.

Digitized by Google

le 29 à deux heures et demie, de fréquentes décharges d'artillerie annoncerent l'arrivée des brigands. La veille, 50 à 60 cavaliers ennemis étaient venus insulter les avant-postes de Nantes; quelques-uns même avaient osé sommer le fauxbourg de la Solimiere de se soumettre à l'armée catholique, et de mettre bas les armes. Vu l'inutilité de ce poste pour la défense de la place, le commandant Beysser l'abandonna et fit rentrer la troupe qui le gardait dans la ville, après avoir invité les habitans patriotes à le suivre avec leurs familles et leurs effets. Ce fut par-là que commença l'attaque. Les brigands de la lande de Vaugeon se porterent en foule à la Solimiere avec trois pieces de canon et leurs pierriers; Beysser avait déja fait tous ses préparatifs. Une piece de 18, placée en batterie dans la prairie d'Aurillac, enfilait le village de Solimière; on avait abattu les arbres qui pouvaient cacher ou protéger les ennemis; enfin les postes nombreux défendaient les lieux les plus exposés. L'artillerie des ennemis ne nous causaient aucun dommage; le succès de la nôtre fut si complet que trois fois le drapeau blanc fut renversé. Un grand nombre de brigands mordirent la poussiere.

Les camps de Claon et de la Croix furent défendus avec vigueur par le général Boisguyon. Les ennemis se porterent avec tant de fureur sur ces deux points, que cette attaque devint la principale. Instruits d'une nouvelle colonne qui se portait sur la route de Rennes, Beysser y accourut et pourvut à tout. Ses troupes marcherent avec fermeté, malgré le feu des ennemis; notre artillerie démonta la plupart de leurs pieces. Enfin, après une canonnade de 18 heures, les rebelles se dispersèrent. La nuit se passa sans aucun mouvement. Au point du jour la canonnade recommença, et les rebelles furent encore un fois repoussés avec perte.

Les brigands ont perdu plusieurs de leurs chefs. Les routes de Vannes et de Rennes sont déja parfaitement libres; bientôt la rive droite de la Loire sera balayée jusqu'aux confins du département de la Loire inférieure. La rive gauche ne sera pas aussi facile à dégager, mais, écrivait le général Canclaux, à l'aide de Beysser, avec des troupes dont la valeur et de patriotisme se manifestent de telle sorte, et surtout si le général Biron soutient et appuye ma droite, j'espere parvenir à exterminer dans ces malheureux cantons la révolte et les révoltés.

Extrait d'une lettre du général Westermann, datée du quartier général de Clisson, château de l'Escut, le 9 juillet.

« Le cœur encore navré des horreurs commises à Parthenay par les brigands, j'ai marché droit sur Amaillon, chef-lieu du rassemblement; les rebelles ont fui devant moi. Je

Digitized by Google

n'ai de prisonniers que quelques membres de leur comité, et tué 7 à 8 prêtres : leur général Beaurepaire est de même tué, à ce qu'on m'assure, car je ne le connais point. J'ai cru devoir venger les bons patriotes de Parthenay, auxquels on n'a laissé que les yeux pour pleurer ; j'ai livré Amaillon au pillage ; tout ce qui a été pris, je l'ai fait charger sur des voitures, et l'ai envoyé aux malheureux habitans de Parthenay, en récompense de ce qu'ils ont perdu, et en quittant le village, j'y ai mis le feu, étant désigné comme le premier où se sont commis tous les désordres. Je vous envoie trois membres du comité de l'armée catholique prétendue, et quelques autres prisonniers.

» Je suis parti d'Amaillon, hier à 2 heures après midi, et je me suis porté au château de l'Escur. J'ai manqué l'Escur de 4 heures, il a quitté son château à 5 heures du soir, et j'y suis arrivé à 9 heures et je n'y ai trouvé que quelques malheureux domestiques, et un déserteur Français. Ma troupe y a trouvé de quoi se nourrir ainsi que mes chevaux. Je verrai s'il est possible de procurer des voitures pour conduire le mobilier à Parthenay, au profit de ses malheureux habitans. Si je ne puis m'en procurer, les meubles comme le château deviendront la proie des flammes ; car je veux donner le souvenir à la postérité de l'asyle d'un monstre tel que l'enfer a vomi, qui est la principale cause des maux qui affligent ces contrées. Après cette expédition, je me porterai droit sur Bressuire, où l'on dit que l'ennemi m'attend au nombre de 15,000. J'attaquerai ce bourg de vive force, et j'espere battre complettement les rebelles ; après quoi je me porterai sur Châtillon, où est le quartier-général de l'armée catholique. Je forcerai encore cette place. La cause que je défends me dit chaque jour qu'elle sera victorieuse.

» Enfin, j'ai résolu de poursuivre ces brigands par-tout où ils fuiront devant moi. Dans tous les villages où je passe, je fais arracher le drapeau blanc qui est au haut des clochers : partout je prêche aux habitans l'obéissance à la loi ; je leur dis que je viens pour les protéger contre les rebelles et non point les combattre. J'exige de chaque commune qu'elle me fournisse des contingens, et je leur déclare hautement que je brûlerai les villages qui fourniront des hommes à l'armée des rebelles. De cette manière je parviens à grossir ma petite armée de piques et de bâton. »

Westermann a tenu parole. Ce général marche en colonne sur Châtillon dans l'intention d'attaquer les rebelles dans cette ville, dont ils avoient fait leur repaire, qu'ils appeloient leur quartier-général. A deux lieues de cette ville, Westermann a rencontré les brigands, portés sur une hauteur et défendus par 10 pieces de canon. Le corps français n'a bien reconnu les ennemis que lorsqu'il s'est trouvé à la portée du canon braqué

Digitized by Google

sur eux. Le général voyant leur position avantageuse, a hésité un moment à en venir aux mains ; mais bientôt se fiant à l'ardeur de sa troupe, il a attaqué avec impétuosité ; alors les brigands ont déployé une autre colonne, et tellement étendu leur front qu'ils ont environné la petite armée Française. Westermann se voyant investi et serré, commande une charge vive de sa cavalerie sur un point du front ennemi, il fait une large trouée, et par une seconde manœuvre, vient attaquer les brigands par derrière. Les rebelles ne peuvent résister à tant d'impétuosités, la frayeur s'empare d'eux, leur déroute est complette. Plus de deux mille de ces fanatiques mordent la poussière, un de leurs généraux a le même sort, et la meilleure partie de leur artillerie reste au pouvoir des Français.

Après cette défaite, le général s'est porté sur Châtillon ; mais à une petite distance de cette ville, et encore sur une hauteur, il a trouvé une seconde armée de rebellés, qu'il a dissipée comme la première. Enfin, après avoir vaincu tant d'obstacles, il est entré dans Châtillon, à 7 heures du soir, et il a eu le bonheur de délivrer environ 600 prisonniers de troupes de ligne, et toutes les épouses des administrateurs et juges de la malheureuse ville de Parthenay que les brigands avaient amenés en ôtage.

En rendant compte de cette glorieuse journée, Westermann termine sa relation par ces mots : « Il m'est impossible de » pousser jusqu'à Châtel, faute de munitions, tant pour l'ar- » tillerie que pour l'infanterie. Je me contenterai de brûler » les châteaux de l'Escur et de Laroche-Jaquelin ; deux » chefs de bande. Je ferai ensuite retraite sur Bressuire en » attendant qu'il m'arrive du secours ; car on m'assure que » toute l'armée de Nantes doit marcher sur moi. »

Les commissaires écrivaient de Niort, le 5 juillet, à la Convention, qu'elle ne devait point concevoir d'alarmes sur l'article de la lettre de Westermann, où il se plaint de manquer de munitions, et où il demande des renforts. Comme les communications sont difficiles dans un pays coupé de haies et de bois, le général Westermann ne savait pas que les munitions et les renforts étaient prêts à lui arriver.

Notice des séances subséquentes de la Convention du mardi et du mercredi

Mardi 9. Le général Sandos, inculpé grièvement dans l'affaire de Luçon, a été mis en état d'arrestation par les commissaires. La Convention décrete qu'il sera traduit pardevant le tribunal révolutionnaire.

Un membre annonce, d'après une lettre qu'il a reçu de

Digitized by Google

Cambrai que le 7, dans une sortie, la garnison de Valenciennes a détruit tous les ouvrages de l'ennemi, qui n'a pas une seule position dans laquelle il puisse faire le siège de la place.

Saint-André dénonce des arrêtés liberticides d'un comité soi-disant de salut public de Montpellier. Un membre du côté droit applaudit à un article de cet arrêté. Grand tumulte. Couhay (c'est le nom de ce membre) est envoyé à l'Abbaye pour trois jours. La Convention décrète que le maire de Montpellier, le président et le secrétaire du comité de salut public de cette ville seront mis en état d'arrestation et traduits à la barre.

Le ministre de l'intérieur vient rendre compte de l'envoi et de la réception de l'acte constitutionnel dans les départemens. Déjà il a été reçu avec enthousiasme dans presque toutes les parties de la République.

Ce ministre annonce que dans un échange de prisonniers entre nous et les Prussiens, on a répondu à notre état portant : *La République française au roi de Prusse* ; par un état du roi de Prusse portant : *Le roi de Prusse à la République française*. Vifs applaudissemens.

Une lettre de Kellermann annonce un avantage de poste obtenu par nos troupes sur les Piémontais et les Autrichiens.

Mercredi 10. Westermann qui s'était rendu maître de Châtillon vient de se laisser envelopper par les rebelles. L'ennemi a fait feu de toutes parts sur son armée composée de trois mille hommes, lui a pris onze canons, et l'a mise presque entièrement en déroute. Westermann s'est échappé avec sa légion du Nord, et s'est replié ensuite sur Parthenay. — Les commissaires qui rendent compte de cette affaire à la Convention font ensuite plusieurs réflexions sur la conduite de Westermann et sur sa prédilection pour la légion qu'il commande.

Saint-André demande que Westermann soit rappelé. Rhul fait qu'il soit traduit au tribunal-révolutionnaire. Chabot demande qu'il soit simplement arrêté, et traduit à la barre. Cette dernière proposition est décrétée.

Les mêmes commissaires annoncent que le général Chalbos qui devait marcher sur Mantes, a fait replier son armée sur Saint-Maixent, sur Parthenay par la désertion de deux bataillons de Bordeaux qui ont rejoint leurs foyers avec leurs armes. — Une foule de propositions ont été faites sur les moyens de punir les déserteurs elles ont été renvoyées à l'examen du comité de la guerre.

Plusieurs inculpations sont dirigées contre le comité de salut public. L'Assemblée décrète qu'il sera renouvellé.

Digitized by Google

Jeu. 135.

(N°. 103. — 1793.)

MERCURE FRANÇAIS

SAMEDI 20 JUILLET, *l'an deuxième de la République.*

POÉSIE.

*Quatrain à Mde. *** qui s'était amusée à écrire, au nom de l'auteur, un billet doux à une de ses amies.*

COMME vous l'inspirez, vous peiguez la tendresse;
Ce billet supposé n'est pas moins vrai pourtant.
Vous avez deviné mon secret sentiment,
Cloris; mais il fallait y mettre votre adresse.

Par le citoyen BENOIT LAMOTTE.

CHARADE.

ON fait de mon premier mon tout et mon second;
L'un pour le pannetier, l'autre pour l'échanson.

ÉNIGME.

D'UN des mysteres de la foi,
Lecteur, j'offre l'heureux emblême.
L'égalité réside en moi;
De tout côté je suis le même.
Aidé de la combinaison,
Aisément tu dois me connaître,
Si tu peux découvrir le nom,
Qui trois fois se trouve en mon être.

LOGOGRIPHE.

POUR me former il faut du feu:
Avec cinq pieds je suis fragile;
Avec quatre je suis un jeu;
Avec trois une plante utile;
Avec deux un pronom; avec un seul je suis
Le nombre de mes pieds multiplié par dix.

Explic. des Charade, Enigme *et* Logogriphe *du* N°. 102.

Le mot de la Charade est *Poisson*; celui de l'Enigme est *Epingle*; celui du Logogriphe est *Coude*, dans lequel on trouve *code* et *ode*.

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

NÉCROLOGIE.

Notice historique sur Laplace et sur ses écrits.

Il était né en 1707, et mourut au commencement de 1793. Il s'appellait *le doyen des gens de lettres*, et dans les dernieres années de sa vie il ne signait pas autrement; sur quoi l'on a dit qu'il se faisait le doyen d'un corps dont il n'était pas. Il se donnait pour philosophe et républicain, et pouvait dire en ce cas :

J'avais quatre-vingt ans quand cela m'arriva.

Car sa vie et ses écrits avaient été un cours complet d'adulation et de charlatanisme. Il peut être utile de faire voir comment cet homme sans talens, sans esprit, sans connaissances, sans savoir même écrire en français, parvint cependant à une sorte de fortune dans les lettres; j'entends fortune d'argent, c'est la seule qu'il put faire. Un petit précis à ce sujet peut fournir un article à des mémoires sur l'état des lettres dans l'ancien gouvernement, et un apperçu critique sur ses volumineux ouvrages prouvera ce que je viens de dire de ce prétendu *Nestor de la littérature.*

A l'âge de 7 ans, on l'envoya de Calais, où il était né, à St.-Omer, pour y étudier dans un collége de Jésuites Anglais, espece de seminaire qui était en possession de fournir des prédicans et des missionnaires au parti catholique et jacobite d'Angleterre. On ne parlait gueres qu'anglais dans cette maison. Le jeune homme apprit donc cette langue de la maniere la plus sûre pour la bien savoir, c'est-à-dire en la parlant tous les jours; mais en même tems il désapprit si bien la sienne, qu'au sortir de ce collége, à l'âge de 17 ans, il fut (de son aveu) obligé de se remettre à l'étude de sa langue naturelle *qu'il avait oubliée.* Il faut croire qu'il ne fit pas de grands progrès dans cette étude; car il a écrit toute sa vie le français comme le parlent ceux qui en ignorent les premiers principes. Au reste, cette ignorance ne lui fit aucun tort : qu'importe de savoir sa langue, lorsqu'on n'a pas de talent pour écrire? mais la connaissance de l'anglais fut la cause de sa petite fortune.

Il était alors fort rare, même parmi les gens de lettres, d'étudier cette langue. Voltaire fut le premier qui la mit à la mode : les *lettres sur les Anglais*, qui parurent en 1732, n'avaient pas besoin du bruit qu'elles firent par les ridicules persécutions qu'elles attirerent à l'auteur; il suffisait pour les

Digitized by Google

faire lire avidement, de la foule de détails curieux et nouveaux sur les plus célebres écrivains Anglais, sur Shakespeare, Milton, Pope, Addisson, Locke, Congreve, Wicherley, et de la tournure originale et piquante de quelques morceaux de traduction de ces divers auteurs, alors fort peu connus en France, et que bientôt, graces à lui, tout le monde voulut connaître. C'est cette curiosité nouvelle qui contribua le plus à faire accueillir la faible traduction de l'*Essai sur l'homme* par l'abbé Duresnel, et celle du *Paradis perdu* par Dupré de St.-Maur, et leur procura d'abord un succès fort au-dessus de leur mérite, au point que cette version du poëme de Milton, en prose fort médiocre, parut un titre suffisant pour faire entrer l'auteur à l'academie française.

Laplace profita de ces circonstances pour risquer en 1746 de faire jouer une *Venise sauvée*, assez fidelement traduite d'Otwai. Le fond du sujet était heureux et tragique, et avait fourni à Lafosse son *Manlius*, l'une des meilleures pieces du second rang, et à laquelle il ne manque, pour être du premier, que le style de Racine et de Voltaire. Mais il y avait long-tems qu'on n'avait joué ce *Manlius* : on annonça *Venise sauvée* comme un ouvrage absolument anglais, et en effet l'auteur n'avait retranché que des épisodes et les disparates grossieres, qu'alors le moindre écolier était en état de rejetter, et que le goût du public, qui n'était pas encore corrompu, n'aurait pu supporter. Cette espece de nouveauté, recommandée à l'indulgence par un compliment que récita un acteur aimé (Roselli) presentée comme le coup d'essai d'un jeune homme, cette énergie brute de la tragédie anglaise, faite pour piquer la curiosité à une époque où tout ce qui était anglais commençait à être de mode, tous ces motifs réunis firent adopter avec complaisance sur le théâtre de Paris cet avorton du théâtre de Londres, et *Venise sauvée*, malgré l'incorrection et la faiblesse du style, malgré des fautes de toute espece, eut une réussite passagere et bien passagere ; car ce ne fut que 40 ans après que l'auteur, persuadé qu'*il avait fait un bon ouvrage* (comme il le dit lui-même), obtint malheureusement, à force de sollicitation, qu'on remît au théâtre cette tragédie entierement oubliée : elle fut sifflée, et Laplace prétendit que *c'était la cabale de Voltaire qui l'avait fait tomber.*

On n'avait pas attendu jusques-là pour ouvrir les yeux ! peu de tems après la representation de *Venise sauvée*, Lekain dans ses débuts fit reprendre *Manlius* qui eut tout le succès qu'il méritait, et qu'il a toujours eu depuis. Chacun fut à portée de comparer, et l'on sentit que *Venise sauvée* ne valait pas une scène de *Manlius*.

Laplace, qui n'était pas de cet avis, continua de faire des tragédies et des comédies dont il serait bien inutile de rappeller les titres ; la plupart ne purent même être jouées, à plus forte raison être lues. Cependant l'autorité du maréchal

Digitized by Google

de Richelieu en fit jouer une intitulée *Adèle de Ponthieu*, que les comédiens s'obstinaient à refuser. Laplace, pour piquer d'honneur le vieux gentilhomme de la chambre lui adressa un quatrain dans lequel il rapprochait aussi heureusement que modestement les deux plus beaux titres de gloire (selon lui) qui recommanderaient à la postérité la mémoire du maréchal :

Tu pris Minorque, et fis jouer Adèle.

Causa patrocinio non bona pejor erit. Laplace pour cette fois n'avait plus de poëte anglais derriere lui pour le soutenir ; *Adèle* était de son crû ; elle fut mal reçue, et abandonnée au bout de quelques jours. Il essaya quinze ou vingt ans après s'il serait plus heureux dans le comique : il donna une piece en trois actes, qui n'alla pas jusqu'à la fin. Telle est l'histoire du talent dramatique de Laplace.

Dans cet intervalle il publia son *Théâtre anglais* : c'est un recueil informe de pieces tant tragiques que comiques, traduites en tout ou en partie, ou analysées par extraits, en fort mauvaise prose mêlée de tems en tems de plus mauvais vers. Cependant comme c'était le premier ouvrage qui fit connaître bien ou mal un théâtre fort différent du nôtre, cette compilation se débita ; mais depuis qu'on s'est familiarisé davantage en France avec la langue et la littérature anglaise, ce recueil, aussi mal fait que mal écrit, a été apprécié et relégué parmi les livres qu'on ne lit plus.

Il fut plus heureux dans sa traduction de Tom-Jones, le seul ouvrage de lui qui soit resté ; ce n'est pas qu'il n'ait défiguré et même étranglé inhumainement ce chef-d'œuvre de Fielding ; mais ce roman, le meilleur des romans, offre tant d'intérêt et de variété, que ceux qui ne savent pas l'anglais le liront toujours même dans la plate version que nous en avons, jusqu'à ce qu'une meilleure plume vienne quelque jour venger Fielding.

Laplace qui, au défaut d'autres talens, était accort, souple, actif, et qui de plus était homme de plaisir et de bonne chère, s'était lié, particuliérement à ce dernier titre, avec des auteurs qui, sans être du premier ordre, avaient plus ou moins de mérite et de réputation, tels que Piron, Duclos, Collé, Crébillon fils et autres, qui aimaient comme lui la table et le cabaret. Ces liaisons lui donnerent accès chez le frere de la célebre favorite Pompadour, le marquis de Marigni, le marquis de Vandieres, le marquis de Menard ; car il porta tour-à-tour le nom de ces trois marquisats : on sait que le sien était Poisson. Laplace eut occasion de rendre un petit service à ce Poisson et à sa sœur ; c'est lui même qui raconte ce fait (1), et quoiqu'il fût de son naturel grand hableur, il a

(1) Sous des noms anagrammatiques, dans ses *pieces intéressantes et peu connues.*

Digitized by Google

dit la vérité. Le ministere Français avait fait acheter en Hollande l'édition entiere d'une *Vie de madame de Pompadour*, écrite en anglais. On voulait en avoir la traduction et d'une main sûre. Le marquis crut devoir s'adresser à Laplace, qu'il connaissait pour un écrivain courtisan, grand faiseur de petits vers pour tout ce qui avait du pouvoir ou du crédit. Laplace traduisit le livre en 15 jours, et peu de tems après, il eut pour récompense, vers 1762, le privilége du Mercure. Il prétend, il est vrai, que le marquis se fit un mérite, auprès de sa sœur, de cette traduction, dont il ne fit pas connaître l'auteur; mais ce reproche est destitué de toute vraisemblance, et Laplace mêle à un récit qui d'ailleurs est vrai, un peu de ses hableries accoutumées. Que pouvait-il revenir au marquis de cette réticence? Sa sœur savait trop combien il était ignorant pour croire qu'il eût traduit un livre anglais; et qu'importait alors que ce fût Laplace ou un autre qui en fût le traducteur! et quel besoin encore le frere de la favorite, comblé de toutes sortes de graces, pouvait-il avoir auprès d'elle d'un mérite de cette nature? Cependant Laplace crie à l'ingratitude des grands; il semble croire que cette version devait lui valoir une grande fortune: on va voir que le privilége du Mercure en était une et trop grande pour lui; car il ne put pas la garder.

Ce privilége était une concession du gouvernement, une espece de ferme donnée sous la condition de payer telle ou telle somme en pensions, pour des gens de lettres que l'on voulait récompenser; et la ferme valait plus ou moins, selon les mains qui l'exploitaient. Celles de Laplace ne furent pas heureuses: les abonnés déserterent en foule, et au bout de trois ans, il fallut lui retirer le privilége, parce que les pensions n'étaient plus payées; les pensionnaires perdirent même six mois de leur revenu qui ne furent jamais remplacés. Veut-on savoir comment la cour traita cet homme à qui elle était obligée d'ôter un fonds qu'il n'était pas en état de faire valoir? Il eut 5000 francs de pension de retraite, c'est-à-dire un traitement tel que n'en avait aucun des gens de lettres les plus distingués qu'il venait de dépouiller, puisque la plus forte pension n'était que de 2000 francs. Lui seul pour ses bons et loyaux services en eut 5000, dont il a joui jusqu'à l'année derniere, et toujours en se plaignant de ce que ses travaux et ses titres litteraires n'étaient pas appréciés. Il a rempli son recueil intitulé *Pieces intéressantes*, etc. d'historiettes relatives à lui-même, et il rappelle souvent avec autant de complaisance que d'emphase, le tems où il était *brevetté du Mercure de France*; mais parmi tant d'anecdotes qu'il débite à sa maniere, il s'est bien gardé, comme de raison, d'insérer celle-là, non plus que le mot qui courut alors, que le Mercure *était tombé sur la place*.

Ce n'était pas faute de flagorneries habituelles pour toutes

Digitized by Google

les puissantes du jour, entr'autres pour ce vil Saint-Florentin, que Louis XV appellait *le doyen des ministres de l'Europe*, et qui n'était parvenu à l'être, que parce qu'il en était le plus méprisable. Trois ou quatre mercures furent remplis des détails d'une fête qu'on lui avait donnée dans ses terres, où il avait été faire un voyage, et Laplace en parlait du même ton dont on aurait parlé des hommages rendus à Titus ou à Marc-Aurele. Il commençait un autre Mercure par une piece à la louange de Louis XV, dont tout le monde remarqua le premier vers à cause de l'équivoque plaisante qu'il offrait :

Quelle race, grand Dieu ! que celle des Bourbons !

Si Laplace eût été *un philosophe*, on aurait pû soupçonner quelque malice dans ce vers ; mais l'homme était trop connu, et l'on fut bien sûr qu'il avait été plat de bonne foi. On peut juger de son tact par une correction fort singuliere qu'il fit à une autre piece de vers qu'on lui avait envoyée pour son Mercure : il s'agissait des profits d'une gouvernante chez un garçon :

Le service du lit lui rapporte encor plus.

Laplace pour rendre le vers plus décent, l'imprima ainsi :

Le service du ... lui rapporte encor plus.

Le Mercure était alors renommé dans ce que nous appellions *le genre bête* : pour qu'il n'y manquât rien, on avait associé à Laplace un certain Lagarde, qu'on appellait *Lagarde-Bicêtre*, à cause de sa bonne réputation : c'était encore un protégé de la marquise de Pompadour, qui l'avait fait *breveter* (car tout se faisait alors par *brevet*) pour la partie des spectacles. Il s'en acquittait d'une maniere si originale, que plus d'un curieux s'amusait à faire un recueil des phrases de Lagarde. En voici que leur singularité a fait retenir : « M. d'Auberval, si » justement célebre *peut avoir perfectionné le genre infernal*.... » Cette piece est *dramatique pour le théâtre et pittoresque pour* » *le tableau*. » Et en parlant de Mlle. Maure, la fameuse cantatrice, il disait : « Mechanisme incompréhensible par » lequel cette inimitable actrice *trouve dans le matériel même* » *de son organe l'intelligence motrice de son jeu*. » *La garde bicêtre* avait deux mille francs d'appointement pour faire, à la journée, de ces phrases là : ce n'était pas trop payé.

Nous ne dirons rien des romans de Laplace, à peu près aussi oubliés que ses drames, si ce n'est de ceux pour qui tous les romans sont bons, et il y a de ces gens-là ; mais il faut bien faire mention de l'idée assez bisarre qui lui vint un jour de faire en quatre gros volumes un recueil de toutes les *Epitaphes* de la langue française ; ce n'était peut-être qu'un prétexte pour en imprimer quelques centaines de sa façon ; mais ce qu'il y avait d'extraordinaire, c'est que beaucoup de ces épitaphes

Digitized by Google

étaient faites pour des personnes vivantes et sur-tout pour celles qui étaient de *ses amis* ; c'était un petit cadeau qu'il leur faisait de leur vivant pour servir après leur mort ce que de raison, et un genre tout neuf de madrigal qu'il avait inventé pour varier la forme des louanges et des complimens. Il semblait dire comme Boniface Chrétien :

Mourez quand vous voudrez et comptez là-dessus.

Peut-être aussi voulait-il d'une maniere ou d'une autre *faire l'épitaphe du genre humain.*

On imagine bien que son recueil mortuaire eut peu de lecteurs ; mais il en trouva pour les *pieces intéressantes et peu connues*, compilation d'une autre espece, dans laquelle il vint à bout de duper fort adroitement le public : voici comme il s'y prit. Duclos lui avait laissé un manuscrit intitulé *mémorial* : c'était un composé d'anecdotes et de traits curieux, que Duclos avait ramassés pour son usage, et que ses études et ses liaisons l'avaient mis à portée de bien choisir et de bien rédiger. Laplace qui faisait argent de tout, imprime ce *mémorial* qui fut enlevé en peu de jours, et voyant que le public était alléché par ce premier volume, que l'enseigne était achalandée, il en donne bien vîte un second, où il y avait encore quelques morceaux de Duclos, qu'il tenait exprès en réserve. Ce second volume se débite aussi, quoiqu'il y eût déja bien à décheoir du premier ; et Laplace, calculant fort bien que ceux qui avaient ces deux volumes voudraient avoir les suivans, en fait paraître successivement six autres, copiés sur les *Ana*, sur les dictionnaires d'anecdotes, sur toutes les collections du même genre, et farci de toutes les vieilleries les plus usées qu'il soit possible d'imaginer. Ce n'est pourtant que demi-mal encore quand il copie ; mais il profite de l'occasion pour vuider son porte-feuille poétique et son sac d'historiettes ; il donne impunément ses romances, ses épîtres, ses madrigaux, ses impromptus, etc., il y fait rentrer même ses malheureuses *épitaphes*, et nous raconte (de quel ton, bon dieu ! et de quel style !) toutes les aventures *de M. L. P.*, tout ce qu'il a dit à ses amis à déjeûner ou à dîner, tout ce que ses amis lui ont dit, tout ce qu'il a fait pour eux, etc. etc. etc. ; et tout cela s'appele des *pieces intéressantes et peu connues !* Il est sûr que quand il nous donne ses vers, ce sont des *pieces peu connues ;* mais il n'y avait que lui qui pût les donner comme *intéressantes ;* et c'est ainsi qu'on se moque du public.

Tout ce qui, dans cette rapsodie de sept volumes (car il ne faut pas compter le premier) est de la façon du *doyen des gens de lettres*, soit pour le choix, soit pour l'exécution, est vraiement un modele de bêtise ; il n'y a pas moyen de se servir d'un autre terme. Il faut voir quelle importance il met à des minuties, ce qu'il trouve de sel aux choses les plus insipides, avec quelle emphase il débite des trivialités ! et

Digitized by Google

une diction ! une ignorance de la langue, à peine compréhensible ! La plupart de ses phrases sont construites de maniere que plusieurs membres ne tiennent à rien et qu'il est impossible de lier la fin avec le commencement. En voici un exemple pris entre mille : il s'agit des lettres de deux Français écrites de Vienne, il y a trente ans, à la louange de Marie-Thérese d'Autriche. « L'éditeur se fait un plaisir de leur » surprise, lorsqu'ils verront, après trente ans, dans ce » recueil ces mêmes lettres qu'un déménagement imprévu » vient de lui faire retrouver dans un porte-feuille dont il » regrettait la perte, *et dont l'hommage si légitimément dû aux* » rares et respectables qualités de l'impératrice reine ne lui » permet pas de priver plus long-tems une nation telle que » la Française, c'est-à-dire, si bien faite pour en connaître » tout le prix, ainsi que pour lui en savoir le plus grand » gré. »

Le lecteur peut s'amuser à chercher dans cette phrase un sens qui puisse s'accorder avec la construction ; quant à moi ce que j'y vois de plus clair, c'est que Laplace *devait l'hommage de son porte-feuille aux rares qualités de l'impératrice-reine*, que *cet hommage ne lui permet pas de priver la nation Française de ce même porte-feuille*, d'autant que cette nation *est si bien faite pour connaître tout le prix de ce porte-feuille, et pour lui en savoir le plus grand gré.*

Parmi les phrases grotesques, celle-ci est remarquable : « *Le testament politique* du maréchal de Bellisle *n'est plus que* » *probablement pas* de lui. »

Mais le fort de l'auteur, c'est le style niais. « On trouve » un exemple de cette espèce dans la vie d'un de nos héros » Français, dont le courage intrépide nous disposait d'autant » moins à l'imaginer susceptible, qu'il est plus fait pour » surprendre le lecteur. »

Remarquez toujours les constructions ordinaires de l'auteur : c'est le héros qui est *susceptible d'un exemple*, et c'est le courage intrépide du héros qui *est fait pour surprendre le lecteur* ; enfin en d'autres termes, cet exemple est d'autant plus surprenant dans le héros qu'il doit plus surprendre le lecteur.

Ailleurs : « Il laissa le duc *aussi effrayé que consterné* d'une » si vive leçon.

Il est de la même force de pensée dans ses vers :

> Dût le crime en frémir, toute ame honnête a droit
> De rendre à la vertu l'hommage qu'on lui doit.

Cet axiome moral finit un chapitre, et il est profond. M. de Dudeffand disait d'une femme de sa société qui débitait souvent des sentences de ce même genre : *Tout ce que dit cette dame est fort vrai.*

Cependant Laplace n'est pas toujours si vrai, par exemple, lorsqu'en parlant de Diane de Poitiers ? « *J'ai cru devoir* » (dit-il) à cette femme singuliere l'épitaphe suivante, ecl. »

Digitized by Google

Or, demandez-moi pourquoi *il a cru devoir une épitaphe à Diane?* Voilà une plaisante obligation.

Un dernier exemple d'ineptie, et finissons. Tout le monde a entendu citer ce mot célebre de Pascal sur l'immensité de Dieu : « C'est un cercle dont le centre est par-tout, et la » circonférence nulle part. » Laplace croit avoir découvert que cette idée sublime est empruntée d'une préface que Mlle. de Gournay mit au-devant d'une édition des œuvres de Montagne, en 1635. D'abord il se trompe dans le fait, en attribuant ce trait fameux à une femme qui était bien peu capable de le trouver : ce trait est originairement du savant Guillaume Duval, professeur de philosophie grecque et latine dans l'université de Paris, et se trouve dans une priere d'action de grace (*oratio eucharistica*) adressée à Dieu à la fin d'une analyse latine de la philosophie péripatéticienne, dont ce même Duval enrichit son édition en 2 volumes *in-folio*, des œuvres d'Aristote, imprimée en 1629, et la meilleure que nous ayons : c'est de-là que Mlle. de Gournay l'avait tiré. Voici la phrase latine : *Sphæra intelligibilis cujus centrum ubique, circumferentia nullibi !* Sphere intellectuelle, dont le centre est par-tout et la circonférence nulle part !

C'est assurément le plus petit tort qu'ait pu avoir Laplace, de ne pas connaître ce passage ; je crois bien qu'il n'avait de sa vie feuilleté Aristote. Mais ce qui confond, c'est la maniere dont il renverse en entier la phrase de Pascal : Cercle *dont la circonférence est par-tout et le centre nulle part !* Il est clair qu'il ne l'a pas entendue, et qu'il ne s'est pas apperçu que c'était la négation de circonférence qui marquait l'absence de toute limite ; et par conséquent l'infini. Mais aussi de quoi ce pauvre homme s'avise-t-il de vouloir placer un trait de philosophie transcendante au milieu de ses historiettes ? Pourquoi ne songeait-il pas plutôt à apprendre l'orthographe comme M. Jourdain ? Il écrit toujours *ne fusse que*, au lieu de *ne fût-ce*, et ce ne saurait être une faute d'impression ; car le même mot revient cent fois dans tous les volumes, et toujours écrit de même.... Et ce sont là des *gens de lettres !*

SPECTACLES.

THÉATRE DE LA RUE FEYDEAU.

On a donné dernierement à ce théâtre un opéra comique, intitulé *la Partie quarrée*, qui a été fort applaudi. Ce n'est qu'une bluette où l'on ne trouve ni fonds ni intrigue, mais qui se soutient par la gaîté des détails, le charme d'une jolie musique, et le soin des acteurs dans l'exécution. C'est encore un couvent. Des nonnes viennent d'être remplacées par

Digitized by Google

un régiment de dragons ! Des capucins séparés par un mur mitoyen ignorent cet échange. Un pere, qui a des intrigues dans le couvent, instruit un jeune novice de ce manége et l'invite à le seconder, en faisant un déjeûner avec deux sœurs. Deux jeunes dragons qui ont entendu le complot, se proposent de persifler les deux moines. Ils revêtent un habit de religieuse, et se laissent entraîner sans trop de façon au déjeûner. *On rit, on jase, on raisonne*, on chante même et surtout on boit beaucoup. Les deux caffards s'en ressentent. Ils proposent aux deux prétendues religieuses d'aller achever la partie quarrée dans le fond du bosquet. Mais le tambour qui se fait entendre appelle les deux jeunes officiers à d'autres exercices ! Ils se font connaître et le pistolet à la main, veulent rentrer dans leur gîte. Grand bruit parmi les capucins, au désespoir d'être démasqués. Cependant ils prennent leur parti, et changent leur capuce contre un bonnet de dragon, ce qui termine la piece.

Elle est du C. Hennequin qu'on a demandé à grands cris et qui a paru. La musique est du citoyen Gavaux et soutient fort bien la réputation qu'il s'est déja faite à ce théâtre.

ANNONCES.

Considérations sur l'impôt relativement aux campagnes, avec un moyen simple et facile d'assurer l'approvisionnement des marchés ; par un Maire de village, broch. in-8°. A Evreux, chez Ancelle, imprimeur du département, et se trouve à Paris chez Froullé, libraire quai des Augustins.

Le système de l'auteur consiste à faire payer l'impôt foncier en nature, comme on le payait au clergé, c'est-à-dire, en affermant la dixme à des décimateurs qui la payaient en argent au propriétaire. Ce système est fort connu ; mais l'auteur l'appuye par les raisonnemens, c'est-à-dire, par des faits (car en cette matiere il n'y a pas de meilleurs raisonnemens que les faits) qui paraissent concluans. Son *moyen facile d'approvisionner les marchés* est une conséquence du même système ; il le tire de l'intérêt direct et prochain qu'auront tous les décimateurs de l'état à se défaire promptement de leurs grains pour payer leur redevance au trésor public, et cet intérêt, qui éloigne les spéculations nécessairement tardives du monopole, oblige de recourir à la vente habituelle et prompte dans les marchés. Cette brochure mérite d'être lue.

Plan de la ville et citadelle de Perpignan, dans son état actuel, *in-folio*, prix 2 liv. A Paris, chez le citoyen Moithey, rue de Laharpe, n°. 109, et chez les libraires de Paris.

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 26 juin 1793.

La tache habituelle des journalistes, ou du moins de ceux qui tiennent les yeux ouverts sur les projets ambitieux des princes, sera vraisemblablement, tant qu'il existera une Catherine II, un François II et un Frédéric-Guillaume, d'avertir les peuples de ce que leur ambition prépare contre le repos et la liberté de l'Europe. Fideles à ce devoir, nous avons dénoncé dans le tems les desseins des trois puissances co-partageantes contre la Pologne, plus récemment l'intention de l'Autriche de s'emparer de la Baviere; et nous croyons devoir dénoncer aujourd'hui les prochaines tentatives de l'impératrice de Russie contre la Porte Ottomane. Ce n'est point une chose nouvelle, comme on le sait bien; l'ambitieuse impératrice ne fait que reprendre son projet favori.

Voici ce qu'on apprend par des lettres de Varsovie du 20 juin. Des avis de Cherson portent qu'on y travaille sans relâche, ainsi qu'à Sebastopol, à la construction de 4 vaisseaux de 70 canons, de 7 de 64, et de 6 de 54, de 12 frégates de 24 à 38 canons; on y construit aussi un grand nombre de batimens plats. Tous ces préparatifs ne peuvent avoir d'autre objet que le renversement projetté depuis long-tems de l'empire ottoman.

Malheur à la Porte Ottomane pour peu qu'elle montre de faiblesse; son ennemi ne saura que trop en abuser. C'est pourtant ce que font craindre des lettres de Constantinople du 25 avril qui s'expriment ainsi: le Reis-Effendi a eu dernierement une conférence particuliere avec le ministre de Russie, au sujet de la demande faite par la cour de Pétersbourg, d'un libre passage par le canal pour quelques frégates des ci devant flotilles du général Tamara et de Lambro Cazioni, frégates qui doivent entrer dans la mer Noire. L'on pense que la Porte accordera facilement le passage demandé malgré que le traité de Kainardgick ait mis de grandes restrictions sur cet objet.

Tandis que Catherine II rassemble des forces qui la mettent en état de violer impunément ce traité, elle en prépare d'autres contre la France. Il paraît néanmoins que son escadre n'a pas encore pu voler au gré de son impatience à la défense des *malheureux chevaliers français opprimés*; car voici ce qu'on

Digitized by Google

en dit de Stockholm et de Copenhague : l'escadre russe qui est venue si près de cette capitale est destinée, dit-on, pour la Méditerranée, 12,000 hommes de troupes sont à son bord; ils doivent passer à la solde de l'Angleterre. Cette escadre n'a pas encore paru dans la capitale du Danemarck ; on n'y a vu jusqu'à présent qu'une frégate qui a pris des vivres pour quatre mois.

En attendant l'arrivée et le débarquement de ces 12,000 hommes qui vont mourir sur les côtes de France d'une chaleur à laquelle ils ne sont pas accoutumés, et des blessures que leur feront les Français, l'impératrice de Russie poursuit l'exécution de ses desseins dans la malheureuse Pologne. M. Siewers son ambassadeur et le général en chef de ses forces dans ce pays, ont fait partir pour Grodno ceux qui doivent composer la prochaine diete. Plusieurs de ces dignes représentans ayant dépensé une partie des 200 ducats alloués par la caisse impériale pour leur voyage, se sont vus obligés de s'entasser pêle mêle sur des chariots de paysans. M. Siewers a loué dans Grodno plusieurs condors du couvent des dominicains qu'il destine à leur servir de logement. Déja sur la porte de chaque cellule sont écrits les noms de ceux qui les occuperont. Il avait d'abord été question de dissoudre complétement la confédération de Targowitz ; mais l'on s'est ravisé. C'est par M. Wielanski qu'elle sera présidée, c'est-à-dire qu'il en sera le maréchal. On est sûr d'avance qu'on y passera sans réclamation, comme loi de la République, du royaume, en un mot de tout ce qui plaît aux puissances co-partageantes les réglemens arrêtés par le cabinet de Pétersbourg. Les nouveaux sénateurs postiches seront trop heureux de gagner l'argent qui a servi à les corrompre en leur donnant force de loi. Quelques-uns jaloux d'avoir tout à la fois le profit et l'honneur (Dieu sait quel honneur !) sont bien aises de sauver les apparences en ayant l'air d'être contraints. On leur laisse ça pardessus le marché de leur conscience, assez bien payée d'ailleurs pour qu'elle se taise et se plie à tout ce que l'on veut. Il paraît qu'il existe entre les oppresseurs et les opprimés, également méprisables, quelques intrigues qui ne valent pas trop la peine qu'on en parle en détail, mais dont le résultat est que M. Siewers a demandé ou reçu son rappel, et qu'il sera remplacé par un certain Markow qu'on a dû voir à Paris, il y a quelques années, employé en qualité de compagnon d'ambassade d'un certain prince Bariatinsky, lequel par parenthèse ne savait pas dire deux, mais remplaçait ce défaut d'éloquution par le mérite précieux pour certaines femmes d'être en état d'étrangler leur mari en cas de besoin; action héroïque dont il avait payé l'honneur, non pas de son sang, mais de la perte de trois doigts estropiés par les morsures de la célebre victime immolée à l'ambition et à la lubricité d'une femme à laquelle aucune sorte de crime n'est étrangere.

Digitized by Google

Le fable Stanislas est retourné le 12 du mois dernier de Bialistock où il était chez sa sœur, à Grodno. Les opérations de la diète ont commencé le 17. Mais on les tient encore secrettes et vraisemblablement on les fera connaître toutes ensemble lorsqu'elles auront été arrangées au gré de la Russie. Le roi a perdu jusqu'aux petites prérogatives de donner les places dans le ministère, qui étaient du ressort de la couronne. Ce sont les membres de la confédération de la Lithuanie qui se sont emparés de ces nominations.

Il court un bruit assez singulier qu'on ne saurait néanmoins regarder comme absolument destitué de vraisemblance : c'est que si la Prusse et l'Autriche, et particulierement cette derniere puissance échouent dans leurs efforts contre la République Française, le roi de Prusse n'aura jamais que ce dont il est en possession dans la Pologne et l'empereur rien du tout, sauf à lui à se dédommager s'il le peut sur la Bavière.

Le Danemarck va, dit-on, recevoir M. Grouvelle, ci-devant secrétaire du conseil de la République Française, en qualité d'envoyé : c'est une preuve de la bonne intelligence qu'il desire entretenir avec la France. Il se borne à la neutralité. Mais on sait qu'en général il regna dans ce pays des dispositions encore plus favorables. Les vaisseaux des puissances ennemies y trouvent neanmoins l'entrée des ports libres en vertu de la neutralité. On écrit de Copenhague, en date du 15, qu'il est arrivé à Helsingor un vaisseau de ligne hollandais de 64 canons et une frégate : deux frégates anglaises y sont aussi entrées. — Jusqu'à présent la plupart des bâtimens anglais ont navigué sans escorte.

L'utile entreprise du mesurage des profondeurs dans le Cattegat, commencée depuis plusieurs années, sera continuée cet été. C'est l'habile lieutenant Koos qui en a la direction.

Les rois veulent être les maîtres non-seulement chez eux, mais même chez les autres. Notre ville de Hambourg avait déja éprouvé l'affront de se voir intimer des ordres du roi de Prusse au sujet du citoyen Lehoc, ministre de France. Un nouvel attentat vient d'être commis par le même prince contre les droits de cette cité, en attendant sans doute qu'il veuille consommer le dernier de tous les crimes comme à Dantzick. Frédéric-Guillaume a donc ordonné au magistrat de Hambourg de répondre qu'aucun magistrat ne chargera des marchandises ou des denrées, quelles qu'elles soient, pour la France, pas même sur des vaisseaux neutres ; et en cas de désobéissance une garnison prussienne fera raison de ce qu'on osera nommer opiniâtreté, quoique ce ne fût après tout que l'usage du droit de se conduire chez soi comme on juge à propos. L'indignation publique est à son comble, mais la stupeur aussi est générale ; on s'observe, on rouge son frein, et l'on garde un silence qui n'annonce que trop à nos despotes qu'ils peuvent tout

Digitized by Google

oser. Aussi ne doute-t-on pas d'après cela qu'ils oseront tout. La coalition des puissances prépondérantes du Nord finira par détruire la liberté, et jusqu'à l'existence politique des villes impériales et commerçantes.

Ceux qui ont la curiosité de savoir à quoi la Pologne va être réduite, vont trouver des renseignemens assez exacts dans le tableau suivant :

La Pologne avait :

milles quarrés	villes	villages	habitans	contributions.
9630	1214	28,944	7,660,787	25,844,893 flor.

Les Russie a pris :

milles quarrés	villes	villages	habitans	contributions.
4553	255	10,081	3,011,688	8,691,072 flor.

La Prusse :

1061	262	8274	1,136,389	3,594,640 flor.
Tot. 5614	417	18,355	4,148,077	12,285,712

Il reste donc à la Pologne :

4016	697	10,589	3,512,710	13,559,181

De Francfort-sur-le-Mein, le 9 juillet.

Suivant les dernieres nouvelles de Vienne, le jeune empereur tient fréquemment des conseils d'Etat pour aviser aux moyens de soutenir une guerre dont les funestes effets commencent à se faire sentir cruellement à la maison d'Autriche, sur laquelle en porte le principal poids. — Si d'un côté l'on a reçu des nouvelles satisfaisantes du progrès des troupes Espagnoles sur le territoire français, communiquées par le courier de l'envoyé d'Espagne à Gênes; de l'autre la cherté des grains se fait sentir d'une maniere extraordinaire en Italie : la Toscane sur-tout est affligée de ce fleau, qui s'étend même jusques dans les Deux-Siciles. La récolte de cette année ne leur promet rien. L'empereur, sollicité par ces provinces, vient de permettre en leur faveur la sortie des grains de la Hongrie.

On a aussi reçu à Vienne des lettres d'Italie qui annoncent d'une maniere fort positive que le général Devins, qui devait avoir le commandement de l'armée combinée des Autrichiens et des Piémontais, est en route pour revenir en Allemagne. La résolution qu'il en a prise est l'effet, dit-on, des contrariétés auxquelles son plan a été en bute sur-tout relativement à la discipline et à la subordination. D'autres prétendent que la rivalité et la jalousie qui aussi ont pu élever des obstacles contre le plan du général et ses accessoires, se sont encore manifestées par d'autres endroits, et ont beaucoup contribué à

Digitized by Google

aigrir l'humeur de M. Devins. — Il paraît néanmoins que l'armée qu'aurait commandée ce général n'aurait pas tardée d'être renforcée, puisqu'à la sollicitation du roi de Sardaigne, les 6000 hommes qui devaient marcher vers le Rhin, ont reçu le 18 du mois dernier l'ordre de se rendre en Italie. Ils seront vraisemblablement remplacés à leur première destination par des cuirassiers de Wallich et des troupes de Hesse-Darmstadt, que le prince George arrivé depuis peu à Vienne s'est engagé de fournir. — Un transport de grosse artillerie parti dernièrement doit s'arrêter à Inspruck et y attendre de nouveaux ordres.

Dans le conseil-d'Etat tenu le 19 juin, on agita la question si l'impératrice pourrait assister à ses séances. Tous les membres ayant été comme l'on peut bien penser pour l'affirmative, S. M. I. se rendra au conseil toutes les fois qu'elle le jugera à propos. — Il se fait quelques changemens dans l'administration subalterne du cabinet. Le premier secrétaire, M. Schlossneg, a donné sa démission; tous les autres en conservant leurs appointemens actuels, seront employés dans d'autres départemens.

La ci-devant gouvernante des Pays-Bas et le duc de Saxe-Teschen son époux ont le gouvernement de l'Autriche antérieur; ils résideront à Clagenfurth.

On mande de Berlin qu'il a paru, le 8 juin, un édit du roi composé de 7 articles dans lequel les sujets de sa majesté trouveront des renseignemens sur la conduite qu'ils doivent tenir pendant la guerre actuelle contre la France. Ce reglement est parfaitement conforme à celui qu'a fait publier la cour de Vienne sur le même objet. On ne doit point recevoir d'agens Français; les assignats sont proscrits ainsi que les écrits révolutionnaires; on surveillera les correspondances: et l'on confirme de nouveau les inhibitoires du 3 janvier dernier concernant le commerce. On voit aussi par cette pièce que le roi agit comme partie principale belligérante et non comme auxiliaire des Autrichiens.

Voilà la position intérieure des deux principales puissances coalisées contre la République Française, du moins d'après les lettres que nous recevons de l'Autriche et de la Prusse. Nous allons faire connaître où les alliés en sont, vis-à-vis de leurs ennemis. Nous avons là-dessus des données plus exactes, puisque nous en sommes en partie témoins, et que les choses se passent dans notre voisinage.

Le roi de Prusse est décidé à ouvrir la tranchée de Mayence. Les renforts de l'Autriche et de l'empire sont arrivés. La saison, les sorties et les escarmouches volantes et meurtrières, les cris et le mécontentement général de l'armée, exigent un effort; après avoir épuisé tous les moyens de séduction. Ce prince a quitté le quartier-général de Bodenheim; il s'est rendu avec le premier bataillon de ses gardes à Marienborn d'où

Digitized by Google

H dirige le siege de Mayence. Le duc de Brunswick est aussi de ce côté. Les Autrichiens, aux environs de Landau ont reçu des renforts, et le général Wurmser est à Weingarten; il a 53,000 hommes à ses ordres. — Les Autrichiens ont profité d'un moment où la garnison de Mayence était occupée à éteindre le feu pour s'emparer de Weissneau que les Français comptaient d'ailleurs abandonner incessamment. Mais cette prise n'a pas laissé de leur coûter de l'aveu même du colonel Heister qui a donné une relation de cette attaque. — Les troupes autrichiennes qui jusques aux premiers jours de ce mois étaient réunies aux Prussiens, et formaient l'aile droite, ont quitté cette position : elles se sendent dans le duché des Deux-Ponts, où l'on craint les mouvemens des troupes Françaises. Le duc de Brunswick est aussi parti pour aller reconnaître l'armée de la Moselle, — En général le feu ne cesse point de part et d'autre depuis le 18, et jamais place n'a été si vivement attaquée et si bien défendue.

La garnison de Mayence a exécuté le 28 juin une sortie générale par toutes ses portes qui a fait perdre beaucoup de monde aux assiégeans; ils ont été entamés de plusieurs côtés malgré leurs batteries et leurs lignes. Cependant le bombardement de cette place continue presque sans interruption. On ajoute que la nuit du 30 l'incendie y est devenue considérable, sur-tout aux environs de la blanchisserie. — Une lettre de Weisseneau, datée du 2 juillet, dont nous ne garantissons pas l'authenticité, s'exprime ainsi : A l'instant où je vous écris le siége de Mayence touche à sa fin; un quart de la ville a été consumé par les flammes; il n'y a plus de vivres que pour 15 jours au plus. On ne croit pas que la prise de la ville soit différée de plus de 8 jours. Les troupes allemandes en entrant dant cette ville ne pourront se dispenser de rendre justice à la valeur que leurs ennemis ont témoignée pendant tout le tems du siége.

Cette lettre a besoin d'un correctif. Nous doutons fort, malgré qu'elle en dise, que Mayence soit déja entre les mains de l'ennemi. Vraisemblablement l'armée voisine aura tenté quelque diversion, dans laquelle la garnison l'aura secondée. D'ailleurs les braves troupes enfermées dans Mayence ne manquaient de rien d'essentiel à la vie; elles étaient abondamment pourvues de pain et de vin, et avaient pris, il y a quelque tems, dans une sortie une certaine quantité de bétail. Il est vrai que ces provisions auront dû être consommées un peu plutôt, parce que les généreux Français ont rouvert leurs porte à un troupeau de femmes et d'enfans qu'ils avaient d'abord mis hors de la ville, comme étant des bouches inutiles, lorsqu'ils ont vu que les alliés avaient la barbarie de tirer sur eux.

Le 28 au matin on n'était plus qu'à 200 pas de Mayence. Les Français sont maintenant obligés de quitter l'isle du Rhin pour

Digitized by Google

pour n'être plus exposés à deux feux. — Le bruit du canon se fait toujours entendre. Plusieurs maisons de Mayence ont été la proie des flammes. Dans la nuit du 28 au 29 la tour de l'église cathédrale fut consumée par le feu, ainsi que 50 à 60 maisons du voisinage. Dans la nuit d'hier il y a eu 40 maisons de brûlées.

Voilà ce qu'ajoutent des lettres de Francfort en date du 4, lorsque l'incendie se manifesta ces jours derniers, nous pouvions voir les flammes des greniers de nos maisons; mais depuis 24 heures nous ne voyons plus de feu, et le canon qui se faisait entendre avec une telle violence qu'il semblait n'être qu'à une lieue d'ici, se réduit à quelques coups tirés de tems en tems, comme cela se faisait il y a quelques semaines. Ce repos bienfaisant fait conjecturer à quelques personnes qu'il a un armistice entre les assiégés et les assiégeans. D'autres vont même jusqu'à présumer des négociations entamées entre les deux partis.

Suivant des lettres d'Hockheim, 12 bâtimens hollandais, destinés à faire sauter le pont qui est entre Mayence et Cassel, arrivèrent il y a quelque tems à Eltwil. La plupart sont remplis de matieres combustibles, de bombes, etc., dont l'explosion doit se faire près du pont. Le roi de Prusse se rendit le 26 du mois dernier à Eltwil, et conduit dans un petit yacht à bord des grands bâtimens; il fut régalé par le commandant. Les galliotes bombardières manœuvrèrent devant lui, et il s'en retourna aux acclamations des matelots. On voulut profiter dans la nuit du 29 au 30 de ces batteries flottantes pour attaquer Mayence; mais la chose manqua; le cable par lequel une des batteries était attachée cassa, et le courant entraîna la chaloupe canonniere, les hommes et les pieces d'artillerie aux Français qui s'en emparèrent. Le major Massow, auteur de cette invention, et quelques-uns de ses soldats eurent bien de la peine à se sauver à la nage. Un batelier de Weissenau est accusé d'avoir trahi en faisant une entaille dans le câble; ce malheureux court risque d'être pendu.

La garnison de Mayence éleve, dit-on, des batteries dans les rues, des décombres des maisons détruites; de sorte que quand même les Allemands auraient pris la ville d'assaut, ils seraient encore obligés de faire pour ainsi dire le siége de chaque rue.

La gazette de Francfort du 1er. du mois a publié la réponse faite le 16 mai par l'électeur de Cologne à l'ex-général Dumourier. On avait traité cette lettre d'apocryphe, mais elle est très-vraie. Le traître y a reçu toutes les leçons qu'il a méritées. Le mépris universel dont il s'est couvert servira d'exemple à d'autres qui voudraient l'imiter.

Digitized by Google

Lettre de l'électeur de Cologne au général Dumourier, datée de Bonn, du 16 mai.

« J'ai reçu, monsieur, votre lettre du 12, et j'ai été fort étonné d'apprendre que vous étiez encore à Mergentheim. J'avais espéré que vous rendriez justice aux ménagemens que j'avais mis, en ordonnant à mon statdhouder de vous engager à choisir un autre domicile ; mais il paraît que vous cherchez une explication ultérieure de mes sentimens, que je ne veux pas tarder à vous donner.

» Tout esprit d'ordre et de gouvernement était bouleversé en France, mais tout le reste de l'univers était tranquille ; ce n'est qu'à vous, monsieur, et à votre ministere qu'on est redevable d'avoir entraîné la plus grande partie de l'univers à se mêler dans ces malheureuses affaires ; c'est vous qui avez le premier décidé la France à porter ses armes dans un pays étranger, à attaquer ses voisins, et à chercher d'y étendre le fléau qui la déchire dans son sein. Le sang versé, les impositions et vexations cruelles qu'entraîne une guerre aussi générale et désastreuse pour la France, ainsi que pour toute l'Europe, retombent sur vous, comme le premier auteur et moteur de ces calamités, et la maniere distinguée et brillante avec laquelle vous avez commandé les armées, ne peut effacer ni faire oublier les maux que vous avez causés à l'humanité.

» Je ne parle point de la façon dont vous avez quitté l'armée française. Mon jugement, dirigé uniquement comme celui d'un particulier, par les sentimens d'honneur, de loyauté et de probité, pourrait ne pas vous convenir, et je suis charmé pour vous que vous ayez pu prendre pour marque d'estime la curiosité des peuples de voir l'auteur de leurs malheurs et l'objet de leur crainte hors d'état de leur nuire.

» Ce ne sont pas vos principes, mais les circonstances qui ont changé ; et si les grandes puissances croient que vous puissiez leur être utile, et que vous croyez qu'elles vous seront redevables, je vous assure que pour moi, comme simple particulier chargé de l'administration de quelques contrées qui m'ont voulu élire pour leur chef, je ne puis penser de même, ni me mettre en aucune relation avec vous ; mais je dois plutôt réitérer les ordres donnés à mon statdhouder d'accélérer votre départ.

» C'est avec ces sentimens, ect. »

Le corps d'armée qu'on rassemble à la hâte dans l'électorat de Treves pour l'opposer aux Français, de la part desquels on craint une forte diversion, sera de 16 à 18,000 hommes, sous les ordres du général François Kinski.

Digitized by Google

Le prince Xavier de Saxe, connu sous le nom de comte de Lusace, quitte l'Italie pour aller joindre l'armée des émigrés Français.

Provinces-Unies et Belgique.

De Bruxelles, le 4 juillet.

M. de Fierlant, chevalier de l'ordre royal de St-Etienne, conseiller d'Etat de l'empereur et président de son grand conseil, et qui vient d'être élevé par sa majesté à la dignité de chef et président de son conseil privé aux Pays-Bas, a prêté serment, en sa nouvelle qualité, vendredi dernier 28 juin, entre les mains de S. A. R. monseigneur l'archiduc, notre sérénissime gouverneur-général.

M. le conseiller d'Etat et privé le Clerc, qui remplace M. de Fierlant dans la charge de président du grand conseil, a prêté également, entre les mains de S. A. R., le serment de sa nouvelle charge, lundi dernier 1er. juillet.

Le même jour, son excellence le ministre plénipotentiaire installa, au nom de l'empereur, le conseil privé, nouvellement rétabli et composé, en suite des ordres de S. M., de M. le chef et président de Fierlant, et de MM. les conseillers de Limpens l'aîné, de le Vieilleuse de l'Hove, de Berg, du Rieux, baron Joseph de Bartenstein, et de Petit-Jean-de-Prez.

Son excellence adressa à cette occasion un discours au conseil, auquel M. le chef et président répondit par un discours analogue.

Nous apprenons du camp devant Valenciennes que le flanc droit de l'ouvrage à Cornes, au centre de l'attaque, est démantelé au point de ne pouvoir plus supporter de batteries. Les rues St.-Géry, Delsaut, Cardon et de Mons, sont fort endommagées, ainsi que l'hôtel-de-ville. L'arsenal à fusil, le couvent des Carmes, la boulangerie militaire, l'église Saint-Nicolas, sont détruits. En général il est peu de quartiers qui soit intact.

L'empereur fait tout ce qu'il peut pour s'assurer les Pays-Bas, dont la trahison de Dumourier lui a facilité le recouvrement. On sait néanmoins que la noblesse et le haut clergé ne sont rentrés qu'avec peine sous le joug de la maison d'Autriche, et qu'il ne faudrait peut-être pas beaucoup d'efforts pour faire perdre de nouveau la Belgique à l'empereur, qui s'exprime ainsi dans une déclaration publiée le 24 juin, où il cherche sur-tout à mettre adroitement les prêtres de son côté. " L'université établie à perpétuité dans la ville de Louvain est et demeurera corps Brabançon; qu'en conséquence elle doit et devra être traitée en toutes choses conformément à la joyeuse entrée. S. M. reconnaît également et confirme tous

Digitized by Google

autres droits et priviléges de la même université, et nommément sa juridiction, ainsi que le droit de nomination duquel ce corps jouira pleinement et dans toute son étendue, de même que la faculté des arts dans ladite université, comme ce corps a pu et dû en jouir antérieurement à l'édit du 24 novembre 1783. — S. M. étend aussi, autant que de besoin, à la province de Limbourg, les effets de l'amnistie accordée à celle de Brabant par la déclaration du 17 mai dernier.

ANGLETERRE. *De Londres, le 4 juillet.*

Les banqueroutes continuent de désoler non seulement la capitale, mais même les principales villes commerçantes de la Grande-Bretagne. En conséquence M. Fox a fait, au nom du parti patriotique, le 18 du mois dernier, une motion tendante à mettre fin à la guerre. Elle a donné lieu à de vifs débats, où M. Pitt a joué un grand rôle à son ordinaire. Dans le discours qu'il a prononcé à cette occasion, et que nous ferons connaître d'une maniere plus étendue, il a remonté à l'origine des différends avec la France, et a rappellé les griefs suivans : 1°. les Français avaient rompu le traité avec la Hollande ; 2°. ils avaient développé les vues les plus dangereures d'aggrandissement ; 3°. enfin ils s'étaient mêlés de l'état intérieur de tous les pays de l'Europe, et en particulier de celui de la Grande-Bretagne.

Extrait de la liste du café de Lloyd's des 25 et 28 juin.

La frégate le *Phaëton* a pris et envoyé à Portsmouth la corvette la *Prompte*, de 22 canons ; et le *Poisson-Volant*, corsaire français, de 10 canons. — Un sloop-corsaire, de la Barbade, portant trois canons de huit, a pris et envoyé à la Dominique un bâtiment français d'environ 200 tonneaux, venant d'Angole avec 680 esclaves et des marchandises des Indes, restant de sa cargaison. — La *Minerve*, capitaine Morgan, de la Jamaïque, a été saisi au Port-au-Prince. — La *Liberté*, capitaine de Joung, allant de Cadix à Amsterdam, a été repris et renvoyé à Liverpool, par le *Susannah*, corsaire de ce port. — L'*Albemarle*, capitaine Boulton, allant de Bombai à Londres, a été pris et envoyé à Morlaix. — La frégate le *Tartare* a pris le *Général-Washington*, corsaire français de 20 canons et de 180 hommes, et l'a envoyé à Gibraltar. — La frégate la *Flore* a pris et conduit à Lisbonne le *Phœnix*, corsaire français de 12 canons. — La frégate le *Croissant* a pris, le 22 juin, le *Club-de-Cherbourg*, et un cutter français de 10 canons, parti depuis deux jours de Brest, cinglant vers la côte d'Irlande, où il avait pris 4 bâtimens de valeur, dans une premiere croisiere. — Le corsaire espagnol le *Saint-Joseph* a envoyé à Malaga la *Catherine-Marie*, capitaine Tricquet, allant de Cette à Altona ; l'*Espérance*, capitaine Bahusen,

Digitized by Google

allant dudit lieu à Brême ; le *Drontheim*, capitaine Stable, allant dudit lieu à Amsterdam, et le *Bolsave-Spaave*, capitaine Hadding, allant dudit lieu à Koningsberg. Les trois premiers sont danois, et le dernier un suédois. — Le *Rubis*, capitaine Deater, allant de Beaufort à Londres, a été pris et envoyé à Morlaix. — Le *Dauphin*, capitaine Kuittle, allant de Curaçao à Amsterdam, a été pris et envoyé à St.-Domingue. — Un grand bâtiment français, de 15 mille barils de farine, a été envoyé à Gibraltar par l'escadre de l'amiral Goodall. — Le *Bon-Murage*, capitaine Basin, de Saint-Malo, venant de l'Inde et Malimbe, a été pris par l'*Amitié*, capitaine Spellin, et envoyé à la Dominique avec 670 esclaves. — La *Fortune*, capitaine Kock, allant de la côte d'Espagne à Calais, a été pris par les Espagnols et envoyé à Almeria. — Le *Pelham*, capitaine Calley, allant de Plymouth au nord de l'Irlande, a fait voile de Waterford, vers la fin de mars ; depuis ce tems on n'en a pas eu de nouvelles. — Le *Jupiter*, capitaine Distiug, allant du détroit à Londres, a été pris et envoyé à Toulon. — La *Providence*, capitaine Leddup, et la *Providence*, capitaine Cockerel, et un bâtiment sorti de Leith pour Campvere, ont été pris par deux corsaires français, un brick et un lougre, et envoyés en France.

ITALIE. *De Gênes le 26 juin.*

Depuis le 16 du courant, nous avons vu entrer dans notre port le vaisseau amiral et deux autres vaisseaux de l'escadre espagnole. Sept autres ont jetté l'ancre le long de la côte et au large. Quelques-uns sont restés dans le golfe de Cagliari, et d'autres croissent à la hauteur des bancs de Saint-Boniface. Le reste avec les frégates couvre les côtes depuis l'île Sainte-Marguerite jusqu'au cap Corse. Cette division de l'armée espagnole prouve assez qu'on ne craint aucun mouvement des forces de la marine française à Toulon ; car 8 à 10 vaisseaux français auraient suffi pour battre l'escadre ennemie ainsi séparée.

On ajoute que Paoli et son neveu ont mis l'île de Corse en pleine révolte, et qu'aidés des Espagnols, ils en ont pris possession au nom de S. M. T. C. Louis XVII.

De Rome le 25. Ce n'est que le 17 de ce mois, que le pape a déclaré au consistoire des cardinaux, en forme publique, la mort du fils aîné de l'église, en comparant cet événement au supplice de Marie Stuard. Quant aux cérémonies d'usage, la messe de *requiem* et le panégyrique du défunt, elles sont remises à l'époque où l'on espere proclamer un roi Louis XVII. — Les tantes sont obligées de diminuer tous les jours de leurs dépenses, et leur maison est réduite à l'état le plus succint. — Les abbés Maury et Bernis figurent aux églises dans les cérémonies religieuses de fondation française. Ils se donnent l'air de chefs de conservateurs de la monarchie.

Digitized by Google

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CONVENTION NATIONALE.

PRÉSIDENCE DE THURIOT.

Séance du mardi, 9 juillet.

Sur un rapport du comité de sûreté générale, la Convention a décrété que le procureur-général-syndic de la Dordogne sera traduit à la barre : cet administrateur est prévenu d'avoir propagé les principes girondins dans son département.

Billaud-Varennes a fait lecture d'une lettre qui lui a été adressée par le commissaire national près le tribunal criminel de la Rochelle : cette lettre, datée de la Rochelle le 4 juillet, est conçue en ces termes :

« L'affaire de Luçon, de vendredi dernier, est d'une grande importance : les brigands au nombre de 6,600, sont venus l'attaquer ; ils avaient deux pieces de canon de 4 et de 8 : notre côté il n'y en avait que deux de 4, et une troupe de 500 hommes environ. A peine la canonnade a-t-elle été commencée, que Sandos a donné un ordre de retraite, et l'a exécuté avec une partie de son armée, qui l'a suivi à la débandade, en entraînant son artillerie à travers les marais, où il était inévitable qu'elle ne fût prise. Il s'est retiré jusqu'à Marans, où il a répandu que la ville de Luçon était prise ; et certainement elle l'eût été, et nous serions peut-être assiégés si toute son armée eût fait comme lui ; mais une partie a cru indigne de fuir devant de tels ennemis, et sans général, sans canons, réduite à 6 ou 700 hommes, elle a complettement battu la horde infernale, lui a pris ses canons et caissons, a tué 4 ou 500 hommes, fait 1200 prisonniers, sans compter ceux qui ont péri en se précipitant sur un pont étroit. Cet événement, fait pour immortaliser les Républicains, doit couvrir Sandos de honte, et le faire traduire en jugement, sinon pour trahison, au moins pour affreuse ineptie et lâcheté impardonnable. On ne doit pas oublier que dans cette affaire les brigands avaient mis au premier rang 17 soldats du 4e. régiment, ci-devant Provence, qu'ils avaient faits prisonniers, il y a deux mois ; ils les avaient tirés de prison pour les mener au combat ; mais dès qu'il a été engagé, les 17 soldats se sont souvenus qu'ils avaient une patrie ; ils ont fait volte face, se sont réunis aux troupes de la République, et n'ont pas peu contribué au succès de la journée. Quelque chaude qu'ait été l'action, la perte de notre côté s'est réduite à très-peu de monde. »

Digitized by Google

Après la lecture de cette lettre, Gasparin annonce à l'Assemblée que les représentans du peuple près l'armée des côtes de la Rochelle, ont destitué le général de brigade, Sandos, et l'ont remplacé par le citoyen Boissiere, le même qui a battu les rebelles avec une poignée de braves gens. — La Convention décrete que le général Sandos sera traduit au tribunal révolutionnaire.

Une lettre de Bardoux, adjoint aux commissaires nationaux dans la Vendée, annonce que le citoyen Rossignol, bon patriote, commandant une division de gendarmerie, a été arrêté à Niort, et jetté dans un cachot par ordre du général Biron. Saint-André demande que Rossignol soit mis en liberté. Cette motion est décrétée. — J'observe, a dit Thirion, que Biron qui est à la tête de 20 mille hommes n'a encore rien fait pour l'honneur de la République, tandis que de petits détachemens battent journellement les rebelles. Voilà ce qui arrivera, lorsque vous aurez des ex-nobles, des ex-constituans à la tête des armées. — La Convention charge le comité de salut public d'examiner la conduite de Biron, et de lui présenter le résultat de cet examen. (*Voyez le complément de cette séance dans la notice du précédent numéro.*)

Séance du mercredi, 10 juillet.

Le comité de salut public communique à l'Assemblée une lettre des commissaires de la Convention près les côtes de la Rochelle, en date du 7 juillet. En voici l'extrait :

« Nous étions en marche pour nous rendre à Châtillon, lorsque nous avons appris l'échec que nos troupes venaient d'essuyer auprès de cette ville. Le 5, les rebelles ont entouré Châtillon et s'en sont emparés. Pour fixer notre opinion sur cet événement, auquel nous devions si peu nous attendre, nous nous sommes rendus à Partenay, où était le général Westermann. Il a attribué cet échec aux bataillons de volontaires, et sur-tout à ceux levés à Orléans, il nous a parlé d'eux avec beaucoup d'aigreur.

« Le petit corps d'armée qui était à Châtillon a été singulierement maltraité; il a été dispersé çà et là. Onze pieces de canon sont tombées au pouvoir des rebelles. Westermann nous a dit ne pas connaître encore notre perte en hommes. Nous avons peine à concevoir qu'un homme qui sait son métier ait pu se laisser surprendre, malgré le bruit du canon, qui annonçait l'approche des brigands. Nous pensons que l'on ne peut pas laisser sans danger Westermann à la tête d'une armée de volontaires, dans lesquels il n'a pas confiance; il serait également dangereux de laisser subsister un corps particulier. Les principes et l'intérêt national demandent que la légion de Westermann, entierement dévouée à ce général, soit organisée comme les autres troupes de la République, avec lesquelles elle doit être confondue. Ce corps est le sujet de beaucoup de dilapidations, et lui-même est accoutumé au

Digitized by Google

pillage, ce qui indispose les paysans. Le général Chalbot a fait replier sur Saint-Maixent les débris de l'armée, qu'il va réorganiser. . . Pour comble de malheur, deux bataillons de la Gironde, qui étaient ici, retournent dans leurs foyers. »

Après la lecture de cette lettre, Saint-André a demandé le rappel de Westermann. Il ne suffit pas, a dit Rhul, de rappeler Westermann; il a trahi: il faut le livrer au tribunal révolutionnaire, et faire tomber sa tête sous le glaive de la loi. — Chabot voudrait que Westermann fût préalablement traduit à la barre; Saint-André, qu'une commission militaire examinât sa conduite. — Après quelques débats, l'Assemblée ordonne la tradition de Westermann à la barre, et décrète qu'il ne lui sera plus accordé de service militaire.

La discussion s'est ensuite portée sur la retraite des deux bataillons de la Gironde. Gasparin a observé que leur conduite ne tient nullement aux événemens du 31 mai et 2 juin. Ces deux bataillons avaient été levés extraordinairement; ils étaient composés presqu'en entier de marchands qui ne s'étaient enrôlés que sous la condition qu'au premier juin, ils retourneraient dans leurs foyers.

A cette époque ils demandèrent à partir; sur les représentations du général, ils se déterminèrent à rester jusqu'au premier juillet. Le premier juillet étant arrivé, ils se sont retirés malgré les invitations du général, celles du conseil exécutif et des commissaires auprès de l'armée de Niort. On a voulu les désarmer; mais, comme ils étaient dans un poste où on ne pouvait leur opposer de résistance, ils sont partis avec leurs armes. — Renvoyé au comité de salut public.

Un membre demande, par motion d'ordre, le renouvellement du comité de salut public, aux termes de la loi. Je sais, a dit Camille-Desmoulins, qu'il y a dans ce comité des patriotes, ils ont toute ma vénération; mais cependant on ne peut se dissimuler que c'est sous son regne que sont arrivés les désastres les plus humiliâns pour la République; je vais vous le prouver. Depuis à-peu-près trois semaines, sur 91 pièces de canon qui étaient à l'armée de la Vendée, 70 sont tombées au pouvoir des rebelles; l'armée du Nord, campée à Famars, au nombre de 40,000 hommes, est surprise par huit colonnes d'ennemis qui marchaient à petites journées, et dont l'approche ne pouvait pas être ignorée; car je vous demande s'il est possible que huit colonnes ennemies marchent pendant trois jours sur notre territoire, sans qu'on en soit informé. Eh bien! le fait est arrivé au camp de Famars. A 3 heures du matin, l'ennemi avait déjà surpris trois redoutes. L'armée entière était livrée au sommeil, et si, par un heureux hasard, les Autrichiens n'eussent été reconnus par le 7e. régiment de dragons, qui avait été commandé cette nuit pour une expédition, si ce brave régiment ne se fût fait presque entièrement tuer, pour arrêter pendant quelque tems la marche

Digitized by Google

de l'ennemi, notre armée entière eût été détruite. Cette même armée a perdu 52 pieces de canon. Je vous demande si ces événemens ne supposent pas une complication de trahison pour laquelle je n'accuse pas les intentions du comité, mais que son incapacité n'a pu déjouer. Je conclus au renouvellement du comité, et je demande qu'il ne s'érige plus en chambre haute, et qu'il ne royalise plus ses fonctions.

Bréard a prétendu que la haine de Camille-Desmoulins contre le comité de salut public, venait de ce que ce comité n'avait pas voulu acquiescer à sa proposition, de donner le commandement de l'armée du Nord à Dillon. Camille a répondu, en faisant l'éloge de Dillon. Les débats se sont prolongés. Enfin un décret de l'Assemblée a indiqué la séance du soir pour le renouvellement du comité de salut public.

Un secrétaire a annoncé la mort de Charles Villette, député à la Convention. Une députation de douze membres assistera à ses funérailles.

Le reste de la séance a été consacré à des décrets sur des objets particuliers d'administration. Une lettre du procureur-général-syndic du département des Pyrénées orientales annonce que les Espagnols ont été forcés dans leur camp d'Espégouy, et que les troupes de la République sont maîtresses de la vallée de Bastan. (*Voyez la notice de cette séance dans le numéro précédent.*)

Séance extraordinaire du mercredi au soir.

Cette séance a été presque entièrement remplie par l'appel nominal pour le renouvellement du comité de salut public. Les membres élus sont : les citoyens Jean-Bon-Saint-André, Barrere, Gasparin, Couthon, Thuriot, Saint-Just, Prieur (de la Marne), Hérault-Sechelles et Robert-Lindet.

Plusieurs adresses d'adhésion aux décrets de la Convention ont obtenu la mention honorable.

Chabot a annoncé que le département du Gers, où l'influence des Brissotins et des Girondins avait perverti l'esprit public, vient de se manifester avec énergie contre le fédéralisme.

Le ministre de la guerre a fait passer les détails des affaires qui ont eu lieu à Expilly et à Lacroix-des-bouquets le 1^er^. juillet.

Séance du jeudi, 11 juillet.

La séance s'est ouverte par la lecture d'une lettre du ministre intérieur, qui, en exécution du décret par lequel il lui est enjoint de désigner les autorités qui méconnaissent la Convention, déclare que les départemens de l'Eure, du Calvados, du Finistere, de la Gironde, du Gard, des Bouches-du-Rhône et Loire, de l'Ain et du Jura sont les seuls à sa connaissance qui aient protesté contre ses décrets.

Digitized by Google

Lacroix annonce qu'un tailleur de pierre, excellent patriote, est venu lui apporter une lettre qui lui est écrite par son frere, établi à Caen. Lacroix demande à l'Assemblée si elle veut en entendre la lecture. Oui, disent plusieurs membres.

Cette lettre qui est datée du 4, porte que les complots des conspirateurs sont échoués; leur avant-garde n'est que de 300 hommes, et les citoyens qu'on veut forcer de s'enrôler s'éclairent, et refusent de marcher. Wimpfen est général sans armée; enfin, le peuple du Calvados est revenu de son erreur, et son opinion est formée sur le compte des députés qui sont venus à Caen chercher un asyle. La Convention a applaudi à cette missive. Un membre a saisi cette occasion pour annoncer que le département de l'Isle et Vilaine adhere aux décrets du 31 mai.

Des députés de 25 communes du département du Calvados sont admis à la barre, et jurent fidélité à la Convention. Ils sont accueillis avec applaudissemens. L'Assemblée décrete, sur la proposition de Lacroix, que les administrations seront incessamment renouvellées dans les départemens insurgés: les assemblées primaires seront convoquées à ce sujet.

Le comité de salut public propose à l'Assemblée de décréter que le général Biron, qui a fait avec tant d'insouciance la guerre de la Vendée, sera remplacé, et que le ministre de la guerre présentera sur-le-champ à la Convention un nouveau général.

Des Corses fugitifs, et dont les biens sont la proie du traître Paoli qui vient de s'emparer d'Ajaccio, réclament des secours. La Convention met à la disposition du ministre de l'intérieur une somme de 100000 liv. pour secourir les Corses persécutés.

La commune de Tours, après avoir protesté de sa haine pour le fédéralisme, demande que les suppléans de Salle et Moiveau, qui ont quitté leur poste, soient appelés sans délai pour le remplacer. Cette demande, convertie en motion par un membre, est décrétée.

Cambon a fait un rapport sur la conduite du comité de salut public, renouvellé hier soir, il a d'abord tracé l'état de la République à l'époque de l'institution de ce comité. Les armées étaient absolument désorganisées; les côtes dégarnies; les frontieres d'Espagne et de la Vendée ouvertes aux ennemis. Le comité à tout réparé. Son premier soin a été d'envoyer dans les départemens 180 représentans pour provoquer le patriotisme des citoyens. Sans la coopération de ces commissaires, le recrutement de 300 mille hommes ne se fût jamais effectué. A peine en eussions nous obtenu 10 mille. Il est vrai qu'on a appellé ces commissaires des *maratistes*, mot inventé par nos ennemis pour signaler les patriotes les plus énergiques.

Cependant le comité s'apperçut que 180 représentans dans

Digitized by Google

les départemens, désorganisaient trop le corps législatif. Il crut devoir organiser une espece de pouvoir exécutif de surveillance auprès de chacune de nos armées ; et c'est par les soins de ces nouveaux commissaires que les soldats ont été armés et équipés.

Les armées du Nord et des Ardennes ont été réorganisées après la malheureuse affaire du camp de Famars. Le soldat, voyant la discipline renaître, a repris son courage. Il l'attribue au général Custines, et les commissaires de la Convention s'accordent sur ce point. Les dernieres lettres annoncent que Valenciennes a fait une sortie sur les assiégeans, où leur perte a été considérable, et la nôtre très-petite. Ce qui est vraiment étonnant, c'est que Condé, qui est bloqué depuis trois mois, résiste toujours, quoique d'après les états il n'avait que pour cinq semaines de vivres.

Les armées du Rhin et de la Moselle sont sur un pied formidable ; il y regne une exacte discipline : de toutes parts les soldats ne demandent qu'à combattre.

L'armée des Alpes est, à ce qu'on assure, bien organisée. Elle est divisée sur plusieurs points pour défendre les passages des montagnes ; elle est assez forte pour la défensive.

L'armée d'Italie a été jusqu'à présent sur l'offensive ; elle a augmenté nos conquêtes par la prise de plusieurs forts. Les escadres combinées d'Espagne et d'Angleterre, au nombre de 33 vaisseaux de ligne, à ce qu'on assure, après s'être emparées du fort Saint-Pierre que nous avions pris en Sardaigne dans la derniere campagne, croisent sur les côtes de Nice et de Villefranche. Peut-être leur projet est-il de nous enlever ce pays ou de tenter quelque attaque sur les côtes de la ci-devant Provence. L'armée d'Italie est destinée à les repousser.

Dans l'état actuel, la frontiere des Pyrénées orientales est défendue, outre les garnisons de Perpignan et des autres places, par une armée de 8 à 10 mille hommes. Malheureusement formée trop tard, elle n'a pas pu s'opposer à la prise de Bellegarde, poste important, et qui est de ce côté, la clef de la France. Mais cette armée a été renforcée depuis le 26 de 4000 hommes de vieilles troupes et de 4000 de nouvelle levée que le comité de salut public et les représentans du peuple y ont fait arriver en poste et à grandes journées. Elle sera encore renforcée le 10 ou le 12 d'un grand corps de cavalerie qui n'a pas pu faire des journées de poste.

L'armée des Pyrénées occidentales est déja sur un pied respectable. Elle a non seulement expulsé les Espagnols de notre territoire ; mais elle leur a pris la vallée de Bastan.

L'armée de la Vendée est forte d'environ 60,000 hommes. Il ne s'y trouve plus de troupes de requisition ; ce sont des troupes venues du Nord, ou levées pour le tems de cette campagne, ou enrégimentées. Elles sont placées sur divers

Digitized by Google

points. Les rebelles avaient été repoussés à Nantes et à Luçon. Westermann avait repris Parthenay, Bressuire et Châtillon. La division de Tours, forte d'environ 20,000 hommes, avait repris Saumur, Doué et le pont de Cé; elle marchait au secours de Nantes, tandis que la division de Niort avançait dans le même sens. Vous avez appris hier que Westermann a perdu Châtillon avec toute son artillerie, et que son armée s'est repliée en désordre sur Partenay et St. Maixent. Cette perte peut se réparer; mais elle retarde nos succès.

Quant à l'armée des côtes de Brest et de Cherbourg, Cambon l'a dit avec douleur, elle n'est pas formée. Peut-être, a-t-il ajouté, sommes-nous à la veille de perdre la Corse. Tout l'intérieur de l'Isle est en révolte.

Après avoir tracé ce tableau des succès et des revers de nos armées, Cambon a jetté un coup-d'œil sur l'état de la République, relativement à la coalition des départemens. On s'est flatté, a-t-il dit, d'avoir pour soi 69 départemens, par conséquent la majorité; mais on s'est étrangement trompé. Nous avons la satisfaction de vous annoncer que l'acceleration de la constitution a été un moyen de salut public; car avant-hier il y avait déja 49 départemens qui réclamaient avec impatience l'envoi de cette constitution, outre le nombre de ceux qui ont déja annoncé leur acceptation. Cambon a ensuite parlé des calomnies inventées pour perdre cette *Montagne* qui a fait la révolution, et pour égarer l'opinion publique.

Cambon a terminé son rapport en rendant compte d'un complot qui avait été formé de donner un roi à la France. Le 15 juillet, on devait enlever le fils de Capet et le proclamer Louis XVII; le général Dillon devait être à la tête de l'armée des conjurés avec 12 autres officiers-généraux. Le premier moyen qu'ils devaient employer, était d'enclouer le canon d'alarme, et de s'emparer de ceux des sections. Ils se seraient ensuite divisés en deux colonnes; l'une serait allée enlever le petit, et l'autre se fût portée à la Convention pour la forcer de le proclamer roi. Dillon et deux de ses complices ont été arrêtés par ordre du comité de salut public qui a cru devoir prendre en même tems des mesures pour mettre en sûreté le fils de Louis Capet, et il a signé un ordre de séparation du fils et de la mere..... Ici Camille Desmoulins s'est écrié qu'il n'y avait rien de plus absurde que la fable qu'on venait de débiter. De violens murmures l'ont interrompu. Cambon a poursuivi. Il a annoncé qu'après la découverte de cette premiere conspiration, le comité de salut public ayant appris que le général Miranda avait envoyé un courier extraordinaire à Bordeaux, et qu'il était disposé à s'y rendre lui-même, le comité avait requis la municipalité d'empêcher provisoirement le départ de Miranda. Le maire de Paris l'a fait mettre en arrestation chez lui.

Digitized by Google

La Convention a ordonné l'impression du rapport fait par Cambon, et elle a rendu, à l'égard des mandats d'arrêt, le décret suivant :

La Convention nationale, ouï le rapport de son comité de salut public, approuve la conduite qu'il a tenue en chargeant le maire de Paris d'éloigner Capet, détenu au Temple, de sa mere, et de mettre en état d'arrestation le général Arthur Dillon, Esprit-Boniface Castelane, Ernest Bucher dit l'Epinay, Edme Rameau, Louis Levasseur, sur la dénonciation qui lui a été faite d'un projet de conspiration pour rétablir la royauté. Elle approuve aussi l'arrestation du général Miranda. — Camille Desmoulins insistait encore pour avoir la parole, mais l'Assemblée a passé à l'ordre du jour, et a levé la séance.

Dans le cours de cette séance, David a présenté la description de la fête civique et fraternelle qui doit se célébrer, le 10 août. L'Assemblée en a ordonné l'impression et l'envoi aux départemens. Elle a chargé le conseil exécutif de pourvoir aux dépenses nécessaires.

Séance extraordinaire du jeudi soir.

Un député de Sainte-Menehould est venu présenter l'adhésion des citoyens de cette ville aux décrets de la Convention ; il a dénoncé en même-tems l'administration du département de la Marne, comme faisant parti de la conspiration des fédéralistes.

Le procureur-général-syndic de ce département était à Paris depuis 15 jours ; Bachelier a demandé qu'il fût mis en état d'arrestation, et traduit au comité de sureté générale.

Collot-d'Herbois a appuyé cette demande en observant que les procureurs-syndics étaient en général peu patriotes. — Le décret d'arrestation est rendu.

Couthon a communiqué différens renseignemens donnés par le commissaire Maulde et un administrateur du district d'Isoire sur la situation de Lyon. Il en résulte que Biroteau étant arrivé dans cette ville, ainsi que Chassey, il s'y est formé un congrès départemental, composé d'administrateurs et d'électeurs, dans lequel il a été arrêté que le département de Rhône et Loire ne reconnaissait plus la Convention ; cet arrêté a été proclamé en grande pompe, et le soir il y a eu illumination générale dans la ville. Le lendemain, le congrès a mis hors de la loi les membres de la Montagne, et a voué les tribunes à l'exécration publique. Il s'est rendu maître des dépôts publics pour les armées, de celui de la manufacture de Saint-Etienne. La Convention a déclaré ce congrès traître à la patrie, et ordonné l'arrestation de Biroteau et de Michette, Foret, Pezina, Chassey et Vitet, députés de Rhône et Loire.

Legendre proposait de couper toutes les communications entre cette ville et Paris, d'arrêter les personnes et les lettres qui partent pour Lyon, d'y faire marcher des troupes, et enfin

Digitized by Google

de décréter que si cette ville ne se prononçait pas sous 15 jours, la Convention donnait quittance à tous ses créanciers ; si la Convention, disait-il, veut rendre ce décret, je me charge de le porter à Lyon pour le faire exécuter.

Un autre membre demandait que la ville de Lyon fût déclarée en état de rebellion, et traitée comme telle. — Delacroix voulait que les biens de tous ceux qui ont participé aux délibérations du congrès fussent distribués aux Sans-culottes qui prendront les armes contre eux. — La Convention a chargé Couthon et Delacroix de lui présenter la rédaction des diverses propositions qui lui ont été faites.

Une lettre de Dubois-Dubay, député à l'armée du Nord, datée de Maubeuge le 10 juillet, annonce que les citoyens de cette ville ont accepté l'acte constitutionnel, et que depuis 3 jours on n'entend plus tirer le canon du côté de Valenciennes ; il en augure que l'ennemi a dû abandonner cette place qui lui a coûté plus de monde que trois batailles perdues. Il ajoute que Custines vient de passer en revue la garnison de Maubeuge, et qu'il enflamme le soldat par des harangues républicaines.

Après la lecture de cette lettre vivement applaudie, l'Assemblée a procédé par l'appel nominal au renouvellement du bureau. Jean-Bon-Saint-André est proclamé président ; Julien, Kaul et Dupuis sont nommés secrétaires.

Séance du vendredi, 12 juillet.

PRÉSIDENCE DE JEAN-BON-SAINT-ANDRÉ.

Pour prouver que les troubles qui agitent la République doivent être attribués aux membres du côté droit, Chabot demande que leur correspondance soit transmise à la Convention par les départemens. — Et par les citoyens et toutes les sociétés populaires, a dit Billaud-Varennes. Il faut, a repris Chabot, qu'ils fassent connaître toutes les lettres qu'ils en ont reçues à dater du 1er. avril. — Et moi, j'opine pour le 1er. janvier, a dit un autre membre. — Vous ne saurez rien encore, si vous ne remontez à l'origine de la Convention, a dit un troisième.

Ces propositions sont décrétées ; mais l'instant après le décret est annullé sur la réclamation de Thuriot.

Un secrétaire lit la lettre suivante de Miranda : « Détenu chez moi, en vertu d'un ordre du maire de Paris, je prie la Convention de m'admettre demain à la barre ; je lui découvrirai des faits qui intéressent singulièrement la liberté et la sûreté publique. » — On demandait que Miranda fût entendu au comité de sûreté générale ; mais sur la motion de Bréard, l'Assemblée décide qu'il sera introduit le lendemain à la barre.

Chabot annonce qu'un grand complot se trame à l'instant contre la liberté, et que plusieurs membres de la Convention

Digitized by Google

ont trempé dans cette nouvelle conspiration ; il demande que le comité de sûreté générale soit autorisé à faire apposer le scellé sur leurs papiers, à la charge de rendre compte de cette opération à l'Assemblée sous 24 heures : décrété.

Sur un rapport du comité de sûreté générale, l'Assemblée décrete que les soldats et officiers de la légion Germanique, détenus à Tours et à Saumur, seront traduits à Paris, pour être interrogés par le comité de sûreté générale.

Les chasseurs du 16e. régiment, en garnison à Falaise, se sont rendus pour la plupart à Orléans conformément à la loi ; mais il en est un très-grand nombre qui ont refusé d'obéir et ont resté à Falaise. Le ministre de la guerre propose de sévir contre eux, s'ils ne sont pas rendus à leur destination dans 15 jours. Cette proposition, convertie en motion, est décrétée.

Les commissaires à l'armée du Nord écrivent que la constitution a été acceptée à Lille et dans toutes les villes frontieres au bruit de l'artillerie ; ils transmettent une adresse souscrite par les soldats de la 1ere. division de l'armée du Nord aux ordres du général Lamarliere. Ces braves soldats félicitent la Convention sur ses travaux. Les commissaires terminent par annoncer que, dans toutes les attaques d'avant-poste, les troupes de la République ont continuellement l'avantage. Dans ces diverses attaques, nous avons fait 1100 prisonniers, et reçu 123 déserteurs.

Il résulte d'une lettre des représentans du peuple près l'armée des côtes de Brest, datée d'Ancenis le 8 juillet, que les troupes aux ordres du général Canclaux, sont entrées la veille dans cette ville, sans coup férir, puisqu'elle était évacuée, et que la jonction de l'armée de Nantes avec celle de Tours s'est opérée le lendemain matin. Biron est à Angers ; les représentans du peuple ajoutent qu'ils vont s'y rendre, pour concerter avec lui le plan de campagne. — Ils ignoraient le décret qui rappelle ce général. Le commandement de son armée a été déféré au citoyen Beysser.

Les commissaires près l'armée des Pyrénées occidentales écrivent de Saint-Jean-de-Luz, en date du 5 juillet, que les troupes de la République viennent de remporter un avantage sur les Espagnols. Ceux-ci ont fait un effort pour s'établir en deça de la Bidassoa ; ils ont été repoussés avec perte.

Le général Sandos, mis en arrestation, vient d'être conduit à Paris, et traduit dans les prisons de l'Abbaye.

Voici le sommaire du décret relatif à la ville de Lyon, adopté par la Convention.

Art. Ier. Biroteau, représentant du peuple, réfugié à Lyon, et l'un des chefs du congrès départemental établi dans cette ville, est déclaré traître à la patrie.

II. Sont aussi déclarés traîtres à la patrie, et destitués de leurs fonctions, les administrateurs et les fonctionnaires publics

Digitized by Google

qui sont membres, ou ont favorisé l'établissement du congrès départemental.

III. Le comité de salut public donnera les ordres nécessaires pour détruire les autorités illégales de la ville de Lyon.

IV. Les biens de ceux qui auront pris part à la révolte seront confisqués; les paiemens dûs par l'État aux citoyens de Lyon demeurent suspendus.

V. Il est enjoint aux citoyens de Lyon de quitter cette ville sous trois jours; à défaut par eux d'obéir, leurs biens seront confisqués, et ils seront réputés complices des attentats du congrès départemental.

VI. Il sera envoyé des représentans du peuple dans le département de Rhône et Loire, pour faire exécuter ces mesures par tous les moyens qui seront en leur pouvoir.

A la suite de ce décret, la Convention, sur la proposition d'Hérault-Sechelles, a autorisé les habitans du département de Saône et Loire à lever une force armée pour s'opposer aux entreprises de Lyon.

Chabot a ensuite dénoncé les administrateurs du département de l'Aveyron; il les a accusés d'avoir cherché à fédéraliser cette partie de la République, d'avoir fait arrêter l'évêque du département, plusieurs patriotes, et d'avoir porté la scélératesse jusqu'à faire emprisonner des octogénaires, parmi lesquels se trouvent son père et sa mère. Il a reproché aux membres du côté droit d'être les auteurs de ce désordre. Il a désigné plus particulièrement Saint-Martin, député de l'Aveyron. Celui-ci s'est défendu et a prouvé, par sa correspondance avec les administateurs, qu'il avait employé tous ses efforts pour leur faire adopter la nouvelle constitution.

Il a parlé ensuite des plaintes qui lui ont été adressées sur la conduite de Chabot dans les départemens, conduite qui a révolté tous les citoyens. Voici, par exemple, la morale qu'il prêchait à Toulouse : « Filles et femmes, disait-il, croissez et multipliez. (Les plus vifs applaudissemens éclatent dans toute les parties de la salle.) Vous n'avez besoin pour cela ni de prêtres ni de ministres. » (Nouveaux applaudissemens.) — Après quelques débats de personnalités, l'Assemblée a décrété que les citoyens détenus arbitrairement dans le département de l'Aveyron, seront mis en liberté; et elle a ordonné la traduction à sa barre, du président de ce département et du citoyen Gerard.

Séance du samedi 13 juillet.

Les parens de neuf citoyens d'Orléans, condamnés à mort par le tribunal révolutionnaire, comme auteurs et complices de l'assassinat de Léonard Bourdon, demandent à présenter une pétition : plusieurs femmes fondant en larmes, et poussant des cris de douleur sont introduites. Un homme, dont tous les mouvemens annoncent le désespoir, les accompagne.

« Citoyens,

Digitized by Google

« Citoyens, dit-il, c'est au nom de l'humanité et de la justice que nous nous présentons devant vous ; on conduit au supplice nos peres, nos freres, nos enfans. L'un d'eux est pere de 19 enfans, dont quatre sont dans les armées combattant pour la République. Léonard Bourdon lui-même ne nous démentira pas. Nous croyons qu'il est assez généreux pour s'unir à nous, afin d'obtenir un sursis qui donne à nos malheureux parens les moyens de prouver leur innocence. »

On demande l'ordre du jour. On entend des sanglots et des gémissemens. On demande de nouveau l'ordre du jour. Les pétitionnaires se prosternent à genoux, et prononcent des paroles entrecoupées ; mais la loi est inflexible, elle avait prononcé. Le président fait retirer les pétitionnaires.

Carrier dénonce plusieurs écrits séditieux des administrateurs du Cantal ; il les accuse de complicité avec les fédéralistes. Sur sa motion, l'Assemblée met le président et deux autres administrateurs en état d'arrestation. Elle charge son comité de division d'examiner s'il ne convient pas que le siége de l'administration soit définitivement fixé à Aurillac. On donne lecture d'une lettre de Duroy, représentant du peuple dans le département de l'Eure. Elle est datée de Nantes le 12 juillet. « Arrivé dans cette ville, écrit-il, j'ai eu une conférence avec les corps administratifs ; ils sont dans les meilleures dispositions : l'acte constitutionnel a été accepté dans cette ville avec enthousiasme ; je me suis rendu à Vernon ; il m'a été rapporté que nos patrouilles avaient rencontré celles de l'armée de Buzot, et qu'elles avaient fini par s'embrasser. Les dragons de la Manche devaient venir le lendemain dîner à Vernon avec nos troupes ; ils n'ont pas tenu parole, et même ils ont fait mine de vouloir nous attaquer ; nos soldats ont montré la plus grande ardeur, mais l'ennemi ne les a pas attendus, il s'est retiré. Je dois les plus grands éloges aux gendarmes de Paris : l'un d'eux a suffi pour mettre vingt dragons en fuite. »

Une lettre de Toulouse annonce que les sections de cette ville qu'on disait être d'intelligence avec les fédéralistes du Midi, ont accepté l'acte constitutionnel, et adhèrent aux décrets du 31 mai et jours suivans. Un décret d'arrestation avait été rendu contre le procureur-syndic du département de la Nievre. Des commissaires envoyés par les administrateurs de ce département se présentent à la barre ; ils font l'apologie du procureur-syndic, et annoncent que la constitution sera unanimement acceptée par le peuple de la Nievre. Le procureur-syndic paraît lui-même ; il proteste de son innocence, et dépose sur le bureau des pieces justificatives. — Renvoyé au comité de sûreté générale.

Les administrateurs du district d'Eure et Loire se plaignent d'avoir été injustement suspendus de leurs fonctions. — Renvoyé au comité de sûreté.

Digitized by Google

Miranda est introduit à la barre. Il avait demandé à y être admis pour révéler des secrets importans, mais il n'a fait que rappeller les faits qui ont occasionné le procès dans lequel il a été absous. Il a accusé Pache de lui susciter de nouvelles persécutions. Il a terminé son apologie, en disant qu'il ne connaissait aucun crime, aucun traître, que s'il en avait connus il les aurait dénoncés au tribunal. Après quelques débats, l'Assemblée a passé à l'ordre du jour, et Miranda s'est retiré.

La division de l'armée du Nord, commandée par le général O-Morand, a reçu l'acte constitutionnel au milieu des plus vives acclamations d'allégresse ! — L'armée des Ardennes, campée à Carignan, a fait serment de lui rester fidèle, et de la défendre contre tous ses ennemis.

Séance du dimanche 14 juillet.

La séance est ouverte par la lecture de plusieurs procès-verbaux de l'acceptation de l'acte constitutionnel.

Le comité de salut public informe la Convention que Kellermann demande un décret formel pour marcher contre la ville de Lyon. La Convention décrète que les commissaires à l'armée des Alpes sont autorisés à requérir de Kellermann la force suffisante pour ramener l'ordre dans la ville de Lyon. Ce décret sera envoyé par un courier extraordinaire.

Ici, le président a annoncé qu'il venait de recevoir des pièces relatives à l'assassinat commis hier sur un représentant du peuple. La section du Panthéon-français, en faisant part de cet événement, dit qu'elle demanderait pour Marat les honneurs du Panthéon, si un décret n'accordait cet honneur aux grands hommes que vingt ans après leur mort; cependant cette section pense que ces honneurs sont dus au citoyen Marat: nous reconnaissons, dit-elle, qu'il les a bien mérités. La calomnie meurt, et la vertu survit, et les cœurs de tous les Français seront pour lui un Panthéon encore plus durable, etc.

Sur la demande de Bentabole, la Convention décrète que le comité de sûreté générale fera sur-le-champ le rapport des détails qu'il a recueillis sur l'assassinat de Marat.

Une députation de la section du Contrat-social est admise. « Peuple, s'écrie-t-elle, tu as perdu ton ami; Marat n'est plus..... Nous ne venons pas chanter tes louanges, immortel législateur, nous venons te pleurer, nous venons rendre hommage aux belles actions de ta vie..... Législateurs, décrétez un nouveau supplice pour l'assassin de Marat. Il n'en est pas d'assez affreux pour venger la nation d'un aussi énorme attentat. » — Quelques instans après, Chabot se présente à la tribune pour faire, au nom du comité de sûreté générale, un rapport sur ce tragique événement.

Il déclare que, depuis trois semaines, le comité avait des rensei-

Digitized by Google

gnemens sur le complot qui a été exécuté hier soir : il n'était question de rien moins que d'opérer une contre-révolution. Cette trame était liée avec celle qui a été ourdie dans le Calvados ; des membres qui siegent encore aujourd'hui dans la Convention devaient en favoriser l'exécution par tous les moyens qui étaient en leur pouvoir. Le jour même où Charlotte Corde, qui a assassiné Marat, est arrivée à Paris, Duperret a reçu un courier de Caen, et ce courier, dit le rapporteur, était Charlotte Corde ; c'est ce jour même que nous vous avons demandé à être autorisés à mettre les scellés sur les papiers de certains députés. Ceux de Duperret ont été saisis, et je sais qu'ils contiennent de quoi le confondre.

Chabot entre dans des détails pour prouver que le plan des conspirateurs était de faire de Paris une autre Marseille, il croit que Fauchet, évêque du Calvados, a trempé dans tous les projets liberticides de la faction des hommes d'état. Voilà, ajoute-t-il, les circonstances de l'assassinat.

« L'assassin m'a paru être une de ces femmes à caractère, capable de tout entreprendre ; c'est un de ces monstres qui naissent pour le malheur de la société ; du reste elle a de l'esprit, des graces, de la beauté, une taille superbe ; pour exécuter son projet, elle écrivit à Marat à peu près la lettre suivante :

» Je viens de Caen, votre amour pour la patrie me fait présumer que vous connaîtrez avec plaisir les malheureux événemens de cette partie de la République. »

» Elle se présenta chez Marat, on lui refusa l'entrée ; d'après ce refus elle écrivit la lettre suivante :

» Je vous attends ce matin, Marat, avez-vous reçu ma lettre ? Vous ne me refuserez pas une entrevue, il suffit que je sois bien malheureuse pour avoir droit à votre protection. »

» Introduite auprès de Marat, Charlotte Corde lui parla de la rébellion du Calvados ; Marat répondit que cela n'irait pas loin, et que l'échafaud attendait les traîtres. A ces mots, cette femme qui avait un poignard caché, le tire et le plonge dans le sein de Marat ; le coup fut si bien porté, qu'il n'eut que le tems de dire : *je meurs.*

» Après ce meurtre elle sort avec audace et sans crainte, mais on l'a arrêtée ; j'ai assisté à son interrogatoire ; il m'a paru qu'elle se flatte d'une contre-révolution prochaine ; on l'a menacée du supplice ; elle a répondu par un sourire de mépris.

» On a trouvé sur elle 150 écus en numéraire ; elle est âgée de 25 ans moins 15 jours ; elle est native de Saint-Saturnin, près Séez ; elle demeurait ordinairement à Caen ; elle arriva à Paris jeudi dernier, avec un passe-port délivré dans la ville de Caen le 9 du courant. Interpellée de déclarer ses complices, a répondu n'avoir communiqué son projet à personne ; interrogée sur les motifs qui l'avaient portée à une action aussi atroce, a dit que voyant la guerre civile prête à éclater partout, et croyant que Marat était l'auteur de ce désastre, elle avait fait le sacrifice de sa vie à sa patrie. Elle a ajouté qu'elle avait acheté le poignard le matin au Palais-Royal, et qu'il lui avait coûté 40 sous.

» A la fin de son rapport, Chabot a annoncé que, deux jours avant, le comité avait mis les scellés sur les papiers de Claude Duperret, député des Bouches-du-Rhône ; qu'il soupçonnait lui-même cette conspiration ; que depuis il a acquis la preuve que Duperret avait reçu chez lui, jeudi dernier, l'assassin qui lui avait remis

Digitized by Google

un paquet de la part de Barbaroux, et que le lendemain il était allé deux fois chez cette femme à l'hôtel qu'elle habitait.

Faucher et Duperret se présentent à la tribune. Après de vifs débats, la Convention décide qu'ils ne seront entendus qu'à la barre. Sur la motion de Maure, la Convention lance préalablement le décret d'arrestation contre Duperret. Julien soutient que Duperret ne peut plus être entendu, et qu'il ne doit plus paraître que devant les juges qui lui seront donnés.

Chabot demande à être autorisé à faire trois questions à Duperret. Cette proposition est adoptée.

Chabot. Jeudi soir n'as-tu pas reçu un courier venant de Caen, et ce courier n'était-il pas la femme Cordé ?

Duperret. Rentrant chez moi, jeudi pour y dîner, on me remit un paquet venant de Caen, qui m'était adressé par Barbaroux, dans lequel paquet il y avait une lettre de Barbaroux que j'aurais pu soustraire, mais que j'ai dans ma poche et que je communiquerai ; car on avait décrété que les scellés seraient mis sur mes papiers. Je vois que le but de cette apposition de scellés est pour savoir si je corresponds avec Caen, avec Marseille. Eh bien ! je ne correspondrai pas avec Marseille par une raison bien simple, c'est que je ne confie aucune lettre à la poste depuis qu'on viole le secret des lettres... Il est inutile qu'on me hue, parce que je suis un vrai républicain, et je le serai jusqu'à la mort.

Rentrant donc chez moi, jeudi, j'ouvre ce paquet, et j'y trouve plusieurs imprimés de Caen qui sont déjà répandus dans l'avis, et une lettre que je donnerai à lire, afin que tout le public sache ce qu'elle contient. Dans le tems que nous étions au dessert, la citoyenne dont il s'agit, vint me demander. Je ne la connaissais pas ; elle entre. Est-ce au citoyen Duperret que j'ai l'honneur de parler ? Oui. — Je voudrais vous dire quelque chose en particulier ; j'entrai dans une chambre à côté, je lui demandai des nouvelles de nos collègues de Caen ; après qu'elle m'eut satisfait sur les personnes de ma connaissance, je lui la lettre de Barbaroux en sa présence ; il s'y trouvait quelque chose qui la concernait. Elle me pria de l'accompagner chez le ministre de l'intérieur. Je lui dis : la chose n'est pas possible en cet instant ; puisque je suis en compagnie. Demain, reprit-elle, si vous voulez vous donner la peine de passer chez moi dans la matinée ; nous irons ensemble chez le ministre. — Oui, et cela résolu, elle se retira en me laissant son nom et son adresse sur une carte. — En rentrant chez moi, je dis : la plaisante aventure ! cette femme m'a l'air d'une intrigante, par les propos qu'elle m'a tenus, elle me paraît extraordinaire. J'ai vu dans ses raisons, dans son allure, dans sa contenance, quelque chose qui m'a paru singulier. Je saurai demain ce qui en est. — Le lendemain je m'y rendis ; elle m'entendit. — Avant d'aller chez le ministre, lui dis-je, il faut que vous ayez la bonté de me parler de votre affaire. Elle me répondit que cette affaire ne la regardait pas personnellement ; mais une demoiselle Fosbin qui avait été dans un couvent plusieurs années, qui avait passé en Suisse, et qui faisait des réclamations pour une pension qu'elle les avait depuis longtems portées au ministre, etc. On nous dit que le ministre n'était pas visible, que les députés n'étaient admis que le soir depuis huit heures jusqu'à dix.

Digitized by Google

Le soir, je me rendis chez cette femme, et je lui dis : Je crains que ma présence chez le ministre, qui est d'un parti opposé au nôtre, ne vous soit plus nuisible qu'utile. Je vous conseille de prendre quelqu'autre pour vous accompagner. D'ailleurs, vous n'avez pas de procuration de la personne pour laquelle vous sollicitez, et sur votre simple demande, il ne vous remettra pas ses papiers. Elle répondit : vous avez raison ; j'irai une autre fois.

Voici la lettre de Barbaroux.

Caen, le 7 juillet, l'an 2 de la République, une et indivisible.

« Je t'adresse, mon cher bon ami, quelques ouvrages qu'il faut » répandre. Il y a un ouvrage de Salles sur la constitution. C'est » celui qui, dans ce moment, produira le plus prompt effet. » Il faut en faire un grand nombre d'exemplaires. Je t'ai écrit » par la voie de Rouen pour t'intéresser à une affaire qui regarde » une de nos concitoyennes. (*Duperret interrompant.* Je n'ai rien » reçu de cela.) Il s'agit seulement de retirer du ministre de l'intérieur des pièces que tu lui remettras. La citoyenne qui te remettra » ce paquet s'intéresse à cette même affaire. Tâche de lui procurer » accès auprès du ministre. »

P. S. « Ici tout va bien ; nous ne tarderons pas à être sous les » murs de Paris. »

Guadet. Je demande à Duperret s'il n'a pas montré cette lettre à un de ses collègues, député du Loiret. *Duperret.* A plus de trente. *Guadet.* Je vous demande si vous n'avez pas rassemblé plusieurs fois chez vous des députés du côté droit. *Duperret.* Je déclare à l'Assemblée et à la France que rien n'est plus faux.

D'autres questions ont été faites à Duperret. Billaud-Varennes lui a demandé s'il n'avait point distribué des imprimés et reçu des assignats pour leur impression ; ce fait est faux, a répondu Duperret ; Maur l'a interpellé de dire si Charlotte Cordé de lui avait pas demandé l'adresse de Marat. Duperret a répondu négativement.

Hérault demande que le ministre de l'intérieur soit entendu, parce que, dit Hérault, il nous a parlé hier d'une lettre qu'il a reçue du Calvados, et par laquelle on le menaçait de l'assassinat. Cette proposition n'a pas de suite. Gonthon voit d'après tout ce qu'on a entendu que Duperret et les députés du Calvados sont complices de l'assassinat de Marat. Il fait plusieurs propositions. Voici celle que l'Assemblée adopte. Elle décrète d'accusation Duperret, enjoint au tribunal révolutionnaire de poursuivre en diligence les assassins de Marat ; elle décrète que Fauchet sera mis en état d'arrestation à l'Abbaye.

Ici Fauchet observe qu'on ne peut articuler aucun fait contre lui, et qu'il a toujours eu horreur du meurtre. La Convention maintient son décret.

Le cortège des 48 sections de Paris, qui est venu féliciter la Convention de ses travaux et de son courage, a occupé les derniers moments de la séance. Elle applaudit les procès-

Digitized by Google

verbaux de l'acceptation de l'acte constitutionel : ce qui a donné lieu à un décret portant que les sections de cette ville depuis 1789, et la municipalité depuis le 10 août 1792, n'ont pas cessé de bien mériter de la patrie.

Séance du lundi 15 juillet.

La Convention renvoie à l'examen du comité de législation un projet de décret sur le mode de jugement des prêtres déportés et rentrés en France. Il y a dans ce moment, a dit Taillefer, d'autres missionnaires bien plus dangereux que les prêtres; ce sont les commissaires fédéralistes qui parcourent les départemens. Je demande que les comités de sûreté générale et de législation soient chargés d'examiner si ces agens de l'aristocratie ne doivent pas être regardés et punis comme des contre-révolutionnaires. Le renvoi est décrété.

Billaud-Varennes demande que la discussion s'ouvre aujourd'hui sur le rapport de Saint-Just, concernant les députés mis en état d'arrestation. Il est tems, dit-il, d'éclairer le peuple. On observe que le rapport n'est point distribué. Couthon, qui d'abord avait demandé qu'on le présentât dans cette séance que l'acte d'accusation contre Brissot, se range à l'avis de Billaud-Varennes. La conspiration, dit-il, est bien claire maintenant. Dupetret nous l'a assez fait connaître hier : nous ne sommes pas ici seulement au milieu de conspirateurs, mais encore entourés d'une bande d'assassins.

Ici tour-à-tour, Couthon et Levasseur s'adressent au côté droit, en lui reprochant ses crimes.

Chabot accuse Fauchet, qui a dit hier qu'il n'avait pas vu l'assassin de Marat; la conduisit jeudi dans une des tribunes de l'Assemblée, et lui offrit de l'accompagner avec Duperret chez le ministre de l'intérieur. Enfin Bréard, ramenant la délibération à la proposition qui y a donné lieu, demande que Billaud-Varennes soit entendu : décrété.

Sur la proposition de Chabot, la Convention décrète qu'elle assistera aux funérailles de Marat. Il s'est sacrifié pour la révolution, ajoute Bentabole, il a vécu dans l'indigence; je demande que la nation paie ses dettes : décrété. Sur la motion de Drouet, on décrète qu'il sera nommé une commission pour faire l'inventaire de ses papiers et constater l'état de ses affaires. Ce décret est bientôt après rapporté sur cette observation de Lecointre, qu'il n'appartient pas aux députés de faire de tels actes, et que le soin de cet inventaire doit être laissé au ministère public.

Billaud-Varennes monte à la tribune. Il fait un discours très-long pour mettre en évidence les crimes des députés détenus et de leurs adhérens, leurs liaisons avec la cour, leurs efforts pour sauver Louis Capet, leur correspondance avec Dumouriez, la protection qu'ils ont toujours accordée aux malveillans, aux muscadins, aux égorgeurs, la haine qu'ils ont

Digitized by Google

constamment manifestée contre les patriotes, les efforts qu'ils ont faits pour les opprimer, la joie qu'ils ont témoignée toutes les fois qu'il arrivait de mauvaises nouvelles à la Convention, leur correspondance avec les administrations des départemens, pour les porter à l'insurrection qui éclate dans ce moment : tels sont les principaux chefs d'accusation. L'orateur a conclu par demander le décret d'accusation contre ceux qui ont été désignés par le comité de salut public. — L'Assemblée a vivement applaudi le discours de Billaud-Varennes, et en a ordonné l'impression, la distribution et l'envoi aux départemens, afin d'éclairer l'opinion publique.

Le comité d'aliénation a fait adopter, après une longue discussion, un projet de décret, portant la suppression des droits casuels et féodaux indistinctement, sans indemnité, et le brûlement des titres de ces droits le 10 août prochain dans chaque commune. La peine de deux ans de fer est portée contre ceux qui en garderaient; toutes procédures civiles et criminelles relatives à la perception de ces droits sont annulées et les dépens compensés.

On donne lecture d'une lettre des représentans envoyés dans le département de l'Eure; ils annoncent que déjà les hostilités ont commencé, mais que les soldats de Buzot ont évacué Pacy et fui vers Evreux.

Les commissaires à l'armée de la Vendée annoncent que les rebelles ont évacué plusieurs de leurs postes les plus importans; Nantes est entièrement dégagé; les communications avec Rennes et Brest sont rétablies.

Une lettre de Biron annonce sa démission.

Séance extraordinaire du lundi soir.

Cette séance a été presqu'entièrement consacrée à recevoir des citoyens ou députations de sections, qui sont venus témoigner leur douleur et leurs regrets de la perte que le peuple venait de faire en la personne de son plus zélé défenseur. « Frappez tous les conspirateurs, ont dit les hommes du 10 août; mettez à prix la tête des Capet fugitifs : pourquoi laisser encore au Temple des individus de cette famille. »

Quelques pétitions particulières ont été renvoyées aux comités qui les concernaient.

Barrère donne lecture d'une lettre du général Beauharnais, en date du 8, sur l'état où se trouve Mayence, d'après le rapport de deux citoyens échappés de cette place. La garnison fait toujours bonne défense; les approvisionnemens sont en abondance : les commissaires Rewbel et Merlin partagent la gloire et les dangers des soldats. Il est vrai que le commandant Meunier est mort de ses blessures; c'est Aubert Dubayet qui commande actuellement dans Cassel. Les deux citoyens qui ont rapporté ces faits, ont confirmé la nouvelle que le fils du roi de Prusse et Kalkreath ont failli tomber entre les mains des Français.

Digitized by Google

PARIS, le 18 juillet 1793.

COMMUNE. — *Conseil-général, du 10 juillet.*

Un membre annonce que la section de la Fraternité a envoyé des commissaires dans le département de l'Eure ; qu'un de ces commissaires, Mouchet, est porteur d'un manifeste des rebelles qui se trouvent dans le département de l'Eure ; que la section de la Fraternité, induite en erreur, a invité des commissaires de chaque section pour en entendre la lecture, que cette pièce est une véritable déclaration de guerre civile, un manifeste contre la constitution et contre la Convention ; que son but, et sur-tout son résultat, est d'empêcher le recrutement. — Sur le requisitoire du procureur de la commune, le conseil prend pour dénonciation les faits articulés ci-dessus, arrête qu'ils seront sur-le-champ communiqués au département de police, comme empêchant le recrutement ; ordonne que le comité de police prendra dans l'instant toutes les mesures pour étouffer ce nouveau ferment de contre-révolution.

Du 11. Le procureur de la commune donne lecture d'une lettre qu'il vient de recevoir du département de l'Eure ; cette lettre annonce que la guerre civile est prête à y éclater. Les citoyens crient : *vive la République*, et ils ne veulent pas reconnaître la représentation nationale. Wimpfen a fait afficher une proclamation où il est dit que le département de l'Eure ne marche pas sur Paris, mais *vers Paris* et *pour Paris*. Cette lettre contenait d'autres faits que Chaumette n'a pas cru devoir lire en public.

Du 12. Le conseil-général casse un arrêté pris par l'assemblée-générale de la section de la Fraternité, par lequel elle déclare que les scellés apposés par l'administration de police sur les papiers du citoyen Mouchet, l'un des commissaires qu'elle a envoyés dans le département de l'Eure, seront levés par des commissaires nommés par elle. Le conseil-général arrête en outre que l'administration de police poursuivra pardevant le tribunal révolutionnaire les auteurs et signataires dudit arrêté, comme tendant à propager les principes du fédéralisme.

Un membre fait le rapport de l'état du contingent. Il en résulte qu'à l'exception des trois sections dont le contingent n'est pas encore complet, toutes l'ont fourni.

Du 13. On annonce au conseil l'assassinat et la mort de

Digitized by Google

Marat. Hebert requiert le conseil de demander à la Convention les honneurs de l'apothéose pour *l'Ami du Peuple*. Un membre propose de plus que son buste soit placé dans la salle du conseil-général : le réquisitoire et la proposition sont adoptés. Le conseil nomme une commission pour aller sur-le-champ apposer les scellés sur les papiers de Marat.

Malgré la douleur qu'a excité parmi le peuple l'assassinat de Marat, la tranquillité publique n'a pas été un instant troublée ; on allait en foule dans l'église des Cordeliers voir son corps embaumé, et exposé sur un lit de parade, le même qui servit aux funérailles de Lajourki. Le convoi a eu lieu le 16 au soir ; on y voyait la baignoire dans laquelle il était lorsqu'il reçut le coup mortel, et la chemise ensanglantée qui l'enveloppait. Le corps était porté à découvert. Plusieurs orateurs ont, en diverses stations, prononcé des discours à l'éloge de *l'Ami du peuple*. Sorti sur les 7 heures de l'église des Cordeliers, le convoi n'est entré qu'après minuit dans le jardin qui porte ce nom. C'est là que les restes de Marat ont été inhumés sous les arbres. La porte du jardin était tendue d'une tenture aux trois couleurs, et illuminée. Elle avait pour inscription : *Temple de la liberté*.

On avait répandu qu'il y avait à l'Hôtel-Dieu une maladie contagieuse. Ce bruit a été entièrement démenti par la section de la Cité et par le rapport des médecins. Ils assurent même qu'il y a moins de malades qu'à l'ordinaire, relativement à la saison et aux chaleurs excessives qui nous donnent depuis quelques jours la même température qu'à St.-Domingue.

On assure que le comité de salut public a destitué le général Custines. Un courier, dit-on, est parti de Paris le 14 pour lui annoncer cette nouvelle.

Condorcet s'est soustrait par la fuite au décret d'arrestation lancé contre lui. Le citoyen Castellanne, prévenu de complicité dans le complot formé de faire monter le fils de Louis Capet sur le trône, a été arrêté à Neuilly, et traduit à l'Abbaye. On assure que Miranda a été conduit à la Force.

TRIBUNAL REVOLUTIONNAIRE.

Il y a environ 15 jours que le tribunal révolutionnaire était occupé de l'affaire des accusés d'Orléans. On connaît le fond de ce procès. Les accusés étaient au nombre de treize. Quatre seulement ont été acquittés. Les neuf autres ont été condamnés à mort d'après la déclaration du jury, portant qu'ils étaient

Digitized by Google

les auteurs ou les complices d'un assassinat commis sur la personne de Léonard Bourdon, représentant du peuple. Ils ont subi leur jugement le 13, sur les trois heures. — Voici leurs noms: François Couët, agent-de-change; Joseph Buissot, négociant; Jean Duvivier, marchand de bas; Jacques Jacquet le jeune, propriétaire; Jean-Baptiste Poussot, propriétaire; Jean-Baptiste Quesnel, musicien; Charles-Philippe Nonneville, propriétaire; Pierre Tassin Moncourt, ci devant seigneur; Jacques Broue de la Salle, blanchisseur de cire.

Le tribunal révolutionnaire s'est occupé hier, tout le jour, du procès de Charlotte Corday. L'affluence des spectateurs était prodigieuse. Dupperret et Fauchet ont aussi comparu. La meurtrière de Marat a tout avoué; elle n'a montré ni crainte, ni remord. Elle a répondu à toutes les questions qui lui ont été faites avec une précision, une imperturbabilité et un sang-froid qui étonnaient tout l'auditoire. Elle a constamment nié toute espece de complicité avec qui que ce fût, et prétendu qu'elle ne s'était déterminée à cet attentat que par la persuasion que celui qu'elle avait pris pour victime était le principal auteur des maux de la France; elle était tellement résolue à commettre ce meurtre, que si elle n'eût pu le trouver Marat ailleurs, elle l'eût poignardé au sein même de la Convention. Elle a été condamnée à mort, et exécutée à 7 heures du soir sur la place de la Révolution. Elle a marché au supplice avec le plus grand calme.

Interrogatoire de la fille Corday.

Premierement, à elle demandé ses noms, surnoms, âge, qualités, pays et demeure; a répondu se nommer Marie-Anne Charlotte Corday, ci-devant Darmant, native de la paroisse Saint-Saturnin-des-Lignerets, ci-devant Desez, agée de 25 ans moins quinze jours, vivant de ses revenus, demeurant ordinairement à Caen, lieu de sa résidence, et présentement logée rue des Vieux-Augustins, hôtel de la Providence.

A elle demandé depuis quel tems elle est à Paris, et quel a été l'objet de son voyage dans cette ville; a répondu y être de jeudi dernier avec un passe-port qu'elle avait obtenu à Caen, dont elle est partie le mardi d'avant, et être venue dans cette ville sans aucun dessein.

A elle demandé s'il n'est pas vrai qu'heure présente elle s'est introduite chez le citoyen Marat, qui était alors au bain, et s'il n'est pas également vrai qu'elle a assassiné ledit Marat avec le couteau que nous lui représentons à l'instant. A répondu que oui, et qu'elle reconnait le couteau.

A elle observé qu'il ne nous paraît pas naturel qu'elle ait conçu ce dessein exécrable de son propre mouvement, et interpellée de nous déclarer les personnes qui l'ont engagée à cet attentat, ainsi que de nous nommer les personnes qu'elle fréquente ordinairement dans la ville de Caen. A ré-

Digitized by Google

pondu qu'elle n'a communiqué son projet à ame qui vive ; qu'il y avait quelque tems qu'elle avait le passe-port qui lui a servi pour venir à Paris ; qu'en partant mardi dernier de Caen, et quittant une vieille parente chez laquelle elle demeure (la citoyenne Coutelier de Breteville, veuve, âgée de 60 et quelques années) ; elle répondante a seulement dit qu'elle allait voir son père ; que très-peu de personnes fréquentaient la maison de cette parente, et qu'aucune n'a jamais rien su de son dessein.

A elle observé que, suivant sa réponse antécédente, il y a tout lieu de croire qu'elle n'a quitté la ville de Caen que pour venir commettre cet assassinat dans la personne du citoyen Marat ; a répondu qu'il est vrai qu'elle avait ce dessein, et qu'elle n'aurait pas quitté la ville de Caen si elle n'eût eu l'envie de l'effectuer.

Sommée de nous déclarer où elle s'est procuré le couteau dont elle s'est servi pour commettre ce meurtre ; sommée de nous dire quelles sont les personnes qu'elle a vues depuis qu'elle est à Paris ; et enfin de nous rendre compte de ce qu'elle a fait à Paris depuis le jeudi qu'elle y est arrivée. — A répondu avoir acheté le couteau dont elle s'est servie pour assassiner Marat, le matin à 8 heures, au Palais-Royal, et l'avoir payé 40 sous. Qu'elle ne connaît personne à Paris, où elle n'est jamais venue. Qu'arrivée le jeudi, vers le midi, elle s'est couchée, n'est sortie de son appartement que le vendredi matin pour se promener vers la place des Victoires et dans le Palais-Royal ; que l'après-midi elle n'est point sortie ; qu'elle s'est mise à écrire différens papiers que nous trouverons sur elle ; qu'elle est sortie le matin, a été au Palais-Royal vers les sept heures et demie, huit heures ; y a acheté le couteau dont nous avons parlé ci-dessus ; a pris une voiture place des Victoires pour se faire conduire chez le citoyen Marat, auquel elle n'a pu parvenir ; qu'alors retournée chez elle, elle a pris le parti de lui écrire par la petite-poste, et sous un faux prétexte de lui demander une audience ; qu'elle répondante, sur les 7 heures et demie du soir, avait pris une voiture pour se transporter chez le citoyen Marat, y recevoir la réponse à sa lettre ; que craignant d'essuyer encore un refus, elle s'était précautionnée d'une autre lettre qui est dans son porte-feuille et qu'elle se proposait de faire tenir audit citoyen Marat, mais qu'elle n'en a point fait usage, ayant été reçue à cette heure ; enfin, que son projet n'était point un projet ordinaire.

A elle demandé comment elle est parvenue cette seconde fois auprès du citoyen Marat, et dans quel tems elle a commis ce crime envers sa personne. — A répondu que des femmes lui avaient ouvert la porte ; qu'on avait refusé de la laisser entrer auprès de Marat ; mais que ce dernier ayant entendu la répondante insister, il avait lui-même demandé qu'on l'introduisît auprès de son bain ; qu'il avait fait plusieurs questions à la ré-

Digitized by Google

pendante sur les députés de présent à Caen, sur leurs noms et ceux des officiers municipaux; que la répondante les lui avait nommés; et que Marat ayant dit qu'ils ne tarderaient pas à être guillotinés, c'est alors qu'elle répondante a tiré son couteau qu'elle portait dans son sein, dont elle a aussi-tôt frappé le citoyen Marat dans son bain.

A elle observé si, après avoir consommé ce crime, elle n'a pas cherché à s'évader par la fenêtre; a répondu que non, qu'elle n'a eu aucun dessein de s'évader par la fenêtre; mais qu'elle se fût en allée par la porte, si on ne s'y fût opposé.

NOUVELLES DES DÉPARTEMENS.

Extrait des lettres des commissaires Robert Lindet et Duroy dans le département de l'Eure.

De Vernon le 14 juillet. « Les rebelles qui s'étaient approchés de Vernon le 13, et qui avaient été repoussés, ont reparu le 13, l'armée a été au-devant d'eux. Le chef de brigade Imbert, qui avait le commandement de l'armée en l'absence du général, a fait les plus sages dispositions. Il a déployé les forces qu'il commandait avec un avantage qui en a imposé. Les révoltés ont tiré 4 ou 5 coups de canon; l'armée de la République, qui n'avait jusqu'alors opposé que des évolutions, des marches et des mouvemens, attendait l'ordre du général pour repousser la force par la force. — Le général a ordonné aux canonniers de tirer. 30 ou 40 coups, tirés avec une extrême vivacité avec deux pièces de quatre, ont forcé les révoltés à quitter le champ de bataille et faire une retraite assez prompte du côté de la ville d'Evreux. Pacy s'en trouve évacué. — L'armée a bivaqué; le général a fait toutes les dispositions nécessaires pour prévenir toute surprise, toute alarme, et repousser les rebelles, s'ils se présentent encore. »

Le général Sepher arrive ce soir.

Pacy, le 15 juillet. « Les citoyens de la ville d'Evreux n'ont pas été plutôt délivrés de la présence des rebelles, qu'ils ont librement émis le vœu de rester attachés à la République et à la Convention. Ils ont arrêté d'aller au-devant des représentans du peuple, et de fraterniser avec l'armée qui vient de les délivrer du joug de leurs oppresseurs. La ville d'Evreux est entièrement libre. Les rebelles fuyent et se retirent dans le Calvados. L'avant-garde de l'armée de la République est arrivée à Pacy, où l'état-major est réuni. Nous avons reçu et embrassé les députés de la commune d'Evreux, qui attendaient notre arrivée pour convoquer les assemblées primaires et accepter la constitution. Nous nous rendrons demain avec l'ar-

Digitized by Google

mée à Evreux où nous ne trouverons que des freres et des amis. Les administrateurs coupables, les chefs de la conspiration ont pris la fuite, leurs troupes se dispersent et semblent s'évanouir.

D'Avignon, le 8 juillet. Le cinq de ce mois on apprend que les Marseillais sont en marche de Tarascon vers Noves. On bat la générale. On envoye 500 hommes et deux pieces de canon qui se portent en avant de l'auberge de la Barque sans penser à aller occuper la Chartreuse. Les deux compagnies Marseillaises viennent le même jour s'emparer de ce poste important. Le lendemain 6, à 4 heures du matin, les Marseillais envoyent un gendarme avec une proclamation pour s'annoncer comme amis. On arrête le gendarme et l'on tire, pour toute réponse, les deux canons sur les Marseillais; ils ripostent avec leurs pieces de 18: nos gens se débandent et abandonnent leurs canons. Les Marseillais passent la Durance à leur dise et viennent camper aux environs de la grange d'Island. On bat encore la générale, le même soir, dans la ville; mais elle produit encore moins de monde que la premiere fois. Les fédérés Orangeais et autres, voyant les Avignonais lâcher le pied se retirent, et il ne reste que les detachemens d'Aubignan, de Châteauneuf et d'Entraigues. Dans la nuit du 6 au 7, arrive une lettre du général Marseillais portant qu'on ait à lui ouvrir les portes, à vider les postes, à ne se montrer nulle part en armes dans les rues, sous peine de mort. Le matin on apperçoit les Marseillais; on vient conseil dans le tumulte, et après bien des déliberations inutiles, on finit par charger Arnoux, curé d'Aubignan d'aller traiter des conditions. Un moment après, sans attendre ni réponse, ni ordre, on retire les canons, on ouvre les portes, et à 5 heures et demie le quartier-maître du bataillon Marseillais arrive seul, engage les corps administratifs à aller au-devant des Marseillais. Ils marchent accompagnés de quatre fusiliers. Au milieu de la grande rue, les commissaires Marseillais se présentent aux corps administratifs. Le maire était applaudi par-tout, comme ayant sauvé la ville. Quelques pas plus loin, un officier de gendarmerie Marseillaise arrive à cheval et signifie au maire qu'il ait à faire fermer les portes de la ville, excepté celle de Saint-Lazare. Le maire hésite; l'officier réitere impérieusement l'ordre; un valet de police part pour le faire exécuter. A la porte de Saint-Lazare était le commandant Marseillais qui parle au maire avec indignation des coups de canon tirés la veille et qui menacent les factieux, on se met en marche; la garde de la maison commune est désarmée, quelques personnes sont arrêtées. Il paraît qu'on va faire un désarmement général. *Extrait des nouvelles politiques.*

Digitized by Google

NOUVELLES DES ARMÉES.

ARMÉE DU NORD. *Valenciennes.*

On ignore encore si Condé, dépourvu de vivres et de munitions, a été obligé de se rendre; mais alors Valenciennes éprouverait un feu plus vif et ses dangers seraient très-grands. Dès le 21 juin, les Autrichiens avaient fait répandre avec profusion, dans cette dernière ville, un manifeste où ils invitaient les habitans à se livrer à eux, et il fallait que cette place eût déjà bien souffert, puisqu'à cette époque une partie des habitans firent des démarches auprès du commandant pour l'inviter à écouter ces propositions. Le commandant y répondit par la proclamation suivante :

« Citoyens, le conseil-général de la commune m'a rendu compte des représentations que plusieurs citoyens et citoyennes lui ont faites, relativement à la malheureuse situation dans laquelle ils demeurent. »

« Comme vous, chers citoyens, je suis sensible à ce malheureux événement; j'en verse même des larmes; mais je ne peux envisager que mon devoir envers la patrie. La loi me prescrit, sous peine de mort, de ne pas abandonner la défense des remparts, jusqu'au terme qu'elle indique... Songez, citoyens, que la ville de Valenciennes appartient à la nation entière. Elle est une des principales clés de la France. Voulez-vous que je trahisse 25 millions de nos frères, qui se reposent sur la force de cette place, et qui vraisemblablement font marcher une armée considérable pour venir à notre secours..... Vous pouvez disposer de ma vie, mais jamais de mon devoir. Je vais m'occuper des moyens de donner des asyles à toutes les femmes et à tous les enfans. Je vous exhorte à maintenir le calme et la tranquillité publique; car, si je voyais le moindre tumulte, le moindre rassemblement où le moindre acte défendu par la loi, je ne pourrais plus me dispenser de faire mon devoir et d'user de la plus grande rigueur, quoi qu'il pût en coûter à mon cœur et à mon affection pour vous tous. »

FERRAND, *général de division, commandant la place.*

Du 10 juillet. La puissance des rois coalisés est venue se briser contre les murs de Valenciennes, ils pourront faire de cette malheureuse ville un monceau de ruines et de cendres; mais ils ne pourront jamais dompter le courage invincible de ses habitans, et des soldats républicains qui défendent ses remparts. L'histoire ne fournit pas d'exemple d'un bombardement aussi cruel que celui qu'éprouve cette place. Depuis trois semaines près de 200 bouches à feu jouent nuit et jour sur

Digitized by Google

la ville ; la garnison fait journellement des sorties non moins funestes pour l'ennemi, que des batailles perdues. Cobourg voyant que la place modérait son feu, crut qu'elle était dépourvue de munitions ; et résolut de tenter une escalade dans la nuit du 5 au 6, par les Anglais, les grenadiers Hongrois et les Hanovriens, au moyen de barques chargés d'échelles qui furent lancés dans les fossés. Le général Ferrand s'apperçut du dessein des ennemis, les laissa approcher, et comme ils se disposaient à appliquer les échelles, il les assaillit aussi-tôt d'une pluie de balles et de mitraille qui les atteignit de toutes parts. On évalue à 6000 hommes le nombre de ceux qui sont restés victimes de cette téméraire entreprise. On sait d'une maniere positive que Cobourg était déterminé à sacrifier 5000 hommes pour en assurer le succès. Les assiégeans repoussés prirent la fuite en désordre, et furent poursuivis jusques dans leur camp. L'explosion d'une mine qu'on fit sauter dans le même instant au Roulleux, acheva leur défaite.

Depuis le commencement du siège, l'ennemi a perdu une grande quantité de pieces prises, enclouées ou mises hors d'état de servir. Une maladie épidémique, causée par les exhalaisons fétides des bois de Raismes et du camp de Famars, porte la désolation dans l'armee des alliés. Les hôpitaux de Mons et de Bruxelles ne peuvent suffire pour contenir tous les malades et les blessés.

Notice des séances subséquentes de la Convention du mardi et du mercredi.

Mardi 16 *juillet.* Nouvelles désastreuses arrivées de Saint-Domingue où l'anarchie est à son comble. Polverel et Santhonax sont accusés d'être les auteurs des maux qu'éprouve aujourd'hui cette colonie. Il paraît que le projet de ces perfides agens est de la livrer aux Anglais. — Decret d'accusation contre Polverel et Santhonax.

Dubois-Dubay, représentant député, écrit de Maubeuge, en date du 12 juillet, que le général Tourville a pris une redoute autrichienne en avant de cette ville ; l'action a été brillante, toutes les troupes qui y ont eu part se sont parfaitement bien conduits.

Custines, écrit de Cambray, le 13 juillet : « Hier, les troupes de la République, forcées d'abord par l'ennemi à se retirer du poste de Saint-Amand, l'ont, à leur tour forcé à la retraite après un combat qui a duré deux heures. Dix-huit de nos soldats ont été pris ou tués dans cette action, un grand nombre d'ennemis ont perdu la vie. Le même général envoie plusieurs lettres et imprimés qui lui ont été adressés par les fédéralistes de Bordeaux et de Caen, et par Félix Wimpfen ; il envoie en même-tems les réponses fortes et républicaines qu'il a faites.

Digitized by Google

Custines se plaint de ce que le ministre de la guerre enlève à l'armée du Nord des bataillons entiers et de la cavalerie, pour les faire marcher ailleurs, il déclare qu'il donnera les ordres les plus formels pour empêcher qu'aucun des corps qui composent les deux armées du Nord et de la Moselle se mettent en marche pour l'intérieur, sans une autorisation expresse de la Convention. — Renvoyé au comité de salut public.

La pièce de Bordeaux, datée du 30 juin, est signée Grangeneuve le jeune, président. Il y est dit que 80 mille hommes au moins arriveront sous peu de jours à Paris pour y mettre les anarchistes à la raison, rétablir l'intégralité de la Convention, etc. Le général y est invité à s'unir d'intention avec les Bordelais, à rester inébranlable à son poste, pour combattre les ennemis du dehors, tandis qu'eux combattront les ennemis du dedans, pour affermir et consolider la République une et indivisible.

Celle de Wimpfen, datée de Caen, le 2 juillet, est à peu près dans ce même sens.

Les deux réponses de Custines sont, qu'il regarde la démande des départemens réunis comme un attentat contre l'unité et l'indivisibilité de la République; que fidèle à ses sermens, dans la majorité il reconnaît la Convention; et dans la minorité, des factieux dont Wimpfen est le chef, etc.

Mercredi 17. Chabot demande que, pour s'être soustraits au décret d'arrestation porté contre eux, Grangeneuve et Condorcet soient mis hors de la loi. — Renvoyé au comité de salut public.

Lacroix demande que la Convention décrète que la maison de Buzot sera rasée. Il faut savoir, observe un autre membre, si vraiment Buzot a une maison qui lui appartienne en propre. Cela supposé, répond Thuriot, ce sera rendre service au citoyen auquel elle appartient que de la faire consumer par les flammes. — Décrété.

Les commissaires près l'armée des côtes de la Rochelle, écrivent, en date du 11, que les corps administratifs de la ville de Nantes avaient adhéré, le 5 de ce mois, à la coalition départementale; et que le général Beysser, s'était mis à la tête de la garnison de Nantes pour marcher contre Paris. — La Convention a déclaré traîtres à la patrie, et mis hors la loi, Beysser, les signataires de l'arrêté, et Constard, député à la Convention, qui a refusé de se rendre dans son sein.

ERRATA. Dans le Mercure précédent, n°. 104, à l'article Commune de Paris, page 90, deuxième paragraphe, on lit *Chabot au nom du comité de sûreté générale.* Tout ce morceau est transposé, l'placer à la séance du lundi page 88.

Digitized by Google

(N°. 105. — 1793.)

Jer. 135.

MERCURE FRANÇAIS

SAMEDI 3 AOUST, *l'an deuxieme de la République.*

POÉSIE.

A mon ami qui me reproche mon inattivité poétique.

QUAND la foudre à grand bruit épuisant ses carreaux,
Nous fait craindre ou gémir sur nous et sur nos freres,
Quand la patrie en pleurs, au sein de ses miseres,
Voit ses propres enfans devenir ses bourreaux ;
Quand l'airain meurtrier de toutes parts résonne,
Puis-je mêler sans honte, en ce désordre affreux,
Les chants du dieu des vers aux cris des malheureux,
Et la flûte de Pan au clairon de Bellone ?
Non, non : de l'Hélicon les bosquets sont déserts,
Les neuf Sœurs du fracas semblent épouvantées ;
Et qui pourrait porter, sans troubler leurs concerts,
Sur leur paisible luth des mains ensanglantées ?
O mes concitoyens ! quel démon odieux
Agite parmi vous sa torche incendiaire ?
Fermerez-vous long-tems, égarés, furieux,
Vos cœurs à la raison, vos yeux à la lumiere ?
Pourquoi contre vous-même êtes-vous conjurés ?
Voulez-vous transformer, enfans dénaturés,
Vos sillons nourriciers en vaste cimetiere ?
Liberté ! liberté ! non, ne le permets pas ;
Sur les bords de l'abîme arrête enfin leurs pas.
Qu'à ta voix l'anarchie et son hideux cortege
Purge le sol français de son aspect impur.
Viens, montre-toi ; replonge en son repaire obscur
De tes profanateurs la horde sacrilege.
Sous la pourpre ou la bure écrase les tyrans ;
De son trône usurpé fais tomber l'ignorance ;
Sois le soutien du peuple et l'effroi des brigands ;
De ce peuple abusé fais cesser la souffrance.
Daigne de trois fléaux le sauvant à la fois
L'arracher au désordre, à la famine, aux rois ;

Digitized by Google

Et qu'au sein de la paix retrouvant l'abondance,
Pour être libre et grand, il obéisse aux lois.
Alors, ô mon pays! ma lyre détendue
Saura se ranimer pour peindre mes transports;
Et si durant tes maux le deuil l'a suspendue,
Ton bonheur pourra seul lui rendre ses accords.

LA CHABEAUSSIERE.

CHARADE.

Simple et modeste en sa parure,
Philis ignore mon premier.
Son sopha n'est que de verdure;
Son miroir n'est que mon dernier.
Quelques fleurs forment sa couronne:
Celle qu'on porte sur le trône
Serait pour elle mon entier.

Par le cit. H***., *vicaire épiscopal.*

ÉNIGME.

Je suis latin, français: en veux tu voir la preuve?
Latin, je donne *rien*; français, je donne un fleuve.

LOGOGRIPHE.

Je suis cet utile théâtre
Où Cérès aux jaunes épis,
Se fait battre par ses amis.
Mes pieds sont au nombre de quatre.
Quand on m'en ôte le premier,
Je pousse les humains jusqu'à s'entredétruire:
Et par moi tout vit et respire
Quand on m'en ôte le dernier.

Par le cit. H***., *vicaire épiscopal.*

Explic. des Charade, Enigme *et* Logogriphe *du* No. 104.

Le mot de la Charade est *Dépouille*; celui de l'Enigme est *Limaçon*; celui du Logogriphe est *Soye*, dans lequel on trouve *soi* et *aye*.

Digitized by Google

CONTE.

LE BON FILS.

M. Duval, commerçant estimable par son intégrité, tenait à Rouen une bonne maison qu'il avait commencée très-jeune. Chef d'une nombreuse famille, il exerçait sur elle l'autorité paternelle avec toute la rigueur d'un caractere violent, opiniâtre et despote. Sa femme, modele de douceur et des agrémens de son sexe, faisait son unique étude d'adoucir les effets des emportemens de son mari, de charmer son humeur, de le maintenir en paix avec ses enfans et lui-même; mais trop souvent ses efforts étaient rendus inutiles.

Léonard, leur fils aîné, avait reçu de la nature une de ces trempes que modifient aisément la prudence et la sagesse d'un instituteur modéré, mais qui se révoltent ouvertement contre l'exercice d'une autorité arbitraire ou passionnée. Il fut dont impossible d'éviter de fréquentes altercations entre lui et son pere dont l'austérité, la rudesse déterminaient sa résistance et finissaient par la rendre indomptable.

Ces malheureuses dissentions augmenterent avec l'âge, dont la bouillante chaleur ne connaît plus de frein lorsqu'il n'a pas été imposé de bonne heure par une main habile; Léonard avait atteint dix-huit ans, lorsqu'un jour, à la suite d'une violente querelle, son pere furieux de ne point obtenir une soumission qu'il n'avait jamais su qu'exiger, le mit à la porte avec défense de se représenter devant lui.

Le jeune homme avait trop de fierté pour qu'il fût nécessaire de répéter deux fois cette défense; dépourvu de tout, mais rempli de cette confiance qui tient au sentiment de ses forces et de son courage, il sortit de la ville à l'instant, et se mit en chemin pour le Hâvre. Arrivé dans ce port, fatigué d'une route précipitée, il rencontra un capitaine de vaisseau avec lequel sa famille avait eu quelques relations, et, à force d'instance, il obtint la permission de l'accompagner dans le voyage qu'il était sur le point d'entreprendre pour St. Domingue.

Quelque violent qu'eût été l'emportement de M. Duval, la nature ne perdait pas ses droits, et ce pere tyrannique ne put échapper au regret d'avoir été si bien obéi. La tendresse maternelle fit éprouver de plus vives douleurs à sa sensible épouse; elle fut long-tems inconsolable de la perte d'un fils dont sa touchante bonté lui avait assuré l'amour et le respect. Son attachement pour ses autres enfans, lui conserva une vie toujours marquée par des sacrifices, et remplie de ces soins généreux qui suppléent au bonheur. Ses recher-

Digitized by Google

ches ne lui apprirent que l'embarquement de Léonard sans l'éclairer sur les événemens subséquens qui pouvaient le concerner.

A cette cause de chagrin se joignirent bientôt des circonstances fâcheuses ; des faillites inattendues, des pertes répétées, une entreprise considérable dont le succès fut manqué par les différends survenus entre M. Duval et les associés qu'il s'était choisis, ébranlerent successivement sa fortune et son crédit, et finirent par les ruiner. Après fort peu d'années de revers et de tentatives pour en réparer les suites, il fut obligé de se retirer à la campagne, où, consumé de mélancolie et avec une santé altérée, il élevait sa nombreuse famille dans l'obscurité d'un état plus voisin de l'indigence que de la médiocrité.

L'infortune de M. Duval lui valut cependant un avantage qui ne peut être trop payé ; son caractere se modéra par degrés. Sa raison reçut, de la puissante adversité, une force que rien autre n'avait pu lui procurer ; il apprit à subjuguer ses passions en s'efforçant de les maîtriser pour diminuer les souffrances de ses compagnons de malheurs, et il ne considérait plus qu'avec attendrissement sa digne femme dont les qualités aimables lui devenaient chaque jour plus précieuses.

Durant cet espace de tems, Léonard avait éprouvé les vissicitudes du sort. Sa premiere navigation avait été malheureuse ; le capitaine, dont il s'était bientôt fait chérir par l'activité de son esprit, par ses manieres franches, mourut dans la traversée ; le jeune abandonné fut jeté au Port-au-Prince sans argent, sans patron, sans ami. Il serait péri de besoin sans un riche négociant qui prit compassion de lui et l'emmena dans sa maison ; après s'être assuré de son intelligence et de sa fidélité dans un emploi de peu de conséquence, il l'initia dans la connaissance de son commerce.

La pénétration, l'exactitude et la diligence de Léonard le rendirent si recommandable que des soins plus importans lui furent confiés ; il fut envoyé successivement aux Antilles et dans les Etats-Unis ; il traita plusieurs affaires majeures avec tant d'habileté qu'il augmenta la confiance de toutes les correspondances, et assura des avantages immenses à la maison pour laquelle il travaillait, et aux intérêts de laquelle il fut associé. Sa fortune, commencée à cette époque, s'accrut avec rapidité.

L'impression que lui avait laissée le traitement qui lui fit quitter la maison de son pere, la nécessité de travailler au soutien de son existence et le train des affaires au milieu desquelles il était plongé, suspendirent pendant long-tems et semblaient avoir effacé toute affection filiale. L'asyle paternel ne s'offrait à sa pensée que comme le théâtre d'un châtiment cruel et non mérité. Cependant, la nature le lui pré-

Digitized by Google

sente par degré sous un aspect moins repoussant ; un grand intervalle, une situation heureuse adoucissent le ressentiment de son cœur ; il s'attendrissait au souvenir de la constante bonté de sa mere, des jeux et des caresses de ses freres et sœurs. Tous ses sentimens se lient, se rappellent, et lorsque les plus affectueux reprennent leur empire sur un cœur généreux, il n'en est pas un seul qui n'acquiere un nouveau développement.

Léonard réfléchissant sur lui-même avec impartialité, vint à excuser la sévérité de son pere, à condamner sa propre obstination, enfin à la trouver également blâmable.

Aux emportemens de la premiere jeunesse avait succédé chez lui cette raison dont l'expérience d'une vie agitée hâte la maturité ; l'homme impétueux, cœur sensible, approchant de l'époque où il peut songer à devenir pere à son tour, devient aussi plus juste appréciateur de ce qu'il doit à ses parens.

Les douces impressions reçues dans l'enfance auprès d'une mere chérie, l'attrait que ne perdent jamais les lieux où le cœur s'ouvrit au sentiment de l'existence, les affections que tous ces événemens particuliers à Léonard éveillaient chez lui, le presserent si vivement, qu'il résolut d'abandonner les flatteuses espérances que sa situation pouvait offrir, pour l'accroissement de ses richesses : il recueillit celles qu'il avait acquises, pour repasser en France, où il arriva après une absence de neuf ans. Il apprit en débarquant le triste changement de l'état de sa famille ; il s'informa de sa retraite, et, le cœur plein d'une tendre émotion, il se rendit avec empressement au lieu qui lui fut indiqué.

C'était vers le soir, au moment où le couple infortuné s'entretenait mélancoliquement auprès d'un sombre foyer. Une lettre que M. Duval avait reçue ce jour même du propriétaire de sa petite habitation, jettait toute la famille dans la douleur et l'abattement. « Que ferai-je ? » s'écriait-il, en tenant à la main cette lettre ; « il menace de nous mettre dehors faute du paiement de quelque tems de loyer. — Homme cruel ! mais, hélas ! puis-je espérer d'un étranger plus d'humanité que je n'en ai montré à mon propre fils ? » — La réflexion était trop pénétrante pour que madame Duval pût la supporter ; elle joint ses mains, gémit et pleure amérement. La considération de sa situation présente ne fixe pas sa pensée un seul instant ; elle ne voit et ne pleure que son fils, perdu depuis long-tems.

La fille aînée, dont l'habillement commun cachait mal les formes agréables et la taille élégante, s'approche tendrement de sa mere, et tandis que des pleurs sympathiques se succedent sur ses joues brillantes, elle joint une main aux siennes et soutient de l'autre sa tête penchée. Le pere soupire du fond du cœur, et deux jeunes garçons, les plus âgés de ceux qui

Digitized by Google

restent, fixent douloureusement leurs regards sur cette scene pénétrante.

Quelques enfans, de cet âge où l'on n'a point encore la conscience du chagrin, étaient assis devant la porte; ils accourent avec la nouvelle qu'une chaise vient de s'arrêter près de la maison, et qu'un *beau monsieur* est descendu de cette voiture. Il entre le moment d'après, mais à la vue du groupe qui se présente devant lui, ses forces l'abandonnent, il tombe sur le premier siége. La famille l'environne; la mere, jettant sur lui des regards avides, s'écrie : mon fils, mon fils ! et demeure évanouie à ses côtés; M. Duval arrêté, dans un étonnement presque stupide, léve au ciel ses mains reconnaissantes, met un genou en terre et ne fait entendre que cette exclamation : « Grand Dieu, je te remercie ! » Alors, il court à son fils, le presse sur son sein, et le rappelle à la vie par ses tendres embrassemens. Léonard n'a pas plutôt recouvré ses facultés qu'il implore de son pere le pardon des torts de sa jeunesse. — « Te pardonner, Léonard ! c'est toi, mon enfant, que je dois inviter à oublier le cruel traitement que je t'ai fait subir ! » — Il le prend dans ses bras et baigne son visage de ses larmes. La mere cependant restait sans connaissance dans ceux de sa fille; le reste de la famille confus, effrayé, ne sait que penser de cette scene, et les plus petits commencent à jetter les hauts cris pour leur mere, dont l'état ressemble à la mort.

Les soins de son mari, de son fils, furent long-tems employés avant de lui faire donner quelques signes de vie, et lorsque ses yeux s'ouvraient sur l'objet chéri qu'ils avaient tous pleuré, elle succombait de nouveau à des accès de faiblesse; il fallut la mettre au lit, où, par degré, elle reprit la force de considérer et d'embrasser le fils qui lui était rendu. La sœur aînée, qui reconnut aisément le compagnon bien-aimé de ses premiers ans, lui témoignait la plus vive sensibilité.

Après les douces et tumultueuses effusions succéderent les questions; Léonard raconta brièvement ce qui lui était arrivé, sans s'appesantir sur les circonstances pénibles, pour ne pas renouveller des impressions douloureuses; il finit par déclarer à ses parens que ce qu'il avait acquis était à eux; qu'il le mettait à leur disposition, et qu'il ne voulait y avoir qu'une part égale à celle de chacun d'eux tous. Sa piété filiale, la générosité de son procédé exciterent cette tendre admiration qu'inspire la vertu sans faste, et ajouterent aux regrets du pere d'avoir si peu connu un tel fils. Il ne voulut point accepter l'offre de Léonard dans toute son étendue, mais, empruntant seulement une partie considérable de ses fonds, il se l'associa dans de nouvelles entreprises de commerce, dont les succès le mirent en état d'élever, de pourvoir honorablement ses autres enfans, et de passer le reste de ses jours dans l'aisance et la paix.

Par un anonyme.

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

Journal d'un voyage fait dans l'intérieur de l'Amérique septentrionale, traduit de l'Anglais, et enrichi de notes, par M. Noël, ancien professeur de belles lettres au collége de Louis-le-Grand, avec cartes et figures; 2 volumes in-8°. A Paris, chez Lavillette, libraire, rue du Battoir, n°. 8.

Ce journal, qui embrasse l'espace de cinq années, depuis 1776 jusqu'en 1781, c'est-à-dire à peu près tout le tems que dura la guerre des colonies américaines contre l'Angleterre, est l'ouvrage d'un jeune officier Anglais qui servait dans l'armée de Burgoyne, et qui resta prisonnier chez les Américains depuis la journée de Saratoga, où l'armée anglaise mit bas les armes, jusqu'à la conclusion de la paix. On pourrait croire d'abord qu'il est difficile à un prisonnier de faire un journal de voyage; mais si l'on considère que le congrès embarrassé plus d'une fois de la garde de trois mille cinq cents hommes dans un pays exposé de tout côté aux invasions de l'ennemi, les transporta successivement d'un endroit à un autre, et en dernier lieu les envoya de la baie de Massachuset en Virginie, on concevra aisément que dans une route de trois cents lieues, du Nord au Midi, faite en corps d'armée, c'est-à-dire à petites journées, et en séjournant souvent suivant le besoin et les circonstances, on a le tems de voir et d'observer. Les marches font connaître le pays, et les séjours, plus ou moins longs, font connaître les habitans. Cependant les observations de l'auteur sont en général assez bornées et fort superficielles; les détails d'histoire naturelle se retrouvent à peu près par tout: les détails militaires pourraient être beaucoup plus curieux; mais passé la première année, l'auteur ne fut plus à portée de les voir; et même avant la défaite de Burgoyne, il est fort concis sur les opérations de la campagne. Pendant les trois autres années, ce qui l'occupe le plus, c'est, comme on peut se l'imaginer, la situation où il est avec ses camarades d'infortune, et le traitement qu'ils reçoivent des Américains. Il n'est pas étonnant que ce soit un sujet presque continuel de plaintes et de reproches; mais il serait fort hasardeux de décider à cet égard entre les vainqueurs et les vaincus, dont les récits seraient vraisemblablement fort différens, et ici l'on n'entend qu'une partie. On peut croire qu'avec la meilleure volonté du monde, le congrès ne pouvait pas toujours veiller, dans un si grand éloignement, à tous les besoins d'une armée prisonnière. Quant aux procédés, ce qu'on apperçoit assez distinctement c'est que les Anglais, malgré leur disgrace, un

Digitized by Google

peut-être à causé de cette disgrace même, étaient fort loin de s'être corrigés de cet orgueil insultant qui s'obstinait à ne voir que des sujets révoltés dans ces nombreuses peuplades qui voulaient être libres, et qui en avaient le droit; qu'au lieu de cette dignité calme et fiere qui sied toujours à de braves gens, ils laissaient trop percer un injurieux dédain, mêlé de l'aigreur et du ressentiment qu'inspire le souvenir d'une défaite et la honte de se voir captifs de ceux qu'on a méprisés; que les Américains, de leur côté, de plus en plus ulcérés par l'acharnement des Anglais à les asservir, et par la guerre cruelle qu'on leur faisait, étaient enfin passés de ces anciens sentimens de fraternité, qui avaient long-tems suspendu la rupture, à une violente animosité, à une aversion profonde qui ne laissait plus d'espérance de retour ni de conciliation. Ces sentimens se manifestent également dans l'exposé des démêlés dont ce journal nous rend compte; mais il n'en est pas moins juste de penser que, malgré cette disposition générale et réciproque, les torts ont été personnels, et que le sort des prisonniers dépendait naturellement du caractere des officiers Américains qui les eurent tour à tour sous leur garde. Il y eut non-seulement des duretés et des insultes, mais des violences et des assassinats. Il ne paraît pas que les conseils de guerre en aient fait une justice assez sévere; mais l'auteur n'en est pas plus autorisé à affirmer, comme il le fait, que les Américains avaient formé l'horrible projet de massacrer tous leurs prisonniers. S'il s'est trouvé un ou deux hommes assez féroces pour maltraiter les vaincus, et même pour lever le glaive sur eux, est-ce une raison pour attribuer à toute une nation une atrocité dont aucun peuple policé n'est capable? L'auteur reconnaît lui-même que dans d'autres occasions et sous d'autres officiers les Anglais furent traités aussi bien qu'ils pouvaient l'être, et l'on sait que tous revinrent dans leur patrie, excepté ceux qui prirent le parti de s'établir en Amérique. Il cite même un trait qui fait le plus grand honneur aux vainqueurs de Saratoga, et qui mérite d'être rapporté dans les termes de l'auteur. « Quelque malheureuse » que soit notre situation, ce n'est pas le premier exemple » d'une armée obligée de se rendre, témoin la capitulation » de Closter-Séven si honteusement rompue (1); et si vous

(1) Cette capitulation était bien plus étonnante que celle de Saratoga, puisqu'on y fit mettre bas les armes à une armée de trente mille hommes; ce qui, pour le dire en passant, était la suite des belles dispositions du maréchal d'Etrées et de la victoire d'Hastembeck, dont le maréchal de Richelieu ne fit que recueillir le fruit. Au reste, on ne comprend pas pourquoi l'auteur Anglais trouve de la *honte* à ce que cette capitulation ait été rompue. Le cabinet de Versailles refusa de la ratifier; dèslors les Hanovriens étaient libres.

Digitized by Google

» ouvrez l'histoire ! vous trouverez dans le siècle dernier que » l'armée commandée par le duc de Saxe-Eysenac, considérablement affaiblie par les fatigues et les pertes de la campagne, fut obligée de se rendre au maréchal de Créqui. Ce » général accorda au duc un passe-port conçu dans les termes » les plus honnêtes, par lequel il lui permettait de passer avec » son armée par une route désignée, et défendait à tout officier » ou simple soldat de l'armée française de faire la moindre » insulte au duc ou à ses troupes pendant leur séjour en » Allemagne. Le général Gates a imité le maréchal à cet égard ; » car après que nous avons eu rendu nos armes et que notre » marche a été réglée, nous avons passé au milieu de l'armée » américaine sans que j'aie remarqué un seul regard d'insulte » ou de mépris ; et c'était une douce satisfaction pour nous » de voir que l'antipathie qu'on nous a si long-tems témoignée avait fait place au traitement que prescrivent les maximes » de la guerre, c'est-à-dire une conduite pleine de politesse, » sans que l'ennemi prisonnier eût à se plaindre de l'insolence des vainqueurs. » *Pas un seul regard d'insulte ou de mépris !* à des hommes venus de deux mille lieues pour les asservir et les exterminer ! Voilà qui est plus beau que la victoire : ce peuple se montrait grand ; il méritait d'être libre.

Mais conçoit-on que l'auteur qui vient de lui rendre ce témoignage, apparemment dans un premier mouvement de reconnaissance, n'en parle ensuite qu'avec un mépris continuel ? A la légèreté de ses jugemens on s'apperçoit qu'il est jeune, et à sa partialité on sent trop qu'il est Anglais : voilà en deux mots ses torts et leur excuse. On jugera de l'excès de ses préventions et de son animosité par quelques traits que j'en vais rapporter.

« Si les Américains possédaient en général des sentimens » aussi nobles, on n'aurait pas vu les cruautés et les persécutions qui sont résultées de cette guerre *contre nature*, et » qui ont *couvert le nom de l'Amérique d'une haine* qu'aucun » tems ne peut effacer, qu'aucun mérite ne peut faire oublier. »

Qui aurait cru qu'il fût *contre nature* que des habitans d'un hémisphere séparé du nôtre par deux mille lieues de mer, ne voulussent pas en recevoir des lois oppressives, et prétendissent de se gouverner par leurs propres lois ? Voilà pourtant le sujet de la guerre d'Amérique : il n'y en eut jamais de plus légitime. A l'égard des *cruautés et des persécutions*, il y a peu de guerres où les deux partis n'aient là dessus quelques reproches à se faire. Mais sied-il aux Anglais d'en parler ; eux qui seuls ont à répondre à l'humanité des ravages affreux, des massacres barbares commis par ces hordes sauvages qu'ils armèrent contre les paisibles cultivateurs de l'Amérique.

Quam temere in nosmet legem sanctamus iniquam !

Digitized by Google

A-t-on meilleure grace à tourner en ridicule le mauvais équipage des troupes continentales, à en tracer cette peinture dont quelques traits ne sont que burlesques et d'autres atroces? « Elles sont composées des plus curieuses figures que vous » ayiez jamais vues. Quelques soldats, *comme le petit Poucet*, » n'ont qu'une botte; d'autres moins heureux n'en ont point. » Ceux-ci n'ont point de bas, et leurs pieds nuds paraissent » à travers leurs souliers. Ceux-là ont des culottes indécem- » ment déchirées; les uns ne portent qu'un gilet; les autres » ont un habit trop long. Mais tous ont de beaux bonnets » de dragons et de grands sabres attachés à leur ceinture. » Quelques-uns ont à leur selle des fourreaux de pistolets; » d'autres n'en ont point; mais quant aux pistolets eux-mêmes, » ils n'en ont pas tutre eux tous une paire et demie. Ils sont » cependant assez bien montés, c'est la seule chose qu'on » puisse louer dans leur équipage..... C'est réellement une » chose curieuse de voir ce régiment couvert de haillons, » dont on pourrait dire, en empruntant l'idée de Shakespeare, » qu'*on a fraudé les gibets pour le composer.* »

Ah! jeune homme, on ne peut pardonner qu'à l'étourderie de votre âge et aux préjugés de métier et de parti, de ne pas sentir que tout le ridicule que vous amassez ici contre vos ennemis retombe sur vous. Si le tems a mûri vos idées depuis que vous avez écrit, vous devez aujourd'hui reconnaître que vous faisiez, sans le savoir, le plus grand éloge de ceux que vous vouliez rabaisser. Ce peuple agricole et commerçant, qui n'avait jamais songé à la guerre et n'avait rien de prêt pour la faire, la fit pourtant plutôt que de rester l'esclave d'une métropole tyrannique; accoutumé à tirer tout de votre pays, il consentit à manquer de tout plutôt que de recevoir le joug; il eut le double héroïsme de braver à-la-fois et les dangers et les besoins, de combattre sans expérience comme sans moyens; et comment n'avez-vous pas vu que son dénuement rendait sa résistance plus respectable et ses victoires plus glorieuses? Comment vous êtes-vous permis de peindre ces hommes généreux, qui risquaient et souffraient tout pour être libres, comme *des brigands échappés au gibet?* Certes, rien n'était plus éloigné du *brigandage* que les mœurs simples et, de votre aveu, généralement pures des colons Américains; et l'on sait, au contraire, combien il est commun sur vos grandes routes d'Angleterre et dans vos tavernes de Londres, qui sont également en possession de garnir *les gibets* de Tyburne: c'est le mal des grandes villes, telles que votre capitale et la nôtre; c'est ce qui a souillé notre révolution de tant de crimes. Les brigands, monsieur, sont ceux qui viennent porter le fer et la flamme chez un peuple innocent, qui n'a d'autre tort que de ne vouloir pas leur être soumis. Heureuse l'Amérique, qui n'ayant chez elle ni villes monstrueusement peuplées, ni castes dominatrices, ni clergé opulent et ambitieux, ni cour

Digitized by Google

dévorante et perverse, s'est trouvée, par son état naturel, tout près des mœurs et des vertus de la Liberté; et nous, nous avons été obligés de placer son berceau dans les palais du despotisme; cette masse immense de Paris qui a renversé le monstre, renfermait en même tems dans son sein ce levain de tous les vices que les despotes y entretenaient, et que l'ambition alimente encore; et de toutes les contrées voisines, la lie des peuples de l'Europe est venue circuler et fermenter dans les fanges de cette capitale.

Qu'aurait dit M. l'officier si son correspondant, capable d'apprécier ses belles plaisanteries, lui eût répondu : comment donc avez-vous fait, vous qui aviez de si beaux uniformes et de si bonnes armes, pour vous laisser battre par ces pauvres *sans-culottes* d'Amérique, et pour finir par rendre les armes à des gens qui n'avaient pas de souliers? Mon ami, la raillerie est ici fort peu de saison. Tu aurais dû te souvenir qu'à la guerre la honte n'est pas de montrer le derrière, mais de le tourner à l'ennemi?

Ce qu'il y a de plus intéressant pour nous dans cet ouvrage, c'est la conformité frappante entre la manière de penser et de parler, que l'on remarque dans les Anglais par rapport à la révolution des colonies, et dans les ennemis de la liberté par rapport à la nôtre. « J'ai voulu vous donner une idée de l'anarchie et la confusion où ils tomberaient (dans le cas où ils obtiendraient leur indépendance), faute de magistrats doués d'un cœur droit pour mettre en vigueur les lois de la justice. *Le nuage qui couvre les yeux des Américains se dissipera bientôt*, et alors ils verront clairement avec quelle funeste précipitation *ils ont renoncé au contentement, au bonheur, aux droits et priviléges innombrables dont ils jouissaient sous notre gouvernement.* Peuple abusé! tu vas reconnaître ton erreur, mais il sera trop tard. *Ce n'est point par esprit de parti que j'en parle ainsi.* Je suis sûr qu'*il n'en existe pas un seul*, si aveuglé qu'il soit par les attraits de l'indépendance, qui, *la main sur son cœur*, puisse dire qu'il éprouve la paix et le bonheur auxquels il était accoutumé, et qui puisse se flatter, en jettant les yeux sur l'avenir, selon les probabilités humaines, d'en jouir encore lui et ses enfans..... *Un siècle s'écoulera* avant que les Américains puissent se relever de l'état où les a jettés cette malheureuse guerre. »

Ne sont-ce pas là les propos que nous entendons depuis quatre ans? Pour ce qui est des Américains, ils y ont répondu d'une manière qui ne laisse plus lieu à la réplique, et ce sont eux aujourd'hui qui sont bien en droit de dire à M. l'Officier : mettez *la main sur le cœur*, et dites-nous si dans la situation florissante où vous nous voyez, vous nous croyez réellement fort disposés à nous repentir d'avoir acquis notre indépendance.

Quant à nous, il est trop vrai qu'elle doit nous coûter plus cher, et j'en ai dit ci-dessus la raison, d'après les dif-

Digitized by Google

férences essentielles qui se trouvent entre l'Amérique et la France ; mais avec plus de tems et de peine, l'issue doit être la même, si nous nous souvenons bien que l'état d'un peuple qui de la liberté retombe dans l'esclavage est pire que tout ce que l'on peut imaginer : c'est celui de cet homme de l'évangile, obsédé de sept démons au lieu d'un ; *et fiunt novissima illius hominis pejora prioribus.*

L'auteur se croit exempt *d'esprit de parti* : le lecteur est assez à portée de voir ce qu'il en faut penser ; mais un seul trait, plus fort que tout le reste, peut faire voir ce que c'est en effet que *l'esprit de parti*, et à quel point il dénature toutes les idées morales. Certes s'il y a un crime odieux et lâche, c'est celui d'attenter à la foi publique, fondement de toutes les sociétés humaines, en altérant et falsifiant le signe représentatif de tous les échanges et de toutes les valeurs ; en un mot, la fausse monnoie est la science des brigands : eh ! bien, l'auteur de ce journal se glorifie, au nom de son pays, de la facilité d'inonder l'Amérique de faux papiers ; il en détaille les moyens, non-seulement sans pudeur et sans scrupule, mais du même ton dont on se vanterait d'un triomphe légitime ; et il est sûr que ce détestable moyen fut une des armes familières aux Anglais contre les Américains, et l'est encore aujourd'hui contre nous. Hommes libres, vous dénoncez cette infâmie à tous les hommes qui respectent les principes imprescriptibles de la justice et de la probité ; vous pensez que rien ne peut justifier de pareils moyens, même contre les ennemis les plus acharnés. Hommes libres, placez vous vous-mêmes dans la balance où vous pesez vos ennemis ; ayez toujours devant les yeux le tribunal des nations et de la postérité. Croyez, quoi qu'on puisse vous dire, que jamais la liberté ne peut être en opposition avec la morale, et que leurs principes sont invariablement les mêmes. Croyez que jamais cette liberté ne peut qu'être exposée et compromise, quand elle emploie, sous quelque prétexte que ce soit, les armes de la tyrannie ; car le premier fondement de la liberté est l'estime de nous-mêmes et le profond sentiment des droits de l'homme, et dès que nous y portons atteinte, nous attaquons, nous détruisons le principe de notre force. Comme la liberté et la tyrannie sont diamétralement opposées, il est contre la nature des choses que l'une puisse en aucun cas penser et agir comme l'autre ; ce que les tyrans eux-mêmes ne font, qu'en rougissant, ne peut jamais honorer ni servir des républicains ; et si de cette théorie incontestable, on passait à l'application, l'examen des faits démontrerait, avec la plus irrésistible évidence, que jamais les mesures illégales et arbitraires, colorées du prétexte du bien public, n'ont été de la moindre utilité, et qu'au contraire elles n'ont fait que déshonorer très-gratuitement une cause que l'on ne peut jamais mieux servir qu'en la faisant toujours respecter.

Digitized by Google

MERCURE

HISTORIQUE ET POLITIQUE.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 00 juillet 1793.

CATHERINE II et Frédéric-Guillaume semblent desirer que Stanislas et la diete de Grodno sanctionnent leurs établissemens. Ils demandent à ce prince de leur céder de bon gré ce qu'ils ont pris de force. Ce dernier outrage a rendu quelqu'énergie à l'ancien amant de la Sémiramis du Nord, qui, après avoir consenti à sa perte, refuse du moins de signer sa honte. Voici ce qu'on apprend par des lettres de Varsovie du 3 juillet.

Les notes remises le 19 juin par l'ambassadeur de Russie et l'envoyé de Prusse, pour la nomination d'une délégation chargée de pouvoirs de traiter avec eux, ont produit des débats très-vifs. La plupart des membres de la diete s'opposaient à cette proposition. Le roi se rangea de leur côté. Le maréchal de la diete était pour la proposition que l'évêque Kossakowski voulait faire passer moyennant quelques modifications. Mais dans la séance du 26 on adopta, à la pluralité, le projet du nonce Jankowski, portant qu'il fallait s'adresser aux personnes amies de la république, et demander leur médiation, afin que les cours de Pétersbourg et de Berlin rendent les provinces qu'elles ont fait occuper, et retirent leurs troupes du territoire de la république. Après cet arrêté, on reprit l'affaire de la nomination d'une délégation; elle passa à la pluralité de 107 voix contre 24, mais de maniere que cette délégation n'aura des pouvoirs que pour négocier avec la cour de Pétersbourg. Le comte de Woyna, qui était ministre de la république à la cour de Vienne, a été de nouveau nommé ministre auprès de cette cour. Voici la réponse du roi au sujet des notes de l'ambassadeur de Russie et de l'envoyé de Prusse: « Je déclare devant les états, qu'en accédant à la confédération de Targowitz, assemblée sous les auspices de l'impératrice de Russie, je ne l'ai fait que sur l'assurance positive que les possessions de la république resteraient intactes. C'était dans cette vue que j'ai fait cette démarche; il est de mon devoir d'en prévenir les états qui, je l'espere, auront les mêmes sentimens que moi, relativement à l'intégrité de notre patrie. Je vois bien qu'il faut faire à ces notes une réponse mesurée; mais notre demande n'a d'autre objet que de nous faire rendre nos provinces. J'espere que l'impératrice et le roi de Prusse, guidés par des sentimens de sagesse et de justice, reconnaî-

Digitized by Google

tront que la nation polonaise n'a fourni aucun sujet propre à déterminer ces puissances à se partager plusieurs de ses provinces. ,,

Tandis que le roi de Prusse et l'imperatrice de Russie consomment en Pologne l'œuvre d'iniquité dont l'Autriche voudrait être encore plus complice, le Danemarck et la Suede se preparent dans le silence de la paix à se mettre en état de repousser d'injustes aggressions si jamais la Russie et l'Angleterre entreprennent de leur faire la loi chez eux, comme en effet la Grande-Bretagne l'a tenté il y a quelque tems à l'égard du Danemarck au sujet de la neutralité que ce pays conserve avec la France. Au reste, l'union la plus étroite regne entre les deux puissances du Nord qui seules peuvent par leur position mettre de ce côté des entraves à l'ambition alarmante de leur dangereuse voisine.

On mande de Stockholm, que le roi, accompagné du duc régent et d'une suite nombreuse, en est parti le 3 juillet pour faire une tournée dans les provinces; son retour dans la capitale a été fixé au 6 août. — Les vaisseaux arrivés ici de l'Inde, ajoutent les mêmes lettres, ont apporté une grande quantité de sucre. Cette branche de commerce commence à prendre assez d'étendue pour fournir non-seulement aux besoins du pays, mais même promettre incessamment un excédent à vendre à l'étranger. Cela console un peu de la perte d'un vaisseau de ligne de 64 canons qui a sauté à Carlscrone. On y faisait bouillir de la poix, et le feu y a pris par l'imprudence de ceux qui s'en occupaient. Cet accident, arrivé le 4, a coûté la vie à 70 personnes, et la perte est évaluée à 240,000 rixdalers.

La cour, ou pour mieux dire la régence, nommée par le duc de Sudermanie pour gouverner pendant le voyage instructif qu'il fait faire à son pupile, a cru devoir éclairer l'opinion publique par une espece d'état de situation qu'elle a fait publier: elle y dément les assertions, erronées ou calomnieuses, avancées par quelques journalistes qui prétendaient que la Suede cherchait à dissimuler son embarras réel, sur-tout du côté des finances.

„ Malgré les bruits sans fondement répandus par des gens mal-intentionnés, la régence assure le peuple suédois que la situation du royaume est bonne, aussi bonne qu'elle puisse l'être après une guerre violente et l'ebranlement qu'elle y a causé.

„ Quant à nos relations avec les puissances étrangeres, nous sommes avec toutes en bonne intelligence, et nous n'avons absolument rien à craindre d'aucune.

„ A l'égard des dettes du royaume, le crédit de la nation augmente: on paie peu à peu des sommes considérables, et les intérêts s'acquittent régulierement.

Digitized by Google

„ On a établi dans la maison du roi la plus sévère économie; toutes les dettes du roi qui allaient au-delà de 13,000 rixdalers, sont acquittées, et les dépenses de la cour sont diminuées de 33,000 rixdalers par an.

„ La régence ajoute, relativement aux contributions, que quoique les besoins de l'état ne permettent pas d'en rien retrancher, il est certain cependant qu'ils n'exigent point qu'elles soient augmentées, et qu'elles ne le seront certainement pas.

„ Enfin, on donne l'assurance qu'aucune diete ne sera convoquée pendant la minorité, attendu que ce serait une contravention à la volonté expresse consignée dans le testament du feu roi. „

Les nouvelles de Copenhague portent que le commerce de cette ville se maintient dans un état de prospérité; il y est arrivé beaucoup de navires de la Chine et des Indes, ce qui a fait hausser considérablement les actions de la compagnie Asiatique, dont les magasins contiennent en ce moment une grande quantité de marchandises précieuses. — Il venait d'arriver au départ de ces lettres deux navires des Indes occidentales, chargés de café, de rum et de sucre des isles danoises, et qui annonçaient qu'on pouvait s'attendre à la plus belle récolte de ce dernier article; ce qui vraisemblablement fera baisser en France le prix de cette précieuse denrée, ou remédiera en partie à sa disette, si elle est réelle.

Nous apprenons ici, par la voie du Danemarck, que la division de l'escadre russe sortie de Revel a été obligée de regagner le port, pour réparer les dommages qu'elle a essuyée dans une tempête. Personne ne plaint ces barbaresques du Nord, cent fois pires que ceux du Midi.

Suivant des avis de Constantinople, du 24 juin, quelques jours auparavant la flotte du capitan Pacha avait fait voile pour la mer Blanche.

De Francfort-sur-le-Mein, le 25 juillet.

Les cours de Pétersbourg et de Berlin, qui trompent impérialement et royalement l'Autriche, lui font jouer un rôle bien singulier dans les conjonctures présentes; elles prennent plaisir à lui faire gagner le chétif lot qui lui revient dans ce nouveau partage de la Pologne, où il semble que les trois puissances co-partageantes, n'ayant pas plus de droit l'une que l'autre, auraient dû fidelement partager le gâteau, dont elles ne laissent qu'une bouchée à l'Autriche.

Voici ce qu'on mande de Vienne à ce sujet: les affaires de Pologne sont un grand objet des délibérations politiques de notre cabinet. Il a fait remettre à ce sujet un mémoire très-détaillé aux cours de Pétersbourg et de Berlin. — On veut éviter des mésintelligences dans les conjonctures actuelles; pour les prévenir, il a été arrêté une nouvelle convention

Digitized by Google

entre les trois cours ; on assure qu'elle porte que les cours de Pétersbourg et de Berlin garderont tout ce qu'elles ont fait occuper en Pologne, et que notre cour, *si d'autres affaires ne réussissent pas*, aura aussi sa part dans ce pays ; on l'evalue à 1290 milles carrés.

Quant aux affaires de France, il paraît que toute la politique du cabinet autrichien se tourne sur celui de St-James : on expédie fréquemment des couriers à Londres ; le dernier qui en est revenu, nommé Morris, a rapporté, disent les lettres du 12 juillet, des dépêches fort importantes, puisque le conseil s'est assemblé sur-le-champ, et que la séance a duré très-long-tems. Les faiseurs de dons patriotiques ne dissimulent pas plus que les autres l'impatience de voir finir cette guerre ruineuse, pour laquelle on est forcé d'ouvrir des emprunts, qui ne manquent pas, comme on sait, d'amener des impôts ou la banqueroute, dont la seule crainte peut produire une révolution.

Des lettres d'Erlangue du 12 juillet, en faisant remarquer qu'il éclate successivement dans toutes les parties de l'Allemagne des mouvemens d'insurrection, ajoutent : ils prouvent au moins le mécontentement où l'on est de la position actuelle des choses. Le commerce et l'industrie sont dans une stagnation presque absolue, et le poids des charges publiques augmente. Il y a eu dernièrement des troubles à Nuremberg, excités, dit-on, par les tailleurs d'habits ; pour les appaiser, il a fallu faire venir 200 hommes de troupes du cercle de Franconie.

On craint même jusqu'à l'ombre de liberté ; puisqu'on redoute les sociétés de franc-maçons, honorées d'abord en Allemagne, et persécutés si cruellement depuis en Allemagne et en Italie. Les privilèges dont les écoliers jouissaient depuis un tems immémorial dans les universités, les confrairies, les associations de tout genre portent ombrage aux gouvernans qui deviennent de jour en jour plus soupçonneux et ont transformé la diete de Ratisbonne en une espèce de tribunal d'inquisition, comme le prouve la lettre suivante datée de cette ville le 4 juillet.

Dans toutes les délibérations sur l'abolition des ordres secrets dans les universités, qui ont occupé la diete depuis le 3 juin, il a régné, par rapport à l'objet même, la plus grande unanimité parmi tous les votans : il n'y a eu de diversité dans les opinions, que sur la maniere de remplir ce but et sur l'extension de la défense. Les uns étaient d'avis que la loi devait porter sur tous les états et sur tous les ordres secrets. Et, en effet, le *conclusum* de la diete est parti du principe que tous les ordres sont nuisibles et dangereux dans un état ; mais pour cette fois, on n'en a voulu faire l'application qu'aux ordres académiques. D'autres, par exemple, l'Autriche, proposaient une *visitation* prompte dans toutes les universités ; et le redressement de tous les abus par l'autorité des cercles.

D'autres

Digitized by Google

D'autres encore étaient d'avis, et de ce nombre étaient Gotha, Altenbourg, Auxbourg, Passaw, Constance et Spire, qu'il fallait aussi soumettre à la *visitation* les instituteurs académiques, et que chacun d'eux, lorsqu'il entrerait dans son emploi, déclarât, sous serment, qu'il n'est lié jusqu'ici à aucun ordre secret, et que désormais il ne prendrait d'engagement dans aucun, ni ne le favoriserait d'aucune maniere.

Le résultat de cette délibération a été le *conclusum* de la diete du 14 juin, qui parvint à la dietature le 19, et qui porte ce qui suit :

Conclusum de la diete du 14 juillet.

Les hauts états de l'empire portés à redresser par des moyens convenables les abus introduits dans les écoles supérieures, ont trouvé à propos de faire précéder une défense générale, par laquelle tous les ordres de confrérie secrette sont supprimés. En conséquence tout étudiant qui, après cette publication, sera convaincu d'avoir persisté dans ces ordres secrets, sera puni :

1°. Par la relégation, sans aucune rémission.

2°. Il ne sera admis dans aucune université.

3°. Il ne pourra être éligible à aucune place dans sa patrie.

Cette défense sera insérée expressément dans les lois de l'université, et lecture en sera faite à tous les étudians par le recteur ou protecteur qui y joindra une exhortation énergique de ne point la transgresser.

Les papiers Allemands dévoués à l'Autriche nous préparaient depuis quelque tems à un emprunt ou à une taxe extraordinaire, précisément en disant qu'il n'y en aurait pas. Cependant, on apprend aujourd'hui que la maison Frege et compagnie de Leipsic vient d'ouvrir pour le compte de l'empereur un emprunt de 2,000,000 de florins à un intérêt de 4 et demi pour cent. Ce n'est pas le premier et ce ne sera sûrement pas le dernier. On peut s'attendre aussi à voir mettre de nouveaux billets de banque en circulation. Déja plusieurs gazettes Allemandes les comparant aux assignats, et leur donnant la préférence, disent que comme il n'existe de ces papiers que pour la somme de 20,000,000 de florins, il y a des gens éclairés qui prétendent qu'il n'y aurait aucun inconvénient d'en émettre encore pour pareille somme.

Malgré quelques mésintelligences entre l'Autriche et la Prusse, ces deux cours sentent l'indispensable nécessité de diriger, si non leurs vues, du moins leurs efforts dans le même sens, c'est-à-dire contre les armes de la République française, et sur-tout contre l'affermissement d'un ordre de choses qui en lui faisant mettre de l'ensemble, de l'unité dans ses moyens de défense les rendrait plus vigoureux. Aussi ne négligent-elles rien à cet égard, et le cabinet de Londres

Digitized by Google

seconde merveilleusement cette maniere inique, immorale et lâche d'attaquer son ennemi.

On dépense peut-être autant pour soudoyer chez lui des agitateurs, des traîtres, des désorganisateurs, des corrupteurs de toute morale publique et privée, que pour le faire attaquer à force ouverte par des troupes qui fassent la guerre avec la franchise, la loyauté, le courage dont les Français donnent l'exemple. Le reproche fait aux trois cours de cette perfidie carthaginoise n'est que trop bien fondé, puisqu'il est constant aujourd'hui que l'on fabrique en Prusse de la fausse monnaie destinée à acheter à vil prix en France les bons assignats, tandis que d'un autre côté dans la Grande-Bretagne et dans plusieurs parties de l'empire existent des manufactures de faux assignats (nous ne dirons pas précisément avouées, mais nous oserons bien dire connues du gouvernement), dont on a dessein de répandre dans la République une masse capable d'ébranler son crédit. Heureusement ces trames odieuses sont déjouées, et il ne restera aux puissances que la honte de les avoir mises en usage, et l'inquiétude de payer cher un jour le petit profit qu'elles ont pu faire par ces infâmes manœuvres.

La nécessité de finir cette guerre ruineuse fait presser vivement le siége de Mayence et de Valenciennes. Nous allons donner les différens rapports des puissances combinées où l'on rend compte des dernieres opérations militaires contre ces deux villes. Nos lecteurs ne seront sans doute point étonnés de les trouver en général à l'avantage des Autrichiens, des Prussiens et des Anglais. Les relations françaises doivent servir de correctif, et c'est de la comparaison des deux récits qu'on peut obtenir un résultat exact.

De Mauheim le 21 juillet.

S. A. R. le prince Louis-Ferdinand de Brusse s'est fait transporter ici, par eau, des environs de Mayence, pour se rétablir de la blessure qu'il a reçue, le 16, en emportant de vive force une redoute des Français. Il est arrivé le 19 à quatre heures de l'après-midi, et est descendu à l'hôtel ducal de Deux-Ponts. A la prise de la redoute, le prince y était le premier, et un Français, qui le coucha en joue, lui brûla le visage qu'effleura la balle; un instant après il reçut une blessure à la hanche, au moyen d'une grosse balle à cartouche. Malgré cela, il n'eut pas plutôt fait bander la plaie, qu'il rejoignit les bataillons qu'il avait conduits, et y resta encore quatre heures consécutives, c'est-à-dire jusqu'à ce que tout fût fini. Le roi, pour récompenser le talent et la bravoure dont le prince a donné une nouvelle et si grande preuve dans cette occasion, l'a fait général-major.

Une canonnade violente et sans discontinuation, que nous entendîmes vendredi dernier, depuis le matin jusqu'au soir,

Digitized by Google

et qui venait du côté de Landau, nous annonçait une scene sanglante. Sur le soir, nous apprîmes que les Français avaient attaqué les Allemands sur plusieurs points, et en avaient été repoussés de toutes parts. En attendant le rapport officiel sur cette journée, voici ce qu'en dit une lettre d'Edinghoven :

« De très-grand matin, les Français débouchèrent d'Arxheim par Aldesweiler, et attaquèrent, comme d'ordinaire, avec une force très-supérieure en hommes, le cordon de la montagne depuis Gleisweile et Frankweiler jusqu'à Burweiler. A l'autre aile, vers Germersheim et Nusdorf, ils faisaient une fausse attaque. Leurs grands efforts, comme leurs grandes forces, étaient dirigés contre la montagne. A Frankweiler, le corps franc Turc, les chasseurs de Rohan et quelques Croates se battirent comme des lions contre le nombre d'ennemis dont ils se trouverent environnés; et long-tems ils les empêcherent de se porter plus en avant; mais ils céderent enfin à la force trop disproportionnée des attaquans, et les Français entrerent dans Gleisweiler et Frankweiler. Alors s'avancerent des Esclavons qui étaient à Edesheim. Ils furent suivis par le régiment prussien de Kleist, et, au moyen de ce secours, les Français furent chassés de Gleisweiler. Quelques compagnies de Tercy étant encore arrivées de Rath, on poussa l'ennemi hors de Frankweiler, jusques dans la plaine, où il est resté. Lorsque les Français ont été débusqués de Gleisweiler, les rues étaient jonchées de leurs morts. L'on amena ici les blessés des Autrichiens et des chasseurs de Rohan. Il y en avait plus de cinquante des premiers; peut-être autant des autres, qui ont eu huit hommes de tués; le baron d'Ichtersheim le cadet est du nombre des blessés. Le régiment de Kleist a beaucoup souffert : il a perdu quelques officiers, parmi lesquels un major. Il se passera encore quelque chose; on s'y attend. »

Pendant que ceci se passait vers Landau, les Français faisaient des mouvemens dans le duché de Deux-Ponts; mais, à cet égard, on n'a encore reçu aucun avis relativement au résultat.

Mayence est aux abois. Cette malheureuse place ne peut pas tenir plus de deux fois 24 heures. Le commandant a demandé au roi de Prusse la permission d'envoyer à Paris un des commissaires nationaux, pour en avoir des instructions relativement à la reddition de Mayence; mais cette demande lui a été refusée net.

De Cassel, près Mayence, le 23 juillet.

Nous voyons enfin le terme de l'un des sieges les plus mémorables dont ait parlé l'histoire. Mayence est à nous. Cette malheureuse place vient de capituler. C'est le général de Kalkreuth qui a signé la capitulation, au nom de S. M.

Digitized by Google

le roi de Prusse, et le commandant de la place, M. Douaré pour les Français. Je ne puis, en ce moment, vous donner que la substance des articles de cette capitulation. Voici ce qu'ils portent : « L'armée français livre à S. M. le roi de Prusse, la ville de Mayence, celle de Cassel, et toutes les fortifications qui protégent ces deux villes. La garnison sortira avec tous les honneurs de la guerre, et ira rejoindre l'armée française, dite de la Mozelle; mais elle ne pourra servir, avant l'année expirée, contre les troupes de S. M. Les officiers-généraux, sous-officiers employés, et généralement tous les individus de l'armée, emmeneront leurs chevaux, leurs voitures et leurs effets. La garnison restera dans la place, 48 heures après la signature de la présente capitulation. Si ce délai n'est pas suffisant, elle pourra séjourner 14 heures. La garnison se mettra en route par plusieurs colonnes, et à termes différens; elle sera protégée par des colonnes prussiennes. Un article du projet de capitulation portait que la garnison pourrait emporter avec elle sept pieces de canon et sept caissons; mais cette clause-là a été refusée.

Tout porte à croire que la prise de Mayence influera d'une maniere puissante sur le sort des Français. Les puissances coalisées auront 80 mille hommes des meilleures troupes de l'Europe à leur opposer de plus qu'elles n'en avaient pendant le siége. Aussi croit-on que le roi de Prusse ne tardera pas à se porter sur Landau, à la tête de cette armée formidable.

Voici les articles de la capitulation proposée par le général de brigade Doyré, commandant en chef à Mayence, Cassel et places qui en dépendent.

Art. Ier. L'armée française livrera à S. M. le roi de Prusse la ville de Mayence et Cassel, ainsi que leurs fortifications et tous les postes qui en dépendent, dans leur état actuel, avec les bouches à feu, tant françaises qu'étrangeres, munitions de guerre et de bouche, à la réserve des objets mentionnés aux articles suivans.

II. La garnison sortira avec les honneurs de la guerre, emportant les armes, les bagages et autres effets appartenans en propre aux individus de la garnison, et des vivres pour sa route. (*Accordé, à condition que la garnison ne servira point durant un an contre les armées des puissances coalisées, et que si elle emmène quelques chariots couverts, sa majesté prussienne se réserve de les faire visiter, en cas où elle le jugerait à propos.*)

III. Il sera accordé à la garnison d'emmener avec elle les pieces de campagne, etc., caissons. (*Refusé.*)

IV. Les officiers-généraux et particuliers, commissaires des guerres, chefs, etc., employés des différentes administrations à l'armée, et généralement tous les individus français emmeneront leurs chevaux, voitures et effets.

Digitized by Google

V. La garnison restera dans la place 48 heures après la signature de la présente capitulation, et si ce délai n'était pas suffisant pour les dernieres divisions, il lui sera accordé une prolongation de 24 heures.

VI. Il sera permis aux commandans et chefs d'envoyer un ou plusieurs agens munis d'un sauve-conduit de sa majesté prussienne, pour aller chercher les fonds nécessaires pour l'échange de la monnaie de siége, et jusqu'audit échange, ou jusqu'à l'époque d'un arrangement pris à ce sujet, la garnison française demande à laisser des ôtages qui puissent compter sur la protection de sa majesté prussienne. (*Accordé.*)

VII. La garnison de Mayence et dépendance, lors de son évacuation, se mettra en route pour la France sur plusieurs colonnes, et partira à termes différens à chaque colonne; il sera fourni une escorte prussienne jusqu'à la frontiere pour sa sûreté. Le général Doyré aura la liberté d'envoyer à l'armée des officiers de l'état-major et des commissaires des guerres, pour pourvoir à la subsistance et à l'établissement des troupes Françaises. (*Accordé*)

VIII. Dans le cas où les chevaux et voitures appartenans à l'armée Française, ne suffiraient pas au transport de ses effets de campement et autres objets désignés par les articles précédens, il leur en sera fourni du pays en payant.

IX. Le transport des malades, et sur-tout des blessés, ne pouvant se faire par terre sans compromettre leur existence, il leur sera fourni, aux frais de la nation Française, les bateaux nécessaires pour s'effectuer par eau sur Thionville et Metz, en prenant les précautions nécessaires pour la subsistance de ces honorables victimes de la guerre. (*Accordé.*)

X. Jusqu'à l'entiere évacuation de l'armée Française, il ne sera permis à aucun habitant, actuellement hors de Mayence, d'y rentrer.

XI. Immédiatement après la signature de la présente capitulation, l'armée assiégeante pourra faire occuper par ses troupes les postes suivans, savoir:

Le fort Charles, le fort Velche, le fort Elisabeth, le fort Philippe, la Double-Tenaille, le fort Luisemberg, le fort Hauptrem, le fort Mars, l'isle Saint-Pierre, et les deux portes de Cassel allant à Francfort et Wisbadin; elle pourra de plus occuper, conjointement avec les troupes françaises, la porte Neuther et l'extrémité du pont du Rhin, adjacent à la rive droite de ce fleuve. (*Adopté.*)

XII. Dans le plus court délai possible, le colonel Douay, directeur de l'arsenal, le lieutenant-colonel Verine, remettront au chef de l'artillerie du génie de l'armée prussienne, les armes, munitions, plans, etc. relatifs au service dont ils seront respectivement chargés.

XIII. Il sera également nommé un commissaire de guerre pour la remise des magasins et effets qu'ils contiennent.

Digitized by Google

XIV. Les déserteurs des armées combinées seront rendus avec exactitude.

Fait à Marienbornn, le 23 juillet 1793.

Signé, le lieutenant-général commandant l'armée combinée devant Mayence, KALKREUTH.

Le général de brigade, commandant en chef à Mayence, Cassel et dépendance. *Signé*, DOYRÉ.

Ce matin 23, le comte de Wartensleben, passant par ici en courier, nous a donné, en volant vers Vienne, la très-importante et agréable nouvelle que ce jour, à cinq heures du matin, la garnison de Mayence a capitulé.

Elle a obtenu, ainsi que les commissaires de la Convention nationale et les clubistes, la libre sortie, après avoir mis les armes bas sur les glacis.

Il y eut hier précisément neuf mois que cette ville était au pouvoir des Français. On assure que des divisions parmi la garnison, et qui ont dégénéré en rixes sanglantes, ont avancé la reddition de cette place.

Plus de 25 courriers s'expédient pour porter cette grande nouvelle en Angleterre, en Hollande, à Berlin, en Italie, etc.

PROVINCES-UNIES ET BELGIQUE.

Suivant des lettres de Bruxelles, du 10, on avait encore envoyé au siége meurtrier de Valenciennes une grande partie de l'artillerie de réserve qui était à Ath. — Mais de l'aveu même des assiégeans, ils avaient eu trois jours auparavant un accident dont ils rendent ainsi compte : dans la nuit du 7, on a continué de travailler aux banquettes et gradins de la troisième parallele ; et ce travail a presque été conduit à son terme dans le courant de la journée. Sur le midi, une bombe ennemie mit le feu à un magasin à poudre de la premiere parallele. Cet accident a coûté la vie au premier lieutenant Wassermantel et à un caporal de l'artillerie ; un sous-canonnier et un Hanovrien y ont été blessés. D'ailleurs l'ennemi, pendant ces 24 heures, n'a pas fait grand usage de son artillerie. Il y a suppléé par le feu de sa mousqueterie, parti du chemin couvert. Nous ne sommes pas restés sans y répondre, mais nous en ignorons le succès. Nous avons eu 5 morts et 22 blessés, non compris ce qui vient d'être annoncé comme effet de la bombe tombée dans la premiere parallele.

Une lettre du quartier-général de Herin, après avoir parlé de la reddition de Condé, s'exprime ainsi : la conquête de

Digitized by Google

cette place nous offre de grands avantages. Notre armée est maîtresse de l'Escaut jusqu'à Valenciennes ; nous avons dans Condé un lieu de dépôt pour nos magasins ; enfin les troupes employées au blocus seront un renfort, soit pour le siége de Valenciennes, soit pour l'armée d'observation qui le couvre.

Enfin des lettres particulieres, qui rendent compte de la vigoureuse attaque et de la vigoureuse défense de Valenciennes, disent que malgré le feu continuel des assiégés, qui a tué dans la nuit du 8 au 9 le comte de Hend, capitaine d'artillerie, les assiégeans ont perfectionné leurs batteries de troisieme parallele, et en ont élevé deux nouvelles de communication : ils ont aussi élargi les fossés dans celle du 9 au 10, ils ont travaillé avec tant d'activité que deux batteries de démonte de la troisieme parallele, et une de la seconde, se sont trouvées absolument finies. Les Français ont fait de la courtine de la porte de Mons un feu terrible sur les batteries des assiegeans. Mais enfin plusieurs de ces batteries, particuliérement celles servies par les Anglais, ont joué à leur tour avec tant de succès, qu'elles ont imposé silence au canon de la place, momentanément néanmoins ; car il a tonné de nouveau dans la nuit du 10 au 11 ; il paraît que depuis que les travaux des assiégeans sont presque achevés, ils ne perdent plus que très-peu d'hommes ; cela ne va gueres qu'à 5 à 6 par jour et une vingtaine de blessés.

S'il faut en croire de derniers avis venant à la suite de lettres dattées du 23 qui parlent de la reddition de Mayence, où elles assurent que les balles et pierres à fusils manquaient, Valenciennes est aussi tombée au pouvoir de l'ennemi : c'est le 19 que ce grand évenement a eu lieu. Cependant cette fâcheuse nouvelle a besoin d'être confirmée.

L'armée d'observation commandée par le général Clairfait qui protége le siege de Valenciennes vient de faire un mouvement sur le Quesnoy : son but est d'empêcher un corps d'armée qui s'est rassemblé aux environs de Givet, de joindre une partie de celle du général Custines, dans la vue sans doute d'opérer une diversion en tâchant de pénétrer sur Namur.

Une lettre de Liége, du 17, annonce qu'un incendie considérable a consumé une quarantaine de maisons à Spa. Cette ville est absolument déserte en ce moment. Quelques misérables émigrés, auxquels elle sert de refuge, vivent tristement dans ce même lieu, où il n'y a que quelques années ils faisaient rouler l'or sur les tables de pharaon. — Le prince-évêque y exerce une autorité despotique ainsi qu'à Liége. On jugera par le trait suivant de la mansuétude de ce digne prélat, et comment il tient la parole qu'il avait donnée dans une amnistie. On a banni avant hier de la ville et du territoire pour le terme de 101 ans deux chartiers Liégeois, dont le crime énorme était d'avoir été employés à la conduite de

Digitized by Google

voitures pour la République Française : on a fouetté de verges le même jour trois autres Liégeois pour avoir chanté des couplets patriotiques. Le lendemain et le surlendemain il devait y avoir une nouvelle flagellation encore pour cause de patriotisme. Il n'est sorte de barbarie qui ne soit exercée par le gouvernement épiscopal de Liége. Voilà les fruits de l'amnistie, dernièrement accordée par le digne évêque de ce pays.

Suivant une lettre de la Haye, du 16, on a jugé la veille, les officiers qui, comme membres du conseil de guerre à Breda, ont signé la capitulation de cette ville. Neuf, tant colonels, lieutenans-colonels, que majors, ont été condamnés à un an et six semaines de prison, et à leurs frais; ce terme a été réduit à trois mois par le stathouder. L'ingénieur en chef Schraster a subi la peine de dégradation : on l'a fait passer en qualité de simple sous-lieutenant dans une compagnie de pontoniers.

ESPAGNE. *De Madrid, le 9 juillet.*

Le duc d'Alcudia, premier ministre, vient d'être fait capitaine général; il a donné à cette occasion un très-grand repas, où l'on a remarqué qu'une partie était servie en vaisselle d'or dont le roi lui a fait présent. C'est assurément du gré de la reine, si ce n'est pas à sa sollicitation. On lui a récemment apporté des drapeaux tricolors et des écharpes municipales, dont l'orgueilleux ministre a fait des trophées à la porte de son hôtel. D'autres dépouilles de ce genre ont été déposées dans l'église de Notre-Dame d'Antocha.

On a aussi conduit à Fontarabie l'artillerie, les munitions et tous les effets de guerre qui se trouvent à Andaye. Cela consiste en un canon de fer du calibre de 30, en cinq autres de 24, en trois de 12, avec trois canons de bronze de même portée, deux mortiers, beaucoup de bombes, de grenades, de poudre, etc. A la suite de la notice où sont contenus ces détails, on a rendu publique une *résolution royale* de la teneur suivante :

« Le roi desirant donner aux habitans des pays conquis en Roussillon et en Cerdagne, par son armée de Catalogne, une preuve de son amour royal et de l'intérêt qu'il prend à leur bonheur, a résolu que les natifs desdits pays conquis qui auront prêté le serment de fidélité, puissent, aussi longtems qu'ils seront sous sa domination, introduire dans ses royaumes, par les douanes de la frontière, leurs bestiaux et denrées, à l'exception toutefois du vin, au sujet duquel, comme à celui des objets de manufacture, S. M. ne prétend rien changer aux dispositions antérieures, jusqu'à ce qu'elle ait pris une résolution définitive que demande l'azienda royal relativement au commerce et à l'industrie de ses vassaux et des pays susdits. »

Digitized by Google

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CONVENTION NATIONALE.

PRÉSIDENCE DE JEAN-BON-SAINT-ANDRÉ.

Séance du mardi, 23 juillet.

La séance s'est ouverte par la lecture d'une adresse des administrateurs du Bas-Rhin, dans laquelle ils protestent contre un arrêté des représentans du peuple. Cet arrêté enjoint aux administrateurs de fournir une quantité considérable de grains pour l'armée de la Moselle, sous peine d'être déclarés traîtres, et mis hors de la loi. Ils observent qu'ils en ont à peine assez pour aller jusqu'à la récolte. Renvoyé au comité de salut public.

Rouyer et Brunet, commissaires de la Convention, écrivent de Lyon pour justifier la conduite des citoyens de cette ville, et demander le rapport des décrets rendus contre eux. Leur lettre est renvoyée au comité de salut public sans qu'il en soit donné lecture.

Letourneur a pris la parole pour instruire l'Assemblée comment il se faisait que Rouyer et Brunet étaient à Lyon : il a dit que c'était par ordre du comité de salut public. Saint-André a déclaré que la mission de ces commissaires n'était pas de fléchir devant la tyrannie lyonnaise ; il a demandé qu'on prît des mesures pour atteindre les rebelles, et que la conduite des deux députés qui ont avili leur caractere fût examinée.

Le comité de salut public a fait un rapport sur la situation actuelle de Lyon. (*Voyez la notice de cette séance dans le numéro précédent.*)

Sur la demande de Chabot, il est décrété qu'il n'y aura plus qu'une cloche dans chaque paroisse, et que les autres seront converties en canons.

Châteauneuf-Randon a fait passer de Rhodès les dépositions de Charrier, qui croyant avoir sa grace a fait des aveux importans sur la conjuration à la tête de laquelle il s'était mis. Il a été exécuté le 17 de ce mois. — Renvoyé au comité de salut public.

Cambon annonce que les assemblées primaires de la ville de Montpellier viennent d'être convoquées, et que tout promet que la constitution y sera acceptée. Le vœu du peuple, ajoute-t-il, n'est pas douteux pour la constitution ; malgré les intrigues des malveillans, il est certain qu'elle sera acceptée par plusieurs millions de votans ; alors on fera voir aux puissances étrangeres que la République n'est pas l'ouvrage d'une faction,

Digitized by Google

qu'elle est le résultat de la volonté nationale. Je demande qu'une commission de cinq membres, qui vous seront désignés par le comité de salut public, soit chargée de dresser le projet des lois politiques et réglementaires nécessaires pour mettre la constitution en activité.

Ramel propose de nommer une autre commission pour tout ce qui peut améliorer les finances de la République.

Toutes ces propositions sont décrétées.

Séance du mercredi, 24 juillet.

La correspondance annonce, comme à l'ordinaire, beaucoup d'acceptations de l'acte constitutionnel. Les armées des côtes de Cherbourg et des Pyrénées orientales l'ont accepté à l'unanimité.

Le comité de salut public fait décréter qu'il y aura dans la ville de Montauban une manufacture d'armes et de canons.

On fait lecture d'une lettre des commissaires du pouvoir exécutif à Lyon.

Lyon, le 14 juillet, l'an 2 de la République Française.

Législateurs, aujourd'hui la fédération a eu lieu dans notre ville de Lyon; les administrateurs y avaient invité toutes les communes du département, et il s'y en est trouvé peut-être douze ou quinze, lesquelles, au retour de la cérémonie, ont été célébrer un banquet, que dans chaque Section on leur avait préparé. Là, après avoir satisfait à la réfection, les présidens de sections ont proposé une prestation de serment pour le soutien de la République Lyonnaise et fédérative; mais quelle a été leur surprise, lorsqu'un refus formel de la part des braves habitans des campagnes et des braves canonniers des troupes de ligne s'est opposé énergiquement à leur dessein! Ces agens des administrations rebelles ont essayé tous les moyens pour séduire les campagnes, et les soulever contre vous et vos décrets; ils ont appelé des députés de toutes les communes, qu'ils voulaient payer à 6 livres; et sans leur avoir annoncé l'objet de leur mission; ils se sont rendus à l'invitation. Là, on leur a proposé une levée d'hommes pour une force armée départementale, pour aller contre Paris, et les autres départemens qui sont dans les bons principes, et en outre une imposition pour subvenir aux frais de cette force armée. Une séance de 36 heures s'est passée dans de longues et mielleuses propositions de la part des administrateurs, et de longs et sérieux détails d'opposition de la part de la majorité des députés, sur lesquels ils n'ont rien pu obtenir, malgré les menaces et les atrocités lancées contr'eux, et dont la plupart sont rentrés dans leurs foyers, outrés de la scélératesse et du brigandage qui dominent dans Lyon, et sur les patriotes qui gémissent sous la plus grande oppression. Fassent le Ciel, ce

Digitized by Google

les mesures que vous allez prendre à ce sujet, que le terme de tant d'abominations et de tyrannie soit enfin terminé ! Comtage, législateurs, usez de la justice et des moyens qui sont en votre pouvoir, et les patriotes délivrés et triomphans, vous combleront de bénédictions.

Signés, les commissaires du pouvoir exécutif.

Le président instruit la Convention que ses commissaires à l'armée du Nord, Duhem et Lesage-Senault, l'invitent à approuver sur-le-champ l'arrêté suivant :

» Nous, représentans du peuple, considérant que les dénonciations qui nous ont été portées contre le général Lavallette, ont un caractere de gravité ; considérant que les différends entre lui et le général Lamarliere, tendent à occasionner l'insubordination des soldats,

» Arrêtons, 1°. que le général Lavalette sera suspendu de ses fonctions ; 2°. que Lavalette et Lamarliere se rendront sur-le-champ auprès du comité de salut public ; 3°. que Duffroi, aide de-camp de Lavalette, sera mis en état d'arrestation et interrogé par le juge de paix, et que les scellés seront apposés sur ses papiers ; 4°. que Dupont remplacera provisoirement Lamarliere ; et Chevano, Lavalette. »

» Le salut public, a dit Robespierre aîné, exige que l'on répande quelques lumieres sur cette affaire. Personne n'ignore que Lamarliere est l'intime de Custines ; qu'ils ont tous les deux tramé une conspiration qui sera aussi déjouée. Vos commissaires sont tombés dans une grande erreur. Je connais tout ce qui s'est passé à Lille. J'ai en main la preuve de tous les faits. J'atteste sur ma tête à toute la France, qu'il n'y a pas de précaution que Lamarliere n'ait prise pour livrer Lille aux Autrichiens, et qu'il n'y a pas de moyen que Lavalette n'ait employé pour s'y opposer. Rappellez-vous la trahison de Dumourier, ce traître envoya Miaczinski à Lille, pour faire tomber cette place entre les mains de vos ennemis ; Lavalette fit échouer ce complot. Depuis, il a déjoué, autant qu'il a été en lui, les manœuvres de Lamarliere, qui s'est obstiné à rester à Lille, malgré les ordres du conseil exécutif qui lui avait assigné un autre poste. Il est étonnant, citoyens, que celui qui a fait tant d'efforts pour faire triompher la cause du peuple, ait succombé au tribunal de vos commissaires. »

» Lavalette a pour lui les soldats, la société populaire, tous les patriotes, et c'est contre Lavalette qu'on prononce ! J'espere que le génie de la liberté protégera encore une fois les patriotes, et qu'il les fera triompher de cette lutte. Lavalette viendra à Paris, et le comité de salut public et le conseil exécutif mieux instruits, rendront justice à son républicanisme, et le renverront bientôt à son poste. La trahison de Lamarliere et de Custines, son protecteur, sera mise à découvert ; je prends l'engagement de les confondre. Voilà les

Digitized by Google

faits que je voulais faire connaître à la Convention ; il y a ici des soldats, de vrais républicains, qui ont des faits importans à révéler ; je demande qu'ils soient entendus, et que demain le comité de salut public nous fasse un rapport sur cet objet, afin qu'on ne perde pas un instant pour conserver à la ville de Lille un homme bien utile à la défense de cette place, et qui est persécuté par des généraux perfides. »

Bentabole annonce qu'il a vu, il y a quelques jours, une lettre de Duhem, commissaire de la Convention, dans laquelle il faisait un éloge pompeux de Custines.

Robespierre demande qu'il soit rappellé à l'instant. — Duhem est rappellé.

Une lettre des commissaires à Evreux apprend que la tranquillité est entierement rétablie dans cette ville, que la constitution a été acceptée, que les contributions s'acquittent, et que dans peu les auteurs des troubles seront connus.

Les commissaires à l'armée des côtes de la Rochelle annoncent que les villes de Nantes, l'Orient, Vannes et Ancenis ont accepté la constitution. Ils font passer une lettre de Beysser, qui n'ayant en vue que le bien et l'intérêt de sa patrie est prêt, dit-il, à succéder à Biron, et à marcher au poste qu'on lui désignera.

Les commissaires ont fait des requisitions pour le faire arrêter.

Nota. Il s'est élevé dans le cours de cette séance des débats sur le mode d'exécution du décret du corps législatif, portant que les prêtres réfractaires seront déportés à la Guyanne française. (*Voyez la notice de cette séance dans le précédent numéro.*)

Le nombre des juges qui composent le tribunal extraordinaire, fixé à cinq par le décret d'institution de ce tribunal, est porté à sept. Il sera formé une liste de candidats pour la nomination des deux nouveaux juges.

Séance du jeudi, 25 juillet.

Fourcroy, suppléant de Marat, est admis au nombre des représentans du peuple.

Un des plus grands maux qui affligent la République, a dit Drouet, et le plus aisé à détruire, parce que pour y parvenir il ne faut que des lois rigoureuses, c'est l'agiotage et l'accaparement. On est parvenu à spéculer usurairement sur les assignats royaux et les assignats républicains. Je demande que la Convention décrete que dans un tems déterminé les assignats portant l'effigie de Louis Capet n'auront plus cours.

Cette motion incidente a été fortement appuyée par Lacroix et plusieurs autres membres. L'Assemblée en a fait le renvoi aux comités des finances et des assignats réunis, pour lui en faire le rapport sous trois jours.

Le comité de législation présente et l'Assemblée adopte le

Digitized by Google

décret suivant contre ceux qui tenteraient de dissoudre ou de gêner les sociétés populaires.

Art. 1er. Toute autorité, tout individu qui se permettrait, sous quelque prétexte que ce soit, de porter obstacle à la réunion, ou d'employer quelque moyen pour dissoudre les sociétés populaires, sera poursuivi comme coupable d'attentat contre la liberté, et puni comme tel.

II. La peine contre les fonctionnaires publics qui se seraient rendus coupables de l'un ou de l'autre de ces délits, est de dix années de fers.

III. Les commandans de la force publique qui agiraient ou qui donneraient des ordres pour agir, à l'effet d'empêcher la réunion, ou pour dissoudre les sociétés populaires, s'ils sont porteurs d'une réquisition écrite, seront condamnés à cinq années de détention; s'ils ont agi sans réquisition, ils subiront dix années de fers.

IV. Les particuliers coupables des délits ci-dessus, et ceux qui auraient enlevé, ou donné l'ordre d'enlever les registres ou documens des sociétés populaires, seront poursuivis et punis de cinq années de fers.

V. Les administrations de département et de district, et les municipalités sont tenues, sous leur responsabilité, de veiller à ce que les délits de cette nature, qui se sont commis avant la promulgation de la présente loi, soient promptement réparés.

VI. Les procureurs-généraux-syndics, les procurers-syndics et procureurs des communes, seront tenus de dénoncer, et les accusateurs publics de poursuivre tous les délits de cette espece qui viendront à leur connaissance, à peine de destitution.

La discussion s'est ensuite portée sur un projet tendant à résilier les marchés de Despagnac pour le service des charrois militaires, et à faire établir une régie. La résiliation a eu lieu. Il sera établi une régie composée de sept régisseurs qui devront fournir un cautionnement de 300 mille livres chacun.

Une lettre des représentans du peuple à l'armée des Pyrenées orientales, en date du 18 de ce mois, annonce à la Convention, un avantage remporté, par les troupes de la République. L'ennemi a laissé 1000 hommes sur le champ de bataille : cette victoire a forcé les Espagnols à lever leur camp. Le général Deflers confirme cette nouvelle et y ajoute de nouveaux détails. Il se plaint de manquer de cavalerie. — La Convention décrete que tout garde national à cheval dans toute l'étendue de la République est en réquisition permanente; que les représentans du peuple et les généraux peuvent les faire marcher sans qu'aucun d'eux puisse donner sa démission; que les corps administratifs fourniront à chaque cavalier qui ne serait pas monté, un cheval de luxe et son équipement.

Digitized by Google

Barrère obtient la parole au nom du comité de salut public. « Valenciennes tient toujours, dit Barrère ; mais depuis la reddition de Condé, l'ennemi peut disposer une majeure partie de ses forces sur cette place. Le comité s'est occupé de toutes les mesures d'ensemble propres à en faire lever le siége. Il a pris, le 23, différens arrêtés. On a pris en même-tems tous les moyens d'exécution ; ils doivent encore être tenus secrets. Il n'y en a plus que deux à prendre ; et ils dépendent de la Convention : l'un est un envoi de commissaires, l'autre a pour objet le mouvement des départemens ; c'est Lille qui a donné l'initiative. Le comité vous propose d'envoyer Delcher et Roux-Fuzillac aux armées du Nord et des Ardennes, et Lacoste et Guyardin auprès de celle du Rhin, et de la Moselle. Il vous propose de les autoriser à préparer les mouvemens des départemens environnans sur toute cette frontiere, à y requérir momentanément des troupes, et à faire les dispositions nécessaires pour remplacer de suite toutes les garnisons. »

Toutes ces mesures sont adoptées par la Convention qui met en même-tems deux millions à la disposition du ministre de la guerre pour les dépenses qu'elles devront occasionner.

Barrère annonce ensuite que les nouvelles de la Vendée ne sont pas favorables. Il promet un rapport à ce sujet pour le lendemain. Dartigoyte demande à Barrère pourquoi le comité ne pense plus au remplacement de Bouchotte, ministre de la guerre. Il y a un mois, dit-il en s'adressant à l'Assemblée, que vous avez décrété qu'il serait fait une liste de candidats : ce décret n'a pas été exécuté, et cet ignorant est toujours en place. Il faut enfin que ce ministère marche. Je ne sais par quelle intrigue, par quelle magie, on enchaîne l'opinion de l'Assemblée et l'exécution de ses décrets... Après quelques débats, l'Assemblée décide qu'il sera fait une liste de candidats, pour l'organisation du ministere de la guerre.

Une lettre des administrateurs du district des Sables annonce la prise d'un corsaire Anglais par des marins français qui le poursuivirent sur la côte avec quelques chaloupes. Plusieurs émigrés Français se sont trouvés parmi l'équipage.

Séance extraordinaire du jeudi soir.

Appel nominal pour le renouvellement du bureau : Danton est élu président.

Séance du vendredi, 26 juillet.

PRÉSIDENCE DE DANTON.

On donne lecture d'une lettre du général Beauharnais, annonçant un nouveau succès de nos troupes sur les ennemis.

Une députation de la société des Cordeliers vient se plaindre des persécutions qu'éprouve le ministre de la guerre,

Digitized by Google

Bouchotte, et demande qu'il soit conservé. Elle instruit en même-tems la Convention que, dimanche prochain, elle élevera, dans le lieu de ses séances, un autel au cœur de Marat. — La Convention décrete qu'une députation de 24 de ses membres assistera à cette cérémonie.

Robespierre prend ensuite la parole pour un objet qui, dit-il, intéresse le salut public. Pour le rapport du décret qui ordonne implicitement le renvoi d'un ministre patriote, de Bouchotte. — L'Assemblée rapporte son décret; les citoyens des tribunes applaudissent à plusieurs reprises.

Deux administrateurs du département de Rhône et Loire envoient leur rétractation.

Barere fait un rapport sur l'état de la Vendée. En voici le précis :

Le lendemain de la bataille de Flines (le 15), notre armée s'avança sur Montiviliers. A peine les représentans y furent arrivés, qu'une lettre du général Menou leur annonça que l'ennemi venait d'évacuer Vihiers. L'armée s'y rendit après une marche de 48 heures. On s'occupait à la faire rafraîchir, lorsqu'on apprit que les rebelles s'avançaient sur deux colonnes en nombre considérable. Le combat s'engagea et ne finit qu'à l'approche de la nuit. Le lendemain à midi, l'ennemi sortit du bois et se présenta à notre avant-garde, qui fut forcée de se replier sur le corps d'armée. Au lieu d'avancer, les bataillons prirent la fuite avant qu'on eût tiré un seul coup de fusil. La lâcheté fut grande, et la déroute générale. Les traits des chevaux d'harnois furent coupés pour se sauver.

Plusieurs soldats jetterent leurs sacs, leurs armes, leurs gibernes, pour être moins chargés pendant la fuite. L'ennemi ne tarda pas à s'appercevoir de cette désorganisation, il sut en profiter; il nous a poursuivi jusqu'à Doué. Notre perte ne peut être considérable en hommes tués; car, à l'exception de quelques bataillons qui sont restés fermes à leur poste, tous les autres ont fui. Une partie de nos bagages est devenue la proie des brigands; ils ont pris environ 20 ou 21 canons, dont plusieurs avaient été encloués par nous.

Le général Menou a chargé une trentaine de révoltés avec ses seuls officiers-généraux. Ajusté à 15 pas, il a reçu une balle au travers du corps, dont la blessure fait craindre pour ses jours.

Bourbotte, représentant du peuple, a eu un cheval tué sous lui; il a été entouré plusieurs fois, et n'a échappé à la trahison et à la mort qu'après six lieues de marche à pied dans les bois.

Les lettres des administrateurs de Tours, en date du 21, annoncent que nos troupes se sont retirées, partie au pont de Ce, partie à Chinon et à Saumur. On travaille en ce moment à les réorganiser sur ces trois points différens. A la même époque les ennemis s'étaient retirés à Cholet.

Digitized by Google

Dans le département d'Indre et Loire, les administrateurs ont arrêté, et l'on est décidé à faire sonner le tocsin dans toutes les communes du département, pour que tous les hommes, depuis seize jusqu'à soixante ans, prennent les armes au premier signal. Pour ne pas rendre ce mouvement inutile ou funeste, on attend que l'armée soit organisée, afin d'agir de concert avec elle. Alors tous ceux qui refuseraient de marcher seront déclarés traîtres et punis comme tels.

On est occupé à fortifier le château de Saumur, de manière que 2000 hommes pourront facilement faire tête à 30 mille assiégeans.

La commission militaire est partie pour juger à Chinon les lâches et les scélérats qui ont crié, pendant la déroute, *vive le roi*, *à la trahison*, *sauve qui peut*. Ils sont au nombre de neuf à dix arrêtés, et seront probablement fusillés à la tête de l'armée.

Il y a dans l'armée des lâches, des fuyards, quelquefois des pillards. L'administration des vivres ne fait pas son devoir; les commissaires du conseil exécutif désorganisent tout; les malveillans répandent de faux bruits. Un volontaire a écrit aujourd'hui au comité de salut public: « On dit ici que Paris se bat, et veut un roi: faites-nous connaître la vérité. L'immensité de nos équipages embarrasse presque toujours les manœuvres de nos troupes dans un pays couvert de bois et de montagnes; on a même compté jusqu'à cent soixante voitures à la suite de l'armée. Nos ennemis au contraire n'emportent avec eux que leurs armes et du pain pour trois à quatre jours; ils ne connaissent point les tentes; ils se reposent par-tout où ils se trouvent, et combattent de même. »

Les nouvelles de Tours portent, qu'il arrive à tout moment, à Chinon, des soldats, les uns de gré, les autres de force; que le château de Saumur est en état de défense, et qu'on a lieu de croire que les brigands n'attaqueront pas cette ville.

Une lettre du commissaire civil au département de Maine et Loir, annonce un avantage remporté auprès du pont de Cé, sur les rebelles qui s'étaient retranchés dans le château de la Cressonniere. Après leur fuite, le château a été livré aux flammes.

Il nous reste maintenant, a dit Barrere, des généraux à changer, des lâches à punir, des taillis et des moissons à couper, car les moissons des rebelles appartiennent à la République; des commissaires du conseil exécutif à rappeller, des compagnies de pionniers et de tirailleurs à former. Il n'y a que deux points à défendre aujourd'hui, Valenciennes et la Vendée.

Vous avez pourvu à la défense de Valenciennes, il s'agit actuellement de la Vendée... La Convention adopte les mesures proposées par Barrere.

Collot-d'Herbois, rapporteur de la commission chargée de présenter

Digitized by Google

présenter des mesures contre les accaparemens, présente un projet de décret qui est adopté ainsi qu'il suit :

Art. 1er. L'accaparement est un crime capital.

II. Sont déclarés accapareurs ceux qui dérobent à la circulation des marchandises ou des denrées de première nécessité, qu'ils achètent pour les tenir renfermées, sans les mettre en vente publiquement et journellement.

III. Sont pareillement déclarés accapareurs, ceux qui font périr ou laissent périr volontairement les marchandises, ou les denrées de première nécessité.

IV. Les denrées de première nécessité sont le pain, la viande, le vin, les grains, les farines, les légumes, les fruits, le charbon, le bois, l'huile, l'eau-de-vie, le savon, le suif, le chanvre, la laine, les cuirs, le fer, le cuivre, les draps, la toile, et généralement toutes les étoffes, les soieries exceptées.

V. Pendant les huit jours qui suivront la promulgation de la présente loi, ceux qui tiendront en dépôt, dans quelque lieu que ce soit, des denrées ou marchandises de première nécessité, seront tenus d'en faire la déclaration à leur municipalité qui en vérifiera l'existence.

VI. La vérification faite, le propriétaire déclarera s'il veut mettre en vente ses marchandises en petits lots à tour venant, trois jours au plus tard après la déclaration, sous l'inspection d'un commissaire de la municipalité.

VII. Si le propriétaire veut ou ne veut pas faire la vente en petits lots, il remettra copie des factures de ses marchandises à la municipalité, qui, après lui en avoir passé une reconnaissance, nommera un commissaire pour faire cette vente, en fixant le prix de manière que le propriétaire obtienne un bénéfice commercial; si cependant le prix des factures était trop fort, la vente n'en aurait pas moins lieu suivant le cours ordinaire : ceux qui produiront de fausses factures seront traités comme accapareurs.

VIII. Huit jours après la publication du présent décret, ceux qui ne feront pas ces déclarations seront réputés accapareurs, et comme tels punis de mort, leurs marchandises et denrées seront confisquées.

IX. Les négocians en gros et les marchands en détail seront tenus de mettre sur leurs magasins une inscription qui en exprimera la quantité et la qualité, sous peine d'être traités comme accapareurs.

X. Ceux qui feront de fausses déclarations, ou qui auront été prête-noms, seront punis de mort. Tout fonctionnaire public qui aura prévariqué dans l'exécution de la présente loi, sera également puni de mort.

XI. Tout citoyen qui dénoncera un accapareur ou une contravention à la présente loi, aura un tiers du prix des mar-

Digitized by Google

chandises, le second tiers sera distribué aux indigens, à la municipalité ; le dernier tiers appartiendra à la République.

Séance du samedi 27 juillet.

Le ministre de l'intérieur écrit à la Convention pour savoir s'il doit continuer les primes accordées aux négocians, et s'il ne convient pas de supprimer entierement celles qu'on donnait aux commerçans negriers. Cette derniere proposition donne lieu à Grégoire de s'étonner qu'une telle prime, qui autorise un commerce aussi infâme que celui de la traite des Negres, existe encore. — Renvoyé au comité de commerce.

Les représentans du peuple à l'armée du Nord instruisent la Convention qu'ils ont appellé le citoyen *Desnues* au commandement de la division à la tête de laquelle Lamarliere était ci-devant ; ils lui ont adjoint le citoyen Dupont en qualité d'adjudant-général. — Renvoyé au comité de salut public.

On fait lecture d'une lettre de Custines, datée des prisons de l'Abbaye, le 26 juillet. La voici :

« Citoyen président, je ne parlerai point de la surprise que m'a causée mon arrestation ; qu'il me soit seulement permis de dire à la Convention que je n'ai jamais cessé de prouver que je méritais la confiance de mes concitoyens et des armées dont le commandement m'avait été confié. Détenu depuis lundi dans les prisons de l'Abbaye je n'ai pu obtenir d'être encore interrogé ; je sollicite mon prompt jugement et la rédaction de l'acte d'accusation ; j'apprends qu'il court dans Paris des libelles diffamans contre moi : ma probité fut et sera toujours sans tache : je ne demande qu'à confondre mes accusateurs, et à détromper les citoyens de bonne foi. Respect aux lois, fraternité aux Français qui veulent la République une et indivisible. »

Signé, CUSTINES.

Toutes les autorités constituées du département du Calvados ont rapporté leurs arrêtés des 7 et 9 juin dernier. L'adresse qui contient ce fait a été communiquée par le comité de salut public. En voici le précis :

Nous, administrateurs et procureur-général-syndic du département du Calvados, les membres du conseil général de la commune de cette ville de Caen, les président et accusateur public du tribunal criminel du département, les membres du tribunal de district de Caen, les juges de paix et de commerce de la même ville, procureur-syndic du district de Lisieux et commissaire national de Pont-l'Evêque, à la Convention nationale.

Les citoyens de la ville de Caen, dans un moment où ils crurent la dignité de la représentation nationale avilie, où ils crurent voir la liberté en péril, s'assemblerent dans les

Digitized by Google

sections, et nommèrent des commissaires pour rédiger et présenter une adresse à la Convention.

Les commissaires envoyés, de retour à Caen, firent part au peuple des inquiétudes qu'ils avaient conçues eux mêmes sur les dangers de la patrie ; le peuple s'assembla de nouveau dans les sections, ainsi que dans les sociétés populaires : tous les citoyens se déclarèrent en état d'insurrection et de résistance à l'oppression.

Chaque section, chaque société populaire, nomma des députés pour composer une assemblée générale, dans le lieu des séances du département.

Le premier mouvement porta à des mesures extrêmes ; les représentans du peuple, alors résidant à Bayeux, furent arrêtés comme ôtages ; une force départementale devait être organisée pour rendre à la Convention sa dignité et sa liberté, et maintenir l'unité et l'indivisibilité de la République.

Pendant cet intervalle, l'acte constitutionnel a paru. On a vu dans cet ouvrage les bases d'un gouvernement libre et républicain ; au milieu des déchiremens qui affligent la patrie, on a considéré cet acte constitutionnel comme le *palladium* de la liberté, et le point de ralliement de tous les Français.

Le moment est arrivé où toutes les discussions doivent cesser ; les derniers succès des armées étrangeres offrent encore à tous les bons Français un motif sacré de se rallier plus étroitement que jamais sous une même baniere, et de réunir leurs efforts pour écarter les ennemis de la patrie.

Pourquoi, déterminés par les considérations toutes puissantes du salut public, de l'amour de la liberté, du désir de la paix intérieure, du maintien de la République une et indivisible, et craignant sur-tout les funestes effets de la guerre civle prête à naître,

Nous rapportons nos arrêtés des 9 juin dernier et jours suivans, dont nous nous rétractons ; déclarant que, dès ce moment, notre intention est d'enrégistrer, promulguer et faire exécuter les lois qui ne l'auraient point été depuis l'époque desdits arrêtés ; que des exemplaires de la constitution vont être envoyés aux municipalités en même tems que la convocation des assemblées primaires sera ordonnée ; que la présente déclaration sera envoyée, sans délai, à la Convention nationale.

Nous déclarons en outre aux représentans du peuple, que nous nous occupons de rendre à leurs fonctions ceux de leurs collegues qui ont été retenus parmi nous. Nous avons tout lieu de penser que ces citoyens nous rendront justice, et feront connaître nos principes et nos sentimens.

Arrêté en l'assemblée réunie des autorités constituées de la ville de Caen, ce 25 juillet 1793, l'an second de la République une et indivisible.

Suivent les signatures.

Les administrateurs, les membres des autorités constituées,

Digitized by Google

les députés des sections de la ville d'Evreux composant l'assemblée générale de l'Eure, soussignés, mus par les mêmes motifs que l'assemblée des autorités constituées de la ville de Caen, déclarent qu'ils retractent l'arrêté pris par eux, le 6 juin dernier, ensemble tous ceux qui en ont été la suite, et auxquels ils ont participé.

Ils déclarent en outre qu'ils adherent à la constitution présentée au peuple Français par la Convention nationale; que le vœu le plus cher à leur cœur, est que la démarche qu'ils font en ce moment, fasse cesser promptement l'arnarchie, et assure le salut de la République, pour laquelle ils ont juré et jurent de mourir.

Fait et arrêté lesdits jour et an. Suivent les signatures.

Les administrateurs et procureur-général-syndic du département du Calvados, les membres du conseil-général de la commune de cette ville, le président et accusateur public du tribunal criminel du département, les membre du tribunal du district de Caen, les juges de paix et juges de commerce de cette ville, à la Convention nationale.

Nous devons maintenant, législateurs, à la vérité de déclarer que le général Félix Wimpfen n'a eu aucune part à l'arrestation des commissaires de la Convention nationale, faite par le peuple, et dans un tems où il n'avait aucun moyen pour l'empêcher.

Que, dans les premiers momens de l'insurrection, le général insista pour donner sa démission, et qu'il ne consentit à reprendre ses fonctions qu'en cédant à la volonté du peuple, unanimement prononcée; il n'a cessé, par ses actions et ses discours, de témoigner son desir pour le retour de la paix intérieure.

Tout l'état-major et les officiers supérieurs de l'armée ont manifesté les mêmes principes et les mêmes sentimens.

Arrêté en l'assemblée des autorités constituées, réunies, de la ville de Caen, le 25 juillet 1793, l'an second de la République.

Le conseil exécutif a annoncé à la Convention qu'il a confié le commandement en chef de l'armée des côtes de la Rochelle, au général de division, Rossignol, le même que Westermann avait fait emprisonner.

Nota. Il a été décrété un article additionnel à la loi relative aux accaparemens. Cet article porte que les scellés seront mis sur les magasins et entrepôts de la compagnie des Indes.

Séance du dimanche 28 juillet.

A l'ouverture de cette séance, Bréard a annoncé que les

Digitized by Google

citoyens de la Gironde sont bien éloignés de partager les sentimens de leurs administrateurs, et qu'ils vont bientôt accepter l'acte constitutionnel. — La société républicaine d'Auxerre demande que toutes les bannieres données aux fédérés des 83 départemens, à la fédération du 14 juillet 1790, soient rapportées à Paris par les députés des assemblées primaires, pour y être brûlées le 10 août, parce qu'elles rappellent le souvenir de la royauté : ces Républicains demandent encore que ces bannieres soient remplacées par de nouvelles, sur lesquelles seront empreints les emblêmes de l'unité et de l'indivisibilité de la République.

Cette demande est convertie en motion ; mais sur l'observation d'un membre, que plusieurs départemens lointains sont en marche, et qu'ils ne pourront apporter ces bannieres, la Convention décrete qu'elles seront brûlées dans les chefs-lieux des départemens.

On fait lecture d'une lettre des représentans du peuple, datée de Lyon le 25 juillet. La voici :

« Citoyens nos collegues, vous avez vu par notre dépêche du 20, que nous mettions notre arrestation à profit pour désabuser les citoyens du département de Rhône et Loire, et les exhorter à se rallier à la Convention nationale. Aujourd'hui nos vœux sont en partie remplis.

» Les corps administratifs réunis, ainsi que l'assemblée départementale, ont pris les délibérations ci-jointes, en nous priant de vous les faire parvenir par un courier extraordinaire : nous nous prêtons d'autant plus volontiers à solliciter l'indulgence de la Convention à leur égard, que nous avons lieu d'espérer que le peuple dans ses assemblées primaires, convoquées pour le 28, s'empressera également, en acceptant la constitution, de reconnaître la Convention nationale, de respecter et exécuter ses décrets.

» L'assemblée départementale vous assure par ses commissaires qu'elle se dissout à l'instant ; notre collegue Derbez et le commissaire Buanoroti sont en liberté ; nous recouvrons aussi la nôtre, et nos papiers nous seront remis demain. Nous allons donc suivre de près le courier pour nous rendre à notre poste ; il nous tarde de convaincre la Convention que dans le cours de notre longue mission nous avons mis tout en usage pour faire le bien et répondre à la confiance dont nous étions honorés.

P. S. Nous joignons encore les rétractations individuelles des administrateurs du département et des citoyens Gilibert et Morillon qui nous en ont prié ; nous devons la justice à ces derniers, de déclarer qu'ils n'ont pas peu contribué à propager le principe de réunion et de ralliement à la Convention nationale.

Signés, ROUYER, BRUNEL.

Digitized by Google

L'Assemblée entend ensuite la lecture des pieces qui étaient jointes à cette lettre, et qui contiennent la rétractation des arrêtés précédemment pris par les administrateurs du département de Rhône et Loire, au sujet de l'insurrection du 31 mai et des évenemens qui l'ont suivi. Dans leur séance du 25 de ce mois, tous les pouvoirs constitués de Lyon ont reconnu leur erreur ; ils sont résolus de faire exécuter toutes les lois émanées de la Convention ; toutes les assemblées primaires de leur canton sont convoquées pour exprimer leur vœu sur la constitution : enfin ces fonctionnaires publics assurent qu'ils ont été horriblement calomniés ; ils prient l'Assemblée de rapporter les décrets de proscription qu'elle a lancés contre eux ; ils déclarent qu'ils resteront en état de résistance à l'oppression jusqu'à ce qu'ils aient obtenu cette justice.

L'Assemblée ne décide rien sur cette réclamation ; elle se contente d'ordonner le renvoi de ces pieces aux comités de salut public et de sûreté générale.

Au nom du comité de salut public, Barrere obtient la parole et dit : « Telle est la destinée des Républiques ; elles ne peuvent se fonder qu'au milieu des orages et des trahisons. Nous avons reçu, ce matin, des lettres qui seraient alarmantes pour tous autres que pour des hommes libres, mais qui ne feront, au contraire, que vous encourager à affermir la République que vous avez établie en France. Les voici :

Au quartier-général de l'armée de la Moselle, le 26 juillet.

« Citoyens, nos collegues, lorsque nous vous entretenions de nos espérances, et que nous vous annoncions des succès presque assurés ; nous étions bien loin d'imaginer que Mayence était alors au pouvoir de l'ennemi, et qu'une infame capitulation eût été signée le 23. La garnison avait encore du pain, la place n'avait souffert aucune breche, et Mayence s'est rendue au moment où deux armées victorieuses allaient à son secours.

» Nous ne pouvons vous dire combien ce revers nous est funeste et dérange la position de nos armées. Houchard, après avoir délivré Mayence, devait prendre les Autrichiens par derriere, et les forcer d'évacuer le département du Nord. Custines s'est toujours opposé à cette expédition, en disant qu'il ne fallait s'avancer sur Mayence que vers le 15 août : ce général perfide triomphe ; voilà l'effet de ses trahisons, il voulait livrer Valenciennes et Condé en même-tems que Mayence.

» L'officier, porteur de cette affreuse nouvelle, nous a parlé d'un billet, signé Custines, qui doit exister entre les mains du commandant ou du conseil de guerre. Nous lui en avons demandé une déposition signée, que nous vous faisons passer. Une autre preuve de la trahison de Custines, c'est que Ho-

Digitized by Google

henlohe, dans des notes écrites de sa main, avait grand soin de s'informer si ce général conservait encore quelque influence dans l'armée. Attendrons-nous toujours, pour punir les traîtres, qu'ils aient consommé leurs trahisons. Nous vous envoyons copie de la capitulation; ce sont des Français qui l'ont eux-mêmes dressée.....» Ici Barrere fait lecture de cette pièce. (*Voyez l'article Mayence, page* 212.)

Les représentans du peuple ajoutent qu'ils ont fait mettre en état d'arrestation le citoyen Vidalot, qui a eu la bassesse de se charger d'une pareille capitulation. Voici la déclaration de cet officier :

« Quelques jours après le commencement du blocus de la ville de Mayence, le général Doyré fut invité, par le général Prussien, à une conférence avec un agent de Custines, conférence qui devait avoir lieu en présence du général Prussien.

» Cette conférence eut lieu, et fut suivie d'une seconde. Dans l'une d'elles, l'agent de Custines glissa au général Doyré un billet signé de la main de Custines, mais écrit par une main étrangere. Ce billet engageait le général Doyré à entrer en négociation pour la reddition de Mayence. Ce billet doit exister dans les papiers du conseil de guerre ou dans ceux du général Doyré. Le citoyen Rewbel, commissaire de la Convention, les citoyens Dapincourt, Kleber, Dedieu, Deville et Beaupuy ont assisté à ces conférences, et ont eu connaissance de ce billet. »

A Coussey, le 25 *juillet* 1793, *l'an* 2^e^. *de la République Française,*

Signé, VIDALOT DESERAT.

« Le système qu'a constamment suivi Custines, ajoute Barrere, ressemble à celui qu'avait adopté le traître Dumourier. Celui-ci livrait la Belgique avec les mêmes moyens que Custines préparait l'invasion de l'Alsace; Dumourier portait dans la Belgique une nombreuse artillerie Française pour la faire tomber au pouvoir des ennemis, Custines dégarnit nos places fortes, et renferme dans Mayence une grande quantité de bouches à feu. Meynier et Levasseur tiennent du général Houchard, que Custines, en partant pour l'armée du Nord, lui dit : *Je vous abandonne les Autrichiens et les Hessois; mais de grace, épargnez les Prussiens.* Ce système de ménagement envers les Prussiens, acquiert encore un degré de probabilité, lorsqu'on voit le fils de Custines chargé par Dumourier d'une mission secrette pour la Prusse. Custines arrivé à l'armée du Nord, dégarnissait Lille de 76 pieces de canon, (pour en armer les redoutes et les retranchemens du camp de la Magdelaine) malgré le refus constant du général Favart qui commandait dans cette ville; le fait est constaté par la correspondance des deux généraux. »

Digitized by Google

« Espérons, dit Barrere, en terminant son rapport, que cette nouvelle trahison servira à l'établissement de la République ; mais, en attendant que nous connaissions tous les conspirateurs, frappons sur ceux qui sont en notre puissance. »

Barrere lit deux projets de décret qui sont adoptés en ces termes :

Premier décret.

Art. Ier. Il y a lieu à accusation contre le ci-devant général Custines.

II. Le général de brigade Doyré, commandant à Mayence, et tous les officiers de l'état-major de cette garnison, sont mis en état d'accusation, et seront conduits incessamment sous bonne et sûre garde à Paris.

III. Les représentans du peuple près la garnison de Mayence se rendront sur-le-champ dans le sein de la Convention nationale pour être entendus sur la reddition de Mayence.

IV. La garnison de Mayence rentrera dans l'intérieur.

V. Le présent décret sera envoyé par des couriers extraordinaires aux représentans du peuple près les armées de la Moselle et du Rhin. Le conseil exécutif prendra toutes les mesures nécessaires pour sa prompte exécution.

Second décret.

Art. Ier. La Convention nationale déclare traîtres à la patrie Buzot, Barbaroux, Gorsas, Laujuinais, Salles, Louvet, Bergoing, Biroteau, Pétion, Chassey, Cussy, Fermont, Meillan, Lesage d'Eure et Loir, Valady, Kervelegan ; qui se sont soustraits au décret rendu contr'eux le 2 juin dernier et se sont mis en état de rébellion dans le département de l'Eure, du Calvados et de Rhône et Loire, dans le dessein d'empêcher l'établissement de la République, et de rétablir la royauté.

II. Il y a lieu à accusation contre Gensonné, Guadet, Vergniaud, Molleveau, Gardien, Fauchet, Boileau, Valazé, Grangeneuve, prévenus de complicité avec ceux qui ont pris la fuite et se sont mis en état de rébellion.

III. La Convention nationale ordonne l'impression des pièces remises au comité de salut public, et décrete l'envoi aux départemens.

Custine demandait aussi le décret d'accusation contre Fonfrede, Ducos et Carra ; mais l'Assemblée a renvoyé cette proposition au comité de salut public. — Sur la demande de Barrere, la Convention, dérogeant à la loi sur l'avancement militaire, décrete que les ministres de la guerre et de la marine ne consulteront point le rang pour la nomination des officiers supérieurs.

Digitized by Google

Sur la demande de Lacroix, elle accorde à son comité de salut public la faculté de lancer des mandats d'arrêt.

Cette séance a été terminée par la lecture d'une lettre du général Labourdonnaye, qui annonce un avantage sur les Espagnols.

Séance du lundi 29 juillet.

Duhem, de retour de l'armée du Nord, a exposé l'insuffisance du nombre des commissaires actuellement auprès de cette armée, forte de 180 mille hommes, et qui va être renforcée, non-seulement par les hommes que l'on est sur le point de lever dans les départemens frontières, mais encore par les troupes que le comité de salut public a donné ordre d'y faire porter. Il a ensuite rendu compte des motifs qui ont fait suspendre de leurs fonctions les citoyens Lamarliere et Lavalette. Il a dénoncé plusieurs abus, et déclaré qu'il y a des intrigans d'autant plus dangereux qu'ils s'annoncent sous les dehors du jacobinisme le plus prononcé. Sur la proposition de Duhem, l'Assemblée adjoint de nouveaux représentans à ceux déjà nommés à l'armée du Nord, et décrete le renvoi des dénonciations au comité de salut public.

Billaud-Varennes a demandé et obtenu la parole pour une motion d'ordre. Plus Custines est coupable, a-t-il dit, plus son jugement doit être prompt. La marche que vous avez adoptée est lente ; la rédaction de l'acte d'accusation entraîne des longueurs interminables, et ce n'est certainement pas votre intention de reculer le supplice de ce grand coupable. Il faut que son procès lui soit fait cette semaine, et que dimanche il n'existe plus. Outre les pieces qui ont été lues à sa charge, il est certain qu'il existe une lettre de ce général au commandant de Mayence, dans laquelle il l'engage à livrer la place. Custines a des complices qui ont cherché à égarer l'armée qu'il commandait, en répandant qu'il n'avait été mandé à Paris que pour être sacrifié à la Montagne.... Le fils de ce traître ose salir les murs de Paris de ses affiches ; qu'il soit aussi arrêté.

Ici Couthon a assuré que dès hier Custines fils a été mis en état d'arrestation, ainsi que plusieurs autres citoyens suspects.

Billaud-Varennes a repris la parole pour communiquer une lettre qu'il a reçue de Bordeaux, et qui est datée du 23 de ce mois. Elle porte que la mort de Marat n'a pas fait grande sensation ; mais ce qui en fait beaucoup, c'est l'attente où l'on est de la reddition de Mayence et de Valenciennes. — D'après ces nouvelles observations, l'assemblée a rapporté son décret relatif au général Custines, et le renvoyé devant le tribunal révolutionnaire qui, toute affaire cessante, instruira son procès. Le comité de salut public est autorisé à lancer des mandats d'arrêts contre les complices de Custines.

Digitized by Google

Il me reste, a ajouté Billaud, une autre mesure à vous proposer. Vous avez d'autres traîtres à punir. Ce sont les messagers des administrations infideles qui ont parcouru les diverses villes de la République pour les soulever contre la Convention. Décrétez que tout individu qui aura séjourné dans les villes rebelles, sera déclaré émigré, s'il ne peut pas prouver que des affaires particulieres l'y appelloient.

Cette proposition a été fortement appuyée par St. André. Il a observé qu'il n'y avait que de grandes mesures qui pussent sauver la République; qu'il ne fallait point se laisser séduire par le simulacre d'acceptation de la constitution; que plusieurs administrations feignaient d'y adhérer, pour mieux cacher leurs projets; que Bordeaux n'avait point renoncé à l'espoir de marcher sur Paris, que déja même ses troupes étaient en marche. — Après quelques débats, cette proposition a été renvoyée à l'examen du comité de salut public. Enfin Billaud a proposé une derniere mesure. On vous a dénoncé, a-t-il dit, le général Kellermann. On vous a assuré qu'il avait refusé d'obéir aux requisitions des commissaires Albitte et Dubois-Crancé, de marcher sur la ville de Lyon. Si ce fait est vrai, Kellermann ne peut plus commander vos armées. Je demande que le comité de sûreté générale vous fasse un rapport sur cet objet. Cette proposition est décrétée, ainsi qu'une autre de Bentabole, tendante à enjoindre au comité de législation de s'occuper, sans désemparer, de la rédaction des actes d'accusation de Brissot et des autres députés détenus.

Une lettre de Kellermann, en date du 23, rend compte d'un avantage qu'il a remporté sur les Piémontais. Il y a eu sur les hauteurs voisines de la vallée de l'Arche une affaire qui a duré sept heures, où les ennemis ont eu cent hommes tués et vingt prisonniers.

PARIS, *le* 1er. *août* 1793.

COMMUNE. — *Conseil-général*, *du* 24 *juillet*.

On a fait lecture dans cette séance d'une très-longue lettre du général Santerre, datée de Tours le 20 juillet. En voici le précis: «Vous savez quelle fatale journée nous eûmes hier; avant-hier le feu prit au parc d'artillerie, et malgré cela nous battîmes l'ennemi qui nous attaqua; mais alors la troupe était tranquille: il n'en était pas ainsi hier; l'ennemi nous attaqua au moment des distributions; il venait de pleuvoir: beaucoup de mauvais citoyens, sous le vain prétexte que leur poudre était mouillée, tirerent plus de deux mille coups de fusil. L'ennemi qui était en présence s'apperçut bien que nous avions du désordre. Les canonniers du septieme bataillon de Paris me

Digitized by Google

tinrent mille mauvaises raisons. Au moment du combat, un ivrogne mit le trouble, et les talens trop faibles du citoyen Houdain, lieutenant-colonel ne lui suffirent pas pour tirer partie de ce bataillon, dont les sept huitiemes sont excellens.

» Les officiers, en grande partie, ne sont pas au niveau de leur place, et ne peuvent réprimer le désordre. Les sept huitiemes des soldats sont de vrais républicains qui gémissent de cet abus. Hier, il y avait trois jours que des compagnies n'avaient eu de pain. Comparez, je vous prie, citoyens, quelle différence il a d'attaquer l'ennemi aux frontieres, où l'on est appuyé de droite et de gauche, d'une armée ou d'un fleuve; comparez la difficulté de se battre contre un ennemi qui differe de celui de l'extérieur, parce qu'il n'a pas d'équipage, et qu'il trouve des soldats où il va, en sonnant le tocsin; comparez l'embarras où nous nous trouvons, lorsque les vivres sont retardés, de n'avoir aucune subsistance dans ce pays, parce que les habitans sont nos ennemis et nos espions. J'ajouterai à ma longue lettre une réflexion consolante sur notre perte; *c'est que cet évenement*, d'après mes opinions, *forcera Nantes à recouvrer notre amitié.* ».

Signé, le général de brigade, SANTERRE.

Du 25. Une députation de la société des défenseurs de la République est venue annoncer au conseil que, samedi prochain, elle ouvrira sa séance à quatre heures du soir; elle se propose de réunir tous les bons citoyens, pour délibérer sur les intérêts de la République.

Sur la demande de la section du Théatre Français, il a été arrêté que la rue des Cordeliers serait appellée *rue de Marat*, et la rue de Marseille, *place de l'Ami du Peuple.*

Du 27. Un des commissaires, nommé pour présider à la levée des scellés apposés chez Marat, a fait son rapport. Cette opération a fait briller dans tout son jour le désintéressement de l'ami du peuple. On n'a trouvé, a dit le rapporteur, chez ce citoyen, accusé depuis si long-tems d'être vendu aux puissances étrangeres; on n'a trouvé chez lui qu'un assignat de 25 sols.

Du 28. La section des Lombards est venue s'informer s'il était vrai que des boulangers eussent réclamé, auprès du procureur de la commune, une indemnité pour une grande quantité de pain rassis qui leur restait, et dont ils ne savaient que faire. Un membre a répondu que cette réclamation avait été adressée au citoyen maire. Le conseil a passé à l'ordre du jour, et renvoyé les commissaires de la section des Lombards par-devant le citoyen maire pour plus amples éclaircissemens.

Digitized by Google

Du 29. On a lu une lettre du citoyen Garin, administrateur des subsistances, qui annonce qu'il vient d'être mis en état d'arrestation par ordre du comité de salut public de la Convention. Cette lettre a donné lieu à de légers débats : un membre a dit que si Garin était coupable, le ministre Garat l'était aussi, et qu'en conséquence l'un et l'autre devaient subir le même sort. Le conseil a nommé des commissaires pour prendre connaissance des motifs qui ont fait arrêter Garin et des faits à la charge de Garat, et réclamer la prompte liberté de l'administrateur des subsistances, s'il n'est point coupable.

TRIBUNAL REVOLUTIONNAIRE.

François Coquereaux-Boisbernier, accusé d'avoir entretenu une correspondance avec les royalistes, colporté des écrits incendiaires, et arboré la cocarde blanche, a été condamné à mort. Il a subi son jugement.

Custines a subi le 29 son premier interrogatoire secret. Comme le tribunal révolutionnaire est incomplet, son procès pourra être différé de quelques jours.

Les députés mis en état d'arrestation ont été transférés au Luxembourg. Des sentinelles sont placés à leur porte, d'autres sont placés au bas de leur fenêtre, dont la vue donne sur la promenade.

Le service de la garde, composée de 25 hommes, est fait tour à tour par les sections.

Le transport du cœur de Marat s'est fait, dimanche dernier, avec une grande solemnité. On avait, dans le jardin du Luxembourg, dressé un théâtre couvert de tentures tricolores. C'est-là que ce sont rendus, vers le soir, la députation de la Convention, les autorités constituées, les sociétés populaires et une foule de citoyens. L'éloge funèbre de Marat a été prononcé par plusieurs orateurs. Son cœur déposé dans une urne, a été transporté ensuite dans le lieu où la société des Cordeliers tient ses séances.

On dit l'ex-général Biron arrêté. — Des lettres d'Evreux annoncent qu'on y est occupé à démolir la maison de Buzot. La société populaire dont les portes étaient fermées, depuis six semaines, a repris ses séances ; elle a été présidée par Lindet, évêque de cette ville et représentant du peuple.

On mande d'Amiens que des commissaires sont arrivés pour faire réparer les fortifications de cette ville et la mettre en état de défense.

Digitized by Google

Nous avons annoncé dans notre dernier numéro l'arrestation à Chartres du citoyen Pétion père. Il vient de nous écrire pour réclamer contre ce faux bruit, et nous nous empressons de rectifier une erreur où nous avions été induit par divers journaux.

Réponse à la proclamation de Cobourg (1), *général autrichien, par le représentant du peuple Dubois-Dubais.*

Maubeuge, le 24 juillet 1793, l'an 2 de la République.

« Tu prends possession, dis-tu, des ville, forteresse et district de Condé, qui sont soumis au pouvoir de ton empereur et roi, par les valeureuses troupes que tu commandes.

» Ton imposture est bien digne d'un esclave et d'un vil suppôt du despotisme; car ce n'est pas la valeur qui ainsi en ta possession cette ville républicaine; tu la tiens du monstre Dumourier qui a empêché de l'approvisionner. Si tu avais voulu la devoir au courage seul, tes satellites n'eussent jamais souillé cette place: tu as dû t'en convaincre par la faim que les courageux Républicains qui la défendaient ont su souffrir long-tems avant de la rendre.

» Tu parles de maintenir la sûreté des propriétés, et tu violes la plus essentielle et la plus sacrée de toutes, celle de la liberté, en défendant les clubs, et en asservissant ainsi jusqu'à la pensée; pour des hommes qui en connaissent le prix et qui sentent toute leur dignité, il n'existe point de propriété sans celle-là; ainsi l'ordre et la tranquillité publique que tu promets à ce prix, ne sont, à proprement parler, que le sombre et cruel repos de l'esclavage. Déjà les malheureux habitans de Condé n'entendent plus autour d'eux que l'affreux cliquetis des chaînes que tu leur prépares; mais sous leur poids douloureux ils conserveront une ame libre, et leurs malheureux frères, crois-le bien, ne souffriront pas longtems qu'ils supportent le joug odieux de la tyrannie qui pèse sur leurs têtes.

» Vois tes aveugles satellites terrassés sous les murs de Valenciennes; vois les braves républicains de cette ville affronter tes foudres et mépriser tes hordes innombrables de brigands venant de toutes les parties de la terre esclave pour la conquérir. Tu apprendras bientôt par eux ce que c'est que la valeur, et ce que tu dois attendre du courage invincible des hommes libres. Ose faire encore un pas de plus sur la terre de la liberté, et ta perte est certaine; un peuple indigné se levera en masse, écrasera de son seul poids tes armées d'esclaves, et dans sa rage, aussi légitime qu'indomptable, il purgera la

(1) Insérée dans notre dernier numéro.

Digitized by Google

terre des tyrans et de tous leurs vils suppôts ; je te le prédis encore une fois. (Le citoyen Dubois-Dubais, représentant du peuple, pendant son séjour à Valenciennes, lui avait déja fait la même prédiction dans une réponse à une de ses proclamations.) Malgré tes jactances méprisables et celles de la séquelle qui t'entoure, la nation Française sera libre, et donnera au monde entier l'exemple de ce que peut un peuple qui a resolu de l'être.

Glorifie-toi, Cobourg, de ta conquête, qui ne t'a coûté ni un grain de poudre, ni une goutte de sang ; tu ne la dois qu'à la trahison, et tu la rendras à la valeur. La seule conquête sur laquelle tu peux compter, pour toi et tes bandes de satellites, c'est le tombeau ; chaque jour tu en creuses la profondeur ; chaque jour tu amonceles les victimes qu'il doit dévorer, et à mesure que tu avances sur le territoire français, tu en approches ; frémis !..! et sois convaincu que telle sera la fin de tes sanguinaires et imbécilles efforts !

Signé, DUBOIS-DUBAIS.

LANDAU. *Extrait d'une lettre du général Beauharnais.*

« J'annonce avec plaisir, à la Convention, un nouveau succès. Hier 22, j'ai fait marcher une partie de l'armée sur trois colonnes, et j'ai fait attaquer les Prussiens retranchés sur les hauteurs de la chapelle Sainte-Anne, où ils étaient dans une espece de fort, et d'un accès difficile par les ouvrages que l'art avait ajouté à une fortification naturelle. Ces montagnes ont été escaladées et tournées par les hauteurs de la maniere la plus étonnante et la plus courageuse. La brigade du 6e. régiment, dirigée par le général Meynier, défenseur de Kœnigstein, de concert avec des bataillons d'infanterie légere, conduite par le jeune Delmas, d'une valeur distinguée, ont emporté, la bayonnette au bout du fusil, ce poste important, malgré le feu des redoutes. Les ennemis ont ensuite été forcés de village en village, au pied des Vosges, par notre infanterie, tandis que la cavalerie de notre avant-garde, aux ordres de Landremont, repoussait l'ennemi dans la plaine : une division d'infanterie et de la cavalerie occupait, pendant ce tems-là, les Autrichiens et les émigrés du côte de la forêt de Bornhem et les hauteurs d'Esseingen. De toutes parts le feu a été très-vif, et l'on s'est battu à-peu-près par-tout depuis neuf heures du matin jusqu'à plus d'une demi-heure après le coucher du soleil. Il est résulté de cette journée, que nous nous sommes considérablement étendus le long des montagnes, que nous avons fait des prisonniers, emporté plusieurs redoutes et retranchemens des ennemis, particuliérement la montagne Sainte-Anne et Nyer, quartier-général d'un des généraux Prussiens ; que nous avons forcé les Prussiens à quitter leur position d'Edenkossen, et que nous leur avons fait perdre un monde considérable. »

Digitized by Google

» Je n'ai rien à reprocher à mes troupes que trop d'ardeur. La perte des Autrichiens a été très-forte, lorsque leur cavalerie a été chargée par une partie de la brigade du neuvieme régiment de cavalerie, aux ordres de Baurevoir. Les Autrichiens, Prussiens et émigrés, peuvent avoir eu tant tués que blessés 12 à 1500 hommes. Il ne m'est possible de présenter qu'en apperçu nos pertes; j'évalue cependant que nous pouvons avoir eu 150 tués et 400 blessés, dans le nombre desquels il se trouve beaucoup d'officiers. Parmi les traits d'héroïsme à distinguer dans cette journée, on remarque celui de Guéret, maréchal des logis, portant l'étendart du 9e. régiment de cavalerie; il a été sommé par quatre ennemis de se rendre; sa réponse a été d'en tuer deux et d'en blesser un troisieme, il a été renversé par le quatrieme, mais il s'est débarassé de son cheval, et a rapporté à son corps son étendart fracassé. »

Armée des Alpes. *Extrait d'une lettre du général Kellermann, datée de Grenoble, le 23 juillet.*

« J'avais ordonné au général Carcazadel de faire tous ses efforts pour protéger les malheureux habitans de la vallée de Darche dans le transport de leurs récoltes. Il résolut de s'emparer de la montagne de Tête-Dure, dont la position remplissait son but, et fit ses dispositions qui réussirent. L'action a eu lieu le 18, et après un combat de 7 heures, pendant lequel les ennemis tenterent de nous empêcher de prendre cette position; ils furent enfoncés de toutes parts, et se retirerent sous le canon de leur camp.

» Suivant le rapport des déserteurs, les Piémontais ont perdu plus de 100 hommes; nous leur avons pris 7 tentes: nous n'avons eu que 20 hommes blessés, dont 2 dangereusement. Parmi les prisonniers se trouvent le commandant du poste, le marquis de Spiccala, lieutenant du régiment des gardes du despote Sarde; quatorze de ces prisonniers sont de ce corps-là. »

La Vendée. Diverses lettres nous donnent des détails sur l'armée des rebelles et sur leur tactique militaire. Si l'on en croit ces relations particulieres, cette armée est dans ce moment composée de 120 mille hommes; 80 mille sont armés de fusils; ils ont 150 pieces de canon: les 120 mille hommes sont divisés en quatre armées, sous la direction d'un conseil de guerre, composé de quarante personnes: les principaux chefs sont Gaston, Bernard de Marigny, d'Autichamp, Désessart, Castelineaux, Langremedei, Laroche Jacquelin, Stoffet, Lescure; chacune de ces quatre armées a un général en chef, avec un corps de troupes réglées toujours en activité, qui se trouvent renforcées par les paysans des paroisses voisines au moment d'une attaque, ou d'une défense générale. Chaque soldat, dans une expédition, se pourvoit d'une provision de pain pour trois ou quatre jours; chaque paysan prend son fusil, qu'il ne quitte pas même en dormant: lorsqu'ils sont menacés

Digitized by Google

sur un point, des couriers sont expédiés au conseil général, et le tocsin sonne dans toutes les paroisses : au commencement d'une affaire, ils se replient presque toujours, afin d'engager nos troupes à les poursuivre, et alors à un signal convenu entr'eux, ils enveloppent nos troupes embarrassées dans des pays difficiles qu'elles ne connaissent pas. Ils ont fait cette manœuvre dans la dernière affaire, où nous avons fait une perte immense.

Notice des séances subséquentes de la Convention du mardi et du mercredi.

Mardi 30 juillet. Julien, au nom du comité de sûreté générale, a fait un rapport sur Westermann. Après l'examen réfléchi d'un grand nombre de faits à charge et à décharge, le comité n'a pas cru pouvoir fixer un jugement sur la conduite de ce général. La Convention a décrété qu'il serait jugé par un tribunal militaire, conformément aux lois. — Rapport et décret sur le tribunal révolutionnaire. Il sera composé de deux sections qui auront la même compétence. — Décret d'arrestation porté contre Montané, président de ce tribunal, accusé d'être lui-même un contre-révolutionnaire.

Mercredi 31. On annonce un avantage remporté par nos troupes sur les rebelles de la Vendée. Elles se sont emparées du pont Charron et Saint-Philibert; les retranchemens qui couvraient Chantenay et cette ville ont été pareillement emportés. Les révoltés ont perdu 400 hommes, on leur a fait 40 prisonniers. Parmi le nombre des morts se trouve le chevalier de la Mayrie, commandant les retranchemens.

Une seconde lettre d'Angers, en date du 28 juillet, porte que l'ennemi qui s'était avancé à une demi-lieue de cette ville a battu en retraite sur le pont de Cée, où il s'est retranché en coupant le premier pont, et s'emparant du château. Nos troupes ont rétabli le pont, et une attaque impétueuse a remis le château en notre pouvoir. L'ennemi a été poursuivi jusqu'au delà de Mande la baïonnette dans les reins. Nous n'avons eu que deux blessés.

Débats sur l'agiotage et sur les assignats à face royale. D'après la proposition de Chabot, il est décrété, 1°. à compter de ce jour, que les assignats à face royale au-dessus de 100 l. n'auront plus cours forcé de monnaie; 2°. ces assignats ne seront reçus qu'en paiement des biens nationaux, en acquit de contributions de la dette nationale et de l'emprunt forcé : ils seront ensuite brûlés. 3°. Le nombre des assignats qui se trouve dans les caisses publiques sera constaté, pour que ces assignats soient échangés contre des républicains, d'après le mode qui sera présenté par le comité des finances.

Digitized by Google

(N°. 106. — 1793.)

MERCURE FRANÇAIS.

SAMEDI 10 AOUST, *l'an deuxieme de la République.*

STANCES.

A L'AMOUR fermez votre cœur;
Craignez d'éprouver son délire.
En vain il promet le bonheur;
Un aveugle n'y peut conduire.

Je m'étais rangé sous ses lois;
Je voyais briller l'espérance.
Le charme cesse, et j'apperçois
L'erreur de mon adolescence.

Suivi de l'essaim des desirs
Le fripon vole à tire d'aile.
Sa présence invite aux plaisirs;
Mais son feu n'est qu'une étincelle.

Inconstant, trompeur et malin,
Il fuit à l'instant qu'il vous blesse.
Il rit en nous perçant le sein:
Mérite-t-il qu'on le caresse?

Par le citoyen TALEYRAT.

CHARADE.

DU doux plaisir à la tristesse,
Et de l'aisance à la détresse,
Il n'est souvent que mon premier.
La fortune change et varie:
S'attendre à sa bizarrerie
C'est être vraiment mon dernier.
Le bien après le mal arrive;
De l'une à l'autre alternative
Toute la vie est mon entier.

Par le cit. H***., *vicaire épiscopal.*

Digitized by Google

ÉNIGME.

Sans que je sois un arbrisseau,
Deux branches forment tout mon être.
L'art fait de ma tête un fourneau,
Où le feu meurt au lieu de naître.
Cependant mon premier devoir
Est de l'entretenir sans cesse;
Vesta ne pouvait pas avoir
De plus vigilante prêtresse.
Sur ma voisine en certain cas
J'opere une cure nouvelle;
En lui mettant le chef en bas,
Je la rends plus vive et plus belle.
On ne me voit guere à la cour;
Mais il est rare en récompense
Que j'aille établir mon séjour
Sous l'humble toît de l'indigence.
Enfin, pour parler sans détour,
De la nuit compagne fidelle,
Je ne fais rien pendant le jour,
Et je travaille à la chandelle.

LOGOGRIPHE.

Sans cesse l'on me bat sans que je sois coupable.
A l'un je suis nuisible, à l'autre favorable.
Dans mes cinq pieds, lecteur, tu peux fort aisément
Trouver de Cupidon le fatal ornement;
Une note en musique; une petite ville
Que renferme un pays en bons vins très-fertile;
Ce qui d'un bon cheval en peut faire un mauvais;
De plus, un animal : tout est dit, je me tais.

Explic. des Charade, Énigme *et* Logogriphe *du* N°. 105.

Le mot de la Charade est *Fardeau*; celui de l'Enigme est *Nil*; celui du Logogriphe est *Aire*; ôtez l'*a* reste *ire*, ôtez l'*e* reste *air*.

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

Œuvres de Lucien, traduites du grec, avec des remarques historiques et critiques sur le texte de cet auteur, et la collation de six Manuscrits de la Bibliotheque ci-devant royale. 6 vol. in-8°. Prix, 36 liv. reliés en carton. A Paris, chez J. F. Bastien.

LUCIEN, quoique né à Samosate en Syrie, et du tems des Antonins, à une époque où les Lettres grecques et romaines étaient également déchues, n'en est pas moins regardé par tous les critiques judicieux, comme un Ecrivain classique pour la pureté, l'élégance et le goût. Son nouveau traducteur l'appelle même *le plus bel esprit de la Grèce*; mais cet éloge qui pourrait, ce me semble, convenir beaucoup mieux à Xénophon, me paraît un peu exagéré à l'égard de Lucien. Nous trouvons dans ses nombreux ouvrages beaucoup d'esprit, de finesse et de gaîté satyrique; mais ils roulent presque tous sur un même fond d'idées et de plaisanteries; l'auteur se répete souvent; sa philosophie toujours renfermée dans un même cadre, celui du dialogue, reproduit toujours les mêmes objets, des dieux et des sophistes; il se moque sans cesse des uns et des autres, et ses satyres contre eux ne différent guere que par les titres. Sa hardiesse à tourner en ridicule la religion des Payens, prouve la tolérance du gouvernement romain sur les matieres religieuses: on peut croire que Lucien n'eût pas tant osé impunément, lorsque la superstitieuse Athenes jouissait de toute sa puissance, et que des hommes tels que Socrate, Periclès, Alcibiade, Anaxagore étaient recherchés pour leurs opinions, infiniment plus réservées que les écrits de Lucien.

Il est bien étrange que quelques auteurs aient imaginé que ce rieur de profession, cet impitoyable censeur de toutes les superstitions humaines, ait été chrétien, et qu'ils aient cru voir dans son prétendu christianisme la source de ce déluge de railleries qu'il a répandu sur les divinités payennes. Quand le *Philopatris*, dialogue où il se moque de tous les mysteres de la foi chrétienne, ne serait pas de lui, (comme on l'avance sans aucune preuve), il suffirait de faire attention à l'esprit général qui regne dans tous ses écrits: on s'appercevra aisément que s'il penche pour quelque doctrine, c'est sans contredit pour celle d'Epicure; c'est la seule qu'il se plaise à soutenir de toutes les forces de son esprit, et dont il ne dise jamais de mal. Il n'y a qu'à lire son *Jupiter confondu*, son *Jupiter tragique*, on sentira que ses deux interlocuteurs favoris, Menipe et Damis, à la maniere dont il les fait parler, à la victoire qu'il leur fait obtenir, sont en effet les inter-

Digitized by Google

prêtes de ses pensées ; et l'on sait qu'ils rejettent l'existence des Dieux et n'admettent qu'un ordre de choses éternel et nécessaire.

Lucien, en invectivant avec raison contre les sophistes qui avaient succédé aux philosophes des beaux jours de la Grèce, eut grand soin de distinguer ceux-ci de leurs indignes successeurs ou plutôt de leurs singes ridicules ; il proteste souvent de son respect pour Platon, Aristote, Chrysippe, Epicure ; il a même fait un ouvrage exprès ; *les Ressuscités*, où il les représente comme les suivans de la vraie philosophie, qu'il fait paraître personnifiée, pour confondre mieux les imposteurs qui débitaient sous son nom les plus extravagantes futilités et les principes les plus odieux. Cependant il ne faut pas croire qu'il s'abstienne de toute attaque, même contre ces grands hommes qu'il révère ; ce serait trop exiger de son métier de plaisant, et de plus il faut convenir que malgré leur mérite réel, ils ne laissaient pas de prêter au ridicule et même à un ridicule fort bien appliqué ; d'ailleurs il est reconnu que l'on peut quelquefois s'égayer doucement aux dépens de ceux même que l'on estime : le sujet, le ton de l'ouvrage, l'à-propos et la mesure peuvent justifier ce genre de plaisanterie. Mais Lucien va jusqu'à l'inconséquence, et c'est un des reproches les plus fondés que l'on puisse lui faire ; emporté par sa verve satyrique, il ne songe pas assez à être d'accord avec lui-même ; par exemple, il poursuit partout les cyniques, comme des aboyeurs impudens et de lâches parasites ; et c'est ce qu'ils étaient ; et en même-tems il prend pour un des héros de ses *Dialogues des Morts*, le cynique Diogène qui certainement ne le cédait à personne en impudence et en grossièreté. Il présente toujours ce Diogène comme l'oracle de la morale et de la vertu, au jugement même des dieux des enfers, et ne parle jamais de Socrate que pour en dire du mal : je crois qu'entre ces deux hommes on pouvait faire un meilleur choix.

S'il fait paraître Aristote dans les *ressuscités*, c'est pour lui rendre hommage ; et dans un dialogue entre Alexandre et Diogène, il fait d'Aristote un portrait affreux ; c'est, si l'on en croit son propre disciple, un vil flatteur, un homme avide, un fourbe plein d'artifices ; et l'on ne voit point dans les témoignages qui nous sont restés sur Aristote, ni qu'il ait eu tous ces vices, ni qu'Alexandre lui ait jamais fait de pareils reproches.

Il n'y a qu'une voix sur la fermeté tranquille de Socrate, au moment où il but la ciguë : Platon faisait, à des témoins oculaires, le tableau de cette mort vraiment admirable, puisqu'elle fut sans faiblesse et sans faste. Lucien, dans ses *dialogues des morts*, assure, par la bouche de Menipe et sur la foi de Cerbère, que Socrate n'était *qu'un faux philosophe*, un charlatan qui ne voulait qu'en imposer aux spectateurs, et

Digitized by Google

qui affectait le mépris de la mort, tandis qu'il la craignait réellement. Cerbère prétend que pour le faire entrer dans les enfers *il fut obligé de le tirer en bas par le pied, en le mordant avec de la ciguë.* Ce n'est pas-là de la fine plaisanterie, ce sont tout simplement des calomnies fort plates. En général il résulte des écrits de Lucien, ou qu'il n'avait point en effet, pour la véritable philosophie, ce respect dont il se pare, et qu'au fond il était jaloux de la grande réputation qu'avaient laissée ses fondateurs, et eût bien voulu la rabaisser au-dessous de son talent satyrique; ou que la bassesse et les vices des sophistes de son tems, qui étaient véritablement les derniers des hommes, avaient aigri sa bile, au point de la rendre injuste envers tous ceux qui avaient porté le nom de philosophes.

Cette inconséquence de l'auteur dans ses jugemens se retrouve aussi quelquefois dans les raisonnemens qu'il prête aux interlocuteurs de ses *dialogues*; le traducteur a eu la bonne foi de l'observer dans quelques-unes de ses notes, et aurait pu le faire beaucoup plus souvent. Lucien ne garde pas toujours les convenances dans le rôle qu'il fait jouer à ses personnages. « Frappez, frappez, accablez cet homme » abominable d'une grêle de pierres; redoublez à coups de » mottes de terre; redoublez encore à coups d'écailles d'huitres; » *traitez* ce scélérat à coups de bâton; prenez garde qu'il » n'échappe; allons, Platon, frappe, et toi Chrysipe, aussi; » élançons-nous tous à la fois contre lui, etc. etc. »

Et qui tient ce langage? Le devinerait-on? C'est Socrate, le véritable Socrate, parlant aux véritables philosophes qui viennent avec lui sur la terre, à la suite de la philosophie, pour faire justice des sophistes: c'est contre Lucien que Socrate anime ainsi ses confreres! Mais jamais ce sage n'a passé pour violent ni pour brutal, et Lucien lui-même qui ne l'épargne pas ne lui reproche rien de semblable: Socrate a toujours passé pour le plus doux et le plus modéré des hommes, quoique, de son aveu, il fut né enclin à la colere. Où est l'observation des convenances?

Indépendamment de l'uniformité de ton et d'objet qui se fait sentir dans les dialogues de Lucien, il y a aussi une inégalité marquée: plusieurs paraissent être sans aucun but et sont vagues et insignifians, d'autres sont plus ou moins dépourvus de sel; plusieurs sont fort insipides; mais le plus grand nombre, outre de la raison et de la saillie, quoique sans doute l'à propos et l'allusion doivent souvent être perdus pour nous.

Il faut bien citer au moins un morceau qui donne une idée de la maniere de Lucien et du tour qu'il donne à la satyre: Je le tirerai de la description de l'*isle des bienheureux.* « J'y vis Socrate, fils de Sophronisque, qui passait » le tems à babiller avec Nestor et Palamede; il avait sans

Digitized by Google

» cesse autour de lui une foule de beaux jeunes gens, » Hyacinthe de Lacédémone, Narcisse de Thespies, Hylas » et plusieurs autres. Il me sembla qu'il était amoureux » d'Hyacinthe; du moins c'était à lui qu'il adressait le plus » souvent ses argumens convainquans. On me dit que Rhi- » damanthe se plaignait beaucoup de lui, qu'il l'avait même » menacé plus d'une fois de le chasser de l'isle, s'il ne » cessait son bavardage et ne quittait son ironie pendant le » festin. Platon est le seul philosophe qui ne soit point en » ces lieux : il habite, dit-on, la République qu'il s'est » formée; et dans laquelle il vit suivant ses propres lois. » A l'égard d'Aristipe et d'Epicure, on leur défère les pre- » miers honneurs, à cause de la douceur et des graces de » leur caractere, et parce qu'ils sont de joyeux convives. » Esope le Phrygien se trouve aussi là; il sert aux autres » de bouffon. Diogène de Sinope a tellement changé de » mœurs, qu'il a épousé la courtisanne Laïs, et que souvent » échauffé par l'ivresse, il quitte sa place pour danser et » fait toutes les folies qu'inspire le vin. Aucun Stoïcien n'est » admis dans ce séjour heureux : on prétend qu'ils sont en- » core occupés à gravir le sommet escarpé qu'habite la vertu. » On vous dit aussi que Chrysipe n'obtiendrait l'entrée de » cette isle, qu'après qu'il se serait purgé une quatrieme » fois avec de l'ellébore. Les Académiciens ne demanderaient » pas mieux que d'y venir; mais ils *s'abstiennent* (1) encore, » et *considèrent*; car ils n'ont pas la *perception* que cette isle » soit réellement telle qu'on le dit; d'ailleurs ils redoutent » je pense, le jugement de Rhadamanthe, eux qui détruisent » toute espece de jugement. On assure que plusieurs d'en- » tr'eux se sont mis en devoir de suivre ceux qui viendraient » ici; mais que leur lenteur les empêche d'arriver, ou que » faute de *comprendre*, parvenus au milieu de la route, ils » étaient retournés sur leurs pas. »

On voit que chaque phrase porte coup, que chaque idée est un trait de censure, une intention épigrammatique : c'est un peu l'*humour* des Anglais et la maniere de leur Swift, que l'on peut nommer, sous plus d'un rapport, le Lucien de l'Angleterre, puisque dans son *conte du Tonneau* il s'est diverti aux dépens des diverses religions de son tems, comme le satyrique de Samosate a joué celles du sien. C'est aussi de lui que Swift a évidemment emprunté l'idée et le plan de ses *Voyages de Gulliver* : qu'on lise l'écrit intitulé *Histoire véritable*, l'un des ouvrages de Lucien le plus agréable, et d'un genre de merveilleux fort bizarre et fort plaisant, on verra que c'est l'original du voyage de Cyrano dans la Lune, de ceux de Gulliver et même de *Micromégas*; mais ce dernier morceau

(1) Les mots marqués en *italique* sont les termes sacramentaux de la secte académique.

Digitized by Google

qui est charmant, et qui mêle à la gaieté des fictions un fond de bonne philosophie, est aussi supérieur à Lucien et à Swift que celui-ci l'est à Cyrano.

C'est encore de l'*Ane* de Lucien, autre roman fort joli, et dans ce même genre de merveilleux, qu'Apulée a tiré son *Ane d'or*, fort inférieur, selon moi, à l'original, et pour l'invention et pour le style; c'est une preuve que Lucien avait de l'imagination, puisqu'il a inventé de maniere à produire des copies estimées.

Un morceau remarquable chez lui, parce qu'il est à peu près le seul qui soit tout entier d'un style sérieux, c'est le *Toxaris* ou *de l'Amitié*, espece de traité en dialogue (car Lucien ne quitte gueres cette forme) entre un Grec et le Scythe Toxaris, qui disputent à qui des Grecs ou des Scythes l'emporte en beaux exemples d'amitié : c'est de là qu'est tiré le fameux testament d'Eudamidas, qui a fourni un sujet à la peinture, et qui pourrait en fournir un au théâtre. L'on ne saurait reprocher ici à Lucien de n'avoir pas observé les convenances caractéristiques : comme les Grecs sont grands conteurs, et qu'on ne trouve pas ailleurs les faits qu'il raconte, on a présumé qu'ils étaient d'invention, au moins en partie, et l'on ne peut nier que les exemples d'amitié, cités par Toxaris, n'aient un caractere d'énergie sauvage qui frappe à la fois d'étonnement et d'horreur, et qu'on ne peut admirer qu'en frémissant. Un Scythe offre sa personne pour la rançon de son ami, prisonnier chez les Alains, autres peuples barbares : ceux-ci, par respect pour son dévouement magnanime, ne veulent point le priver de sa liberté; mais ils lui demandent ses yeux : il les donne, et on les lui arrache; son ami, qu'il ramene à ce prix, lui sert de guide et pourvoit à tous ses besoins : rien n'est plus naturel; mais ce qui l'est un peu moins, c'est que Scythe délivré, ne voulant pas que son ami ait rien à lui envier s'arrache aussi les yeux. Toxaris trouve cela sublime; bien d'autres n'y trouveront qu'une atrocité fort absurde; car qu'y a-t-il de plus fou que de croire sacrifier à l'amitié en se mettant hors d'état de rien faire pour elle? et comment ce Scythe ne s'est-il pas apperçu que ses yeux n'étaient plus à lui, depuis qu'ils étaient nécessaires à son ami? Je sais bien que de nos jours un Anglais se fit couper une jambe pour épouser une femme qui n'en avait qu'une; mais ce n'est pas tout-à-fait la même chose; il s'en faut même de beaucoup, et chacun peut aisément s'en rendre raison.

Les traductions de Lucien les plus connues sont celle de d'Ablancourt dans le siècle dernier, et celle de l'abbé Massieu dans le nôtre. On n'ignore pas que d'Ablancourt, qui n'eut d'autre mérite que d'écrire assez purement dans un tems où ce mérite étoit encore fort rare, fut d'ailleurs un traducteur très-peu fidele. L'abbé Massieu l'est beaucoup plus que lui; mais il est prouvé dans les notes de la nouvelle traduction

Digitized by Google

qu'il s'est encore trompé plus d'une fois en traduisant d'après la version latine; ce qui est en effet un moyen sûr de commettre beaucoup de fautes. C'est d'abord un inconvénient de mettre un tiers entre l'original et vous; et de plus, ces scholiastes latins passent souvent par dessus les difficultés, et se contentent de mettre un mot latin pour un mot grec; ce qui, vu la différence de génie d'une langue à une autre, ne s'appelle pas traduire. Quiconque est à portée de comparer ces versions latines au texte grec trouvera dans la plupart bien des contre-sens, non-seulement dans les endroits difficiles, mais même dans des phrases où le vrai sens de l'auteur s'offrait de lui-même. Le traducteur nouveau n'a pas eu besoin de ce dangereux secours : ses notes et ses variantes prouvent un homme très-versé dans la connaissance du grec et dans toute la littérature ancienne; c'est un véritable érudit, un excellent philologue. Mais il paraît avoir poussé l'amour des langues savantes jusqu'à négliger un peu la sienne. Sa diction, quoiqu'en général claire et saine, offre assez fréquemment des fautes de grammaire et de construction, des termes impropres, et quelquefois du néologisme. Il porte l'exactitude jusqu'à traduire en vers les citations des différens poëtes grecs qui se trouvent souvent dans Lucien : cette exactitude est louable, et peut même faire pardonner la faiblesse de la versification, d'autant plus que dans ces fragmens cités il s'agit moins du style que de l'à-propos; mais pourtant, lorsqu'on fait des vers français, il faut en savoir les règles, et ne pas faire de fausses rimes et des hiatus, tels que celui-ci.

Son souffle empoisonné infecte tous les lieux.

Au reste, ces fautes qu'il serait facile de corriger en consultant de bons juges, n'empêchent pas que cette traduction de Lucien, la seule complette et la plus fidelle de toutes, ne soit un véritable service rendu aux lettres et un titre honorable pour celui qui a entrepris et achevé avec succès cet ouvrage long et pénible, que doivent se procurer tous ceux qui aiment les auteurs grecs, et qui ne peuvent les lire qu'en français.

ANNONCES.

La Constitution de la Lune, par le cousin Jacques; rêve politique et moral, avec cette épigraphe : « *Vous proposez la mort à quiconque proposera la monarchie !..... Eh bien, voici une République; mais une République sans athées, sans factieux, sans tyrans, sans enthousiastes; où la religion, les mœurs, la justice, la paix, et sur-tout l'horreur du sang, font le charme de la vie et l'essence de la liberté.* » Cet ouvrage est en un vol. *in*-8°., et divisé en quatre parties : il est enrichi de notes intéressantes, et contient soixante-douze chapitres. Il se vend 3 liv. 15 sols; franc de port 4 liv. 10 sols. A Paris, chez Froullé, imprimeur-libraire, quai des Augustins, n°. 30.

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 18 juillet 1793.

TANDIS que l'impératrice de Russie travaille à son aise à river les fers de la Pologne, la Suede et le Danemarck qui sentent tout ce qu'ils ont à craindre de cette voisine ambitieuse, se mettent en mesure de lui résister, si jamais elle vent étendre jusques sur eux ses mains avides. Une chose consolante pour les amis de la liberté, qui sont nécessairement les ennemis de l'injustice et de l'oppression, c'est de voir qu'à mesure que la Russie s'épuise, la Suede et la Danemarck se fortifient. Sans doute les dernieres acquisitions faites par cette puissance envahissante ont un certain poids dans la balance politique, sans doute cet assemblage incohérent de pays que la différence des langues et des climats semblait devoir préserver d'être réunis sous la verge d'un même despote, et qui le sont pourtant aujourd'hui, lui prêteraient une force passagere bien dangereuse pour le moment, si les vues ultérieures de Catherine II venaient à se remplir. Mais il n'en est pas moins vrai que l'agrandissement même de la Russie la perdra. Le principe de vie est et doit être mal distribué dans ce corps politique, dont le cœur ne jouit point d'une action suffisante pour animer les membres disproportionnés. Toute la corruption, tous les vices, tout le luxe d'une cour asiatique regnent dans celle de Pétersbourg, voisine des glaces polaires. Cette capitale attire le peu de richesses réelles de l'empire qu'elle ne reverse et ne redistribue pas par la circulation dans les provinces qui les lui rendraient de nouveau pour les recevoir encore. Tout est sacrifié à l'ostentation la plus fastueuse, aux jouissances d'un petit nombre de favoris et aux préparatifs de nouveaux projets d'ambition qui finiront vraisemblablement par échouer. D'ailleurs, les contrées nouvellement conquises qui perdent, comme on vient de le voir, au changement de maître, au lieu d'y gagner, peuvent-elles être bien attachées au tronc auquel on les a réunies par force? Non, sans doute; et la moindre possibilité de secouer le joug en inspirerait le desir, en ferait tenter l'entreprise.

Nous ne nous arrêterons pas à développer ici ces idées dont la justesse sera suffisamment sentie par les têtes accoutumées à réfléchir, et qui ont su profiter de la lecture de l'histoire. Nous nous contenterons de dire que malgré les apparences

Digitized by Google

contraires en ce moment, le tems n'est peut-être pas éloigné où la Russie tremblera pour elle-même, nonobstant ses liaisons plus resserrées que jamais avec l'Angleterre, à la veille d'être écrasée par le fardeau de sa dette publique, soutenue jusqu'ici par un crédit auquel des banqueroutes multipliées viennent de porter des coups mortels.

Au reste ce sera du nord de l'Europe que viendra plus directement son salut, quoique le mécontentement réel de la Porte et ses inquiétudes justement éveillées puissent y contribuer, ainsi que le ressentiment de cette même Pologne dont les fers ne sont pas encore aussi bien rivés que l'on s'en flate peut-être à Petersbourg, et qu'on le craint dans le reste de l'Europe.

En attendant cette explosion, le duc de Sudermanie continue de faire voyager le jeune roi pour l'instruire. Voici ce qu'on mande de Stockholm en date du 12 juillet : le roi était le 6 avec sa suite à Adelsnas où il a vu les mines de cuivre qui étaient magnifiquement illuminés. — La frégate Suédoise *Hela Fersen* a fait voile de Carlscrone avec un yacht royal. Ces deux bâtimens vont dans la mer du nord. Leur destination est d'exercer des cadets de notre marine ; mais il y a apparence qu'ils ne négligeront pas de suivre en même-tems la course de la flotte Russe. C'est le major Tornquist, habile officier, qui commandera cette croisiere d'exercice.

On mande de Copenhague en date du 16, sans pourtant l'assurer positivement que la flotte Russe se trouve enfin à la hauteur de l'isle Bornholm. — Depuis le 12 jusqu'au 15, il a passé 242 vaisseaux par le Sund. — Une autre lettre adressée à un Français s'exprime ainsi : nous pouvons vous assurer de la résolution de notre ministère de soutenir la neutralité la plus exacte. Voici l'extrait de la Convention arrêtée à cet égard et la spécification des articles qui seront réputés être ou n'être pas de contrebande.

Articles fixés et réputés comme contrebande pendant le tems de la guerre, et qui défendent la réclamation des navires à bord desquels ils se trouveront, destinés pour les ports des puissances en guerre.

Fusils et toute espece d'armes avec leurs appartenances, tels que canons, mortiers, mousquets, pétards, bombes, grenades, saucissons, etc. poudre à canon, mêche, salpêtre, balles et boulets, piques, épées, casques, cuirasses, hallebardes, longues et courtes lances, selles et équipages de chevaux, porte-pistolets, bandoulieres, et en général tout ce qui sert à l'équipement.

De plus, bois de construction de navires, bray, goudron, plaques de cuivre pour doublages des vaisseaux, voiles et

Digitized by Google

toiles à voiles, chanvres, cordages, et tout ce qui tient directement à la construction des vaisseaux et leur armement, dont cependant est excepté le fer non travaillé, ou non encore préparé au service des navires, ou articles de guerre. Sont aussi exceptés les poutres ou planches de sapin.

Mais ne pourront être réputés articles de contrebande les poissons frais, salés ou séchés, viandes fraîches ou salées, froment, farines, ou aucune espèce de grains, pois, fèves, etc; non plus que le vin, les huiles, ni en général ce qui tient à la nourriture de l'homme et le soutien de la vie, qui pourront, aussi bien que tout article de commerce non spécifié comme contrebande, être vendus et portés même aux royaumes et pays en guerre ou en possession des puissances belligérantes, pourvu cependant que leur destination ne soit pas pour une ville ou forteresse bloquée.

De Francfort-sur-le-Mein, le 2 et. août.

La récolte promet en général d'être abondante dans toutes les contrées de l'Europe, excepté l'Italie. Les possessions de l'Autriche sont entre autres très-favorisées cette année de la nature. — On en profitera pour former trois nouveaux et immenses magasins de froment, seigle, avoine, foin, paille, etc., l'un dans l'Autriche antérieure, l'autre dans le Luxembourg, et le troisième dans les Pays-Bas. — On se propose aussi d'établir dans toutes les provinces, aux frais du trésor public, comme on a déjà fait dans quelques cantons, des magasins de bled contenant jusqu'à 100,000 boisseaux. On tirera de ces greniers d'abondance ce qu'il faudra pour les cantons exposés à la disette, et les avances seront toujours rendues à la récolte suivante. Cette sage opération s'exécutera d'autant plus facilement, que l'on va donner aux cultivateurs la liberté de payer en nature leurs impôts et redevances.

Malgré l'espoir d'une récolte abondante en tout genre, le gouvernement a redoublé de sévérité contre les spéculateurs qui tenteraient de profiter de cette abondance pour exporter des grains aux Français. Plusieurs ont été découverts, et seront punis. Mais la cour s'est relâchée en faveur de sa majesté napolitaine à qui elle permet de tirer des bleds de l'Autriche.

Au reste, l'Autriche avait grand besoin de ces ressources à en juger par ce passage d'une lettre de Vienne du 17 juillet: « On est aux abois; on demande aux moines leur argenterie, et les moines murmurent. Les dons patriotiques ne viennent plus, et ce qu'ils ont produit est peu de chose. On projette tous les jours des emprunts, et ils ne réussissent pas: dans le dernier on a offert 7 pour 100. Rien n'égale l'embarras du ministère; la cour ne pourrait pas suffire à une nouvelle campagne. Si les Français tiennent bon, et qu'ils fassent un

Digitized by Google

dernier effort de courage, leur liberté est sauvée à jamais. ,,

Quand bien même il y aurait un peu d'exagération dans cette lettre, toujours est-il certain que les finances de l'empereur sont en très-mauvais état; ce qui est fort inquiétant dans un pays qui n'a pas beaucoup de ressources par lui-même, et où l'industrie est encore au berceau. — Une nouvelle preuve de l'embarras où l'on se trouve, c'est le renouvellement prochain et entier du conseil d'état. Il sera composé, dit-on, de cinq ministres; l'un aura le département des affaires étrangères, l'autre les finances, le troisième les affaires politiques intérieures ou l'administration, le quatrième les affaires de justice, et le cinquième le département de la guerre. Outre les ministres, il y aura encore cinq conseillers ou référendaires d'état. On nomme déja, pour les finances, le baron de Bolza; pour la guerre, le baron de Turkheim; pour l'intérieur, le baron de Grenner; pour les affaires étrangeres, le baron de Collenbach, et pour la justice, le baron de Haan.

Le bruit se répand de nouveau que l'empereur se rendra incessamment dans les Pays-Bas, et qu'il emmenera avec lui l'archiduc Palatin de Hongrie et l'archiduc Joseph. En attendant, l'humidité, qui résulte des inondations ordinaires dans cette saison sur le terrein où est situé le château de Laxembourg, a déterminé la famille impériale à le quitter pour celui d'Hetzendorf.

Il vient d'arriver un accident cruel, et qui coûte à la cour de Vienne non-seulement des hommes, mais même de l'argent dont elle n'a pas de trop. Le 5 de ce mois, 11 chariots chargés de poudre passaient près de Schwartzkirck, non loin de Brunn; trois de ces chariots sauterent en l'air avec 102 quintaux de poudre. Il y eut à cette occasion 5 hommes et 8 chevaux de tués avec 2 hommes et 2 chevaux de blessés. Un autre homme a manqué.

Des lettres de Heilbron, datées du 20, s'accordent à dire qu'il est arrivé plusieurs couriers portant l'ordre exprès de faire partir sur-le-champ l'artillerie de réserve qui était déposée ici pour Philipsbourg. Ces ordres si pressans étaient signés du général comte de Wurmser, ce qui fait présumer qu'il doit y avoir une affaire du côté de Landau. L'artillerie demandée est partie à la hâte.

L'expédition des Français dans le Duché de Deux-Ponts leur a réussi, comme tous les coups de main qu'ils entreprennent; ils se sont présentés dans la capitale, et à peine les avait-on reconnus qu'ils étaient déja entrés au nombre de 1200, avec deux canons, un chariot de poudre et autres munitions: ils se sont contentés cette fois de vider la riche cave d'un certain

Digitized by Google

M. d'Esbeck, ci-devant premier ministre du duc : ils se sont en outre saisis d'une douzaine de chevaux appartenans à des riches ; et après avoir fait la récolte des foins et autres fourrages se sont rapprochés de leurs forteresses. — En général, leurs incursions dans le Luxembourg sont fréquentes et toujours heureuses. Dans la derniere, un parti de troupes légeres est tombé sur un poste avancé d'Autrichiens, et les a enlevés presque tous. Plusieurs villages ont été pris, et la belle et riche abbaye d'Orval a été enfin détruite de fond en comble ; l'église a même été abattue à coups de canon, après avoir été dépouillée de l'orgue, de l'autel et de ses colonnes de marbre.

Il faudra pourtant que ces excursions cessent et bientôt ; car l'armée des alliés se renforce. La moitié de celle de réserve est arrivée dans le Luxembourg, et le corps de 3000 grenadiers de Bohême a joint l'armée devant Valenciennes. Les troupes hessoisses qui sont entrées à la solde de l'Angleterre sont en marche. Depuis quinze jours nous voyons continuellement passer la cavalerie impériale et hessoisse.

La reddition de Mayence a fait dans notre ville la sensation la plus étonnante. Déja les troupes allemandes que ce long siége avait découragées, se promettent les plus brillans succès. Cependant elles ne peuvent se dispenser de rendre une justice éclatante à la valeur de leurs ennemis, la situation de la place et de la garnison étant telles qu'il était impossible qu'elle tint plus long-tems. Quelque formidables que fussent les fortifications, cette place-là n'est assurement pas imprenable, et sur-tout quand, foudroyée par une artillerie nombreuse et bien servie, elle éprouvait disette de vivres et de munitions : nos plus valeureux soldats ont péri sous ses murs ; un plus grand nombre encore y ont été blessés. Cinq jours avant la capitulation, il est arrivé plusieurs bateaux charges de Prussiens et d'Autrichiens qui ont été déposés dans les hôpitaux de Francfort.

La marche de la garnison, continuent les mêmes lettres, est dirigée sur Metz. On sait aujourd'hui positivement que ce qui a déterminé les assiégés à se rendre a sur-tout été le manque de drogues pharmaceutiques et de fourages. Le roi de Prusse a refusé de traiter avec les commissaires de la Convention, au nom de la République, et par conséquent de la reconnaître. On raconte comme chose remarquable que le dernier coup tiré par les Français, a tué un Autrichien sur la batterie la plus éloignée.

Suivant des avis d'Aix-la-Chapelle, l'empereur a écrit au duc d'Yorck et au prince héréditaire d'Orange une lettre de félicitations et de remercimens, sur les services que ces deux princes ont rendus à la cause commune dans l'attaque du

Digitized by Google

camp de Famars. Ils en ont été l'un et l'autre si flattés qu'ils en ont fait faire des lectures publiques.

On écrit de Manheim, le 24, que depuis le 19 les troupes sont continuellement aux prises les unes avec les autres. Les Français cherchent à fatiguer leurs ennemis par des escarmouches, et à éviter une bataille à laquelle les Allemands paraissent décidés. Depuis le 23 au soir, tout le monde s'enfuit de Neustadt sur la Hardt et de Turkheim. Un renfort du corps devant Mayence est parti pour porter du secours dans ces environs-là. On est étonné de cet empressement à engager une action décisive; en effet, si les Autrichiens la perdaient, on ne voit pas trop où seraient leurs ressources : il faut que la population ait bien souffert, puisque, suivant des lettres de Vienne du 18, l'ordonnante qui prescrit une nouvelle levée d'hommes est très-rigoureuse. Les fils de bourgeois de cette capitale et même les hommes mariés n'en sont pas exempts.

PROVINCES-UNIES ET BELGIQUE.

Les Français firent, dans la nuit du 10 au 11, une attaque infructueuse sur toute la ligne des avant-postes du général de Latour. Dans celle du 12, ils commencerent du côté de Maubeuge une autre attaque combinée sur tous les points possibles, mais dont le premier succès finit par se démentir. Le 19, le général Prussien Knobelsdorff essaya de tourner et d'enfermer Singin : les Français évacuerent ce poste. Un détachement Prussien du flanc leur ayant démonté deux canons près de Pont-à-Marque s'avança jusqu'à Lezenne et Asq, et revint presque sans perte après avoir effectué une reconnaissance du côté de Lille.

Suivant le même bulletin de l'ennemi, la garnison de Valenciennes recommença, dans la soirée du 18, de la courtine de la porte de Mons un feu très-vif contre la seconde parallèle, qui, soutenue par le feu de la troisième, empêcha les Français de renforcer le leur, du moins pour le moment; car ils réussirent dans la nuit à placer dans l'angle droit de l'épaule de cette courtine plusieurs petits mortiers, au moyen desquels, secondés par un feu très-vif de leurs autres ouvrages, ils assaillirent à la pointe du jour les batteries assiégeantes; mais enfin la plupart des embrasures ayant été ruinées par le feu de ces batteries, ils ne purent se maintenir long-tems dans l'angle. Pendant cette même nuit on avait poussé vigoureusement les travaux de la tranchée, et achevé les deux batteries nouvelles de Mont-Anzin. — Dans l'après-midi du 19, la garnison tenta d'élever une redoute dans la lunette du petit ouvrage à cornes; elle échoua, grace à quelques coups de cartouche bien dirigés, et à l'explosion d'un de ses dépôts de poudre. — Dans la nuit du 20, les batteries du Mont-Anzin et de la

Digitized by Google

courtine de Mons ayant été garnies réciproquement, le lendemain il y eut un feu très-vif, sur-tout de notre part; les batteries à ricochet et à mortier ont balayé en partie le chemin couvert: cette journée n'a coûté que 8 morts et 19 blessés.

Le 21, on écrivait de Marly que les mines étaient presque au moment de jouer; on en espérait le plus heureux effet, et l'on se promettait d'attaquer le chemin couvert. — Enfin on écrivait de Tournai le 26: Valenciennes est aux abois. Cette malheureuse ville est en feu; et on n'y voit plus que des cendres et des décombres. Encore 24 heures et elle sera en notre pouvoir.

On vient d'apprendre d'une maniere très-positive la prise de Valenciennes.

D'après des avis de Bruxelles, du 19, l'archiduc Charles est revenu la veille de l'armée à 11 heures du soir. Il a eu la satisfaction d'entrer dans Condé à la tête des troupes qui doivent en former la garnison. Il était accompagné du duc d'Yorck et de plusieurs autres généraux.

La jointe impériale et royale, chargée de l'administration des pays conquis, vient de faire publier dans Condé la déclaration suivante:

De par l'empereur et roi.

La jointe établie pour l'administration provisoire du pays conquis, déclare: 1°. Que les autorités quelconques constituées depuis la révolution de 1789, sont abolies; qu'en conséquence les magistratures des villes, bourgs et villages conquis sont rétablies telles qu'elles existaient avant la révolution, bien entendu cependant que les individus qui composaient alors ces magistratures, ne pourront rentrer en place qu'après y avoir été spécialement réadmis par la jointe, et que, vu l'impossibilité de connaître dans les premiers momens la conduite tenue depuis la révolution par ces individus, il sera nommé des magistrats provisoires, sans préjudice aux droits des respectifs seigneurs, et de concert avec eux, autant que faire se pourra, en attendant qu'il puisse être jugé si et jusqu'à quel point on établira les individus susdits. Les seigneurs des lieux, ou leurs officiers, remettront en conséquence le plutôt possible à la jointe des listes des personnes dont les magistrats ou corps de justice et de police de leurs seigneuries, pourraient être composés provisionnellement. 2°. Les lois relatives à la police générale et aux propriétés, sont rétablies comme elles existaient au commencement de 1789. 3°. On suivra pour les appels des jugemens de premiere instance, l'ordre des jurisdictions qui était établi à cette époque, et dans les cas où suivant ce ordre l'appel se portait à un tribunal

Digitized by Google

supérieur, siégeant dans un lieu soumis encore à la France, les stataux resteront suspendus jusqu'à ce qu'il y ait un tribunal d'appel désigné sous la dénomination de sa majesté. 4°. Quant aux impositions et charges publiques, le pied établi depuis 1789, sera provisionnellement maintenu jusqu'à autre disposition. 5°. Tous les administrateurs, receveurs ou collecteurs des impositions et charges publiques, receveurs des domaines et tous autres ayant manié des deniers publics quelconques dans l'étendue du pays conquis, devront se présenter à la jointe dans le terme de trois jours, avec un état pertinent de leur caisse et de leur administration, à peine qu'il sera pourvu à leur charge, ainsi qu'il appartiendra. 6°. Le cours légal des assignats est aboli : on les tolérera cependant dans la circulation comme marchandise. 7°. Le cours des monnoies françaises sera provisoirement toléré sur le pied où elles sont actuellement, et il sera fait incessamment, pour le pays conquis, une évaluation des monnoies aux coins de sa majesté. 8°. Les corps religieux, ecclésiastiques et politiques, fondations et autres établissemens publics, ecclésiastiques et civils supprimés depuis la révolution, et qui desireront d'être réintégrés, devront s'adresser à la jointe pour y être statué. 9°. Le séquestre des biens des émigrés français sera levé à mesure que les propriétaires se présenteront à la jointe et se legitimeront. 10°. Il ne sera permis à aucun émigré français de séjourner dans les lieux conquis, excepté uniquement ceux qui y sont possessionnés, ou qui y étaient fixément établis et domiciliés avant la révolution, et encore seront-ils obligés, pour pouvoir y rester, de s'adresser par écrit à la jointe, à l'effet d'en obtenir la permission expresse. — Et sera la présente déclaration imprimée, publiée et affichée par-tout où il appartiendra. Fait à Condé, ce 20 juillet 1793. Etait paraphé *le C.* vt. et signé par ordonnance *de Hesdin*, et y était apposé le cachet de S. M.

ITALIE. *De Turin, le 10 juillet.*

Le roi est allé visiter, en personne, nos frontieres et nos divers camps. Le duc de Chablais est toujours au camp formé pour la défense de l'important poste de Raus, et que l'on vient de rendre encore plus respectable par de nouvelles fortifications. Le duc d'Aoste est au camp de Demonté, et le duc de Montferrat à celui du Val d'Aoste. Quant au prince de Carignan c'est vers l'Argentiere qu'il se trouve. — Il paraîtrait par la suite de ces mêmes lettres de Turin que le général Strasoldo a remporté quelques avantages sur les Français. Le 13 juin, il s'établit à la Maison-Méanne, terre située sur les confins du Dauphiné dont elle fait partie et exigea des contributions. Le 21, il enleva les positions d'Arche et Mairolles dont il fut débusqué le 24. Il revint à la tête

de

Digitized by Google

de 400 grenadiers allemands et de beaucoup de Piémontais. Mais la peur d'être enveloppé par un corps supérieur le fit retirer en brûlant Arche et la Maison-Méanne et en emmenant 130 mulets chargés de vivres et de munitions. Au reste, ces troupes sont restées campées sur le Col-de-Madelaine, poste assez bon, encore du territoire de la République. — Le 28, les Français faisaient de grands préparatifs pour une nouvelle attaque devant Saorgio; mais il ne l'ont pas exécutée.

Un bâtiment de Gênes venu de la partie du Ponent a publié que le premier juillet on avait entendu une vive canonnade du côté de Nice; on suppose que les Espagnols y ont tenté quelque chose, mais on n'a encore aucun détail sur cette affaire.

Suivant une lettre de Livourne, du 3 juillet, 16 bâtimens Français de commerce, chargés de vivres, ont fait reporter à terre leurs cargaisons; ils craignaient de tomber au pouvoir de l'escadre Espagnole qui croise de ce côté.

Il passe pour certain que la cour de Londres a signé, le 26 avril dernier, un traité avec celle de Sardaigne, sous la garantie du roi d'Espagne, partie également garante et contractante. Cette pièce diplomatique, de l'authenticité de laquelle on avait douté, porte les noms du lord Grenville et de M. de Saint-Martin-de-Front. En voici les principales dispositions:

« L'Angleterre s'oblige de ne faire aucune paix avec la France que d'un commun accord avec le roi de Sardaigne et l'Espagne, rappellant à cet égard les engagemens antérieurs avec la cour de Madrid.

» L'Angleterre garantit dans toute son intégrité et d'un commun accord avec l'Espagne toutes les propriétés et Etats du roi de Sardaigne, la Savoie et le comté de Nice spécialement compris.

» L'Angleterre s'oblige de payer 300 mille liv. sterling de subside au roi de Sardaigne, jusqu'à l'époque de trois ans après la paix générale.

» L'Angleterre s'oblige, concurremment avec l'Espagne, à entretenir une flotte de chacune des deux nations dans la Méditerranée pendant tout ce tems.

» Le roi de Sardaigne s'oblige d'entretenir 50,000 hommes de cavalerie entièrement à la disposition de l'Angleterre, pour l'exécution des plans communs dans la présente guerre. »

Digitized by Google

TRIPOLI.

De Barbarie, le 4 juin.

Le citoyen Guys, consul général et chargé des affaires de la République française, auprès du pacha, lui a tenu le discours suivant; en lui présentant ses lettres de créance :

« La nation française, constituée en république, m'envoie vers vous pour vous porter l'expression de sa bienveillance et de son amitié. Son intention est de maintenir scrupuleusement les anciens traités qui existent entre la France et votre régence. Elle me charge d'assurer votre excellence, que son desir sincere est de voir perpétuer cette bonne harmonie. Elle y concourra de tout son pouvoir, dans la persuasion où elle est, que les Français que leurs intérêts appellent dans vos états, éprouveront de votre part toute protection, et qu'ils seront traités comme des anciens et fideles amis, membres d'un état dont le courroux fut toujours fatal à ses ennemis. »

Réponse du Pacha.

« Je vois avec plaisir, dans mon pays, les Français, mes plus anciens et plus fideles amis. Je reçois avec sensibilité les témoignages de bienveillance de la République, et je ne manquerai jamais d'y correspondre, en procurant aux Français tous les secours dont ils pourront avoir besoin, et toutes les facilités qui pourront tendre à faire prospérer leur commerce. Le consul qu'elle envoie résider auprès de moi peut lui promettre de ma part une bienveillance constante, à laquelle je suis disposé d'avance, par la réputation, les égards enfin dûs à une nation liée depuis si long-tems d'affection avec moi, et pour l'activité d'un commerce de la prospérité duquel dépendent le bien-être et le bonheur de mes sujets. Je ne veux ni ne dois point laisser ignorer aux Français rassemblés ici dans ce moment, l'extrême satisfaction que j'ai toujours eue des services du consul Pellegrin, et je saisis avec plaisir l'occasion de rendre hautement et publiquement justice à son zele pour l'honneur et les intérêts de sa nation. L'estime que de pareils sentimens m'ont inspirée, m'a déterminé dans plusieurs circonstances notoires, à ne pas me renfermer dans les traités. A l'époque de l'inauguration du pavillon de la République, j'ai cédé à ses vives instances, et aux desirs ardens qu'il m'a témoignés de lui rendre des honneurs extraordinaires, et je l'ai fait saluer de 21 coups de canon; honneurs que j'ai refusé à tout autre, et nommément à celui d'Espagne, etc.

Digitized by Google

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CONVENTION NATIONALE.

PRÉSIDENCE DE DANTON.

Séance du mardi 30 juillet.

Sur la proposition de son comité de sûreté générale, la Convention a porté le décret d'arrestation contre Duprat jeune, Vallée et Mainvielle, prévenus d'avoir entretenu une correspondance criminelle avec les départemens méridionaux.

Un citoyen a accusé Brissot d'avoir soustrait, du comité diplomatique, une piece qui aurait pu jetter un grand jour sur les intrigues de l'ex-ministre Lebrun. La Convention a renvoyé cette dénonciation au comité de salut public.

Le rapport sur Westermann est présenté par Julien, au nom du comité de sûreté générale : Westermann a répondu d'une maniere assez victorieuse à toutes les dénonciations portées contre lui, et le comité a pensé que cet officier ne peut tout au plus être accusé que d'avoir commis des fautes militaires, le jour de sa défaite à Châtillon. (*Voyez la notice de cette séance au nº. précédent.*)

Prieur, au nom du comité de salut public, a présenté un projet de décret tendant à augmenter le nombre des juges du tribunal révolutionnaire : ce projet a été adopté. Le croiriez-vous, citoyens, a dit ensuite Prieur, le président de ce tribunal est lui-même un contre-révolutionnaire. Les preuves de ce fait ont été envoyées au comité de salut public par l'accusateur public et le greffier de ce tribunal. — A l'article du jugement des assassins de Léonard Bourdon, portant, *confiscation des biens des condamnés*, le président a, de son chef, et malgré l'opposition du secrétaire, ôté de la minute le mot *confiscation*. De même à l'article III du jugement de Charlotte Corday, portant, *à dessein prémédité et contre-révolutionnaire*, le même président a ôté de la minute le mot *contre-révolutionnaire*.

Le président de ce tribunal, a continué Prieur, est prévenu de deux délits; le premier, d'avoir voulu empêcher la confiscation des biens des assassins de Léonard Bourdon parmi lesquels il y avait plusieurs millionnaires; le second, d'avoir voulu établir, en faisant retrancher du jugement de la fille Corday, les mots, *avec des intentions contre-révolutionnaires*, qu'un assassinat commis sur la personne d'un représentant du peuple, n'était pas un crime de lèze-nation. Le caractere du crime de Montané est assez connu. Votre comité vous propose

Digitized by Google

de le renvoyer à la seconde section du tribunal révolutionnaire pour y être jugé. — Cette proposition est adoptée.

Séance du mercredi 31 juillet.

De nouvelles réclamations ont été faites à l'ouverture de cette séance contre la loi du 4 mai qui fixe le *maximum* du prix des grains. La Convention a décrété que sous trois jours les comités de salut public, d'agriculture et de commerce réunis lui feront un rapport sur cet objet.

Saint-André fixe l'attention de l'Assemblée sur les inconvéniens que pourrait entraîner le décret relatif à la nouvelle organisation du tribunal révolutionnaire. D'après ses observations, la Convention rapporte son décret, et statue que le nombre des juges du tribunal sera de dix, y compris le président; qu'au besoin, le tribunal pourra se diviser en deux sections; que l'accusateur public aura trois substituts; que le nombre des jurés du tribunal sera porté à 30, et qu'enfin il sera fait le lendemain une liste des candidats pour le complément des juges et des jurés, et qu'il sera procédé ensuite à l'élection par la voie du scrutin.

Legendre et Taillefer demandaient que cette liste fût faite par le comité de salut public, et non par l'Assemblée. Cette proposition, après avoir élevé quelques débats, n'a pas eu de suite.

Vous avez décrété une loi sévere contre les accaparenrs, a dit Chabot, je viens vous proposer aussi des mesures contre les agioteurs. Je m'attends à des objections mercantiles, mais nous leur répondrons par ce mot : *Le salut du peuple*. Ici Chabot a proposé de décréter que les assignats royaux au-dessus de 50 liv. ne pourraient plus être reçus qu'en paiement de biens nationaux; que les assignats royaux d'une valeur au-dessous de 50 liv. seraient échangés dans les caisses publiques, et qu'au mois de janvier, tous ces assignats fussent annullés.

Cambon était bien de l'avis de Chabot, mais il voulait que cette mesure ne portât que sur les assignats au-dessus de 100 liv. Plusieurs membres en demandaient le renvoi au comité et l'ajournement : Danton s'y est opposé. Quels sont ceux, a-t-il dit, qui supportent la misère publique, qui versent leur sang pour la liberté, qui combattent l'aristocratie financiere et bourgeoise? ce sont ceux qui n'ont pas en leur pouvoir un assignat royal de 100 liv. Frappez, que vous importent les clameurs des aristocrates : lorsque le bien sort en masse de la mesure que vous prenez, vous obtenez la bénédiction nationale... Soyez comme la nature, elle voit sa conservation de l'espece; ne regardez pas les individus.... Les despotes de l'Europe diront : Quelle est cette nation puissante qui par un seul décret améliore la fortune publique, soulage le peuple, fait revivre le crédit national, et prépare de nouveaux moyens de combattre les ennemis.

Digitized by Google

La discussion s'est terminée par un décret dont nous avons donné les dispositions dans la notice de cette séance au dernier numéro.

Des altercations s'étaient élevées entre Lamarliere et Lavalette. Les commissaires à l'armée du Nord avaient mis Lavalette en état d'arrestation, et l'avaient envoyé à Paris. Ils avaient aussi ordonné à Lamarliere de s'y rendre, pour que la Convention pût les entendre contradictoirement, et prononcer sur cette querelle. Il résulte du rapport du comité de salut public que Lavalette n'a été que la victime des calomnies et des intrigues employées contre les patriotes. Lamarliere, complice de Custines, n'a pas manqué d'user de toutes les ruses pour perdre Lavalette, et deux officiers qui étaient attachés à ce dernier, Calambini et Dufresse. Le comité a proposé de décréter qu'il n'y a pas lieu à inculpation contre Calambini, Dufresse et Lavallette, et que Lamarliere sera renvoyé par-devant le tribunal extraordinaire, pour y être jugé. Adopté.

Séance du jeudi 1er. août.

Saint-André, au nom du comité de salut public, a fixé l'attention de l'Assemblée sur les manœuvres des administrateurs en révolte contre elle, dans le nombre desquels se trouvent ceux du district et les membres de la municipalité de la ville de Montauban. Les commissaires de la Convention nationale avaient établi dans Montauban un comité de salut public; après le départ des commissaires, les membres qui composaient ce comité furent en butte aux persécutions des administrateurs. Une proclamation du district et de la municipalité réunis, invita les citoyens à articuler des faits à leur charge. Cette invitation eut son effet; les ennemis de la liberté accumulerent les dénonciations, et une procédure s'instruit en ce moment contre eux. Saint-André a proposé de destituer les administrateurs, de mander à la barre le procureur de la commune, et d'annuller les procédures. Ces propositions ont été décrétées.

Couthon, après avoir rappellé le décret salutaire rendu hier sur les assignats, a fait une nouvelle peinture des maux causés par l'agiotage. Il s'est établi, a-t-il dit, un système qui consiste à refuser les assignats, ou à ne les accepter qu'avec perte. Cette manœuvre est de Pitt qui soudoie au milieu de vous les agens chargés de l'exécuter; de Pitt qui a reçu du gouvernement anglais cinq millions sterlings en or. Couthon a proposé le décret suivant:

Art. 1er. Tout Français convaincu d'avoir refusé en paiement des assignats-monnaie, de les avoir donnés ou reçus à une perte quelconque, sera condamné, pour la premiere fois, à une amende de 3000 liv. et six mois de détention; en cas de

Digitized by Google

récidive, l'amende sera double, et il sera condamné à vingt ans de fers.

II. Les Français, débiteurs de particuliers résidans dans les pays en guerre contre la France, seront de droit acquittés de leurs dettes, si ceux-ci refusent en paiement les assignats-monnaie.

III. Tout Français convaincu d'avoir agioté sur la valeur de ces assignats sera banni; ses biens confisqués et acquis à la République.

Le premier article de ce décret a été adopté : les deux autres ont été renvoyés au comité des finances pour en faire le rapport.

« Citoyens, a dit Saint-André, des mesures très-importantes à prendre, sur lesquelles le comité de salut public vous prie de le dispenser de donner des développemens, l'obligent de vous proposer de confirmer le choix qu'il a fait de Collot-d'Herbois, Isore, Lequinio et Lejeune, pour aller dans les département de l'Oise et de l'Aisne faire les requisitions que nécessite la défense de la République. — La Convention a confirmé le choix du comité.

L'administration du département de l'Ain s'est rétractée de tous les actes émanés d'elle qui seraient contraires au principe de l'unité républicaine. — Une lettre des commissaires de la Convention, Mathieu et Treilhard, annonce que l'armée des Bordelais qui avait fait naître des inquiétudes, se réduit à 1200 hommes non organisés. Les Sans-culottes répugnent à s'enrôler depuis que la constitution a été acceptée par toutes les sections de Bordeaux.

On a fait lecture d'une lettre de Custines, à-peu-près conçue en ces termes :

« Mon interrogatoire n'est pas terminé, et j'ai besoin de ma correspondance pour me justifier. Il est faux que j'aie jamais conseillé la reddition de Mayence. Si j'ai dit de ménager les Prussiens et si j'ai abandonné les Hessois et les Autrichiens, c'est que les premiers traitant nos prisonniers avec plus de ménagemens que les autres, j'ai cru qu'il était juste d'user de représailles; c'est uniquement dans ce sens que je l'ai écrit. L'acharnement de mes ennemis est grand, mais ma tranquillité l'est autant. Ma conscience ne me reproche rien. Si l'on veut absolument mon sang; qu'il coule : mon seul regret sera de ne pouvoir le verser en défendant la patrie. »

On observe que c'est au tribunal révolutionnaire à faire venir cette correspondance; en conséquence la lettre de Custines lui est renvoyée. Sur la demande de Lacroix, l'Assemblée ordonne que le citoyen Vaillant, capitaine au 83.e régiment d'infanterie, sera transféré à Paris, pour donner des renseignemens relatifs à Custines. Vaillant, fait prisonnier par les Autrichiens, ayait été chargé de plusieurs missions relatives à l'échange des prisonniers : dans un voyage, il fut

Digitized by Google

arrêté par ordre de Custines, et, dans ce moment, il est détenu dans les prisons de Cambrai.

Un citoyen de Tonnerre se plaint des persécutions qu'éprouvent dans cette ville des patriotes, pour avoir abattu les armoiries qu'on affectait de conserver sur quelques châteaux. Il demande la suspension des procédures. Accordé. — Duquesnoi, qui, dans le département du Nord qu'il vient de parcourir, a vu encore beaucoup d'armoiries, demande que les maisons où elles seront conservées par les propriétaires, soient confisquées au profit de la République. Cette motion, appuyée par Lacroix, est décrétée en ces termes :

« La Convention nationale décrete que dans huitaine, à compter de la publication du présent décret, tous les parcs, jardins, enclos, maisons et édifices qui porteraient des armoiries, seront confisqués au profit de la nation. »

Le ministre de la guerre écrit que les maladies ont réduit l'armée du Nord à cent mille hommes, et qu'il existe un grand nombre de corps incomplets, dont les états-majors sont très-onéreux à la République. L'Assemblée décrete que tous les corps particuliers qui sont incomplets seront réformés, pour être ensuite distribués dans les cadres de l'armée : elle déclare nulles toutes les nominations d'officiers-généraux faites par le *comité des Belges*. On n'imagine pas, disait à cette occasion Duhem, combien ces prétendus patriotes Belges ont mangé d'argent à la République : à mesure qu'on parlera d'eux, on découvrira de nouvelles intrigues. — Une seconde lettre du ministre annonce que Dietmann a refusé le commandement en chef de l'armée du Nord. Le conseil exécutif a nommé Houchard pour le remplacer ; Ferrieres passe au commandement en chef de l'armée de la Moselle : ces choix sont approuvés.

Barrere annonce, au nom du comité de salut public, que Valenciennes a capitulé, et que l'ennemi occupe maintenant cette place. On ne connaît pas encore les articles de la capitulation. C'est, dit Barrere, le résultat d'un vaste complot ourdi par l'Angleterre. Des papiers déposés au comité de salut public, lui ont donné la certitude que Pitt entretient des émissaires à Paris et dans les départemens pour préparer des incendies à Douai, à Valenciennes, à l'Orient, à Bayonne, pour faire assassiner les patriotes par les femmes. Les habitans de Lyon ont reçu quatre millions en numéraire de la part de Pitt. Un vaisseau anglais parlementaire a été reçu à Marseille. — Voici, dit Barrere, la traduction d'une lettre trouvée sur un Anglais à Lille ; l'original est entre nos mains.

Juin 29 1793, *7 heures du soir.*

« Nous vous remercions de votre promptitude. Vos deux exprès sont arrivés ce matin à huit heures, le double à une heure, et deux heures après vint M... de Cambray. Les plans

Digitized by Google

que vous avez envoyés dernierement sont plus directs que les premiers, quoique pas très-exacts; les nouvelles augmentations faites pour les mortiers ne sont pas lisibles. Priez R.... de vous en donner un autre, il peut être bon ingénieur, mais il n'est pas très-expérimenté. Il y a une grande différence entre les siens et ceux de Lille. Vous êtes prié d'ordonner à W.... b...r de payer celui de Lille 100 liv. sterling de plus; vous vous arrangerez comme vous pourrez avec R.... N'épargnez rien, et ne perdez pas de vue C....; il est sûr comme l'or, et étant ami de Lamarliere il pourra nous procurer un double de tous les autres. S'il a peur d'être découvert, qu'il résigne sa place; payez-lui le double de ce qu'elle lui rapporte. Donnez-lui tout de suite 500 liv. sterl., et ne doutez pas de son zele d'après les preuves qu'il en a déja données. Milord lui demande un état exact des poudres et de toutes les munitions quelconques, et son opinion sur le camp de Cassel.

„ Soyez toujours ami de K.....: il peut nous être utile. Priez le commandant de le faire venir chez lui de tems en tems, et de faire ses efforts pour former les plans nécessaires de F.... de G..... Priez Greenw... de donner de tems en tems à dîner aux parties choisies. Les plans de Cobourg sont sûrs si toutefois le succès de la guerre est pour les chiens. S'il en est ainsi, le plan d'incendie des fourrages doit être exécuté, mais à la derniere extrémité, et il doit avoir lieu dans toutes les villes le même jour. A tout événement, soyez prêt avec votre partie choisie pour le 10 ou le 16 août. Les mêches phosphoriques sont suffisantes: on peut en donner cent à chaque ami fidelle sans danger, vu que chaque centaine ne forme qu'un volume d'un pouce trois quarts de circonférence et de quatre pouces de long. Nous aurons soin de pourvoir chaque comité d'un nombre suffisant de ces mêches avant ce tems.

„ Mylord desire seulement que vous gardiez toujours de votre côté pour cette affaire, les personnes qui vous sont les plus affidées; mais ne confiez rien de cette affaire à N....; il boit trop: dans l'affaire de Douai, il a manqué d'être découvert par sa trop grande précipitation.

„ Faites venir O.... de Caen et C.... de Paris. Faites ensorte que W....b.....r ait la premiere main dans l'affaire de Dunkerque; il sera nécessaire de le renvoyer de Lille pour acquérir des connaissances sur différentes places. Faites ensorte que H....w....d aille avec lui, et que sa femme aille à Calais pour garder sa maison. La maniere hardie avec laquelle ils sont partis de Calais avec leurs quatre chevaux, et la maniere avec laquelle ils ont échappé à ceux qui les poursuivaient, a été un coup de maitre. Ils ne pouvaient craindre aucun événement avec de tels chevaux. Qu'ils n'épargnent pas l'argent, et qu'ils soient généreux par-tout. Faites que Stap..tu et C....w....t sachent combien S. A. R. récompensera leur zele.

Digitized by Google

Que ferions-nous sans le collége ? Faites hausser le change jusqu'à 200 liv. pour une liv. sterl. Faites que Hunter soit bien payé, et assurez-le, de la part de Mylord, que toutes ses pertes lui seront remboursées de plus du double de sa commission. Que Greg..... y en fasse de même. Faites de tems en tems quelque chose avec S...p...rs. Il faut discréditer le plus possible les assignats, et refuser tous ceux qui ne portent pas l'effigie du roi. Faites hausser le prix de toutes les denrées. Donnez les ordres à vos marchands d'accaparer tous les objets de première nécessité.

Si vous pouvez persuader à Cott...l d'acheter le suif et la chandelle à tout prix, faites-la payer au public jusqu'à cinq livres la livre. Mylord est très-satisfait pour la maniere dont B....L....Z a agi. Dites-lui que S. A. R. le duc a fait enregistrer son fils avec le vôtre pour cornettes. Ils jouissent dès-à-présent de la paie attachée à ce grade. Que Ch....f....tr.. aille de tems en tems à Ardes et à Dunkerque. Je vous prie de ne pas épargner l'argent. Nous espérons que les assassinats se feront avec prudence ; les prêtres déguisés et les femmes sont les personnes les plus propres à cette opération. Envoyez 50,000 liv. à Rouen et 50,000 liv. à Caen. Nous n'avons pas reçu de nouvelles depuis le 17. Qu'est-ce qu'ils font donc ? Renvoyez A.

» Que M....s....t. soit rappellé de Cambray ; son incommodité lui serait nuisible dans une violente commotion ; qu'il reste à Saint-O.... et que Wh....t..mr. aille à Boulogne. On regrette la mort de Dyles ; ses avis nous auraient été d'un grand secours. Que W..m..r le remplace à Boulogne et à Calais.

» M.....f.....r devait être à Paris, connaissant mieux, comme banquier, les moyens de faire hausser le numéraire.

» Les différens plans de Milnes sont approuvés par Pitt, mais sa derniere fievre le retiendra encore quelques tems en Angleterre.... Dites à St....z que son fils sera rappellé de Vienne, et aura la place de ministre à Madrid après la guerre. Le duc est très-reconnaissant des services du pere, qu'il embrasse en personne.....? Si on peut se fier à D....., le maire, comme l'ami d'O...., il sera la personne la plus propre à être associée avec lui. Que l'argent ne soit pas épargné.

» Milord desire que vous ne gardiez ni n'envoyiez aucun compte ; il désire même que tout indice soit brûlé, comme dangereux pour tous nos amis résidans en France, au cas que l'on vint à en trouver sur vous. Votre zele pour notre cause est si bien connu du duc, pendant votre séjour en Suisse l'année derniere, et depuis à Saint-O....., qu'il regarde comme superflus les comptes que vous pourriez lui rendre de vos dépenses.

« La derniere nouvelle que nous avons reçue du prince de Condé nous annonçait qu'il avait une fievre violente ; S. A. R. le duc lui a envoyé son premier médecin.

Digitized by Google

» Si Michel est sûr, envoyez-le de tems en tems à Paris et à Dunkerque.

» L. A... S.... Bro..r espere de l'embrasser bientôt à Arras. Ne laissez point B.....z quitter Saint-O..... même pour un jour ; ses avis sont toujours utiles. Dites à Nels qu'il peut être sûr d'être nommé membre du parlement à la premiere vacance. »

Adieu. Your's most affectionaly.

P. S. « Envoyez sur le champ à Lyon et Grenoble 150,000 l. Nous sommes très-inquiets de nos amis à Nantes et Thouars ; nous regrettons sincerement la mort de L..... La pension de sa veuve, de 600 livres sterling par an, lui sera exactement payée à elle et à son fils après sa mort ; envoyez-leur 200 livres sterling par la premiere occasion à Bordeaux. Faites savoir à la femme de Cobbs, à Bourbour, que son mari est monté en grade le premier mai, par ordre de l'amiral Macbride. Qu'il soit accordé à Morel 100 liv. sterlings par mois : nous esperons occuper les appartemens qu'il nous a préparés pour le quartier d'hiver. Ne lui permettez point de loger d'autres Français que ceux du parti choisi.

» Quand vous irez à Dunkerque, prenez avec lui ou avec son cousin les moyens sûrs pour le transport de l'argent d'Ostende à Dunkerque. Nous avons de prêt, pour les différens comités sous votre direction, quarante mille guinées.

» Que Chât..... r et S..... soient toujours pourvus de guinées. Les caves du collége sont propres au plan de F..... g. Ne laissez pas Morslon louer sa maison à Cambray, mais qu'il la quitte seulement. Ne le laissez pas demeurer avec vous : il est prudent d'avoir des logemens séparés. »

On lit sur l'adresse ces mots : *Pour le président du comité à Saint-Quer ; ou à défaut, à Dunkerque. — En double par Lille.*

Après la lecture de cette piece, Barrere a proposé les décrets suivans qui ont été rendus à l'unanimité.

Premier décret.

» Art. Ier. Il sera formé un camp entre Paris et l'armée du Nord ; le comité de salut public se concertera sans délai, avec le conseil exécutif, pour cet objet.

» II. Les représentans du peuple, Prieur, Saint-André et Lebas, se rendront aux armées du Nord, des Ardennes, de la Moselle, du Rhin, pour se concerter avec les généraux sur les circonstances actuelles.

» III. La Convention approuve la nomination du général Houchard au commandement des armées du Nord et des Ardennes, et celle du général Ferrieres, pour le remplacer à l'armée de la Moselle. »

Second décret.

» Art. Ier. La Convention confirme la nomination faite

Digitized by Google

par le comité de salut public, et l'envoi des citoyens Billaud-Varennes et Niont en qualité de représentans du peuple dans les départemens du Pas-de-Calais et du Nord, et les investit de pouvoirs illimités pour prendre toutes les mesures de sûreté générale nécessaires au succès de leur mission; ordonne aux autorités constituées et à la force armée d'exécuter leurs arrêtés et d'obéir à toutes leurs requisitions.

» II. Les ministres, les corps administratifs et les municipalités sont particulierement chargés de donner sur-le-champ les ordres les plus précis pour la surveillance la plus sévere de tous les ports, arsenaux, magasins, et autres établissemens nationaux et des caisses publiques.

» III. La déclaration de Charrier, la lettre anglaise et les notes anglaises renfermées dans le porte-feuille déposé au comité de salut public, seront envoyées par des couriers extraordinaires à tous les départemens, ainsi que le rapport du comité de salut public, et il en sera delivré six exemplaires à chaque député.

» IV. La Convention nationale dénonce, au nom de l'humanité outragée, à tous les peuples, et même au peuple Anglais, la conduite lâche, perfide et atroce du gouvernement britannique, qui soudoie l'assassinat, le poison, l'incendie, et tous les crimes pour le triomphe de la tyrannie, et pour l'anéantissement des droits de l'homme.

» V. Les biens de toutes les personnes qui ont été et qui sont hors de la loi, par décret de la Convention, sont déclarés appartenir à la République.

» VI. Marie-Antoinette est renvoyée au tribunal extraordinaire; elle sera transférée sur-le-champ à la Conciergerie.

» VII. Tous les individus de la famille de Capet seront déportés hors du territoire de la République, à l'exception des deux enfans de Louis Capet et des individus de la famille qui sont sous le glaive de la loi.

» VIII. Elisabeth Capet ne pourra être déportée qu'après le jugement de Marie-Antoinette.

» IX. Les membres de la famille Capet qui sont sous le glaive de la loi, seront déportés après le jugement, s'ils sont absous.

» X. La dépense des deux enfans de Louis Capet sera réduite à ce qu'il est nécessaire pour l'entretien et la nourriture de deux individus.

» XI. Les tombeaux et mausolées des ci-devant rois élevés dans l'église de Saint-Denis, dans les temples et autres lieux dans toute l'étendue de la République, seront détruits le 10 août prochain.

Troisieme décret.

« Art. Ier. Le ministre de la guerre donnera sur-le-champ les ordres nécessaires pour que la garnison de Mayence soit

Digitized by Google

transportée en poste dans la Vendée. Il sera mis à cet effet, à la disposition du ministre de la guerre 3 millions pour l'exécution de cette mesure.

» II. Il sera procédé à l'épurement de l'état-major et des commissaires des guerres de l'armée des côtes de la Rochelle, pour leur substituer des officiers généraux et des commissaires d'un patriotisme prononcé.

» III. Les généraux de l'armée de la Rochelle tiendront la main à l'exécution rigoureuse des lois rendues contre les déserteurs, les fuyards, les traîtres et ceux qui jettent les armes et vendent leurs habits.

» IV. L'organisation des compagnies de pionniers et des ouvriers sera accélérée; ils seront choisis dans les communes les plus patriotes.

» V. Les généraux feront un choix pour former des corps de tirailleurs et de chasseurs intrépides.

» VI. Il sera envoyé par le ministre de la guerre des matieres combustibles de toutes especes pour incendier les bois, les taillis et les genêts.

» VII. Les forêts seront abattues, les repaires des rebelles seront détruits, les récoltes seront coupées par les compagnies d'ouvriers pour être portées sur les derrieres de l'armée, et les bestiaux seront saisis.

» VIII. Les femmes, les enfans et les vieillards seront conduits dans l'intérieur; il sera pourvu à leur subsistance, à leur sûreté, avec tous les égards dus à l'humanité.

» IX. Il sera pris des mesures par le ministre de la guerre pour préparer tous les approvisionnemens d'armes et de munitions de guerre et de bouche, de l'armée qui à une époque prochaine fera un mouvement général sur les rebelles.

» X. Aussi-tôt que les approvisionnemens seront faits, que l'armée sera réorganisée, et qu'elle sera prête à marcher sur la Vendée, les représentans du peuple se concerteront avec les administrations des départemens circonvoisins qui se sont maintenus dans les bons principes, pour faire sonner le tocsin dans toutes les municipalités environnantes, et faire marcher sur les rebelles les citoyens depuis l'âge de 16 ans jusqu'à celui de 60.

» XI. La loi qui expulse les femmes de l'armée sera rigoureusement exécutée. Les généraux en demeurent responsables.

XII. Les représentans du peuple, les généraux veilleront à ce que les voitures d'équipages, à la suite de l'armée, soient réduites au moindre nombre possible, et ne soient employées qu'au transport des effets et des matieres strictement nécessaires.

XIII. Les généraux n'emploieront désormais pour mots d'ordre que des expressions patriotiques, et que les noms des anciens Républicains ou des martyrs de la liberté, et dans aucun cas le nom d'aucune personne vivante.

Digitized by Google

» XIV. Les biens des rebelles de la Vendée sont déclarés appartenir à la République ; il en sera distrait une portion pour indemniser les citoyens qui seront demeurés fideles à leur patrie, des pertes qu'ils auraient souffertes.

» XV. Le présent décret sera envoyé sur-le-champ au pouvoir exécutif, au ministre de la guerre et aux représentans du peuple près l'armée des côtes de la Rochelle.

Ces décrets venaient d'être rendus, lorsque Barrere a ajouté qu'il restait à faire une loi sévere sur les étrangers. Le comité, a-t-il dit, vous propose de décréter que tous les Anglais non domiciliés en France avant le 14 juillet 1789, seront tenus d'en sortir sous huit jours. Croyez-vous, a interrompu Cambon, que les Autrichiens qui sont en France ne soient pas, comme les Anglais, des agens de Pitt ? Je demande qu'on s'assure provisoirement de tous les étrangers contre les gouvernemens desquels la nation est en guerre, et qu'on respecte les Anglo-Américains et les Suisses. — Et que les barrieres soient en conséquence à l'instant fermées, a ajouté un autre membre.

Ces motions sont décrétées.

Le gouvernement anglais nous fait une guerre d'assassins, a dit Couthon ; vous ne l'imiterez pas dans ses crimes, mais vous avez quelques représailles à exercer contre lui. Ce gouvernement a déclaré traître à la patrie tout Anglais qui placerait des fonds en France. Eh bien ! payons-le de réciprocité. Décrétons que tout Français qui placera des fonds sur les banques des pays avec lesquels nous sommes en guerre, sera déclaré traître à la patrie ; décrétons en outre que tout Français qui a des fonds sur ces banques, sera tenu, dans le délai d'un mois, de déclarer sous peine d'une amende égale à la somme placée, et sera, comme suspect mis en état d'arrestation.

Cette motion est décrétée.

Danton a demandé que le comité de salut public fût converti en comité de gouvernement provisoire, qu'il eût à sa disposition 50 millions pour dépenses politiques et secrettes, que les six ministres fussent chargés et responsables de l'exécution des arrêtés de ce comité, mais qu'ils ne pussent prendre collectivement aucune délibération ; et qu'en conséquence, le conseil exécutif cessât toutes fonctions. Plusieurs membres du comité ont déclaré qu'ils donneraient leur démission si on les chargeait du moindre maniement de deniers ; d'autres membres ont combattu la proposition en son entier. Elle a été renvoyée à l'examen du comité de salut public.

Séance du vendredi 9 août.

Le maire de Nantes, à la tête des officiers municipaux et d'autres citoyens de cette ville, après avoir présenté l'acceptation de l'acte constitutionnel par cette ville, donne lecture

Digitized by Google

des pétitions des sections de Nantes, dont le but est de redemander Beysser pour commandant provisoire de cette place, de décharger Coustard des inculpations dirigées contre lui, attendu que ce représentant n'a eu aucune part aux arrêtés pris par les administrateurs du département de la Loire inférieure, et qu'au contraire, il a combattu avec eux les rebelles de la Vendée. L'orateur demande ensuite, au nom de ses concitoyens, que la Convention exerce seule le pouvoir suprême, et que dorenavant la volonté particuliere d'un individu ne soit plus substituée à la loi. Il l'invite à remettre les rênes du gouvernement en d'autres mains, après l'acceptation de l'acte constitutionnel; enfin il exprime le desir de voir, à l'époque du 10 août, les Français réunis jurer le respect des lois et l'oubli de toutes les haines.....

De violens débats s'élevent sur cette pétition. Thuriot y voit une nouvelle trame des conspirateurs pour dissoudre la Convention. Les hommes qui sont à la barre, s'écrie-t-il, ont soufflé dans la ville de Nantes le feu de la guerre civile; le crime ne doit point siéger parmi les représentans du peuple; ces hommes en se déclarant les protecteurs de Beysser viennent de se dévoiler. Je demande qu'ils soient chassés de la barre et mis en état d'arrestation.

Chabot respecte le droit sacré de pétition. Il demande seulement que les pétitionnaires soient honteusement chassés du sein de la Convention. Il faut, ajoute-t-il, que la France sache que nous ne quitterons notre poste que lorsque nous aurons affermi la République, et que nous ne confierons jamais les rênes du gouvernement à des hommes aussi corrompus que ceux que vous venez d'entendre.

Collot-d'Herbois demande que ceux-là seulement qui approuvent la pétition, se retirent avec le maire, et que les autres reçoivent les honneurs de la séance.

L'orateur pétitionnaire inculpé, (Bâco), obtient de nouveau la parole et dit: il est bien douloureux pour des citoyens qui, depuis le commencement de cette malheureuse guerre de la Vendée, n'ont cessé de combattre, qui depuis trois mois soutiennent seuls les efforts des rebelles, et garantissent Nantes de l'invasion des brigands, (ici le pétitionnaire montre une blessure non encore fermée qu'il a reçue) de se voir traiter de contre-révolutionnaires. Tous les citoyens qui m'accompagnent se sont battus comme moi; ils ont tous des blessures à vous montrer. — J'ai tout perdu; je ne demande rien pour moi, et vous voulez me mettre en état d'arrestation! Au surplus, si ma tête peut servir au bonheur de la République qu'on la coupe.

Collot-d'Herbois en rendant justice au peuple de Nantes, ne pardonne point à l'apologiste de Coustard. Il persiste à vouloir que Bâco soit chassé de la barre, et que les autres pétitionnaires soient admis aux honneurs de la séance. Un d'entre eux s'élance auprès du maire et s'écrie: c'est notre

Digitized by Google

maire ; nous avons combattu avec lui ; nous l'aimons et nous ne le quitterons pas.

Un membre soutient que l'attachement de citoyens de Nantes pour leur maire est une erreur ou une malveillance. Il accuse Bâco de complicité avec les rebelles. Bâco était député à l'Assemblée constituante ; il doit être ennemi de la République. — Oui, Bâco, tu savais que dans une maison dont les fenêtres n'ont pas été ouvertes pendant le siége, il y avait douze cents couverts préparés pour les rebelles.

Tu en as menti, s'écrie l'orateur pétitionnaire.

Grand mouvement. — Le président de la Convention nationale, dit Danton, vous défend d'interrompre. — Le membre continue et se charge de porter les preuves de ce qu'il avance au comité de sûreté générale. La pétition est renvoyée au même comité avec le maire que tous les pétitionnaires suivent.

Legendre demande que cet homme qui a donné un démenti à un représentant du peuple, soit conduit à l'abbaye. Sa proposition est décrétée.

Collot-d'Herbois était allé hier avec d'autres membres nommés, comme lui, commissaires à l'armée du Nord, chez le ministre de l'intérieur pour avoir une voiture, et ne l'ayant pas trouvé, ils se rendirent auprès de Champagneux, son premier commis, qui était occupé à faire des envois d'une circulaire contenant une série de questions, que le ministre propose à résoudre aux communes des départemens. Vous croyez peut-être, dit Collot, que ces questions tendent toutes à l'intérêt général ? Pas une seule. On y demande à quel âge les filles sont nubiles ; s'il y a beaucoup de fausses couches ; si les coqueluches sont communes. Parmi ces questions il en est de dangereuses. Que direz-vous en voyant un ministre de la nation oser demander à toutes les communes si les bonnes mœurs sont en vigueur, si les propriétés sont respectées ? Quand vous le verrez demander encore : a-t-on confiance dans les assignats ? Y a-t-il du numéraire en circulation ? Enfin vous sentirez la perfidie de ce dernier article : quel est l'état des choses, et quels seraient les moyens de l'améliorer ? — Je demande que Garat et Champagneux soient mis en état d'arrestation.

Quelques instans après paraît le ministre. J'avais été appellé, dit-il, hier matin vers onze heures au comité de salut public, où je restai jusqu'à cinq heures du soir. A cette heure, je fus prendre le repas et je rentrai chez moi à sept heures. On me dit que les citoyens Collot-d'Herbois, Lequinio et Lejeune m'avaient demandé, et que ne m'y ayant pas trouvé, ils avaient témoigné beaucoup d'indignation ; ils passèrent ensuite dans le bureau de Champagneux, et voici le billet que ce citoyen m'a écrit : « Des députés parmi lesquels » je ne connais que le citoyen Lequinio, vinrent hier sur » les six heures pour vous parler ; ils firent beaucoup d'in-

Digitized by Google

» traces pour vous voir, quoique je leur disse que vous étiez » absent : ils m'accablerent de reproches et de menaces : à » tout cela, je n'opposai que le calme de la raison. On me » dit qu'on allait au comité de salut public l'inviter de me » faire mettre en état d'arrestation. Pour conserver ma liberté, » j'ai cru devoir sortir du bureau et ne pas y rentrer ; je ne » puis continuer mes fonctions, je vous donne ma démis- » sion. Entre tous les reproches qu'on m'a fait, le plus sen- » sible a été celui-ci : que je m'étais réjoui de la prise de » Valenciennes. Tandis que j'essuyais encore mes yeux des » larmes que j'avais versées sur la prise de cette ville, où » j'avais un neveu et un fils qui sont partis, comme vous le » savez, comme simples volontaires. »

Passant ensuite aux inculpations de Collot, le ministre répond, qu'il n'a eu d'autre but que de connaître à fond l'esprit de toutes les contrées de la France pour en faire de justes rapports à la Convention, afin qu'elle puisse agir avec entière certitude. Accusé de n'avoir pas assez travaillé à détruire l'influence de Roland, il répond que craignant à son tour d'exercer une influence nuisible, il a cru devoir laisser à la Convention seule le soin de diriger l'opinion publique par ses propres opinions et par ses décrets.

Collot dit que le ministre n'a point répondu sur les motifs qui lui ont dicté les questions contenues dans sa circulaire. Le ministre répond, comme auparavant, que ses intentions n'ont été que de saisir les moyens d'éclairer la Convention.

Seyestre, d'après les explications du ministre, dit qu'il y a là une intrigue ; que Collot s'est emporté parce qu'il n'avait pas eu assez tôt une voiture. Il demande le rapport du décret rendu contre le ministre, et que celui-ci donne une voiture à Collot.

Collot persiste à voir des intentions criminelles ; il déclare qu'il ne partira pas pour être à même de poursuivre cette intrigue.

Danton rend hommage aux services que Garat a rendus dans la révolution du 31 mai. Seulement, il l'accuse de n'avoir pas assez de vigueur dans les circonstances critiques. Il demande le rapport du décret rendu contre le ministre et le renvoi de cette affaire au comité de salut public. Décrété. — Pour Champagneux, il reste sous le décret d'arrestation.

Malarmé présente l'historique de l'établissement des eaux de Paris et des actions hypothéquées sur les fonds de cette compagnie. D'après la proposition de Cambon, la Convention décrete que les administrateurs de cette compagnie seront mis en état d'arrestation jusqu'à la parfaite reddition de leurs comptes. Les comités des finances et des domaines examineront la question de savoir s'il ne conviendrait pas de convertir en établissement national celui des eaux de Paris.

D'après la proposition de Chabot, au nom du comité de sûreté

Digitized by Google

sûreté générale, la Convention décrete d'arrestation Rouyer et Brunel, représentans du peuple, arrivés de Lyon, et convaincus d'avoir entré dans la coalition des 32.

Couthon, au nom du comité de salut public, dénonce plusieurs passages des feuilles de Carra avant le 10 d'août, dans lesquels ce député regardait comme moyen de sauver la France d'appeller au trône Brunswick ou le duc d'Yorck.

Carra est décrété d'accusation. Il était sorti; il rentre et veut répondre. Un discours de Robespierre le fait renvoyer devant les juges du tribunal révolutionnaire.

On propose aussi le décret d'accusation contre Sillery.

Le comité de sûreté générale fera son rapport sur cette proposition.

Hérault présente le rapport sur la demande faite hier par Danton d'ériger le comité de salut public en gouvernement, et de mettre à sa disposition 50 millions. Le comité, après de mûres réflexions, n'accepte que dans ce sens qu'il restera tel qu'il est; qu'il sera mis à sa disposition 50 millions qui ne sortiront de la trésorerie nationale que pour être mis dans les mains des agens exécutifs, qui toujours seront responsables.

Adopté.

Séance du samedi 3 août.

Un membre instruit la Convention que le département des basses Alpes s'étant laissé entraîner dans la coalition avec le département de la Gironde, il en est résulté des arrestations de patriotes. Sur la proposition de Julien de Toulouse, il est décrété que tous les citoyens qui ont été emprisonnés par ordre des administrateurs fédéralistes depuis le 31 mai dernier, seront remis en liberté et que ceux qui ont été mis en état d'arrestation par les commissaires de l'Assemblée, et qui auraient recouvré leur liberté par l'ordre desdits administrateurs, seront réintégrés dans les maisons d'arrêt.

Sur la proposition de Brcard, la Convention rend un décret d'arrestation contre tous les agens de l'administration de l'habillement des troupes de la République. Il sera procédé sans délai à l'inventaire des marchandises existantes dans les magasins de cette administration.

On fait lecture d'une lettre qui annonce que les Marseillais ont été repoussés d'Avignon. Deux pieces de canon leur ont été enlevées par les troupes de la République.

Une lettre de la municipalité provisoire de Lyon annonce que l'acte constitutionnel a été solemnellement proclamé et accepté dans cette ville. Elle se flatte que cette acceptation convaincra l'Assemblée de son attachement à la République une et indivisible, et que les commissaires auprès de l'armée des Alpes ne s'occuperont plus des dispositions hostiles dont ils menacent cette ville. — Cette lettre est renvoyée au comité de salut public.

Digitized by Google

Garnier présente un projet de loi sur les étrangers ; l'Assemblée en ajourne la discussion à lundi prochain. — Un secrétaire annonce le résultat du scrutin pour la nomination des juges qui doivent compléter le tribunal révolutionnaire. Les juges élus sont d'Obsan, commissaire national près le tribunal du 6e. arrondissement de Paris ; Coffinal, commissaire national du tribunal du 2e. arrondissement ; Gribauval, premier secrétaire de l'accusateur public ; Petit-Dauterive, juge du tribunal du 5e. arrondissement ; Deliege, ex-législateur, Lubin et Cellier. — Les suppléans sont Thullier, Hermand et Régand.

Séance du dimanche 4 août.

On fait lecture d'une lettre des représentans du peuple à l'armée des Pyrénées occidentales, qui contient de nouveaux détails sur le combat qui a été livré aux Espagnols le 23 du mois dernier. Les ennemis ont perdu 7 à 800 hommes, tant tués que noyés ou pris ; le régiment du roi, cavalerie, a lui seul perdu 79 hommes et autant de chevaux, outre 16 blessés.

Caro a été renversé de cheval, et serait prisonnier, sans les contrebandiers espagnols qui l'ont ramené à Iron. Ce général s'est fait saigner le 24.

Le lieutenant-général Dumouillet est très-grièvement blessé ; il en est de même du jeune Crillon et de plusieurs officiers de marque. Un autre officier-général a péri sur le champ de bataille ; c'est sans doute celui dont nos braves soldats ont apporté l'uniforme.

De notre côté, le nombre des morts ne s'élève qu'à 7 à 8, et celui des blessés à 26. Un de nos dragons a été fait prisonnier.

Le général de division, Labourdonnaie, a montré dans l'action beaucoup de sang froid et de prévoyance. Il en est de même du citoyen Latour-Dauvergne, capitaine de la premiere compagnie des grenadiers au 80e. régiment d'infanterie : cet officier joint à beaucoup de talens une intrépidité héroïque.

Merlin (de Thionville), sur le sort duquel les patriotes avaient déja témoigné leur sollicitude, est de retour de Mayence. Les plus longs et les vifs applaudissemens l'accueillent à son entrée dans la salle. Monté à la tribune, citoyens, dit-il, je ne suis pas préparé, et je ne vous ferai que le sommaire du rapport sur la reddition de Mayence. Cette ville s'est rendue, parce que trois jours plus tard nous ne pouvions sauver les patriotes et 16,000 braves soldats qui combattaient depuis quatre mois contre 80,000 hommes des meilleures troupes de l'Europe, qui leur ont résisté et les ont empêché de mettre le pied sur le territoire de la République.

Cinq mille hommes de cette valeureuse garnison sont morts dans les sorties fréquentes que nous avons faites. Nous avons rendu Mayence, parce que, dans les derniers jours du siége,

Digitized by Google

il fallait, grace aux soins qu'avait pris M. de Custines pour approvisionner cette place, manger les animaux les plus vils. Un chat mort coûtait 6 liv. La livre de cheval crevé se vendait 40 sous. Dix-neuf cents blessés étaient dans les hôpitaux, manquant de tout. Nous avions des pieces de 16, et point de boulets de calibre. Nous avions des mortiers, et point de bombes. L'ennemi venait de plus de mettre le feu à notre magasin d'artifice. Si nous avions tenu encore trois jours, nous aurions été obligés de jeter nos chevaux dans le Rhin. La capitulation proposée est, dit on, infâme. Eh ! oui, elle l'est ; mais nous en avons proposé dix, et aucune n'a été acceptée. On a bien voulu accepter celle-ci qui a été signée, que par vénération pour le courage de la brave garnison, qui, deux jours plus tard, aurait perdu ses armes, et aurait été faite prisonnière de guerre.

Je croyais, moi, ne pas pouvoir souscrire à une capitulation ; mais j'ai signé celle-ci pour enlever à la vengeance des despotes de si braves soldats. J'ai moi-même attaqué une redoute qui portait mon nom avec 25 braves, et dont l'ennemi s'était emparé ; j'emportai cette redoute et je poursuivis 5000 ennemis l'épée dans les reins. Je laisse aux ames sensibles à demander le rapport du decret rendu contre la garnison de Mayence.

A ce récit, Thuriot ajoute d'autres détails. Chaque jour la garnison de Mayence donnait de nouvelles preuves de son courage. Cette garnison a tué aux Prussiens et aux Autrichiens plus de 30 mille hommes. On a mangé, à Mayence, les rats, les souris et le cuir ; les soldats sont comme des spectres. Il faut, continue Thuriot, rapporter un décret qui lui enleve son honneur. L'état-major de cette garnison a fait des prodiges de valeur, et pour prix de tant de services il se voit traîné à Paris par des gendarmes. Je demande qu'il soit décrété que la garnison de Mayence a bien mérité de la patrie ; que ce décret soit envoyé à tous les départemens par un courier extraordinaire, ainsi qu'à cette brave armée ; que son état-major soit libre ; qu'Aubert Dubayet soit délivré de ses gendarmes, et vienne à la barre donner des renseignemens, qui sans doute mériteront des couronnes civiques.

Les propositions de Thuriot sont adoptées en ces termes :

Art. Ier. La garnison française qui était à Mayence a bien mérité de la patrie.

II. Les membres de l'état-major de cette garnison, qui sont actuellement en état d'arrestation, en exécution du décret, seront mis sur-le-champ en liberté.

III. Les gendarmes qui accompagnent le citoyen Aubert Dubayet, chef de brigade, seront tenus de se rendre à leur poste ; ledit Aubert Dubayet viendra à Paris faire son rapport à la Convention.

IV. Le présent décret sera envoyé par des couriers extraor-

Digitized by Google

dinaires aux départemens et aux armées ; expédition en sera remise aux citoyens Merlin et Rewbel, représentans du peuple, qui se rendront sur-le-champ à Nancy pour la notifier, au nom de la Convention, à l'armée venant de Mayence.

Le président fait donner lecture d'une lettre adressée à la Convention par le général de brigade Aubert Dubayet, datée de Saarre-libre, le 30 juillet. « Après avoir, dit ce général, fourni une carrière pénible et dangereuse, je viens de remplir une tâche bien précieuse à mon cœur ; j'ai ramené dans ma patrie 8000 soldats courageux et fideles. J'ai escorté les représentans du peuple, Rewbell et Merlin, les commissaires du pouvoir exécutif, et tous les hommes intéressans et malheureux que la colere des petits despotes avait destinés aux plus sanglantes vengeances. Maintenant, citoyens représentans du peuple, il me reste encore un devoir à remplir, et je m'en acquitte avec sincérité ; j'ose, au nom d'une armée dont je ne consulte que les sentimens de civisme, vous assurer de l'adhésion, du respect et du dévouement le plus absolu à tous vos travaux ; elle reçoit votre constitution comme un bienfait, et elle saura la défendre contre tous les ennemis de la liberté et les vôtres. Ordonnez, et oubliant aussi-tôt ses fatigues et ses veilles, cette brave armée est prête à marcher. »

Au nom du comité de salut public Barrere fait lecture d'une lettre des représentans du peuple, Prieur et Rome, datée de Caen le 29 juillet. Ils annoncent qu'après 50 jours de détention ils ont été rendus à la liberté, avec la solemnité due à la représentation nationale trop long-tems outragée. Leur sortie s'est faite au milieu des autorités civiles et des corps militaires. Le brave Labretèche commandait les dragons de la Manche. Ils desirent que la Convention les rappelle dans son sein, pour lui rendre un compte exact de ce qui s'est passé dans le Calvados.

Barrere fait lecture d'une autre lettre datée de Caen le 30 juillet ; elle est adressée à la Convention par les corps administratifs et judiciaires du Calvados. « Nous avons reconnu notre erreur, disent-ils, et nous vous l'avons avoué de bonne foi. Aujourd'hui tout est rentré dans l'ordre. Il n'existe plus de force départementale. Vos collegues viennent d'être remis en liberté. Déja nos assemblées primaires déliberent sur la constitution ; elle sera sans doute acceptée à l'unanimité. Partout le peuple respire l'amour de la liberté, et sent le besoin de se rallier à l'autorité suprême de la Convention nationale : entraînés par le premier mouvement d'effervescence, les fonctionnaires publics sont rentrés dans les limites de leur devoir. Nous espérons que ces preuves de civisme vous engageront à accueillir favorablement notre rétractation. »

La Convention renvoie ces lettres au comité de sûreté générale.

Digitized by Google

Sur la proposition de Barrère l'Assemblée ordonne que les barrières seront ouvertes dès aujourd'hui.

Séance du lundi 5 août.

On annonce l'arrivée des citoyens Romme et Prieur, qui avaient été arrêtés à Caen : avant qu'ils soient entendus, le président fait donner lecture d'une lettre du citoyen Carrier, représentant du peuple, datée de Caen le 2 août. En voici le contenu :

« Le trône de Buzot est enfin renversé ; il s'est enfui avec ceux qui conspiraient avec lui la perte de la patrie, du sol où ils avaient allumé les torches de la guerre civile. Ils vont encore les secouer dans les contrées qui semblent favoriser leurs criminelles espérances ; nous tâchons de découvrir partout la fuite de ces traîtres ; nous prenons toutes les mesures les plus efficaces pour empêcher qu'elle ne leur assure l'impunité due à leurs forfaits.

» Je suis entré dans Caen aujourd'hui à deux heures après midi ; j'ai eu le plaisir d'y voir mes collègues Prieur et Romme rendus à la liberté, après 51 jours de captivité.

» L'armée de la République, que nous n'attendions que demain matin, s'est rendue et a fait son entrée aujourd'hui entre neuf et dix heures du soir.

» Lindet, Duroy et Brunet arrivent demain.

» Nous avons déjà mis en état d'arrestation quelques agens de la conspiration ; Fourni, général de la division de Coutances, qui y avait trempé, s'est brûlé la cervelle.

» La femme de Pétion, leur fils et la femme d'un autre fugitif ont été arrêtés à Honfleur ; on va les emmener à Paris ; j'en ai donné l'ordre avec mon collègue Poehelle que j'ai laissé à Rouen. *Ça va, ça va*, et dans peu de jours, *ça ira* encore bien mieux ; le peuple, revenu de ses erreurs par la propagation des vrais principes qui doivent fonder sa liberté et son bonheur, secondera avec plaisir, nous osons l'espérer, les efforts que nous ferons pour les lui assurer.

» Caen a accepté la constitution à l'unanimité ; l'acceptation sera annoncée demain par plusieurs salves d'artillerie. »

Romme obtient ensuite la parole, et il ne fait qu'annoncer que son collègue et lui donneront au comité de salut public les renseignemens qu'ils ont acquis sur la rébellion du Calvados.

Cambon dénonce des faits qui sont attestés par un procès-verbal de deux commissaires du département de l'Hérault, qui après la constitution acceptée dans ce département, avaient été envoyés dans celui des Bouches-du-Rhône, pour l'engager à en faire autant. Ces commissaires, à peine arrivés à Tarascon, furent arrêtés et conduits à un prétendu comité central de salut public, présidé par un certain Manson. Après avoir connu l'objet de leur mission, on leur dit que le département des Bouches-du-Rhône avait pris un arrêté qui déclarait traîtres

Digitized by Google

à la patrie, non-seulement ceux qui accepteraient la constitution, même ceux qui la présenteraient à l'acceptation des assemblées primaires.

Une députation du corps municipal se présente à la barre. L'orateur fait sentir la nécessité de se lever en masse pour écraser d'un seul coup les têtes de l'hydre sans cesse renaissantes du despotisme. Le moment est venu, dit-il, où les grandes mesures doivent obtenir leur exécution. Décrétez que les rôles prescrits par la loi du 30 mai seront dressés dans le plus court délai ; ordonnez qu'il sera fait un tirage général dans les sections, et le sort assignera son rang aux citoyens de chaque classe. Alors aucun citoyen ne refusera. — Renvoyé au comité de salut public.

La correspondance transmise par le comité de salut public annonce que les troupes de la République ont remporté un avantage considérable sur les rebelles auprès de Luçon : deux mille sont restés sur-le-champ de bataille : d'un autre côté la garnison de Givet a fait une sortie vigoureuse. Le feu a duré trois heures. Nous avons tué quelques hommes et fait douze prisonniers.

PARIS, *le* 8 *août* 1793.

On fait de grands préparatifs pour la célébration de la fête du 10 ; l'autel de la patrie, au champ de la Fédération, se répare et présentera une nouvelle forme. A la place de la Révolution, sur le piédestal de la statue équestre de Louis XV, on érige une statue colossale de la Liberté. Sur le milieu de la place qui est devant les Invalides, on élève un rocher, à la cime duquel sera un Hercule terrassant la tyrannie. Sur le boulevard des Italiens, on construit un arc de triomphe. Cette fête de la fraternité sera pompeuse et imposante. Elle doit être le gage de la paix, de la concorde et l'époque de la félicité générale. Les députés des assemblées primaires qui viennent apporter le vœu des départemens, peuvent maintenant apprécier, par eux-mêmes, la situation de cette ville et les calomnies qu'on a dirigées contre elle. La tranquillité publique y règne, les lois y sont observées et les propriétés respectées.

On s'est occupé de mettre à exécution le décret contre les étrangers suspects. Un des meilleurs moyens dont on s'est servi pour les trouver, a été de faire entourrer, vendredi dernier, les différens spectacles, au moment où ils allaient finir, et d'obliger les citoyens qui y étaient de montrer leurs cartes civiques et les pièces qui constatent leur domicile en France. Le même jour, une force armée a investi l'Observatoire ; et les commissaires y ont fait les perquisitions les plus exactes. Des visites semblables ont été faites dans différens endroits.

Digitized by Google

Gensonné et Gardien ont été transférés du Luxembourg à l'Abbaye. Valazé et Vergniaux à la Force.

Les généraux Chazot et Biron ont été conduits à l'Abbaye. Manuel a été arrêté à Fontainebleau.

Le bruit se répand que Wimpfen et plusieurs députés qui s'étaient réfugiés à Caen, sont passés en Angleterre.

Marie-Antoinette a été conduite à la Conciergerie vendredi dernier, à trois heures du matin : on lui a donné une femme pour la servir.

On écrit de Strasbourg que Landau est bloqué; cette ville est bien défendue; on craint seulement que la sécheresse et la rareté des denrées n'aient retardé son approvisionnement. La ville de Cambrai est menacée d'un siége prochain : déjà toutes les maisons du fauxbourg ont été démolies. Le quartier-général de l'armée du Nord est toujours à Bouchain. Celui de l'armée du Rhin est à Weissembourg.

COMMUNE. — *Conseil-général, du 1er. août.*

Une lettre de Brulé, l'un des commissaires nationaux dans la Vendée, donne les détails les plus affligeans sur notre situation dans ce département. Il dit que les hommes que nous avons achetés 500 liv. sont indignes du nom de soldat. Ils se livrent aux plus grand excès, ils pillent, volent, violent, et enfin refusent de se battre. Il cite un trait à l'appui de cette assertion : la fille du maire de Saumur, agée de 19 ans, a été violée dans les bras de sa mere. D'un autre côté, ajoute-t-il, les chefs ne prennent aucune mesure pour remédier aux abus de toute espece qui se commettent sous leurs yeux; ils semblent au contraire les autoriser par leur conduite lâche et pusillanime. Deux autres letttes, l'une du même citoyen Brulé, et l'autre du citoyen Lachevardiere, en confirmant l'exposé de la précédente, annoncent cependant quelques succès, et donnent quelques espérances. La conduite des citoyens d'Angers n'a pas peu contribué à nos dernieres victoires.

On a lu ensuite le décret du jour portant, art. VI : « Que Marie-Antoinette est renvoyée au tribunal révolutionnaire, et sera transférée à la Conciergerie. » Le conseil a chargé la police de le mettre à l'instant à exécution. Il a arrêté de plus, 1°. Qu'il sera donné des ordres pour qu'il ne passe aucun batelet sur la riviere; 2°. que les sections nommeront des commissaires civils pour se rendre dans les corps-de-garde près les barrieres, diriger la force qui doit les garder, et inspecter les citoyens qui entreront dans Paris, et ceux qui en sortiront; 3°. il sera rédigé une instruction en forme d'adresse, laquelle sera envoyée dans les communes environnantes pour leur tracer la conduite à suivre, relativement aux

Digitized by Google

approvisionnemens de Paris. Le conseil a ensuite pris un arrêté tendant à faire proclamer solemnellement à son de tambour la loi contre les accapareurs.

Du 2. Des commissaires de la majorité des sections se présentent avec des pouvoirs qui les autorisent à prendre connaissance de l'état des subsistances. Quelques débats s'élevent à ce sujet. Le corps municipal les termine en arrêtant qu'il ajourne toute discussion à cet égard jusqu'au 15 août, époque à laquelle l'administration des subsistances rendra ses comptes généraux à la commission qui sera nommée par les sections. Le corps municipal arrête en outre que les membres de cette commission seront épurés par les sociétés populaires, de crainte qu'il ne s'y glisse quelques malveillans.

Sur la motion d'un de ses membres, le conseil arrête qu'aucun conducteur de messageries ou de diligences par terre ou par eau, n'inscrira sur sa feuille et ne recevra dans sa voiture aucun citoyen qu'il n'ait exhibé des passe-ports duement en regle, et visés par la municipalité.

Du 3. On s'est plaint de l'inexécution de l'arrêté qui ordonne aux boulangers de marquer leur pain. Après de longs débats, le conseil, en maintenant les arrêtés qu'il a précédemment pris à ce sujet, a ordonné que les boulangers qui ne s'y conformeraient pas sous huitaine seraient traduits au tribunal de police municipal.

Du 4. Il s'est élevé une longue discussion sur les subsistances, quelques citoyens sont venus se plaindre de ce qu'un très-grand nombre de pains sortait tous les jours de Paris, et de ce que beaucoup de boulangers revendaient leurs farines. Le conseil a nommé une commission chargée de réprimer ces sortes d'abus.

Du 5. Les élections pour la municipalité définitive sont enfin achevées. Le corps municipal vient de proclamer les 48 officiers municipaux nouvellement nommés, et les a convoqués pour mercredi prochain, jour auquel le conseil général procédera à leur installation.

TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE.

Ce tribunal a condamné à mort Pierre-Maurice Collinet de la Salle, ci-devant noble, et ancien lieutenant-général d'Epinal, convaincu d'avoir entretenu des correspondances avec les émigrés, de leur avoir fait passer des fonds et d'être l'auteur de plusieurs ouvrages tendans à la dissolution de la représentation nationale et au rétablissement de la royauté.

Digitized by Google

Jean-Baptiste Lourtier, ci-devant noble, âgé de 67 ans, convaincu d'avoir tenu des propos contre-révolutionnaires a subi la même peine.

Ce tribunal vient de confirmer un premier jugement qui condamnait Antoine Bayard, se disant Victor-Amédée-Xavier Broglie, comte de Lyon, à six années de fer, pour avoir négocié un effet qu'il savait être faux, et à être ensuite déporté à la Guyanne française, pour avoir tenu des propos, et écrit des lettres contre-révolutionnaires dans un accès de désespoir.

Le même tribunal s'occupera lundi de l'affaire de Custines.

Colonies de la République.

Les dernieres nouvelles reçues des colonies sont loin d'être satisfaisantes. L'horrible guerre civile désole la Martinique. Tabago a été indignement livré aux Anglais. Une insurrection a éclaté à la Guadeloupe, jusqu'ici plus tranquille; les negres y ont brûlé plus de 60 habitations, et massacré tout ce qu'ils ont trouvé. Mais c'est sur la malheureuse île de Saint-Domingue que pesent tous les fléaux réunis; elle est en proie à la plus complette désorganisation et à tous les maux de l'anarchie. Voici l'extrait de deux lettres qui contiennent ces détails affligeans:

Saint-Eustache, le 25 avril.

« Les affaires sont entiérement arrêtées ici depuis la guerre, et Saint-Barthelemi n'en fait pas plus que nous, parce qu'il n'y a point de bâtimens européens sur lequel on puisse charger en sûreté. Le commerce des îles françaises est presque nul aussi, parce que les corsaires anglais intercceptent presque tout ce qui en approche. Elles sont encore dans une agitation cruelle: les habitans de la Martinique sont en armes contre le le général et contre les villes qu'ils veulent détruire absolument.

» Il paraît que les Anglais attendent journellement une escadre, avec des troupes de débarquement, pour faire le siége des isles françaises du Vent; c'est ce qui anime les habitans qui n'ont pas abandonné le projet d'y faire une contre-révolution, dont il est également question pour celle que vous habitez à présent, et tout ne présage que des malheurs sans nombre pour le commerce et l'humanité. »

Du Cap-Français, le 5 mai.

« Je profite de la seule occasion qui se soit offerte depuis long-tems pour vous faire tenir la présente. Aucun bâtiment ne peut sortir de nos rades; les Anglais viennent même les prendre jusques dans celles qui sont les mieux défendues, et

Digitized by Google

il n'est presque pas de jour que de petits caboteurs ou de malheureux habitans, chargés de provisions pour la colonie, ne soient pris et conduits à la Jamaïque. Un autre danger, non moins grand, que courent les infortunés qui échappent au premier, c'est de tomber entre les mains des brigands nombreux qui infestent et désolent continuellement le pays, et rendent tout chemin impraticable. Les excès auxquels ils se livrent par-tout, et principalement dans la province du Nord, ont fait adopter quelques mesures de vigueur qui jusqu'à présent ont été sans succès. L'on vient encore, il y a quatre jours, de tenter une expédition pour expulser ceux qui sont réfugiés dans les mornes derrière celui du Cap, d'où ils sortent souvent pour attaquer nos convois, faire des excursions, massacrer jusqu'aux portes de la ville, et narguer nos gens jusques dans leurs retranchemens. C'était par cette expédition que l'on devait commencer, au lieu d'aller au loin s'emparer de leurs camps; ce qui n'a fait que diviser nos forces déja si faibles, et augmenter la difficulté des communications. Le résultat de l'entreprise n'a pas été à notre avantage; les blancs de notre armée, gravissant les mornes les plus difficiles, ont en vain donné l'exemple aux troupes de ligne; la principale colonne a refusé d'avancer et d'aller s'emparer d'un poste intéressant, sous prétexte qu'il y avait plus de 8 mois qu'elle n'avait été payée, qu'elle mourait de faim, etc. L'officier qui la commandait voyant cette désobéissance formelle à ses ordres, et sa troupe d'ailleurs avancée dans des chemins perdus et impraticables, s'est brûlé la cervelle, en disant à son sergent: *Mon ami, nous sommes trahis et perdus.*

» Il se nommait Després, du régiment d'Orléans, infanterie. Comme il n'était pas mort, et qu'on le descendait, les brigands sont survenus, et la déroute qu'ils ont mise dans nos rangs a fait abandonner le malheureux Després, dont ils ont consommé le martyre. Les autres colonnes n'ont pas eu plus de succès; toutes les blessures ont été graves; beaucoup ont été tués ou pris, et beaucoup ont jetté leurs armes pour fuir plus à l'aise. Arrivés dans la plaine, il a fallu livrer un nouveau combat; Saint-James, capitaine des dragons, y a perdu la vie. L'attaque ayant été également malheureuse pour nous, les tristes debris de notre armée sont rentrés dans la ville.

» Il eût été infiniment avantageux pour nous que ces audacieux brigands eussent été expulsés entierement de notre territoire; libres et tranquilles sur ce point, nous eussions pu nous livrer sans réserve aux mesures à prendre contre l'ennemi extérieur; mais malgré toutes les précautions prises, tous les pièges tendus pour les cerner, l'on n'est gueres plus avancé que le premier jour; la pénurie d'hommes et de vivres,

Digitized by Google

et l'insubordination des troupes de ligne sur-tout, ont fait échouer les projets les mieux concertés : il n'y a pas de doute d'ailleurs que les rebelles n'aient parmi nous des intelligences sûres et en grand nombre, qui les avertissent la veille de chaque attaque, et leur font passer des munitions en tout genre. Toutes ces difficultés réunies désespèrent les bons citoyens, en ne leur laissant entrevoir aucun terme à leurs maux ; en effet, il semble que tous les fléaux soient réunis pour éteindre la race des Blancs.

» La municipalité et la commission intermédiaire viennent encore de faire une proclamation pour forcer tout le monde à sortir en armes, et arracher des maisons ceux qui refusent de retourner. Nous allons donc donner encore ce coup de collier, afin d'éviter l'horrible spectacle de voir descendre des mornes qui dominent le Cap et le touchent ces hordes de scélérats, qui d'un moment à l'autre peuvent y fondre de concert avec nos esclaves, et nous anéantir pour jamais. Nos palissades sont ouvertes de tous côtés, et par-tout nous sommes environnés d'ennemis. Les autorités promettent de se charger des femmes et des enfans ; les vieillards et les impotens garderont la ville avec la marine.

» Le gros des révoltés est retranché dans les quartiers de l'Est de notre province, où nous sommes forcés de les laisser en repos faute de forces ; on se contente d'en garder quelques postes, et d'y rester sur la défensive. Voilà les effets de l'affreuse guerre civile qui nous déchire, et de l'incroyable despotisme qui tyrannise les blancs exclusivement.

« Nos deux commissaires ont fait le siège du Port-au-Prince par terre et par mer, et y sont entrés pour effectuer leur projet d'embarquer un grand nombre de citoyens : c'était justement à quoi on avait voulu s'opposer : on était d'accord pour les y recevoir sans force armée ; ils avaient emmené des troupes d'ici, mais sur-tout beaucoup d'hommes de couleur du cap de Saint-Marc et autres lieux. Le vaisseau l'*América*, monté par ces délégués de la République, s'est embossé et a commencé le siège : les forts de la ville lui ont envoyé quelques bombes qui n'ont point fait de mal ; mais il a été atteint de deux boulets rouges, dont l'un a traversé la grande chambre. Il y a eu deux combats ; le premier a duré depuis neuf heures du matin jusqu'à quatre heures du soir ; deux frégates soutenaient le feu du vaisseau. J'observe que toutes les couleurs étaient dans la plus grande union dans cette ville, à part les intelligences des chefs des mulâtres, qui n'abandonnent nulle part les commissaires. Enfin, on est entré, après avoir renversé et fortement détérioré plusieurs maisons, tué beaucoup de monde ; cinq femmes dans une chambre ont péri d'un même coup. Borel, capitaine-général des troupes nationales du Port-au-Prince, a fui avec 300 negres armés

Digitized by Google

et 200 blancs ; les hommes de couleur sont à sa poursuite. Les commissaires Polverel et Santhonax reviendront au Cap d'ici à trois semaines ou un mois, avec Lasalle, gouverneur par *interim* : ils ont mis aux fers et embarqué un grand nombre de citoyens. Chacun tremble dans les trois provinces. Que faire si les Anglois arrivent avec une escadre, ainsi qu'on nous l'annonce de Saint Eustache ? Nous sommes sur le bord du précipice ; il faut abandonner le pays, et encore ne peut-on fair. Tabago est pris ; Béhague y était réfugié : les Anglais n'ont pas eu de peine à en faire la conquête. La Martinique est en guerre civile : Rochambeau et les citadins sont contre les habitans qui voudraient, dit-on, un autre ordre de choses. La Guadeloupe vient d'essuyer une terrible insurrection, et il est à présumer que le mal n'a fait qu'augmenter depuis : les negres de deux quartiers ont brûlés 60 habitations, et massacré les habitans.

» Nous venons d'apprendre, par un navire de Charles-Town que la frégate l'*Embuscade* y a porté l'ambassadeur de France, d'où il doit se rendre, par terre, à Philadelphie ; elle y a conduit aussi deux bâtimens anglais richement chargés, qu'*elle* avait pris en route. Nous ne recevons aucune nouvelle de France ; la voie de la nouvelle Angleterre est notre seule ressource pour cet objet.

» Depuis quelque tems les Americains du continent nord ne nous apportent que des bois de construction, au lieu de farines, dont nous manquons. L'alarme commence, et le fléau terrible de la famine va nous désespérer, s'il n'en arrive au plutôt. Nous manquons d'ailleurs de numéraire pour les payer ; et la plaine, dont nous ne sommes pas entierement maitres, ne peut fournir qu'une infiniment petite quantité de vivres. Toutes ces calamités font redoubler les émigrations.

» Les Anglais visitent les navires américains ; s'il y a des Français, ils prennent leurs effets, ils volent les connaissemens et s'emparent de leur cargaison, en les maltraitant et en leur disant beaucoup d'injures. Il est bien singulier qu'ayant ici 25 bâtimens de l'État, dans quatre ou cinq en rade, aucun n'aille en course, ne protege nos caboteurs, ou si un petit nombre va d'un endroit à l'autre, c'est pour être spectateur des prises ; ils disent que leurs équipages sont beaucoup trop faibles, etc. Grands dieux ! que de choses j'aurais à vous dire ; mais j'ai le malheur de n'être pas assez laconique, et j'aime mieux finir là ; car les Européens ne peuvent se former une idée de tout ce qui se passe dans cette colonie ; ils sont trompés, malgré tous les rapports.... En outre, on ne saurait s'imaginer combien il est difficile, pour ne pas dire impossible, que le patriotisme soit, dans les colonies d'Amérique, égal à celui de la métropole, et que le système actuel puisse le maintenir. Si l'on est trop partisan de la République, on est embarqué ; si l'on est tout opposé, on est encore exposé : c'est une

Digitized by Google

confusion à n'y rien comprendre. Le rédacteur Tanguï et son imprimeur sont aux fers. Le premier avait été mis à bord du *Jupiter*, il y a plus d'un mois; le second est emprisonné d'hier. »

P. S. Le convoi d'ici, très-richement chargé, estimé 60 millions, ne peut espérer de sortir de la rade que lorsqu'il nous sera arrivé des forces.

Nos voisins les Espagnols disent qu'ils s'attendent de jour en jour à recevoir les nouvelles officielles de la guerre avec la République; ils nous font dire qu'ils respecteront le parti royaliste, et qu'il ait à se rallier; qu'ils nous feront arborer le pavillon blanc, sinon point de quartier. Il ne manquait plus que cela pour mettre le dernier coup à nos miseres.

DÉPARTEMENT DE CORSE. *Bastia, le 28 juin.*

« Il s'est tenu, à Corté, une *consulte* à laquelle se sont trouvés deux ou trois députés de toutes les pieves du pays. Il a été décrété que l'on chasserait de l'isle les commissaires français, et que l'on ordonnerait à tous les paysans enrôlés au service de la République française de rentrer chez eux dans l'espace de quatre jours, sous peine d'être traduits, en cas de désobéissance, pardevant la justice corse, et séverement punis.

» Cela a produit généralement l'effet que les révoltés s'en promettaient. Tous les nationaux, tant les officiers que soldats, qui étaient en cette ville, ont quitté le service de France, et se sont retirés dans leurs foyers.

» L'évêque constitutionnel est dans les prisons d'Ajaccio, et son neveu dans celles de Corté : plusieurs autres partisans de la République Française ont éprouvé le même sort. »

Notice des séances subséquentes de la Convention du mardi et du mercredi.

Mardi 6 août. Une députation de 24 membres de la Convention assistera, jeudi prochain, à une cérémonie qui sera célébrée dans l'église Saint-Eustache en l'honneur de Marat. Son oraison funebre y sera prononcée en présence des députés des départemens qui sont ici pour la fête du 10 août.

On annonce que 6000 hommes de la garnison de Mayence sont arrivés à Metz, où ils ont été reçus avec tout l'accueil qu'on devait aux services qu'ils ont rendus à leur patrie. Les représentans du peuple, Briez et Cochon, échappés aux dangers qu'ils ont courus dans Valenciennes, sont maintenant à Cambrai. Ils envoient un procès-verbal sur la reddition de Valenciennes; il en résulte que Valenciennes n'a été obligée

Digitized by Google

de se rendre que par la trahison des pervers, qui pendant presque toute la durée du siége ont agité et tourmenté les citoyens.

« Les habitans, entraînés par les suppôts de l'Autriche, ne tarderent pas à former des attroupemens ; bientôt les femmes se mirent en insurrection, toujours par l'instigation des agitateurs qui de tems en tems paraissaient, c'est-à-dire à mesure que le danger augmentait. Cependant de sages et civiques proclamations parvinrent à calmer un peu les esprits ; il restait encore un prétexte pour légitimer en quelque sorte ces mouvemens, c'était que les habitans n'avaient point de local pour se mettre à l'abri des bombes : eh bien ! la garnison leur abandonna ses souterrains.

» Le 14 juillet arriva ; cette fête fut célébrée par la garnison et la garde nationale dans un ouvrage à corne du côté de la porte de Cambray, et qui était moins exposé au feu de l'ennemi. Plusieurs citoyennes assisterent à cette cérémonie, qui fut terminée par une décharge de l'artillerie des remparts, dirigée sur les batteries ennemies.

» Tel était l'état des choses, lorsque dans la nuit du 25 au 26 juillet, la trahison la plus manifeste se découvrit ; car l'ennemi avait des intelligences dans la ville. Trois fois il avait essayé jusqu'à ce jour l'attaque des palissades, et trois fois il avait été repoussé ; il fit sauter, dans cette nuit, trois globes de compression sur les palissades : la terreur et le désordre se répandirent parmi les soldats, qui quitterent les palissades, et tous fuirent en confusion, jusqu'aux canonniers, qui abandonnerent leurs canons. En vain le général Ferrand et l'un des représentans du peuple, Cochon, chercherent à rallier les fuyards ; leurs efforts furent inutiles, et ils ne purent détruire l'effet de cette terreur panique. Sans la prudence et l'audace du général, l'ennemi serait entré dans la place : il pouvait le faire, mais il n'en eut pas la hardiesse.

» Le 25 juillet, le duc d'Yorck menaça de passer toute la ville au fil de l'épée, si elle ne capitulait pas : alors recommenceront les attroupemens, les séditions, les insurrections. Des troupes de ligne se joignirent aux citoyens ; trois brèches étaient déja faites, 145,000 bombes avaient détruit la moitié de la ville, et il n'était plus possible de résister, quoique l'ennemi eût perdu, de son propre aveu, 20 à 22,000 hommes dans les terribles sorties que la garnison a faites, et qu'elle aura long-tems sur le cœur : enfin, après 41 jours d'un bombardement dont l'histoire n'offre pas d'exemple, Valenciennes se rendit ; mais sans les trahisons, sans les intelligences des Autrichiens, elle serait encore au pouvoir de la République. Dès le 27 juillet, la cavalerie bourgeoise, qui ne s'était pas montrée pendant le siège, fit enlever le drapeau tricolor, et livra la place au prince de Lambesc, accompagné de plusieurs émigrés.

Digitized by Google

Des commissaires des assemblées primaires demandent à être admis à la barre. Plusieurs membres témoignent leur étonnement, et craignent qu'il n'existe quelques menées sourdes et dangereuses. Ils demandent que le président s'informe du sujet de cette pétition. Le président ayant exécuté l'ordre de l'assemblée, apprend que cette pétition a pour objet, de demander que les envoyés du peuple, ne soient pas aussi gênés à l'égard des sections, et qu'il leur soit donné un vaste local pour se connaître et fraterniser. — On admet les pétitionnaires. Leur pétition était simplement ce que le président avait annoncé. — Un membre assure que l'orateur est un intrigant, qu'il l'a vu hier au parquet du tribunal révolutionnaire, et voulant être le défenseur de Custines. — Léonard-Bourdon dit qu'hier il a été fait une pareille pétition aux Jacobins, et que cette société a offert son local depuis le lever du soleil jusqu'au moment où la société ouvrirait ses séances, et il pense que la question faite à la Convention, n'a d'autre but, que de former une assemblée contraire à celle qui va avoir lieu aux Jacobins.

Le membre qui avait dit que ce citoyen voulait être défenseur de Custines, renouvelle son assertion que c'est un homme suspect.

Ce citoyen s'écrie : ce n'est pas vrai. — Bruit. On demande que la Convention, n'ayant pas deux mesures, agisse envers ce citoyen comme elle a agi envers le maire de Nantes.

Lacroix s'oppose à cette mesure, qui blesse la majesté du souverain dans son commissaire. Il demande qu'on se borne à insérer le nom de ce commissaire dans le procès-verbal, dont l'extrait sera envoyé à son assemblée primaire, et qu'on passera à l'ordre du jour sur le reste.

Cette proposition est décrétée. Le citoyen donne son nom. Il se nomme Becquet, envoyé de l'assemblée primaire de..... district de Boulogne-sur-Mer.

Une lettre du général Sépher annonce l'entrée des troupes de la République à Caen.

Les représentans du peuple près l'armée des côtes de Cherbourg, annoncent, en date du 3 août, que Pétion, Barbaroux, Buzot, etc. y sont voués à l'exécration publique; que Wimpfen y a laissé 150 chevaux; et que la République a recouvré 87 pièces de canon qui sont dans le château de Caen.

Ils demandent d'être autorisés à commettre provisoirement des citoyens pour remplir les fonctions administratives et municipales, à remplacer les fonctionnaires publics qui ont coopéré ou adhéré aux arrêtés liberticides pris par les administrations, et à faire démolir les donjon et château de Caen qui ont servi de bastille à deux représentans du peuple. Sans cela, ajoutent-ils, la ville dépendra du premier intrigant qui voudra s'y loger.

Digitized by Google

Leurs demandes, appuyées par Barrère, sont décrétées avec un article additionnel, savoir; que sur les ruines du donjon et du château de Caen sera planté un poteau sur lequel seront inscrits les noms des députés déclarés traîtres à la patrie.

Du 7. Le général Beisser est admis à la barre. Il expose la conduite qu'il a tenue depuis le 17 mars jusqu'au 5 juillet. La Convention le renvoie au comité de sûreté générale.

Aubert Dubayet, commandant au siége de Mayence, présente ses hommages à la Convention qui lui témoigne sa satisfaction sur sa bonne conduite.

Le général Ferrand, commandant à Valenciennes, a annoncé son arrivée à Paris.

Une députation des commissaires des départemens qui venaient de fraterniser avec les autorités constituées et les sans-culottes de Paris dans la salle de l'évêché, a annoncé qu'elle allait se réunir dans la salle des Jacobins et rédiger une circulaire aux départemens. — Les commissaires et les députés s'embrassent au milieu des applaudissemens et des cris, *vive la montagne*.

D'après les observations de plusieurs membres, sur la difficulté d'avoir du pain, le maire de Paris est mandé; il arrive, et il démontre clairement que cette difficulté est l'effet de la malveillance. Les subsistances, à la vérité, ne sont pas d'une grande abondance; mais elles sont encore loin de manquer. Un convoi est arrivé ce matin; on en attend encore un autre ce soir, et un très-grand nombre de voitures sont sur la route d'Etampes. Rien n'est plus vrai que ce que vient d'avancer le maire de Paris, dit Bréard; mais je demande que demain il nous fasse un rapport plus général par écrit. Décrété.

Chabot annonce que demain il présentera la loi qui doit fixer le prix de la livre de pain à 3 sols dans toute l'étendue de la République.

Une lettre du général Chilly, commandant l'armée du Rhin, annonce l'incendie de l'arsenal d'Huningue.

La Convention décrète que tous citoyens surpris en fausse patrouille seront punis de mort; que tout homme qui sera surpris dans des rassemblemens, déguisé en femme, sera également puni de mort.

La Convention a ensuite déclaré Pitt, ministre du gouvernement Britannique, ennemi de l'humanité.

Digitized by Google

(N°. 107. — 1793.)

MERCURE FRANÇAIS

SAMEDI 17 AOUST, *l'an deuxieme de la République.*

POÉSIE.

CYPARISSE CHANGÉ EN CYPRÈS.

Suite de la fable intitulée les arbres attirés par la lyre d'Orphée, *insérée dans le* n°. 75.

Un cerf au bois rameux, au front large et superbe,
Cher aux nymphes de Cée, errait en paix sur l'herbe.
Un ruban, par un nœud mobile et voltigeant,
Attachait à son front une étoile d'argent.
Son bois est garni d'or, et deux perles pareilles,
Ornemens assortis, pendent à ses oreilles.
D'un triple collier d'or les sinueux chaînons,
Suspendus à son cou, flottent sur ses fanons.
Affranchi de la crainte aux cerfs si naturelle,
Docile, il obéit à la voix qui l'appelle,
Fréquente les enclos habités des humains,
Et se laisse au hasard caresser par leurs mains.
Qui l'aima plus que toi, jeune et beau Cyparisse?
Tu le menais aux prés parfumés de mélisse;
Tu le désaltérais dans les plus purs ruisseaux;
Tu le parais de fleurs, ou porté sur son dos,
Avec un frein de pourpre, écuyer intrépide,
Tu guidais les élans de sa course rapide.
Le soleil embrâsait le céleste Cancer:
A l'heure où le midi souffle ses feux dans l'air,
Caché dans le taillis d'un bois épais et sombre,
Le cerf goûtait le frais, et le repos et l'ombre.
L'imprudent Cyparisse, armé de javelots,
L'atteint d'un trait mortel à travers les rameaux.
Il a vu son erreur: son chagrin est extrême,
Et quand le cerf expire, il veut mourir lui-même.
Ami, dit Apollon, cesse de t'affliger:
Pourquoi ce deuil si grand, pour un malheur léger?
Ce dieu lui parle en vain: il gémit, il soupire.
Éterniser son deuil est tout ce qu'il désire,

Digitized by Google

Tout ce qu'attend du ciel le vœu de ses douleurs.
Cependant épuisé par l'excès de ses pleurs,
De son sang, par degrés, les canaux se tarissent.
Son corps maigrit, se seche, et ses membres verdissent.
Ses cheveux autrefois flottans en longs anneaux,
Redressés sur son front s'allongent en rameaux;
Et leur tige élancée en pointe se hérisse.
C'est un arbre. Apollon regrette Cyparisse.
Sois, dit-il, à jamais un emblême de deuil.
Que tes rameaux plaintifs, consacrés au cercueil,
Éternels monumens de ta douleur si tendre,
Croissent auprès des morts, et pleurent sur leur cendre.

PAR SAINT-ANGE.

CHARADE.

FILLETTE a toujours mon premier;
Ville de guerre mon dernier,
Et labyrinthe mon entier.

ÉNIGME.

LECTEUR, il faut dans un seul mot,
Trouver pic, repic et capot.

LOGOGRIPHE.

MON destin, lecteur curieux,
Peut te paraître assez risible;
Car la nuit m'expose à tes yeux,
Et le jour me rend invisible.
Me coupes-tu la tête? après ta cruauté
Il me reste de quoi couvrir la nudité.
M'attaques-tu plus bas? je suis, aux jours de fête,
Un ornement sacré pour qui prêche la foi.
Si tu veux me couper et la queue et la tête,
En cet état que me reste-t-il? toi.

Explic. des Charade, Enigme *et* Logogriphe *du* No. 106.

Le mot de la Charade est *Passage*; celui de l'Enigme est *Manchette*; celui du Logogriphe est *Carte à jouer*, où l'on trouve *arc*, *té*, *ac*, (petite ville de Bourgogne) *écart*, *rat*.

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

NÉCROLOGIE.

Les lettres ont perdu le mois dernier Antoine le Mierre, de l'Académie Française, mort à l'âge d'environ 72 ans : il y avait déja quelque tems que l'affaiblissement progressif de sa tête et de ses facultés annonçait une fin prochaine. On serait porté à croire que cette espece d'anéantissement moral qui précede la dissolution de la machine, est plutôt un bienfait qu'une rigueur de la nature, puisqu'il nous ôte le seul mal qu'il y ait dans la mort, c'est-à-dire, l'idée de notre destruction ; mais malheureusement cette idée était la seule qui lui fût restée pendant les derniers tems de sa vie : il en était sans cesse frappé, et croyant voir toujours à ses côtés la mort qui le menaçait, il était sombre, silencieux et obsédé de terreurs religieuses. Au reste, c'est la seule espece d'agonie qu'il ait eue ; il a fini sans s'en appercevoir, et il a expiré comme on s'endort.

Il ne paraît pas que le talent de la poésie se soit développé en lui de bonne heure, du moins aux yeux du public : quand il donna sa premiere piece de théâtre, *Hypermnestre*, en 1757, il avait 36 ans : il avait remporté auparavant le prix de poésie, à l'Académie Française, à dater de 1753. Ces essais couronnés et oubliés comme tant d'autres, quoiqu'il les ait réimprimés depuis dans un recueil de pieces fugitives qu'on ne lit pas davantage, annonçaient déja le caractere général de sa composition. On n'y voit aucun sentiment de cette harmonie, aucune idée de ce tour heureux de phrase et d'expression qui font de la poésie une langue à part ; mais il y a de l'esprit et de la pensée et quelquefois des vers remarquables. On en a retenu trois de ces quatre pieces académiques, celui-ci qu'il appellait *le vers du siecle*,

Le Trident de Neptune est le sceptre du monde.

et ces deux autres, dont l'idée est très-ingénieuse :

Croire tout découvert est une erreur profonde :
C'est prendre l'horison pour les bornes du monde.

Son coup d'essai dramatique eut beaucoup de succès et a mérité de rester au théâtre. Il faut sans doute se prêter aux invraisemblances mythologiques, et même à l'impossibilité réelle de marier en un jour cinquante filles d'un même pere à cinquante fils de son frere : le monde entier n'en fournirait pas un exemple, et encore moins de cinquante jeunes

Digitized by Google

épouses qui s'accordent à égorger leurs maris la premiere nuit de leurs noces ; c'est une monstruosité, absolument hors de nature ; mais aussi c'est une donnée de la fable ; les autres Danaïdes sont hors de la scène, et la seule Hypermnestre est sous les yeux du spectateur, qui passe assez volontiers ce qu'il ne voit pas. On a donc raison de pardonner au poète cette invraisemblance sans laquelle il n'y aurait point de sujet ; et ce sujet d'ailleurs est tragique ; la marche de la piece l'est aussi ; elle est claire, simple, rapide, attachante ; elle offre des situations théâtrales ; les scenes d'Hypermnestre avec son pere sont vives et pathétiques, et l'intérêt de son rôle rachete la faiblesse des autres. Le tableau que présente le dénouement avait été mis plusieurs fois sur la scène, particulierement dans Métastase ; il est d'une beauté frappante et d'un grand effet de terreur, ce qui demande et obtient grace pour l'espece d'escamotage qui le termine, et d'autant plus qu'il était à peu près impossible de s'en tirer autrement. Hypermnestre sous le poignard de son pere, et Lyncée, à la tête de ses soldats, plein de fureur et d'effroi, et ce cri déchirant, *un moment, chers amis*, qui retentit dans le cliquetis des armes, forment un spectacle si terrible qu'au moment où Hypermnestre sort de danger on n'examine pas trop comment elle en est sortie ; et ce dénouement même fit la fortune de la piece. A l'égard du style, il y a quelques beaux vers, et le reste est écrit comme écrit ordinairement l'auteur.

Térée qui suivit *Hypermnestre*, tomba entierement, et je doute que même dans des mains plus habiles ce sujet eût pu réussir ; il n'offre que des horreurs révoltantes, et par conséquent froides. L'auteur, plus de vingt ans après, essaya de le faire revivre sous une nouvelle forme : il tomba encore.

Idoménée, son troisieme ouvrage, ne fut guères plus heureux : il était, à la vérité, meilleur que celui de Crébillon, et ce n'est pas dire beaucoup ; l'auteur s'était gardé du moins de rendre son Idoménée ridiculement amoureux ; mais il s'en fallait bien qu'il eût assez de ressources pour vaincre le grand inconvénient de ce sujet, la monotonie d'une situation toujours la même, et qui ne présente d'autre issue que la mort d'un prince innocent. *Idoménée*, abandonné aux premieres représentations, n'a jamais été repris.

Artaxerce eut un peu plus de réussite et n'était pas plus fait pour se soutenir sur la scène : c'était une copie du *Sylicon* et du *Xercès*. On sait que celui-ci, malgré la faveur attachée au nom de Crébillon, avait essuyé une chute complette : au contraire le *Sylicon* de Thomas Corneille, conduit avec assez d'art, avait eu de la vogue dans un tems où l'*Imbroglio* tragique était encore de mode. Il avait disparu, lorsque les chef-d'œuvres de Racine eurent mûri le goût du public. Métastase avait répandu de grandes beautés de détail

Digitized by Google

dans son *Artaserse*, qui est le même sujet que Stilicon, et qui fut très-accueilli en Italie et en Allemagne. Mais il y a une grande différence entre un opéra et une tragédie : on exige dans celle-ci une observation beaucoup plus exacte de la nature et des vraisemblances, et l'on ne peut se prêter à tout ce qu'il y a d'improbable dans la conduite et le caractere d'Artaban qui commet tous les crimes de l'ambition, non pas pour lui, mais pour son fils qui n'est nullement ambitieux; un pareil fond de piece sera vicieux dans tous les tems. Rien n'est plus froid que des crimes qu'on ne commet pas pour soi, mais pour un autre. L'Auteur avait bien prévu l'objection, puisqu'il fait dire à son Artaban dès la premiere scène :

Rarement pour un autre on ravit la couronne.

Mais il y répond très-mal par les deux vers suivans :

Mais sous le nom d'un fils je donnerai la loi;
Le rang sera pour lui, la puissance pour moi.

Et qui te l'a dit? Ton fils est-il un imbécille, incapable de régner par lui-même? Rien moins que cela, puisque tu comptes sur sa renommée et sur ses grandes qualités pour le faire monter au trône de Perse, malgré deux fils qui survivent à Xercès; et si tu as la puissance et les moyens de faire périr encore ces deux princes, si tu as pu assassiner le pere, et si tu peux encore perdre les deux fils, qui t'empêche de régner soi-même? On pourrait faire bien d'autres objections contre un plan aussi absurde que celui d'Artaban; mais tout le monde est à portée de sentir combien ce plan est loin du précepte de l'art poétique :

Inventez des ressorts qui puissent m'attacher.

Je ne dis rien des autres invraisemblances de détail qui se joignent à celle du fond : quoi de plus fou, par exemple, que ce que fait Artaban dès le début de la piece, lorsqu'au lieu de jetter l'épée sanglante dont il vient de frapper Xercès, il la remet à son fils qu'il rencontre au milieu de la nuit? N'est-ce pas exposer très-gratuitement au plus éminent danger ce même fils qu'il veut couronner? Toute l'intrigue est fondée sur cet embarras d'Arsace, innocent et cru coupable, qui ne peut se justifier qu'en accusant son pere. Ces ressorts forcés peuvent exciter un moment la curiosité, mais ne peuvent jamais soutenir la machine entiere du drame, qui doit être plus solidement construite.

Guillaume Tell fut accueilli d'abord encore plus froidement qu'Artaxerce; mais j'ose dire que c'était beaucoup moins la faute de l'auteur que celle de l'esprit public, qui à cette époque était encore peu fait aux pieces républicaines. On ne vit

Digitized by Google

alors dans celle-ci que l'extrême simplicité d'un drame sans amour et presque sans intrigue ; car il n'y en a pas d'autre que la noble conspiration de Tell et de ses braves camarades en faveur de la liberté de leur pays, et une intrigue de ce genre ne paraissait pas suffisante sur un théâtre où l'on voulait que les femmes occupassent toujours une grande place. L'inutile rôle de Cléofé, femme de Guillaume Tell, ne remplissait pas ce vide, et c'est encore aujourd'hui la partie défectueuse de l'ouvrage. Ce rôle est de plus assez mal conçu ; Cléofé s'annonce d'abord comme une Porcie ; elle veut arracher le secret de son mari, parce qu'elle prétend être digne de partager ses généreux projets, et dans le reste de la pièce, elle ne montre que les alarmes communes d'une épouse et d'une mere. Cette nullité du rôle de Cléofé tenait au peu d'invention et de ressources que Lemierre a montré dans toutes ses pièces, même les meilleures, où il n'y a jamais qu'un seul rôle dessiné avec quelque force et quelque étendue. En général ses cadres sont étroits et resserrés, parce que ses conceptions sont pauvres. Mais il vint à bout par la suite de fortifier l'action de son Guillaume Tell par une hardiesse très-heureuse. Il n'avait d'abord mis qu'en récit l'aventure de la pomme abattue sur la tête du jeune fils de Tell ; il a osé depuis la mettre en action, et il a très-bien fait. Cette aventure célebre dans la Suisse, et consignée dans toutes nos histoires, a été traitée d'apocryphe par Voltaire, dans son *Histoire générale* ; mais c'est une des occasions où il a soumis les faits historiques à des calculs de probabilité souvent trompeurs. Sans doute un chapeau mis dans une place au bout d'une pique, avec ordre de le saluer, est d'idée cruelle de forcer un pere à signaler son adresse en exposant les jours de son fils, sont un excès d'insolence et d'atrocité fort bizarre. Mais la tyrannie féodale n'a-t-elle pas signalé mille fois de semblables caprices dans ces tems d'ignorance et de barbarie, où le plus grand mépris pour l'humanité était un des caracteres de la puissance ? A quelle sorte d'esprit d'ailleurs attribuer de pareilles inventions ! Ne ressemblent-elles pas beaucoup plus à des fantaisies de tyrans qu'à des contes populaires ou à des mensonges historiques ?

Quoi qu'il en soit, il était assez hasardeux de les montrer sur le théâtre ; car la bizarrerie touche de près au ridicule, et j'avoue que je n'en avais d'abord vu que le danger ; mais la représentation, véritable pierre de touche des effets dramatiques, m'a entièrement convaincu. Il est impossible de ne pas frémir au moment où le malheureux Tell se résout à cette douloureuse épreuve, et pressant son enfant dans ses bras, lui fait sentir que son salut dépend de son immobilité, lui met un bandeau sur les yeux, l'attache à un arbre, et adressant sa priere au ciel protecteur de l'innocence, lance à genoux la flèche fatale..... Et la joie, les transports de la mère,

Digitized by Google

quand elle reparé sur la scène, au bruit des cris de *vive Tell*, qui lui annoncent que son fils est sauvé, quand elle se précipite vers lui et le serre contre son sein !..... L'attendrissement se mêle ici à la terreur ; l'extrême péril fait disparaître toute autre idée, et rien n'est plus dramatique. Ajoutez à ce grand mérite celui de l'exécution, d'autant plus remarquable qu'il est plus rare dans l'auteur ; les personnages disent ce qu'ils doivent dire, et la diction est naturelle, vraie, intéressante. Le Mierre a su en cet endroit (et il faut avouer que cela n'est pas assez commun chez lui), il a su parler au cœur, sans offenser l'oreille. Il faut dire plus ; dans cette pièce où la dureté des noms du pays semblait devoir augmenter celle qui est ordinaire à l'auteur, sa versification est généralement beaucoup meilleure que dans ses autres tragédies. Il y a bien encore quelques vers étranges et durs ; mais sa diction est ici plus saine, plus correcte ; il y a souvent de la précision et du nerf sans que l'oreille ou la langue soit blessée ; le rôle de Tell est plein de beautés, soit de pensée, soit d'expression, soit de dialogue ; on en a retenu des vers où de grandes idées sont rendues avec une simplicité énergique,

Que la Suisse soit libre, et que nos noms périssent.

. . . . . .

Jurons d'être vainqueurs : nous tiendrons le serment.

. . . . . .

Et lorsqu'à cet excès l'esclavage est monté,

L'esclavage, crois-moi, touche à la liberté.

Ces derniers vers sont d'une vérité éternelle, qui rarement est une leçon pour les tyrans, mais qui souvent est une prophétie.

Enfin, cet ouvrage où il semble que le génie de la liberté ait élevé l'auteur au-dessus de lui-même, me paraît être, avec *Hypermnestre*, ce qu'il a fait de meilleur au théâtre ; et quoique la révolution ait dû nécessairement ajouter beaucoup à l'effet de la représentation, et qu'avant cette époque, la seule reprise que cette pièce eût eue depuis la nouveauté, n'ait pas obtenu beaucoup de succès, je suis persuadé qu'elle en aurait eu un grand même dans l'ancien régime, grâces à la belle scène ajoutée à son quatrième acte, et qui le rend si théâtral.

Ce fut en effet un changement beaucoup moins considérable, qui en 1780 fit aller aux nues *la veuve du Malabar*, tombée à peu près dix ans auparavant ; c'est, si l'on en excepte le magnifique spectacle du dénouement, une très-mauvaise pièce de tout point ; c'est une déclamation dialoguée, une suite de lieux communs, sans action, sans ressorts, sans aucune de ces alternatives de crainte et d'espérance qui sont l'ame de la tragédie ; une situation purement passive et toujours la même, une reconnaissance au deuxième acte, aussi froide que

Digitized by Google

brusque, et qui ne produit rien, si ce n'est de donner à la veuve un frere qui gémit inutilement avec elle. Cette veuve est fort peu intéressante, parce qu'elle est uniquement résignée à mourir, et qu'elle est d'ailleurs sans passion; car on ne saurait donner ce nom à un tranquille souvenir d'amour pour un officier français depuis long-tems perdu pour elle; l'amour de cet officier ne produit pas plus d'intérêt parce qu'il en est à peine question, qu'il ne sait pas même si celle qu'il a aimée est encore au monde, comme elle ignore de son côté s'il existe, et que pendant cinq actes Montalban n'est occupé d'autre chose que de faire au grand prêtre de tres-inutiles sermons d'humanité. On voit bien que le dessein de l'auteur a été de rendre la surprise plus forte au dénouement, quand Montalban retrouve une maîtresse dans la victime inconnue, qu'il ne délivrait que par un sentiment de générosité. Mais cette fausse idée de l'auteur est ce qui a le plus nui à son ouvrage: il ne faut pas refroidir cinq actes pour ajouter un moment de surprise à un dénouement, dont l'effet tenait sur-tout à un grand péril et à un grand spectacle; il est constant que pour animer la piece et la rendre tragique, il fallait que l'amour réciproque de la veuve et de Montalban tint une grande place dès les premiers actes, puisque c'est-là le vrai mobile de l'intérêt; qu'au troisieme, les deux amans devaient se reconnaître, et que le danger devait augmenter en ce moment par des incidens que l'art apprend à ménager. C'est alors qu'il y aurait eu une véritable action tragique. Philosophiquement parlant, il est plus beau d'arracher des flammes une femme inconnue que d'en sauver sa maîtresse; mais ce dernier cas est bien autrement dramatique, parce qu'au théâtre ce qui est passionné vaut toujours beaucoup mieux que ce qui est moral.

Maintenant qu'est-ce qui a pu procurer à cette piece des destinées si différentes, à dix ans de distance? Un simple changement de décoration. Dans la nouveauté, le bûcher où devait se jetter la veuve était représenté par une espece de petit trou d'où sortaient quelques petites flammes, et Lanassa déclamant sur le bord de ce trou avant de s'y précipiter, disposait le spectateur à rire d'autant plus volontiers que la piece l'avait ennuyé. Montalban sortait avec les siens par un autre trou, et venait par derriere tirer Lanassa de celui où elle allait tomber. Cette complication de trous était encore un autre ridicule. A la reprise, on sentit qu'il fallait effrayer les yeux pour émouvoir l'imagination, et un vaste bûcher très-exhaussé et très-enflammé, la veuve y montant au milieu des feux, et un bel acteur (la Rive) l'enlevant avec des bras d'Hercule du milieu de ces flammes qui allaient la dévorer, tout cet appareil parut admirable, et l'était. Tout Paris voulut voir ce merveilleux enlevement, et la piece eut trente représentations. J'ignore si ce genre de beauté qui est à la portée de tout le monde, fera rester la piece au théâtre;

Digitized by Google

mais ce que je sais, c'est que jamais le plus beau coup d'œil d'un moment ne fera supporter à des gens de goût l'ennui de cinq actes dépourvus de toute espece de mérite.

Barnevelt vaut un peu mieux : il y a quelques beautés ; la scène entre le grand pensionnaire et son fils, imitée de l'*Edouard* de Gresset, dans lequel l'ami de Vorcester, Arondel, exhorte son ami prisonnier et innocent à se dérober par une mort volontaire à un supplice injuste, est fort inférieure à la scène originale ; mais elle finit par un vers sublime :

Caton se la donna — Socrate l'attendit.

Du reste, la pièce est froide, aussi sèche de sentiment que de style, toute en discussions politiques, mal conduite et mal dénouée ; le rôle de Mde. Barnevelt est postiche, et ne sert qu'à faire des confidences déplacées : c'est un ouvrage mort-né, qu'un beau vers ne saurait faire revivre.

Le Mierre avait fait encore deux autres tragédies, *Cérunis* et *Virginie* : l'une eut trois ou quatre représentations, et n'a jamais été publiée ; l'autre n'a été encore ni représentée, ni imprimée.

Dans d'autres genres de poésie, nous avons de le Mierre un recueil de poésies diverses, le poëme des *Fastes*, et celui de la *Peinture*. Le recueil de poésies n'est guères qu'un assemblage de grotesques ; ôtez en deux ou trois pièces, où parmi beaucoup de fautes on rencontre du moins quelques tirades assez jolies, une sur un bon de fermier général, une autre sur la mort d'un enfant de huit ans, qui finit par ce trait heureux,

Quelque part qu'il soit, il repose.

Le reste est un modèle de mauvais goût.

Ce mauvais goût a pu seul lui suggérer l'idée du poëme des *Fastes*, et a présidé le plus souvent à l'exécution. Ce n'était guères que dans ce siècle que l'on pouvait s'aviser de faire un prétendu poëme de seize chants, où il n'y a ni plan, ni suite, ni distribution de parties, ni fiction ; en un mot, rien de ce qui peut attacher le lecteur, pas même de sujet ; car en bonne foi est-ce un sujet de poëme que la description des mascarades du fauxbourg Saint-Antoine, de la cavalcade des huissiers, des courses du Landit et des joûtes de la Rapée, etc. ? Il y a pourtant dans cet énorme amas de détestables vers deux ou trois morceaux agréables, un sur-tout que le meilleur versificateur ne désavouerait pas ; c'est la description d'un clair de lune. Un amateur déchire la page où se trouve ce morceau si étranger au reste, et jette le livre au feu.

Il n'en est pas de même du poëme de la Peinture. Joignez

Digitized by Google

cet ouvrage aux deux tragédies que les connaisseurs ont distinguées des autres, *Hyperménestre* et *Guillaume Tell*, voilà tout ce qui peut rester des écrits de le Mierre : le meilleur pour la versification est ce poëme de la Peinture ; c'est le seul que l'on puisse lire de suite avec quelque plaisir ; non qu'il n'y ait encore beaucoup de mauvais vers et quelquefois de l'amphigouri ; mais d'abord il y a un sujet intéressant soit comme didactique, soit comme descriptif ; et si l'auteur ne fait le plus souvent que traduire ou imiter le poëme latin de l'abbé de Marsy, c'est au moins avec assez de succès, et les fautes sont rachetées par beaucoup de bons morceaux et par de beaux vers. Il y a de l'originalité dans l'expression des procédés chimiques nécessaires pour la formation des couleurs, et la difficulté est heureusement vaincue : en total cet ouvrage est animé de l'esprit poétique.

Il résulte de ce résumé que le Mierre, dans la très-grande partie de ses productions, est demeuré au-dessous du médiocre, soit pour l'invention dramatique qui, chez lui, était très-faible, soit pour le style qui est unanimement regardé comme très-mauvais. La sécheresse, la dureté, l'incorrection, le prosaïsme habituel, la barbarie, les tournures et les expressions baroques, tels sont les caractères dominans de sa versification, et l'on cite tous les jours nombre de ses vers devenus fameux par le ridicule. Trois de ses ouvrages ont un mérite réel, soit dramatique, soit poétique, et montrent, au milieu des fautes, assez de beautés pour échapper à l'oubli, et placer leur auteur parmi les poëtes de cette seconde classe, qui ne laisse pas d'être honorable, parce qu'elle n'est pas encore très-nombreuse, et que la multitude de ceux dont il ne reste rien, est infinie.

C'était d'ailleurs un fort honnête homme, d'un esprit doux et de mœurs fort simples, sans intrigue, sans cabale, exclusivement occupé de ses vers en bon et franc métromane, les récitant par-tout, même dans la rue et à tout ce qu'il rencontrait, les louant outre mesure, et avec une franchise d'amour-propre qu'on ne supporterait pas dans un écrivain supérieur, mais qui n'était dans un auteur reconnu médiocre qu'un ridicule dont on s'amusait. Les hommes ne pardonnent rien à celui qui allarme leur amour-propre ; ils pardonnent tout à celui qu'ils ne craignent pas.

Il fut reçu fort tard à l'Académie française ; il avait alors plus de soixante ans. Il mit beaucoup d'esprit dans son discours, et sur-tout à prouver que les longs refus de l'Académie étaient une preuve de son estime pour lui : c'est s'en tirer en galant homme : dès qu'il était content, tout le monde devait l'être.

Digitized by Google

SPECTACLES.

THÉATRE DE LA RÉPUBLIQUE.

On a donné à ce théâtre une tragédie nouvelle, qui est le coup d'essai d'un jeune homme. On peut, sur cet ouvrage, concevoir de grandes espérances du talent de l'auteur (le citoyen Luce.)

Son sujet est le trait de *Mutius Scevola*; et il n'a presque rien ajouté à l'histoire.

Aruns, cet ambassadeur Toscan qui joue un rôle dans le *Brutus* de Voltaire, conseille à Porsenna de donner à la ville de Rome un dernier assaut. Ce roi, qui n'est point sanguinaire, aime mieux l'effrayer les Romains par la famine que les détruire par l'épée. Cependant les assiégés font une sortie. Aruns va les combattre; il est près de les vaincre, quand Horatius Coclès seul arrête l'armée Toscane à l'entrée du pont. Grand récit de ce trait de valeur et de force. Mais pour consoler les Toscans, Mutius a péri dans la mêlée, et Junie, fille du consul Brutus, et amante de Mutius, est faite prisonnière. Elle pleure son amant mort lorsqu'elle le reconnaît déguisé en soldat Toscan. C'est lui-même qui a fait répandre adroitement le bruit de son trépas. Il fait confidence à Junie de son dessein d'assassiner Porsenna; elle veut l'en détourner; il invoque, pour se justifier, l'amour de la patrie, et la fille de Brutus cede à ce sentiment. Porsenna qui s'est enfin décidé à l'assaut, veut faire un sacrifice aux Dieux avant de le livrer. Mutius vient au lieu où l'on sacrifie. Il voit Aruns habillé comme le roi, ses troupes et le tuc. On l'arrête; il brûle sa main, pour la punir de sa méprise. Le roi Toscan, effrayé de cet excès de courage, pardonne au héros, le renvoie libre, ainsi que Junie et leve le siége.

Il était difficile qu'une pièce si simple et avec si peu d'incidents ne fût pas, dans certains endroits, faible d'action et d'intérêt. Mais elle est soutenue par un style pur et souvent énergique; on y a trouvé de beaux vers, de grandes images; quelquefois un peu d'emphase rhétoricienne: en général, l'ouvrage a obtenu un succès mérité. Mutius devait être applaudi par des républicains.

ANNONCES.

Les Nuits d'Young, en vers français, avec le texte de Letourneur; et Telemaque aussi en vers français, avec le texte

Digitized by Google

de Fénélon, des notes et des citations ; poëmes, chacun de 24 chants.

On souscrit à Paris, chez J. E. Hardouin, auteur et éditeur, rue Saint-Antoine, n°. 64, vis-à-vis celle de Fourcy. La souscription des Nuits est de 24 liv. pour les 4 volumes ; et celle de Télémaque est de 48 liv. pour les 6 volumes ; en tout, 10 volumes *in*-12, papier vélin, presse de Didot l'aîné.

Les trois premiers volumes de chaque ouvrage paraissent, et se distribuent à l'adresse sus-énoncée.

Mémoires de Henri Masers de Latude, ancien ingénieur, prisonnier pendant trente-cinq années, à la Bastille et à Vincennes, sous le nom de Daury ; à Charenton, sous celui de Danger ; et à Bicêtre, sous celui de Jédor. Nouvelle édition revue, corrigée et augmentée par le citoyen Thierry. 2 vol. in-8°., prix 4 liv. broch. à Paris, chez Latude, rue des Grenelle à l'Abbaye de Panthemont ; Desenne et Deuné, libraires au Palais de l'Egalité et chez les marchands de nouveautés.

Constitution républicaine, décrétée par la Convention nationale de France en 1793, et présentée à l'acceptation du peuple Français, précédée du rapport fait sur ce sujet par Hérault de Sechelles, membre du corps constituant, in-18, prix 8 sols, papier commun, et 10 sols pour les départemens, franc de port, et 1 liv. en papier vélin, et 1 liv. 5 sols pour les départemens à Paris, chez Lepetit, libraire, quai des Augustins, n°. 38.

GRAVURE

Tableaux gravés de la révolution française, ou les principaux événemens arrivés en France depuis l'assemblée des notables en 1787, avec une explication des sujets qui le représentent ; la première et deuxième livraison paraissent depuis le 25 juillet ; les sujets sont l'assemblée des Notables, le lit de justice tenu à Versailles, et Charles-Philippes d'Artois, sortant de la Cour des Aides de Paris en 1787. Le prix de ces deux livraisons est de 12 liv. imprimées sur papier vélin in-folio, il paraîtra régulièrement une livraison tous les trois mois, et plus souvent s'il est possible.

On souscrit à Paris chez le citoyen l'Epine, graveur, rue Saint-Hyacinthe, n°. 675, près la place Saint-Michel ; chez les principaux marchands d'estampes, et libraires de la République française et des principales villes de l'Europe.

Digitized by Google

MERCURE

HISTORIQUE ET POLITIQUE.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 26 juillet 1793.

Les personnes qui prétendent se connaître en opérations militaires assurent que la flotte russe ne sortira point cette année de la Baltique : elles se fondent sur une lettre de Copenhague qui s'exprime ainsi : A quelques milles de notre ville, dans la baie, se trouvent à l'ancre sept vaisseaux à trois ponts et cinq pavillons d'amiral, seize *idem* de ligne, sept frégates, un cutter ; l'on ignore s'ils passeront dans la mer du Nord, nul officier ne s'étant rendu jusqu'ici à Copenhague : les troupes de débarquement qu'il y a à bord font présumer que son but est d'opérer une descente sur quelque plage ennemie. Si les sept gros vaisseaux de cent canons devaient passer au Sund, nous devrions déja avoir ordre de leur expédier des bâtimens pour les alléger, puisqu'ils tirent 26 pieds, et qu'il n'y en a que 23 devant Dragoë.

Nous avons encore ici deux frégates et un cutter russes.

Une autre lettre dit positivement que cette flotte est dépourvue de provisions ; elle n'en aurait pas besoin de beaucoup pour insulter les côtes suédoises, si c'est effectivement ce qu'elle se propose, comme le bruit en a couru. Mais il serait bien étrange que la Russie qui compte autant d'ennemis que de voisins cherchât à leur faire prendre une attitude hostile. Cependant comme l'ambition et le ressentiment ne calculent pas plus que les autres passions, cela ne serait pas impossible.

Quoi qu'il en puisse être des vues encore peu connues de la Russie dans l'armement de cette flotte, qu'on avait d'abord dit être destinée à agir contre la France, il est certain que le Danemarck se tient en mesure aussi bien que la Suede, donc on dit même que le jeune roi, après avoir resté quelques jours aux eaux de Rulmof en Scanie, viendra sur le territoire danois pour avoir une conférence avec le prince de la couronne. Il est également certain qu'un courier d'Angleterre, qui avait pris sa route par Berlin pour se rendre à Stockholm, est arrivé le 18 à Copenhague. On n'a pas tardé d'apprendre que ce courier portait la déclaration suivante de la cour d'Angleterre au sujet des navires chargés de grains et de farine pour les ports de France.

« L'amirauté a reçu depuis quelques jours des instructions ultérieures ; elle déclare qu'il sera légitime à l'avenir d'arrêter tous les navires chargés de grains, farines et vivres destinés

Digitized by Google

pour les ports de France, et d'acheter la cargaison pour le compte de l'Angleterre, et de permettre au capitaine de la vendre à quelque allié de la Grande-Bretagne ; de plus, d'enlever des navires et de confisquer les cargaisons qui sont destinées pour les ports bloqués, excepté les navires et cargaisons suédoises et danoises qu'on se contentera pour la première fois d'avertir et d'empêcher de parvenir à leur destination ; mais à une seconde tentative le navire et la cargaison seront sujets à confiscation lorsque les capitaines auront pu néanmoins tenter d'y entrer. »

On voit d'après cette coalition de la Grande-Bretagne avec la Russie que la Suède et le Danemarck ne sauraient en effet s'unir trop étroitement pour résister à la force et déjouer les intrigues de ces deux puissances accoutumées à coudre la peau du renard à celle du lion. Il paraît que cette attitude ferme a déjà produit quelque bon effet ; car les Espagnols ont relâché tous les navires danois, et défendu à leurs corsaires, sous les peines les plus graves, d'offenser en aucune manière le pavillon de cette nation.

Quant à la Pologne, voici où en sont les choses.

La résistance de Stanislas à la conclusion du traité de partage de son malheureux royaume a beaucoup déplu aux ministres de Prusse et de Russie. Le premier n'y joint pas à la vérité d'une grande considération ; ni d'une importance aussi prépondérante que le second, et la diète même établit d'une manière sensible cette différence entre les deux ambassadeurs : mais dans cette occasion ces deux agens se sont réunis et ont de concert signé et présenté une note définitive, dans laquelle, après avoir témoigné leur étonnement de la démarche tendante à séparer les deux cours qui s'étaient réunies dans leur sagesse, et dont le concours pouvait seul régénérer la Pologne, ils insistent sur la nomination la plus prompte d'une délégation demandée pour terminer enfin l'affaire du partage. Cette pièce fit d'abord une triste impression, et le maréchal parut en vouloir profiter en proposant une députation pour la Prusse ; mais l'esprit de la chambre était décidé, et la motion du maréchal n'étant pas appuyée n'eut d'autre suite que l'ordre donné au grand chancelier de déclarer à l'envoyé de Prusse que les états ne traiteraient pas directement avec sa cour. Les débats devinrent plus vifs et plus importans dans la discussion du projet d'instruction qu'on mit à l'ordre du jour.

En attendant, l'ambassadeur Siewers accable le roi Stanislas d'humiliations, et semble vouloir subordonner la dignité de ce prince à des embarras particuliers ; il a défendu à la commission du trésor de ne faire à ce roi aucun paiement, et ces défenses ont été étendues jusqu'à la chambre royale, ou cour d'administration créée par le roi pour l'intérieur

Digitized by Google

de sa maison), en lui enjoignant de ne plus rien fournir à la cour, pas même en nature.

On a donné ordre à la garnison polonaise à Varsovie de se tenir prête à quitter cette ville avec artillerie, pontons, bagages, etc. Les uns sont persuadés qu'elle sera appellée à Grodno pour protéger la diete; les autres ne voient dans cette démarche qu'une nouvelle ruse de convention pour forcer les états à tout accorder, en menaçant de plus grands maux les misérables restes de la Pologne.

Le préambule du projet d'instruction pour les délégations chargées de traiter avec l'ambassadeur de Russie, consiste en cinq articles, portant sur les bases suivantes :

1°. Il faut s'attacher par des liens indissolubles avec la cour de Russie, implorer l'assistance de Catherine, et arrêter le plan d'une alliance permanente entre la Russie et la Pologne.

2°. Les délégués doivent être autorisés à rédiger les points qui, sans avoir la valeur intrinsèque d'un traité, auront néanmoins la même force.

3°. Proposer un traité de commerce entre les deux états.

4°. Les délégués devront solliciter la garantie du roi de Prusse.

5°. Défendre d'écouter aucune insinuation contraire aux sentimens des états, dans leur réponse à l'ambassadeur de Russie.

La noble, la généreuse Catherine s'est emparée de tous les biens du prince Radziwil, ou du moins ils sont tombés sous la domination russe : cela aidera à faire grandement l'aumône à M. Choiseul-Gouffier, fraîchement arrivé de Constantinople à Pétersbourg. Cela aidera aussi à réparer un navire de 76 canons, qui a été tellement endommagé dans un choc violent, dans la route de Cronstadt à Revel, qu'il a fallu le ramener dans ce premier port, et qu'il ne pourra remettre en mer de cette année. Enfin cela aidera à payer les gazetiers, qui ont vendu tant de paragraphes d'éloges, et qui en livrant leur marchandise ont droit à leur argent. — La Russie vient de modérer, en faveur des Anglais, les droits de douane et de péage qui se perçoivent sur la mer Noire et sur celle d'Azoph. Cette bienveillance tient en partie aux soins que l'Angleterre a eu de servir *per fas et nefas* l'animosité de Catherine II contre la République Française. En effet ils lui ont cherché par-tout des ennemis : non contens d'avoir tout tenté pour détacher le Danemarck de la neutralité, lord Harvey a dit positivement dans sa déclaration au ministre de Toscane qu'on ne veut pas de neutralité, et la même déclaration a été faite à la cour de Naples.

Les conventions suivantes assez récemment connues, malgré leur date déjà ancienne, prouveront encore mieux jusqu'à quel point la Grande-Bretagne et la Russie que l'on a vu il y

Digitized by Google

à peu de tems prêtes à commencer des hostilités, sont aujourd'hui d'accord :

Convention entre S. M. Britannique et l'impératrice de Russie.

Les personnes qui ont exercé les pouvoirs du gouvernement en France, après avoir plongé leur propre pays dans les malheurs les plus effroyables, ayant adopté envers les autres puissances de l'Europe des mesures également injustes et offensives, se conduisant à cet égard d'après des principes incompatibles avec la sûreté et la tranquillité de tous les états indépendans, et même avec l'existence de tout ordre social, et s'étant en effet rendues coupables de l'aggression la plus injuste et la plus injurieuse, en mettant un embargo sur tous les navires Britanniques et Russes, qui étaient dans tous les ports de la France, aggression qui a été suivie d'une déclaration de guerre contre S. M. Britannique et son alliée, la République des Provinces-Unies; L. M. le roi de la Grande-Bretagne et l'impératrice de toutes les Russies, ont jugé à propos de se concerter sur les moyens d'opposer une barrière suffisante, aux dangers qui menacent toute l'Europe, en conséquence de ces principes, de ces vues, et de cette conduite.

« Art. I. L. M., conformément aux anciens liens d'amitié qui les ont liées, ainsi que leurs prédécesseurs, et qu'elles désirent de renouer, et d'étendre autant que possible, feront tous leurs efforts, et se concerteront ultérieurement ensemble, pour s'aider et se secourir mutuellement, dans le cours de la présente guerre, pour se procurer pour elles-mêmes, à la paix, la satisfaction et la sûreté qu'elles ont droit d'attendre, et pour garantir pour l'avenir la tranquillité publique, et la sûreté de l'Europe.

» II. A cette fin, L. M. s'engagent à employer leurs forces respectives, autant que les circonstances dans lesquelles elles peuvent se trouver le permettront, à continuer la guerre juste et nécessaire, dans laquelle elles sont engagées contre la France, et elles se promettent réciproquement de ne mettre bas les armes que d'un commun consentement, et qu'après avoir obtenu la restitution de toutes les conquêtes que la France peut avoir faites sur l'une ou l'autre de leursdites M., ou sur toute autre des puissances amies, ou alliées de leursdites M., auxquelles elles jugeront à propos d'étendre cette garantie d'un commun consentement.

» III. Leursdites M. s'engagent réciproquement à fermer tous leurs ports aux navires Français, à ne permettre, en aucun cas, l'exportation de leursdits ports en France, d'aucunes munitions militaires, ou navales, de bled, grains, viandes salées, ou autres provisions, et à prendre toutes autres mesures qui seront en leur pouvoir, pour nuire au commerce de la France; et pour l'amener, par ces moyens, à de justes conditions de paix.

» IV. L. M. s'engagent à réunir tous leurs efforts, pour empêcher d'autres puissances, non impliquées dans cette guerre, de donner dans cette occasion qui intéresse tous les états civilisés, aucune protection quelconque, directement ou indirectement, en conséquence de leur neutralité, au commerce, ou à la propriété des Français, sur mer, ou dans les ports de France.

» V. L. M. désirant mutuellement et ardemment de confirmer, et de consolider, autant que possible, l'amitié et l'union qui subsistent maintenant entr'elles, et de protéger, ainsi que d'étendre le commerce entre leurs sujets respectifs, autoriseront leurs ministres

Digitized by Google

ministres à travailler sans délai à la formation d'un arrangement définitif pour un traité d'alliance et de commerce. En attendant, et jusqu'à ce que cet heureux ouvrage puisse être consommé, elles sont convenues de renouveller provisoirement le traité de 1766, par un accord préliminaire de la même date que cette convention, et qui sera échangé de la même maniere, entre les ministres ci-dessous mentionnés.

» VI. S. M. Britannique et S. M. Impériale de toutes les Russies, s'engagent à ratifier la présente convention; les ratifications en seront échangées dans l'espace de trois mois, ou plutôt si cela peut se faire, à compter du jour de la signature »

Fait à Londres, le vingt-cinquieme jour de Mars 1793. *Signés*, Grenville. *(L. S.)* comte de Woronzow. *(L. S.)*

Autre Convention entre S. M. Britannique et l'impératrice de Russie.

« Art. I. Le traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu à Saint-Pétersbourg, dans l'année 1766, entre les deux monarchies, reprendra sa force et son activité, qui continueront dans toutes les clauses et stipulations, durant l'espace de tems qui sera fixé ci-après; et les deux hautes parties contractantes s'engagent à s'occuper dans l'intervalle de l'arrangement d'un nouveau traité de commerce, dans le but d'assurer, d'une maniere permanente, tout ce qui peut tendre à consolider et à étendre le commerce et la navigation des sujets Britanniques et Russes. En conséquence, S. M. Britannique, et S. M. l'Impératrice de toutes les Russies s'engagent, et se promettent réciproquement d'exécuter, d'observer et d'accomplir dans tous les points, les clauses et stipulations ci-dessous mentionnées du traité de commerce de l'année 1766, comme si elles étoient insérées ici pour mot, et de la même maniere dont elles étoient exécutées et accomplies, avant l'année 1787, époque de l'expiration dudit traité, excepté seulement les changemens dont on est convenu par le présent acte, et dont mention sera faite dans les articles suivans.

» II. Le college de commerce n'étant plus une cour de justice, les procès et autres affaires des négocians Anglais, établis en Russie, seront jugés et réglés par les tribunaux établis pour cette fin, de la même maniere que cela se pratique à l'égard des autres nations qui ont des traités de commerce. En conséquence, les sujets Russes établis en Angleterre, seront sous la jurisdiction des mêmes tribunaux, devant lesquels sont portées les affaires des autres nations qui ont des traités de commerce avec l'Angleterre.

» III S. M. impériale de toutes les Russies, pour continuer à donner l'encouragement qu'elle a constamment accordé dans ses états, au commerce et à la navigation des sujets Britanniques, s'engage à les faire jouir, dans les ports de la mer Noire, et sur la mer d'Asoph, de tous les avantages et de toutes les diminutions des droits de douane, qui sont spécifiés dans le sixieme article de l'édit qui précede le tarif général de l'année 1782, et qui est de la teneur suivante »:

« Quoique ce tarif général doive servir aussi pour tous les ports situés sur la mer Noire, et sur la mer d'Asoph, nous diminuons cependant, dans lesdits ports, d'un quart, les droits fixés dans ce tarif, afin d'encourager le commerce pour l'avantage de nos sujets, et celui des nations avec lesquelles nous stipulerons des avantages réciproques à cet égard, en compensation des priviléges que ces

Digitized by Google

nations accorderont à notre commerce ; excepté cependant de cette diminution les marchandises spécifiées nominativement dans le présent tarif, comme sujettes à payer les mêmes droits dans les ports de la mer Noire, qu'aux autres douanes de notre empire, ainsi que celles pour lesquelles le présent tarif fixe des droits particuliers dans les ports de la mer Noire. »

« IV. Le présent arrangement de commerce, dont L. M. le roi de la Grande-Bretagne, et l'Impératrice de toutes les Russies, sont convenus, et par lequel ils confirment tout le traité de 1766, à l'exception des changemens ci-dessus convenus, subsistera, et sera obligatoire, durant l'espace de six années. Ce terme étant pleinement suffisant, pour en venir à un accord définitif, sur toutes les stipulations d'un nouveau traité de commerce, calculé pour en venir à un accord définitif, sur toutes les stipulations d'un nouveau traité de commerce, calculé pour perpétuer, et pour étendre les avantages de leurs sujets respectifs. Les hautes parties contractantes s'engagent, en conséquence de cet acte, de pourvoir de la manière la plus efficace, et d'après les formes établies dans chacun des deux pays, à l'entière exécution de tout ce qui est stipulé, sans la moindre restriction.

» V. S. M. Britannique et S. M. Impériale de toutes les Russies s'engagent à ratifier le présent acte ; et les ratifications en seront échangées, dans l'espace de trois mois, ou plutôt, si cela peut se faire, à compter du jour de la signature. »

Fait à Londres, le vingt-cinquième jour de mars 1793. *Signés*, Grenville. (*L. S.*) *comte de Woronzow* (*L. S.*)

De Francfort-sur-le-Mein, le 10 *août.*

L'amitié, politique, du moins, semble se resserrer entre le roi de Prusse et l'empereur ; elle tiendra tant qu'ils ne seront pas trop divisés d'intérêt, c'est-à-dire tant que l'empereur ne manifestera pas l'envie de réaliser le plan favori de la maison d'Autriche, la réunion de la Bavière à ses domaines déjà trop nombreux, trop puissans pour ne pas inquiéter le roi de Prusse, qui ne consentira sans doute à cette augmentation de moyens que s'il obtient l'équivalent de cette importante acquisition. En attendant, voici comment s'exprime Frédéric-Guillaume dans un rescript adressé à la légation à Ratisbonne.

« S. M. Impériale donne trop d'attention et de soin à la constitution de l'empire pour qu'il puisse lui échapper que la coopération de l'empire à la nomination et à l'établissement de la généralité impériale est fondée sur cette même constitution, et qu'en outre l'inégalité des religions, observée à cet égard jusqu'ici, exige les délibérations de la diète. La capitulation de S. M. Imp. à son élection garantit là-dessus les sentimens de S. M., et requiert de l'empire et des états évangéliques que l'on observe à cet égard les formes et l'ordre prescrits par la constitution. Il vous est donc enjoint par les présentes de coopérer, de votre part à ce but, de l'avancer et de la poursuivre à la diète avec une vigueur et une assiduité proportionnées à son importance. Nous entendons aussi

Digitized by Google

que vous donniez votre approbation et consentement aux généraux d'empire désignés en dernier lieu par S. M. Imp. Pour parvenir en général sur ce point à l'inégalité des religions conformément aux constitutions de l'empire, vous vous en tiendrez à la nomination des sujets et candidats qui vous sont déjà connus. Vous vous conduirez surtout dans cette affaire de manière que S. M. Imp. reçoive par-là une nouvelle preuve de la *haute considération* et de l'amitié que nous lui avons vouée, et qui fasse connaître en même tems notre attachement constant à la constitution de l'empire. ,,

Ce prince a aussi écrit au général Schmenfeld pour le remercier de la prise du village de Kostheim, le meilleur poste de la garnison de Mayence, dont la perte a accéléré la reddition de la place. Il se loue de la bravoure des plusieurs officiers, accorde aux soldats une gratification pécuniaire *qu'il appelle douceur*, et termine ainsi sa lettre : « Au reste, vous pouvez faire savoir au major Dyrhn que je vais faire ensorte que la belle conduite de son bataillon et de celui de Gotha soit connue de *mon bon ami* l'électeur de Saxe. Le capitaine Wrbell, du régiment de Wohlframsdorf, a aussi obtenu l'ordre pour le mérite. ,,

Des lettres de Bamberg, du 22 juillet, disent : Les quatre commissaires de la Convention sont attendus ici ce soir ; l'ex-ministre Beurnonville n'arrive pas avec eux ; une indisposition l'a forcé de s'arrêter à Wirtzbourg. Trente hommes sont commandés pour garder l'auberge où descendront les prisonniers importans que l'Autriche regarde, dit-on, comme des otages qui lui répondent de la tête de Marie-Antoinette.

Suivant des lettres de Nuremberg, la brigade des troupes du cercle de Franconie, par ordre du comte de Grumbach, a levé son camp près de Furth le 21 et le 22 ; elle dirige sa marche sur notre ville : mais on dit qu'elle ne fera qu'y passer, et que sa véritable destination est pour Luxembourg.

S'il faut en croire les comptes des receveurs Autrichiens, depuis le mois d'avril jusqu'au 30 juin, les dons patriotiques des particuliers dans les états héréditaires, se sont élevés à 2,080,000 florins en argent, et à plus de 1,000,000 en espèces d'or transportés à la monnaie de Vienne.

PROVINCES-UNIES ET BELGIQUE.

Les troupes des puissances coalisées se sont montrées du côté d'Evrange en face d'Etange où les Français ont établi un camp de 7000 hommes. On est aussi instruit de bonne part que 22000 hommes, dont 9000 de cavalerie, remontent par par les eaux de Namur à Luxembourg. Quelle peut être la destination de cette troupe ? nos ennemis auraient-ils encore la volonté de se représenter dans les plaines de Châlons pendant qu'une de leurs armées chercherait à pénétrer vers Paris,

Digitized by Google

après avoir passé la Somme, ou traversé le pays qui est renfermé entre cette riviere et l'Oise? Au reste, quelques précautions pourraient faire de Longwi une place imprenable : on en dit les fortifications bonnes, la garnison excellente, les commandans on ne peut pas meilleurs; mais il n'y a pas assez d'approvisionnemens. Cette place, il est vrai, peut être tournée par la vallée de Wirton; cependant rien n'empêcherait, ce semble, les Français de se rendre maîtres de ce poste, et d'établir au mont Quintin un camp dont on tirerait encore cet avantage que Montmédi se trouverait couvert. Il suffirait pour faire de Longwi une place de la premiere force, de couper et d'applanir le rideau de Romain, qui dans le cas de projets hostiles servirait aux assaillans à mettre à l'abri leurs mortiers. Qu'on joigne à cela le soin d'exhausser le Cavalier, et d'établir de ce côté un ouvrage dont la tête se présenterait en forme d'éperon; il n'en faudrait plus qu'un autre petit à la porte des Ardennes, et Longwi deviendrait une forteresse en état de faire la plus vigoureuse résistance.

Les Français ont besoin de se mettre en état de faire une belle défense; car suivant toutes les lettres qui nous arrivent de Vienne, on continue de faire des approvisionnemens immenses pour l'armée des Pays-Bas et pour celle du Rhin. Tous les jours il part des chariots et des hommes pour l'une et pour l'autre. La commission-économique-militaire fait faire pour l'époque du 15 août 10,000 habits d'uniforme, 12,000 paires de souliers et 2000 paires de bottes. On fait à Liége 16,000 autres paires de souliers. — On engage un grand nombre de chirurgiens. — La cour pour suffire aux énormes dépenses de la guerre, fait frapper beaucoup de monnaies nouvelles; la monnaie de Kremnitz fournit par jour 40,000 pieces de 20 et de 34 kreutzers.

On écrit d'Amsterdam, en date du 20 juillet, que la troisieme colonne des troupes Hollandaises, sous le commandement du prince Frédéric de Hesse-Cassel, va être mise sur le pied de guerre; mais ces troupes ne seront pas jointes à la premiere colonne; elles doivent servir uniquement à la compleuer et à relever le reste qui sera rappellé ici. — Nous apprenons que cette opération est en effet achevée.

Des lettres de la Haye ajoutent que le corps d'armée sous les ordres du prince de Wirtemberg va être employé à faire le siége de Douay.

Suivant des lettres de Bruxelles, il est impossible de peindre la satisfaction qu'on y a ressentie en apprenant la capitulation de la ville de Valenciennes. Déja les puissances coalisées se flattent de rétablir en France l'ancien système sans aucune sorte de modification. Le gouvernement redouble de vigueur sur tout ce qui a quelque rapport à la révolution. On ne reçoit plus ni gazettes ni journaux de ce pays; et le plus

Digitized by Google

terrible des despotismes, le gouvernement militaire, va probablement s'établir dans toute l'Europe. Valenciennes, rendu le 28 juillet, a fait, de l'aveu même des assiégeans, une des plus belles défenses ; et sans le soulevement des bourgeois, la garnison, quoique très-affaiblie, aurait encore tenu quelques jours.

Capitulation de la ville de Valenciennes.

Le général Ferrand remettra à son altesse royale le duc d'Yorck, commandant en chef l'armée combinée employée au siége de Valenciennes, pour sa majesté l'empereur et roi, la ville et citadelle de Valenciennes, aux conditions ci-après stipulées :

Art. I. La garnison sortira avec les honneurs de la guerre, ainsi que tout ce qui tient au militaire.

« La garnison sortira par la porte de Cambrai avec les honneurs de la guerre, et mettra bas les armes à la maison dite la Briquette, où elle déposera ses drapeaux et canons de campagne, sans les avoir endommagés d'une maniere quelconque, il en sera de même des chevaux de cavalerie, artillerie, des vivres et autres services militaires : ceux des officiers leur seront laissés avec leurs épées. »

II. Toutes les munitions quelconques, pieces d'artillerie et tout ce qui compose et fait partie de l'armée, lui sera conservé. — *Refusé*

III. La garnison sortira de la place le sixieme jour après la signature de la capitulation, par la porte de Tournay, pour se rendre dans tel lieu de la République que le général Ferrand jugera convenable, avec armes et bagages, chevaux, tambours battans, mèches allumées par les deux bouts, drapeaux déployés, et tous les canons qu'elle pourra emmener.

« La garnison sortira le premier d'août, ainsi qu'il est dit à l'article premier, et comme elle sera prisonniere de guerre, il lui sera indiqué, vingt-quatre heures avant sa sortie, l'endroit où elle se rendra en France pour y prendre la parole d'honneur et le revers des officiers, ainsi que les autres arrangemens relatifs aux soldats, qui s'engageront à ne pouvoir servir pendant toute la durée de la présente guerre, contre les armées de S. M. et celles de ses alliés, sans avoir été échangés conformément aux cartels et sous les peines militaires. »

IV. Les autres pieces d'artillerie seront évacuées dans la huitaine, après le départ de la garnison, ainsi que les munitions et le mobilier militaire.

« Refusé pour ce qui concerne l'artillerie et généralement toutes les munitions de guerre et de bouche et autres objets militaires, mais accordé pour tout ce qui est du mobilier personnel des officiers et soldats de la garnison. »

V. Les voitures et chevaux nécessaires pour le transport des bagages et pour monter les officiers, seront payés de gré à gré.

« Il sera fourni, parmi payant, à la garnison ce qui lui sera nécessaire en voiture et chevaux pour le transport de ses bagages, et les commissaires de guerre qui resteront de sa part dans la place, seront personnellement responsables du retour desdites voitures et chevaux. »

VI. Il sera fourni le nombre de douze chariots couverts, c'est-à-dire, qui ne seront point visités. Les soldats convalescens en état

Digitized by Google

d'être transportés, seront emmenés, et les voitures nécessaires pour ce transport seront fournies également par les assiegeans. — *Refusé.*

VII. Quant aux malades qui ne pourront souffrir le transport, ils resteront dans les hôpitaux qu'ils occupent, soignés aux frais de la République, par les officiers de santé qui y sont attachés, sous la surveillance d'un commissaire des guerres; et lorsque les malades seront en état d'être transportés, il leur sera fourni des voitures.

« Accordé, bien entendu que les commissaires restés pour l'administration économique des hôpitaux seront soumis à la police militaire, ainsi que ceux dont il est question dans l'article V, et que les convalescens seront prisonniers, comme il est stipulé à l'article III. »

VIII. Les représentans du peuple et toute personne attachée à la République, sous quelque dénomination que ce puisse être, participeront à la capitulation du militaire, et jouiront des mêmes conditions.

« Tout ce qui n'est pas militaire étant réputé bourgeois, jouira du traitement accordé à cette classe. »

IX. Les déserteurs resteront réciproquement dans les corps où ils sont, sans être inquiétés; à l'égard des prisonniers, ils pourront être échangés.

« Refusé; les déserteurs seront livrés scrupuleusement avant la sortie de la garnison, et l'on fera les perquisitions nécessaires pour trouver ceux qui pourraient être cachés. Les prisonniers Autrichiens et ceux des puissances alliées seront rendus de bonne-foi. »

X. Il sera nommé de part et d'autre des commissaires pour constater les objets qui seront adjugés à la République, ainsi que tous les papiers concernant l'artillerie, les fortifications et greffe militaire, tant ceux de cette place que de toute autre place appartenant à la République, il en sera de même pour les papiers de toutes les administrations civiles et militaires.

« Il sera nommé des commissaires de tous les départemens militaires ou civils, pour recevoir les papiers, effets et bâtimens militaires, artillerie, fonderies, arsenaux, munitions de guerre et de bouche, caisses militaires et civiles; en un mot, tous les autres objets appartenans au gouvernement, sous quelle dénomination que ce puisse être. Les commissaires seront introduits dans la place immédiatement après l'échange des otages; les chefs des différens corps seront personnellement responsables des infidélités qui se seraient commises dans la remise des papiers, caisses, artillerie et autres objets ci-dessus nommés. »

XI. Les habitans des deux sexes actuellement dans cette ville, ou y réfugiés, les fonctionnaires publics et tous les autres agens de la République Française, auront leur honneur, leur vie et leurs propriétés sauves, avec la liberté de se retirer où ils le voudront.

« L'ordre et la discipline des armées alliées garantissent les bourgeois de toute espèce d'insulte dans leur personne et leurs effets. »

XII. Pour le maintien de l'ordre, de la police, la sureté des personnes et la conservation des propriétés, les autorités constituées et les tribunaux resteront en fonctions, jusqu'à ce qu'il y y soit autrement pourvu. Les jugemens des tribunaux seront maintenus, et aucune autorité constituée ne pourra être recherchée pour les faits légaux de son administration ou de sa juridiction.

« Refusé; mais les corps administratifs et judiciaires seront main-

Digitized by Google

tems jusqu'à ce qu'il y ait été autrement pourvu par sa majesté impériale. »

XIII. Personne ne pourra être inquiété pour ses opinions, telles qu'elles aient été, ni pour ce qu'il aura dit ou fait légalement, avant ou pendant le siége.

« L'intention de sa majesté l'empereur et roi est que les habitans ne soient aucunement inquiétés. »

XIV. Les habitans ne seront pas assujettis au logement des gens de guerre.

» Accordé, autant que l'existence et la capacité des bâtimens militaires le permettront. »

XV. Les habitans ne pourront être obligés à aucun service militaire ; et ceux qui l'ont fait jusqu'à présent ne pourront être considérés comme tels.

« Les habitans ne seront obligés de faire de services militaires que dans la banlieue dans les provinces de sa majesté l'empereur ; aux Pays-Bas ; quant à ceux qui seront armés ou en uniforme, ils seront traités comme les autres militaires, selon l'article III. »

XVI. Les habitans ne pourront non plus être tenus aux corvées militaires.

« Renvoyé à l'article XV. »

XVII. Ceux qui voudront habiter ailleurs, seront libres de sortir de la ville avec leurs ménages, bagages, meubles et effets, de disposer de leurs immeubles, ou réputés tels, au profit de qui bon leur semblera, dans le terme de six mois.

« Il sera permis aux habitans de se retirer avec leurs effets, dans l'espace de six mois, où bon leur semblera, et il leur sera délivré des passe-ports en conséquence. »

XVIII. Tous ceux qui voudront rester ou venir habiter en cette ville, y seront reçus et jouiront des mêmes avantages que les autres habitans. — *Accordé.*

XIX. Les monnaies actuelles, notamment les assignats, cesseront d'avoir cours.

« Refusé de reconnaître les assignats comme monnaie, jusqu'à disposition ultérieure. »

XX. Les domaines nationaux, vendus en conformité aux lois existentes, seront conservés aux acquéreurs.

« Cet article n'étant point du rapport militaire, sera réservé, comme le précédent, à des dispositions ultérieures. »

XXI. La commune continuera de jouir des propriétés qu'elle possede actuellement, tant mobiliaires qu'immobiliaires, notamment les bleds qu'elle a en magasin pour la subsistance des habitans.

« Renvoyé à l'article précédent. Quant aux bleds, aux magasins, on en disposera au profit de celui à qui il appartiendra de droit. »

XXII. Les colléges, hôpitaux et autres établissemens de charité, demeureront en la libre et paisible possession et jouissance de tous leurs biens, tant meubles qu'immeubles.

» Accordé pour toutes les propriétés légitimes. »

XXIII. Toutes dettes contractées avant et durant le siége par la municipalité et le conseil-général de la commune et toutes autorités constituées, tant liquidées qu'à liquider, seront tenues pour légales et bien contractées.

« Les dettes contractées par la garnison, les militaires, bourgeois et habitans quelconques, seront liquidées à la satisfaction des parties. »

Digitized by Google

XXIV. S'il survient quelques difficultés dans les termes et conditions de la capitulation, on les entendra toujours dans le sens le plus favorable à la garnison de la place et aux habitans.

« Toutes les réponses ci-dessus étant clairement énoncées, cet article est sans objet. »

Voici quelques détails intéressans qui nous sont parvenus sur les quatre journées antérieures à la prise de la ville.

« Dès le 24 juillet, les assiégés jugeant avec raison que la tranquillité, dont les assiegeans les laissaient jouir depuis plusieurs jours, semblait annoncer une entreprise decisive, firent une vigoureuse sortie, dans la vue d'entamer les retranchemens de la troisieme parallele; mais après un combat vif et opiniâtre, ils furent repoussés avec une très-grande perte. Le 25 à 10 heures du soir, les trois globes de compression, creusés sous le chemin couvert et sous une partie du glacis de la place, auxquels l'on travaillait depuis 17 jours, étant entierement perfectionnés, on les fit sauter avec le plus grand effet : la contrescarpe ayant été entamée en trois endroits différens, nos troupes débouchèrent sur plusieurs colonnes, pour attaquer le chemin couvert. Après une affaire de courte durée, cependant assez sanglante, les alliés s'en rendirent les maîtres. Ce premier succès les ayant encouragés, ils se décidèrent à pousser plus loin leurs avantages; à cet effet ils résolurent d'emporter le grand ouvrage à corne, et pour y parvenir ils marchèrent sur les débris de la contrescarpe avec une intrépidité incroyable, au milieu d'une grêle de coups de canon et de fusil qui pleuvait sur eux. Les troupes françaises après une résistance assez faible abandonnerent l'ouvrage à cornes avec 17 pieces de canon qui s'y trouvaient, pour se retirer dans l'intérieur de la place. Pendant que cette attaque se livrait la garnison de Valenciennes accourait avec précipitation sur les remparts pour les défendre contre les entreprises des assaillans; le tocsin sonnait dans tous les quartiers de la ville, dont les habitans effrayés, et craignant un assaut, poussaient au ciel des cris plaintifs. Au milieu de l'alarme et de la terreur générale le bombardement et l'envoi des boulets rouges étaient si actifs, si bien dirigés que les incendies se succédaient avec rapidité dans cette malheureuse place. En combinant tous ces motifs d'effroi, l'on se formera une légere idée de la situation pleine d'angoisse et d'horreur où s'est trouvée Valenciennes jusques hier. Suivant tous les rapports qui nous sont parvenus, l'important avantage remporté par les assiégeans n'a pas coûté aussi cher que l'on s'y était attendu; notre perte en tués et blessés se monte à peu près à 250 hommes; mais parmi les premiers l'on compte un officier du premier mérite et de la plus haute réputation dans son art; c'est le lieutenant-colonel du génie de Querlonde; un boulet de canon lui a emporté la tête. — Un fantassin Hongrois a rendu dans cette

Digitized by Google

journée un service des plus signalés ; il a tué un mineur ennemi au moment où celui-ci allait mettre le feu à la mine du grand ouvrage à cornes, dans lequel nos gens étaient déjà logés. Dans le tems que cette attaque avait lieu, des Croates passerent l'Escaut à la nage le fusil en bandoulière, pour attaquer la redoute de St.-Roch, dont ils s'emparerent ; ils y prirent à l'ennemi une trentaine de bêtes à cornes en pâturage sur le glacis, qu'ils ramenerent au camp sans coup férir. — Selon toutes les apparences, Valenciennes ne tardera plus long-tems à se rendre ; l'on calcule encore sur huit à dix jours de résistance, peut-être même moins. »

Italie et Suisse.

Suivant des lettres particulieres de Gênes du 24, il est arrivé dans cette ville quatre députés de Sardaigne qui vont à Turin réclamer, au nom des habitans de Cagliari, et de toute l'isle ; 1°. le rappel de toutes les troupes Piémontaises qui se trouvent dans le pays ; 2°. le droit de conférer aux nationaux exclusivement les évêchés et les bénéfices ; 3°. celui bien autrement important d'élire eux-mêmes, et parmi leurs concitoyens, le vice-roi qui doit représenter sa majesté ; 4°. et enfin le rétablissement de tous les priviléges et exemptions que les traités leur assurent. Ces demandes paraîtront exorbitantes à la Cour de Turin ; mais l'embarras que lui donne la guerre contre la France, fera que les Sardes en tireront probablement meilleure composition.

Une partie de la flotte Espagnole reste toujours dans les parages Genois, et sa présence tient en échec les puissances d'Italie qui voudraient encore rester neutres contre la volonté positive de la Grande-Bretagne, volonté manifestée du ton le plus impérieux. Il faut espérer que cette violation scandaleuse du droit public de l'Europe aura quelque jour sa juste punition : il faut espérer que la République française triomphante et débarrassée par-là même d'une partie de ses ennemis exercera de justes représailles contre le cabinet de Londres qui aura perdu le droit de se plaindre. Les puissances du second et du troisieme ordre devenues alors les alliées naturelles de la France, et sachant bien que ce n'est pas à elles qu'elle en veut, ne pourront, et sur-tout ne voudront pas se refuser à prendre ce parti, légitime par un exemple, auquel, d'ailleurs on pourrait les forcer ; elles aideront à perdre les ennemis de la République ; elles le feront sans scrupule, sans remords, puisqu'elles auront été justifiées d'avance dans cette espece de manque de foi, d'après l'odieuse tyrannie qui les contraint aujourd'hui de sortir de la neutralité contre leurs véritables intérêts.

On assure que MM. Sémonville et Maret allant l'un à Soleure et l'autre à Naples, ont été arrêtés dans la Valteline et transférés à Milan.

Digitized by Google

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CONVENTION NATIONALE.

PRÉSIDENCE DE DANTON.

Séance du mardi, 6 août.

La séance s'est ouverte par la lecture de plusieurs pieces datées de Cambray, adressées à la Convention par les citoyens Cochon et Briez, commissaires envoyés pres l'armée du Nord. Quelques-unes de ces pièces contenaient des acceptations de la constitution : la plus importante était un mémoire relatif à la reddition de Valenciennes. Nous en avons donné l'analyse dans la notice de cette séance au dernier numéro.

Toutes ces pieces ont été renvoyées au comité de salut public.

Au nom du comité de sûreté générale, Chabot a pris la parole. Je vous apporte, a-t-il dit, une nouvelle preuve des conspirations de quelques-uns de nos membres. Ici Chabot a fait lecture d'une lettre que Laplaigne, député du département du Gers, écrivait à ses commettans : « Oui, leur disait-il, la représentation nationale sera sauvée par le peuple entier ; non par d'inutiles adresses, mais par des actes éclatans de sa toute-puissance ; non par l'acceptation *commandée* et aveugle d'une constitution en miniature, dont la préface, consacrant le ridicule droit d'insurrection, renferme le germe certain de son instabilité et de sa prochaine destruction, mais par la punition terrible des usurpateurs de sa souveraineté.... » Mais, a ajouté Chabot, les assemblées primaires du département de Laplaigne ont reconnu le piege, et ont fait justice de cette lettre en vouant son auteur à l'infamie.

Le décret d'arrestation est porté contre Laplaigne. Les scellés seront apposés sur ses papiers.

Une députation de commissaires des assemblées primaires s'est présentée à la barre, et a demandé un local pour fraterniser avec ses freres des départemens. (*Voyez la notice.*)

C'est sans doute avec plaisir, a dit Bazire, que les Parisiens et les autorités constituées de Paris voient les lieux publics remplis par les commissaires des départemens. Cependant le comité de sûreté générale est instruit que plusieurs sont venus avec une mission particuliere. Ils veulent tenir des assemblées où ils travailleront à faire partager leurs opinions aux autres députés des assemblées primaires qui en ont de différentes. Ce sont des hommes connus pour des aristocrates dans les lieux d'où ils sont députés. Leur intention est d'exciter des troubles à Paris,

Digitized by Google

et d'y allumer le feu de la guerre civile. Le comité m'a chargé de vous proposer de l'autoriser à s'assurer de la personne de ceux qu'il aurait reconnus suspects.

Cette proposition, après avoir élevé quelques débats, est décrétée en ces termes : « La Convention nationale autorise son comité de sûreté générale à faire observer et surveiller ceux des commissaires députés qui tenteraient d'engager leurs collègues à des démarches contraires au mandat qui leur a été décerné par les assemblées primaires, à les faire appeller devant lui pour les entendre, à la charge d'en rendre compte immédiatement à la Convention nationale. »

Au nom du comité de salut public, Barrere a fait lecture d'une lettre des représentans du peuple, Duroi et Lindet, datée de Caen le 3 août. (*Voyez la notice.*)

L'Assemblée décrète le principe de la démolition des forts et châteaux de l'intérieur, et charge le comité de salut public de lui présenter le mode d'exécution.

Barrere a lu ensuite une lettre interceptée dans la route de Toulon à Bordeaux : elle était adressée par un commissaire de la quatrième région à la commission de salut public du département de la Gironde. En voici l'extrait :

« Je vous ai appris l'heureuse révolution opérée à Toulon. La présence d'un commissaire de la Gironde a produit le meilleur effet dans cette ville, délivrée depuis 12 jours du plus horrible esclavage ; j'ai installé un tribunal populaire à l'instar de celui de Marseille ; le club de l'anarchie est fermé ; les sections m'ont remis l'acte de leur adhésion aux mesures prises par le département de la Gironde. Il est heureux que cette révolution se soit opérée au moment où deux escadres, l'une espagnole et l'autre anglaise, croisent dans la Méditerranée à la vue de ce port. Chaque section de Marseille lève 54 hommes armés ; les communes des campagnes en feront autant.

» Le ministre de la marine, d'Albarade, d'accord avec le comité de salut public de la Convention, a donné ordre d'intercepter les subsistances destinées pour Marseille et Toulon. Le peuple, pour punir cet attentat, a prononcé l'arrêt de mort contre ce ministre.

» Les brigands ont réussi à faire rapporter à Nîmes les mesures que cette ville avait prises contre l'oppression ; mais un grand mouvement s'y prépare, le peuple murmure de se voir rentré sous la domination des sectaires. Les deux montagnards Bayle et Beauvais sont arrêtés à Toulon. »

Une autre lettre du directeur de la monnaie de Bordeaux, annonce qu'en vertu d'un arrêté du comité central de cette ville, il a été forcé de remettre à la municipalité, sur le récépissé de trois commissaires, 387,820 piastres, appartenantes à la République, déposées entre ses mains pour le service de la marine et des colonies. L'arrêté portait que cette somme

Digitized by Google

tiendrait lieu des deux millions promis à la ville de Bordeaux par la Convention nationale en son décret du 30 mars, pour des achats de subsistances. Il portait en outre que ces 357,380 piastres seraient rétablies en nature dans les caisses publiques, sur le produit des ventes particulieres des grains achetés.

Vous voyez, a dit Barrere après cette lecture, que les conspirateurs du Midi conservent encore toutes leurs espérances, et qu'ils accumulent chaque jour de nouveaux attentats.

Ce membre présente un projet de décret : la premiere disposition porte l'anihilation de tous les actes du prétendu comité de salut public établi à Bordeaux. Par la seconde, les membres composant ce comité sont mis hors de la loi. Leurs biens seront confisqués au profit de la nation. Par la troisieme, la commune de Bordeaux est obligée de réintégrer les piastres à la monnaie de Bordeaux. Par la quatrieme, toutes les autorités de cette ville sont déclarées responsables sur leurs têtes de la prompte exécution du décret.

Et comme en frappant les têtes coupables, a ajouté Barrere, il est de la dignité de la Convention nationale de prouver au peuple de Bordeaux, qu'elle s'intéresse vivement à son sort, votre comité vous propose d'ordonner que la trésorerie nationale fera passer sur-le-champ à Bordeaux les deux millions dont elle a disposé en sa faveur par son décret du 30 mars dernier.

Toutes ces dispositions ont été adoptées.

Séance du mercredi, 7 août.

Le général Beisser est admis à la barre ; il présente sa justification : après l'avoir entendu, l'Assemblée l'a renvoyé par-devant le comité de sûreté générale pour y être interrogé.

Des députés des assemblées primaires sont introduits dans la salle. L'un d'eux, prenant la parole, instruit la Convention de la réunion fraternelle qui vient d'avoir lieu dans la salle de l'évêché, et de celle qui va se faire dans la salle de la société des Jacobins. (*Voyez la notice de cette séance.*)

On annonce le général Aubert Dubayet : il se présente accompagné de quatre officiers. De toutes parts les applaudissemens éclatent : « Peres de la patrie, dit Aubert, les chefs de l'état-major et moi, à la tête de plus de 9 mille gardes nationales, nous sommes revenus avec les honneurs de la guerre, nos drapeaux tricolors déployés, et nos bayonnettes, qui nous avaient si bien servi contre les ennemis de la République, étaient au bout de nos fusils. Elles étaient destinées à purger le sol français des brigands qui le déchirent, et jamais nous ne les aurions déposées aux pieds des esclaves que nous avions si long-tems combattus ; mais la jalousie, la calomnie nous avaient précédés dans cette patrie que nos cœurs idolâtrent) elles avaient noirci des hommes de bien qui l'avaient servie avec simplesse et désintéressement ; nos

Digitized by Google

leurs en étaient navrés. Mais, peres de la patrie, votre justice nous a rendu avec solemnité l'estime de nos concitoyens. Je vais narrer avec rapidité quelques-uns des événemens de ce siége.

» Le blocus de Mayence a duré quatre mois; les ennemis avaient achevé toute la circonvallation de la place. La garnison dans ses sorties força plusieurs postes importans. Weissenau, d'où les ennemis nous avaient délogés, fut repris une demi-heure après à la pointe de l'épée, Marienborn, quartier-général des puissances confédérées, fut aussi emporté de vive force, et nous avons les trophées de cette victoire. Arrivé au généralat, je traçais le plan d'une bataille; si ce plan eût été éxécuté, n'en doutez pas, nous aurions marqué les premiers momens du blocus par une victoire décisive, qui nous aurait ouvert le chemin jusqu'aux portes de Francfort; le combat était commencé, et nous allions assurer notre triomphe; mais 3 mille des nôtres, trompés par les ténebres, nous fusillerent et nous forcerent à la retraite. Meunier, l'intrépide Meunier qui joignait au génie le plus audacieux un courage qui ne connut jamais de dangers, commanda des soldats qui vécurent deux mois sous une voûte de feu; cinquante pieces de canon tiraient continuellement sur eux à mitraille. Il ne craignit pas d'attaquer les ennemis retranchés sur leurs montagnes qu'ils avaient crues inexpugnables, et les deux combats de Rostheim leur ont appris s'ils pouvaient compter sur une prompte capitulation.

» Il fallut s'emparer des isles du Mein, appellées les isles Meunier et la Carmagnole, car ce fut à la prise de la premiere que Meunier périt; elle fut prise malgré le feu d'une redoute de dix pieces de canon. Pour communiquer avec celle de la Carmagnole, il fallut établir un pont qui fut bâti malgré le feu d'une autre redoute de quatre pieces de canon. Ce pont fut nommé le Pont-des-morts à cause du nombre de braves gens que nous y perdions toutes les fois qu'il fallait relever des postes. Nous gardâmes ces isles pendant six semaines.

» Jamais, au milieu de ces fréquens combats et des privations les plus dures, on entendit, je ne dis pas un seul murmure, mais une juste réclamation. Ces braves soldats ont commencé par vivre de cheval, ils ont fini par se nourrir de chiens et de chats. Moi-même je me glorifie d'avoir invité tous mes amis à dîner au quartier général, parce que j'avais un chat à leur servir. Les soldats faisaient leur soupe avec de l'huile de poisson, quelques-uns y mêlerent une herbe vénéreuse qui les fit devenir fous. Ils supportaient tous ces maux avec résignation, et je leur en donnai l'exemple.

» Vous voyez, citoyens représentans, que ce qu'on vous a dit de ces guerriers républicains était non-seulement éloigné de la vérité, mais qu'il était impossible d'imaginer ce qu'ils ont

Digitized by Google

souffert. Nous ne vous demandons qu'une faveur pour prix de nos travaux, c'est de marcher au plutôt possible dans la Vendée. Si nous ne scellons pas la liberté de notre sang, je vous en assure, citoyens représentans, vous n'aurez pas de Républicains plus zélés et plus fidèles. »

« Braves citoyens, répond le président, je n'entreprendrai pas de vous consoler d'une injustice momentanée. Les applaudissemens dont vous avez été couverts en entrant dans le sein de la Convention vous ont prouvé que si les représentans du peuple ont pu être un moment trompés, ils n'ont pas attendu que vous leur fissiez le tableau de votre conduite pour honorer votre courage. » — Ce début d'un siége aussi honorable, le spectacle touchant du brave Aubert dans les bras du président qui lui donne l'accolade fraternelle, pénètre tous les cœurs, et de nouveaux applaudissemens, des cris mille fois répétés de *vive la République* font retentir les voûtes de la salle. Le discours d'Aubert et la réponse du président seront imprimés.

Barrere au nom du comité de salut public présente l'analyse de la correspondance des départemens. La première lettre dont il donne connaissance est celle du général *Chilly* commandant l'armée du Rhin. Cette lettre annonce l'incendie de l'Arsenal de Huningue. Outre d'immenses approvisionnemens de guerre, plusieurs maisons ont été endommagées. Le général demande de prompts secours et de nouvelles munitions ; il a donné les ordres les plus précis pour la recherche des coupables.

Barrere annonce ensuite que le comité a reçu des renseignemens, qui lui apprennent que des hommes déguisés en femmes se mêlent aux rassemblemens, qui chaque jour obstruent les portes des boulangers, et y répandent des défiances dangereuses. D'autre part, de fausses patrouilles parcourent les rues de Paris, la nuit. — (*Voyez dans la notice, le décret rendu à la suite de ce rapport.*)

Une lettre du commandant d'armes à Brest, apprend à la Convention, que le premier août une escadre Anglaise de 29 voiles et celle de la République, commandée par le vice-amiral Mérard de Galles, se sont trouvées en présence à huit lieues de distance du Bec de Raz. L'escadre de la République se ralliait sur Croix. Une autre flotte Anglaise de dix-huit voiles a appareillé de Torbay et cingle vers le Sud. Quels que soient les desseins de l'ennemi, ils seront déjoués par les mesures promptes que l'on a prises. Les côtes qui avoisinent Brest, et l'entrée de la rade sont dans un état respectable de défense et hors de toute insulte.

Séance du jeudi, 8 août.

La commission de salut public, établie à Lyon, écrit à la Convention nationale pour se plaindre de n'avoir encore reçu

Digitized by Google

aucune réponse aux diverses lettres qu'elle lui a adressées. Serait-ce, dit-elle, qu'on nous prendrait pour des agens stipendiés de Pitt et de Cobourg comme Dubois-Crancé et Gautier l'ont publié dans une proclamation qu'ils ont répandue avec profusion ? Nous vous les dénonçons comme ayant négligé de combattre un ennemi véritable, pour tourner les forces de la République dans cette partie, contre une chimère qu'ils ont créée. Nous n'avons jamais été des contre-révolutionnaires. Nous vous les dénonçons pour avoir effrayé par les menaces les plus terribles, ceux qui fourniraient à la ville de Lyon les moyens de subsister. Dans cet instant la disette est extrême ! les esprits sont exaspérés. Parlez-nous le langage de la paix ; ne craignez rien de la force que nous avons organisée ; tout rentrera dans l'ordre si les personnes et les propriétés sont respectées, parce que nous ne sommes nous levés que contre des hommes de sang. — La Convention renvoie cette lettre à son comité de sûreté générale.

Les députés des assemblées primaires sont admis au sein de la Convention. L'un d'eux fait lecture de l'adresse circulaire qu'ils vont répandre dans les départemens, pour détruire les calomnies qui les égarent, pour leur peindre l'accueil touchant et les témoignages d'amitié qu'ils ont reçus de leurs freres de Paris ; pour les inviter enfin à repousser les calomniateurs, à punir les traîtres, et à se réunir pour écraser les tyrans.

Le doyen d'âge des commissaires, un vieillard de 83 ans, ne pouvant se faire entendre lui-même, exprime par l'organe d'un de ses voisins, les sentimens de joie qui l'animent en ce moment. Il monte ensuite vers le fauteuil du président, et reçoit l'accolade fraternelle au milieu des applaudissemens. Robespierre demande que l'adresse dont l'Assemblée vient d'entendre la lecture, soit imprimée et envoyée à toutes les puissances étrangeres, afin qu'elles connaissent le vœu du peuple Français. — Cette motion est décrétée.

Grégoire fait, au nom du comité d'instruction publique, un rapport sur les académies littéraires, des sciences et des arts. Il démontre le nécessité de supprimer ces corporations qui loin d'encourager le génie l'ont souvent étouffé dans sa naissance, ou entravé dans ses projets. Sur sa proposition, le décret suivant est rendu : 1°. Toutes les académies et sociétés littéraires patentées ou dotées par la nation sont supprimées ; 2°. les jardins botaniques, les cabinets, muséum, bibliothèques et autres monumens des sciences et des arts, attachés aux académies et sociétés supprimées, sont mis sous la surveillance des autorités constituées, jusqu'à ce qu'il en ait été disposé par les décrets sur l'organisation de l'instruction publique.

La séance s'est terminée par la lecture d'une lettre de Saumur, datée du 5 août. En voici l'extrait : « depuis plusieurs jours l'ennemi cantonné à Doué, menaçait d'attaquer Sau-

Digitized by Google

mut. Le général Rossignol a cru devoir les prévenir. Ce matin 3000 hommes se sont portés de ce côté, sous les ordres des généraux de brigade Salomon et Ronsin. L'avant-garde a attaqué l'ennemi avec beaucoup de résolution : il a bientôt été forcé et mis en déroute, malgré la supériorité de son nombre et de son artillerie. On porte à 400 hommes la perte des révoltés. Il se trouve, parmi les morts, plusieurs chefs et plusieurs prêtres. Nos troupes ont montré la plus grande ardeur.

Séance extraordinaire du jeudi soir.

Cette séance a été consacrée au renouvellement du bureau. Hérault-Sechelles est élu président.

Séance du vendredi, 9 août.

PRÉSIDENCE DE HERAULT-SECHELLES.

Montaut, qui arrive de l'armée de la Moselle, demande la parole pour dénoncer des faits relatifs à la reddition de Mayence. Sans doute, dit-il, la garnison a bien mérité de la République ; elle est composée de vrais Républicains ; *mais* il faut bien distinguer la garnison, des meneurs ; je veux dire du conseil défensif : ce conseil a rendu la place sans avoir communiqué la capitulation à la garnison, et la raison c'est que la garnison ne voulait pas capituler. On a dit qu'elle manquait de vivres : elle avait encore du blé pour trois mois entiers. — Montaut accuse ensuite ses collègues, commissaires à Mayence, d'avoir contribué par leur faiblesse à la reddition de cette ville, et il finit par demander que ceux qui ont fait la capitulation soient jugés par un conseil de guerre.

Une telle dénonciation surprend beaucoup de membres. Lacroix demande qu'elle soit écrite et signée par Montaut, afin que les commissaires inculpés, et absens, puissent y répondre.

Thuriot accuse à leur tour Montaut et ses collègues ; il leur impute la prise de Mayence, parce qu'ils sont restés quatre mois à l'armée de la Moselle sans lui faire faire le moindre mouvement pour secourir cette place. — Après quelques autres débats on ferme la discussion, et l'Assemblée adopte la proposition de Lacroix.

Gossuin fait le rapport de la commission chargée de recueillir les procès-verbaux d'acceptation de la constitution. Il en résulte qu'à l'exception des départemens de Corse, d'une partie de ceux troublés par les rebelles, de la ville de Marseille et des communes envahies par l'ennemi, l'acceptation de la constitution a été unanime dans la République. L'impression et la distribution de ce mémorable procès-verbal sont décrétées.

Digitized by Google

décrétées. Cette époque sera consacrée par une médaille, dont David s'est chargé de donner le dessin.

Cambacerès donne ensuite lecture d'un plan de code civil. Il sera imprimé, et la discussion en est ajournée à huitaine.

Barrere, au nom du comité de salut public, communique de nouveaux détails sur l'incendie qui a eu lieu à Huningue. L'arsenal a été très-endommagé. Cependant on a reussi à sauver la poudre et le plomb. Les braves canonniers ont, comme de coutume, donné les plus grandes preuves de dévouement. On a vu des soldats intrépides arracher des barrils de poudre du milieu des flammes.... Une chose bien remarquable fut qu'au moment où l'incendie commença, les fontaines manquerent et ne recommencerent à couler qu'après que le feu fut éteint. Malgré ses pertes, Huningue sera bientôt en état de défense.

Barrere entretient ensuite l'Assemblée d'un objet bien important, celui des subsistances. Il propose, à l'exemple d'un peuple ancien, d'établir dans les principales villes de la République des greniers d'abondance, et de consacrer cent millions à la subsistance du peuple. « Vous devez faire plus pour le peuple, ajoute Barrere : il faut qu'il ne soit plus obligé d'avoir recours aux boulangers pour se procurer du pain. Il faut que chaque famille fasse elle-même le pain nécessaire à sa subsistance. » De vifs applaudissemens couvrent ces propositions bienfaisantes. Elles sont décrétées dans les termes suivans :

Art. Ier. Il sera formé dans chaque district un grenier d'abondance. La trésorerie nationale tiendra cent millions à la disposition du conseil exécutif, sous la surveillance immédiate des comités de salut public et des finances, pour l'achat des grains.

II. Les conseils-généraux de district choisiront parmi les maisons d'émigrés ou autres maisons nationales, qui sont les plus sûres et les plus propres à ce grand établissement.

» III. Les citoyens sont invités à acquitter en nature dans les greniers d'abondance les contributions publiques arriérées ou courantes, en totalité ou en partie.

» IV. Les percepteurs d'impositions prendront pour comptant la reconnaissance du versement des grains au prix courant, laquelle reconnaissance contiendra la quantité, poids de marc, et le prix des grains fournis aux greniers d'abondance.

» V. Les percepteurs de contributions publiques accéléreront par tous les moyens que la loi a mis en leur pouvoir, le recouvrement des contributions publiques dans les délais prescrits.

» VI. Il sera construit sur-le-champ et à la diligence des corps administratifs des fours publics dans chaque section des villes, en proportion de la population de chaque section, et indépendamment des fours particuliers existans.

Digitized by Google

„ VII. Les boulangers des villes seront mis, en cas de besoin, en réquisition par les municipalités, pour l'activité des fours publics; aussi-tôt qu'ils seront construits, il leur sera payé une indemnité.

„ VIII. Les opérations des boulangers seront surveillées par des commissaires choisis par les sections, lesquels prendront toutes les mesures nécessaires pour prévenir et arrêter les abus.

„ IX. Les noms des boulangers qui, dans les circonstances actuelles, auront redoublé d'efforts et de moyens pour assurer les subsistances du peuple, seront proclamés solemnellement au sein de la Convention nationale, comme ayant bien mérité de leurs concitoyens.

„ X. Ceux des boulangers qui cesseraient ou suspendraient leurs travaux, seront réputés étrangers à la République, et comme tels destitués de leurs droits de citoyens pendant cinq années, et punis d'un an de gêne.

„ XI. Le comité d'agriculture présentera dans huit jours le projet de décret sur l'organisation des greniers d'abondance et l'administration des fonds publics.

Séance du dimanche 11 *août.*

A l'ouverture de la séance, Lacroix a demandé la parole pour une motion d'ordre. « Nous avons, a-t-il dit, présenté la constitution républicaine hier; elle a été acceptée par les commissaires des assemblées primaires. Notre mission est remplie, et si l'acceptation de la constitution n'eût pas changé le mode d'élection nous pourrions être remplacés sur-le-champ; mais vous avez à connaître la population par cantonnement. Je demande que les administrations de district en envoient l'état à la Convention, qui d'après un rapport du comité de division, convoquera de suite les assemblées primaires. » Cette proposition est décrétée.

On fait lecture d'une lettre de Gauthier et de Dubois-Crancé, en date du 6 août.

« Citoyen président, écrivent-ils, dis à la Convention nationale que nous partons avec Kellermann, du camp du Bourg, pour nous porter sur Lyon; que nous l'attaquerons vendredi matin avec vingt mille braves Républicains qui ont tous juré de rétablir dans cette ville rebelle le regne des lois, et que nous le rétablirons. Voici notre sommation : une heure, après des bombes et du canon.

Les rebelles de Marseille, chassés du Comtat, ont fui vers leur repaire, que nous ne tarderons pas à purger des miasmes aristocrates et royalistes qui l'infectent. Les districts des Bouches-du-Rhône, que notre petite armée a délivrés, ont accepté la constitution. Tu peux compter sur notre zele. Kellermann va bien, et la paix sera rétablie dans le Midi.

Il y a un mois que depuis le Jura jusqu'à Bordeaux presque

Digitized by Google

toutes les administrations étaient coalisées, presque tout le peuple était égaré; aujourd'hui, excepté Marseille, Toulon et Lyon, tous bénissent la Montagne, tous ont juré l'union et l'égalité sur le livre sacré de la constitution. Les succès de nos ennemis ne seront pas de longue durée.

A cette lettre est jointe une proclamation qu'ils ont envoyée dans Lyon. Voici, annoncent-ils, les conditions que nous mettons à l'admission fraternelle des troupes de la République; 1°. aucune hostilité apparente, tout citoyen qui paraîtra en armes, soit dans les rues, soit aux fenêtres, sera traité en rebelles. 2°. Toute autorité civile ou militaire cesse dans Lyon, les représentans du peuple y pourvoiront. 3°. La remise de l'Arsenal et de tous les moyens de défense à l'avant-garde que le général enverra. 4°. Indemnité pour les frais de l'expédition et gratification aux soldats de la République qui protegent la paix intérieure et extérieure dans l'armée de la République. 5°. Reconnaître et assurer l'exécution des décrets de la Convention nationale rendus avant et depuis le 31 mai dernier.

A ces conditions, les représentans du peuple promettent aux habitans de Lyon paix et fraternité, et ils ont l'assurance du général et le serment des troupes qu'il ne sera fait dommage à aucun citoyen ni dans sa personne, ni dans ses propriétés.

Si une de ces conditions était refusée, les représentans du peuple déclarent qu'ils mettent sous la responsabilité collective des citoyens de Lyon tous les maux qui peuvent en résulter, et d'avance ils déclarent rebelle et traître à la patrie, avec entière confiscation des biens au profit de la nation, tout individu dont le fils ou le commis, ou même le serviteur ou ouvrier d'habitude serait reconnu pour avoir porté les armes contre les troupes de la République, ou contribué aux moyens de résistance.

En exécution de l'arrêté des commissaires, le général Kellermann a sommé les Lyonnais de lui ouvrir les portes de la ville, d'y recevoir toutes les troupes qu'il jugera nécessaires, sinon ils seront traités en rebelles. Il ne leur a donné qu'une heure pour répondre. La Convention approuve textuellement les mesures des commissaires.

L'Assemblée se fait ensuite donner lecture d'une lettre du général Saubadere, commandant de Landau. « La tâche qui m'est imposée, dit-il, est pénible et glorieuse. De la défense de Landau dépend le salut de ma patrie. Nous nous ensevelirons sous les ruines de nos murailles, plutôt que d'entendre parler de capitulation.

On avait invité les commissaires des communes à se transporter au champ de la Réunion pour y prendre le faisceau départemental, l'arche d'alliance et les accompagner jusque dans le sein de la Convention. Ils entrent dans la salle;

Digitized by Google

l'Assemblée entiere se leve et reste découverte. Cette arche et le faisceau sont mis sous la responsabilité des représentans du peuple.

Séance du lundi 12 août.

On fait lecture de la correspondance. Gossuin éleve des doutes sur l'activité du ministre de la guerre. Déja, dit-il, six puissances coalisées ont envahi une partie des départemens du Nord; déja Condé et Valenciennes sont en leur pouvoir; Cambrai est cerné, et elles marchent en ce moment sur Péronne..... Le ministre de la guerre n'est qu'un mannequin qui ne fait rien par lui-même : il ne prend conseil que des clubs; il s'adresse aux Jacobins, et leur dit : « Je suis patriote. » Pendant ce tems l'ennemi avance, et le ministre ne fait rien pour l'arrêter. — Gossuin demande que, séance tenante, le comité de salut public et le conseil exécutif déclarent s'ils peuvent sauver la France, et que le comité dise franchement ce qu'il pense de Bouchotte.

Lacroix appuie la motion de Gossuin, mais il ne croit pas qu'on doive appeller les ministres dans un moment où les occupations sont très-multipliées. Il demande que le comité de salut public vienne seul, et présente un rapport sur la situation actuelle des affaires et sur la conduite du ministre de la guerre. — Cette proposition est décrétée.

Julien de Toulouse fait un rapport sur des vexations exercées par un évêque sur un curé; il fait décréter généralement que toutes les destitutions de prêtres ou de curés, prononcées par les évêques, pour fait de mariage, sont déclarées nulles; lesdits prêtres ou curés reprendront leurs fonctions.

On fait lecture d'une lettre de Poultier, commissaire dans le département des Bouches-du-Rhône, datée d'Avignon le 6 août; en voici le précis :

« Nous ne pouvons profiter de nos succès, si vous ne secondez nos mesures. Nous avons chassé du département de Vaucluse les brigands armés qui le dévastaient; ils n'osent nous combattre, et fuient devant nous comme un troupeau de lâches. Doppel, l'un des chefs des allobroges, avec 50 hommes a mis hier en déroute leur avant-garde. Nous joignons à cette lettre un imprimé qui ne laisserait aucun doute sur la trahison du contre-amiral Trogost, si nous n'en avions pas d'autres preuves. Robespierre et Ricard vous apprendront bientôt que Brunet est un des plus grands protecteurs des fédéralistes. — Les officiers de la marine à Toulon ont corrompu nos troupes, et les font marcher contre nous.

» Les contre-révolutionnaires de Marseille ont fait publier que le premier qui prononcerait le mot de constitution serait puni de mort; cela n'empêche pas que le peuple commence à murmurer son vœu d'accepter la constitution. Ceux qui

Digitized by Google

composent l'armée Marseillaise sont, ou des émigrés, ou de jeunes gens qu'on fait marcher de force. Ces derniers attendent selon ce qu'ils écrivent, le moment favorable pour abandonner leurs bataillons.

» Le peuple de Marseille souffre; il commence à ouvrir les yeux, et médite les moyens de secouer le joug sous lequel il gémit. — Les assignats au timbre de la République perdent dix pour cent, lorsqu'on les change contre des assignats au timbre royal. Tous les négocians disent hautement qu'il leur faut un roi. Ils vont envoyer d'Orléans en Espagne par un parlementaire. Leur projet en marchant sur Paris était de délivrer les prisonniers du Temple, et de proclamer Louis XVII. Ils n'ont pas encore perdu cette espérance. Bordeaux, Lyon, Digne, Nantes, Caen, avaient le même projet; et pour être appuyés par les administrateurs, on devait les perpétuer dans leurs places. La Montagne, les Jacobins devaient périr sous la guillotine, Buzot, Pétion et Barbaroux étaient les chefs de cette conjuration qui n'est plus un problême pour nous depuis la lecture des différentes pieces que nous avons interceptées et que nous ferons passer au comité de sûreté générale. »

Cette lettre est renvoyée au comité de salut public.

Barrere s'est présenté à la tribune pour faire le rapport ordonné dans cette seance, d'abord il fixe l'attention de l'assemblée sur les forces départementales, levées dans quelques départemens, et il fait adopter le décret suivant :

« Art. Ier. Toute force armée, dont la levée n'a pas été autorisée par un décret ou en vertu d'une réquisition des représentans du peuple, est dissoute.

» II. Le conseil exécutif est chargé de donner les ordres les plus prompts pour la dissolution des forces départementales à Perigueux, à Tulles et autres lieux.

» III. Les chevaux de la force départementales de Périgueux sont confisqués au profit de la République, et mis à la disposition du ministre.

» IV. Tous ceux qui provoqueront une force armée, sont déclarés fauteurs de contre-révolution, et seront traduits au tribunal révolutionnaire. »

Barrere a fait part de l'opinion particuliere du comité sur Bouchotte, il reconnait en lui un républicanisme assuré, une probité exacte, un homme extrêmement laborieux. Passant ensuite à la situation de la République dans le midi, il a montré, dans la révolte de Lyon, un grand attentat à la liberté de la nation : pour réduire cette ville rebelle, il a fallu affaiblir les forces d'une partie de nos frontieres, et y employer un général que les besoins de la République appellaient ailleurs. — Ici Barrere a donné lecture des lettres qui sont parvenues au comité de salut public : voici ce que les commissaires, près l'armée des Alpes, écrivent du camp de Saint-Remy, le 3 août : « Il n'est aucune mesure que nous ne

Digitized by Google

soyons disposés à prendre pour empêcher la jonction des Marseillais avec les Lyonnais. Vous connaîtrez leurs intentions par les propos qu'on leur a entendu tenir ; les habitans de Marseille, ceux de Lyon, les commissaires de la Convention près l'armée des Pyrennées nous accusent hautement de vouloir livrer Perpignan aux Espagnols. Les citoyens de Marseille et de Toulon se sont unis pour faire la contre-révolution. Dans cette derniere ville, les officiers de marine sont les principaux instigateurs, les patriotes y sont persécutés ; quatre représentans du peuple y gémissent exposés à la vengeance de l'aristocratie. L'armée des rébelles composée de 4 à 5 mille hommes, est à Aix avec une artillerie formidable ; elle est composée d'émigrés, de nobles et de gros négocians. Nous avons passé la Durance ; nous occupons les villes d'Arles, de Tarascon, de Beaucaire, etc. Nous sommes à la veille d'une affaire. Nos ennemis se grossissent tous les jours. . . . . »

Un courier venant de Lyon a apporté les dépêches suivantes :

République une et indivisible ; résistance à l'oppression.

Les corps administratifs de la ville de Lyon et les commissaires des sections de cette ville, à la Convention nationale. — Lyon, le 9 août.

« Citoyens représentans, au moment où nos commissaires vous donnent la plus grande preuve de notre attachement à la République, en vous portant notre acceptation de l'acte constitutionnel, vous nous traitez en rebelles. Hier, 8 août, les hostilités ont commencé, et le sang a coulé. Dubois Crancé nous a envoyé une proclamation, sur laquelle il nous fallait délibérer dans l'espace d'une heure. Ce terme n'était pas encore expiré, que notre avant-garde a essuyé une décharge d'artillerie. On demande à fraterniser : quelques-uns de nos cavaliers s'avancent, on en fait deux prisonniers. Nous avons imité leur violence ; notre feu a recommencé, et nous avons repoussé les assaillans.

» Après les preuves d'attachement à la République que vient de donner la ville de Lyon, vous voulez nous réduire par la force. Les commissaires que vous avez envoyé ont outre-passé leurs pouvoirs. Citoyens représentans, rendez justice à Lyon ; l'effusion du sang suivra nécessairement de votre refus, nous périrons tous plutôt que de retourner sous le joug de l'anarchie. »

» La lettre des commissaires des assemblées primaires de Lyon contient les mêmes faits que la précédente. Elle finit ainsi : « Pressez la Convention de nous rendre justice ; nous sommes déterminés à mourir pour résister à l'oppression. Déja le général Carteaux a fait mordre la poussière à 200 anarchistes ; de

Digitized by Google

notre côté nous n'avons eu que deux blessés, et deux autres n'ont été faits prisonniers que par trahison. »

De la situation de Lyon, Barrere a passé à celle de Bordeaux. « Les fédéralistes, a-t-il dit, n'osent plus y lever la tête ; mais soyez loin de penser qu'ils aient changé de sentiment. » Les 300,000 piastres qui avaient été employées à la levée de la force départementale ont été réintégrés dans la caisse du receveur.

La dernière lettre que le comité a reçu de la Vendée annonce un succès de plus.

Les nouvelles de Brest sont bonnes ; nous avons une armée navale très-bien organisée et très-patriote ; une lettre nous apprend que si l'escadre anglaise ne se fut pas éloignée, elle allait être attaquée par l'escadre républicaine.

L'armée du Nord a fait une belle retraite entre Arras et Douai. L'ennemi a cerné et tourné Cambrai, et il marche sur Saint-Quentin ; le général Houchard vient d'écrire qu'il arrive au secours de l'armée du Nord avec 30,000 hommes de l'armée de la Moselle.

Le département de l'Aisne vient de faire arrêter les ci-devant nobles, les fils et les femmes d'émigrés, et les fait refluer dans l'intérieur.

Il y a de la fermentation en Angleterre. On lit dans une lettre de Hambourg en date du 2 août : « Une pétition de deux cent mille signataires est présentée au roi ; on lui demande la paix avec la France et justice des ministres ; on lui déclare qu'on est prêt à marcher sur Londres..... »

Après le rapport de Barrere, les commissaires des assemblées primaires ont obtenu la parole. Ils ont invité les législateurs à faire un appel au peuple ; à faire mettre en état d'arrestation tous les gens suspects pour les mener au combat, au premier rang, suivis des sans-culottes. Soyez terribles, législateurs, a dit celui qui portait la parole ; point d'amnistie ; sauvez la liberté.

Plusieurs membres appuyent les commissaires. « Les aristocrates ont été mis hors de la loi, dit Fayau, et aucun d'eux n'a eu une égratignure : les traîtres restent impunis. » — Citoyens, s'écrie Danton, les envoyés du peuple viennent d'exercer parmi nous l'initiative de la terreur contre les ennemis de la République ; signalons la vengeance populaire par le glaive de la loi. Je demande qu'on mette en état d'arrestation, non pas comme on l'a fait jusqu'à ce jour, mais réellement, toutes personnes suspectes. Enfermons-les, ce sera nos ôtages. Je demande encore qu'on investisse, par un décret solemnel, les commissaires des assemblées primaires de la qualité de représentans du peuple, chargés d'exciter l'énergie des citoyens, et de les pousser à l'ennemi ; que de concert avec les autorités constituées, ils soient chargés de faire l'in-

Digitized by Google

ventaire des grains, des armes, la réquisition des hommes, et que le comité de salut public dirige ce sublime mouvement.

D'autres propositions sont faites. Robespierre demande que Custines soit jugé sous 24 heures; que le zele du tribunal révolutionnaire soit stimulé, et que le glaive de la loi se promene avec une rapidité terrible sur la tête des conspirateurs.

Lecointre de Versailles demande que la femme de Louis Capet soit jugée sous huitaine.

Couthon propose de décréter que tous les grains de cette année seront sous la main de la nation, à la charge d'en payer le prix au taux fixé par la loi.

La Convention decrete les deux propositions faites par Danton, et renvoie les autres au comité de salut public.

Dans le cours de cette séance plusieurs députés ont demandé des congés, d'autres ont offert leurs démissions. L'Assemblée a passé à l'ordre du jour, motivé sur l'existence de la loi, qui charge le comité des décrets d'appeller les suppléans des députés qui donnent ou qui sont censés avoir donné leur démission.

PARIS, *le* 15 *août* 1793.

La fête de l'unité et de l'indivisibilité de la République a été célébrée avec cette pompe et cette solemnité dignes d'un peuple libre et républicain. Aucun accident fâcheux n'a troublé la joie vive et pure qui animait la foule immense des acteurs et des spectateurs de cette fête mémorable. Le rassemblement s'est fait au lever de l'aurore sur l'emplacement de la Bastille. Au milieu de ces décombres s'élevait la fontaine de la régénération, représentée par la nature portant cette inscription: *Nous sommes tous ses enfans.* De ses fécondes mamelles qu'elle pressait de ses mains jaillissait avec abondance une eau pure et salutaire. Quatre-vingt-six commissaires des assemblées primaires, doyens d'âge de cette députation, ont bu de cette eau dans la même coupe.

La marche du cortege s'est dirigée ensuite par le boulevard. Les sociétés populaires formaient le premier groupe: elles portaient une banniere sur laquelle était peint l'œil de la surveillance, pénétrant un épais nuage.

Le second groupe était composé de la Convention nationale, chacun de ses membres portait un bouquet formé d'épis de bled et de différens fruits; huit d'entre eux portaient sur un brancard une arche ouverte, destinée à renfermer les tables, sur lesquelles seront gravés les droits de l'homme et l'acte constitutionnel. Les commissaires des assemblées primaires formaient une chaîne autour de la Convention nationale.

Digitized by Google

Le troisieme groupe était composé par toute la masse respectable du souverain. Les intéressans éleves de l'institution des aveugles étaient traînés sur un plateau roulant. Un char triomphal que formait une simple charrue, conduisait un vieillard et sa vieille épouse. Ils étaient traînés par leurs propres enfans. Parmi les attributs de tous ces différens métiers on lisait ces mots : *Voila le service que le peuple infatigable rend à la société humaine.*

Un groupe militaire conduisait en triomphe un char attelé de six chevaux blancs. Il contenait une urne dépositaire des cendres des héros morts glorieusement pour la patrie; enfin, la marche était fermée par un détachement d'infanterie et de cavalerie, dans le centre duquel étaient traînés des tombereaux vêtus de tapis, parsemés de fleurs de lys, chargés des dépouilles des attributs de la royauté et de la noblesse. Parmi ces tombereaux, sur les bannieres on lisait ces mots : *Peuple! voilà ce qui a fait toujours le malheur de la société humaine.*

Sur les débris existans du piédestal de la statue de Louis XV, à la place de la Révolution, était élevée la statue colossale de la liberté; des chênes touffus formaient autour d'elle une masse imposante d'ombrage et de verdure. Le feuillage était couvert des offrandes de tous les Français libres; rubans tricolors, bonnets de la liberté, hymnes, inscriptions, peintures, tels sont les emblêmes qui décoraient la déesse : à ses pieds était un énorme bûcher avec des gradins au pourtour. C'est-là que dans le plus profond silence ont été offerts en sacrifice expiatoire les attributs de la royauté. Les quatre-vingt-six commissaires des députés des assemblées primaires, chacun une torche à la main, se sont empressés à l'envi d'y mettre le feu, et aussi-tôt après des milliers d'oiseaux rendus à la liberté, portant à leurs cols de légeres banderoles, ont pris leur vol rapide dans les airs, et ont porté au ciel le témoignage de la liberté rendue à la terre.

Le cortége s'est rendu sur la place des invalides. Au milieu de cette place, sur la cime d'une montagne était représenté par une figure colossale le peuple Français. De ses bras vigoureux il lie le faisceau départemental. L'ambitieux fédéralisme, sortant de son marais fangeux, s'efforce d'en détacher quelque portion. Le peuple Français l'apperçoit, prend sa massue, le frappe et le fait rentrer dans ses eaux croupissantes.

Arrivés au champ de Mars, le président de la Convention nationale, la Convention nationale, les 86 commissaires des envoyés des assemblées primaires, les envoyés des assemblées primaires ont monté les dégrés de l'autel de la patrie. Le président de la Convention a déposé sur l'autel tous les actes de recensement des voix des assemblées primaires. Le vœu du peuple Français sur la constitution, a été proclamé en présence de tous les envoyés du souverain, et sous la

Digitized by Google

voûte du ciel. Le peuple Français a fait le serment de défendre la constitution jusqu'à la mort, au bruit d'une salve générale d'artillerie, et des cris mille fois répétés de *vive la République !* Le serment fait, les 86 commissaires des assemblées primaires ont remis au président de la Convention la portion du faisceau qu'ils avaient porté à la main tout le tems de la marche. Le président s'en est saisi ; il les a rassemblées et liées toutes ensemble avec un ruban tricolor ; puis il a remis au peuple le faisceau étroitement uni, en lui représentant qu'il sera invincible, s'il ne se divise pas ; il lui a remis aussi l'arche qui renferme la constitution. La cérémonie a été terminée par des chants, des danses, des baisers et des banquets fraternels.

Le comité de salut public a envoyé sur la frontière des commissaires pour faire arrêter les conspirateurs qui lui ont été dénoncés ; déjà le commandant de Saint-Omer a été mis en état d'arrestation avec plusieurs personnes suspectes parmi lesquels se trouvent quelques Anglais.

Le général Valence, qui avait, après sa désertion, cherché un asyle en Angleterre, vient de partir pour les Etats-Unis de l'Amérique. On dit que Dumouriez, qui possede de grands biens dans ce pays, s'est aussi déterminé à s'y retirer.

Brienne, évêque de Sens, l'ex-ministre Joly et son secrétaire, ont été arrêtés.

Le général Lavalette a été mis en état d'arrestation par ordre du comité de salut public de la Convention. Le général Arthur Dillon, détenu aux Madelonnettes, a été ramené chez lui, où il reste sous la garde d'un gendarme. Les généraux Sparre et Alexandre Beauharnais, l'un commandant de Strasbourg, et l'autre chef de l'armée du Rhin, ont écrit aux commissaires de la Convention, qu'ayant le malheur d'être issus d'une *caste proscrite*, ils se croyaient, en républicains, obligés de demander leur démission, pour ôter à leurs concitoyens tous les sujets d'inquiétude qui pourraient s'élever contre eux dans ces momens de crise.

On vient d'arrêter le général O Morand, qui commandait le camp de Cassel ; on l'accuse d'avoir voulu livrer ce camp à une colonne ennemie dans la nuit du 10 au 11 de ce mois.

La division de l'armée du Rhin commandée par le général Ferrieres, a demandé aux commissaires de la Convention la destitution de ce général, qu'elle accuse d'impéritie.

On écrit des frontieres du Nord que la garnison de Valenciennes est arrivée à Laon, d'où elle se dispose à partir

Digitized by Google

pour la Vendée : celle de Mayence a dû arriver ces jours-ci à Fontainebleau.

Des lettres de Nantes annoncent qu'on a signalé à la hauteur de 20 lieues une flotte anglaise de 24 voiles, suivie de beaucoup de chaloupes canonnieres propres à exécuter une descente. Il paraît certain que cette flotte apporte des secours en hommes et des munitions à l'armée des rebelles. L'arrivée d'une autre flotte anglaise, qui doit paraître dans la Méditerranée, a été annoncée à Gênes par trois frégates de cette nation. On croit en général que cette flotte, de 48 voiles, est destinée contre l'isle de Corse.

La flotte portugaise, qui devait joindre à Gibraltar l'escadre Anglaise aux ordres de l'amiral Cosby, a été forcée, par une tempête, de rentrer dans le Tage.

La flotte Espagnole, forte d'environ 25 voiles, croise sur les côtes de France.

La frégate de la République, la *Carmagnole*, est entrée dans la rade de Brest, annonçant qu'elle y a été forcée par les Anglais, qui, au nombre d'environ 29 voiles, sont en présence des forces navales de la République ; on s'attend, en conséquence, à une action prochaine.

NOUVELLES DES ARMÉES.

Armée du Nord.

A peine Valenciennes a été au pouvoir de l'ennemi, que les bruits les plus alarmans, les nouvelles les plus exagérées se sont répandues sur ses progrès dans cette partie de nos frontieres. Voici ce que les lettres officielles nous apprennent des derniers événemens militaires, et de la situation respective des armées. Le 8 août, le général Kilmain écrivait au ministre de la guerre, du camp de Paillencourt, autrement de *César* : « Hier matin, une colonne ennemie de 29,000 hommes a tourné notre position, et dans le même moment tous nos postes ont été attaqués. Ils ont soutenu, avec intrépidité cette attaque ; j'ai été obligé de changer de position. J'ai pris pendant la nuit celle de la Fontaine-Notre-Dame, pour protéger la retraite. Elle n'était pas tenable, et j'en prends une autre entre le canal de Douay et la Censée. J'étais suivi de 6000 hommes de cavalerie ; je n'en avais que 2000. Nous avons chargé trois fois les ennemis, nous leur avons tué 60 hommes ; notre audace les a dégoûtés, nos forces soutiennent, et nous sommes rentrés dans nos cantonnemens. La cavalerie s'est battue en véritables héros. Nous laissons Cambray pied-

Digitized by Google

que cerné, mais bien approvisionné; des convois en grain sont entrés dans Landrecy, le Quesnoi; je me charge de Douay et de Lille. L'ennemi a trois fois plus de cavalerie que nous. Rien ne nous serait plus nécessaire.

» On s'étonnera que nous ayons pu faire une retraite avec une cavalerie aussi inférieure à celle de l'ennemi, et sans perdre un seul homme; car nous n'en avons eu que trois blessés. »

Une lettre du même général, du quartier-général de Vitry, le 9 août, annonce que Cambray, abandonné à ses propres forces, a pour plusieurs mois de vivres, confirme que des mouvemens de grains se font sur Landrecy et le Quesnoy, et apprend que le contingent des départemens se remplit avec activité.

Une lettre, datée du 10, annonce que des détachemens de cavalerie venant des Ardennes ont été surpris. Le 3e. régiment d'hussards s'est fait jour le sabre à la main, et a tué beaucoup de monde à l'ennemi. Le 16e. régiment de cavalerie a été moins heureux, et sa perte est plus considérable.

Le général Houchard, nommé commandant en chef des armées du Nord et des Ardennes est arrivé à Vitri: il écrit de ce quartier général, en date du 10 août, qu'il va prendre connaissance de l'état des choses, et que l'ignorance des officiers paraît avoir produit de grands maux. — Bouchain, Cambray, Landrecy, Le Quesnoi sont bien approvisionnés.

Une lettre des administrateurs du département de l'Aisne confirme la nouvelle du cernement de Cambray, et ajoute que les ennemis avancent à grands pas sur Saint-Quentin. Déjà les femmes, les enfans, les vieillards du Catelet sont réfugiés dans cette ville qui offre peu de ressources si elle est attaquée. L'ennemi voulant pénétrer dans ce département pour y enlever toutes les moissons qui approvisionnent l'armée, les administrateurs ont sur le champ fait mettre en arrestation tous les ci-devant nobles, les femmes et enfans des émigrés, les hommes inciviques et suspects, et ils demandent un endroit près Paris où l'on puisse les envoyer, et les tenir de si près qu'il ne puissent plus conspirer contre la patrie. On a ordonné le recensement dans trois jours des hommes et des armes, la formation des compagnies de canonniers, d'exercer la jeunesse aux évolutions militaires, de disposer les hommes pour marcher à la première réquisition. On a aussi invité le peuple de l'Aisne à se lever en masse. Un commissaire est allé à la Fère constater l'état de l'Arsenal, et tenir des voitures prêtes pour faire refluer sur Laon tout ce que contient cet établissement, dans le cas où l'ennemi pénétrerait plus avant. Les dépôts et la garde nationale sont requis de se porter sur Saint-Quentin; les armes manquent, et les campagnes se

Digitized by Google

tiennent encore beaucoup de bras. On va faire rentrer dans l'intérieur les bestiaux et les moissons; vingt mille hommes tirés de l'armée de la Moselle sont partis pour aller camper à Péronne. C'est une troupe d'élite composée en grande partie de grenadiers. Cette extraction a causé quelques inquiétudes motivées sur l'approche des troupes prussiennes qui environnaient Mayence, sur l'arrivée de vingt mille hommes des Pays-Bas, et sur la considération que l'ennemi a déja des forces dans le Luxembourg. La société des républicains et des républicaines de Metz ont pris un arrêté pour demander la rentrée de ses forces dans l'armée de la Moselle.

Strasbourg vient d'être déclaré en état de siége. Deux représentans du peuple resteront en permanence, dans les murs de cette ville, et comptant sur le courage et le Républicanisme de ses habitans, ils ont juré de s'ensévelir sous ses ruines avec ses généraux, plutôt que de capituler avec les ennemis de la liberté et de l'égalité. Lille qui paraît aussi menacée d'un siége prochain vient de prendre des mesures de précaution. Tous les ci-devant nobles des deux sexes et leurs enfans, toutes les personnes qui sont actuellement attachés à leur service, tous les prêtres qui ne sont ni vicaires, ni clercs de paroisses, ni aumôniers, seront obligés de sortir tant de la ville que de toute l'étendue du district de Lille et de se retirer à 20 lieues au moins des frontieres.

On dit que l'hôpital général, établi à Péronne, revient sur Senlis et les villes voisines.

Le bruit court en ce moment que le général Houchard a repoussé les ennemis à trois lieues de Cambrai.

ARMÉE DE LA MOSELLE.

Saar-Libre, le 3 aout. L'armée de la Moselle a repris à peu près la même position qu'elle avait il y a quelques jours; elle occupe Saarbruck, Hornebach et les environs. Quelques partis ennemis venant du côté de Trêves volligent sur notre frontiere, mais la bonne disposition de nos troupes leur en impose.

COLONIES.

Nous avons donné dans notre dernier n°. des nouvelles peu satisfaisantes de la colonie de St-Domingue, elles étaient datées du 5 mai dernier. Nous en recevons de meilleures aujourd'hui. Elles feront connaître la véritable situation de cette isle au 5 juin dernier. Il résulte de plusieurs lettres, et du rapport des passagers dignes de foi, qui ont quitté la colonie à cette époque, et sont maintenant à Paris: 1°. que la colonie de Saint-Domingue commençait à

Digitized by Google

se remettre des ravages occasionnés par les ateliers révoltés et que le nombre des brigands était considérablement diminué ; qu'il est vrai que dans le mois de mars les révoltés ont surpris une colonne de citoyens qu'ils ont repoussés, mais que cet échec n'était que le résultat de l'ignorance de l'officier qui commandait, ou celui des intrigues de Santhonax, Polverel, et Delpech, qui favorisent la révolte autant qu'il est en eux.

2°. Que le général Galbau est arrivé au Cap sur la frégate la *Concorde*; que tous les citoyens ont senti le besoin de se rapprocher, en sorte que ce général est devenu un centre d'activité autour duquel ils se sont tous réunis; ce qui fait présager la cessation des fléaux qui désolent St-Domingue. C'est ainsi qu'aux Isles-du-Vent tous les colons, jusqu'alors divisés se sont rapprochés pour résister à l'ennemi qui descendait sur ses rivages.

3°. Que le tremblement de terre qui a eu lieu, le 25 mai, à trois heures de l'après-midi, n'a produit d'autre effet au Cap, que de lézarder trois maisons, dont une seule a besoin de réparations. La chûte de l'urne qui couronne la fontaine publique de la place d'armes du Cap, a tué une négresse. Ce phénomene, assez fréquent dans ces contrées, produit souvent dans les villes des effets plus désastreux, sans nuire aux campagnes.

4°. Enfin, que si les corsaires Anglais ont pris quelques bâtimens Français soit de ceux qui se sont trouvés dans des anses isolées et sans protection, soit de ceux qui font le cabotage; ils n'en ont pas moins respecté le pavillon américain. Saint-Domingue n'éprouve de disette que celle du vin et autres approvisionnemens d'Europe, qui ne peuvent lui être portés par des bâtimens de l'Amérique du Nord.

TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE.

André Jonas, ci-devant garde-française, et depuis cavalier dans la gendarmerie nationale, âgé de 31 ans, convaincu d'avoir tenu des propos séditieux et tendans au rétablissemen de la royauté, a été condamné à la peine de mort.

Pierre Tessar, imprimeur du département de la Vendée; Pierre Robert, président du bureau de conciliation à Fontenay-le-Peuple; Pierre-Augustin Quelnault, homme de loi; Louis Grimoire, ancien officier de cavalerie, étaient accusés d'avoir été membres du comité que les rebelles avaient formé à Fontenay lors de leur entrée dans cette ville, et d'avoir entretenu des relations criminelles avec les ennemis de la République.

Digitized by Google

Le tribunal n'ayant aucune preuve des délits qui étaient imputés aux accusés, les a acquittés de l'acte d'accusation portée contre eux; en conséquence, ils ont été rendus à la liberté.

Charles-Joseph l'Ecuyer, général de division de la gendarmerie nationale, a été condamné à la peine de mort. Il a été convaincu d'avoir approuvé la rebellion et les principes anticiviques de Dumourier; d'avoir attenté à la liberté d'un membre de la Convention nationale, en cherchant par des moyens perfides à mettre à exécution l'ordre suivant. « Il est ordonné au général l'Ecuyer de s'emparer de la personne du citoyen Bellegarde, député de la Convention, et de le mener, à la petite pointe du jour, au quartier général des Bains-de-Saint-Amant; le 1er. avril 1793. *Signé*, DUMOURIER. »

P. S. Si le général Ferrand s'oppose à cette expédition il en sera responsable.

Le tribunal a entendu la lecture qui lui a été faite par l'accusateur public de l'acte d'accusation, rédigé contre Carra. — C'est aujourd'hui que doit commencer le procès de Custines.

Marie-Antoinette n'a pas encore comparue publiquement devant le tribunal révolutionnaire.

Notice des séances subséquentes de la Convention du mardi et du mercredi.

Du mardi 13. Cette séance n'offre aucuns détails bien importans.

Du mercredi 14. On fait lecture de la lettre suivante:

Lettre des représentans du peuple près l'armée du Nord, datée d'Arras, le 11 août 1793.

Citoyens nos collegues, nous nous empressons de vous faire part que nous nous sommes rendus hier à six heures du soir à l'armée campée à 3 lieues d'ici, que nous avons trouvée rangée en bataille. Nous l'avons parcourue d'un bout à l'autre, et les cris de *vive la République!* se sont fait entendre de toutes parts; ensuite le général Houchard a ordonné la salve d'artillerie, après laquelle tous les états-majors, tous les bataillons d'infanterie, et les régimens de cavalerie, ont prêté le serment de vivre libres ou de mourir; de maintenir l'unité et l'indivisibilité de la République, de soutenir la

Digitized by Google

constitution républicaine que les Français viennent de se donner.

La joie et la gaîté qui régnait dans l'armée nous assurent les heureuses dispositions dans lesquelles elle est de tenir son serment, et de combattre les satellites des despotes dont le régime cause le desespoir. *Signés*, DELBRET, COLOMBEL.

L'armée des Ardennes a aussi accepté la constitution avec le plus vif enthousiasme.

Les commissaires près l'armée Mayençaise annoncent que cette armée est en marche pour se rendre à la Vendée, que les soldats craignent d'arriver trop tard pour écraser les rebelles. Ils demandent qu'on lui fasse passer tous les objets dont elle a besoin. Ils ajoutent qu'ils ont fait lecture de l'acte constitutionnel au milieu des cris de *vive la République !* qui les empêchaient de se faire entendre : dans peu de jours, disent ils, l'armée sera à Orléans.

Julien de Toulouse apprend à la Convention que 130 vaisseaux marchands, appartenans à la France, qui étaient dans les ports de nos colonies, sont rentrés dans les ports de la République ; qu'ils ont rapporté 6000 matelots qui pourront nous servir contre la flotte de Pitt.

Barrere fait décréter que les commissaires des assemblées primaires, de retour dans leurs foyers, sont chargés de faire un appel au peuple, de propager l'esprit de l'unité et de l'indivisibilité de la République, d'extirper les germes du royalisme, etc.

Danton s'écrie : « les pouvoirs que vous venez de donner aux commissaires ne sont pas assez étendus. Il faut qu'au nom de la Convention nationale, qui a la foudre populaire entre ses mains..... (applaudissemens.) Il faut que les envoyés des assemblées primaires, là où l'enthousiasme ne produira pas ce qu'on aura droit d'en attendre, fassent des requisitions à la première classe. Je demande que la Convention leur donne des pouvoirs plus positifs et plus étendus, et qu'ils puissent faire marcher les citoyens en requisition. Je demande qu'il soit nommé des commissaires, pris dans le sein de la Convention pour se concerter avec les délégués des assemblées primaires, afin d'armer cette force nationale, de pourvoir à sa subsistance et de la diriger vers un même but. »

Les propositions de Danton sont décrétées au milieu des applaudissemens.

Digitized by Google

(N°. 108. — 1793.)

MERCURE FRANÇAIS.

SAMEDI 24 AOUST, *l'an deuxieme de la République.*

VERS

Présentés à feu M. le duc de Bouillon (1) le jour de sa fête, lorsqu'il était languissant d'une maladie chronique; à laquelle il succomba environ un an après; par la duchesse son épouse, âgée de 18 ans.

Non, non, je ne croirai jamais
Que les rêves soient des mensonges;
C'est bien plutôt d'après nos vœux secrets
Que le sommeil fait éclorre nos songes.
Cette nuit transportée aux Cieux,
J'arrive au moment même où le maître des dieux,
Sentant du sombre ennui s'épaissir le nuage
(car jusqu'au ciel l'ennui s'ouvre un passage)
Par passetems, des charges de sa cour
Ordonnait un nouveau partage.
Soit caprice, soit badinage,
Ou peut-être espérant me jouer quelque tour,
Tel qu'il en fit par fois à mes pareilles,
Il me fait avancer dans le sacré pourpris,
Et m'honorant de son divin souris,
M'abandonne le choix de ses rares merveilles.
Aussi-tôt on présente à mes yeux éblouis
La brillante écharpe d'Iris,
Le char radieux de l'aurore,
Et d'Hébé le frais coloris,
Une place auprès de Cypris,
Et les dons séduisans de Flore,
Et les talens de Terpsicore.
Tout m'est offert, et tout est rejetté.
Hé! quel est donc ce dédain affecté?
Dit Jupiter presqu'en colere.
Quoi! dans ce séjour si vanté

(1) Ce duc de Bouillon étoit prince souverain.

Digitized by Google

L'on n'aura rien qui puisse plaire
A cette orgueilleuse beauté !
Le trait est neuf en vérité.
Mais il ne tarda pas à percer le mystere,
En voyant les transports de mon cœur enchanté,
Dès qu'il fut parlé de me faire
La déesse de la santé (1).

CHARADE.

Je suis fleur, et ma tête, ami, vit de ma queue.

ÉNIGME.

Je suis un vrai sultan, au milieu de ma cour.
Toujours un menu peuple autour de moi criaille.
Mes sujets sont de plume, et mon trône est de paille ;
Et je suis toutefois le prophète du jour.

LOGOGRIPHE.

Tant pis pour toi, lecteur, si tu connais ma mere,
Étique, laide en diable, on la prend pour Mégere.
Elle répugne au sage, et ne plaît qu'aux méchans.
La ruse et les détours lui servent d'agremens.
A ce portrait, lecteur, que dis-tu de mon être ?
Crois-moi, suis-je chez toi, vîte par la fenêtre ;
Malgré mes six grands pieds fais-moi faire le saut.
En me décomposant (pour me voir il le faut)
Tu trouveras d'abord ce dont jouit le sage ;
Cet instrument de fer qui sert au labourage ;
Une piece d'échecs qu'on nomme aujourd'hui tour ;
Le nom d'un vieux roman qui par un malin tour
Jadis à Clopinel fit baisser la calotte ;
L'attribut d'Euphrosine ; et la seconde note ;
Et ce qu'en me lisant, ami, tu ne lis pas.
Tu me connais, lecteur, au revoir : je m'en vas.

Explic. des Charade, Enigme *et* Logogriphe *du* N°. 105.

Le mot de la Charade est *Detour* ; celui de l'Enigme est *Apothicaire* celui du Logogriphe est *Étoile* ; où l'on trouve *toile*, *étole*, *ici*.

(1) Ces vers sont faciles, agréables, l'idée en est ingénieuse, et il n'y a pas une trace de mauvais goût. Ces considérations, et l'âge, et le sexe de l'auteur ont engagé à les imprimer, quoiqu'adressés à un prince. Y

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

Description du Pégu et de l'Isle de Ceylan, renfermant des détails exacts et neufs sur le climat, les productions, le commerce, le gouvernement, les mœurs et les usages de ces contrées. Par W. Hunter, Chr. Wolf et Eschelskron; traduite de l'anglais et de l'allemand par K. H. : in-8°. *A Paris, chez Maradan, libraire, rue du Cimetiere Saint-André-des-Arcs,* n°. 9.

Ce volume est composé de trois morceaux qui sont de trois différentes mains : une description du Pégu par Hunter ; une de Ceylan, par Wolf ; une autre enfin de cette même isle par Eschelskron, qui peut servir de supplément à la premiere.

Le Pégu est un assez grand royaume, situé à l'extrémité de l'Inde, dans la partie orientale de la baye du Bengale ; il confine à Siam par le sud-est, et il touche par le nord à une chaine de montagnes voisines de la Chine. Il a été jusqu'ici peu fréquenté des Européens, et a par conséquent conservé son indépendance, si l'on peut se servir de ce mot en parlant d'un peuple esclave comme tous les peuples de l'Inde, excepté les Marattes ; mais du moins les Péguans, asservis au despotisme de leurs rois et de leurs prêtres, se sont préservés jusqu'ici du despotisme encore plus dur de l'avarice européenne, et c'est toujours un fléau de moins.

On ne peut même dire que l'empire du Pégu soit indépendant, qu'en le confondant avec les peuples d'Ava, les Birmahs, qui en ont fait la conquête et s'y sont établis en maîtres, comme les Tartares orientaux à la Chine. Les Péguans et les Birmahs, ainsi réunis, forment aujourd'hui une nation puissante et belliqueuse, dans un beau climat et sur un sol fertile, très-capable de tenter l'avidité usurpatrice des nations commerçantes de l'Europe, s'ils ne prenaient les précautions les plus rigoureuses pour écarter et dégoûter ces dangereux étrangers. L'auteur de cette nouvelle relation, l'anglais Hunter, envoyé en 1782 du Bengale au Carnate, par la compagnie des Indes, ne visita que malgré lui les côtes du Pégu, où il fut jetté par la tempête ; le vaisseau qui le portait ayant été désemparé, fut obligé de remonter le fleuve Syriam jusqu'à Rangoun, capitale du pays. Voici ce qu'il rapporte de l'accueil que les Peguans font aux navires d'Europe qui abordent chez eux : « A peine a-t-on mouillé qu'il faut amener à terre » les canons et le gouvernail. On ne les rend point avant » que toutes les affaires soient terminées et qu'on ait accordé » la permission de mettre à la voile. Souvent l'autorité d'une » seule personne mal intentionnée fait naître des cultes,

Digitized by Google

„ et un étranger se voit retenu bien plus de tems qu'il ne „ lui en faut pour terminer toutes ses affaires. Il doit en outre „ se résigner à recevoir toute sorte d'insultes personnelles, „ sans en avoir jamais raison. „

L'auteur Anglais avoue assez franchement que cette conduite est justifiée par la défiance et même par l'espece d'horreur que doit inspirer le nom européen dans ces immenses contrées de la Ligne et des Tropiques, où ils ont porté la tyrannie, la dévastation et le brigandage, après s'y être présentés comme des hôtes et des amis. C'est un aveu que fait l'auteur, *comme philosophe Cosmopolite* (dit-il); mais *comme membre d'une compagnie commerçante*, et sur-tout comme Anglais, il exhorte ses compatriotes à ne pas se rebuter des difficultés, et pense qu'il y aurait des moyens de rassurer et d'apprivoiser les Birmahs, et d'obtenir l'entrée d'un pays dont le commerce procurerait de grands avantages à la compagnie du Bengale. On ne peut douter que si les vues de Hunter sont justes sur ce point, l'ambition commerciale des Anglais, qui a tant d'activité et de ressources, ne se fraie cette nouvelle route. On sait qu'en ce même moment elle s'efforce d'en ouvrir une bien plus importante encore, celle de ce vaste empire de la Chine, fermé depuis 1720, par la sagesse d'Yongtching, à tous les Européens sans exception, si ce n'est à la rade et dans le port de Kanton. L'infatigable patience des Anglais a obtenu la permission d'envoyer une ambassade solemnelle à la cour impériale de Pekin, et cette ambassade vient de partir avec une pompe et une magnificence de présens qui annonce de grandes espérances. S'ils obtiennent des établissemens et des comptoirs sur les côtes de la Chine, ce voisinage pourrait être beaucoup plus dangereux pour les Chinois, que la caravanne russe qui va tous les ans commercer à Kiacta, près de la grande muraille, aux frontieres septentrionales du Katay, et qui ayant à parcourir des longs déserts, ne peut jamais être à craindre.

Le Pégu produit de l'or, des grains, de l'étain, de la cire, du nitre, de l'arec, du cachou, etc.; mais le principal objet du commerce d'exportation, c'est le bois de construction appellé tech, qui passe pour être moins corruptible à l'eau que tous les autres bois dont on fait des navires. Cependant les Anglais de Bombay assurent que les bois qu'ils tirent des montagnes de Balagate, sont encore préférables pour la solidité au tech du Pégu.

La relation de Ceylan commence par un assez long récit des aventures de l'auteur, l'Allemand Wolf, fils d'un marchand de la derniere classe, et qui, parti à 15 ans de la maison paternelle, avec deux chemises, une paire de bas, une paire de culottes de grosse toile et six groschens, après avoir fait toute sorte de métiers et essuyé toute sorte de traverses, de dangers et de besoins, finit par être secrétaire d'état des

Digitized by Google

Provinces-Unies à Jaffanapatnam, l'un des principaux établissemens hollandais dans l'isle de Ceylan. On ne lit pas sans quelqu'intérêt le détail des diverses destinées du jeune voyageur, qui écrit avec une extrême simplicité, et se regarde comme un enfant de la Providence. On voit que l'éducation de cet enfant fut aussi laborieuse et aussi dure qu'il est possible, et qu'il acheta bien cher la fortune qu'il fit dans l'ancienne Taprobane. Personne n'ignore que le commerce exclusif de la canelle qui croît dans cette isle, où elle est meilleure que dans aucune autre contrée du globe, est une source de richesses pour la compagnie hollandaise : cette plante n'exige presqu'aucuns frais de culture, et se vend fort cher. Ce n'est autre chose que l'écorce du canelier. La compagnie possede trente bois remplis de ces arbres précieux, et le roi de Candi, très humble vassal des Hollandais qui sont maîtres de toutes les côtes par les forteresses qu'ils y ont élevées, est encore obligé de leur envoyer l'écorce de tous les caneliers qui croissent dans les pays de l'intérieur qu'on a bien voulu lui laisser. Il essaie de tems en tems de secouer le joug ; mais toujours très-inutilement, et chaque tentative lui coûte de nouveaux tributs. Indépendamment de la supériorité des armes européennes, les Hollandais ont encore un moyen particulier de le réduire. Ils ont à leur disposition toutes les salines du pays, et quand ils sont mécontens du roi de Candi, ils ne lui donnent pas un grain de sel. On doit concevoir que la privation d'une denrée si nécessaire, sur-tout dans les pays chauds, est un fléau qu'on ne peut supporter long-temps. Dans les sables brûlans de l'Afrique, l'usage du sel est tellement indispensable, que les peuples de l'intérieur qui viennent à de certaines époques commercer avec ceux des rivieres et des côtes, échangent l'or qu'ils ont en abondance contre le sel qui leur manque, et l'échangent en quantité presqu'égale : on voit souvent donner une poignée de paillettes d'or pour une poignée de sel : tant la premiere mesure de toutes les valeurs est le besoin.

Nous avions déja plusieurs descriptions de cette isle par des voyageurs renommés, entr'autres par le baron de Lahontan ; ainsi l'on doit s'attendre à retrouver ici bien des choses que l'on a vues ailleurs, sur les mœurs, les usages et les productions du pays. Il y a pourtant ici des détails nouveaux, particulierement sur les Hollandais, et sur le pouvoir absolu qu'ils exercent dans l'isle depuis qu'ils en ont chassé les premiers possesseurs, les Portugais. Mais il ne faut pas s'attendre non plus qu'un secrétaire d'état de Hollande nous révele ce qu'il y aurait de plus important à connaître, c'est-à-dire les secrets de l'administration commerciale : ils sont toujours entre les mains d'un très-petit nombre d'hommes intéressés à la discrétion, et toutes les compagnies de l'Inde observent scrupuleusement le même silence. L'auteur même descend en pas

Digitized by Google

d'un endroit qu'il ne dira pas ce qu'il sait sur tel ou tel article ; d'où l'on peut inférer qu'il se tait de même sur beaucoup d'autres. Il s'étend davantage sur les naturels du pays, les Chingulais : il résulte de ce qu'il en dit que dans leur gouvernement et dans leurs lois il y a généralement plus de douceur et de raison que dans la plupart des contrées soumises au despotisme oriental. Il distingue des Chingulais les Malabares, habitans de Jaffanapatnam, qui sont originaires de cette partie du continent de l'Inde appellée Malabar, et sont venus autrefois s'établir à Ceylan, dans le temps où les Portugais ravagerent les côtés de l'Inde. Ces Malabares, qui sont aujourd'hui sous la domination hollandaise différent des Chingulais par le langage comme par les mœurs. Ils sont partagés en différentes castes, suivant la coutume générale des nations indiennes, et ces castes ne se confondent jamais. L'auteur, quoiqu'il ne soit pas malin, s'égaie un peu sur la noblesse malabare, dont il prétend que l'orgueil est insupportable ; et l'on peut le croire aisément ; car l'orgueil est toujours en raison de l'ignorance. « L'origine de cette noblesse ne remonte qu'à » l'époque de la conquête de Ceylan par les Portugais qui » eurent recours à cette invention pour en tirer de l'argent. » Ils persuaderent aux Malabares qu'il ne convenait pas qu'on » fût chef ou inspecteur sans quelque distinction particuliere, » et que tout bailli de village devait être ennobli. Le bon Ma» labare demanda combien coûteraient des lettres de noblesse, » et, quand il sut qu'on pouvait se les procurer moyennant » cent florins, il épuisa sa bourse pour obtenir cet honneur, » et voici de quelle maniere on le lui conférait. Le gouver» neur prenait une petite plaque sur laquelle le nom du Mala» bare qui voulait être ennobli était gravé avec le titre de » don : il le liait sur le front du récipiendaire qui se tenait » à genoux pendant toute la cérémonie ; enfin, lui mettant » la main sur l'épaule, il lui disait avec gravité : *Don tu es*, » *Don tu vivras, et Don tu mourras.* Le nouvel ennobli s'en » allait très-content. Peu de tems après il venait demander à » être établi chef de son village, et pour obtenir cette autre » dignité il fallait encore financer. Cette invention fut très» lucrative aux Portugais ; car à peine un Malabare avait-il » amassé la somme nécessaire qu'il venait se faire ennoblir. » Les Hollandais ont bien gâté le métier ; car ils ont donné » le titre de *Don* pour 60, 50, 25, et enfin 10 florins. » Il faut avouer que cela n'est pas cher, et pourtant c'était encore trop payé.

On voit parmi nous des paysans qui s'amusent à porter des couleuvres dans leur chemise ; ils savent que ce reptile n'est point dangereux. Les Chingulais sont plus hardis ; ils font des serpens ce que nous faisons des ours : ils les font danser au son du tambour de basque. Ces sortes de charlatans, nommés chasseurs de vipères, les promenent pour gagner

Digitized by Google

leur vie. « Le maître chante en frappant sur son tambour ; » alors ces animaux, au nombre de dix ou douze, sortent » de leurs cellules, se levent droits sur leur queue, qui roulée » à terre leur sert de point d'appui ; en même tems ouvrant » leur *cabel* (espece de chaperon qu'ils portent sur la tête), » ils font différens mouvemens avec leurs corps. Le conduc- » teur danse au milieu d'eux, comme un maître à danser avec » ses écoliers, faisant des révérences et des sauts, prenant » tantôt l'un, tantôt l'autre ; et mettant leur tête dans sa » bouche, etc. »

Si Rameau eût vu ce spectacle, il se serait écrié que les serpens aimaient la musique, quoi qu'on en ait voulu dire. Il faut pourtant supposer que ces chasseurs de viperes connaissent et emploient la méthode usitée dans l'Orient d'ôter à ces reptiles tout ce qu'ils ont de redoutable, en faisant sortir leur venin placé entre les dents et les gencives. Au reste, il y a bien peu d'animaux, même parmi les plus féroces et les plus forts, qui ne s'accoutument à obéir plus ou moins à l'homme qui les a élevés et qui les nourrit : c'est l'empire naturel de la raison sur l'instinct, et le produit de l'habitude. On voit souvent un enfant conduire un lion et s'en faire craindre, et l'on sait que dans l'Inde les enfans même savent gouverner les éléphans. Cette masse énorme, dont l'intelligence approche le plus de celle de l'homme, et qui semble entendre son langage, est sous ce rapport une des merveilles que les philosophes naturalistes ont pris plaisir à observer, et dont les voyageurs nous ont le plus entretenus : c'est aussi l'animal sur lequel le voyageur allemand a rassemblé le plus de notions. Il décrit très-exactement les diverses méthodes dont on se sert pour le prendre et pour l'apprivoiser, et toutes sont plus ou moins ingénieuses. On connaît bien des traits de la douceur, de la docilité et de la bonté serviable et adroite de ce colosse animé que la nature a fait si formidable, et que nous avons rendu si utile. Mais s'il est prodigue de ses services quand on le traite bien, il est terrible dans ses ressentimens quand on l'offense : c'est vraiment une sorte de puissance alliée de l'homme, que celui-ci doit ménager. Voici deux exemples que l'auteur rapporte comme témoin oculaire, et qui peuvent faire voir ce que l'on doit attendre de l'éléphant, et ce qu'on en doit craindre.

« J'étais présent quand le *Vidan* ou inspecteur des éléphans » reçut, suivant l'usage annuel, ordre du gouverneur, d'aller » avec ses gens et ses éléphans recruteurs chercher ceux qu'on » venait de prendre, pour les conduire dans leurs écuries. » L'ordre était précis de prendre toutes les précautions pos- » sibles pour amener la troupe entière et en bon état. En con- » séquence le *Vidan*, ayant assuré sa prise, les ramena. Mais » en route un d'entr eux fut chassé par les autres et devint

Digitized by Google

» un *runkedor* (2). Aussi-tôt l'inspecteur détache le meilleur » de ses éléphans apprivoisés qu'il appellait schilli (mignon) » en lui disant : va, tirer de peine un honnête homme et » tâche de ramener le fugitif. Schilli (c'était une femelle) » part, et le runkedor la suit, loin du reste du troupeau : » on les perd de vue. Le soir, on arrive à un fort où on » passe la nuit. Le lendemain le commandant du fort qui » était Allemand, attend que le *Vidan* continue son voyage. » Celui-ci s'arrête et demande qu'on prépare de la nour- » riture pour les éléphans, parce qu'il veut attendre son » Schilli. Le commandant instruit du fait rit de la simplicité » du pauvre *Vidan*, qui insiste pour rester jusqu'au lende- » main. La nuit, Schilli revint avec sa proie. Le lendemain » on les attache ensemble sans la moindre opposition de la » part du mâle, et tout arriva sain et sauf au bout de trois » jours à sa destination. . . . . .

» Un paysan qui demeurait près d'un endroit où l'on me- » nait boire tous les jours quelques éléphans, qui pendant qu'ils » passaient se trouvait toujours assis à la porte de sa hutte, » avait pris une prédilection particulière pour un de ces ani- » maux, et lui donnait de tems en tems quelques feuilles » de figuier, nourriture que l'éléphant aime de préférence » et que celui-ci mangeait dans sa main, à la grande satisfac- » tion du paysan. Un jour il s'avisa de vouloir attraper son » vieil ami; il enveloppa une pierre de feuille de figuier, et » dit au kornac : Je vais régaler ton éléphant d'un mets » qui, j'en réponds, ne lui sortira pas si-tôt de l'estomac. Il » n'est pas assez sot pour l'avaler, répondit le kornac. Il est » plus avisé que vous ne pensez. Le rustre entêté persista » dans sa fantaisie, et offrit la pierre à l'éléphant qui la prit, » la porta à sa bouche avec sa trompe, et la laissa tomber. » Eh bien! s'écria le kornac, ne vous avais-je pas dit qu'il » ne l'avalerait pas? Après ce peu de mots, il amena son » troupeau pour boire et se baigner, et le ramena aussi-tôt. » Le paysan était encore à la même place : dans l'instant, et » presqu'aussi vîte que la pensée, l'éléphant sort du chemin, » enveloppe son homme avec sa trompe, le traîne après lui, » le renverse, et d'un coup de ses défenses lui fait sortir les » entrailles du corps. »

---

(2) Les éléphans, soit dans l'état sauvage, soit dans celui de domesticité, s'apparient de manière que chaque mâle se fait suivre par sa femelle. Quand un mâle n'en trouve pas, les autres le chassent du troupeau, et il devient *runkedor*, c'est-à-dire errant jusqu'à ce qu'il ait trouvé une femelle.

Digitized by Google

SPECTACLES.

THÉATRE DE LA NATION.

Paméla, ou *la Vertu récompensée*, comédie en cinq actes, en vers, est une imitation de la *Pamela nubile*, de Goldoni.

Milord Bonfil, passionnément amoureux de sa servante Paméla, après avoir vainement tenté de la séduire, veut, pour s'en distraire, tantôt la mettre au service de sa sœur Myladi Davers, tantôt la marier, et tantôt la renvoyer à ses parens. Enfin, malgré les reproches de sa sœur, et les remontrances du lord Arthur son ami, il est décidé à l'épouser lui-même, lorsque le bonhomme Andrews, pere de Paméla, tombe à ses pieds, et lui découvre qu'il est le comte Oxpen, un des chefs des montagnards Ecossais dont la tête est proscrite. Milord Bonfil est presque fâché de ne pouvoir faire à Paméla le sacrifice des préjugés, en lui donnant la main : cependant il se trouve que le pere du lord Arthur avait obtenu la grace du comte Oxpen. Cette circonstance met le comble au bonheur de mylord et de Paméla, dont le mariage se trouve très-bien assorti.

Le fond ressemble, comme on le voit, à celui de Nanine, par la raison que Voltaire avait, ainsi que Goldoni, puisé son sujet dans le roman de Paméla, par Richardson ; mais ni l'auteur anglais, ni Voltaire, n'a fait son héroïne fille d'un comte ; tous deux ont senti que c'était manquer le but moral de leur ouvrage, qui était de combattre le préjugé de la naissance. Voltaire s'en est tiré en homme habile ; car de son tems il eût peut-être risqué son succès, s'il n'eût composé en quelque sorte avec la faiblesse de ceux à qui la leçon était destinée. Il a fait sa Nanine fille d'un vieux soldat, dont le métier était alors *bien moins honoré qu'honorable*. Son comte d'Olban, très-grand seigneur, immolait toujours un sot préjugé à la raison et à son bonheur ; mais dans la piece italienne, milord Bonfil épouse *son égale* ; et si *la vertu est récompensée*, ce n'est point par lui ; c'est par le ciel même, par une espece de miracle.

Tous les rôles, dans la piece nouvelle, sont bien faits et bien soutenus, à l'exception peut-être de celui de Miladi Davers, dans lequel on ne trouve point ces développemens d'orgueil de qualité qui plaisent tant dans le roman anglais et dans la piece italienne, et qui font un contraste si piquant avec la candeur et la modestie de Paméla. Ce rôle a fourni à Voltaire celui de la baronne. Le vieil intendant Locmann ressemble beaucoup à Blaise de Nanine ; mais deux personnages qui répandent du comique et ajoutent à l'interêt, ce

Digitized by Google

sont le lord Arthur, homme à demi-raisonnable qui se soumet aux préjugés, tout en les blâmant, et un sir Arnold, neveu de milord Bonfil, jeune voyageur qui ne rapporte dans sa patrie que les travers des pays qu'il a parcourus.

On reconnaît, pour le fonds des scenes, la maniere si naturelle et si vraie de l'auteur du *Bourru bienfaisant*; et dire que cette piece est écrite par François de Neufchâteau, c'est dire, pour ceux qui connaissent les ouvrages de ce poète, qu'elle est du style le plus pur et le plus élégant. Elle a eu beaucoup de succès.

ANNONCES.

Voyages de M. P. S. Pallas, en différentes provinces de l'empire de Russie, et dans l'Asie septentrionale, contenant des observations exactes, des faits intéressans et curieux sur l'histoire naturelle, les minéraux, la botanique, la physique, l'astronomie, et tout ce qui concerne les mœurs, les usages, les religions, les cultes, les langues, les traditions, les monumens et antiquités, etc. traduit de l'allemand par Gauthier de la Peyronnie, commis des affaires étrangeres; six volumes in-4°., dont un de planches, où se trouve la carte générale de l'empire de Russie d'après la nouvelle division de cet empire en 42 gouvernemens; prix, broché en carton, 150 l., les tomes III, IV et V, avec le volume de figures 90 liv., les mêmes tomes III, IV et V, papier fin, fig. 120 liv. On pourra se procurer l'exemplaire complet ou les volumes de suite francs de port dans tous les départemens, en ajoutant au prix de l'ouvrage 20 sols par volume. A Paris, chez Maradan, libraire, rue du Cimetiere-Saint-André-des-Arcs, n°. 9.

Nota. On prévient que les trois derniers volumes ont été imprimés à un moindre nombre que les deux premiers.

Mémoires historiques et politiques sur la révolution de la Belgique et du pays de Liége en 1793; par Publicola Chaussard, homme de lettres, envoyé dans ces contrées en qualité de commissaire national par le conseil exécutif provisoire de la République Française; in-8°. A Paris, chez Buisson, imprimeur-libraire, rue Hautefeuille, n°. 20.

Fabius, tragédie lyrique en trois actes, dédiée à l'académie de musique, et représentée pour la premiere fois sur son théâtre le vendredi 9 août 1793; prix 30 sols. A Paris, de l'imprimerie de l'Académie de musique, rue de Cléry, n°. 97. (On en trouve des exemplaires à la salle de l'Opéra.)

Digitized by Google

MERCURE

HISTORIQUE ET POLITIQUE.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 5 août 1793.

La Porte Ottomane ouvre enfin les yeux, quoiqu'un peu tard, sur les projets de la Russie, dont l'inquiette ambition vise plus évidemment que ne le fit jamais Louis XIV à la monarchie universelle, reprochée si amèrement à ce prince, dont le despotisme opéra quelques grandes choses, en faveur desquelles ses sujets éblouis et ses ennemis effrayés lui donnerent le nom de *Grand*, qu'une postérité plus éclairée et plus juste a démenti depuis, et qu'enfin une race d'hommes plus libres vient de proscrire avec la royauté, de même qu'un jour les arriere-petits fils de ces Russes, aveugles instrumens de l'ambition de Catherine II, maudiront un nom auquel ils prodiguent en ce moment tant d'hommages.

On mande de Constantinople, en date du 1er. juillet, que l'envoyé de Russie, M. de Guastow, s'est donné toutes sortes de mouvemens pour obtenir du divan le passage d'une frégate russe de 34 canons, sous l'apparence d'un navire marchand; mais il n'a pu l'obtenir; on lui a opposé à cet égard le sens clair et l'esprit des traités. — Une chose contribue sans doute encore au peu de complaisance de la Porte en cette occasion; c'est ce second partage de la Pologne exécuté sous ses yeux, et qui lui prouve que la Russie ne manquerait pas d'abuser des facilités qu'on pourrait accorder sans danger à une autre puissance plus juste, ou du moins plus modérée. On sait en effet que le divan ne voit qu'avec une jalousie bien fondée deux de ses plus grands ennemis s'enrichir des dépouilles de la Pologne, et menacer les possessions européennes du grand-seigneur. — D'autres nouvelles de Smyrne disent qu'on est parvenu à appaiser le tumulte qui a eu lieu entre les Anglais et les Français; elles ajoutent, et c'est sûrement un mal-entendu, que 4 frégates françaises se sont avancées jusqu'à la rade de cette ville, et que le grand amiral craignant de voir troubler la neutralité a envoyé, pour la faire respecter, un vaisseau de guerre et deux frégates qui doivent être incessamment suivis du reste de la flotte. Ceci semblerait démentir ce qu'on sait pertinemment d'ailleurs, que les dispositions de la Porte commencent à être plus favorables pour la France, qui réussira probablement à lui faire reconnaître avant peu son nouveau gouvernement. On imagine que les Français n'auront pas la mal-adresse de gâter leurs affaires, en voulant

Digitized by Google

tirer vengeance à Smyrne même des insultes de la nation Anglaise. C'est à Londres, c'est dans les villes stadthoudériennes de la Hollande, c'est sur-tout dans l'Inde, aidés de Tippoo-Saïb qui ne demande pas mieux, qu'ils doivent demander raison à leurs ambitieux voisins de leurs griefs et les en punir. Quand on a la politique de Carthage et sa mauvaise foi, l'on doit s'attendre à son sort, et le fer de la liberté finira par conquérir l'or du commerce, dont l'esprit servile ou du moins insouciant avilit les nations.

Si les menées astucieuses de Catherine II échouent auprès de la Porte qu'elle n'ose en ce moment attaquer de vive force, elles ont un plein succès en Pologne, où des nationaux corrompus et des étrangers armés sont prêts à les appuyer par la violence.

Le nouveau traité de partage avec la Russie a été signé le 22, jour de l'anniversaire de la naissance de la petite fille de l'impératrice de Russie; la diete s'est laissée entraîner à l'exemple et aux conseils du roi. Après avoir épuisé toutes les petites ruses de la faiblesse qui veut se donner un air de courage, après avoir employé les petites mesures, les petits moyens dilatoires, il n'a pu tenir contre les menaces faites dans une note officielle lue publiquement à la diete, le 16, par l'ambassadeur de Russie, et dans laquelle celui-ci déclarait que si dans la journée du lendemain la diete ne donnait point à la délégation un plein pouvoir pour signer le traité de partage avec la Russie, il enverrait aussi-tôt des troupes pour séquestrer et même confisquer les biens de tous les nonces opposans et les domaines du roi. En conséquence, après la plus vive opposition de la majorité de la diete, le roi prononça dans la séance du 17 un long discours, dans lequel il déclara que cent mille soldats étrangers entouraient le lieu des délibérations nationales, qu'aucun député ne pouvait sortir de la chambre, et que sous cette oppression il ne restait plus qu'à mourir ou à se soumettre. Cependant il conseilla prudemment de prendre le second parti, attendu *que le premier ne présentait aucun avantage pour le pays*, etc. D'après cette invitation, le projet d'autorisation pour la délégation présentée par M. Labarzeuski, nonce de Czernicchow, passa à la majorité de 69 voix contre 20. Il n'y eut que 5 votans au sénat.

Voici le précis du traité signé et passé entre la délégation de la diete et M. Siewers, ambassadeur de Russie.

Il est dit dans l'avant-propos que l'impératrice de Russie a acquis des droits incontestables à la reconnaissance des Polonais, et à des indemnités de leur part, pour les sacrifices et les dépenses qu'elle avait faits, afin d'anéantir la révolution du 3 mai 1791, les troubles qui en avaient été la suite, et les dangers que courait la tranquilité et la sûreté des états voisins. Qu'en conséquence, elle s'était arrangée avec les puissances limitrophes, et que la note présentée le 9 juin aux états assemblés à Grodno, par l'ambassadeur de Russie et par

Digitized by Google

l'envoyé de Prusse, avait été l'effet de ces arrangemens. Que le roi, d'accord avec son conseil permanent, ayant convoqué la diete confédérée, pour répondre aux desirs des cours de Pétersbourg et de Berlin; et cette diete ayant décidé qu'elle entrerait en négociations amicales avec chacune desdites cours; l'impératrice avait nommé M. Siewers pour son plénipotentiaire, et le roi, conjointement avec la diete, avaient nommé une délégation pour le même objet; qu'ainsi, les deux parties contractantes s'étaient accordées sur les articles suivans :

1°. Il y aura dorénavant paix et amitié constante entre les deux pays et leurs souverains; oubli du passé, anéantissement de tout germe de discorde pour l'avenir.

2°. Assignation des limites entre la Russie et la Pologne; cession absolue par le roi et les états de Pologne à l'impératrice, de tout le pays compris derriere la ligne de démarcation depuis Drujia jusqu'à Jahorlik; promesse de n'avoir jamais aucune prétention directe ni indirecte à ces pays.

3°. Le roi et les états de Pologne, non-seulement promettent de n'avoir aucune prétention aux pays susdits, ni à ceux que la Russie possédait auparavant, mais en outre ils garantissent à la Russie la possession de toutes les contrées que l'impératrice a sous sa domination actuelle en Europe.

4°. L'impératrice, en revanche et en preuve de son amitié, renonce, en son nom et en celui de ses successeurs, à toutes prétentions sur le reste du territoire polonais; elle garantit au contraire à la Pologne l'intégrité du pays que celle-ci possede actuellement, comme aussi tous les droits de souveraineté sur ce pays.

5°. L'impératrice promet de ne point s'opposer à aucun changement dans la forme du gouvernement qui serait desiré par toute la nation, énoncé clairement par ses députés, et statué par le roi d'accord avec la diete. Pour ne laisser aucun doute sur ses intentions, l'impératrice promet, non-seulement de reconnaître la constitution que se donnera ainsi la nation, mais même d'y accorder sa garantie si elle en était requise.

6°. Promesse mutuelle de faciliter les rapports commerciaux entre les deux nations; tout ce qui sera arrangé là-dessus séparément aura la même force que le présent traité.

7°. Obligation réciproque de nommer sans délai des commissaires pour la démarcation des limites, et l'applanissement de toutes difficultés, et querelles limitrophes. On nommera à l'avenir de pareils commissaires toutes les fois qu'il se trouvera quelques procès concernant les frontieres.

8°. Libre exercice du culte garanti aux catholiques romains des deux rits qui passent sous sa domination russe; assurance de leurs propriétés, de leurs églises, de leurs prérogatives et de leur discipline ecclésiastique, donnée au nom de l'impératrice et de tous ses successeurs; promesse même de ne jamais

Digitized by Google

user des droits monarchiques pour empiéter sur la religion catholique des deux rits.

9°. Tout ce que les parties contractantes arrangeront séparément entre elles pour le bien-être réciproque, aura valeur comme si cela était inscrit dans le présent traité.

10°. Le présent traité sera ratifié par l'impératrice d'une part, par le roi et les états de Pologne de l'autre, dans l'espace de six semaines, à compter du jour de la signature, ou même plutôt; après quoi, il sera inscrit tout au long dans le livre constitutionnel de la diete. Fait à Grodno, etc.

M. l'envoyé de Prusse a presenté, le 20 juillet, une seconde note, dans laquelle il insiste sur la nomination d'une delégation pour traiter avec la Prusse, et signer la cession des pays que celle-ci a envahi.

On écrit de Danemarck que la destination de la flotte russe est toujours un mystere impénétrable. Quelques personnes craignent ou affectent de craindre pour le Holstein, d'autres disent que c'est contre les Turcs qu'on l'envoie; enfin, les émigrés répandent, et ce bruit est confirmé par les propos de quelques officiers Russes, qu'elle sera employée contre la France, sur-tout pour empêcher la nouvelle republique de s'approvisionner. On va jusqu'à dire qu'il est question d'une descente, et l'on se fonde sur ce que cette flotte contient 12,000 hommes de troupes. Tout ce qu'on sait positivement, c'est qu'elle est arrivée le 21 juillet à l'isle de Moën. Il y a 30 et même 39 voiles, y compris les deux frégates, le *Saint-Michel*, la *Venus*, et le cutter *Mercure*; elle est sous les ordres de l'amiral Tchitchagoff: la division destinée pour la Méditerranée est composée de 9 vaisseaux et 4 frégates, commandés par l'amiral Kreuse. On parle, pour point d'attaque, de Marseille ou de la Corse. Au reste, elle ne doit ouvrir ses ordres qu'au Categat; elle a quitté la rade de Copenhague le 29 et le 30 juillet.

La Russie vient de faire une perte assez considérable: la ville de Wiborg, située dans la partie de la Finlande qui lui appartient, a été presque entierement reduite en cendres.

La Suede continue de prospérer sous le sage gouvernement du duc de Sudermanie. Ce prince, avant de faire voyager son éleve et de le conduire en Danemarck pour le faire aboucher avec cette cour, a eu soin de remettre les rênes de l'administration entre des mains faites pour les manier. La régence sera présidée par le duc d'Ostrogothie; les autres membres sont le comte Wachtmeister, maréchal du royaume; le chancelier baron Sparre, et les barons Lurk et Reuterholm. Il en est de même du Danemarck. On a brûlé le 24, sur la place d'exercices, en présence des commissaires de la banque, pour la valeur de 7 tonnes et demie d'or (760,000 florins hollandais) de billets de l'ancienne banque. Il y en a depuis deux ans pour 1,200,000 rixdallers d'annullés. Ce soin de ne

Digitized by Google

pas laisser accumuler de dettes est du meilleur augure. — Le jeune roi de Suede est attendu incessamment à Copenhague. On a député MM. de Bulcher et de Hauch pour le complimenter à Gothenbourg en Scanie. On sait par une lettre de Carlscrone, du 14, que ce prince, parti de Calmar le 12, a visité les chantiers, les vaisseaux de guerre; qu'il a reçu et donné des fêtes à son passage, et qu'en général il a montré par-tout la plus grande affabilité, moyen de séduction qu'il est heureux que les rois ne songent pas plus souvent à employer.

De Francfort-sur-le-Mein, le 18 août.

La haine de l'empereur et du roi de Prusse contre la République Française se fortifie de jour en jour, mais les moyens de la satisfaire s'affaiblissent aussi de jour en jour. Il existe d'ailleurs des germes de mésintelligence entre ces deux princes qui se craignent et s'observent réciproquement, parce qu'ils ont assez pénétré les arrieres pensees l'un de l'autre, pour savoir que chacun d'eux tend à un aggrandissement exclusif. En un mot ils sont amis aujourd'hui, comme devant être ennemis un jour, qui n'est peut-être pas bien éloigné. Il suffit à la République Française de médiocres succès pour n'être pas obligée de payer les frais de cette guerre. Ces médiocres succès, déja obtenus en partie, en promettent de plus grands: résister est assez; la France a résisté, la France résistera, parce que, même travaillée par quelques dissentions intestines, elle en a la force, et qu'elle aurait celle d'attaquer si toutes les javelines du faisceau départemental se serrant l'une contre l'autre, en faisaient une seule lance à 83 pointes; arme terrible que nulle force humaine ne pourrait briser dans la main puissante du génie qui préside aux destinées de la France; arme victorieuse qui prendrait possession irrévocablement, au nom de la liberté, de tout pays où elle serait dardée par elle! Que restera-t-il donc à François II et à Frédérié-Guillaume à la suite d'une guerre trop vive pour être opiniâtre, où l'un aura dépensé tous les trésors, toute la réputation, toute la gloire de son oncle, et l'autre aura mal-adroitement proclamé à son de trompe, dans toute l'Europe, les projets à l'exécution desquels l'ambition constante de la maison d'Autriche travaillait sourdement. Il approche néanmoins ce grand jour où les deux speculateurs rompant leur société d'intérêt, voudront appurer leurs comptes, retirer leur mise de fonds avec des profits, ou du moins sans une perte qu'ils chercheront à rejetter l'un sur l'autre. Quel sera le dépit de l'orgueil humilié, de l'avarice trompée? Que de reproches, d'appels aux parties du corps Germanique! Comme on voudra faire revivre de prétendus droits réciproques! Et qu'arivera-t-il après cette guerre de plume? Ce qui arrive dans les déserts de l'Afrique: deux tigres se réunissent contre un lion; le lion reçoit et

Digitized by Google

fait des blessures, mais il finit par les repousser ; alors les ennemis de l'animal généreux s'élancent l'un sur l'autre, se déchirent et achevent de venger son sang ; duel terrible que se gardent bien d'empêcher les autres animaux auxquels il assure la paix, et qui finissent quelquefois par se l'assurer encore mieux en se jettant sur le vainqueur épuisé. L'histoire naturelle ressemble plus qu'on ne croit à l'histoire politique ; et l'instinct peut donner d'importantes leçons à la raison.

En attendant ce dénouement, on mande de Vienne, en date du 25 juillet, une chose qui ne l'empêchera peut-être pas. « On parle d'un grand plan auquel travaillent avec activité les cabinets des puissances alliées, pour procurer le repos à l'Europe ; il sera, dit-on, communiqué aux puissances neutres pour obtenir leur agrément. » — Comme on n'est pas sûr néanmoins de la réussite de ce plan, d'autres lettres de même date ajoutent : Plusieurs regimens ont reçu ordre de marcher avec de l'artillerie en Gallicie et aux frontières de la Pologne. Les derniers événemens de la Pologne font redoubler la vigilance de notre cour. Tout ce qui se trouve encore ici de troupes va se rendre aux bords du Rhin. La presse des recrues continue. — Notre cour vient de négocier un emprunt de 10 millions de flor. à 5 pour 100 sur la Suisse. — Les comtés du cercle de Souabe ont fourni pour frais de guerre la somme de 17,086 florins. — Ces emprunts, ces subsides pécuniaires qui seraient réellement considérables si c'était une addition à un trésor public bien garni, sont réellement peu de chose, et, pour le dire en un mot, de bien misérables, de bien chétives ressources, quand ce qui devrait être à peine un accessoire se trouve le fonds même de la chose. De grands mouvemens des armées ne sauraient se continuer long-tems avec d'aussi petits moyens ; on aura payé cher le malheur d'échouer.

Cependant les papiers allemands, stipendiés pour la plupart, ou achetés à meilleur marché par la crainte, exagèrent tout à leur aise les derniers avantages réels, mais qui ne sont point décisifs, que les puissances coalisées ont remporté sur les armées de la République naissante. Voici quelques passages de ces papiers du 6 août.

L'échec qu'une colonne prussienne a essuyé à Carlsberg n'est plus un fait douteux. Houchard a eu l'avantage, il avait trois fois plus de monde, mais il n'a pas joui long-tems de son succès. Les Autrichiens ont pris bientôt la revanche et ont expulsé les Français de leurs postes. C'est lors de cette retraite que les Français ont ravagé l'habitation du duc de Deux-Ponts, brûlé les campagnes et enlevé les bestiaux.

Jusqu'ici la marche du roi de Prusse n'était pas bien certaine, mais elle paraît décidément dirigée sur Weissembourg et Sarre-Louis. Tous les corps autrichiens qui occupaient le pays de Trêves ont reçu ordre de se joindre à lui ; le projet est de livrer une bataille générale à Houchard.

La

Digitized by Google

La conduite de l'Autriche affecte de plus en plus les princes Français. Cette cour paraît n'avoir d'autre projet que celui de s'aggrandir sans aucunes vues ultérieures pour la destruction de l'anarchie et le retablissement d'un monarque; mais la Russie et la Prusse témoignent le desir le plus sincere de servir une cause qui, à dire vrai, est celle de tous les souverains. Les vues du cabinet de Saint-James sont très-équivoques. Son système fut toujours de mettre les autres en avant, et de mesurer sa marche sur les circonstances. Cependant un courier de Londres vient d'arriver au roi de Prnsse. L'objet de ses dépêches est d'engager ce prince à presser sa marche en France.

Ces mêmes papiers donnent, en date du 22, les détails suivans sur les suites de la prise de Mayence.

On ne saurait exprimer quelle joie cause ici la prise de Mayence; par-tout on s'embrasse, on se félicite : ce soir, toute la ville sera illuminée. On ignore encore les articles de la capitulation; on sait seulement que la garnison sortira le 24, abandonnant armes et bagages, pour être conduite à Landau par division de mille hommes; elle s'est engagée aussi à ne pas servir d'un an; les clubistes ne sont point compris dans la capitulation; et le roi de Prusse a invité tous les émigrés Mayençais à venir être témoins de la sortie de la garnison Française, afin de reconnaître ces clubistes, et qu'aucun d'eux ne puisse s'échapper.

On savait depuis quelques jours que Mayence ne tiendrait pas long-tems encore; mais on ne s'attendait point a la voir capituler avant le mois prochain. Plusieurs circonstances ont concouru à l'y contraindre. D'abord, dans la nuit du 16, un grand magasin à poudres, qui en contenait plus de cent quintaux, avait sauté en l'air et causé les plus grands dégâts; cet accident coûta la vie à plus de 400 Français, et l'explosion fut telle qu'on la ressentit dans les camps des alliés, et même à Francfort. Les redoutes de Saint-Alban et de Saint-Charles étaient détruites; les mines des assiégeans s'étendaient jusques sous les palissades; tout était prêt pour l'assaut; enfin, la garnison n'avait aucun secours à espérer.

Six cents canons, mortiers, et la plupart du butin fait en Allemagne sont tombés au pouvoir des Allemands; au reste, la place est dans l'état le plus déplorable.

Dans la nuit du 16, le prince Louis de Prusse avait été blessé au pied à l'attaque d'une redoute qui fut emportée : S. A. R. s'est fait transporter à Manheim, où elle demeurera jusqu'à sa guérison.

Dès le 14, Rewbell et Merlin, commissaires de la Convention nationale à Mayence, avaient assemblé un conseil de guerre pour délibérer sur le parti à prendre dans la situation où se trouvait la place. Rewbell voulait que l'on capitulât, vu l'impossibilité du succes d'une sortie qui ne pouvait que

Digitized by Google

devenir funeste : Merlin prévalut ; la sortie eut lieu du 16 au 17, et les Français furent repoussés avec une perte considérable. Alors Rewbell se décida à rendre la place ; il fit demander au roi les conditions de la capitulation : elles furent données.

Quand la garnison sortit de Mayence, beaucoup de clubiste, munis d'uniformes et de moustaches postiches, s'étaient mis dans les rangs des soldats ; mais on avait eu la précaution de placer près de la porte par où les troupes devaient défiler, des habitans émigrés de la ville qui reconnurent les déguisés à mesure qu'ils passaient. Ils ont tous été saisis dans les rangs. Ruffel, l'un d'eux, s'était placé à la tête d'une compagnie de hussards, comme s'il en eût été le capitaine ; il fut reconnu, maltraité et traîné dans un cachot : il en fut de même de tous les autres clubistes ; dès qu'ils étaient reconnus, les Français les chassaient eux-mêmes de leurs rangs pour les livrer aux Mayençais, quoique jadis on leur eût promis de ne jamais les abandonner. Les Français se sont vantés aussi que dans trois mois au plus tard ils rentreraient dans Mayence. La garnison a été conduite à Metz.

On ne saurait au reste se faire une idée de la fureur du peuple contre ces clubistes. Plusieurs de leurs maisons ont été pillées ; on a eu beaucoup de peine à l'empêcher de déchirer tous ceux que l'on traînait dans les prisons. La plupart n'y arrivèrent que dépouillés.

Du 28. L'armée combinée, dont une partie était déjà allée joindre celle du général Wurmser, se met en marche aujourd'hui pour s'approcher des frontières de France.

On prétend que les Français ont dû recevoir des renforts qui portent actuellement leur armée autour de Landau à 70,000 hommes. Si cela est, comme c'est assez vraisemblable, on doit être étonné d'apprendre par les dernières lettres de Vienne, que le recrutement de 50,000 hommes dans les Etats héréditaires est différé. Cependant une chose explique ce ralentissement, c'est qu'il n'est plus guères possible d'arracher des bras à l'agriculture sans la perdre tout-à-fait. Suivant ces mêmes lettres il est à présumer que le duc de Brunswick fournira aussi, pour le service de l'empereur et de l'Empire, un corps de 6000 hommes de ses troupes. — Le bruit court d'un autre côté que les petits princes Allemands commencent à ouvrir les yeux et ne fournissent qu'à regret leur contingent, excepté ceux qui, comme le landgrave de Hesse, (et c'est les excepter presque tous,) font métier de vendre des soldats et espèrent être promus à quelque dignité. Au reste, cette marchandise devient rare en Allemagne : le prince que nous venons de citer, le plus gros fournisseur connu, chez qui l'on trouvait autrefois un assortiment de régimens de cavalerie et d'infanterie à juste prix, a vidé son magasin, où il

Digitized by Google

n'y a plus que des articles qui ne sont point de défaite. La matière-première lui manque, et le prince-soldat-négociant est obligé de refuser les commandes que lui font ses pratiques.

Une des raisons qui contribuent à dégoûter les princes Allemands de cette guerre, c'est qu'il paraît que les deux Agamemnons les regardent comme de purs outils dont on peut user et abuser à son gré; ce qui sera bien prouvé, si la nouvelle suivante se confirme. Voici ce que disent des lettres d'Allemagne : l'archevêque électeur de Mayence a demandé à être réintégré dans la possession de cette ville, en remerciant d'ailleurs bien poliment le roi de Prusse de s'être donné la peine de la reprendre. Frédéric-Guillaume, qui veut quelque chose de plus réel que des compliments, a refusé net de restituer ce qui lui coûte tant de trésors et de sang. Il s'appuie sur ce que cette place était non seulement devenue la conquête des Français, mais même avait été réunie à la République, en sorte qu'il éconduit très-poliment de son côté le personnage doublement monseigneur et comme archevêque et comme électeur. Peut-être veut-il des indemnités que le prélat n'est pas en pouvoir ou en volonté de donner : si l'archevêque se plaint à l'empereur, celui-ci, comme chef du corps Germanique, sera obligé d'interposer d'abord ses bons offices auprès de Frédéric-Guillaume pour le déterminer à cette restitution, et ensuite d'en venir à la force, au cas qu'il continue de s'y refuser. Si cette nouvelle, qui a besoin de confirmation, est vraie, voilà la pomme de discorde jetée entre les deux plus puissans ennemis de la France, et Mayence perdue lui serait peut-être plus utile que Mayence gardée. Ce serait aussi la preuve du vice radical de cette constitution germanique, dont la gothique ordonnance doit crouler d'elle-même dans un siècle de lumières, où les rapports entre les différens États ont d'ailleurs prodigieusement changé.

Le neveu trop peu philosophe d'un roi trop philosophe, un prince entêté des folies du martinisme, du swedenborgisme, que l'on régale d'apparitions, de visions, le jouet de toutes les chimères qui déshonorent l'esprit humain, Frédéric-Guillaume qui s'inquiette fort peu dans le fond de sa religion luthérienne, doit vraisemblablement encore moins s'inquiéter du rétablissement de la religion catholique. C'est donc une grande duperie aux mécontens de tous les genres d'attendre quelque chose d'un prince qui ne songera qu'à lui et qui gardera tout ce qu'il aura la force de garder; il fera comme en Pologne.

François II ne traitera pas mieux les émigrés, mais du moins avec plus de justice. Voici ce qu'on mande de Hamm en date du 6 août.

Monsieur et le comte d'Artois s'imaginant que l'empereur ne prenait des villes que pour eux, ont été fort étonnés de lire dans la proclamation du prince de Cobourg, qu'il prenait possession de Condé au nom de l'empereur, à qui cette ville

Digitized by Google

appartiendrait à titre de conquête; ils ont écrit au prince pour lui en demander la raison. Celui-ci leur a repondu qu'il n'était qu'un mandataire, qu'il exécutait ses ordres, que, s'ils voulaient avoir de plus amples instructions, ils pouvaient s'adresser à Vienne. Peu satisfaits de cette lettre, ils ont protesté solemnellement contre la proclamation, et ont fait accompagner cet acte d'une lettre signée par leurs agens (c'est la marche de leur politique), dans laquelle pour détourner sans doute les émigrés de se rendre à l'armée de Condé, ils leur assurent qu'ils ont des relations directes avec Gaston, et que dans peu ils les conduiront en France cueillir des lauriers plus honorables, et dont les fruits seront moins amers que ceux qu'on leur offre en Allemagne.

PROVINCES-UNIES ET BELGIQUE.

De Bruxelles, le 9 août.

Dumourier, toujours inquiet, toujours remuant, n'avait pas encore perdu tout espoir de se faire un parti dans le Brabant. Il avait des agens français, et était même parvenu à mettre dans ses intérêts, quelques maisons dont le crédit pouvait considérablement hâter ses succès. Tous les jours on voyait des groupes se former dans les rues; à tous les coins de rue on lisait des placards par lesquels on excitait la noblesse française à se réunir et à prendre enfin un parti digne d'elle, en s'opposant aux conquêtes de l'empereur, qui loin de songer à rétablir l'ordre dans la France, et à placer Louis XVII sur le trône, ne faisait au contraire la guerre que pour son propre intérêt, pour s'approprier les dépouilles de la France. On leur parlait du décret de Ratisbonne qui ne leur laissait plus d'existence que dans le sein des armées, sous le bâton d'un caporal Autrichien. Le gouvernement, alarmé de tous ces mouvemens, a fait arrêter le nommé Lasonde, officier Français: on a découvert dans ses papiers toute la trame du complot. A l'instant même on a chassé les émigrés, et on s'est saisi de quelques bourgeois suspects.

« On voit que les alliés, après la conquête de Valenciennes, ont pris quelques jours de repos: l'on ignore jusqu'ici sur quel point leurs efforts vont se diriger présentement: on sait seulement qu'une colonne de notre artillerie marche sur Ypres et Menin, tandis qu'une seconde colonne s'avance sur Maubeuge. Les Français ne voulant point sans doute hasarder le sort d'une bataille ont levé le camp de César pour se retirer derriere Cambray; celui de la Magdeleine devant Lille a été également abandonné, après avoir jetté dans cette place une garnison suffisante pour sa défense. La même opération a eu lieu à Douay; ainsi l'on peut dire que toutes les villes fortes

Digitized by Google

de la frontiere française sont à la disposition des armes alliées ; qui peuvent les attaquer sans courir les risques d'une bataille.

Les ci-devant généraux Français, Marassé et Berneron, dont le premier a commandé à Anvers, et le second au siége de Willemstad, sont en état d'arrestation chez eux par ordre du gouvernement. Leur célebre confrere Dumourier a échappé à toutes les recherches que l'on a faites jusqu'à présent pour s'assurer de sa personne. Il existe, d'après les rapports publics, des griefs fort graves contre eux, et on les accuse d'avoir conjointement avec des malveillans de ce pays voulu exciter de nouveau les esprits à la révolte ; en effet, c'est à regret que l'on est obligé de le dire ; mais l'union et la tranquillité que les bons citoyens se flattaient de voir renaître dans la Belgique, cette union si desirable pour le bonheur commun, semble ne pouvait plus se naturaliser sur notre sol. L'ancien esprit de parti commence à se remontrer, et malgré tous ses ménagemens et ses condescendances le gouvernement ne satisfait ni les états de Brabant et leurs adhérens, ni les défenseurs du système de Joseph II. Les premiers, insatiables pour ainsi dire dans leurs prétentions, sont peu contens des sacrifices nombreux que notre jeune souverain a déja faits pour le retour de la paix : ils en exigent tous les jours de nouveaux effets incompatibles avec la dignité du monarque : telle est une espece de liste de proscription, où ils demandent l'éloignement des places du gouvernement de toutes les personnes qui avaient montré du zele et de l'attachement pour l'administration. Présentement l'empereur ayant nommé à la place de chancelier de Brabant M. Vanvelde, ce choix cause des murmures, et déja les états ont expédié un courier à Vienne pour faire de fortes représentations à ce sujet. La personne de M. Vanvelde n'est pas suivant eux agréable au peuple, et c'est cependant pour plaire à la nation belgique que son prédécesseur et ceux qui suivaient les principes dans la gestion des affaires ont été écartés d'une maniere qui excite leurs plus vives réclamations : ils les ont consignées dans une brochure, qui a paru depuis peu de semaines sous le titre d'*Adresse de la saine partie de la nation flamande à S. M. l'empereur François II*, pour servir de réfutation à un imprimé portant pour titre : « *Adresse du peuple de la province de Flandre à S. M. l'empereur François II*, datée de Gand le 24 mai 1793. » Cette espece de contre-adresse, datée de Gand le 22 juin, attaque fortement le parti des états, en exposant les motifs de la fermeté avec laquelle il s'est opposé à l'établissement du système français dans la derniere révolution ; révolution néanmoins provoquée par les négociations que ses émissaires en France entamerent pour engager l'Assemblée nationale à déclarer la guerre à l'empereur, ainsi que par celles qu'ils eurent avec le général Dumourier. On s'y plaint que le gouvernement vient d'éloigner, sans ménagement, de la magistrature tous

Digitized by Google

ceux qui sont toujours restés fidels à la cause du souverain ; et réellement il y a une quinzaine de jours qu'un courier de Vienne a apporté leurs demissions formelles, accompagnées néanmoins de pensions considérables : le chef et président du conseil, baron de Crumpipen, conserve ses appointemens de 12 mille florins par an, en forme de pension ; son frere, le chevalier de Crumpipen, en a une de 7000 ; les autres membres des colleges, magistrats, ou officiers démis en ont aussi obtenus de proportionnées à leurs charges. En considérant qu'avec toutes ces condescendances d'un côté, et ces graces de l'autre, le gouvernement voit les deux partis mécontens, l'on dira encore avec nous : *Ne Jupiter quidem omnibus.* Pour obvier en attendant aux effets de cette disposition des esprits, et maintenir la police avec la tranquillité dans Bruxelles, il y arrivera aujourd'hui un corps de troupes d'empire qui en formera la garnison. ,,

Les Autrichiens et les émigrés, d'après un ordre de la junte impériale (nous le donnerons dans le prochain numéro), réorganisent complettement l'ancien despotisme avec toutes ses formes dans les villes de Valenciennes et de Condé. En voici un exemple : à Condé, un médecin qui avait acheté du bien d'émigrés, s'est non seulement vu déposséder, mais même contraint de payer 1500 liv. de location et pour des redevances de droits féodaux à l'ancien possesseur qui a été réintégré, jusqu'à ce que les armes françaises le chassent de nouveau.

ANGLETERRE. *De Londres, le 30 juillet.*

On sait déja depuis long-tems ici que, quoique le gouvernement des Etats-Unis de l'Amérique paraisse vouloir s'en tenir à la neutralité dans la guerre contre la République Française, il est dans les dispositions les plus favorables pour ce pays, dont il se souvient que les braves habitans l'ont aidé à conquérir sa liberté. M. Genet a obtenu sans difficulté l'avance d'un million de dollars sur l'argent destiné par le congrès au paiement de la dette envers la France.

Tandis que nous soutenons contre cette puissance une guerre funeste à notre commerce, nous avons à gémir sur les troubles multipliés de l'intérieur. Le 14 juillet une émeute populaire a eu lieu à Mitchel's Town, qui n'est qu'à 22 lieues de Cork : les mutins ont détruit la maison de lord Kinsborough et la grande manufacture de coton de M. Sadler.

Une assemblée générale des habitans de Paisy en Ecosse, convoquée pour aviser aux moyens de soulager un grand nombre d'ouvriers sans ouvrage et par conséquent sans pain, a reconnu que la guerre ruineuse qu'on faisait à la France

Digitized by Google

était la seule source de ces calamités ; elle a nommé un comité de 21 membres pour présenter au roi une pétition tendante à obtenir la plus prompte fin de cette guerre désastreuse ; on peut juger de notre position d'après le tableau suivant, qui n'est malheureusement que trop fidele.

Une dette nationale de 280 millions sterling.

Un établissement de paix qui demande 17 millions par an.

Une guerre qui coûte un million par mois.

Des lettres de change sur la marine, qui ne sont pas payées depuis décembre dernier.

La banque en avance pour la liste civile. — En avance sur les commissaires. — En avance pour les dividendes. — En avance sur la taxe sur la drêche. — Et sur-tout en avance sur les billets de l'echiquier de plus de cinq millions.

La trésorerie, l'échiquier et les douanes dans une situation extraordinairement basse.

L'accise en déficit.

Le droit de timbre en déficit.

Les billets de l'echiquier émis pour paiemens publics au lieu d'especes.

La stagnation des manufactures.

La stagnation du commerce.

Les marchands se présentant à la bourse avec des billets protestés à cette eux.u

Les billets ou lettres-de-change escomptés à la banque, et les banquiers ou marchands non payés jusqu'à concurrence d'un demi-million.

Les ministres et leurs créatures nageant dans le luxe, et le pauvre manufacturier mourant de faim.

Des lettres de Plymouth, du 28, portent que la flotte de l'amiral Howe, arrivée la veille dans ce port, est restée quelque tems à l'ancre pour attendre le *Samson* et l'*Intrépide* de 64 canons. Cette flotte sera renforcée de plusieurs autres vaisseaux et frégates, parce que les Français ont 17 vaisseaux dans la baye de Quiberon et 4 dans les eaux de Brest, et qu'on ne veut les attaquer qu'avec des forces supérieures, en un mot à coup sûr. — Le 28 les frégates la *Nymphe*, le *Crescent*, la *Concorde*, la *Thames* ont mis à la voile de Portsmouth pour une expédition secrette dont on se promet beaucoup : en attendant ces succès, les dernieres nouvelles de l'Inde donnent de l'inquiétude : Tippoo-Saib refuse de faire le dernier paiement, sous prétexte que Majée Scindiah, qui est allé à Poonah, lui a demandé une partie de la somme qui, par le traité de paix, devait être remise aux Marattes. Il prétend qu'il ne sait qui il doit payer, et l'on craint que ce ne soit un jeu concerté avec Scindiah.

Les corsaires français ont pris dans la Baltique plus de 30 vaisseaux anglais ou hollandais.

Digitized by Google

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CONVENTION NATIONALE.

PRÉSIDENCE DE HERAULT-SECHELLES.

Séance du mardi 13 août.

Chabot, au nom du comité de sûreté générale, fait annuller plusieurs procédures intentées contre les patriotes du département de l'Aveyron.

Le comité de sûreté générale est autorisé, attendu la multiplicité de ses travaux, à désigner six membres pour lui être adjoints. — Hérault-Sechelles prévient l'Assemblée que les pouvoirs du comité de salut public sont terminés depuis le 10 août. — Lacroix observe que ce serait une calamité publique de renouveller en tout ou en partie ce comité, dans les circonstances actuelles, parce que ceux qui le composent, tiennent dans leurs mains les fils que font mouvoir toutes nos armées. — La Convention confirme pour un mois les pouvoirs du comité de salut public.

Une lettre des administrateurs du département du Pas-de-Calais, annoncent qu'ils ont mis en état d'arrestation tous les sujets des puissances avec lesquelles la République est en guerre.

La section de la Butte-des-Moulins est venue exposer à la Convention ce qui s'était passé la veille dans l'assemblée générale de cette section, où il fut question de se porter en masse contre l'ennemi. Les malveillans s'opposerent à cette mesure, ils éleverent des troubles; mais enfin les *Sans-culottes* surent leur imposer silence : trois des perturbateurs furent saisis et envoyés au comité de sûreté générale de la Convention. — L'Assemblée a applaudi à la conduite des Sans-culottes de la section de la Butte-des-Moulins.

La discussion s'est ensuite portée sur l'éducation publique. Voici le décret qui a été rendu :

« Il y aura des établissemens publics nationaux où les enfans des citoyens seront reçus; ils y seront nourris et élevés aux frais de la nation; il y aura en outre des classes où les citoyens qui voudront garder leurs enfans chez eux pourront les envoyer s'instruire. »

Séance du mercredi 14 août.

On fait lecture d'une lettre des représentans du peuple à

Digitized by Google

l'armée du nord. (Voyez la notice de cette séance au dernier n°.)

Cambon annonce qu'il présentera incessamment le rapport de la commission des cinq sur la dette publique. Déja, dit-il, le bruit de ce rapport s'est repandu dans le public; les agioteurs en ont profité; ils veulent prévenir ce rapport par un mouvement qu'ils s'efforcent d'exciter; ils répandent que l'on veut s'emparer de toute l'argenterie des particuliers. Eh bien, j'annonce que la loi que j'ai à proposer ne touche en rien aux propriétés des particuliers. Nous ferons voir que ce système est combiné de maniere qu'en 1794 les assignats seront rentrés, et que tout le monde alors connaîtra l'actif et le passif de la dette. J'en ferai demain lecture, et j'espere que l'agiotage cessera.

Aprés ce que vient de dire Cambon, ajoute le Gendre, je dis que si les agioteurs ont l'impertinence de lever la tête, le peuple est là; et tout financier qui oserait chercher à exciter des troubles, sera pulvérisé et rentrera dans la poussiere.

Delacroix, de la Marne, présente un projet de décret pour le paiement des dettes contractées par le ci-devant roi. — On demande la question préalable. Après quelques débats, Danton fait décréter ce qui suit: « 1°. L'Assemblée rapporte son décret du 10 juin qui ordonne la liquidation des créances de la liste civile; 2°. elle déclare qu'elle ne payera pas les créances de ceux qui ont prêté à Louis Capet; 3°. il sera imprimé une liste des autres créanciers de la liste civile, tels que fournisseurs, etc. afin qu'elle puisse être épurée. »

Barrere au nom du comité de salut public fait un rapport sur la proposition adoptée dans la séance de lundi dernier, de charger les envoyés des assemblées primaires de faire un appel au peuple; (*voyez dans la notice de cette séance de discussion et le décret qui a suivi ce rapport.*)

Adresse aux Français.

Ils retentissent sans doute dans toute l'étendue de la République, ces cris de joie qui ont proclamé devant vos représentans la constitution que vous avez acceptée! Jamais depuis qu'il existe des hommes et des empires un plus grand acte social, n'a reçu son accomplissement dans une fête aussi auguste et aussi touchante. Que vos envoyés à Paris, rendent témoignage à cette cité célebre, qui n'a été l'objet de toutes les calomnies, que parce qu'elle a fait toutes les révolutions; qu'ils disent s'ils n'ont pas trouvé ici dans chaque citoyen un ennemi inexorable des tyrans et de l'anarchie; dans chaque homme, un ami; dans chaque repas, un banquet fraternel! ô spectacle le plus magnifique et le plus attendrissant que la terre ait jamais déployé sous les regards de l'éternel! aux armes Français!

« A l'instant même où un peuple d'amis et de freres se tien-

Digitized by Google

nent serrés dans leurs embrassemens ; les despotes de l'Europe violent nos propriétés et dévastent nos frontieres : aux armes ! Levez-vous tous, accourez tous, la liberté appelle les bras de tous ceux dont elle vient de recevoir les sermens. C'est la seconde fois que les tyrans et les esclaves conjurés souillent sous leurs pas la terre d'un peuple souverain ; la moitié de leurs armées sacrilèges y ont trouvé la premiere fois leurs tombeaux, que cette fois tous périssent ; et que leurs ossemens blanchis dans nos campagnes, s'élevent comme des trophées au milieu des champs, que leur sang aura rendus plus féconds. Aux armes, Français ! couvrez-vous de la gloire la plus éclatante en défendant cette liberté adorée, dont les premiers jours tranquilles, répandront sur vous et sur les générations de vos descendans, tous les genres de biens et de prospérité. »

Sur la proposition de Barrere, la Convention adjoint au comité de salut public, Prieur et Carnot.

Séance du jeudi 15 août.

On attendait avec impatience le rapport de Cambon sur la situation des finances de la République. Nous allons présenter une analyse rapide de ce travail dont la lecture a duré plusieurs heures.

Avant de s'occuper de l'organisation des finances de la République, la commission des cinq a cru devoir d'abord constater l'état de la dette publique. Elle se divise en trois natures de créance ; *dette constituée ; emprunts à terme ; et dette étrangere.*

La dette constituée se divise en deux classes. La premiere, dont le montant est parfaitement connu, consiste en anciens titres, en contrats passés au nom des rois. Elle était de 65,424,546 liv. de rentes ; mais divers titres trouvés dans les maisons et ordres supprimés, l'ont réduite au profit de la nation à 60,717,167 liv. de rentes annuelles. Elle se paie par l'office des payeurs de rentes de l'hôtel-de-ville de Paris, par semestre de six mois, et par ordre de lettres. Les formes bizarres auxquelles le paiement de ces rentes est assujetti, les abus sans nombre qu'elles entraînent, nécessitent un changement total dans l'ordre de comptabilité.

La seconde classe de la dette constituée n'est pas connue positivement ; elle est soumise au travail d'une liquidation ; elle résulte des anciens emprunts des pays d'états, des corps privilégiés. On peut joindre à cette classe, la dette des fabriques. Le corps législatif ordonna la vente de leurs biens ; mais il ordonna que l'intérêt du produit net, leur serait payé à raison de 4 pour 100. Les dettes des villes ne peuvent aussi entrer dans cette cathégorie. Toute cette partie est encore dans les ténebres. Le 5 août le corps législatif, décréta que ces dettes seraient constituées en 6 millions de rentes, et que

Digitized by Google

le reste serait payé par les 72 millions de bénéfice promis sur la vente des biens nationaux.

Vous avez donc, a dit le rapporteur, 81,246,736 liv. de rentes perpétuelles payables annuellement, et qui n'ont été sujettes à aucune liquidation, parce que le corps constituant les reçut, comme elles existaient, sans vouloir se charger de réparer les injustices des rois qui les avaient successivement réduites.

La seconde nature de créance est composée des emprunts à terme. Ils ont été faits sous le gouvernement de Louis XVI; c'est une dette purement d'agiotage. Cette dette aida beaucoup la révolution; les porte-feuilles regorgeaient d'effets royaux. Les propriétaires qui en craignaient la chûte prirent le masque révolutionnaire. Jusqu'à ce jour cette dette leur a été exactement payée; mais il est tems de les traiter comme les autres créanciers. Le gouvernement qui défendait de traiter à plus de 5 pour 100, ne pourrait se le permettre à lui-même.

Cette dette se montait avant la révolution à 7 ou 800 millions, aujourd'hui, elle est réduite à 465 millions.

La dette étrangere forme la troisieme et la derniere nature de créance; ce sont des emprunts faits à Gênes, en Hollande, et dans d'autres pays. L'intérêt en a été fixé à 5 pour 100. Cette dette est sacrée.

Cambon fixe ensuite la dette provenant de la liquidation. Le total est de 1,896,781 liv. liquidées, et de 37,582,517 liv. à liquider.

Il existe encore une dette parfaitement révolutionnaire, ce sont les assignats. Le corps constituant, le corps législatif et la Convention en ont créé, à diverses fois, pour 5,100,040,840 liv.

Au premier août il avait été retiré de la circulation, par le brûlement, 887 millions.

Les assignats à face royale, qui ont été démonétisés, s'élevent à 144 millions.

La masse totale des assignats, en circulation, est de 2,943,306,953 liv. Voici le plan que le comité propose pour diminuer cette masse. « L'emprunt forcé, a dit Cambon, est notre moyen principal; vous l'avez fondé sur le respect des propriétés, et une loi aussi salutaire doit recevoir son exécution. En effet, pour retirer les assignats de la circulation, il faut les prendre où ils sont, dans la poche de ces hommes qui, spéculant sur les marchandises, en ont doublé la valeur. Voici comment nous rembourserons cet emprunt. Il ne portera point intérêt; il ne sera remboursable qu'en biens nationaux, et seulement deux ans après la paix. Mais l'intention de votre commission a toujours été de n'employer la rigueur qu'à la derniere extrémité, et il vous propose de faire précéder l'ouverture de l'emprunt forcé d'un décret qui permette à tout propriétaire d'assignats-monnaie de les porter

Digitized by Google

dans la caisse publique où ils seront reçus, seulement pendant l'espace de trois mois, à compter de la publication du décret. La Nation leur en payera l'intérêt à 9 pour 100, et ils seront autorisés à faire déduire de la cote de l'emprunt forcé la somme qu'ils auront déposée.

Voici maintenant le plan général de la dette publique.

L'opération consiste à écrire sur un grand livre, que nous appellerons livre de la dette publique, toutes les espèces de créances de la nation : chaque créancier sera porté par ordre alphabétique. Ce livre sera triple ; un exemplaire sera déposé aux archives nationales ; le deuxième aux archives de la trésorerie ; le troisième restera dans les mains du payeur général. Nous aurons sur ce livre le total général de la dette nationale. Alors nous la consoliderons à raison de 5 pour cent. — Une fois couché sur le grand livre, le créancier perd son titre ancien qui est annullé.

Après avoir analysé les avantages de ce plan, Cambon a présenté l'état général de la dette ; un mode de remboursement et un projet de décret en 200 articles.

Le principe relatif aux effets au porteur a été décrété de la manière suivante :

Art. 1er. « Tout propriétaire d'effets au porteur, de 1000 livres et au-dessus, sont tenus de les déposer d'ici au 1er janvier 1794, dans les mains du liquidateur de la trésorerie nationale, pour être enregistrés sur le grand livre, sur le pied du denier 20, pour ceux qui seront portés d'ici au 1er janvier prochain.

II. Ceux des propriétaires d'effets au porteur et d'annuités, qui ne les déposeroient dans les mains du liquidateur de la trésorerie nationale, que trois mois après, ne seront admis que sur le pied du denier 18.

III. Les effets au porteur et les annuités qui ne seraient pas déposés au 1er juillet prochain dans les mains du liquidateur de la trésorerie nationale, seront nuls et de nul effet.

IV. Les porteurs d'effets de l'emprunt de 125 millions de l'édit de 1784, seront crédités pour les lots sortis et pour le capital à 5 pour 100. Il ne sera point fait de tirage en 1793.

Barrere, parlant au nom du comité de salut public, déclare qu'il existe un complot d'avilir et d'affamer Paris. Il propose et la Convention adopte le projet de décret suivant :

Art. 1er. Tous propriétaires, fermiers, possesseurs ou détenteurs de grains dans les départemens qui seront requis par les représentans du peuple nommés par la Convention nationale, seront tenus, à l'instant de la requisition qui leur sera faite par les représentans du peuple ou par des personnes déléguées par eux, de déposer dans le lieu qui leur sera indiqué, quatre quintaux de grains par charrue appartenante aux propriétaires et fermiers, et par les détenteurs non propriétaires ni fermiers, la quantité qui sera requise. Les com-

Digitized by Google

missaires de la Convention sont chargés expressément de faire payer le prix desdits grains au lieu du département et au moment de la livraison.

II. Ceux qui, dans les vingt-quatre heures, n'auraient point satisfait à la requisition, seront traités comme ennemis publics, arrêtés sur-le-champ, et tous les grains dont ils se trouveront possesseurs seront confisqués au profit de la République.

III. Les membres des autorités constituées sont personnellement responsables, et sur leur tête, de l'inexécution des mesures qui leur seront prescrites par les commissaires de la Convention nationale, pour l'exécution du présent décret.

Le ministre de l'intérieur envoie sa démission. Elle est acceptée.

D'après l'avis donné au comité de salut public que des bataillons de Seine et Oise veulent quitter l'armée des côtes de la Rochelle, pour retourner dans leurs foyers, la Convention décrete, sur la proposition de Danton, que tout officier ou soldat qui quittera son poste dans les momens de danger sera puni de mort.

Séance du vendredi 16 *août.*

Les administrateurs de police de la commune de Paris font passer l'état des prisonniers. Leur nombre se monte à mille cinq cents quatre-vingt.

Sur la proposition de Lacroix, le décret suivant est rendu : « La Convention nationale décrete que les corps de cavalerie levés dans les départemens du Calvados, de la Manche et Seine inférieure, sous la dénomination des dragons de la Manche, seront incorporés dans les différens régimens de cavalerie et troupes de la République. Le ministre de la guerre se concertera avec le comité de la guerre de la Convention pour opérer cette incorporation, et sur les moyens de rappeller ceux des dragons de la Manche qui se sont retirés chez eux, au lieu de se rendre à Versailles, en execution du decret du..... »

Sur la proposition de Génissieux, la Convention décrete que tous les jurés des tribunaux criminels de la République recevront une indemnité de trois liv. par jour.

Chabot fait un rapport sur la conduite du procureur-syndic du district de Dôle. Il observe que de tous les administrateurs du Jura, mandés à la barre ; celui-là seul s'est conformé à la loi ; que la conduite des administrés de ce district n'est pas moins digne d'éloges. Ils ont fait tous leurs efforts pour ramener sous les étendards de la loi leurs freres égarés. Ils ont même levé une force armée qui s'est transportée à Lons-le-Saunier pour y rétablir le bon ordre. La Convention nationale a décrété que les citoyens du district de Dôle ont bien mérité de la patrie ; qu'il sera fait mention au procès-

Digitized by Google

verbal de la conduite des administrateurs, et que le procureur-syndic du district de Dôle sera renvoyé à ses fonctions, avec une indemnité qui sera fixée par le comité des finances.

Charlier, au nom du comité de législation, vient réclamer la justice de la Convention en faveur des Français chassés d'Espagne. Il demande qu'il soit sursis à la poursuite de leurs créanciers pour les dettes qu'ils auraient contractées avant leur expulsion de ce royaume. Ce rapport était à peine terminé que Barrere a fait lecture d'une cédule du roi d'Espagne, en vertu de laquelle il a été formée une commission pour s'emparer de tous les biens des Français qui ont été expulsés de ce royaume.

La Convention a répondu au roi d'Espagne par le décret suivant :

Art. Ier. Les biens et les propriétés que les sujets et vassaux du roi d'Espagne ont en France, sous quelque dénomination qu'ils puissent être, soit en immeubles, soit en meubles, en marchandises, rentes viagères ou perpétuelles, seront saisis et séquestrés au nom de la République.

II. Le produit en sera appliqué à l'indemnité et aux secours dus aux citoyens Français qui ont été expulsés ou dépouillés de leurs biens en Espagne. Le résidu du produit de ces biens, s'il y en a, sera employé à dédommager les Français qui auront souffert quelque perte ou préjudice de la part des armées espagnoles.

III. Il sera sursis, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, à toutes poursuites qui pourraient être exercées contre les Français expulsés d'Espagne, par leurs créanciers, en vertu de titres antérieurs à leur expulsion.

IV. Les moyens d'exécution du décret ci-dessus seront présentés, sous trois jours, par le comité des finances.

Les commissaires des assemblées primaires paraissent dans le sein de la Convention réunies aux sections de Paris. « Législateurs, disent-ils, nous vous avions proposé une mesure de salut public, en vous demandant que le peuple se levât en masse, et déjà vous l'avez réduit à un recrutement particulier. Des demi-mesures sont mortelles dans un grand danger. Si vous demandez 100,000 hommes peut-être ne les trouverez-vous pas; si vous demandez des millions de républicains, vous les verrez se lever pour aller écraser les ennemis de la liberté. Décrétez que tocsin de la liberté sonnera dans toute la République à une heure fixe. Qu'il n'y ait d'exemption pour personne. Que l'agriculture seule conserve les bras nécessaires à l'ensemencement des terres et aux récoltes. Que le cours des affaires soit interrompu. Que la grande et universelle affaire des Français soit de sauver la République. Que les moyens d'exécution ne vous inquiètent

Digitized by Google

pas. Décrétez seulement le principe : nous présenterons au comité de salut public les moyens de faire éclater la foudre nationale sur tous les tyrans et leurs esclaves. ,,

Les commissaires sont accueillis par des applaudissemens. La Convention ordonne le renvoi de leur adresse au comité de salut public pour en faire le rapport séance tenante.

Barrere obtient quelque tems après la parole. Les généraux Français, dit-il, ont méconnu jusqu'à présent le véritable tempérament national. L'irruption, l'attaque soudaine sont les moyens qui lui conviennent; il faut donc aujourd'hui user de ce tempérament; il faut que par un effort sublime nous soyons bientôt délivrés des hordes barbares. Quand un peuple de 25 millions d'hommes veut être libre, il l'est.

Barrère fait aussi-tôt porter la déclaration suivante :

,, Le peuple Français déclare, par l'organe de ses représentans, qu'il va se lever tout entier pour la défense de son indépendance, de sa liberté, de sa constitution, et pour délivrer son territoire de la présence des despotes et de leurs satellites.

,, Les commissaires des assemblées primaires feront, en conséquence, toutes les requisitions d'armes et de subsistances.

,, Les autorités constituées marcheront à la tête du peuple : elles seront remplacées provisoirement par des citoyens d'un patriotisme reconnu.

,, Les commissaires ne pourront, dans aucun cas, choisir ni conserver aucun des administrateurs qui auraient coopéré à des arrêtés liberticides, ni même ceux qui ont donné leur rétractation. ,,

Un officier de la garnison de Cambrai a paru à la barre. Il a remis une lettre du général Declaye, qui annonce que l'ennemi a fait sommer la place de se rendre. Voici la réponse du général : *je ne sais point me rendre ; mais je sais bien me battre.* Le même militaire annonce ensuite que l'ennemi a disparu des environs de Cambrai. Il fait hommage à la Convention d'un drapeau pris sur les Anglais dans une sortie vigoureuse.

Nota. Dans le cours de cette séance Cambon a présenté la suite du décret de la liquidation de la dette publique non viagere, et l'inscription sur le grand livre national. Il est décrété que les dettes des communes et les créances des émigrés seront inscrites sur un grand livre, et liquidées de la même maniere que le reste de la dette publique : tous les intérêts seront réduits à cinq pour cent.

Sur la proposition du même membre le décret suivant est encore rendu.

,, Les assignats ayant cours de monnaie pourront être convertis en contrats de rente qui produiront 5 pour 100.

Ceux qui voudront profiter de cet avantage verseront leurs assignats dans les caisses publiques : les versemens ne pourront être moins de 2000 liv. ; les assignats seront anéantis à fur et à mesure qu'ils seront versés. Ceux qui auront fait des versemens seront inscrits sur le grand livre comme les autres créanciers de la nation.

» Toutes les rentes inscrites sur le grand livre national seront assujetties à la contribution fonciere. »

Le rapporteur fait adopter ensuite une longue série d'articles relatifs aux formalités à suivre pour le paiement.

Séance du samedi 17 août.

Les représentans du peuple près l'armée des côtes de Brest écrivent qu'à Brissac, près d'Angers, les rebelles ont tout pillé, tout ravagé indistinctement. Ils font connaître les noms des principaux chefs de ces brigands, que les patriotes des départemens environnans s'apprêtent enfin à exterminer sans miséricorde. Ces chefs sont Desriaux, d'Autichamp, l'Escurre et la Roche-Galatin.

Les representans du peuple, près l'armée des côtes de Larochelle, annoncent un très-grand succès remporté sur les rébelles. Depuis 4 jours, écrivent-ils, nous apprenions que les rebelles se rassemblaient en nombre très-considérable à Chantonay et à Mortagne pour attaquer Luçon ; Chalbos en avait averti le général Tunck, commandant de cette division.

Aujourd'hui (14 août) l'ennemi s'est avancé en effet sur trois colonnes, au nombre de 40 mille, tant en infanterie qu'en cavalerie. Le combat s'est engagé ; en moins d'une heure et demie la plaine de Luçon a été couverte des cadavres des brigands : nous pensons qu'il en a péri 5 mille, tant sur le champ de bataille que dans leur fuite. Ils ont été poursuivis par nos troupes pendant quatre heures : l'avant-garde est actuellement à Saint-Hermand.

Cette victoire ne nous a coûté que 30 soldats. Nous avons pris 16 pieces de canons avec 6 caissons.

Nous devons rendre compte à la Convention d'un fait dont il faut qu'elle soit instruite : le général Tuncq avait été envoyé à l'armée de la Vendée en qualité de général de brigade ; il eut ordre du général en chef de se rendre à Luçon, pour y prendre le commandement des troupes qui y étaient cantonnées, et depuis cette époque il avait battu les rebelles au pont Charron, le 25 juillet dernier, et dans les plaines de Luçon, le 30 du même mois.

Cependant hier sur les 11 heures du soir le général Tuncq reçut une lettre du ministre de la guerre qui le suspend de ses fonctions, (il se manifeste un mouvement unanime d'indignation dans l'Assemblée) et lui enjoint de se retirer à 20 lieues dans l'intérieur de la République : cette lettre timbrée de Tours,

Digitized by Google

Tours, était sans doute une circulaire envoyée par le ministre à quelqu'un de confiance à Tours ; car nous nous sommes apperçus que les noms du général Tunq sont d'une écriture différente : nous avons pensé que cette suspension ne pouvait être que l'ouvrage de l'erreur ou de l'intrigue.

Nous fûmes bien étonnés de cette suspension ou plutôt de cette injustice. Nous savions que l'ennemi devait nous attaquer le lendemain ; le général Tunq avait fait ses dispositions, lui seul connaissait son plan. Nous craignions de compromettre le succès de la bataille, si la lettre du ministre avait son exécution. Nous ne balançâmes pas à continuer le général Tunq dans ses fonctions ; la victoire d'aujourd'hui prouve que nous avons eu raison. Nous ajoutons qu'il a 31 ans de service, dont 8 en qualité soldat, et qu'il s'honore d'être fils d'un honnête tisserand. *Signés*, GOUPILLEAU, BOURDON.

Après la lecture de cette lettre, Bréard a avoué à la Convention qu'ayant été le premier à servir d'appui à Tunq, il était aussi cause de sa suspension, presque sans le savoir, ayant été instruit de faits particuliers à Tunq, mais qui ne touchent point à ses talens militaires. La Convention passe à l'ordre du jour sur ces explications, et confirme l'arrêté de ses commissaires par lequel le général Tunq est maintenu dans ses fonctions.

Beauharnais écrit du quartier-général de Weissembourg, sous la date du 13, pour donner des détails d'une expédition qui avait pour objet de favoriser un convoi assez considérable de vivres et de munitions dans Landau. La garnison l'a secondé par une sortie, et le succès a couronné son entreprise. Beauharnais rend aussi compte d'un autre avantage remporté par le général Gillot qui s'est emparé de Cheinzsburg et d'Alsamburg. — Beauharnais persiste à donner sa démission, il ne veut plus servir que comme soldat.

Rewbell et Merlin avaient été dénoncés dernierement par Montault, ils demandent que leur dénonciateur se présente. Ils sont prêts à le confondre, mais Montault était absent. Barrere arrive sur ces entrefaites, il annonce, au nom du comité de salut public, que les aristocrates d'Orléans s'agitent pour royaliser la garnison de Mayence, qui est actuellement dans cette ville, et il propose d'y envoyer Rewbell et Merlin pour déjouer leurs manœuvres. L'assemblée adopte cette proposition.

Sur la demande de Barrere, l'Assemblée décrete que des commissaires, pris dans son sein, se rendront dans le département du Jura, pour examiner les causes des mouvemens contre-révolutionnaires qui s'y sont manifestés.

Séance du dimanche 18 août.

Barrere obtient la parole pour rendre compte de la situation de la ville de Lyon. Voici le précis de son rapport.

Digitized by Google

« Le citoyen Seguin qui vient de Lyon a donné à votre comité des détails douloureux, mais qui doivent être entendus avec fermeté par les représentans du peuple. Vos commissaires ont cru long-tems que Lyon entrerait aisément dans l'obéissance, et qu'il suffirait de déployer la force nationale pour intimider les conspirateurs ; mais l'esprit de contre-révolution était organisé depuis trois mois dans cette ville, et ses habitans favorisaient trop les princes réfugiés, les ci-devant nobles et les prêtres pour être ramenés par la seule persuasion ; cependant Lyon renfermait encore des patriotes ; ils en sont sortis, et composent quatre compagnies dans l'armée de la République.

» La premiere affaire s'engagea le 8 près le village Calvire ; les troupes de la République battirent les rebelles, et s'emparerent de ce poste, nous eûmes cinq hommes de blessés et un seul mort ; dix rebelles sont restés sur le champ de bataille. »

Ici Barrere donne lecture d'une nouvelle sommation de Kellermann aux Lyonnais.

« Les rebelles demanderent trois heures pour délibérer ; mais une heure était à peine écoulée que leurs avant-postes tirerent plusieurs coups de canons à mitrailles, qui nous tuerent deux hommes.

» Le 9, il n'y eut que quelques fusillades. Le 10, on s'envoya de part et d'autre des trompettes, pour s'inviter à la fête républicaine. Les Lyonnais ne firent point de réponse positive ; mais pendant que le serment se prêtait dans la ville et dans l'armée ils firent une canonnade très-vive. Le 11 et le 12, les tirailleurs recommencerent ; le 13 à six heures du soir, les troupes de la République tenterent de s'emparer d'une batterie établie près le village de Calvire, elles furent repoussées ; les chasseurs des Alpes se signalerent, et perdirent cinq hommes ; le 14, vos commissaires nous écrivirent ; le 15, un bataillon fut envoyé avec des obus et des pieces de siége occuper le poste de la Guillotiere. ».

Les commissaires ont écrit de nouveau, le 15, au comité de salut public ; ils envoient copie d'une proclamation qu'ils ont adressée aux Lyonnais ; ils annoncent que depuis 12 heures elle est sans réponse ; ils présument que les sections déliberent à ce sujet : en attendant, ils usent de ménagement envers la ville.

« Le citoyen Paris, commissaire des guerres, porta cette proclamation à Lyon. Là, il vit tous les attributs de la République, les emblêmes de la liberté. Les citoyens l'embrasserent, et crierent : *Vive la République !* Mais 200 pieces de canons sont sur leurs affuts, 30 mille hommes sont sur les armes, et les batteries établies du côté de la Saône sont formidables ; est-ce ainsi que l'on obéit aux lois ?

» Le comité vous propose d'envoyer une force addition-

Digitized by Google

nelle contre Lyon, et pour cet objet il a jetté les yeux sur la garnison de Valenciennes; mais il y a des différences à faire entre les bataillons qui la composaient : tels d'entre eux ont cédé à la corruption que répandait le duc d'Yorck; tels autres sont restés incorruptibles; de ce nombre sont les premiers bataillons de la Charente, de la Côte d'or, de Mayenne et Loire, de Loir et Cher, de la Nievre, de la section des Gravilliers de Paris, les grenadiers de Paris, et tous les canonniers volontaires; plusieurs autres bataillons de la Côte-d'or iront aussi renforcer cette armée. Voilà les bataillons que l'on a jugés dignes de combattre les rebelles, et de rendre une ville importante à la liberté. »

Les propositions de Barrere sont décrétées. La trésorerie nationale tiendra à la disposition du ministre de la guerre deux millions pour l'execution du present décret.

On fait lecture d'une lettre de l'accusateur public du tribunal révolutionnaire, dans laquelle il annonce que l'affaire de Custines, occupant tous les jurés, il n'en reste pas assez pour instruire celle des 23 accusés de Rouen, dans laquelle 200 témoins sont appellés à deposer. Il demande à être autorisé à completter le nombre des jurés, en tirant au sort parmi ceux de service au tribunal criminel du département de Paris.

Cette demande, convertie en motion, est décrétée après quelques débats.

L'Assemblée rend le décret suivant :

« La Convention nationale approuve les arrestations faites par les sections de Paris, de voitures chargées de marchandises partant pour Lyon, Marseille et autres villes en rebellion, les autorise à continuer provisoirement ces arrestations; charge la municipalité de faire inventaire desdites marchandises, et de veiller à leur conservation, et renvoie au ministre de l'intérieur, pour indiquer un magasin propre à les recevoir. »

Le reste de la séance a été consacré à l'admission des pétitionnaires.

Séance du lundi 19 août.

Après la lecture de plusieurs procès-verbaux, Mallarmé dénonce à la Convention les dégradations considérables qui se commettent dans toutes les forêts, et sur-tout dans les forêts nationales. Dans le département de la Meurthe, les accapareurs ont acheté à très-bas prix les bois de chauffage et de consommation, de maniere qu'ils vendent près de 100 liv. la corde qu'ils ont achetée 14 liv. — Mallarmé propose et la Convention décrete, après une légere discussion, que les corps administratifs taxeront le prix des bois de consommation.

Digitized by Google

L'accusateur public du tribunal révolutionnaire se plaint de n'avoir encore reçu aucunes pieces relatives à Marie-Antoinette et aux députés détenus. Il ajoute qu'il n'a reçu qu'une très-petite partie de celles qui regardent le général Lamartiere. — Charlier observe qu'Antoinette ne doit être regardée que comme une simple citoyenne; qu'il n'y a pas d'acte d'accusation à dresser contre elle, et qu'il suffit que le comité de sûreté générale fasse passer à l'accusateur public les pieces relatives à son affaire. Quant aux députés détenus, la Convention charge ses comités de législation et de sûreté générale de présenter sous trois jours les actes d'accusation.

Julien de Toulouse fait, au nom du comité de sûreté générale, un rapport sur Beysser. Aucune piece ne charge ce général; toutes prouvent sa bravoure et son civisme. Sa faute même ne lui appartient pas, elle est l'effet d'une séduction sur laquelle il ne pouvait réfléchir au milieu des embarras d'une guerre telle que celle faite à des brigands.

Le comité propose de le mettre en liberté et de le renvoyer à ses fonctions. — Le décret est appuyé par un membre qui, après avoir rappellé les services que Beysser a rendu, et fait entrevoir ceux qu'il peut rendre, cite un fait qui prouve combien Beysser est la terreur des rebelles. Un corps de ces brigands menaçait les patriotes; pour les mettre en fuite, on afficha que la Convention avait reconnu Beysser innocent, et qu'il revenait à son poste. Les brigands disparurent aussi-tôt.

Cette séance a été terminée par la lecture d'une lettre des Pyrénées, qui contient des détails sur un combat dont tout l'avantage est pour la République.

PARIS, *le 22 août* 1793.

Les sections de Paris se sont empressés de donner aux députés des assemblées primaires les marques de la plus tendre fraternité, et de leur offrir des banquets civiques. Déja la plupart de ces députés sont retournés dans leurs foyers. Avant leur départ ils ont envoyé des commissaires au conseil général de la commune, pour lui porter l'expression des sentimens de reconnaissance et d'amitié qui les uniront à jamais aux habitans de cette ville. « On nous les avait peints, s'est écrié l'orateur, sous des couleurs odieuses. Nous avons reconnu l'erreur dans laquelle nous avaient plongé les fédéralistes. Nous leur jurons, au nom de la France, une haine éternelle; et à vous, un amour que vous méritez. »

Le président du conseil général a donné à la députation le baiser fraternel au nom de la ville de Paris.

La plus grande tranquillité regne toujours dans cette ville,

Digitized by Google

quoique la foule recommence à obséder les portes des boulangers ; mais les mesures sages et vigoureuses que vient de prendre la Convention nationale nous font espérer que bientôt cette gêne disparaîtra.

Les commissaires des 48 sections, nommés pour s'informer de la quantité et de la qualité des farines, et examiner les comptes des administrateurs au département des subsistances, ont été installés par un arrêté de la commune.

Cette détermination n'a pas été prise sans de violens débats. Voici l'avis que Pache vient de faire publier à ce sujet.

CITOYENS,

« Les malveillans n'ont cessé depuis huit mois d'agiter sur les subsistances ; ils ont sur-tout poursuivi avec acharnement l'ouverture des magasins, et demandé qu'on leur remit l'état des denrées contenues dans ces magasins. Il semblait, dès le mois de janvier, qu'on dût mourir de faim, et cependant on a vécu jusqu'à ce moment.

« La perfidie de ces demandes répétées est sensible ; elle n'a d'autre objet que d'agiter le peuple, de gêner l'administration dans sa marche, et de donner connaissance de la situation des magasins, soit aux vendeurs avides qui en profitent pour en relever le prix, soit aux contre-révolutionnaires, qui en profiteraient pour arrêter les grains environnans, et empêcher l'arrivage ; car Paris est comme une place de guerre ; quand on connaît ses magasins, on peut juger combien de jours elle peut tenir, et se conduire en conséquence.

« Citoyens, les efforts se renouvellent aujourd'hui en votre nom ; c'est en votre nom, de vous qui voulez la liberté, l'égalité, la constitution démocratique, qu'ils excitent des discussions, et par suite, des mouvemens qui amèneraient leur destruction.

» Républicains francs et généreux, le corps municipal vous offre tout ce qu'il doit vous offrir, vous offre le compte des fonds employés aux subsistances ; demain même ce compte sera envoyé à l'impression, pour être distribué aux sections ; là vous le livrerez à l'examen de tous les citoyens, et ils feront leurs observations critiques qui épureront ces objets.

» Telle est la marche prescrite par la loi, telle est celle que désigne la sagesse et le patriotisme, et j'ose croire qu'elle aura l'approbation de tous les bons citoyens. »

On a exécuté à la rigueur le décret de la Convention qui ordonnait que les tombeaux de Saint-Denis seraient renversés le 10 août. Le corps de Turenne était tellement conservé qu'on l'a retrouvé, dit-on, dans l'attitude où il avait été placé.

Pierre Manuel, ci-devant membre de la Convention nationale, et Silleri, députés, ont été constitués prisonniers à l'Abbaye.

— Regnault de St.-Jean-d'Angely, ex-député à l'Assemblée

Digitized by Google

constituante, a été mis en état d'arrestation à Douai, par ordre des représentans du peuple. — Les généraux Ferrand, Laroque et Villette, chef de brigade des dragons de la Manche, ont été incarcérés à l'Abbaye.

Le général Houchad a été dénoncé à la société des Jacobins : la société a arrêté que cette dénonciation serait communiquée au comité de salut public.

Etat général des prisons de Paris du 27 août. Total, 1612.

Les vaisseaux la *Côte-d'or*, de 120 canons, commandé par le contre-amiral Landais; le *Tigre*, de 74 canons, capitaine Vannable; la frégate la *Proserpine*, de 40 canons, capitaine Blazet, ont appareillé, le 13, de la rade de Brest, pour rejoindre l'armée navale de la République, près Belle-isle; la frégate la *Bellone*, capitaine Lafargue, s'est perdue en revenant de conduire son convoi à Bordeaux.

L'ORIENT, *le 7 août.*

Il est entré avant-hier au soir dans ce port un bâtiment de commerce de Bordeaux, venant de l'isle de France, à la consignation des négocians Louéhon et compagnie. Le 23 avril dernier, époque de son départ, on ignorait encore à l'isle de France la guerre avec l'Angleterre. Il a rencontré, dans sa traversée, deux frégates, l'une suédoise, l'autre anglaise; la dernière l'a arraisonnée, et elle lui a dit que sa nation était en paix avec la République. A son départ de l'isle de France, tout y était tranquille.

TRIBUNAL REVOLUTIONNAIRE.

Affaire de Custines.

L'accusé a d'abord assuré ses juges qu'il n'avait rien à redouter du tribunal devant lequel il a été renvoyé, parce que sa conscience était pure. Après s'être plaint de n'avoir reçu qu'hier soir l'acte d'accusation porté contre lui, il a annoncé qu'il avait à présenter une liste de témoins à décharge.

Interrogé de ses noms, surnoms, âge, qualités, lieu de naissance et demeure.

A répondu s'appeller Adam-Philippe Custines, ci-devant militaire, aujourd'hui citoyen, âgé de 52 ans, né à Metz, demeurant à Paris, rue et hôtel Grange-Bateliere.

A lui observé qu'il avait une autre qualité.

A répondu qu'il était général en chef des armées du Nord et des Ardennes.

Le greffier donne lecture de l'acte d'accusation, dont la teneur

Digitized by Google

Antoine Quentin Fouquier-Tinville, accusateur public près le tribunal criminel révolutionnaire, etc.

Expose que par décret de la Convention nationale du 29 juillet dernier, Adam-Philippe Custines, ci-devant général en chef de l'armée du Nord et des Ardennes, a été traduit au tribunal révolutionnaire pour y être jugé comme prévenu d'avoir trahi les intérêts de la République; que depuis, les pieces concernant son arrestation, ont été remises à l'acusateur public, tant par la voie du comité de salut public de la Convention nationale, que par celle du comité de sûreté générale; qu'examen fait desdites pièces par l'accusateur public, il en résulte que Custines, dès l'origine de la guerre que la République soutient avec toutes les puissances coalisées, a refusé un moment de s'emparer des gorges de Porentru, suivant l'ordre qu'il en avait reçu du maréchal Luckner, lors général en chef; que passant ensuite en Allemagne à la tête d'une armée assez considérable, et suivant la conduite tenue par le traître Dumourier dans la Belgique, il s'est emparé successivement et avec rapidité des villes de Spire, Mayence et Francfort.

Que ces conquêtes faites, Custines, sans doute pour mieux couvrir la trahison qu'il tramait, a dénoncé le général Kellermann comme un traître ou un ignorant dans l'art militaire, et l'a accusé de l'avoir empêché de pousser ses conquêtes plus loin, en ne lui portant pas le secours qu'il attendait de lui; que quoiqu'il fût instruit que l'opinion des habitans de Francfort n'était pas favorable à la révolution Française, qu'ils haïssaient même, ainsi que les Français; ce dont il n'est pas permis de douter, d'après la maniere infame dont ces habitans en ont usé envers eux, lorsque les Prussiens ont repris cette ville; quoiqu'il fût également instruit que cette ville, abandonnée à ses propres forces, et quelle qu'en fût la garnison, n'était pas en état de soutenir le siege, Custines a néanmoins laissé dans cette ville une garnison d'environ 3000 hommes, au commandement d'un étranger qui bientôt a livré cette ville aux Prussiens qui, conjointement avec les habitans de Francfort, ont tué et massacré une grande partie des braves Français qui composaient cette garnison; de maniere qu'il s'en est sauvé à peine 800; que quoique Custines ne pût jamais ignorer que la ville de Mayence, abandonnée à ses propres forces, ne résisterait pas tôt ou tard aux efforts combinés des puissances coalisées, et que ce seul motif fût suffisant non-seulement pour le déterminer à n'y pas jeter de l'artillerie, mais au contraire en faire retirer celle qu'il y avait trouvée; Custines, par un système tout opposé, et qui ne peut être qu'un complot profondément combiné, ainsi que l'expérience nous l'a appris depuis; Custines, disons-nous, a dégarni la place de Strasbourg d'une grande partie de son artillerie, et l'a fait jeter dans la ville de Mayence;

Digitized by Google

nonobstant toutes les réclamations qui lui ont été faites à cet égard, en annonçant à la Convention et au pouvoir exécutif que cette ville était inexpugnable, et qu'elle serait le tombeau des Prussiens et des Autrichiens, tandis que dans le fond de l'ame il ne pouvait se dissimuler que cette ville serait au contraire le tombeau d'une partie des braves Français qui en composaient la garnison, et de l'artillerie immense qu'il y avait fait jeter.

Custines, semblable en tout au perfide et traître Dumourier, a, au mois de février dernier, sous prétexte d'indiscipline, licencié la gendarmerie qui lui était si nécessaire, tandis que cette gendarmerie n'avait d'autres torts que d'avoir réclamé auprès du général despote la même paie que celle qui lui était accordée avant d'aller aux frontières, au lieu de celle de vingt sous par jour, à laquelle il l'avait arbitrairement fixée et réduite; Custines enfin, de son autorité privée, sans aucune forme, et toujours sous prétexte d'indiscipline, a fait fusiller différens officiers et gardes nationaux volontaires, notamment trois ou quatre dans des vignes, près de Spire, et au moment où ces volontaires étaient à manger du raisin. Custines, après avoir fait faire ainsi cette fusillade, s'est écrié: *Voilà comme on établit la discipline!*

Malgré la conviction dans laquelle Custines devait être, que la ville de Mayence, abandonnée à ses propres forces, ne pouvait tenir contre les attaques réitérées de l'armée combinée des puissances coalisées, dans la crainte sans doute que cette ville ne tombât pas assez tôt au pouvoir des ennemis, lors de sa retraite de cette ville, il la laissa sans vivres et sans munitions suffisantes, au point que la garnison était réduite à manger des rats, des souris et du cuir; Custines feignant, lors de sa retraite de Mayence, de vouloir sauver une partie de la garnison et de l'immense artillerie qui y était, donne l'ordre à une partie de la garnison de partir avec une partie de cette artillerie; mais quel tems choisit-il pour faire exécuter cet ordre? celui où le renfort qu'attendaient les armées combinées est arrivé; alors cet ordre n'a pu être exécuté, et la garnison et l'immense artillerie sont restées dans Mayence; et lors de sa reddition, cette immense artillerie est devenue la proie des ennemis de la République.

Tandis que la ville de Mayence était ainsi abandonnée à ses propres forces, et que Custines, malgré la forte garnison qui y était, savait que cette ville, dépourvue des choses les plus nécessaires, ne pouvait résister, il écrivait à la Convention qu'il n'y avait rien à craindre sur le sort de cette ville; qu'elle se soutiendrait, et que l'armée de la Moselle ne devait aller à son secours que le 12 du présent mois d'août, tranquillisant ainsi d'un côté sur le sort de cette ville, et paralysant de l'autre l'armée de la Moselle.

Digitized by Google

Custines par cette manœuvre criminelle a obligé la garnison de Mayence à capituler le 28 juillet dernier, et a par cette capitulation forcée fait perdre à la République une artillerie aussi précieuse qu'immense.

Cependant Custines n'avait jamais ignoré un instant l'état de détresse de Mayence, puisque dès le commencement du blocus de cette ville le général Douairé a eu une conférence avec un agent de Custines, en présence du général Prussien, et que dans cette conférence l'agent de Custines a glissé au général Douairé un billet signé de la main de Custines, mais écrit par une main étrangere; par lequel billet le général Douairé était engagé à entrer en négociation pour la reddition de cette ville, et que le citoyen Rewbell, commissaire de la Convention, et les citoyens Darzincourt, Klebert, Ledieudeville et Beaupuy ont assisté à la conférence, et ont eu connaissance du billet en question.

Custines, lors de sa retraite de Mayence, s'est opiniâtré, nonobstant les représentations qui lui ont été faites à ne vouloir pas conserver l'importante place de Guernesin, poste d'autant plus intéressant, qu'en le conservant on aurait pu empêcher que les ennemis eussent jamais pu pénétrer sur le territoire français par la frontiere de Landau, et que sa perte empêchera les armées françaises de pouvoir rien entreprendre sur le Palatinat. Custines a annoncé, le 25 mai dernier, à l'armée du Rhin et de la Moselle, dont il était alors le général en chef, qu'il venait d'être nommé général en chef de l'armée du Nord et des Ardennes, qu'il avait accepté ce commandement, et qu'il partirait le même soir ou le lendemain matin; cependant nonobstant cette annonce, et le même jour, Custines forme un plan d'attaque générale; il écrit à Chamberniac, commandant au fort Vauban, de passer le Rhin avec deux mille hommes, et d'attaquer les ennemis sur l'autre rive, qui étaient au nombre de dix mille.

Custines écrit le même jour, 15 mai, à Houchard, et lui ordonne de faire marcher toute l'armée de la Moselle, pour s'emparer du château fort de Curourberck, et Custines s'exprime ainsi :

« Après l'expédition finie, vous vous retirerez, mon cher Houchard, dans votre position actuelle, emmenant avec vous le plus de Prussiens que vous pourrez : *Ce sont des Prussiens, il ne faut pas tout tuer;* mais quant aux Autrichiens et Hessois, je vous les abandonne; faites-en chair à pâté.

Ces deux plans devaient s'exécuter le 17; mais heureusement que Chamberniac désobéit à Custines, qui n'était plus son général; car, sans cette désobéissance, la République, d'après toutes les mesures prises par Custines, éprouvait encore evidemment un échec dans cette partie.

Le même jour, 17 mai, Custines fait marcher 30,000 hommes pour en attaquer 6,000 en avant des lignes de la Louter

Digitized by Google

mais ses ordres sont tellement donnés ou si mal exécutés, que les colonnes arrivant sur l'ennemi, décousues ou sans ordre de bataille, sont repoussées avec beaucoup de perte, et ne peuvent se rallier qu'à une certaine distance; alors Custines paraît; et malgré la demande réitérée des troupes de retourner à l'ennemi, il donne l'ordre de la retraite; et quoiqu'il ne fût plus général de cette armée, il y reste jusqu'au 23 mai dernier, y commande toujours et ordonne des attaques démontrées fausses et nuisibles aux intérêts de la République; et, le même jour, 23 mai, l'armée du Nord, sans général, est défaite et le camp de Famars enlevé.

D'après un plan entre Houchard et Guillemin, tout était préparé pour que Arlon fût attaqué le 9 juin dernier, à huit heures du matin, par les deux armées combinées. Cette attaque n'a été faite que par la colonne commandée par Delaage, et 2000 hommes commandés par Beauregard, venus de l'armée des Ardennes, parce que Custines avait donné contre-ordre à Guillemin d'exécuter ce plan, attendu qu'il ne voulait ni prendre Arlon, ni brûler ses magasins; et si la bravoure de 12,000 hommes n'eût fait enlever ce poste, il serait impossible de calculer les suites funestes qui devaient en résulter pour la République.

Custines est si peu républicain que, quoiqu'il affectât sans cesse, en toute occasion, de se qualifier tel, un soir, étant à souper chez lui, à Mayence, et entouré d'un grand nombre d'officiers, vers la fin de janvier dernier, en parlant du ci-devant roi, dont il apprenait la mort, il dit: *tout est fini*; puis, gardant un morne silence, qui ne fut interrompu que par une autre exclamation: *ce n'était pas mon avis; il fallait garder le roi pour ôtage, et non le faire mourir.* D'après un pareil propos, il ne faut plus être étonné des expressions de Barbaroux, dans sa lettre imprimée, datée de Caen, du 18 juin dernier, lorsqu'il y parle de Custines: « Heureusement (dit Barbaroux dans cette lettre,) Custines commande sur cette frontière..... » ni de celle que l'on trouve dans un écrit imprimé et intitulé; *Bulletin officiel du bureau de correspondance de l'armée centrale, séant à Rennes*; 5 juillet: « L'assemblée centrale a arrêté qu'il sera écrit au général Custines, pour l'inviter à rester à son poste, quand même la faction de la Convention ou le pouvoir exécutif le destituerait, en lui déclarant qu'il mérite toujours la confiance du peuple. »

Cette manière de s'exprimer de la part des rebelles sur le compte de Custines, ne permet pas de douter un seul instant des motifs qui ont déterminé ce dernier dans la conduite qu'il a tenue pendant qu'il était général.

Custines arrivé à l'armée du Nord et des Ardennes, ne s'est pas démenti. Il a fidellement suivi la marche qu'avait tenue le traître Dumouriez lors de sa retraite de la Belgique; Custines, sous le vain prétexte que cette armée était désorganisée et in-

Digitized by Google

disciplinée, l'a laissée dans l'inaction la plus répréhensible; ne s'est occupé nullement de protéger, par aucun moyen, les villes de Condé et Valenciennes, et les autres villes frontières qu'il savait assiégées, de façon que, par cette indigne manœuvre, Condé et Valenciennes sont maintenant au pouvoir des ennemis, avec une artillerie formidable, et semblable à celle que Custines à fait perdre à Mayence; que les autres villes frontieres sont menacées et attaquées dans cette partie, et qu'en un mot, le territoire Français est entamé par les puissances coalisées; ce qui ne serait pas arrivé, si Custines avait fait faire le plus léger mouvement à l'armée du Nord et des Ardennes, pour protéger ces deux villes prises et celles menacées. Mais loin d'avoir ordonné ces mouvemens, Custines, au contraire pour consommer sans doute plus à loisir sa trahison, a cherché à faire tirer de la ville de Lille, déja menacée d'un nouveau siége, soixante-seize bouches à feu, pour les transporter au camp de la Magdeleine; et nonobstant les sages représentations à lui faites par Favart, commandant cette place importante, dans sa lettre du 25 juin dernier, Custines, par sa lettre du 2 juillet dernier, persévére à vouloir faire extraire de cette place, ces 76 bouches à feu; de sorte que non content d'avoir, par son inaction coupable, exposé les villes de Condé et de Valenciennes à être prises, comme elles l'ont malheureusement été, son intention criminelle bien prononcée était, en dégarnissant ainsi Lille d'une artillerie qui lui était nécessaire, en cas du nouveau siége dont cette ville était menacée, de la livrer plus aisément au pouvoir des ennemis; et ce qui caractérise davantage cette intention criminelle de Custines, c'est que Lâmarliere, autre général aux ordres de Custines, s'occupait de son côté de dégarnir la ville des approvisionnemens dont elle était pourvue.

Telle est la maniere perfide et combinée qu'employait Custines pour anéantir cette liberté si chere à tout être pensant, étouffer et pulveriser jusqu'à la plus légere trace de la République naissante.

D'après l'exposé ci-dessus, l'accusateur public a dressé la présente accusation contre Adam-Philippe Custines, ci-devant général en chef de l'armée du Nord et des Ardennes, pour avoir méchamment et à dessein abusé de la qualité de général des armées, et avoir, à la faveur de cette qualité, trahi les intérêts de la République, en entretenant des manœuvres et des intelligences avec les ennemis de la France, et par suite de ses manœuvres et intelligences, d'avoir facilité l'entrée des ennemis dans les dépendances de la République, et de leur avoir livré des villes, forteresses, magasins et arsenaux appartenans à la République; ce qui est contraire à l'art. IV de la section 1re du titre 1er de la IIe partie du code pénal. En conséquence l'accusateur public requiert, qu'il lui soit donné acte par le tribunal assemblé de la présente accusation; qu'il

Digitized by Google

soit ordonné qu'à sa diligence, et par un huissier du tribunal, porteur de l'ordonnance à intervenir, ledit Custines, actuellement détenu en la maison d'arrêt de la conciergerie, sera écroué sur les registres de ladite maison de justice, comme aussi que l'ordonnance à intervenir sera notifiée à la municipalité de Paris.

Fait au cabinet de l'accusateur public, ce 14 août 1793, l'an 2 de la République une indivisible.

Signé, FOUQUIER-TINVILLE.

(*Nous donnerons l'interrogatoire de Custines dans le prochain numéro.*)

NOUVELLES DES ARMÉES.

CAMBRAY, *le* 16 *août.*

On dit que les ennemis n'ont quitté le territoire de cette ville que pour s'opposer à la jonction des armées du Nord et de la Moselle. Voici les détails de leur apparition devant cette place, transmis à la Convention par le général Declaye.

Le 7 août, l'armée ennemie parut devant la place de Cambray que je commande; elle a paru me cerner en longeant sa gauche depuis la porte Notre-Dame jusqu'à la hauteur de la porte St. Sepulcre, en poussant ses postes jusqu'à Rumilly.

Réduit à moi-même par la retraite précipitée de l'armée, dont je ne pus recevoir les forces qui me manquaient, dans la plus grande détresse par l'insouciance que l'ex général Lamarliere a apportée à mettre la ville en état de défense; par le défaut d'approvisionnement, par ma faible garnison, surtout en cavalerie; et le général en chef Kilmaine, qui m'avait annoncé, par une lettre en date du 7, en réponse à la mienne de même date, que le 25e régiment de cavalerie, qui faisait partie de ma garnison, et dont il avait disposé la veille, devait y rentrer, avec environ 300 hussards qui avaient été le matin à la disposition du général Kiessac, et qui devaient rentrer, ne me tenant point parole, tout était contre moi, et me força à croire qu'il existe encore des êtres qui, par la haine qu'ils portent à la République, trouvent toujours les moyens d'entraver ceux qui veulent la servir et la défendre jusqu'à la mort; tout enfin paroissait concerté pour m'enlever les moyens de sauver cette place.

Non-seulement on ne nous avait point approvisionné malgré toutes mes réclamations, mais encore on voulait enlever de nos magasins deux mille sacs de froment, et cela, dans le moment où le peuple crioit à la famine, et où le blocus paroissait inévitable.

Digitized by Google

seil de guerre, qui déclara la place en état de siége, et je pris les mesures les plus vigoureuses pour la défendre en républicain; je me vis même forcé, après m'être concerté avec le commandant du genie, de faire brûler quelques maisons à moins de deux cens cinquante toises, vu l'impossibilité de les faire démolir dans ce moment pressant.

Le 8, chacun à son poste, et bien disposé à recevoir l'ennemi, je me suis occupé à faire accélérer les travaux extérieurs et intérieurs de la place, avec le reste de ma garnison et les braves citoyens de Cambrai.

Vers les 10 heures, je reçus un parlementaire chargé d'une orgueilleuse sommation, dont voici copie :

Le général-major commandant les avant-postes de l'armée combinée de l'empereur et ses alliés, à M. le commandant de Cambrai.

« Vous avez été témoin de ce que l'armée combinée vient d'entreprendre, et vous voyez sa position actuelle.

» Bouchain est investi; nous sommes maîtres de tous les camps et de tous les postes occupés par vos troupes; une colonne nombreuse est derrière vous : je viens vous offrir la capitulation la plus honorable. C'est à vous, Monsieur, à calculer maintenant si vous voulez exposer à toutes les horreurs d'un siége, et à une destruction inévitable, dont la ville de Valenciennes vous offre le triste exemple, la ville où vous commandez; ou bien si vous voulez accéder à une proposition qui ne se renouvellera plus, et qui sauverait l'existence et les propriétés d'un si grand nombre de personnes. »

Etait signé DE BOROS.

Plus bas était : aux avant-postes devant Cambrai, le 8 août 1793.

Voici quelle fut ma réponse :

Le général Declaye, commandant en chef à Cambrai, au général-major commandant les avant-postes des armées combinées.

Au quartier-général de Cambrai, le 8 août 1793, l'an 2 de la République Française.

« J'ai reçu, général, votre sommation de ce jour, et je n'ai pour toute réponse à vous faire, que je ne sais pas me rendre, mais que je sais bien me battre. »

Signé DECLAYE.

» Comme les provisions manquaient absolument, je crus devoir faire quelques sorties pour m'en procurer; les tirail-

Digitized by Google

tièrement bloqué ; la nuit fut assez tranquille.

» Le 9 à la pointe du jour l'ennemi s'approcha, et la fusillade fut très-vive, et continua jusqu'à vers le soir. Dans la nuit l'ennemi chercha à s'établir, et à commencer les travaux, mais je les éclairai et les forçai à coups de canon de les abandonner; le reste de la nuit se passa en quelques fusillades.

» Le 10 nous célébrâmes le triomphe de la liberté sur la tyrannie, et la fédération eut lieu avec tous les transports d'allégresse de vrais républicains ; la garnison y assista par détachemens, pour ne pas dégarnir les postes avancés. Des cris de *vive la République* se firent entendre, et furent répétés mille fois. Là, sur l'autel de la patrie, je prononçai le serment de vivre libre ou de mourir ; chaque soldat, chaque citoyen répéta : je le jure, et tous témoignèrent par leurs gestes qu'ils veulent tenir leur serment. L'enthousiasme était universel, et bien propre à faire trembler les tyrans. L'après-midi, je fis une sortie dans laquelle on fit quatre prisonniers, dont un officier Autrichien : à l'instant parut un gros de cavalerie ennemie, que cinq coups de canon firent retirer précipitamment.

» Le 11, à la pointe du jour, mes découvertes m'apprirent que l'ennemi avait fait retraite de toute part ; je résolus de faire éclairer les routes, sur-tout celles de Valenciennes, Saint-Quentin et Arras ; par-tout on reconnut que l'ennemi s'était retiré dans la nuit.

» Je ne rendrais pas justice à la brave garnison que je commande, si j'oubliais de faire l'éloge du zele et du courage qu'elle a montré pendant tout le tems que dura le blocus, et sur-tout de son dévouement à plutôt s'ensevelir sous les ruines de la place, que de consentir à se rendre.

» Ce drapeau que je vous envoie est un sûr garant de l'énergie qu'elle a déployée dans les sorties. »

» Acceptez, citoyens représentans, mon hommage et le serment le plus sacré de défendre la République une et indivisible, jusqu'à la derniere goutte de mon sang. »

Signé, DECLAYE.

STRASBOURG, *le* 16 *août*.

Il parait que les ennemis vont réunir leurs forces pour attaquer l'Alsace et la Flandre. L'armée du Brisgaw, Margraviat et Palatinat, commandée par le général Wurmser est divisée en trois corps qui doivent agir de concert ; les forces arrivées de Mayence depuis sa reddition, ont été dispersées dans ces corps. Voici la répartition des armées combinées, telle qu'elle a été depuis le 31 juillet jusqu'au 2 août

Le premier corps d'armée du Brisgaw, commandé par le

Digitized by Google

général Lichtemberg, est d'environ 16 à 17,000 hommes; il est dispersé dans plusieurs petits camps et cantonnemens, depuis les hauteurs de Rhemfeld jusqu'au Vieux-Brisach. Il ne reste au général Stander, qui commande à Fribourg, qu'environ 4 à 5 cents hommes, depuis les nouvelles dispositions prises par le général en chef.

Le deuxieme corps d'armée s'étend depuis le Vieux-Brisach jusqu'à Lichtenau. Le corps composé des troupes de l'empereur et des cercles est de 12 à 13 mille hommes.

Le troisieme, commandé par le général Wurmser, s'étend depuis Lichtenau jusqu'à la hauteur de Germersheim, sur la rive opposée du Rhin : le camp de Salingen, en face du fort Vauban, est leur point central : ils font des retranchemens considérables sur toute la rive, et principalement à la droite et à la gauche du fort Vauban, où ils projettent quelque tentative pour favoriser les armées combinées qui se trouvent devant Landau. Tout le reste a repassé le Rhin pour se joindre au corps de Wurmser.

Il y a encore un corps de réserve des troupes impériales ou des cercles, dans la forêt Noire, près de Willingen; mais on n'en sait pas encore le nombre : on assure que ce sont des dépôts de recrues et quelques détachemens des différens corps qui composent l'armée du Brisgaw. Ces troupes doivent, à ce que l'on prétend, se porter sur le Waisenthal, pour agir sur la principauté de Porentruy, dite Mont-Terrible,

L'armée combinée qui se trouve maintenant devant Landau, et qui va faire toutes ses dispositions pour serrer de près cette place, est composée de Prussiens, Autrichiens, émigrés, Saxons, Palatins, Westphaliens et autres troupes des cercles, incorporés dans ces derniers; elle forme une masse de 80 à 85 mille hommes disponibles, malgré les grandes pertes qu'ils ont essuyées : la ville de Mayence seule leur a coûté 42 mille hommes. Le déficit de leurs armées, qui étaient tant devant Mayence qu'en face de Landau et sur la rive du Rhin, depuis Mayence jusqu'à Basle, est de 54 mille hommes, tant tués que morts de maladie ou désertés. Le nombre des malades actuellement existans dans les hôpitaux, depuis Coblents jusqu'à Latroh, est de 11 mille 6 cents 88 hommes selon les rapports officiels donnés aux généraux en chef de leurs armées.

Notice des séances subséquentes de la Convention, du mardi et du mercredi.

Du mardi 20 août. Les administrateurs du département du Mont-blanc écrivent que les Piémontais, profitant du départ

Digitized by Google

de quelques bataillons envoyés contre la ville de Lyon, ont pénétré dans leur montagne ; ils demandent des secours. Un membre de la députation du Montblanc assure que des officiers municipaux ont conduit les colonnes piémontaises sur le territoire français ; que la masse des habitans est patriote, mais qu'il y a des traîtres et des gens susceptibles d'être fanatisés. Il y a une grande mesure à prendre, ajoute-t-il, c'est d'incendier tous les villages qui se révolteront. Le département du Montblanc a eu aussi ses émigrés. L'assemblée des Allobroges les rappella ; ils rentrerent, non par amour pour la liberté, mais pour conserver leurs biens. Je demande que tous ceux qui ont fui la ci-devant Savoie à l'approche des armées françaises soient mis en état d'arrestation. Cette proposition est adoptée.

Une lettre particuliere annonce que le siége de Lyon continue ; que les habitans demandent à parlementer. Si les Lyonnais veulent encore essayer la résistance, une nouvelle attaque doit les faire succomber. Les Marseillais ont été complettement battus près de Saint-Remi. On leur a pris trois pieces de canons, et fait un grand nombre de prisonniers.

Mardi soir. Une lettre de la Vendée annonce de nouveaux succès sur les rebelles. Les habitans des campagnes insurgées se rebutent, et les rassemblemens qui se formaient au son du tocsin ne sont plus aussi considérables. — Une lettre de Lille, en date du 19 août, contient le récit d'une affaire qui a eu lieu entre les troupes de la République, les Autrichiens, les Anglais, Hanovriens et Hessois. Les postes de Monvaux et de Bondues ont repoussé l'ennemi. Dans cette journée nous lui avons enlevé dix pieces de canon, et fait environ 200 prisonniers. Sa perte peut être évaluée à 500 hommes.

Paré, secrétaire du conseil exécutif provisoire, a été nommé ministre de l'intérieur ; il avait pour concurrent les citoyens Hébert, substitut du procureur de la commune de Paris, et François de Neufchâteau, ex-député.

Du 21. Une lettre de Nantes s'exprime ainsi : On s'attend à un combat naval sous Belle-Isle ; on peut compter sur le succès, car tous nos marins sont dans les meilleures dispositions.

Rapport du comité de salut public sur les mouvemens contre-révolutionnaires qui se sont manifestés dans la ville de Montbrison. La Convention a pris des mesures pour les éteindre.

Digitized by Google

(N°. 109. — 1793.)

MERCURE FRANÇAIS

SAMEDI 31 AOUST, *l'an deuxieme de la République.*

POÉSIE.

Lettre d'un amant malheureux, écrite à son ami, au moment d'aller se donner la mort avec son amante. (Tirée des lettres de M. Léonard.)

CETTE nuit, mon ami, dans l'oubli du malheur,
D'un instant de repos j'ai goûté la douceur.
Je cours à mon réveil contempler la nature :
L'air est frais ; l'horison s'éclaircit et s'épure ;
Tout annonce un beau jour ; tout est calme et serein ;
L'orage est dissipé..... l'orage est dans mon sein.
L'étoile du matin déja commence à luire ;
Sa débile clarté suffit pour me conduire
Au lieu d'un rendez-vous, bien différent, hélas !
De ceux où tant de fois elle a conduit mes pas.
Mon chien, mon chien fidele accourt et me caresse ;
Je le baise, et je pleure ! Ami, que sa tendresse,
En méritant vos soins, vous rappelle par fois
Son maître infortuné qui vous remet ses droits.....
Déja le chant du coq a frappé mon oreille ;
Chacun reprend par-tout ses travaux de la veille,
Et les miens vont finir ! Ces instrumens de mort
D'un monde plus heureux nous ouvriront le port.
Dieu puissant, je t'invoque ! Être incompréhensible,
Au dernier de mes vœux ne sois pas insensible !
Jamais je n'ai conçu de coupables desseins,
D'aucun crime jamais je n'ai souillé mes mains ;
Devant toi cependant sur le point de paraître,
Je sens que je frémis..... Grand Dieu, pourrais-tu n'être,
Comme des imposteurs osent le soutenir,
Qu'un Dieu terrible, un Dieu toujours prêt à punir ?
Aurais-tu des tourmens pour celui qui délaisse
Un monde où les tourmens le poursuivent sans cesse ?

Digitized by Google

Sur le bord effrayant de l'abyme éternel,
Accorde-moi l'appui de ton bras paternel !.....
Mais ce n'est pas, grand Dieu, pour moi que je t'implore;
Réserve tes bontés pour celle que j'adore,
Cet objet vertueux que ta main a formé,
Pour celle dont le crime est de m'avoir aimé !
Pardonne son amour; il fut involontaire;
Et si l'homme ici bas ne peut, sans te déplaire,
Prévenir le moment de revoler vers toi,
Que la peine, ô mon Dieu, ne tombe que sur moi !...
Mais l'heure sonne.... allons !.... sur ma bouche enflammée
Viens, viens que je te presse, ô de ma bien-aimée
Présent délicieux, d'amour gage adoré,
Ornement d'un sein pur, ruban cher et sacré !
Viens, viens, tu me suivras dans la nuit éternelle,
Je t'aurai sur mon cœur en expirant près d'elle...
Adieu, mon tendre ami, je pense à vos bienfaits;
Vous seul, vous seul au monde excitez mes regrets !
Adieu, cabane heureuse ! adieu belle campagne,
Plus belle encor pour moi par ma douce compagne !
Adieu ciel ! adieu terre ! adieu brillant soleil,
Dont les premiers rayons éclairaient mon réveil !
Adieu petits oiseaux que je venais entendre !
Adieu rives du fleuve où j'aimais à me rendre !
Adieu bosquets, vallons et tout ce que je vois !
Adieu, vous dis-je, adieu, pour la dernière fois !

NOEL DE BOULOGNE.

CHARADE.

Mon dernier du premier affaiblit les ardeurs,
Et mon tout ceint l'amour d'épines ou de fleurs.

ÉNIGME.

Je donne en dix à deviner
Au plus expert en ce manége,
Un champ qu'on ne peut moissonner,
Qu'alors qu'il est couvert de neige.

Digitized by Google

LOGOGRIPHE.

A la ville, comme au hameau,
Je suis d'un très-commun usage ;
Tantôt gris tantôt blanc, ou noir comme un corbeau,
Du cygne au champ de Mars j'arbore le plumage.
Veux-tu me connaître, lecteur,
Leve les yeux, prends des airs de hauteur ;
De mes sept pieds mesure l'étendue,
J'offrirai d'abord à ta vue
Ce doux tissu d'un satin qui te plaît,
Sur la gorge d'Iris, sur sa main, sur sa bouche,
Il est d'un si puissant attrait
Que ses charmes sans lui n'auraient rien qui te touche ;
Puis un appas pour les oiseaux ;
Un animal qui paît volontiers près des eaux ;
Un insecte cruel dont le nom rime à *suce*,
Et qui suce en effet le sang
De sœur Colette et de sœur Luce ;
Cet élément dont se forme un étang,
Ici canal, là bas source ou riviere,
Et qui dans la nature entiere
Répand la vie et la fraîcheur ;
Un promontoire, un soupir qui du cœur
Marque un desir secret, quelquefois la tendresse,
Et la douleur encor ; certain son qui nous blesse,
Mais qui de la voiture anime le coursier,
Mot nécessaire au diligent courier ;
D'un oiseau l'ornement de tête ;
Celui du chantre un jour de fête,
Ce qu'à mes pieds je puis voir tous les jours,
Et même à mes genoux, ornemens de secours ;
D'une ville à grande cohue,
Le nom du maire ; de la rue
Le marche-pied, enfin, un souterrain,
Ou pour mieux dire un magasin
Où certaine liqueur fraîchement se conserve,
Qu'à mes bons amis seuls prudemment je réserve.
C'est tout, ami lecteur : veux-tu me deviner ?
Va sans moi, si tu peux, ainsi te promener.

Digitized by Google

Explic. des Charade, Enigme *et* Logogriphe *du* N°. 108.

Le mot de la Charade est *Chevrefeuille*; celui de l'Enigme est *Coq*; celui du Logogriphe est *Procès*, où l'on trouve *repos*, *sos*, *rose* (le roman de la), *rose* (fleur), *ré*, *prose*.

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

Voyage en Guinée et dans les isles Caraïbes en Amérique : par Paul Edman Iscrt, ci-devant médecin-inspecteur de Sa Majesté Danoise, dans ses possessions en Afrique ; tiré de sa correspondance avec ses amis ; traduit de l'allemand. in-8°. avec figures. Prix, 6 liv. A Paris, chez Maradan, libraire, rue du Cimetiere Saint-André-des-Arcs, n°. 9.

Il y a eu de nos jours peu de genres d'ouvrages aussi multipliés que les voyages. Qui a vu veut raconter, et qui raconte, sur-tout venant de loin, se fait écouter assez volontiers. *Historia quoquo modo scripta delectat.* L'histoire amuse toujours, écrite, n'importe comment, a dit Cicéron, et cela est vrai de celle des voyages comme de toute autre.

L'auteur de ces Lettres sur la Guinée a parcouru les comptoirs danois sur le golfe de Bénin, dans les contrées d'Acra et de Popo, voisines du royaume de Juida, qu'il appelle Fida; car les noms de ces pays varient suivant la différente prononciation des Européens. Il eut occasion de faire un voyage de pure curiosité dans ce royaume de Juida, qui est plus avant dans les terres que les établissemens qu'il devait inspecter, et qui a été souvent décrit par d'autres voyageurs, avec bien plus d'étendue et de méthode que le médecin Danois n'en a pu mettre dans une correspondance écrite assez à la hâte, à ce qu'il paraît, et à des intervalles plus ou moins longs. Une grande partie de cette correspondance est employée à décrire tous les événemens d'une petite guerre entre deux petites peuplades negres, les Adéens et les Augucens. Mais quoique ce récit pût être abrégé sans inconvénient, il fournit toujours à l'auteur quelques particularités qui confirment ce que les autres voyageurs nous ont dit des negres, de leurs mœurs, de leur caractere, de leurs facultés. L'auteur nous dit dans sa préface qu'*il a sur-tout voulu faire l'histoire naturelle des hommes* : c'est un fort beau projet; mais l'exécution n'y répond pas toujours, et les botanistes qui cherchent la nomenclature et la description des plantes étrangeres seront peut-être plus contens de lui que les philosophes qui cherchent l'homme.

Ceux à qui nous devons les meilleures relations sur les

Digitized by Google

pays arrosés par le Sénégal, la Gambra, le Niger, et par les différentes rivières qui sont des branches de ces grands fleuves s'accordent à penser que le negre est généralement bon et courageux, qu'il ne manque ni d'esprit ni d'industrie, et qu'il est doué d'une mémoire prodigieuse. La superstition et le despotisme étouffent les fruits de ces qualités naturelles, et la servitude affreuse où ils sont réduits dans nos colonies d'Amérique y substitue souvent tous les vices des esclaves. D'après ces vices que nous leur avons donnés, la plupart des colons nous ont représenté les negres sous des traits extrêmement défavorables, et souvent on a cru à leurs rapports, sans songer que le negre dont ils nous parlaient n'était autre que celui qu'ils avaient fait, le negre de l'esclavage et non pas celui de la nature. Mais les voyageurs éclairés qui l'ont observé dans sa terre natale en font un portrait tout différent, et le médecin Danois, dans les traits épars que l'on peut recueillir chez lui, est d'accord avec eux. On n'est jamais stupide avec beaucoup de mémoire, et celle des negres, par exemple, est si fidelle et si sûre qu'elle leur tient lieu de registres et d'annales. Au bout de 40 ans, ils se souviennent de ce qui a été délibéré dans une de leurs assemblées, ou de ce qui s'est passé dans un combat, ou de ce qui a été réglé dans un traité, comme si les faits étaient de la veille. Leurs vieillards sont les dépositaires de ces traditions; ce sont pour eux des livres vivans.

A l'égard du despotisme qui les écrase, si l'on ne connaissait l'orgueil des hommes, de quelque couleur qu'ils soient, on ne concevrait pas que dans un pays où les jouissances sont, par une proportion nécessaire et la même partout, aussi bornées que les connaissances, on pût être aussi jaloux du pouvoir que dans ces fertiles contrées de l'Asie, où l'opulence de la nature semble s'être épuisée pour quelques despotes, et qu'un miserable chef de quelques villages formés de huttes, qui a pour principales richesses, un mauvais chapeau d'Europe, un lambeau d'écarlate et quelques verroteries, se jouât de la nature humaine dans la personne de ses égaux, aussi insolemment que le grand Mogol ou le Padishack. Rien n'est cependant plus vrai : l'adoration est tout aussi humble et la tyrannie aussi cruelle dans les peuplades noires que dans les palais des monarques d'Orient. La coutume barbare d'égorger en cérémonie un certain nombre d'esclaves sur le tombeau des rois, est établie en Guinée de tems immémorial : on renouvelle ces mêmes massacres pour célébrer, chaque année, le jour de la naissance du roi régnant. « Si l'on demande au roi pourquoi il n'abolit pas une pra-» tique si effroyable, qui est même contraire au bien de » ses finances, puisqu'il pourrait tirer beaucoup d'argent de » ces esclaves qu'on exécute, il répond qu'il n'est pas en » son pouvoir d'abroger un usage aussi ancien que la mo-

Digitized by Google

» narchie, et qu'il aurait lieu de craindre quelque rébellion » de la part de ses sujets. »

Voilà donc ce que l'ignorance peut faire des hommes ! Ils se révolteraient, si on ne les égorgeait pas ! Hélas ! Oui. Tel est l'empire des premières idées, imprimées par la superstition et par l'habitude. Le monde entier, ancien et moderne, est plein de ces exemples. Ne nous assure-t-on pas que les Espagnols se souleveraient, si l'on voulait leur ôter leur sainte inquisition ? Etonnez-vous ensuite qu'en tout tems et en tout lieu, le premier vœu et, pour ainsi dire, l'instinct de la tyrannie soit d'abrutir les hommes, de consacrer l'ignorance et de proscrire l'instruction ! Cet instinct se fortifie en raison de la bêtise des tyrans, et quand elle est au dernier degré, elle va jusqu'à dire : quiconque aura plus d'esprit que moi sera pendu.

L'auteur cite en preuve du pouvoir arbitraire du roi de Dahomay un fait qui nous paraîtra monstrueux, et qui cependant est très-commun en Asie et en Afrique, deux parties du monde où l'on sait que le despotisme est naturalisé de toute antiquité. Dans une de ces fêtes annuelles dont j'ai parlé ci-dessus « le roi passait devant les malheureux liés au bas » de l'échafaud royal pour l'exécution de ce jour. L'un d'eux » ne pouvait se consoler et poussait de lamentables gémisse- » mens. O ! combien, s'écriait-il, est heureux celui-ci, » pendant que je suis plongé dans le malheur ! Le roi de- » manda ce que disait ce malfaiteur : on le lui rapporta : le » roi se tournant, répondit : ce drôle-là n'est assurément pas » une bête. Aussi-tôt il le releva lui-même, fit rompre ses » liens et ordonna qu'on lui donnât des habits et de l'argent » pour retourner chez lui. Il fallait remplacer le malheureux » qu'il avait mis en liberté. Il le fit en saisissant, parmi la » troupe qui l'environnait, le premier qui se présenta, le fit » lier avec les autres, et il fut exécuté le jour même. »

A l'égard de cette espece de courage qui va au-devant de la mort, le trait suivant, parmi beaucoup d'autres que l'on trouve ailleurs, peut faire voir que les negres en sont aussi capables qu'aucun autre peuple. « Le roi d'Akim, tributaire » du roi d'Assianthe, lui demanda la permission de faire » la guerre à une petite nation, et l'obtint à condition qu'a- » près la victoire il partagerait avec lui le butin. Il se mit » en campagne, remporta la victoire ; mais comme il ne fit » que peu de butin, il crut pouvoir le garder tout entier. » Quelque tems après, il apprit que le roi d'Assianthe allait » lui envoyer des gens pour demander sa tête, et comme il » savait que cette sentence, une fois *passée*, ne souffrirait » pas beaucoup d'adoucissement, il fit venir un jour ses prin- » cipaux ministres, il leur déclara le malheur dont il était

Digitized by Google

» menacé, et qu'il pensait n'avoir rien de mieux à faire que » de *s'expédier* lui-même pour l'autre monde. Les ministres ne » trouverent pas convenable qu'il fît ce voyage tout seul : ils » voulurent l'accompagner. Dans cette vue, ils firent venir » autant de tonneaux de poudre qu'ils étaient de personnes ; » chacun s'assit sur le sien ; ils placerent au milieu d'eux une » arieze d'eau-de-vie, dont le *fond d'en haut* était ouvert, et » du tabac. Ils fumerent et burent réciproquement à leur bon » voyage, jusqu'à ce que le roi donnat le signal auquel chacun » devait *fourrer* sa pipe allumée dans son tonneau de poudre. » Tous nos héros s'en acquitterent, et mirent ainsi une fin » glorieuse à leur existence. »

Ce que tous les voyageurs ont dit du culte rendu par les Negres de Juida à l'innocente espece de serpens nommés fétiches, se trouve ici répété : voici ce qu'en dit l'auteur. « Le » serpent fétiche est la premiere divinité, et est ici dans la plus » haute vénération. Un Européen ne se trouverait pas bien » de s'y attaquer et de le tuer. J'en ai vu plusieurs, et c'est » en effet, pour la vue, un superbe animal. Il est de la lon- » gueur et de l'épaisseur du bras. Le fond de sa couleur est » gris, entremêlé de raies jaunes et brunes. On dirait qu'il » sait que personne n'ose lui faire du mal ; car il va hardiment » dans toutes les maisons : ce n'est point non plus un *insecte* » nuisible ; il ne fait de mal à personne. Me promenant un » jour seul dans le jardin du fort, j'en vis un roulé en pelo- » ton, qui dormait au pied d'un arbre. J'eus infiniment de » plaisir de cette découverte ; je le considérai quelques instans » avec ravissement, et j'étais sur le point d'aller chercher un » vase pour le conserver dans de l'esprit-de-vin, lorsqu'à mon » grand chagrin, un Negre qui travaillait dans le jardin l'ap- » perçut tout comme moi. Je me vis par là privé de mon » butin : il sortit du jardin *dans* la plus grande diligence, » et revint bientôt avec un prêtre. Celui-ci à la vue du ser- » pent se jetta tout de son long le visage contre terre, le » baisa trois fois, marmotta quelques mots, prépara sa cein- » ture pour empaqueter la bête, la leva de terre avec tant » de précaution qu'elle ne se réveilla seulement pas, et la » porta dans le temple, où il y a toujours à boire et à manger » *prêt* pour ces animaux, soit qu'ils viennent *pour en jouir*, » ou qu'ils ne viennent pas. »

Il est clair que la plus heureuse condition en Afrique, c'est d'être serpent fétiche, à moins cependant qu'on n'ait le mal- heur de rencontrer un de ces médecins d'Europe qui ne se font pas le plus petit scrupule de tuer le meilleur et le plus doux animal, parce qu'il a la peau belle, et *pour le conserver dans de l'esprit-de-vin.*

Notre Danois si mal intentionné pour ces bons fétiches s'em-

Digitized by Google

barque sur un vaisseau négrier pour les isles d'Amérique. Témoin oculaire des cruautés qu'on exerce dans la traversée sur ces malheureux destinés à l'esclavage, il en parle avec la juste indignation que doit éprouver tout être sensible en voyant son semblable si indignement maltraité. Il serait inutile de les retracer ici ; elles sont trop connues pour la honte de l'humanité, et la philosophie et l'éloquence ont cent fois et jusqu'ici trop inutilement dénoncé, dans les plus énergiques peintures, ce crime de l'avarice et cet opprobre de l'Europe. Mais ce qui est particulier à notre auteur, il faillit en être la victime. Une de ces révoltes si légitimes et si fréquentes qui éclatent quelquefois dans les vaisseaux négriers, mit le sien dans le plus grand danger. Ces infortunés, attachés deux à deux par des colliers de fer, entassés les uns contre les autres, et n'ayant pour armes que leur désespoir et leurs chaînes, viennent quelquefois à bout, par un effort simultané dont les opprimés sont seuls capables, de se délier tous à la fois, et de fondre avec la rapidité de la foudre sur les tyrans qu'ils égorgent avec leurs propres armes. L'auteur Danois rapporte deux exemples de ces terribles vengeances arrivés en 1785, l'un sur un navire anglais, l'autre sur un bâtiment hollandais. Dans l'un et l'autre, tous les Blancs furent massacrés jusqu'au dernier ; mais dans l'un, les Noirs voyant venir contre eux des vaisseaux de la côte, se firent sauter, et périrent au nombre de plus de cinq cents ; dans l'autre, ils furent moins heureux, et après avoir détruit les Blancs ils furent repris par les Negres de la côte, et rendus à l'esclavage. Une révolte semblable se déclara sur le vaisseau danois, et le premier qui tomba sous la main des Negres furieux fut le medecin Isert, qui reçut plusieurs coups de rasoir, la seule arme qu'eussent alors entre les mains ceux des Negres qui s'efforçaient de briser leurs fers. Ils échouerent cette fois, et les Blancs, après en avoir tué une trentaine, parvinrent à retenir les autres à la chaîne. Le médecin fut secouru ; il avait perdu beaucoup de sang ; mais aucune de ses blessures n'était mortelle, et il fut guéri au bout de quelques jours.

Autant que l'on peut juger de l'original par une traduction, le style de ces lettres ne paraît pas de fort bon goût. Le ton familier et le ton poétique y sont mal-adroitement amalgamés. On sent bien que des nuances si différentes demandent de l'art et du choix, même dans des lettres. Quant à la diction du traducteur, elle est extrêmement incorrecte, comme on l'a pu voir dans le peu que j'en ai cité. Il est bien étrange, par exemple, qu'on appelle *insecte* un serpent : il est difficile de croire que cette faute grossiere soit de l'original : l'auteur Danois est un homme trop instruit pour confondre un reptile avec un insecte.

Digitized by Google

SPECTACLES.

THÉATRE DE L'OPÉRA.

On vient de donner sur ce théâtre une tragédie lyrique en trois actes, intitulée *Fabius*; paroles du citoyen Martin, musique du citoyen Méreaux.

Annibal s'avance vers Rome. Le peuple, effrayé de son approche, veut fuir. Metellus l'arrête, en lui représentant que ce n'est pas hors de Rome qu'il doit se réunir pour défendre sa liberté; que ses ennemis les plus dangereux sont des étrangers répandus dans son enceinte, qui y sement le trouble et la division, qu'il faut les surveiller pour se défendre de leurs complots; mais Fabius est dictateur! on doit tout attendre de ce général, dont la lenteur prudente saura triompher de la furie des Carthaginois. En effet, Paul Emile vient annoncer qu'Asdrubal, frere d'Annibal, vient d'être arrêté dans Rome. Le peuple se fie aux loix du soin de son supplice, et fait serment de sauver la patrie et de respecter les personnes et les propriétés. Au second acte; les dames romaines viennent offrir des dons patriotiques; le grand-prêtre prophétise une paix prochaine et durable. Proculus rend compte du supplice d'Asdrubal, et annonce le retour de Fabius vainqueur. Tout le monde va au-devant de lui. Au troisieme, Fabius arrive enfin; il rend compte de sa victoire, et se démet de la dictature. On donne aux alliés le titre de citoyens romains, Valérie, femme de Fabius, vient couronner le triomphateur, qui obtient la liberté des captifs, et l'opéra finit par une marche triomphale.

S'il fallait considérer cet ouvrage du côté dramatique, et le juger selon son mérite poétique et littéraire, il ne serait pas exempt de reproche, ni du côté de l'action qui est presque nulle, ni du côté du style qui est extrêmement négligé. Mais il paraît que l'auteur a tout sacrifié au desir de présenter une foule d'allusions aux circonstances présentes, et de développer les sentimens du patriotisme le plus pur et le plus ardent. Il a parfaitement réussi dans ces deux points, les allusions y sont d'autant plus sensibles, que l'auteur ne s'est pas cru obligé de se conformer à l'histoire dont il s'écarte à tout moment. Il parle sans cesse de rois coalisés, de chute des rois, etc. quoiqu'il sache très-bien qu'il n'y eut point de rois dans les guerres puniques. Carthage était une République ainsi que Rome; il fait prendre aux peuples

Digitized by Google

chaine par le prêtre de Saturne, et cette guerre dura encore dix ans. Rome ne voulut jamais la paix avec aucune puissance, tant qu'elle se crut en état d'opprimer, etc. Toutes ces inexactitudes, sans doute volontaires, sont bien rachetées par les traits de patriotisme dont cet ouvrage est rempli d'un bout à l'autre. Ce sentiment a produit tout son effet sur les spectateurs, et assure le succès de l'ouvrage; la musique n'a pas moins fait de plaisir, et a paru digne de la réputation de son estimable compositeur.

ANNONCES.

Relation des Isles Pelew, situées dans la partie occidentale de l'océan pacifique; composée sur les journaux et les communications du capitaine Henri Wilson, et de quelques-uns de ses officiers, qui, en août 1788, y ont fait naufrage, sur l'*Autelope*, paquebot de la compagnie des Indes Orientales; traduit de l'Anglais de George Keute, écuyer, membre de la société royale et de celle des antiquaires; deux vol. in-8°., ornés de figures; prix 12 liv. broc. A Paris, chez Maradan, libraire, rue du Cimetiere St-André, n°. 9.

Le bonheur du Pauvre, ou réflexions philanthropiques sur l'objet le plus essentiel au bonheur du peuple Français, ou projet d'articles additionnels à l'acte constitutionnel, décrété le 24 juin 1793, etc. par le citoyen Antome-Alexandre Monier, auteur de plusieurs inventions dans les arts utiles, et de la caste qu'on appellait ci-devant tiers-état; broc., in-8°. A Paris, chez les marchands de nouveautés.

Questions Métaphysiques dont la solution importe à l'humanité; in-8°. A Amsterdam, et se trouve à Paris chez les marchands de nouveautés.

GRAVURE.

Portrait de Raynal, gravé au lavis en couleur; par P. M. Alix, et peint par Garnerey, forme ovale de neuf pouces sur 7 trois quarts, faisant suite à ceux de Voltaire, Rousseau, Mably, etc. gravé par le même d'après différens maîtres; tous ces portraits se vendent 6 livres chacun, chez Drouin, éditeur, rue Christine, n°. 2, fauxbourg Saint-Germain.

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 13 août 1793.

L'IMPÉRATRICE de Russie vient d'éprouver une perte bien cruelle sur-tout au moment où des préparatifs de guerre, inutiles si elle se bornait à bien régir ses vastes domaines, épuisent son trésor pour l'armement d'une flotte dont la destination n'est pas encore bien connue.

Voici ce qu'on mande d'Archangel en date du 17 juillet: Un incendie qui a éclaté ici le 26 juin, on ne sait pas encore comment, a détruit en très peu de tems 877 maisons, 3 églises, environ 300 boutiques sur la place du marché, et un grand nombre d'autres édifices adjacens. On était occupé précisément à charger des navires, et cette circonstance a fait que les secours n'ont pas été aussi prompts qu'ils auraient dû l'être. Les malheureux habitans sont au désespoir; ils ne savent où se réfugier, et leur perte est immense: on l'évalue déjà à plus de 3 millions de roubles, ou près de 15 millions tournois, ce qui est beaucoup pour un état aussi pauvre que l'est la Russie.

Suivant des avis de Copenhague, 9 vaisseaux de ligne russes et 3 frégates destinés pour la mer du Nord, sont toujours retenus par les vents contraires à Elseneur; ils prendront sous leur escorte un grand nombre de bâtimens hollandais. Une autre partie de cette escadre est dans la baie de Kioge; on en a détaché 2 vaisseaux de ligne pour les envoyer en croisière dans la Baltique. Ces nouvelles sont du 3 août: d'autres postérieures, mais sur lesquelles on ne peut peut-être pas faire grand fond, prétendent que la flotte a passé le Sund le 24 avec des vaisseaux de transport et 12,000 hommes de débarquement; elles indiquent les côtes de France, ou du moins l'isle de Corse comme le but de cette expédition.

Voici la liste de tous les vaisseaux qui composent cet armement.

Ceux mouillés à la baie de Kioge près Copenhague.

Le *Rostislaff* de 108 can. Commandant, Tchichagoff. Les *Douze-Apôtres*, *id.* Baschmanoff. Le *St-Nicolas*, *id.* Puschin. *Ewoy*, *id.* Korbejeff. *Schesme*, *id.* Boviskoff. *Savatort*, *id.* Oboljanenoff. *Trois-Gerach*, *id.* Tirnoscheff. *Sisoï-Velicki*, *id.* Killenin. *Saint-Pierre* de 74. De Barsch. *Pierre*, *id.* Burdukoff. *Alexandre*, *id.* Soglok. *Jurostaff*, *id.* Bilan. *Amtistaff*, *id.* Mesojedoff.

Digitized by Google

Prechor de 64. Von Heinheil. *Pobédanolez*, *id.* Samarokoff.

Ceux sortis pour la mer du Nord.

Helena de 74; amiral, Krusse. Comm. Von Breyer. *Gseb*, *id.* vice amiral, Gibs. Commandant, Von Tiescher. *Kyrivann*, *id.* contre-amiral, Teff. Commandant, Von Fken. *Baris*, *id.*, commandant, Von Zellin. *Frockschwetises* de 66. Von Sukin. *Parmon*, *id.* Von Greffnitz. *Pimen*, *id.* Von Kolokohoff. *Omhetem*, *id.* Von Losimen. *Nezionor*, *id.* Von Labroff.

Frégates. *Archangel Michaël* de 44 canons; comm. Schlliuson. *Archipelay*, *id.* Aklischeff. *Britscheslaw*, *id.* Von Aplischeoff. *Pomoschne*, *id.* Von Schwiten.

Sept cents quatre-vingt-six Français et Françaises ont abjuré leur patrie et inscrit leurs noms sur le livre de servitude en prêtant à Pétersbourg le serment exigé par l'ennemie de la liberté. Il n'y en a que treize à Cronstadt et aux environs qui se soient ainsi déshonorés. Quelques autres retenus par des maladies n'ont pu se présenter au gouvernement, mais ont promis par écrit de venir prêter en personne le serment, dès que leur santé le leur permettrait; la gazette de la cour en a aussi donné la liste. La Russie ne fait pas une grande acquisition, et la France ne fait pas une grande perte.

Tout s'arrange d'ailleurs en Pologne au gré de l'ambitieuse Russie. Des lettres de Varsovie disent que le traité avec la Prusse suivra de près celui qui a été entierement adopté et signé le 22 juillet; elles ajoutent que Catherine II a récompensé les traîtres qui lui ont livré leur patrie par des dignités propres plutôt à faire ressortir leur bassesse qu'à la couvrir. Tyskiewicz a été fait grand maréchal de Lithuanie; Mossinski, grand maréchal; de la couronne Bielinski, maréchal de cour de la couronne, et Zaluski, trésorier de cour de la couronne.

On a appris depuis que la négociation du traité avec la Prusse est aussi commencée. Les conferences entre la délégation et M. de Bucholz ont même lieu actuellement. C'est pourtant là qu'aboutit le serment prononcé par le faible Stanislas, lorsque les députés de la délégation furent nommés à la diete. Il est curieux de le comparer avec les traités. « Je jure en présence de Dieu tout-puissant et de la Sainte Trinité que je n'ai jamais fait ni offres ni promesses, et qu'il ne m'en a été fait aucunes, et que je n'en ferai ni n'en accepterai jamais qui puissent nuire au bien de la République. Je prie là-dessus Dieu et notre Sauveur de nous prendre en sa salute garde. » On ne sait pas ce que promettra et sur-tout ce que tiendra le roi de Prusse. Mais la pieuse Catherine promet au nom de la très-sainte et indivisible Trinité qu'il existera dorén avant et pour l'éternité des tems, paix constante, alliance et amitié parfaite entre S. M. l'impératrice de toutes les Russies, ses héritiers et successeurs, ainsi que tous ses états d'une part,

Digitized by Google

et le roi de Pologne, grand duc de Lithuanie, ses successeurs, comme aussi le royaume de Pologne et le grand duché de Lithuanie de l'autre.

Il y aurait eu un peu plus de franchise à promettre au nom de la très-active et insatiable ambition, la seule divinité des ames royales, qu'elle s'emparerait au premier jour, ou du moins dès qu'elle le pourrait, avec ou sans les puissances copartageantes, du reste de la Pologne envahie à deux reprises, et qui verra terminer la tragi-comédie jouée par la troupe des grands acteurs couronnés par un dernier démembrement qui fera le troisieme acte et le dénouement de cette piece fort bien intriguée, et où les caracteres se soutiennent à merveille depuis vingt ans.

La main qui opprime la Pologne est digne de combattre en faveur des émigrés, et de les soutenir; c'est aussi ce qu'elle fait de son mieux. Cependant Choiseul-Gouffier ne profitera pas long-tems des aumônes impériales de la Sémiramis du Nord; on le dit dangereusement malade à Petersbourg.

La Suede et le Danemarck profitent de la neutralité; leur commerce prospere singulierement. M. Grouvelle doit arriver incessamment à Copenhague. Il a debarqué le 2 août dans notre ville de Hambourg.

De Francfort-sur-le-Mein, le 25 août.

Suivant des lettres de Vienne du 3 de ce mois, le lieutenant Kronberg, du régiment d'Esterhazy, hussard, arrivé le 29 juillet comme courrier, a apporté des dépêches très-importantes du comte Mercy-d'Argenteau, de Londres et de la Haye, qui doivent être relatives à une paix prochaine avec la France. On doute d'autant moins ici qu'il est question de paix, que la grande levée de recrues qui devait avoir lieu ce mois-ci a encore été remise. Peut-être aussi ces bruits de paix ne sont-ils répandus que pour donner de l'espérance aux prêteurs; car on ne peut dissimuler qu'il se fait emprunt sur emprunt; ce qui prouve bien l'état désespéré des finances impériales, et l'impossibilité où sera François II de continuer la guerre, sans avoir recours, en cas que ses emprunts ne se remplissent pas, comme il n'y a que trop d'apparence, à de nouveaux impôts que le pays peut encore moins supporter. On vient d'en ouvrir un de deux millions et demi de florins à Bruxelles: on avait déjà tâché précédemment d'emprunter 10 millions à la Suisse; ce qui eût été un coup de politique très-habile, si cela eût réussi, puisque l'empereur demandera peut-être au premier jour passage sur leurs terres aux bons Helvetiens, pour attaquer la Franche-Comté et l'Alsace, et qu'un roi débiteur parle plus haut qu'un particulier créancier.

Quoi qu'il en soit, les préparatifs de guerre continuent, mais avec moins d'activité qu'on n'aurait dû s'y attendre. Les gens bien instruits attribuent le ralentissement à la disette du nu-

Digitized by Google

mêraire, auquel on supplée de son mieux par un papier qui n'a guères de faveur, parce qu'il n'a guères d'hypotheque, papier porté à 20 millions de florins de billets de banque. Au reste les agens diplomatiques du cabinet de Vienne sont en course, et l'empereur craignant avec raison que la Grande-Bretagne n'use et n'abuse des circonstances pour tirer de la cour de Madrid tout le parti qu'elle tire de celle de Portugal, a nommé le prince de Kinski son ambassadeur extraordinaire en Espagne. Ce ministre sera chargé de conclure un traité d'alliance dont quelques bases importantes ont déja été convenues.

En attendant la paix dont on parle tant, et que les Français seront vraisemblablement forcés d'arracher à une cour qui préférerait la guerre et qui selon toute apparence se propose de tenter encore une seconde campagne, le grand directoire de la police de Vienne fait de nouvelles recherches très-séveres au sujet des Français et Polonais qui se trouvent dans cette capitale, et forcent à passer les frontieres tous ceux qui ne peuvent administrer des preuves d'une conduite irréprochable. Or une conduite irréprochable dans le sens de l'inquisition autrichienne, consiste en des sentimens d'aristocratie bien prononcés. On se tromperait si l'on croyait, d'après cela, que les émigrés jouissent de beaucoup de considération, et sont très-bien traités. Ils seront obligés de marcher sous le bâton d'un caporal Autrichien; c'est décidément le seul parti qui leur reste pour vivre; ils n'auront de pain qu'à ce prix, et on les forcera d'en gagner. La diete de Ratisbonne vient de rendre un décret qui oblige tous les émigrés à prendre parti dans les armées. On n'excepte que les individus au-dessus de 50 ans, les malades en rapportant tous les mois un certificat du médecin, enfin les gens attachés à quelque maison de commerce.

On mande de Berlin, en date du 6 août, qu'il a été célébré le 4 une fête dans toute les églises de cette ville, en réjouissance de la prise des forteresses de Mayence et de Cassel. Les ministres ont eu grand soin de choisir dans la bible des textes sur l'obéissance passive que les sujets doivent à leurs rois, images de Dieu sur la terre, et de prêcher avec beaucoup de ferveur dans ce sens; après quoi l'on a entonné un *Te Deum*, et on a fait une décharge de tous les canons de la ville. Quelque chose qui vaut mieux pour soutenir la cause du roi de Prusse, c'est que 3800 hommes des régimens du dépôt ont dû se mettre en marche pour compléter les régimens d'infanterie qui sont dans l'armée alliée. Voici quelques détails exacts sur la situation et la force des armées combinées en Allemagne.

Armée Autrichienne.

Depuis Rheinfeld jusqu'au Vieux-Brisack, on compte 2400

Digitized by Google

hommes de cavalerie, et 19,500 hommes d'infanterie, commandés par le comte Lichtenberg; le quartier-général est à Loerach, près de Basle, dans le Margraviat de Baden.

Les corps de cavalerie, sont la 3e. division d'Ederdy, hussards, 1200 hommes; la 3e. division de Hohenzollern, cuirassiers, 1200 hommes.

L'infanterie est composée de deux bataillons de Strasoldi, 3000 hommes; deux bataillons de Ferdinand, 3000 hommes; deux bataillons de Croates, dont la plus grande partie sont mariés, et servent à empêcher la désertion, 3000 hommes; trois bataillons de Schrœder, 4500 hommes; un bataillon de grenadiers Hongrois, 1500 hommes; un bataillon de Julai, Hongrois, 1500 hommes; deux bataillons de Tercy, 3000 hommes.

Armée des Cercles.

Ces troupes qui sont répandues depuis Brisack jusqu'à Spire, sont composées de 24,100 hommes de cavalerie, et 30,400 hommes d'infanterie. Elles sont commandées par le général Stader à Fribourg, et par le général Jordis à Kentzingen.

Depuis Spire jusque près de Candel, on compte 4800 hommes de cavalerie, et 27 500 hommes d'infanterie, commandés par Wurmser, dont le quartier-général était à Rheinzabern le 7 de ce mois. Kospott en commande aussi une partie. Les corps de cavalerie sont, trois divisions de Wurmser hussards, 1200 hommes; trois d'Eterdy, 1200 hommes; trois de Kaiser, dragons, 1200 hommes; trois de cuirassiers de la Marck, 1200 hommes. Dans l'infanterie, on trouve trois bataillons de Jullay, 3000 hommes; deux de Preis, 3000 hommes; deux d'Ilatisky, 3000 hommes; deux de Latermann, 3000 hommes; deux de Stein, 3000 hommes; trois de Falasci, 4500 hommes; Valaques et Mualouski, 8000 hommes.

Armée des émigrés.

L'armée de Condé est composée de 3470 hommes de cavalerie, et de 10,880 hommes d'infanterie; elle tient la gauche en descendant de Wurmser, les corps dont elle est composée, sont répartis le long des montagnes, presque dans le duché de Deux-Ponts, sur Weissembourg et Landau. Les noms des corps de cavalerie sont, les chevaliers de la Couronne, 300 hommes; les hussards de Salm, 400 hommes; les hussards de Mirabeau houlans, 500 hommes; les chevaux-légers, division du Dauphin, 120; chevaux-légers, division de la Reine, 500; deux compagnies de nobles, 100; deux compagnies d'aides-de-camp, désertés de différens corps, 200; dragons de Kaiser, 1500; l'infanterie est composée de chasseurs à pied, 1000; régiment de Rohan, 800; infanterie de Hohenlohe, 1500; chasseurs de Hohenlohe, 800; deux ba-

Digitized by Google

taillons dits fils de famille, 1900; deux bataillons de Gemmingen, 3000; deux bataillons de Klebeck, 3000.

Cette armée est commandée par le prince de Condé dont le quartier-général était le 6 à Schreigen. Les autres chefs sont Boussies, d'Anville, le prince de Salms-Kirbourg. Etat-major; le comte de Damas, Choiseul, de Roque, Puimaigre, d'Argenteuil, Montesu, le Hossu, Reinach, de Rope, Fumel, le Vidame de Vassé, comte de Cauvillé, Bruges, de Colmar, le prince Louis de Rohan, Feroniere, marquis de Kaylus, comte de Firmas, de Roque de Bouillon; Rothjaçob, de Haguenau, les freres Bernard, ci-devant hussards, Lienhard, de Montreg, Ichwazheim, Rastamhausen, les fils de la Kriegheli, capitaine, Bergeré, Koenig, de Colmar, Labatt, Risier, les trois freres Spitz, Antoine, fils d'avocat, les deux freres Muller de Marckolsheim, Dubois fils, le baron de Bobenhausen, Brunes, de Salestatt, Menveg de Thaun, Shirmer. Tous ces hommes sont attachés à l'armée de Condé.

Armée Prussienne.

Les Prussiens, postés dans la partie qui avoisine Saar-Louis, sont composés de 3600 hommes de cavalerie, et 19,410 hommes d'infanterie, commandés par le duc de Brunswick, dont le quartier-général est à Kayserlauteren. Les noms des corps de cavalerie sont Bornstœtt, cuirassiers, 1300 hommes; Weimar, 1800 hommes. L'infanterie, les anciens et nouveaux gardes-du-corps, 4000 hommes: Wolframsdorfs, 1800 hommes; Ferdinand, 1800 hommes; Borwsky, 1800 hommes; Hessois, 6000 hommes.

L'armée de Kalkreut, placée dans la même contrée que celle des Prussiens, a 3000 hommes de cavalerie et 9000 d'infanterie. Elle est commandée par Kalkreuth; le quartier-général est à Lauterecken. — Total général de la cavalerie, 19,670 hommes; d'infanterie, 108,680 hommes, faisant ensemble 128,330 hommes.

N. B. Il est bon d'observer qu'il faut retrancher au moins un tiers de ces troupes détruites par les armes, les maladies ou éloignées par la désertion.

Il regne une grande division entre les troupes Autrichiennes et Prussiennes. Les officiers Hongrois haïssent sincerement les Français; mais parmi les impériaux, il y en a beaucoup qui aiment la révolution. Kalkreuth n'est pas acharné contre des troupes dont il estime la bravoure.

Il n'existe aucune armée de réserve dans la forêt noire.

On peut et l'on opposer doit à ce tableau l'état de l'effectif authentique et très-positif des armées Françaises, tant au dehors que dans l'intérieur de la République.

Armées.

Digitized by Google

Armées.	*Hommes.*
1 Nord	120,585
2 Ardennes	40,138
3 Moselle	83,268
4 Rhin	114,577
5 Alpes	40,489
6 Italie	29,275
7 Pyrénées orientales	24,446
8 Pyrénées occidentales	30,000
9 Côtes de la Rochelle	41,539
10 Côtes de Brest	32,539
11 Côtes de Cherbourg	15,481
Total	571,992
Armées des patriotes en réquisition sous les murs de Lyon	12,000
Autre pareille sur les bords de la Durance	18,000
Total	601,992
Plus, armées nouvelles qui vont être levées en vertu des décrets de la Convention	400,000
Dont de cavalerie	50,000
Ce qui donnera l'effectif ci-contre { effectif act.	601,992
Ce qui donnera l'effectif ci-contre { effectif req.	400,000
Total général	1,001,992

(Courier Français.)

Les Français n'avaient pas eu le tems d'emporter l'argenterie du château de Nassau-Weilbourg; elle s'y est retrouvée, et a été renvoyée au prince. — Il se fait une restitution bien autrement importante: nous avions été induits en une erreur que nous nous hâtons de réparer, quand nous avons dit que le roi de Prusse voulait garder Mayence. L'électeur a signalé la reprise de sa capitale par une proclamation datée d'Aschaffenbourg le 25 juillet, où il annulle tout ce qui a été établi par les Français, et réintegre dans leurs fonctions ses anciens officiers et magistrats. — Les Mayençais réfugiés et revenus dans cette ville sont comme des furieux; ils exercent tous les genres de cruautés contre leurs compatriotes des deux sexes et de tout âge, qu'ils appellent des clubistes attachés à la cause de la liberté. Ceux qui tombent entre leurs mains ne sont livrés aux prisons que tout déchirés et à demi-morts. Ils exercent aussi leur rage sur les propriétés de ceux qui ont trouvé moyen de s'échapper. Les maisons de plusieurs patriotes et entre autres celles de Potoki et de Pithou ont été pillées entierement et il n'a pas moins fallu que l'opposition de la garnison actuelle

Digitized by Google

pour empêcher ces furieux de raser ces maisons. Les malheureux patriotes de Mayence peuvent servir d'exemple à leurs frères les Français, qui instruits de leur sort cruel ne doivent jamais entrer dans aucune composition avec les émigrés ; ils se ressemblent tous ; ils dissimulent leurs projets de vengeance jusqu'au moment où ils peuvent les mettre à exécution, et alors elle est horrible. — Les Saxons et les Prussiens s'occupent sans relâche à la recherche des clubistes : le 26 juillet on a conduit 26 de ces malheureuses victimes de leur attachement à la cause de la liberté à la maison de force ; on leur a tout ôté, et ils sont sans aucun secours. On vient de nommer une commission ou plutôt une chambre ardente pour les juger. — Une lettre de Coblentz du 29 juillet s'exprime ainsi : Nous avons vu ce matin 41 clubistes de Mayence faire ici leur entrée solemnelle liés et garottés sous l'escorte d'un nombreux détachement. Parmi eux se trouvent deux journalistes, Metternich et Meuth ; Rompel, premier curé de l'église Sainte-Croix, qui avait jugé à propos de se marier en fixant à six mois le terme de cet établissement ; le marchand Falciola et le chanoine son frère membre de la municipalité ; Cammerer, ci-devant premier magistrat de Bingen, etc. etc. etc. Ils ont été conduits à la citadelle d'Eenherbreitstein, où les commissaires de la Convention livrés par Dumourier ont été si long tems détenus. — Ces commissaires sont arrivés le 1er. de ce mois, à minuit, dans la forteresse de Spielberg près de Brunn en Moravie. En entrant dans cette prison ils furent obligés de se déshabiller, et il leur fut donné d'autres vêtemens. Leurs appartemens sont garnis d'un double grillage. Chacun reçoit quatre florins par jour pour son entretien. Beurnonville qui était tombé malade en chemin est attendu au premier jour. — On se propose de conduire aussi, partie en Hongrie, partie en Bohême, ce qui n'aura pas été échangé de la garnison de Condé.

La garnison actuelle de Mayence consiste en deux bataillons de Prussiens, trois de Saxons et cinq de Hessois, et en quelques escadrons de dragons et de hussards Hessois et Saxons. Ces troupes campent sur le glacis et dans les ouvrages extérieurs. Tous les camps autour de cette ville sont levés, et les troupes se rendent par divisions vers Landau, Deux-Ponts, Treves et les Pays-Bas. Douze mille hommes sont allés à Spire. On assure que les Français en abandonnant la place ont dit qu'ils espéraient y rentrer avant trois mois, et qu'ils feraient, s'il le fallait pour cela, une campagne d'hiver. — Cependant les armées combinées forment plusieurs camps aux environs de Treves ; l'un sera à Conz, l'autre à Zerf, et le troisième à Merzkirchen. — Les gardes du roi de Prusse et beaucoup d'autres troupes prussiennes sont arrivées à Lautern ; ils passent dans le duché de Deux-Ponts. Les Autrichiens se

Digitized by Google

rendent à l'armée du général Wurmser, dont le quartier général est à Weingarten.

Tel était l'état des choses dans les premiers jours du mois; mais des nouvelles ultérieures parvinrent d'une action où les troupes de la République auraient été repoussées jusqu'à Weisseimbourg. De plus, deux lettres, l'une de Hambourg, l'autre de Carlsrhue du 14 août s'expriment ainsi : Nous venons d'être témoins d'une action très-vive dans laquelle les Français ont été très-maltraités. On leur a tué 500 hommes, fait 300 prisonniers, pris huit pieces de canon, une voiture de fusils, 6 charriots de poudre, 30 chevaux, beaucoup de tentes et de bagages; les Prussiens les ont poursuivis jusqu'à Neuhausen: au moyen de cette déroute Bliescastel se trouve évacué. — La seconde lettre dit: La canonnade affreuse que nous entendîmes pendant deux jours, et qui faisait trembler les maisons de Dourlach, était un combat sanglant entre les Français d'une part, l'armée de Condé et les Prussiens de l'autre. Peu s'en est fallu que l'armée de Condé ne fût totalement hachée; on ne peut se figurer la rage des combattans. Huit mille hommes sont restés sur le carreau. Un renfort heureusement survenu a forcé les Français à la retraite; ils avaient été les premiers à attaquer. Cette terrible action fait abandonner au roi de Prusse son projet sur Sarre-Louis. Il vient, dit-on, avec son armée rejoindre celle destinée pour l'Alsace. Antérieurement à ces actions il y avait eu plusieurs combats dans les environs de Bruchsal; on s'était battu avec tant d'acharnement dans l'un que le beau régiment des carabiniers de l'empereur avait perdu 200 hommes. Dans la journée du 26, remarquable par une belle manœuvre des Français, au moyen de laquelle ils étaient venus à bout de s'étendre jusqu'à Fishlingen, le corps franc des Turcs *à manteau rouge*, autrement dits de Michailowitz, ou de Wurmser, s'est précipité avec furie sur les Français pour enlever leur artillerie. Ceux-ci ont tenu ferme, et *pas un homme* n'est revenu de ce corps de barbares qui ont enfin trouvé la juste punition de la maniere atroce dont ils font la guerre. Les Autrichiens donnaient à ces Bosniaques six francs par tête de patriote, et douze livres lorsqu'ils pouvaient les amener prisonniers.

On apprend de Cologne que le roi de Prusse instruit de l'affaire du 19 auprès de Landau en avait informé le commandant de Mayence Doyré, et s'était appuyé sur ce succès pour le sommer définitivement de se rendre. Il est pourtant bien reconnu aujourd'hui que l'affaire du 19 a été une de ces actions dont chaque parti peut revendiquer la gloire, et ce qui a fait rendre Mayence beaucoup plutôt est le manque de médicamens, dénuement si fatal que les blessures même les plus légeres devenaient mortelles.

L'archevêque de Cologne s'est fait remettre un état de ses

Digitized by Google

finances et la désignation des biens du haut et bas clergé, de ceux des cloîtres et ecclésiastiques séculiers, des terres seigneuriales et de la noblesse, ainsi que des biens-fonds patrimoniaux. Cet examen amenera sans doute une assiette nouvelle des contributions, tant dans l'archevêché que dans le duché de Westphalie et l'évêché de Munster. Il n'est pas sûr que les contribuabels s'accommodent de la nouvelle répartition faite vraisemblablement pour presser l'éponge.

On a remarqué que les diverses colonnes de la garnison de Condé venant d'Aix-la-Chapelle à Ruremonde, pour être transportés en Bohême portaient à leur chapeau la cocarde nationale. Mais on la leur a fait quitter à Bruxelles et à Liege. Il paraît que les troupes qui passaient par Cologne ont eu la consolation de la porter plus long-tems.

Suivant des lettres de Newied du 19 août, on avait entendu la veille au château de Monrepos une canonnade forte et soutenue qui avait ronflé depuis 11 heures du matin jusqu'à 4 heures de l'après-midi; on a conjecturé que les Français auront voulu disputer aux Autrichiens l'approche de Longwi.

De l'aveu même des ennemis de la République Française leurs armées se sont singulierement affaiblies depuis le commencement de cette campagne; ils ont fait des pertes telles qu'il faudra les plus grands efforts pour les réparer; aussi s'occupent-ils déja du soin de tirer le meilleur parti de leurs forces, et de se ménager de nouvelles ressources pour la campagne prochaine. La prévoyance est assurément une qualité très estimable, mais elle n'accompagne gueres les grands succès, pas plus que l'extrême économie n'accompagne les grandes richesses. L'homme heureux, l'homme opulent ne regardent ni ne comptent de si près. Les 10,000 hommes de troupes que le Landgrave de Hesse d'Armstadt et le duc de Wirtemberg fournissent à l'Angleterre renforceront celles qui sont actuellement dans les Pays-Bas.

Provinces-Unies et Belgique.

On mande de la Haye que l'on a fait dans les premiers jours du mois à Schevelingue, en présence du Statdhouder et de l'amiral Kinsbergen, l'essai d'un moyen d'incendier les vaisseaux sans l'usage des boulets rouges, qui a parfaitement réussi. Cette découverte est due au génie d'un émigré Français, ci-devant officier au corps du génie; le statdhouder et l'amiral Kinsbergen l'ont approuvé comme utile et praticable.

Une autre lettre particuliere du 13 annonce qu'on attend le retour des chaloupes canonnieres, qui s'étaient rendues à Mayence sous les ordres du lieutenant de marine Lemmers; elles n'y ont été d'aucune utilité, et l'on se moque même assez ouvertement de cette folle expédition, qui a coûté des sommes immenses.

Digitized by Google

Les Etats de Hollande ont fait déclarer, dit-on, aux puissances alliées qu'ils ne se proposaient pas de faire une seconde campagne; ils ont avoué ne pouvoir subvenir aux frais de la guerre et craindre une explosion chez eux s'ils mettaient de nouvelles taxes. La caisse de la province de Hollande est dans un état fort délabré; celle des autres provinces n'est pas mieux fournie : en général l'argent devient rare, le commerce languit. Le compagnie des Indes s'est vue forcée de faire un nouvel emprunt de 4,000,000, et a pris le parti de ne plus envoyer au cap de Bonne-Espérance que de petits bâtimens. Il n'arrive presque aucune denrée des colonies dans les Indes occidentales, faute de vaisseaux de guerre pour les convoyer; ce qui fait hausser singuliérement le prix du sucre et des autres articles fournis par les colonies.

Le contre-amiral Melvill va partir pour Alger, afin de tâcher de faire la paix avec le dey, et d'obtenir que les corsaires barbaresques n'inquiettent plus le commerce hollandais dans ces parages.

La levée du centieme denier dans la ville et province d'Utrecht a commencé dans les premiers jours d'août. Des murmures se sont fait entendre, et l'on a même craint des mouvemens, qui n'ont pourtant pas eu lieu, graces à des renforts donnés à la faible garnison. Les craintes du gouvernement se sont du moins trouvées utiles aux patriotes de Bréda; tous ont été remis en liberté, à l'exception d'un seul dont on continue la procédure.

Le statdhouder ne néglige aucun moyen pour augmenter l'armée de terre, le principal appui de son despotisme; la caisse bat du matin jusqu'au soir dans les principales villes, afin de se procurer de nouvelles levées, et l'on donne des engagemens très-considérables. Les gens sensés, les vrais patriotes gémissent de voir préférer l'armée de terre à la marine, véritable base de la prospérité des Provinces-Unies.

Suivant des avis de Bruxelles l'empereur ne viendra pas cette année dans les Pays-Bas, comme on y avoit compté. Ce prince a mécontenté de plusieurs manieres les Belges qui sont prêts à entrer en insurrection. On lui reproche sur-tout la suspension des intérêts dûs aux différens corps et maisons religieuses; es particuliers craignent que le gouvernement ne prenne les mêmes mesures à leur égard; l'ancien esprit de parti commence à se remontrer, et les demi-ménagemens de la maison d'Autriche ne satisfont ni les états de Brabant et leurs adhérens, ni les défenseurs du système de Joseph II. Il faut dire le mot : ce pays ne veut pas être réuni à la France, dont les opinions plus que nouvelles pour lui, et même vraiment étranges, heurtent trop ses principes ou ses préjugés religieux. Mais aussi ce n'est qu'impatiemment que ce pays souffre

Digitized by Google

le joug de la maison d'Autriche ; il veut être indépendant ; les Belges semblent regretter de ne pas avoir profité, il y a deux siecles, pour s'affranchir de l'exemple de leurs voisins et de leurs freres les Bataves ; et François II sent si bien que les Pays-Bas pourraient encore lui échapper qu'on doit recevoir incessamment dans Bruxelles un corps de troupes d'Empire qui en formera la garnison, et que les Gantois seront particulierement surveillés comme ceux chez qui l'esprit philosophique et anti-servile avait fait le plus de progrès.

Le ci-devant baron de Breteuil réside actuellement à Bruxelles. On ajoute qu'il y jouit de la qualité de ministre plénipotentiaire du régent titulaire, ce qui n'est guères d'accord avec le refus fait à Monsieur, par le cabinet Autrichien, d'aller prendre possession de Valenciennes. — Une gazette du pays dit au sujet de cette ville : « Dans ce moment 7000 ouvriers travaillent à la reconstruction des fortifications des places ; on espere que dans trois mois elles seront parfaitement rétablies. Les bourgeois craignant d'essuyer un nouveau siége ne savaient trop s'ils devaient rebâtir leurs maisons ; mais le prince de Cobourg leur en a assuré la garantie au nom de S. M. I. On varie sur le compte du ci-devant Monsieur ; les uns prétendent que la cour de Hamm en Westphalie existe encore dans toute sa splendeur, d'autres disent qu'elle a plié bagage et qu'on l'a embalée dans le Fourgon pour la mener dans un château d'émigré voisin de Valenciennes, où elle compte fixer désormais sa résidence, et recevoir les ambassadeurs ordinaires et extraordinaires de tous les potentats de l'univers.

Nous ne garantirons pas la nouvelle suivante, mais il est possible qu'elle soit vraie ; elle porte la date de Bruxelles, le 19 août. On écrit qu'Anvers est insurgé ; ce sont les émigrés Français qui y ont donné lieu. On a mis en état d'arrestation le duc d'Arles, les Crumpipen, d'Aremberg, Maldegem, Saint-Génois, Merode et autres seigneurs de ce parti pour avoir redemandé Marie-Christine : — Bruxelles est divisé à cet égard.

Italie et Suisse.

Il parait d'après des lettres de Venise, du 27 juillet, qu'il a passé quelques troupes Autrichiennes par le Tyrol. On ajoute qu'elles y sont retenues par le manque de vivres. Peut-être n'est-ce qu'une vaine montre de la maison d'Autriche pour intimider Venise.

M. Frameri, vice-consul de France à Triest, vient de passer par cette ville en quittant son poste, d'où il a été expulsé par le gouvernement autrichien ; cette partie des domaines de l'empereur est dans le dernier épuisement ; on enleve tous les bras à l'agriculture, tous les ouvriers aux fabriques pour en

Digitized by Google

faire des soldats, au point que beaucoup d'habitans de l'Istrie viennent chercher un asyle sur le territoire Vénitien. — La cour de Toscane s'est empressée de démentir un article mis trop à la legere dans quelques papiers publics français, où, en parlant de Naples et de Florence, on disait que ces deux puissances avaient fait signifier aux ambassadeurs de la République l'ordre de quitter leurs Etats. Cela est faux pour cette derniere, qui proteste vouloir conserver la paix et la bonne intelligence. Mais cela est très-vrai pour le royaume de Naples; il donne 12,000 hommes à la Grande-Bretagne, qui se charge de faire croiser douze vaisseaux sur ses côtes pour les garantir.

Voici ce qu'on mande des frontieres du Milanais, en date du 2 août : Hier au soir on a fait partir pour la citadelle de Mantoue, où elle sera renfermée jusqu'à nouvel ordre, toute la caravane de MM. Sémonville et Maret, arrêtés sur nos frontieres. On assure que parmi leurs effets évalués à quelques millions, il s'est trouvé plusieurs joyaux de la couronne de France. — Ce qu'on ne dit pas et qui est très-vrai, c'est que l'arrestation de ces envoyés a été faite avec toute l'atrocité et toute la barbarie familiere aux Autrichiens. Au reste il faut être juste et convenir qu'il n'y a point eu de violation de territoire. Ces messieurs étaient guettés; et l'on n'a mis la main sur eux qu'au moment où ils passaient de la vallée de Chiavenne sur le territoire autrichien pour le traverser à la hâte. — Mais il y a eu réellement violation de territoire ailleurs. Quatre cents chevaux, chargés de canons et d'équipages de campagne suivis de 3000 Piémontais, sont venus au bourg Saint-Pierre au-dessous du grand Saint-Bernard dans le Valais, pour prendre les Français par-derriere par un chemin abrégé. La Suisse ne pourra pas s'empêcher de ressentir cette injure. Le marquis de Sale s'est vanté de soumettre la Savoie avant un mois. On ajoute que la flotte anglo-espagnole est devant Nice, et qu'elle doit delà se porter à Cette pour y tenter un débarquement.

ANGLETERRE. *De Londres, le 6 août.*

Le commerce est ici dans les plus grandes inquiétudes. On vient d'apprendre par les lettres de la Jamaïque que 3 vaisseaux de ligne français et 6 frégates croisent devant cette isle pour intercepter une flotte marchande estimée quatre millions sterling, qui n'a pour escorte que l'*Europe* de 50 canons et 2 frégates. Elle a différé son départ de la fin de mai au 24 juin, et était décidée à ne pas partir s'il n'arrivait des forces suffisantes pour assurer sa marche.

Le brig la *Providence* qui apporte ces nouvelles dit aussi que les

Digitized by Google

intrigues des ministres britanniques à St.-Domingue ont fini d'une manière très-fatale pour le parti aristocratique qui correspondait avec eux. Leurs démarches ont été découvertes, et les Républicains aidés des Negres ont mis à mort 50 contre-révolutionnaires, et fait évanouir l'espérance de se rendre maître des isles françaises, à la faveur des troubles intérieurs, projet qui a échoué à la Martinique comme à St.-Domingue. L'escadre de l'amiral Gadner, après avoir manqué ce coup de main est retournée aux Barbades. Son équipage est affligé d'une maladie contagieuse, qui lui a été communiquée par un vaisseau de Balam. Toutes ces fâcheuses nouvelles ont augmenté de 5 pour 100 les assurances de la Jamaïque. Un convoi considérable, parti de Cork sous la protection d'une seule frégate, aura peut-être été enlevé par les Français. Cette isle en avait pourtant le plus grand besoin; car une pluie extraordinaire de 24 heures y a fait monter la riviere de Milk de seize pieds; ce qui a causé de grands dégâts et la perte d'une infinité de Negres.

On disait il y a quelques jours, d'après une lettre d'un officier du vaisseau la *Reine-Charlotte*, datée de la baie de Quibéron, que les flottes anglaises et françaises composées de 17 vaisseaux de ligne chacune, étaient en présence, et qu'on s'attendait à une action d'un moment à l'autre. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'on arme en grande hâte plusieurs vaisseaux, et que la petite escadre portugaise qui a mouillé à Portsmouth ira rejoindre la flotte de l'amiral Howe. Si les Français n'attaquent pas tout de suite les Anglais pour rentrer dans le port de Brest, ils auront à combattre des forces supérieures.

Il a été proposé au parlement d'Irlande un bill pour prohiber, sous peine de déportation, toute assemblée populaire que les Sherifs n'auraient pas permis de tenir; et ce qu'il y a de plus étonnant, c'est qu'on croit que ce bill passera. Le pouvoir arbitraire s'essaie sur l'Irlande, et s'il réussit, il ne tardera pas à porter dans la Grande-Bretagne les mêmes coups à la liberté. — On distribuait, le 5, dans les rues de Londres, un libelle assez semblable aux affiches qui précéderent les émeutes de Birmengham. Dieu veuille qu'il n'allume pas de même les torches incendiaires, et ne fasse pas couler le sang.

Notre ministre des finances est devenu bien rêveur depuis le décret qui retire de la circulation les assignats à face royale; mais ce qui le désole encore plus c'est une mesure que va prendre incessamment la Convention, mesure qu'il ne peut empêcher et qui portera les coups les plus funestes au crédit public de la Grande-Bretagne. Cette opération n'est que juste, mais quand elle ne le serait pas, tout est permis contre le ministre immoral qui tâche d'inonder la France de faux assignats.

Digitized by Google

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CONVENTION NATIONALE.

PRÉSIDENCE DE HERAULT-SECHELLES.

Séance du mardi, 20 *août*.

Une députation de la société des Jacobins et des commissaires des assemblées primaires est admise à la barre. L'objet de leur pétition était de demander que la Convention fixât le prix du pain dans toute l'étendue de la République à 3 sous; que les biens des émigrés fussent vendus par petite portion; qu'il n'y eût plus que des gens âgés employés dans toutes les administrations, et que les nobles fussent expulsés de toutes les fonctions civiles et militaires. Les pétitionnaires sont admis aux honneurs de la séance, et leur pétition est renvoyée au comité compétent.

Genissieux fixe l'attention de l'Assemblée sur la quantité d'étrangers qui occupent des grades importans dans nos armées. Pour parvenir à expulser tous les hommes suspects, il propose de former une commission de six membres, laquelle se fera représenter tous les états nominatifs des officiers des armées de la République, et qui destituerait tous les étrangers qui ne sont que des agens de nos ennemis. Cette proposition a été décrétée.

Le département de l'Aisne instruit la Convention de l'enthousiasme avec lequel les citoyens de ce département se levent pour voler à la défense de la patrie.

On fait la lecture de plusieurs adresses de différentes sociétés populaires, dont l'objet est d'engager la Convention à rester à son poste jusqu'à ce qu'elle ait sauvé la patrie. — Mention honorable et insertion au bulletin.

Après avoir entendu le rapport de David, au nom du comité d'instruction publique, l'Assemblée rend le décret que voici :

Art. 1er. Il sera frappé une médaille de deux pouces de diamètre, et en bronze, pour perpétuer le souvenir de la réunion fraternelle qui a eu lieu le 10 août pour l'acceptation de la constitution.

II. Elle représentera d'un côté la figure de la nature et la scène touchante de la régénération qui s'est célébrée sur la place de la Bastille; de l'autre, le faisceau départemental et l'arche d'alliance défendue par les vertus qui se tiennent par la main.

III. Elle sera envoyée aux commissaires des assemblées primaires, et distribuée aux députés de la Convention; il est

Digitized by Google

défendu à tout citoyen de la porter comme décoration, sous peine d'être regardé comme ennemi de l'égalité; il est pareillement défendu de porter celle du 14 juillet : les coins de cette dernière sont brisés.

IV. La décoration distribuée aux vainqueurs de la Bastille est abolie; elle sera remplacée par une médaille de la fédération du 10 août.

Séance extraordinaire du mardi soir.

Cette séance a été remplie par la lecture de quelques lettres et de la nomination du ministre de l'intérieur. (*Voyez la notice au précédent numéro.*)

Séance du mercredi, 21 août.

Une députation de la société républicaine de Toulouse présente, au nom de cette société, une adresse dans laquelle elle adhère aux mesures prises par la Convention dans les journées du 31 mai et 2 juin. Elle l'invite à rester à son poste et à se constituer en législature; enfin, elle demande que les ci-devant nobles soient exclus de toutes les places. — Mention honorable.

Barrere fait un rapport sur les mouvemens contre-révolutionnaires qui ont éclaté dans plusieurs parties du département de Rhône et Loire, et dont la ville de Montbrison a été principalement le théâtre. Les détails de cette rébellion sont contenus dans une lettre adressée par les autorités constituées d'Ambert, ville voisine du département de Rhône et Loire; en voici l'extrait.

Ambert, le 9 août.

« Depuis long-tems nous étions inquiets sur la disposition des esprits dans la ville de Lyon, qui renfermait beaucoup de personnes suspectes. Personne n'ignore qu'au commencement de juin cette ville fit tous ses efforts pour assassiner la liberté. A cette époque, la ville de Montbrison reçut dans son sein des émigrés et des prêtres condamnés à la déportation; elle forma une armée de Muscadins, qui signala par des atrocités les premiers jours de son existence : elle brûla les archives de la société populaire et un tableau sur lequel étaient gravés les droits de l'homme; dans toutes les rues étaient répétés les cris : *Vive Louis XVII; à bas la Convention; sans roi, point de loi.* On fit une orgie dans laquelle les Muscadins insultèrent à la République par les propos les plus indécens. On y déchira publiquement les décrets de la Convention, etc. Un citoyen ayant témoigné son indignation contre tant d'excès, fut maltraité par la garde muscadine, et jetté dans un cachot.

» Le samedi 3 avait été fixé par les habitans des campagnes et ceux de Montbrison pour se réunir et fraterniser ensemble. Les habitans des campagnes se rendaient à Montbrison pour

Digitized by Google

y célébrer cette réunion, lorsqu'ils furent assaillis par des coups de canon. Il y en a eu plusieurs de tués et de pris. Les Muscadins marcherent sur Boine, en enlevèrent les armes et les drapeaux de la garde nationale. Le nombre de ces brigands s'accroît de jour en jour. Mardi, ils se sont répandus dans les diverses communes avec plusieurs pieces de canon. On ignore l'issue de cette marche; mais les cris qu'ils faisaient entendre annoncent leurs intentions. Ils criaient : *Vive Louis XVII ! à-bas la Convention ! les Sans-culottes à la guillotine!.....* Les officiers municipaux veulent, disent-ils, la République une et indivisible, et ils permettent la provocation de la royauté ! ils veulent la sûreté des personnes et des propriétés, et ils permettent que les propriétés des particuliers soient pillées, et que les patriotes soient incarcérés ! »

Une lettre de Clermont, en date du 14, porte : « Les patriotes de Boine, ayant tenté une attaque sur Montbrison, repoussèrent les brigands; mais ceux-ci appellerent des secours de Lyon et de Saint-Etienne, et marchant au nombre de 6000, avec plusieurs pieces de canon, sur Boine, où ils commirent toute sorte de brigandages. Ils avaient fait une liste de proscriptions. Vingt têtes devaient tomber sous leurs coups. Ils ont fait défendre aux habitans des campagnes de vendre leurs grains, sous peine de mort. Ceux qui sont à la tête des brigands sont reconnus pour des aristocrates. »

Après la lecture de ces pieces, Barrere a fait accepter le décret suivant :

Art. Ier. Les citoyens Couthon, Châteauneuf-Randon et Mainier sont adjoints aux représentans du peuple à l'armée des Alpes et à ceux envoyés dans les départemens de Rhône et Loire et départemens adjacents; ils sont investis comme eux de pouvoirs illimités.

II. Le ministre de l'intérieur fera passer sur-le-champ à l'administration du département du Puy-de-Dôme, la somme de 30,000 liv., pour être distribuée, à titre de secours provisoires, aux républicains du Moinget, de Boine, du district de Montbrison, département de Rhône et Loire, qui ont été obligés de se réfugier au Puy-de-Dôme.

III. Les biens et propriétés des chefs des révoltés qui ont porté la dévastation dans ces diverses parties du district de Montbrison, serviront à l'indemnité due aux habitans de la ville de Boine et aux autres citoyens du district qui auront souffert de ce brigandage.

IV. Les deux pieces de canon achetées par la commune d'Ambert serviront à la défense de la République, et seront payées par le ministre de la guerre; la ville d'Ambert a bien mérité de la patrie.

Ce décret venait d'être adopté, lorsque Barrere a repris la parole : « Nous avons pensé, a-t-il dit, que la Convention devait connaître les moyens dont ses ennemis particuliers se

Digitized by Google

servent contre elle. Le comité de salut public vient de recevoir un imprimé, placardé à Lyon pour égarer le peuple contre ses représentans. C'est une lettre attribuée à Danton, mais écrite d'un style si extraordinaire qu'on peut le comparer à la caricature qu'on aurait faite d'un tableau. La voici : Cette piece porte en titre :

Copie textuelle et littérale d'une lettre écrite à Dubois-Crancé, et trouvée à Grenoble, dans un porte-feuille qu'il a perdu en quittant cette ville. — Paris, le 21 juillet.

« Mon cher collegue, la fameuse journée du 10 août approche. Il est tems de frapper le grand coup. Il faut enfin que la sainte Montagne triomphe. Tu sais que Lyon, cette cité riche et superbe, entre pour beaucoup dans le projet. Emploie toutes les forces dont tu disposes, pour soumettre les rebelles de Lyon. S'il faut abandonner le Mont-Blanc, qu'importe ; dût-on voir les Savoisiens enchaînés deux à deux ! point de considérations particulieres, point de demi-mesures ; il est tems que nous régnions ; il faut absolument soumettre cette ville superbe ; alors toutes les autres tomberont à nos pieds : si l'on ne peut la forcer par les armes, il faut la réduire en cendres.

Si les cultivateurs crient et demandent à qui ils vendront leurs denrées, dis leur qu'ils aillent à Constantinople : sur tout répands les assignats ; ne les compte pas, ils se retrouveront à la fin. » *Signé*, DANTON.

Danton prend la parole : Il serait inutile, s'écrie-t-il, de vous dire que je suis un peu plus malin que cette lettre (applaudissemens !. Je ne me sers point du style des messieurs de Lyon, et je n'ai point de correspondance. Si j'avais écrit relativement aux conspirateurs de cette cité, j'aurais conseillé des mesures non moins vigoureuses contre les aristocrates, mais plus politiques. Je prie l'Assemblée de faire mention dans son procès-verbal de ma déclaration.

Plusieurs commissaires des assemblées primaires dénoncent Saladin, député de la Somme, pour avoir dit que Paré, ministre de l'intérieur, était un scélérat, et que les députés de la montagne étaient des septembriseurs, des assassins et des voleurs ; que l'ex-capucin Chabot avait proposé de chasser les trois quarts des citoyens de la République ; que la montagne pillerait jusqu'à ce qu'il n'y eût plus rien, et que la Convention marchait sur les traces du second parlement de Cromwel. La Convention lance le décret d'arrestation contre Saladin.

Julien de Toulouse expose, au nom du comité de sûreté générale, que Custines réclame le témoignage de plusieurs généraux, notamment du général Houchard, de Ferrieres et du commandant de l'artillerie de Strasbourg, et que les citations sont déjà parties.

Digitized by Google

Ce procès, dit Julien, peut réduire à rien nos armées et les désorganiser. Je demande que les juges de paix reçoivent les dépositions des généraux, et que les procès-verbaux en soient envoyés au tribunal extraordinaire.

Thirion invoque l'ordre du jour, parce qu'il regarde l'assignation donnée par Custines comme contre-révolutionnaire. Sur la proposition de Talien, l'Assemblée annulle toutes les citations données par Custines aux généraux en chef des armées; ordonne que le président et l'accusateur public du tribunal révolutionnaire seront mandés à la barre, pour rendre compte des motifs qui les ont déterminés à admettre ces citations.

Peu de tems après, le président et l'accusateur public du tribunal révolutionnaire se sont présentés à la barre; ils ont rendu compte de leur conduite; l'Assemblée en a paru satisfaite et les a renvoyés à leurs fonctions.

Séance du jeudi, 22 août.

La société des Jacobins, réunie aux commissaires des assemblées primaires, est admise à la barre; en dénonçant la municipalité de Nancy qui a voulu dissoudre la société populaire de cette ville, elle demande l'exécution de la loi qui porte la peine de mort contre ceux qui tenteraient de détruire ces foyers de patriotisme. — Renvoyé au comité de sûreté générale.

Le ministre de la guerre écrit à l'Assemblée que le conseil exécutif a nommé le général de division Gillot à la place de Beauharnais. — Renvoyé au comité de salut public.

On fait lecture d'une lettre du représentant du peuple Ferrand, qui annonce que les Espagnols ayant attaqué sur quatre points l'armée de Saint-Jean-pied-de-port ont été complettement battus, et repoussés à deux lieues sur leur territoire.

La discussion s'ouvre sur le code civil : plusieurs articles sont décrétés.

Séance extraordinaire du jeudi soir.

On fait lecture d'une lettre des représentans du peuple près l'armée du Rhin, datée de Strasbourg, le 19 août. La voici :

« Citoyens nos collegues, occupés sans cesse de procurer à l'armée et aux places fortes tout ce qui leur est nécessaire, soit en subsistances, soit en munitions de guerre, nous ne prendrons de repos que lorsque les défenseurs intrépides de la frontiere importante du Rhin seront en mesure d'exterminer les hordes combinées des despotes qui sont en notre présence. Nous avons pris les mesures les plus vigoureuses pour hâter le versement des grains que les départemens environnans doivent fournir, et nous déclarons que nous sommes parfaitement secondés par les administrateurs républicains qui nous

Digitized by Google

entourent. Nous avons pris des arrêtés sévères pour rehausser le crédit des assignats ; nous avons parcouru les places fortes des Haut et Bas-Rhin ; l'un de nous a été chargé d'aller dans les campagnes pour électriser les ames vertueuses, mais souvent égarées, des laboureurs. Quelques communes nous ont offert le superflu de leurs grains en dons patriotiques, et de marcher en masse contre l'ennemi qui menace leurs foyers. La commune d'Alkir a délivré aux magasins militaires tout le superflu de ses grains au prix de 18 liv. le sac, tandis que le *maximum* était fixé à 42 liv.

» Nous avons fait paraître hier une proclamation que nous adressons à tout le peuple Français, et en particulier aux habitans des frontieres, afin de faire lever une armée révolutionnaire, qui, au moment d'une bataille décisive, enfonce de toutes parts les rangs de l'ennemi, et l'anéantisse pour jamais. Trois mille Républicains des campagnes se sont ralliés aujourd'hui autour du commandant de la garde nationale de la commune de Psaffenhoffen. Ils sont partis ce matin à 6 heures avec leurs armées et des vivres pour huit jours, ils gardent les gorges de Barneuthal. Ces nouveaux spartiates sont bien décidés de mourir tous à leurs postes, plutôt que de laisser passer l'armée prussienne qui se dispose à pénétrer par ce côté sur le territoire de la ci-devant Alsace.

Nous venons d'arrêter que le superflu de tous les bleds, orge, avoine et fourages qui sont dans les départemens frontieres les plus exposés à l'invasion de l'ennemi, sera transporté sur-le-champ, d'abord dans les places fortes, et plus loin sur le derriere dans les magasins placés en échelons, et si enfin les armées combinées des tyrans n'attendent pas que nous fassions contre elles une terrible irruption, elles ne trouveront en nous attaquant dans nos foyers que la famine et la mort.

Signés, MILHAUD, RUAMPS, BORIE.

On a procédé au renouvellement du bureau ; Maximilien Robespierre est élu président.

PRÉSIDENCE DE ROBESPIERRE.

Séance du vendredi, 23 *août*.

Une lettre des commissaires à l'armée du nord transmet à l'Assemblée de nouveaux détails sur l'attaque des postes de Lincelles et de Blaton par un détachement de l'armée du Nord.

« L'attaque de Blaton, écrivent-ils, a été faite avec impétuosité et a mis les ennemis dans une déroute complette. Il s'y trouvait deux compagnies d'émigrés portant la livrée d'Orange, et une croix sur leur habit. Les soldats de la République les ont presqu'entierement massacrés, et n'ont voulu en recevoir aucun prisonnier. Le 12e. régiment d'infanterie

Digitized by Google

à chargé à l'attaque de Lincelles avec la plus grande valeur, et s'était emparé d'une redoute qui eût assuré notre succès complet sans un renfort de 4000 Anglais qui nous la fit perdre et qui occasionna une sorte de confusion dans notre colonne.

» Les résultats de l'attaque de Lincelles prouvent que sans cette derniere circonstance, l'affaire du 18 eut valu pour nous le gain d'une bataille. Il n'en est pas moins vrai qu'elle a été très-funeste à l'ennemi, qui, accablé de la perte que nous lui avions fait essuyer, a évacué de son propre mouvement les deux villages, le 19 au matin, et qu'il y a abandonné un caisson, des charriots et des munitions que nous avons fait enlever sur-le-champ, en faisant occuper les deux villages par nos patrouilles.

» Des rapports plus exacts constatent que la perte de l'ennemi, dans la journée du 18, a été beaucoup plus considérable que nous ne l'avions annoncé. Plusieurs habitans du village de Lincelles nous ont assuré que l'ennemi y avait eu plus de 1000 hommes tués, et qu'ils ont vu emmener 40 charriots de blessés. »

Après avoir applaudi à ces détails, l'Assemblée a repris la discussion sur le code civil; plusieurs articles ont été décrétés.

Barrere prend la parole, au nom du comité de salut public, pour faire le rapport si desiré, sur les moyens d'augmenter les forces à opposer à l'ennemi. Citoyens, dit-il, examinons froidement nos besoins et nos ressources. Sachons sur-tout ce que nous voulons, ce que nous entendons par la levée du peuple entier, pour la défense de la constitution et de la liberté. Que voulez-vous? un contingent. — Le contingent de la France pour sa liberté, comprend toute sa population, toute son industrie, tous ses travaux, tout son génie. Le contingent n'est qu'une contribution levée sur les hommes, comme sur de vils troupeaux, et le mot n'est point de la langue des Français.

Que voulez-vous? un nouveau recrutement. — L'aristocratie est là qui nous épie; elle tient en réserve de l'or pour tenter les citoyens foibles ou peu fortunés; des fuyards pour déshonorer nos armées, des royalistes pour en corrompre l'esprit; ainsi, point de recrutement.

Que voulez vous? une levée en masse. — Qui peut douter que cette commotion simultanée, si elle pouvait exister, ne produirait que des troubles affreux, des besoins immenses, des désordres incalculables, et des moyens précieux à l'aristocratie? La requisition de toutes les forces est nécessaire sans doute, mais leur marche progressive et leur emploi gradué sont suffisans. C'est là l'esprit et le sens de la levée du peuple en entier. Tous sont requis, mais tous ne marchent pas: les uns fabriquent des armes, les autres s'en servent; les uns préparent les subsistances pour les combattans, les autres disposent leurs habits et leurs premiers besoins;

Digitized by Google

hommes, femmes, enfans, la réquisition de la patrie vous somme tous, au nom de la liberté et de l'égalité de vous destiner chacun selon vos moyens au service des armées de la République.

A la suite de ce rapport, Barrere présente le projet de décret suivant, qui est adopté en ces termes :

Art. 1er. Dès ce moment, jusqu'à celui où les ennemis auront été chassés du territoire de la République, tous les les Français sont en réquisition permanente pour le service des armées.

Les jeunes gens iront au combat; les hommes mariés forgeront des armes et transporteront des subsistances; les femmes feront des tentes, des habits, et serviront dans les hôpitaux; les enfans mettront les vieux linges en charpie, les vieillards se feront porter sur les places publiques pour exciter le courage des guerriers, la haine des rois et l'unité de la République.

II. Les maisons nationales seront converties en casernes, les places publiques en atteliers d'armes, le sol des caves sera lessivé pour en extraire le salpêtre.

III. Les armes de calibre seront exclusivement confiées à ceux qui marcheront à l'ennemi; le service de l'intérieur se fera avec les fusils de chasse et l'arme blanche.

IV. Les chevaux de selle seront requis pour completter les corps de cavalerie; les chevaux de trait, autres que ceux employés à l'agriculture, conduiront l'artillerie et les vivres.

V. Le comité de salut public est chargé de prendre toutes les mesures pour établir, sans délai, une fabrication extraordinaire d'armes de tout genre, qui réponde à l'état et à l'énergie du peuple Français; il est autorisé en conséquence à former tous les établissemens, manufactures, atteliers et fabriques qui seront jugés néeessaires à l'exécution des travaux, ainsi qu'à requérir pour cet objet, dans toute la République, les artistes et les ouvriers qui peuvent concourir à leurs succès; il sera mis à cet effet une somme de 30 millions à la disposition du ministre de la guerre, à prendre sur les 498,200,000 liv. d'assignats, qui sont en réserve dans la caisse à trois clés. L'établissement central de cette fabrication extraordinaire sera fait à Paris.

VI. Les représentans du peuple envoyés pour l'exécution de la présente loi, auront la même faculté dans leurs arrondissemens respectifs, en se concertant avec le comité de salut public; ils sont investis des pouvoirs illimités attribués aux représentans près les armées.

VII. Nul ne pourra se faire remplacer dans le service pour lequel il sera requis; les fonctionnaires publics resteront à leur poste.

VIII. La levée sera générale; les citoyens non mariés ou veufs sans enfans, de 18 à 25 ans, marcheront les premiers; ils

Digitized by Google

ils se rendront sans délai au chef-lieu de leur district, où ils s'exerceront tous les jours au maniement des armes, en attendant l'ordre du départ.

IX. Les représentans du peuple régleront les appels et les marches, de maniere à ne faire arriver les citoyens armés au point de rassemblement, qu'à mesure que les subsistances, les munitions et tout ce qui compose l'armée matérielle, se trouvera exister en proportion suffisante.

X. Les points de rassemblement seront déterminés par les circonstances, et désignés par les représentans du peuple envoyés pour l'exécution de la présente loi, sur l'avis des généraux, de concert avec le comité de salut public et le conseil exécutif provisoire.

XI. Le bataillon qui sera organisé dans chaque district sera réuni sous une banniere portant cette inscription : *Le peuple Français debout contre les tyrans.*

XII. Les bataillons seront organisés d'après les lois établies, et leur solde sera la même que celle des bataillons qui sont aux frontieres.

XIII. Pour rassembler les subsistances en quantité suffisante, les fermiers et régisseurs des biens nationaux verseront dans le chef-lieu de leurs districts respectifs en nature de grains les produits de ces biens.

XIV. Les propriétaires, fermiers et possesseurs de grains, seront requis de payer en nature les contributions arriérées, même les deux tiers de celles de 1793, sur les rôles qui ont servi à effectuer le dernier recouvrement.

XV. La Convention nationale nomme les citoyens Chabot, Tallien, Mallarmé, Legendre, de la Nievre, Linnem, de la Correze, Roux Fazillac, Paganel, Baisset, Taillefer, Beslepinet, Fayau, Lacroix, de la Marne, Ingrand, pour adjoints aux représentans du peuple qui sont près les armées et dans les départemens, afin d'exécuter de concert le présent décret.

Le comité de salut public fera la répartion de leurs arrondissement respectifs.

XVI. Les envoyés des assemblées primaires sont invités à se rendre incessamment dans leurs cantons respectifs, pour remplir la mission civique qui leur a été donnée par le décret du 14 août, et recevoir les commissions qui leur seront données par les représentans du peuple.

XVII. Le ministre de la guerre est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires pour la prompte exécution du présent décret : il sera mis à sa disposition par la trésorerie nationale une somme de 50 millions, à prendre sur les 498,200,000 l. d'assignats qui sont dans la caisse à trois clés.

XVIII. Le présent décret sera porté dans les départemens par des couriers extraordinaires.

Digitized by Google

Séance du samedi 24 août.

On fait lecture d'une adresse des citoyens de Soissons, dans laquelle ils invitent la Convention à rester au poste où la confiance du peuple l'a appellée, jusqu'à ce que les destinées de l'état soient irrévocablement fixées. — Mention honorable.

L'administration de la police de Paris fait passer à la Convention le nombre des détenus dans les maisons d'arrêt de cette ville ; il se monte à 1614.

Une lettre de Cussey, représentant du peuple près l'armée de la Moselle, annonce qu'il a pris toutes les mesures necessaires pour l'approvisionnement de Thionville. Il demande à être autorisé par un décret à faire porter dans les places fortes toutes les armes et tous les vivres qui se trouvent dans les départemens frontières, afin de ne laisser aucune ressource aux ennemis, s'ils viennent à pénétrer sur le territoire de la République. — Renvoyé au comité de salut public.

Deux rapports ont été faits par le comité de sûreté générale : le premier avait pour objet de rappeller à l'Assemblée les services que les citoyens de Cadillac ont rendus à la patrie, en s'opposant au passage de la force départementale envoyée de Bordeaux contre Paris. La Convention, après avoir décrété que les citoyens de Cadillac avaient bien mérité de la patrie, a lancé le décret d'arrestation contre le receveur du district de cette ville et le commandant de la gendarmerie de la Gironde, prévenus d'avoir trempé dans les projets des fédéralistes. — Le second rapport du comité de sûreté générale était relatif aux derniers événemens de Nancy. « La » société populaire de cette ville dominée par les intrigans, » conduite par quelques factieux en robe magistrale, voyait » l'élan de son patriotisme comprimé ; depuis long-tems elle » se frémissait de se voir enchaînée et réduite dans une apathie convulsive. Maugé, commissaire du conseil exécutif, arriva à Nancy, et les vrais Sans-culottes se presserent autour de lui. Il fut arrêté de faire un scrutin épuratoire ; les corps constitués tremblerent. — Mais le moment était venu où l'on frappait sans pitié ; rien ne résistait au torrent impétueux des dénonciations qui se succédaient rapidemment. Le grand coup fut frappé le 27 juillet, et 88 membres furent chassés de la société, parmi lesquels on compte 45 fonctionnaires publics, des ex-députés, des suppléans, des négocians, des hommes de loi, tous composant une espece d'hommes dont les qualités morales et les inclinations perverses semblent en opposition avec l'ordre de choses nouvellement établi.

Ce parti de politiques voulut se venger sur Maugé et sur le président de la société, de la nullité à laquelle il se trouvait réduit. On prépara soufdement une scission, on laissa pressentir une dissolution prochaine ; mais les membres épurés

Digitized by Google

se resserrerent, le peuple se porta en foule à leurs assemblées, et jura de les défendre; alors de nouvelles calomnies se répandent, la municipalité fait commander la force armée. — Elle répond à la société, qu'elle use de précautions nécessaires pour disperser des rassemblemens dangereux; mais les canonniers se rendent dans le sein de la société, et se jettent dans les bras de leurs frères et de leurs amis : tout était calme. Au milieu de la nuit, Maugé est saisi et mis en état d'arrestation; la municipalité reçoit, comme par forme, quelques dénonciations qu'elle mendie, dresse un procès-verbal, etc.

Sur les conclusions du rapporteur, la Convention ordonne l'élargissement de Maugé; elle décrete que le procureur de la commune et deux autres officiers municipaux seront mis en état d'arrestation, et traduits à la barre; elle porte la peine de destitution contre le conseil général de la commune, les membres innocens exceptés, et contre le directeur des postes de cette ville; elle décrete enfin, que la société populaire de Nancy, les canonniers et les sections de cette ville ont bien mérité de la patrie.

A la suite de ce décret, un membre a demandé que le comité fît incessamment un rapport sur toutes les administrations en général qui se sont prêtées à des mouvemens de contre-révolution. Il demande en outre, que le ministre de la justice rendît compte de l'exécution du décret qui met en état d'arrestation les administrateurs du département du Gers. — Adopté.

Cambon obtient la parole au nom du comité des finances : Vous avez, dit-il, déja porté un grand coup à l'agiotage par le décret contre les assignats à face royale. Il a produit un excellent effet dans les pays étrangers, et déja à Hambourg notre change est augmenté de 25 pour 100; il a suivi la même proportion à Paris; il faut encore frapper une compagnie de finances. — Cambon propose, et l'Assemblée adopte le projet de décret suivant. « Les associations, connues sous le nom » de caisse d'escompte, de compagnies d'assurance à vie, et » généralement toutes celles dont le fond capital repose sur » des actions au porteur, ou sur des effets négociables, ou » sur des inscriptions sur un livre transmissible à volonté, » sont supprimées, et se libéreront d'ici au 1er. janvier prochain. A l'avenir, il ne pourra être établi, formé ou conservé de pareilles associations, ou compagnies, sans une » autorisation du corps législatif. »

La Convention décrete en outre, que les scellés seront apposés sur la caisse d'escompte.

Cambon présente ensuite la rédaction de la loi sur le grand livre, et propose un article additionnel. Par l'opération que vous avez adoptée, dit-il, vous avez voulu nationaliser la dette, et faire disparaître les signes royaux. Cependant beau-

Digitized by Google

coup d'individus cherchent à se soustraire à la loi ; les notaires, depuis votre décret, ne sont occupés qu'à délivrer des extraits de registre, collationnés. Je demande qu'il soit défendu de délivrer de pareilles copies, sous peine de dix années de fer. — Décreté.

Séance du dimanche, 26 *août*.

Nouvelles plaintes sur la loi du 4 mai qui fixe le maximum du prix des subsistances. La Convention décrete que sous trois jours le comité d'agriculture fera un rapport sur la question de savoir, si cette loi doit être abrogée, ou conservée.

Le général Ferrand écrit de l'Abbaye et demande que si la reddition de Valenciennes est l'objet de sa détention, on fasse la visite des papiers qu'il a remis au ministre de la guerre et de ceux qui se trouvent chez lui, et qui concernent sa conduite militaire. Il représente que la fatigue qu'il a essuyée pendant le siege de Valenciennes et cinquante-cinq ans de service, ont mis sa santé dans le plus mauvais état. Il invoque à son égard, la loi qui porte qu'un detenu doit être interrogé dans les 24 heures après sa détention. — Lecointre observe que le ministre de la guerre n'a remis que la veille au comité de la guerre les papiers dont parle Ferrand ; il demande que ce comité soit autorisé à se saisir de ceux qui se trouvent dans le domicile du détenu : décrété.

Un membre du comité de division, auquel on avait renvoyé la question d'une nouvelle division du territoire de la République, conforme aux dispositions de l'acte constitutionnel, présente les vues du comité à ce sujet. Il propose d'augmenter le nombre des départemens, afin d'en rendre la population moins considérable et l'administration plus simple et plus active. — Plusieurs membres se rangent à l'avis du comité. Lacroix soutient une opinion contraire et se fonde sur ce que moins il y aura de départemens, moins il y aura d'autorités qui chercheront à rivaliser avec l'autorité nationale. Il pense qu'il conviendrait de diminuer le nombre des départemens actuels, en augmentant celui des districts. Après quelques débats l'Assemblée décrete l'impression des vues présentées par le comité de division, et le charge de se concerter avec le comité de législation pour la nouvelle division du territoire de la République.

Julien obtient la parole pour une motion d'ordre. Vous avez anéanti hier la caisse d'escompte, dit Julien ; aujourd'hui il vous reste un pas de plus à faire : il faut que vous frappiez cette compagnie des Indes dont le nom seul réveille l'idée d'un système oppresseur, et dont les agens avaient prêté des sommes considérables au dernier des tyrans pour renverser la liberté. J'ai pardevers moi de grands renseignemens ; mais il serait prématuré de les développer dans ce moment. Il faut que votre commission des cinq soit saisie de cette affaire, et que si les preuves du délit sont acquises, on examine si les

Digitized by Google

biens de cette compagnie ne doivent pas être confisqués au profit de la République, sauf à la nation d'acquitter l'actionnaire innocent. — Le renvoi demandé par Jullien est décrété, et ce membre est adjoint à la commission des cinq.

L'accusateur public du tribunal révolutionnaire réitère à la Convention ses représentations sur ce qui lui est impossible de mettre en jugement, Brissot, Guadet et autres détenus, n'ayant encore reçu aucune piece sur cette affaire. — Le comité de sûreté générale, assuré par l'organe d'Amar qu'il s'empressera de présenter son rapport aussi-tôt qu'il sera achevé.

Il s'élève une discussion sur les subsistances. Barrere expose que la loi du premier juillet qui autorise les administrateurs des départemens et de districts qui manquent de subsistances à en acheter par-tout, a produit les plus grands maux. C'est, dit Barrere, une loi révolutionnaire qui était commandée par les circonstances; mais lorsque les circonstances plus fortes la rendent nuisible, il faut la rapporter. Je demande que le conseil exécutif soit autorisé à faire des réquisitions pour approvisionner les départemens.

La proposition de Barrere est adoptée; la Convention décrete en outre, sur la demande de Tallien, que la commission des subsistances, créée par les sections de Paris, sera supprimée; que le comité d'agriculture sera renouvelé, et qu'il présentera les moyens d'approvisionner Paris et toute la République.

Barrere reprend la parole au nom du comité de salut public. Il fixe l'attention de l'Assemblée sur la ville de Brest où la politique infâme de Pitt a fait des tentatives. On travaille, dit-il, les équipages à bord de l'escadre et dans les arsenaux. Des rapports certains nous apprennent qu'il y a dans le port de Brest des projets d'incendie. Les ennemis de la République ont égaré le peuple du département du Finistere. Les administrations sont corrompues, la faiblesse des chefs militaires a accru le mal. Les députés conspirateurs, qui s'étaient réfugiés à Caen, se sont rendus dans ce département où ils travaillent les esprits. Huit cantons ont refusé d'accepter la constitution. — A la suite de ce rapport, la Convention décrete que les citoyens Breard et Trehouard se rendront sur-le-champ à Brest en qualité de représentans du peuple pour y rétablir l'ordre dans toutes les parties du service de la marine, ramener les citoyens égarés et destituer les fonctionnaires publics de tout genre, prévaricateurs ou rébelles à la loi. Les représentans du peuple se rendront aussi à l'Orient pour le même objet.

Hérault de Séchelles succede à Barrere: nous avons reçu, dit-il, des dépêches qui nous annoncent que le département du Mont-Blanc est dans une crise violente. Pendant qu'une grande portion de l'armée des Alpes est occupée sous les

Digitized by Google

murs de Lyon, les Piémontais sont entrés dans le Mont-Blanc par trois endroits, le Faucigni, la Tarentaise et la Maurienne. Déja les postes les plus importans, sans le bourg Termignon, Soliere et Bramant dans la Maurienne, sont au pouvoir des ennemis. Sez et le bourg Saint-Maurice dans la Tarentaise, ont été abandonnés par les troupes de la République, trop inférieurs en nombre et forcées de se replier sur Conflant; peut-être en ce moment se sont-elles encore reculées sur Montmélian et le fort Barraux; ensorte que ce département est à la veille d'être envahi, si l'on n'y fait passer de prompts secours de troupes et sur-tout d'armes. Le rapporteur proposé au nom du comité de salut public et la Convention adopte le projet de décret suivant.

« La Convention, considérant qu'elle doit à toutes les parties de la République une et indivisible, la même protection pour repousser les despotes et leurs vils satellites, nomme les citoyens Simon et Dumas, pour se rendre sans délai, en qualité de représentans du peuple, près l'armée des Alpes, dans les départemens du Mont-Blanc, de l'Isere et des Hautes-Alpes, et prendre toutes les mesures qu'ils jugeront propres à les délivrer de ces ennemis.

Une lettre des représentans du peuple près l'armée du Rhin, en date du 23 août, annonce que depuis trois jours cette armée est aux prises avec les armées combinées, et que son courage opiniâtre résiste aux nombreux ennemis qui sont en sa présence. Déja les Autrichiens ont perdu deux lieues de terrain. Le tocsin de la liberté, ajoutent les commissaires, sonne en ce moment autour de nous. Huit mille habitans et toute la garde nationale de Weissembourg, sont partis aujourd'hui, avec leurs armes et des vivres, pour aller au secours du général Arlande, qui défend les gorges de Limbourg; nous espérons que dans trois ou quatre jours, 100,000 républicains viendront renforcer l'armée, qui n'attend plus qu'eux pour exterminer les rois et leurs vils satellites.

Séance du lundi 26 août.

Une lettre du procureur-général-syndic du département de la Lozere apprend à l'Assemblée l'arrestation de Carlier, ci-devant prieur de Chambolas, décrété depuis quelque tems d'accusation, et arrêté à deux lieues de Mende avec deux de ses complices.

Bourdon de l'Oise et Goupilleau, représentans du peuple près l'armée des côtes de la Rochelle, écrivent qu'ils ont destitué le général en chef Rossignol. Voici les motifs qui les ont forcés à cette mesure. Aussi-tôt que les représentans du peuple furent informés de cette singuliere nomination, ils écrivirent au comité de salut public pour l'engager à la révoquer sur-le-champ.

Digitized by Google

Rossignol, chef de la 35e. division de la gendarmerie à pied, s'étant trouvé à Niort, fut cantonné avec sa troupe dans un village voisin; bientôt on porta des plaintes contre lui, on l'accusa de pillage, et notamment d'avoir enfoncé une cave où il prit le vin; depuis le matin jusqu'au soir il était à danser la carmagnole et à s'enivrer dans les cabarets. Dans une conférence qui eut lieu à Niort et dans laquelle il demanda d'être admis, il dit qu'il avait été arrêté entre ses soldats et ses officiers que, lorsqu'on leur donnerait l'ordre d'attaquer les rebelles, ils ne le feraient qu'autant qu'ils seraient en nombre supérieur; par exemple, 6000 contre 4000 rebelles. Le choix d'un pareil général indigna toute l'armée.

« Nous avons cru, ajoutent les commissaires, qu'il fallait que les soldats eussent confiance en leur chef; confiance qui ne peut être accordée à un homme qui vit de pillage et de crapule. Nous avons gémi de voir promu à des grades supérieurs des hommes qui n'avaient jamais monté de garde. Tels sont les motifs qui nous ont déterminé à suspendre provisoirement Rossignol. Cette suspension qui déjoue l'intrigue, éveillera l'envie et la calomnie contre nous; mais le bien public sera toujours notre unique mobile.

» Après la victoire du 14, nous nous sommes portés à huit lieues en avant de Saint-Maixent; deux jours après nous nous sommes emparés des châteaux de l'Oie et de Verteuil, qui étaient des lieux de repaire pour les rebelles. »

Cette lettre excite de vifs débats.

Tallien ne connaît pas les talens militaires de Rossignol; mais il sait que c'est le premier général *sans-culotte* et l'un des vainqueurs de la bastille. Il n'examine point si Rossignol boit, s'il pille; mais si les commissaires ont eu le droit de le destituer. Eh que m'importent à moi, s'écrie-t-il, quelques pillages particuliers..... (De violens murmures interrompent l'orateur.)

Lecointre-Puyravaux cite plusieurs faits à la charge du général. Ce ne sont pas les représentans du peuple qui ont fait arrêter Rossignol. Il a été mis dans les prisons par ordre du général, pour avoir dit à Saint-Maixent, à Niort, qu'il ne pouvait concevoir que des soldats républicains obéissent à un général. Lecointre ne doute point que ce ne soit à l'intrigue de Ronsin, adjoint du ministre de la guerre, qu'on a dû la destitution instantanée de Tunck. — L'arrêté des commissaires est renvoyé au comité de salut public.

Des députations de diverses communes des environs de Paris sont admises à la barre. Elles exposent le dénuement où elles sont relativement aux subsistances. Leur pétition est renvoyée à la commission des subsistances. Les membres de cette commission sont Jay, Sainte-Foi, Coupé de l'Oise, Boucher-Saint-Sauveur, Danton, Chabot, Merlinot.

Digitized by Google

Une députation de la société des républicaines révolutionnaires est admise à la barre. Justement indignée des prévarications sans nombre qui ont eu lieu dans toutes les administrations et sur-tout dans le ministere de l'intérieur, elles viennent provoquer la sévérité de l'Assemblée. « Faites voir, lui disent ces citoyennes, que vous voulez sauver la patrie par la destitution de tous les nobles. Le peuple voit avec indignation que des hommes s'engraissent de son sang, tandis qu'il périt de misere. Voulez-vous que nous croyions que les nobles n'ont pas de défenseurs parmi vous, destituez-les tous des places qu'ils occupent. Ne dites pas que ce serait désorganiser nos armées en les privant de chefs expérimentés. Plus ils ont de talent, plus ils sont dangereux. Vous avez décrété que les hommes suspects seraient mis en état d'arrestation; mais n'est-ce pas là une loi dérisoire, lorsque les hommes suspects sont ceux-là même qui sont chargés de la faire exécuter?.....

Un des représentans du peuple près l'armée des Ardennes, instruit la Convention de l'heureux effet qu'a produit la réquisition faite dans ce département par les représentans du peuple qui y ont été envoyés en mission. Huit mille hommes se sont levés sur-le-champ, et sont en marche pour Avesnes, lieu du rassemblement. On leur a donné six pieces de canon; cinquante-quatre canoniers de Sédan les accompagnent : ils ont aussi avec eux cent hommes d'élite de la garde nationale de la même ville.

Le district de Sedan seul a fourni dix-sept cent cinquante-cinq hommes. Les administrateurs des Ardennes, en rendant compte de ces mêmes faits, écrivent aussi que cinq mille hommes sont restés pour la défense de ce département, et qu'il n'y a maintenant que des peres de famille de la seconde classe.

Une lettre du commandant des avants-postes de Fanssigny, département du Mont-Blanc, rend compte d'un avantage qu'ont eû les troupes de la République sur les Piémontais.

Fréderic, duc d'Yorck, a sommé, le 23 août, le commandant de Dunkerque de rendre la place à sa majesté Britannique. — « Je saurai la défendre, a répondu Omeara, avec les braves républicains que j'ai l'honneur de commander. »

PARIS, *le* 29 *août* 1793.

Le procès de Custines a été terminé mardi dernier 27 à 9 heures du soir. La grande majorité du jury a été pour l'affirmative dans les trois questions posées par le président du

Digitized by Google

tribunal, en conséquence il a été condamné à mort, et ses biens confisqués au profit de la République. Il a entendu prononcer son arrêt avec fermeté. Il s'est ensuite écrié : *je suis innocent.*

Custines a subi son jugement le lendemain sur les 10 heures du matin. Il s'est avancé vers l'échaffaut avec calme et résignation : il était assisté d'un confesseur, dans les discours et les prieres duquel il a paru chercher la consolation de ses derniers momens.

Le tribunal révolutionnaire avait été dénoncé à la Convention et aux jacobins, relativement au procès de Custines. Voici comment le citoyen Dumont, premier juré, a répondu dans une adresse à ses concitoyens, aux reproches d'indulgence dirigés contre ce tribunal.

« L'affaire de Custines vient de donner lieu à des diatribes virulentes contre *le tribunal révolutionnaire.* Premier juré de ce tribunal, je n'ai pas dû être insensible à ces injustes attaques ; et forcé par d'autres occupations de m'en éloigner depuis près de deux mois, tout-à-fait étranger par conséquent au procès de Custines, c'est peut-être à moi, plus qu'à tout autre, qu'il appartient de répondre à ces calomnies.

» Il est dans la société, des professions subordonnées aux volontés d'autrui ; et pour les remplir avec exactitude, il faut souvent faire fléchir ses opinions personnelles ; mais la conscience des hommes est absolument indépendante des impulsions étrangeres : nul être n'a le droit de lui dicter des lois. L'expression, par laquelle un homme fait connaître le résultat de sa conviction intime, est l'acte le plus essentiellement libre. *Il n'en est pas de la conviction comme des opinions ;* celles-ci peuvent être combattues, mais la conviction, produite par différentes causes, dont l'effet n'est sensible qu'à l'ame qui l'éprouve, est au-dessus de toutes les atteintes : un homme ne pouvant lire dans la conscience d'un autre, ne saurait l'accuser d'injustice. Soyez séveres dans le choix des jurés ; mais si vous ne pouvez les taxer de corruption, respectez les augustes et terribles fonctions dont ils sont investis.

» Avant que l'affaire de Custines fût commencée, des législateurs, au lieu de se borner à en demander la prompte instruction, se sont permis de dire qu'il fallait se hâter de *faire tomber sa tête.* Pendant cette instruction l'on a entendu des colporteurs de journaux crier l'interrogatoire du *scélérat Custines.* Depuis, on a fait un crime au tribunal « de vouloir décider sur des plans de campagne, au lieu de tirer du royalisme ou du rolandisme de Custines, des *inductions* qui le menerait à l'échafaud » ; et parce que l'on craint sans doute que cette maniere de juger ne soit pas adoptée, on accuse le tribunal de se montrer bien peu *révolutionnaire.*

Digitized by Google

» Il difficile de concevoir par quel aveuglement des patriotes estimables ont tenu une pareille conduite. Des législateurs auraient-ils dû s'exposer à influencer l'opinion des jurés ? Devrait-on permettre qu'avant la décision du procès, un accusé fût proscrit publiquement ? S'il n'y a pas contre Custines un corps de délit matériel, comme il y en avait contre Miaczinski, etc., si les faits à sa charge résultent de sa conduite militaire, peut-on reprocher au tribunal d'en faire la matière des débats ? et si, comme le dit peu adroitement un journaliste, il ne fallait juger ce général que d'après son royalisme, son rolandisme, son brissotisme, fût-il jamais une accusation plus vague ? De simples opinions peuvent-elles être la matière d'un procès ? Jamais tribunal criminel a-t-il pu prononcer une peine capitale sur des inductions.

» Par quel abus des termes voudrait-on qu'un tribunal révolutionnaire fût dispensé de juger d'après des preuves, et devînt le servile instrument des vengeances populaires, et souvent particulières ? Un juré doit être calme au milieu des orages des passions ; et tout ce qu'on doit attendre d'un juré révolutionnaire, c'est que, sans s'arrêter aux formes, il ne cherche qu'à acquérir la conviction. De quelque manière qu'elle lui parvienne, sa conscience lui prescrit de faire sa déclaration avec la fermeté d'un homme libre ; mais pour prononcer, un juré révolutionnaire doit, comme un autre, avoir cette conviction, et ceux-là trompent le peuple, qui veulent préparer l'anéantissement d'un tribunal redoutable et nécessaire à l'établissement de la République, en dénaturant l'objet de sa formation, et en jetant de la défaveur sur les courageux citoyens qui le composent, sur des hommes inaccessibles à la séduction et à la crainte, et qui, en abandonnant le poste où la confiance nationale les a placés, emporteront avec eux la certitude consolante d'avoir bien mérité de la patrie. »

Le vrai républicain, DUMONT.

Le tribunal révolutionnaire s'occupe actuellement de l'affaire des accusés de Rouen, qui sont au nombre de 27. Il s'agit dans ce procès de mouvemens contre-révolutionnaires qui se manifestèrent dans cette ville à l'époque du jugement de Louis Capet : l'arbre de la liberté fut abbattu, la cocarde blanche arborée par quelques personnes, des cris de *vive le roi* se firent entendre, etc. Cette affaire se prolongera, parce que le nombre de témoins à entendre est de près de deux cents.

La Tour-du-Pin, ancien ministre de la guerre, a été arrêté dans sa maison, d'Auteuil. Il a été conduit à l'Abbaye comme prévenu d'émigration. — Jacques Roux, prêtre connu par plusieurs discours très-véhémens dans les sociétés populaires, et par des pétitions peu mesurées à la barre de la Convention, a été arrêté et transféré à la Conciergerie, comme pré-

Digitized by Google

venu de servir par une exagération hypocrite les desseins de nos ennemis.

Sur la proposition de Chaumet, la société des jacobins a arrêté de présenter une pétition à la Convention, pour lui demander la déportation de tous les aristocrates et de tous les hommes suspects. Cette société étant instruite que l'ex-ministre Garat allait prendre la place de secrétaire du conseil exécutif, qui se trouve vacante par la nomination de Paré au ministere de l'intérieur, elle a arrêté de demander que Garat fut mis en état d'arrestation, et qu'il ne pût être admis à aucune place avant d'avoir rendu ses comptes.

NOUVELLES DES ARMÉES.

Bergues. Le 21 au matin, tous nos postes dans les environs de Bergues, à 2 lieues d'ici, ont été vivement attaqués et repoussés. Sur les 8 à 9 heures le camp de Guivelde, à 2 lieues de Dunkerque, près de Furnes, a été aussi attaqué; mais nous n'avons pas perdu un pouce de terrain. La nuit du 21 au 22, les ennemis ont fait des approches jusqu'auprès de de Bergues, et ont investi et sommé la ville de se rendre; mais le citoyen Carnion, général de brigade, qui commande la place, leur a répondu qu'il était Républicain, ainsi que toute sa garnison, et qu'il préférait mourir plutôt que de se rendre. La garnison n'est composée que de 14 à 1500 hommes. Le camp de Guivelde est à-peu-près de 4000 hommes. A 11 heures du matin, heure de la marée montante, on a levé les écluses pour inonder les environs de Bergues, et l'on continue ce soir jusqu'à grande inondation.

La nuit du 22 au 23, le camp de Guivelde s'est replié sur la ville, craignant d'être coupé par l'ennemi, et pour mieux garder la communication de Dunkerque à Bergues.

Dunkerque, le 21 août. Voici la sommation qui vient d'être faite de la part du duc d'Yorck au commandant de cette place.

Au quartier-général de l'armée combinée devant Dunkerque, le 23 août.

MONSIEUR,

« Je vous préviens que l'armée que je commande est à vos portes. Votre ville, sans défense réelle, ne peut opposer aucune résistance aux armes victorieuses que je pourrais sur-le-champ employer contre elle, si je ne voulais éviter la ruine totale d'une ville florissante, et si l'humanité et la générosité

Digitized by Google

me faisaient desirer d'épargner le sang humain. Je vous somme donc, Monsieur, de rendre la ville de Dunkerque à sa majesté Britannique, avant que j'aie déployé contre elle les forces considérables qui sont à ma disposition, en vous prévenant cependant que j'écouterai les propositions que vous pourrez me faire, et qui ne porteraient pas atteinte à la considération et à l'honneur des armes Britanniques, ainsi qu'aux intérêts de la Grande-Bretagne et de ses alliés. Je veux bien vous accorder un délai de 24 heures, pour délibérer sur la présente sommation. »

Réponse à la sommation

« Général, investi de la confiance de la République Française, j'ai reçu votre sommation de rendre une ville importante. J'y répondrai en vous assurant que je saurai la défendre avec les braves républicains que j'ai l'honneur de commander. »

Signé, OMÉARA, *général de brigade.*

On croit l'armée Anglaise forte de 15 à 18,000 hommes; elle est campée à droite et à gauche du canal de Furnes, entre Guivelde et Lastrenhouke, et son front s'étend jusqu'aux dunes le long de la mer. — Le 25, plusieurs postes se sont avancés; un entr'autre a établi une batterie à une demi-lieue au plus de la place, et plusieurs boulets sont tombés dans la ville. L'armée Française est campée sous les remparts. Il y a eu, pendant le jour, beaucoup d'actions de postes, et les tirailleurs de part et d'autre ont fait un feu continuel. Sur les dix heures, la garnison a fait une sortie vigoureuse, et a repoussé les avant-postes à une lieue des fortifications, et leur a tué beaucoup de monde. Les batteries de la place ont fait un feu terrible jusqu'à neuf heures du soir. Depuis ce moment jusqu'à six heures du matin, il n'a pas été tiré un seul coup de fusil, et la nuit entiere a été des plus tranquilles. Les troupes, harassées de fatigue depuis trois jours, avaient bon besoin de ce repos. Les batteries flottantes ont été très-utiles, et le citoyen Castaignier qui les dirige, a fait replier deux fois un corps nombreux de cavalerie, auquel il a empêché le passage de l'Astren, ainsi qu'à un train considérable d'artillerie. L'ennemi a élevé sur les dunes deux batteries avec lesquelles il a canonné les batteries flottantes; Castaignier a fait taire deux fois de suite leur feu. Cet officier est plein de bravoure et de patriotisme. La garde nationale est disposée à défendre cette ville importante jusqu'à la derniere extrémité.

On écrit de Lille que le général Houchard part à l'instant pour Cassel, afin de secourir Dunkerque, et qu'il va s'occuper de réunir un corps de 30,000 hommes pour combattre les

Digitized by Google

anglais. La division de Cassel se trouve renforcée depuis huit jours de 14.000 hommes de bonnes troupes, qu'y a fait passer le général Houchard; savoir, 8,000 hommes sous les ordres du général de division Jourdan, et 6,000 hommes sous les ordres du général de division Landrin. Notre position du côté de Lille se trouve raffermie depuis quelques jours par l'abandon total de la part des ennemis des postes de Lincelles et de Blaton, dont ils avaient voulu nous chasser, et où ils ont été si maltraités dans l'affaire du 18.

Weissembourg, le 22 août. Lettre des représentans du peuple près l'armée du Rhin à la Convention.

« Citoyens nos collegues, voilà trois jours que l'armée républicaine du Rhin est aux prises avec les armées combinées des despotes; voilà trois jours que son courage opiniâtre résiste au nombre des esclaves qui sont en sa presence : le combat a commencé ce matin à quatre heures; il a été soutenu de part et d'autre avec beaucoup d'animosité jusqu'à la nuit; cependant les Autrichiens ont perdu deux lieues de terrein. Notre artillerie s'est montrée digne de toute sa réputation, et a fait taire souvent celle de l'ennemi, quoiqu'elle soit plus nombreuse et plus forte en calibre. Nous avons été témoin de cette action importante qui pouvait décider du sort du Bas-Rhin.

» Le général Landremont, qui commandait en chef l'armée en l'absence de Beauharnais, a montré le plus grand sang-froid et la plus grande activité; nous nous sommes portés, presqu'à nuit close, avec le général Meynier, tout auprès de l'Huisaure, où nos tirailleurs faisaient à quatre pas de nous un feu très-vif de mousquetterie sur une maison de cette petite ville, d'où l'on tirait sur eux. Nous avons été à portée de voir le nombre des morts; nous sommes assurés de n'avoir perdu que 30 hommes, tout au plus, tandis que les rangs des ennemis avaient été souvent enfoncés par la violence de notre artillerie. Les vignes et les sentiers étaient couverts de cadavres. Nous ne savons pas encore quel est le succès de l'attaque qui a eu lieu en même tems du côté de Lauterbourg; c'est la partie la plus exposée à l'invasion des ennemis. Nous allons partir dans deux heures pour savoir par nous-mêmes ce qui s'y passe, car nous sommes assurés qu'une attaque générale de la part de l'ennemi se renouvellera encore demain matin.

» Le tocsin de la liberté sonne en ce moment autour de nous, déja 8000 habitans des campagnes sont dans les gorges de Bitche; toute la garde nationale de Weissembourg est partie aujourd'hui avec ses armes et des vivres pour aller au secours du général Arlande qui défend les gorges de Linback; nous espérons que dans 3 à 4 jours 100,000 Républicains viendront

Digitized by Google

renforcer l'armée, qui n'attend plus qu'eux pour exterminer les rois et leurs vils satellites.

Perpignan. Les représentans du peuple auprès de l'armée des Pyrennées orientales, ont destitué et mis en état d'arrestation le général Deflers. Barbantanne lui succède dans le commandement en chef. Le Mont-Libre est assiégé. C'est le brave d'Agobert qui commande à ce poste. Le camp de l'armée, sous Perpignan, garantit la ville d'un siége. Les Espagnols ont pris le 4 le petit fort de Villefranche.

Une lettre de Perpignan, en date du 12, annonce que les Espagnols cantonnés à Millac ont passé la riviere de Lalet au nombre de 2 à 3 mille hommes, dont plus d'un tiers de cavalerie, pour surprendre nos avants-postes de Carmaillac. Nos forces, dans cette partie, sont au plus de cinq cents hommes; ils étaient parvenus à enlever deux pieces de canon et un obusier; mais un détachement du 6e bataillon de l'Aube, commandé par le brave Dejean, quelques chasseurs des Pyrénées, sous les ordres de Deville, et un détachement du 27e régiment de cavalerie, sont tombés sur eux avec la bayonnette et le sabre, les ont mis en fuite, ont repris nos postes et nos canons, dont ils se sont servis pour faire mordre la poussiere à un grand nombre de castillans; nous n'avons eu qu'un volontaire tué et douze blessés. Cette action, quoiqu'elle ne soit qu'une affaire de poste, fait le plus grand honneur à nos troupes; 500 républicains ont repoussé 3000 Espagnols. Nous avons conservé notre position, et nous les attendons de pied ferme, s'ils s'avisent de revenir.

NOUVELLES DES DÉPARTEMENS.

LA MOSELLE.

Aux républicains Français, nuit du 18 au 19 août 1793, l'an deuxieme de la République.

Les ennemis se disposaient à pénétrer dans les gorges de la Petite-pierre, le département était menacé d'une incursion de ces barbares: aussi-tôt 3000 hommes se sont levés dans les cantons d'Ingwiller, Niederbropn et la Petite-pierre. Une seule nuit leur a suffi pour se former, et pour occuper tous les postes et les détours de ces gorges. Ils ont emporté des vivres pour quatre jours, et c'est le brave Helmstetter, administrateur du département, et leur chef de légion, qui les commande.

Telle est l'énergie de caractere chez un peuple républicain, qu'il sacrifie toutes ses jouissances, sa vie même, lorsque sa

Digitized by Google

liberté est menacée. Vous serez tous fiers, tous jaloux de suivre ce généreux exemple : les satellites des despotes trouveront bientôt la mort dans un département dont ils veulent faire leur proie, et la patrie sera sauvé.

Publié par ordre du directoire du département.

Signés, BURGER, *vice-président*; BARBIER, *secrétaire-général*.

La Vendée. Une lettre écrite de Saumur, en date du 23, par les commissaires de la section des Gardes-Françaises, annonce que les armées de Luçon et Niort remportent journellement des succès auxquels celle de Saumur brûle d'avoir part; on dit les villes de Cholet et de Mortagne en notre pouvoir, à la suite d'une action où 20,000 brigands ont péri. Le tocsin des rebelles sonne jour et nuit, mais inutilement : nous avons gagné douze lieues de terrein, et chemin faisant l'on met le feu aux bois et aux genets. Le 23, 5000 hommes de la garnison de Mayence sont arrivés à Saumur; 5000 autres y étaient attendus pour le lendemain. Les représentans-députés et le général Santerre ont assisté à l'ouverture de la société populaire.

Une autre lettre porte que sept petits bâtimens anglais, chargés de poudre, ont été pris devant Belle-Isle; ils ont été amenés à Guerrande.

Le général Canclaux écrit de Nantes, en date du 24, que neuf voitures chargés de poudres et munitions, destinées pour Ponchâteau, ont sauté en route.

Bouches-du-Rhône. Les commissaires de la Convention à Avignon écrivent, en date du 16 août, que le 9 de ce mois un détachement de Marseillais, appuyé par des batteries de calibre, s'empara de ville et château de Cadinet, et en chassa les troupes de la République, qui n'avaient point de canons; aussi-tôt les commissaires requirent le général Cartaud d'y faire marcher des troupes de ligne avec du canon : 6000 hommes des districts de Carpentras et d'Apt, réunis à un régiment d'Allobroges et à un bataillon de ligne, marcherent vers Cadenet sur trois colonnes : on était disposé à reprendre ce poste à tout prix, même par l'escalade; mais l'ennemi n'a pas voulu attendre cette extrémité. Il a pris la fuite et a passé la Durance.

On lui a fait 38 prisonniers, parmi lesquels un chef nommé Arbaut qui etait blessé. Un seul chasseur Allobroge en a pris 18; environ cent ont été tués ou noyés. Nous leur avons pris trois pieces de canon, six quintaux de poudre, beaucoup de boulets et de cartouches : tous les ordres sont donnés pour empêcher une nouvelle trouée de la part des Marseillais. Les réquisitions ont été faites pour les chasser de Manosque, dont ils se sont emparés. Robespierre et Ricord ont couru les plus grands dangers; ils n'ont dû leur salut qu'à

Digitized by Google

quelques patriotes qui se sont ralliés autour d'eux ; ils ont perdu leur voiture, leurs effets et leurs papiers.

Les commissaires demandent des fonds pour faire agir les patriotes de ces départemens qui se sont joints à eux : les Marseillais, dans l'incursion qu'ils ont faite jusqu'à Orange le mois dernier, ont desséché toutes les caisses des districts. Nous avons vu par les papiers publics, ajoutent les commissaires, que le député Mainvielle avait annoncé, contre toute vérité, que ses père et mère avaient été assassinés par les Marseillais, lors de leur entrée à Avignon. Vous verrez par l'acte de notoriété que nous vous envoyons, qu'ils sont pleins de vie, tandis que les patriotes Avignonnais, au nombre d'environ 80, ont été fusillés et massacrés dans leurs maisons et les rues d'Avignon.

Notice des séances subséquentes de la Convention, du mardi et du mercredi.

Du mardi 27 août. L'Assemblée confirme un arrêté des représentans du peuple dans le département de l'Aisne, tendant à faire mettre en état d'arrestation tous les ci devant nobles de ce département, excepté les femmes de plus de 50 ans, les hommes de plus de 60, et les enfans au-dessous de 17 ans. — Rapport du comité de salut public. Barrere donne quelques éclaircissemens sur la conduite de Kellermann. Bourdon, de l'Oise, et Goupilleau, qui l'avaient destitué, ont été rappellés.

Une lettre particuliere donne les détails suivans : les ennemis ont attaqués le camp d'Orneback, près Bitche, dont il se sont emparés sans la moindre résistance. Les soldats du 42e. régiment ont crié : *sauve qui peut.* Le 102e. régiment a jetté ses armes et s'est enfui. La suite de cette trahison a été la prise de Bitche.

Une lettre interceptée et écrite par une femme de Lyon, porte ces mots : « on dit Kellermann en route, j'ai bien de la peine à le croire ; je sais de bonne part qu'il est dans nos intérêts. » Cette lettre a excité l'attention du Comité ; il a pris des mesures de surveillance à l'égard de Kellermann.

Du mercredi 28 août. Le général Rossignol, commandant en chef l'armée des côtes de la Rochelle, a été réintégré dans ses fonctions.

Digitized by Google

Du lundi 22 juillet 1793.

PAIEMENS DES RENTES DE L'HÔTEL-DE-VILLE DE PARIS.

Six premiers mois 1793. Les Payeurs sont à la lettre A.

Noms des Payeurs.

23. M. Legras, viager & perpétuel.....Lundi.
26. M. Lamotte, perpétuel & viager.....Lundi.
28. M. Creuze, tont. viager & perpét.....Lundi.
29. M. Lebon de la Boutraye, tont. perp. & v...Lundi.
40. M. Taurel, perpétuel.....Lundi.
34. M. Fauveau, perpétuel, coupons.....Samedi.

Du Mardi 23 Juillet 1793.

3. Nau de Sainte-Marie, perp. & viag.....Mardi.
13. Marsollier, perpét. & viager.....Mardi.
15. Defays, viager & perpétuel.....Mardi.
24. Desplaces, tont. perpét. & viager.....Mardi.
25. Vieillard, tont. perpétuel & viager.....Mardi.
33. Hurel, perpétuel & viager.....Mardi.
36. Debroé, perpétuel.....Mardi.

Digitized by Google

AVIS.

On observe que les Rédacteurs n'ont rien de commun avec l'Abonnement, la distribution, etc. C'est au citoyen GUTH, *seul Directeur du Mercure, hôtel de Thou, rue des Poitevins, et non à aucun d'eux, qu'il faut adresser tout ce qui concerne ces objets; autrement des lettres souvent importantes pourraient rester au rebut.*

Les personnes qui enverront au citoyen GUTH *des effets sur Paris, pour acquit de leur Abbonnement, voudront bien les faire timbrer; faute de quoi ils ne seraient pas acquittés. Les lettres contenant des Assignats, doivent être chargées à la Poste, pour ne pas courir le risque de s'égarer.*

Le prix de l'Abonnement est de trente-six livres *franc de port pour les Départemens et pour Paris. Il faut affranchir le port de l'argent et de la lettre, et joindre à cette derniere le reçu du Directeur des Postes. On souscrit hôtel de Thou, rue des Poitevins. On s'adressera au Citoyen* GUTH, *Directeur du Bureau du Mercure. L'Abonnement ne peut avoir lieu que pour l'année entiere et pour six mois.*

Messieurs les Souscripteurs du mois d'Août sont priés de renouveller de bonne heure leur Abonnement, afin qu'on ait le tems d'imprimer leurs adresses, et qu'ils n'éprouvent aucun retard dans l'expédition. Ils voudront bien donner aussi leurs noms et qualités d'une écriture lisible; ou joindre à leur lettre une des adresses imprimées qui enveloppent le Mercure.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google


Digitized by Google